

Document mis
en distribution
le 18 février 2004



N° 1435 – tome 2

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

DOUZIÈME LÉGISLATURE

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 12 février 2004.

RAPPORT

FAIT

AU NOM DE LA COMMISSION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES, DE LA LÉGISLATION ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA RÉPUBLIQUE SUR LE PROJET DE LOI, ADOPTÉ PAR LE SÉNAT (N° 1218), *relatif* aux **responsabilités locales**.

PAR M. Marc-Philippe DAUBRESSE,

Député.

TOME II

TABLEAU COMPARATIF – ANNEXE
AMENDEMENTS NON ADOPTÉS PAR LA COMMISSION
LISTE DES AUDITIONS

Voir les numéros :

Sénat : 4, 31, 32, 33, 34, 41 et T.A. 10 (2003-2004).

Assemblée nationale : 1218, 1423, 1432 et 1434.

SOMMAIRE

Pages

TABLEAU COMPARATIF – 1ÈRE PARTIE	5
TABLEAU COMPARATIF – 2ÈME PARTIE	50
TABLEAU COMPARATIF – 3ÈME PARTIE.....	100
TABLEAU COMPARATIF – 4ÈME PARTIE.....	157
TABLEAU COMPARATIF – 5ÈME PARTIE.....	214
TABLEAU COMPARATIF – 6ÈME PARTIE.....	305
TABLEAU COMPARATIF – 7ÈME PARTIE.....	366
ANNEXE AU TABLEAU COMPARATIF.....	445
TRAITÉ INSTITUANT LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE SIGNÉ À ROME LE 25 MARS 1957	450
CODE DES PENSIONS CIVILES ET MILITAIRES DE RETRAITE.....	510
AMENDEMENTS NON ADOPTÉS PAR LA COMMISSION.....	551
ARTICLE 88 A	596
LISTE DES PERSONNES ENTENDUES PAR LE RAPPORTEUR	621

TABLEAU COMPARATIF – 1ère partie

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
—	—	—	—
	<p align="center">Projet de loi relatif aux responsabilités locales</p>	<p align="center">Projet de loi relatif aux responsabilités locales</p>	<p align="center">Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités locales</p>
			(amendement n° 477)
	<p align="center">TITRE I^{ER} LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET LE TOURISME</p>	<p align="center">TITRE I^{ER} LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, LE TOURISME ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE</p>	<p align="center">TITRE I^{ER} LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, LE TOURISME ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE</p>
	<p align="center">CHAPITRE I^{ER} Le développement économique et le tourisme</p>	<p align="center">CHAPITRE I^{ER} Le développement économique</p>	<p align="center">CHAPITRE I^{ER} Le développement économique</p>
	Article 1 ^{er}	Article 1 ^{er}	Article 1 ^{er}
		<p align="center">Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :</p>	<p align="center"><i>(Alinéa sans modification).</i></p>
	<p>I. — Dans le livre cinquième de la première partie du code général des collectivités territoriales, l'intitulé du titre premier « Aides aux entreprises » devient « Développement économique ».</p>	<p>I. — L'intitulé du titre I^{er} du livre V de la première partie est ainsi rédigé : « Développement économique ».</p>	<p>I. — <i>(Sans modification).</i></p>
	<p>II. — L'article L. 1511-1 du code général des collectivités territoriales est remplacé par les dispositions suivantes :</p>	<p>II. — L'article L. 1511-1 est ainsi rédigé :</p>	<p>II. — <i>(Alinéa sans modification).</i></p>
<p align="center">Code général des collectivités territoriales</p>			
<p><i>Art. L. 1511-1.</i> — Les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, lorsque leur intervention a pour objet la création ou l'extension d'activités économiques, accorder des aides di-</p>	<p>« <i>Art. L. 1511-1.</i> — Sans préjudice des missions incombant à l'État, la région exerce, dans son ressort, la responsabilité du développement économique. A cet effet, elle assure la coordination</p>	<p>« <i>Art. L. 1511-1.</i> — La région est responsable du développement économique sur son territoire, sous réserve des missions incombant à l'État. Elle y coordonne les interventions économiques</p>	<p align="center">« <i>Art. L. 1511-1.</i> —</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>rectes ou indirectes à des entreprises, dans les conditions prévues aux articles L. 1511-2 à L. 1511-5.</p>	<p>des actions économiques des collectivités territoriales. Elle adopte le schéma régional de développement économique, après concertation avec les autres collectivités territoriales et après avoir recueilli l'avis des chambres consulaires. Le schéma est communiqué au représentant de l'État dans la région.</p>	<p>des collectivités territoriales et de leurs groupements. A cet effet, le conseil régional adopte un schéma régional de développement économique, après avoir organisé une concertation avec les autres collectivités territoriales et leurs groupements puis recueilli l'avis des chambres consulaires. Cet avis est réputé favorable s'il n'a pas été formulé dans un délai de trois mois à compter de la réception du projet de schéma. Le schéma...</p>	<p>... consulaires et des organisations syndicales représentatives. Cet avis est réputé émis s'il ...</p> <p>(amendements n^{os} 290 et 291)</p> <p><i>« Le schéma régional de développement économique définit les orientations stratégiques de la région en matière économique. Il vise à promouvoir un développement économique équilibré de la région, à développer l'attractivité de son territoire et à prévenir les risques d'atteinte à l'équilibre économique de tout ou partie de la région.</i></p> <p>(amendement n^o 292)</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>
<p>Code de l'urbanisme</p> <p><i>Art. L. 510-1. — Cf. annexe.</i></p>	<p>« La région établit un rapport annuel relatif aux ai-</p>	<p>« Les aides aux entreprises des collectivités territoriales et des groupements de collectivités territoriales situés sur le territoire de la région tiennent compte des orientations du schéma régional de développement économique.</p> <p>« Le conseil régional communique au représentant</p>	<p><i>« La procédure d'agrément visée à l'article L. 510-1 du code de l'urbanisme n'est pas applicable dès lors qu'un schéma régional de développement économique est adopté.</i></p> <p>(amendement n^o 293)</p> <p>« Le conseil régional établit un rapport relatif aux</p>

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

**Texte adopté
par le Sénat
en première lecture**

**Propositions
de la Commission**

des et régimes d'aides mis en œuvre dans son ressort par l'ensemble des collectivités territoriales au cours de l'année civile précédente et le communique, avant le 30 juin de l'année suivante, au représentant de l'État dans la région.

« En cas d'atteinte à l'équilibre économique de tout ou partie de la région, le président du conseil régional, de sa propre initiative ou saisi par le représentant de l'État, organise une concertation avec les présidents des conseils généraux, les maires et les présidents des établissements publics de coopération intercommunale intéressés, et inscrit la question à l'ordre du jour de la prochaine réunion du conseil régional ou de la commission permanente. »

de l'État dans la région, avant le 30 juin de chaque année, un rapport relatif aux aides et régimes d'aides mis en œuvre sur son territoire, dans les conditions prévues au présent chapitre, par les collectivités territoriales et leurs groupements au cours de l'année civile précédente. Ce rapport est également communiqué aux collectivités territoriales et aux groupements de collectivités territoriales situés sur le territoire de la région qui en font la demande.

... l'État
dans la région, organise...

... présidents des groupements de collectivités territoriales intéressés...

...
permanente. Les avis des présidents de conseil général, des maires et des présidents des groupements de collectivités territoriales intéressés sont communiqués au cours de ce débat. »

aides et régimes d'aides mis en œuvre sur son territoire au cours de l'année civile, dans les conditions prévues au présent chapitre, par les collectivités territoriales et leurs groupements. *À cette fin, ces collectivités et groupements transmettent, avant le 30 mars de chaque année, toutes les informations relatives aux aides et régimes d'aides mis en œuvre dans leur ressort au titre de l'année civile précédente.*

« Ce rapport est communiqué au représentant de l'État dans la région avant le 30 juin de l'année suivante et, sur leur demande, aux collectivités précitées. Les informations contenues dans ce rapport permettent à l'État de remplir ses obligations au regard du droit communautaire. »

(amendement n° 294)

... avis et propositions des ...

(adoption de l'amendement n° 98 de M. Gest)

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Code général des collectivités territoriales</p> <p><i>Art. L. 1612-15. — Cf. annexe.</i></p> <p>Traité instituant la communauté européenne</p> <p><i>Art. 88-1 et 89. — Cf. annexe.</i></p>	<p>III. — Il est créé un article L. 1511-1-1 ainsi rédigé :</p> <p>« <i>Art. L. 1511-1-1.</i> — La notification à la Commission européenne des projets d'aides ou de régimes d'aides que les collectivités territoriales souhaitent mettre en œuvre est assurée par l'État.</p> <p>« Lorsqu'une décision de la Commission européenne ou un arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes enjoint la récupération, à titre provisoire ou définitif, d'une aide accordée à une entreprise par une collectivité territoriale, cette dernière est tenue de procéder sans délai à cette récupération. A défaut, le représentant de l'État adresse à l'ordonnateur de la collectivité en cause une mise en demeure d'émettre le titre de recette nécessaire à la récupération intégrale de l'aide. Si cette mise en demeure n'est pas suivie d'effet dans le délai d'un mois à compter de sa notification, le représentant de l'État procède d'office à l'émission du titre nécessaire à cette récupération.</p> <p>« Les collectivités territoriales supportent les conséquences financières des condamnations qui pourraient résulter pour l'État de l'exécution tardive ou incomplète des décisions de récupération. Cette charge est une dépense obligatoire au sens de l'article L. 1612-15.</p> <p>« Les obligations résultant de la procédure prévue à l'article 88-1 du traité instituant la Communauté eu-</p>	<p>III. — Après l'article L. 1511-1, il est inséré un...</p> <p>« <i>Art. L. 1511-1-1.</i> — L'État notifie à la Commission européenne les projets ...</p> <p>... territoriales et leurs groupements souhaitent mettre en œuvre.</p> <p>« Toute collectivité territoriale, tout groupement de collectivités territoriales ayant accordé une aide à une entreprise est tenu de procéder sans délai à sa récupération si une décision de la Commission européenne ou un arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes l'enjoint, à titre provisoire ou définitif. A défaut, après une mise en demeure restée sans effet dans un délai d'un mois à compter de sa notification, le représentant de l'État territorialement compétent procède d'office à l'émission du titre nécessaire à la récupération de l'aide.</p> <p>... territoriales et leurs groupements supportent...</p>	<p>III. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>« <i>Art. L. 1511-1-1.</i> — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>... compétent y procède d'office <i>par tout moyen</i>.</p> <p>(amendement n° 295)</p> <p>(<i>Alinéa sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p align="center">Code général des collectivités territoriales</p>	<p>ropéenne et celles résultant de la mise en œuvre des règlements d'exemption pris en application de l'article 89 du dit traité s'imposent aux collectivités territoriales lorsqu'elles concernent leurs dispositifs d'aide aux entreprises. »</p>	<p>... territoriales et à leurs groupements lorsqu'elles...</p>	<p>... et de la mise ... (amendement n° 296)</p>
<p><i>Art. L. 1511-2.</i> — Les aides directes revêtent la forme de subventions, de bonifications d'intérêt ou de prêts et avances remboursables, à taux nul ou à des conditions plus favorables que celles du taux moyen des obligations. Elles sont attribuées par la région et leur régime est déterminé par délibération du conseil régional.</p>	<p>IV. — L'article L. 1511-2 est remplacé par les dispositions suivantes :</p>	<p>IV. — ... est ainsi rédigé :</p>	<p>IV. — <i>(Sans modification).</i></p>
<p>Les départements, les communes ou leurs groupements peuvent participer au financement de ces aides directes dans le cadre d'une convention passée avec la région.</p>	<p>« <i>Art. L. 1511-2.</i> — Sans préjudice des dispositions des articles L. 1511-3 et L. 1511-5, le conseil régional définit le régime des aides qui peuvent être accordées aux entreprises dans la région et décide l'octroi de ces aides. Celles-ci revêtent la forme de subventions, de bonifications d'intérêt, de prêts et avances remboursables, à taux nuls ou à des conditions plus favorables que celles du taux moyen des obligations.</p>	<p>« <i>Art. L. 1511-2.</i> — Sans préjudice des dispositions de l'article L. 1511-3, de l'article L. 1511-5, du titre V du livre II de la deuxième partie et du titre III du livre II de la troisième partie, le conseil régional définit le régime et décide de l'octroi des aides aux entreprises dans la région qui revêtent la forme de prestations de services, de subventions, de bonifications d'intérêt, de prêts et avances remboursables, à taux nul ou à des conditions plus favorables que celles du taux moyen des obligations.</p>	<p>V. — <i>(Sans modification).</i></p>
<p><i>Art. L. 1511-3.</i> — Les aides indirectes peuvent être attribuées par les collectivités</p>	<p>« Les départements, les communes et leurs groupements peuvent participer au financement de ces aides dans le cadre d'une convention passée avec la région. »</p>	<p>...groupements ne peuvent aides que dans...</p>	<p>V. — <i>(Sans modification).</i></p>
<p><i>Art. L. 1511-3.</i> — Les aides indirectes peuvent être attribuées par les collectivités</p>	<p>V. — L'article L. 1511-3 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :</p>	<p>V. — L'article L. 1511-3 est ainsi modifié :</p>	<p>V. — <i>(Sans modification).</i></p>
<p><i>Art. L. 1511-3.</i> — Les aides indirectes peuvent être attribuées par les collectivités</p>	<p>1° Les premier et deuxième alinéas sont remplacés par les dispositions suivantes :</p>	<p>1° Les deux premiers alinéas sont remplacés par un alinéa ainsi rédigé</p>	<p>V. — <i>(Sans modification).</i></p>
<p><i>Art. L. 1511-3.</i> — Les aides indirectes peuvent être attribuées par les collectivités</p>	<p>« Les collectivités territoriales ou leurs groupements, seuls ou conjointe-</p>	<p>« Le montant des aides que les collectivités territoriales et leurs groupements peu-</p>	<p>V. — <i>(Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>territoriales ou leurs groupements, seuls ou conjointement.</p> <p>La revente ou la location de bâtiments par les collectivités territoriales ou leurs groupements doit se faire aux conditions du marché. Toutefois, il peut être consenti des rabais sur ces conditions ainsi que des abattements sur les charges de rénovation de bâtiments industriels anciens suivant les règles de plafond et de zone prévues par un décret en Conseil d'État.</p> <p>Les commissions dues par les bénéficiaires de garanties d'emprunt accordées par les établissements de crédit peuvent être prises en charge, totalement ou partiellement, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État. Cette aide ne peut pas être cumulée, pour un même emprunt, avec la garantie ou le cautionnement accordé par une collectivité ou un groupement.</p> <p>Les autres aides indirectes sont libres.</p>	<p>ment, peuvent attribuer des aides sous forme de subventions ou de rabais sur le prix de vente, de location ou de location vente de terrains nus ou aménagés ou de bâtiments neufs ou rénovés réalisés sous maîtrise d'ouvrage publique ou privée. Ces aides sont versées soit directement à l'entreprise bénéficiaire soit au maître d'ouvrage qui doit en faire bénéficier intégralement l'entreprise. Elles donnent lieu à l'établissement d'une convention. Le montant des aides est calculé par référence aux conditions du marché, suivant des règles de plafond et de zone déterminées par décret en Conseil d'État. » ;</p> <p>2° Le dernier alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :</p> <p>« Ces aides doivent tenir compte des orientations du schéma régional de développement économique adopté par le conseil régional. »</p> <p>VI. — L'article L. 1511-5 du code général des collectivités territoriales est remplacé par les dispositions suivantes :</p>	<p>vent attribuer, seuls ou conjointement, sous forme de subventions, de rabais...</p> <p>... rénovés est calculé par référence aux conditions du marché, selon des règles de plafond et de zone déterminées par décret en Conseil d'État. Ces aides donnent lieu à l'établissement d'une convention et sont versées soit directement à l'entreprise bénéficiaire, soit au maître d'ouvrage, public ou privé, qui en fait alors bénéficier intégralement l'entreprise. » ;</p> <p>2° Le dernier alinéa est supprimé.</p> <p>Alinéa supprimé.</p> <p>VI. — L'article L. 1511-5 est ainsi rédigé :</p>	<p>VI. — <i>(Alinéa sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Art. L. 1511-5. — Des actions de politique économique, notamment en faveur de l'emploi peuvent être entreprises par les collectivités territoriales ou leurs groupements dans le cadre de conventions conclues par eux avec l'État et fixant les modalités des aides qu'ils peuvent consentir le cas échéant en dérogeant aux conditions d'utilisation prévues pour les collectivités territoriales par les dispositions du II de l'article 87 de la loi de finances pour 1987 (n° 86-1317 du 31 décembre 1986).</p>	<p>« Art. L. 1511-5. — Lorsque, saisie par une autre collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales d'un projet d'aide ou de régime d'aides, la région n'a pas répondu dans un délai de deux mois ou a fait connaître son refus motivé d'intervenir, une convention peut être conclue entre l'État et la collectivité territoriale ou le groupement auteur du projet, pour compléter les aides ou régimes d'aides mentionnés aux articles L. 1511-2 et L. 1511-3. Le projet de convention est porté à la connaissance du conseil régional par le représentant de l'État.</p>	<p>« Art. L. 1511-5. —</p> <p>...Le conseil régional en est informé par le représentant de l'État dans la région.</p>	<p>« Art. L. 1511-5. —</p> <p>... Le projet de convention puis, le cas échéant, une copie de la convention sont portés à la connaissance du président du conseil régional par le représentant ...</p>
<p>2^e partie, livre II, titre IV, chapitre I^{er}. — aides directes et indirectes</p>	<p>« Le représentant de l'État dans la région transmet copie de la convention au président du conseil régional. »</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>Alinéa supprimé. (amendement n° 297)</p>
<p>3^e partie, livre II, titre III, chapitre I^{er}. section 1 — aides directes et indirectes</p>		<p>VII (nouveau). — Le chapitre I^{er} du titre V du livre II de la deuxième partie, la section 1 du chapitre I^{er} du titre III du livre II de la troisième partie et la section 3 du chapitre III du titre V du livre II de la quatrième partie sont intitulés : « Aides économiques ».</p>	<p>« En cas d'accord de la région, la collectivité territoriale ou le groupement de collectivités territoriales auteur du projet d'aide ou de régime d'aide, peut le mettre en œuvre. »</p> <p>(amendement n° 298)</p>
<p>4^e partie, livre II, titre V, chapitre III, section 3. — aides directes et indirectes</p>			<p>VII. — (Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Art. L. 2251-2, L. 2251-3, L. 3231-2 et L. 3231-3. — Cf. annexe.</p>	<p>Article 2</p> <p>L'État transfère aux régions, dans des conditions prévues par une loi de finances et sous réserve des crédits nécessaires pour abonder un fonds de solidarité économique, les crédits précédemment consacrés aux aides individuelles aux entreprises et faisant l'objet d'une gestion déconcentrée.</p> <p>Il transfère, dans les mêmes conditions le montant des ressources consacrées aux actions territorialisées du fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce ainsi qu'au dispositif d'encouragement au développement d'entreprises nouvelles.</p>	<p>VIII (nouveau). — À l'article L. 2251-2, au premier alinéa de l'article L. 2251-3, à l'article L. 3231-2 et dans la première phrase du premier alinéa de l'article L. 3231-3, les mots : « directes et indirectes » sont supprimés.</p> <p>Article 2</p> <p>Sous réserve des actions relevant de la solidarité nationale et dans les conditions prévues par la loi de finances, les régions sont compétentes pour accorder les aides individuelles aux entreprises attribuées par l'État antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi et faisant l'objet d'une gestion déconcentrée. Elles en déterminent le régime.</p> <p>Dans les mêmes conditions, les régions accordent les aides relatives aux actions territorialisées du fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce ainsi que celles visées aux neuvième et onzième alinéas de l'article L. 351-24 du code du travail.</p>	<p>VIII. — (Sans modification).</p> <p>Article 2</p> <p>(Sans modification).</p> <p><i>Article additionnel</i></p> <p><i>Il est inséré, après l'article L. 141-1 du code de l'urbanisme, deux articles L. 141-1-1 et L. 141-1-2 ainsi rédigés :</i></p> <p><i>« Art. L. 141-1-1. — Le schéma directeur de la région d'Île-de-France peut être modifié à l'initiative du président du conseil régional ou de l'État, à condition que la modification ne porte pas at-</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Code de l'urbanisme</p> <p>Art. L. 141-1. — Cf. annexe.</p>			<p>teinte à l'économie générale du schéma.</p> <p>« Le projet de modification est soumis pour avis aux personnes mentionnées au sixième alinéa de l'article L. 141-1. Ces avis sont réputés favorables s'ils n'interviennent pas dans un délai de trois mois après transmission du projet de modification.</p> <p>« Le projet de modification, assorti des avis prévus à l'alinéa précédent, est soumis à enquête publique.</p> <p>« À l'issue de l'enquête publique, le projet, éventuellement modifié pour tenir compte notamment des observations du public et des avis émis par les personnes publiques consultées, est adopté par la région d'Île-de-France et approuvé par l'autorité administrative. La modification est approuvée par décret en Conseil d'État en cas d'opposition d'un département.</p> <p>« Art. L. 141-1-2. – La déclaration d'utilité publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les dispositions du schéma directeur de la région d'Île-de-France ne peut intervenir que si :</p> <p>« 1° L'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique de l'opération et sur la mise en compatibilité du schéma qui en est la conséquence ;</p> <p>« 2° L'acte déclaratif d'utilité publique est pris après que les dispositions proposées pour assurer la</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
	<p>Article 3</p> <p>La loi n° 92-1341 du 23 décembre 1992 modifiée portant répartition des compétences dans le domaine du</p>	<p>CHAPITRE I^{ER} BIS</p> <p>Le tourisme</p> <p><i>[Division et intitulé nouveaux]</i></p> <p>Article 3</p> <p>... 1992 portant ...</p>	<p><i>mise en compatibilité du schéma ont fait l'objet d'un examen conjoint de l'État, de la région d'Île-de-France, des départements et des chambres consulaires régionales.</i></p> <p><i>« La déclaration d'utilité publique emporte approbation des nouvelles dispositions du schéma directeur de la région d'Île-de-France. La déclaration d'utilité publique est prise par décret en Conseil d'État en cas d'opposition de la région.</i></p> <p><i>« La déclaration de projet d'une opération qui n'est pas compatible avec les dispositions du schéma directeur de la région d'Île-de-France et pour laquelle une déclaration d'utilité publique n'est pas requise ne peut intervenir qu'après mise en compatibilité du schéma par l'autorité administrative. La mise en compatibilité est précédée des formalités prévues par les deuxième et troisième alinéas ci-dessus. Elle intervient par décret en Conseil d'État en cas d'opposition de la région. »</i></p> <p>(amendement n° 299)</p> <p>CHAPITRE I^{ER} BIS</p> <p>Le tourisme</p> <p>Article 3</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Loi n° 92-1341 du 23 décembre 1992 portant répartition des compétences dans le domaine du tourisme</p> <p><i>Art. 2.</i> — L'État définit et met en œuvre la politique nationale du tourisme.</p> <p>Sans préjudice des articles L. 2231-1 à L. 2231-8 du code général des collectivités territoriales relatifs aux stations classées, il détermine et met en œuvre les procédures d'agrément et de classement des équipements, organismes et activités touristiques selon des modalités fixées par décret.</p> <p>Il définit et conduit les opérations de promotion touristique nationale en liaison avec les collectivités territoriales et les partenaires concernés.</p> <p>Il fixe les règles et les orientations de la coopération internationale dans le domaine du tourisme et en assure la mise en œuvre, notamment au sein des organisations internationales compétentes.</p> <p>L'État favorise la coordination des initiatives publiques et privées dans le domaine du tourisme. Il apporte son concours aux actions de développement tou-</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>tourisme est modifiée ainsi qu'il suit :</p> <p>1° L'article 2 est ainsi rédigé :</p> <p>« <i>Art. 2.</i> — L'État définit la politique nationale du tourisme. Il associe les collectivités territoriales à sa mise en œuvre. Il est responsable de la coopération internationale dans le domaine du tourisme. Il définit et conduit les opérations nationales de promotion touristique en liaison avec les collectivités territoriales et les professionnels intéressés.</p> <p>« Il élabore et met en œuvre la réglementation des activités touristiques, notamment celles relatives à l'organisation et à la vente de voyages et de séjours. Les règles de classement et d'agrément des équipements et des organismes touristiques sont fixées par décret.</p> <p>« Il assure le recueil, l'analyse et la diffusion de données statistiques nationales dans le domaine du tourisme. » ;</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>...est ainsi modifiée :</p> <p>1° (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>« <i>Art. 2.</i> — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>... touristiques, et celles...</p> <p>... séjours. Les normes de classement ...</p> <p>... organismes de tourisme sont...</p> <p>(<i>Alinéa sans modification</i>).</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>1° (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>« <i>Art. 2.</i> — L'État est responsable de la coopération ...</p> <p style="text-align: center;">(amendement n° 300)</p> <p>(<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>(<i>Alinéa sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>ristique engagées par les collectivités territoriales, notamment par la signature de contrats de plan avec les régions dans les conditions fixées par la loi n° 82-653 du 29 juillet 1982 portant réforme de la planification.</p>			
<p><i>Art. 3.</i> — Les collectivités territoriales sont associées à la mise en œuvre de la politique nationale du tourisme. Elles conduisent, dans le cadre de leurs compétences propres et de façon coordonnée, des politiques dans le domaine du tourisme.</p>		<p>2° L'article 3 est abrogé ;</p>	<p>2° (<i>Sans modification</i>).</p>
	<p>2° Avant le premier alinéa de l'article 4, est inséré un alinéa ainsi rédigé :</p> <p>« La région anime et coordonne les initiatives publiques et privées dans le domaine du tourisme. » ;</p>	<p>3° Avant...</p> <p>(<i>Alinéa sans modification</i>).</p>	<p>3° (<i>Sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. 4.</i> — Dans le cadre de ses compétences en matière de planification et après consultation des collectivités territoriales et organismes visés à l'article 15 de la loi n° 82-653 du 29 juillet 1982 précitée, la région définit les objectifs à moyen terme du développement touristique régional.</p>			
<p>Le schéma régional de développement du tourisme et des loisirs prévu à l'article 3 de la loi n° 87-10 du 3 janvier 1987 relative à l'organisation régionale du tourisme fixe les modalités et les conditions de mise en œuvre des objectifs ainsi définis par le plan régional, notamment au plan financier.</p>			
<p>Des conventions entre les collectivités territoriales</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>concernées définissent, d'une part, les actions contribuant à l'exécution des objectifs fixés par le plan régional et, d'autre part, les modalités de mise en œuvre du schéma mentionné à l'alinéa précédent.</p>			
<p>Le conseil régional assure le recueil, le traitement et la diffusion des données relatives à l'activité touristique dans la région.</p>			
<p>Il coordonne, dans la région, les initiatives publiques et privées dans les domaines du développement, de la promotion et de l'information touristiques.</p>			
<p>Art. 5. — Dans chaque département, le conseil général établit, en tant que de besoin, un schéma d'aménagement touristique départemental. Ce schéma prend en compte les orientations définies par le schéma régional de développement du tourisme et des loisirs.</p>	<p>3° L'article 5 est complété par les dispositions suivantes :</p> <p>« Le département détermine les règles de procédure relatives à l'instruction des demandes d'agrément ou de classement des équipements et organismes de tourisme.</p> <p>« La décision de classement ou d'agrément de ces équipements ou organismes est prise par arrêté du président du conseil général, après consultation d'une commission comprenant au moins un tiers de membres du conseil général et un tiers au moins de représentants des professions touristiques. » ;</p>	<p>4° Le dernier alinéa de l'article 4 est ainsi rédigé :</p> <p>« Il détermine...</p> <p>...de tourisme. La décision de classement ou d'agrément est prise ...</p> <p>... conseil régional, après ...</p> <p>... conseil régional, un tiers...</p> <p>... touristiques, ainsi que des représentants des communes et des départements. Les personnels des services ou par-</p>	<p>4° (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p><i>Art. 3 et 4. — Cf. supra.</i></p>	<p>4° L'article 3 et le dernier alinéa de l'article 4 sont abrogés.</p>	<p>ties de services de l'État sont mis à disposition de la région pour l'exercice de cette compétence. »</p> <p>Alinéa supprimé.</p>	<p>5° <i>L'article 10 est abrogé.</i></p>
<p><i>Art. 10. — I. — Sans préjudice des articles L. 142-5 à L. 142-12 du code des communes relatifs aux offices du tourisme dans les stations classées, le conseil municipal peut, par délibération, décider la création d'un organisme dénommé office de tourisme qui assure les missions d'accueil et d'information des touristes ainsi que de promotion touristique de la commune en cohérence avec le comité départemental et le comité régional du tourisme. L'office de tourisme contribue à assurer la coordination des interventions des divers partenaires du développement touristique local.</i></p>			<p>(amendement n° 301)</p>
<p>Il peut être également consulté sur des projets d'équipements collectifs touristiques.</p>			
<p>Il peut être autorisé à commercialiser des prestations de services touristiques dans les conditions prévues par la loi n° 92-645 du 13 juillet 1992 fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours.</p>			
<p>II. — La nature juridique de cet organisme ainsi que les modalités de son organisation sont déterminées par le conseil municipal.</p>			
<p>L'instance délibérante de l'office de tourisme com-</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>prend notamment des délégués du conseil municipal ainsi que des membres représentant les activités, professions et organismes intéressés au tourisme dans la commune.</p>			
<p>III. — Le conseil municipal peut confier à l'office de tourisme tout ou partie de l'élaboration et de la mise en oeuvre de la politique du tourisme dans la commune et des programmes locaux de développement touristique, notamment dans les domaines de l'élaboration des produits touristiques, de l'exploitation d'installations touristiques et de loisirs, des études, de l'animation des loisirs, de l'organisation de fêtes et de manifestations artistiques.</p>			
<p>IV. — Sauf délibération contraire du conseil municipal concerné, les organismes de tourisme locaux existants sont réputés exercer leur activité conformément à la présente loi dès lors qu'ils satisfont les conditions fixées au deuxième alinéa du II du présent article et exercent les missions prévues au premier alinéa du I du présent article.</p>			
<p>V. — Les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale et des syndicats mixtes visés à l'article L. 166-1 du code des communes peuvent, dans la limite de leurs compétences, décider la création d'un office de tourisme intercommunal dont les attributions et les règles de fonctionnement sont identiques à celles définies aux paragraphes précédents pour les offices de tourisme municipaux.</p>			
<p>VI. — L'office de tou-</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>risme soumet annuellement son rapport financier au conseil municipal ou à l'organe délibérant du groupement de communes.</p>			
<p>Code général des collectivités territoriales</p> <p><i>2^e partie. — La commune</i></p> <p><i>Livre II. — Administration et services communaux</i></p> <p><i>Titre III. — Stations classées</i></p>	<p>Article 4</p> <p>Dans les conditions prévues par l'article 38 de la Constitution, le Gouvernement est autorisé à modifier par ordonnance les dispositions relatives, d'une part, aux conditions dans lesquelles une commune ou un groupement de communes peut instituer, par délibération de son organe délibérant, un organisme chargé de la promotion du tourisme, et, d'autre part, aux statuts et aux ressources de ces organismes. Cette ordonnance sera prise dans un délai d'un an suivant la publication de la présente loi. Un projet de loi de ratification devra être déposé devant le Parlement dans un délai de six mois à compter de la publication de l'ordonnance.</p>	<p>Article 4</p> <p>Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :</p> <p>I. - L'intitulé de la section III du livre II de la deuxième partie est ainsi rédigé : « Stations classées et offices de tourisme ».</p> <p>II. — L'intitulé de la section 2 du chapitre unique du titre III du livre II de la deuxième partie est ainsi rédigé : « Dispositions communes aux stations classées et aux offices de tourisme ».</p> <p>III. — L'intitulé de la sous-section 2 de la section 2 du chapitre unique du titre III du livre II de la deuxième partie est ainsi rédigé : « Offices de tourisme ».</p> <p>IV. — L'article L. 2231-9 est ainsi rédigé :</p> <p>« Art. L. 2231-9. — Une commune ou un grou-</p>	<p>Article 4</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p>I. — <i>(Sans modification).</i></p> <p>II. — <i>(Sans modification).</i></p> <p>III. — <i>(Sans modification).</i></p> <p>IV. — <i>(Sans modification).</i></p>
<p><i>Chapitre unique</i></p> <p><i>Section 2</i></p> <p>Dispositions communes aux stations classées</p>			
<p><i>Sous-section 2</i></p> <p>Office du tourisme</p>			
<p><i>Art. L. 2231-9. —</i></p> <p>Dans les stations classées,</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>ainsi que dans les communes littorales définies par l'article L.321-2 du code de l'environnement, il peut être institué par arrêté du représentant de l'État dans le département, à la demande du conseil municipal intéressé, un établissement public à caractère industriel et commercial, dénommé office du tourisme.</p>		<p>pement de collectivités territoriales peut, par délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant, instituer un organisme chargé de la promotion du tourisme, dénommé office de tourisme, dont le statut juridique et les modalités d'organisation sont déterminés par le conseil municipal ou l'organe délibérant.</p>	
<p><i>Art. L. 2231-10.</i> — L'office du tourisme est chargé de promouvoir le tourisme dans la station.</p>		<p>V. — L'article L. 2231-10 est ainsi rédigé :</p>	<p>V. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>Il assure la coordination des divers organismes et entreprises intéressés au développement de celle-ci.</p>		<p>« <i>Art. L. 2231-10.</i> — L'office de tourisme assure les missions d'accueil et d'information des touristes ainsi que de promotion touristique de la commune ou du groupement de collectivités territoriales, en cohérence avec le comité départemental et le comité régional du tourisme.</p>	
<p>Il est consulté sur les projets d'équipements collectifs d'intérêt touristique.</p>		<p>« Il coordonne les interventions des divers partenaires du développement touristique local.</p>	
<p>Il peut être chargé de l'exploitation d'installations touristiques et sportives, d'organisation de fêtes et de manifestations artistiques.</p>		<p>« Il peut être chargé, par le conseil municipal ou l'organe délibérant du groupement de collectivités territoriales, de tout ou partie de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique du tourisme au plan local et des programmes locaux de développement touristique, notamment dans les domaines</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Il peut, en ce qui concerne l'accueil et l'information, déléguer tout ou partie de ce rôle aux organisations existantes qui remplissent cette mission.</p>		<p>de l'élaboration des produits touristiques, de l'exploitation d'installations touristiques et de loisirs, des études, de l'animation des loisirs, de l'organisation de fêtes et de manifestations artistiques.</p>	<p>VI. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. L. 2231-11.</i> — L'office du tourisme est administré par un comité de direction et géré par un directeur.</p>		<p>« Il peut être autorisé à commercialiser des prestations de services touristiques.</p>	
<p><i>Art. L. 2231-13.</i> — Le directeur assure le fonctionnement de l'office du tourisme sous l'autorité et le contrôle du président.</p> <p>.....</p>		<p>« Il peut être consulté sur des projets d'équipements collectifs touristiques. Cette consultation est obligatoire lorsque l'office de tourisme est constitué sous la forme d'un établissement public industriel et commercial.</p>	
<p><i>Art. L. 2231-12.</i> — Le comité de direction comprend, sous la présidence du maire, des conseillers municipaux désignés par le conseil municipal et les représentants des professions ou associa-</p>		<p>« L'office de tourisme constitué sous la forme d'un établissement public industriel et commercial peut, en ce qui concerne l'accueil et l'information, déléguer tout ou partie de cette mission aux organisations existantes qui y concourent. »</p>	
		<p>VI. — À l'article L 2231-11 et au premier alinéa de l'article L. 2231-13, les mots : « office du tourisme » sont remplacés par les mots : « office de tourisme ».</p>	<p>VI bis. — <i>L'article L. 2231-12 est ainsi rédigé :</i></p>
			<p>« Art. L. 2231-12. — <i>La délibération qui crée l'office de tourisme fixe la composition et les modalités de désignation du comité de direction. Les membres représentant la collectivité dé-</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>tions intéressées au tourisme désignés par le conseil municipal sur proposition des associations ou organisations professionnelles locales intéressées.</p>			<p><i>tiennent la majorité des sièges du comité.</i></p>
<p>Les conseillers municipaux désignés par le conseil municipal doivent représenter le sixième au moins et le tiers au plus du nombre total des membres du comité.</p>			<p>(amendement n° 302)</p>
<p><i>Art. L. 2231-14.</i> — Le budget de l'office comprend notamment en recettes le produit :</p>		<p>VII. — L'article L. 2231-14 est ainsi modifié :</p>	<p>VII. — <i>(Sans modification).</i></p>
<p>1° Des subventions ;</p>			
<p>2° Des souscriptions particulières et d'offres de concours ;</p>			
<p>3° De dons et legs ;</p>			
<p>4° De la taxe de séjour ou de la taxe de séjour forfaitaire, si elle est perçue dans la commune ou la fraction de commune ;</p>		<p>1° A la fin du 4°, les mots : « ou la fraction de commune » sont remplacés par les mots : « , les communes ou fractions de commune intéressées ou sur le territoire du groupement de collectivités territoriales » ;</p>	
<p>5° De la taxe sur les entreprises spécialement intéressées à la prospérité de la station. Toutefois, sur le produit des recettes brutes des entreprises exploitant des installations spécialement destinées à la pratique des sports de montagne et des engins de remontée mécanique, seule est affectée au budget de l'office la partie du produit de cette taxe qui n'a pas été utilisée pour l'indemnisation des propriétaires de terrains classés pistes de ski ;</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>6° Des recettes provenant de la gestion des services ou d'installations sportives et touristiques comprises dans le périmètre de la station classée.</p>		<p>2° A la fin du 6°, les mots : « station classée » sont remplacés par les mots : « commune, les communes ou fractions de commune intéressées ou sur le territoire du groupement de collectivités territoriales » ;</p>	
<p>En outre, le conseil municipal peut décider, chaque année, lors du vote du budget primitif, d'affecter à l'office du tourisme une fraction égale à tout ou partie du produit de la taxe additionnelle aux droits d'enregistrement sur les mutations à titre onéreux.</p>		<p>3° Au dernier alinéa, le mot : « peut » est remplacé par les mots : « ou les conseils municipaux intéressés peuvent », et les mots : « office du tourisme » sont remplacés par les mots : « office de tourisme ».</p>	
<p><i>Art. L. 2231-15.</i> — Le budget et les comptes de l'office, délibérés par le comité de direction, sont soumis à l'approbation du conseil municipal.</p>		<p>VII. — L'article L. 2231-15 est complété par les mots : « , des conseils municipaux intéressés ou de l'organe délibérant du groupement de collectivités territoriales ».</p>	<p>VIII. — L'article ...</p>
<p><i>Art. L. 2231-3 et L. 2231-17.</i> — Cf. annexe.</p>		<p>Article 4 bis (nouveau)</p> <p>À compter du 1^{er} janvier 2005, l'ensemble des dispositions applicables aux communes classées stations balnéaires, thermales ou climatiques sont étendues aux villes ou stations classées de tourisme définies par l'article L. 2231-17 du code général des collectivités territoriales du département de la Guyane.</p>	<p>... territoriales. <i>L'office de tourisme leur soumet également son rapport financier annuel.</i> »</p> <p>(amendements n^{os} 303 et 304)</p> <p>Article 4 bis</p> <p>... tourisme de plus de 15 000 habitants du département de la Guyane, au sens de l'article L. 2231-3 du code général des collectivités territoriales.</p> <p>(amendement n^o 305)</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Code de l'éducation</p> <p><i>Art. L. 214-12.</i> —I. — La région assure la mise en œuvre des actions d'apprentissage et de formation professionnelle continue, dans le respect des règles figurant au titre I^{er} du livre I^{er} et au livre IX, à l'exception de son titre VII^e, du code du travail, ainsi que dans les lois non codifiées relatives aux dites actions.</p> <p>La région prend en charge l'indemnité compensatrice forfaitaire visée à l'article L. 118-7 du code du travail versée à l'employeur à laquelle ouvrent droit les contrats d'apprentissage ayant fait l'objet de l'enregistrement prévu à l'article L. 117-14 dudit code. Le montant et les éléments de cette indemnité peuvent varier dans chaque région dans les conditions et limites fixées par le décret pris après avis du comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue. Ce décret précise en outre les conditions dans lesquelles l'employeur est tenu de reverser à la région les sommes indûment perçues.</p> <p>Toutefois, sous réserve des dispositions du II ci-après, l'État est compétent, après avis des régions concernées sur le choix et la localisation des actions, pour</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">CHAPITRE II La formation professionnelle</p> <p style="text-align: center;">Article 5</p> <p>I. — L'article L. 214-12 du code de l'éducation est ainsi rédigé :</p> <p style="text-align: center;">« <i>Art. L. 214-12.</i> — La région définit et met en œuvre la politique d'apprentissage et de formation professionnelle des jeunes et des adultes à la recherche d'un emploi ou d'une nouvelle orientation professionnelle.</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">CHAPITRE II La formation professionnelle</p> <p style="text-align: center;">Article 5</p> <p>I. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p style="text-align: center;">« <i>Art. L. 214-12.</i> — ... politique régionale d'apprentissage ...</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">CHAPITRE II La formation professionnelle</p> <p style="text-align: center;">Article 5</p> <p>(<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>financer et organiser les actions de portée générale intéressant l'apprentissage et la formation professionnelle continue, et relatives soit à des stages assurés par un même organisme dans plusieurs régions, soit à des formations destinées à des apprentis ou à des stagiaires sans considération d'origine régionale, soit encore à des stages créés en application de programmes établis au titre des orientations prioritaires de l'article L. 910-2 du code du travail.</p> <p>L'État est également compétent pour effectuer toutes études et actions expérimentales nécessaires à la préparation des actions visées à l'alinéa précédent, ainsi que pour assurer l'information relative à ces actions.</p> <p>II. — a) La région est compétente pour organiser les actions de formation professionnelle continue financées antérieurement par l'État au titre des orientations prioritaires de l'article L. 910-2 du code du travail lorsque ces actions sont destinées aux jeunes de moins de vingt-six ans en vue de leur permettre d'acquérir une qualification qui :</p> <p>1° Soit entre dans le champ d'application des articles L. 335-5 et L. 335-6 du présent code ;</p> <p>2° Soit est reconnue dans les classifications d'une convention collective nationale de branche ;</p> <p>3° Soit figure sur une liste établie par la commission paritaire nationale de</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>l'emploi d'une branche professionnelle.</p>	<p>« Elle contribue à assurer l'assistance aux candidats pour la validation des acquis de l'expérience.</p>	<p>« Elle organise sur son territoire le réseau des centres et points d'information et de conseil sur la validation des acquis de l'expérience et contribue ...</p> <p>... candidats à la ...</p>	
<p>b) La région est compétente pour l'ensemble de la formation professionnelle continue en faveur des jeunes de moins de vingt-six ans et dispose à ce titre des compétences précédemment exercées par l'État en matière de formation professionnelle sur le réseau d'accueil, d'information, d'orientation et de suivi des jeunes telles que définies par l'ordonnance n° 82-273 du 26 mars 1982 relative aux mesures destinées à assurer aux jeunes de seize à dix-huit ans une qualification professionnelle et à faciliter leur insertion sociale et par l'article 7 de la loi n° 89-905 du 19 décembre 1989 favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle.</p>	<p>« Elle organise des actions destinées à répondre aux besoins d'apprentissage et de formation. Elle veille en particulier à organiser des formations permettant d'acquérir une des qualifications mentionnées à l'article L. 900-3 du code du travail.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	
<p>Code du travail</p> <p>Art. L. 900-3. — Cf. annexe.</p>	<p>« Elle assure l'accueil en formation de la population active dans son ressort ou dans une autre région si la formation désirée n'est pas accessible dans son ressort. Dans ce dernier cas, les régions concernées règlent par</p>	<p>...population résidant sur son territoire ou ...</p> <p>... désirée n'y est pas accessible. Dans ce dernier cas, une convention fixe les conditions de prise en charge</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p><i>Art. L. 118-7.</i> — Les contrats d'apprentissage conclus avant le 1^{er} janvier 2003 ouvrent droit à une indemnité compensatrice forfaitaire versée par l'État à l'employeur. Cette indemnité se compose :</p>	<p>convention les conditions de prises en charge respectives. »</p> <p>II. — L'article L. 118-7 du code du travail est ainsi rédigé :</p>	<p>de la formation par les régions concernées. »</p> <p>II. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>	
<p>1° D'une aide à l'embauche lorsque l'entreprise emploie au plus vingt salariés et que l'apprenti dispose d'un niveau de formation inférieur à un minimum défini par décret ;</p>	<p>« <i>Art. L. 118-7.</i> — Les contrats d'apprentissage ayant fait l'objet, après l'entrée en vigueur de la loi n° du relative aux responsabilités locales, de l'enregistrement prévu à l'article L. 117-14 ouvrent droit à une indemnité compensatrice forfaitaire versée par la région à l'employeur. »</p>	<p>« <i>Art. L. 118-7.</i> — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>	<p>« Le conseil régional détermine la nature, le niveau et les conditions d'attribution de cette indemnité.</p>
<p>2° D'une indemnité de soutien à l'effort de formation réalisé par l'employeur.</p>	<p>« Un décret détermine :</p>	<p>« Un décret en Conseil d'État, pris après avis du comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue, fixe :</p>	
<p>L'indemnité de soutien à l'effort de formation est majorée en fonction de l'âge de l'apprenti et de la durée de la formation selon un barème fixé par décret pris après avis du comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue. Ce décret détermine les modalités d'attribution de l'indemnité compensatrice forfaitaire et précise les conditions dans lesquelles l'employeur est tenu de reverser à l'État les sommes indûment perçues.</p>	<p>« <i>a)</i> Les modalités d'attribution de l'indemnité compensatrice forfaitaire,</p>	<p>1° Le montant minimal de l'indemnité compensatrice forfaitaire ;</p>	
<p><i>Art. L. 117-14.</i> — Cf. <i>infra art. 5 ter du texte adopté par le Sénat.</i></p>	<p>« <i>b)</i> Les conditions dans lesquelles l'employeur est tenu de reverser à la région les sommes indûment perçues,</p>	<p>2° Les ...</p>	
	<p>« <i>c)</i> Les conditions et limites dans lesquelles le montant et les éléments de cette indemnité peuvent varier dans chaque région. »</p>	<p>Alinéa supprimé.</p>	
	<p>III. — Le titre IV du livre IX du code du travail devient : « De la contribution</p>	<p>III. — L'intitulé du titre ... travail est ainsi rédigé : « De la</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
	<p>de l'État et des régions » et les chapitres I^{er} et II deviennent respectivement les chapitres II et III.</p> <p>IV. — Il est créé au titre IV du livre IX du code du travail un nouveau chapitre I^{er} intitulé : « De la contribution des régions » et ainsi rédigé :</p> <p style="padding-left: 40px;">« Chapitre I^{er} « De la contribution des régions</p> <p style="padding-left: 40px;">« Art. L. 940-1. — Les compétences et obligations des régions sont définies par l'article L. 214-12 du code de l'éducation reproduit ci-après :</p> <p style="padding-left: 40px;">« "Art. L. 214-12. — La région définit et met en œuvre la politique d'apprentissage et de formation professionnelle des jeunes et des adultes à la recherche d'un emploi ou d'une nouvelle orientation professionnelle.</p> <p style="padding-left: 40px;">« "Elle contribue à assurer l'assistance aux candidats pour la validation des acquis de l'expérience.</p> <p style="padding-left: 40px;">« "Elle organise des actions destinées à répondre aux besoins d'apprentissage et de formation. Elle veille en particulier à organiser des formations permettant d'acquérir des qualifications mentionnées à l'article L. 900-3 du code du travail.</p> <p style="padding-left: 40px;">« "Elle assure l'accueil en formation de la population active dans son</p>	<p>contribution de l'État et des régions ».</p> <p>IV. — Dans le titre IV du livre IX du même code, il est ajouté un chapitre III ainsi rédigé :</p> <p style="padding-left: 40px;">« Chapitre III (Alinéa sans modification).</p> <p style="padding-left: 40px;">« Art. L. 943-1. — Les compétences des régions ...</p> <p style="padding-left: 40px;">... éducation ci-après reproduit :</p> <p style="padding-left: 40px;">« "Art. L. 214-12. —</p> <p style="padding-left: 40px;">... politique régionale d'apprentissage ...</p> <p style="padding-left: 40px;">« "Elle organise sur son territoire le réseau des centres et points d'information et de conseil sur la validation des acquis de l'expérience et contribue ...</p> <p style="padding-left: 40px;">... candidats à la ...</p> <p style="padding-left: 40px;">(Alinéa sans modification).</p> <p style="padding-left: 40px;">... population résidant sur son</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p align="center">Code général des collectivités territoriales</p>	<p>ressort ou dans une autre région si la formation désirée n'est pas accessible dans son ressort. Dans ce dernier cas, les régions concernées règlent par convention les conditions de prises en charge respectives. »</p>	<p>territoire ou dans désirée n'y est pas accessible. Dans ce dernier cas, une convention fixe les conditions de prise en charge de la formation par les régions concernées." »</p>	
<p><i>Art. L. 4332-2.</i> — Le fonds régional de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue prévu à l'article L. 4332-1 est alimenté par les ressources correspondant aux actions de formation professionnelle continue, mentionnées au II de l'article 82 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, destinées aux jeunes de moins de vingt six ans en vue de leur permettre d'acquérir une qualification.</p>	<p>V. — L'article L. 4332-2 du code général des collectivités territoriales est abrogé.</p>	<p>V. — <i>(Sans modification).</i></p>	
<p>Les conventions mentionnées au dernier alinéa de l'article 82 de la loi précitée prévoient le montant des ressources attribuées par l'État, sans préjudice des transferts visés à l'alinéa précédent.</p>	<p>VI. — L'article L. 214-15 du code de l'éducation est ainsi modifié :</p>	<p>VI. — <i>(Sans modification).</i></p>	
<p align="center">Code de l'éducation</p>	<p>1° Le premier alinéa est ainsi rédigé :</p>		
<p><i>Art. L. 214-15.</i> — Le fonds régional de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue est régi par les dispositions des articles L. 4332-1 et L. 4332-2 du code général des collectivités territoriales, ci-après re-</p>	<p>« Le fonds régional de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue est régi par les dispositions de l'article L. 4332-1 du code général des collectivités territoriales ci-après reproduites : » ;</p>		

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>produites :</p>	<p>2° Les dixième et onzième alinéas sont supprimés.</p>		
<p>Code général des collectivités territoriales</p>			
<p><i>Art. L. 4332-1. — Cf. annexe.</i></p>			
<p><i>Art. L. 4332-2. — Cf. supra.</i></p>			
<p>Code de l'éducation</p>			
<p><i>Art. L. 214-16. —</i> Outre le transfert de certains personnels dans les conditions fixées par le code général des collectivités territoriales, un appui technique est apporté à la région par les services déconcentrés de l'État dans les conditions définies à l'article 7 de la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République.</p>	<p>VII. — Les deuxième et troisième alinéas de l'article L. 214-16 du code de l'éducation sont supprimés.</p>	<p>VII. — <i>(Sans modification).</i></p>	
<p>Les transferts de compétences mentionnés au II de l'article L. 214-12 du présent code entraînent l'obligation de poursuivre l'établissement des statistiques dans les conditions prévues à l'article L. 1614-7 du code général des collectivités territoriales.</p>			
<p>Lorsque la région met en œuvre, en application d'une convention passée avec le représentant de l'État, des stages créés en exécution des programmes définis à l'article L. 982-1 du code du travail, cette obligation s'applique également programme par programme.</p>			
		<p>Article 5 bis (nouveau)</p>	<p>Article 5 bis</p>
		<p><i>Après l'article L. 214-12 du code de l'éducation, il est inséré un article L. 214-12-2 ainsi rédigé :</i></p>	<p>Supprimé. (amendement n° 306)</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Art. L. 214-12. — Cf. supra art. 5 du projet de loi.</p>		<p>« Art. L. 214-12-2. — Par dérogation à l'article L. 214-12, l'État est compétent pour organiser et, s'il y a lieu, financer toutes actions destinées aux Français de l'étranger dans le domaine de l'apprentissage et de la formation professionnelle, y compris l'organisation de stages adaptés.</p>	
		<p>« L'État est également compétent pour effectuer toutes études et actions expérimentales nécessaires à la préparation des actions visées au premier alinéa, ainsi que pour assurer l'information relative à ces actions.</p>	
		<p>« L'État et les régions et la collectivité territoriale de Corse peuvent conclure des conventions en vue de compléter et d'harmoniser les projets de formation prévus au présent article et, le cas échéant, d'en assurer le financement conjoint.</p>	
		<p>« Le Conseil supérieur des Français de l'étranger délibère chaque année de l'exécution des actions de l'État dans les domaines visés au présent article. Il arrête chaque année des orientations dans ces mêmes domaines. Il est consulté et peut donner tous autres avis sur ces actions. »</p>	
Code du travail			
<p>Art. L. 117-5. — Toute entreprise peut engager un apprenti si l'employeur déclare prendre les mesures nécessaires à l'organisation de l'apprentissage et s'il garantit que l'équipement de l'entreprise, les techniques utilisées, les conditions de travail,</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>d'hygiène et de sécurité, les compétences professionnelles et pédagogiques ainsi que la moralité des personnes qui sont responsables de la formation sont de nature à permettre une formation satisfaisante.</p>			
<p>Sans préjudice des dispositions mentionnées à l'article L. 119-1, cette déclaration assortie des garanties mentionnées ci-dessus est notifiée, au moment de l'enregistrement du premier contrat d'apprentissage, à l'administration territorialement compétente chargée de l'application de la législation du travail et des lois sociales dans la branche d'activité à laquelle se rattache la formation prévue au contrat d'apprentissage, qui en délivre récépissé.</p>		<p>Article 5 <i>ter</i> (nouveau)</p> <p>I. - Au deuxième alinéa de l'article L. 117-5 du code du travail, les mots : « à l'administration territorialement compétente chargée de l'application de la législation du travail et des lois sociales dans la branche d'activité à laquelle se rattache la formation prévue au contrat d'apprentissage » sont remplacés par les mots : « à la région dans le ressort de laquelle est situé l'établissement concerné ».</p>	<p>Article 5 <i>ter</i> <i>(Sans modification).</i></p>
<p>.....</p> <p><i>Art. L. 117-14.</i> — Le contrat d'apprentissage, revêtu de la signature de l'employeur et de l'apprenti autorisé, le cas échéant, par son représentant légal, est adressé pour un enregistrement à l'administration chargée du contrôle de l'application de la législation du travail et des lois sociales dans la branche d'activité à laquelle se rattache la formation prévue au contrat. Cet enregistrement est refusé dans un délai de quinze jours si le contrat ne satisfait pas toutes les conditions prévues par les articles L. 117-1 à L. 117-13 et les textes pris pour leur application. Sous réserve des dispositions de l'article L. 117-16, le refus d'enregistrement fait obstacle à ce que le contrat reçoive ou continue de rece-</p>		<p>II. — Après les mots : « pour un enregistrement », la fin de la première phrase du premier alinéa de l'article L. 117-14 du même code est ainsi rédigée : « à la région dans le ressort de laquelle est situé l'établissement qui a procédé au recrutement ».</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>voir exécution. La non-réponse dans le même délai a valeur d'acceptation.</p>			
<p>L'enregistrement ne donne lieu à aucun frais .</p>			
<p><i>Art. L. 322-4-1.</i> — En vue d'améliorer la qualification et de faciliter l'insertion professionnelle des demandeurs d'emploi, en particulier des chômeurs de longue durée et des personnes sans emploi rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi, l'État prend en charge :</p>		<p>Article 5 <i>quater</i> (nouveau)</p>	<p>Article 5 <i>quater</i></p>
<p>1° En application de conventions conclues avec des entreprises et, en tant que de besoin, avec des organismes de formation, pour l'organisation de stages d'accès à l'entreprise ayant pour objet l'adaptation à un emploi de demandeurs d'emploi, tout ou partie des dépenses relatives aux frais de formation, de rémunération et de protection sociale ; en outre, ces conventions peuvent prévoir une participation de l'État aux frais de formation, de rémunération et de protection sociale exposés par l'entreprise à l'occasion de tout stage destiné à un ou plusieurs de ses salariés à la condition que l'employeur s'engage à attribuer le ou les postes libérés à un ou des demandeurs d'emploi.</p>		<p>Dans les premier, deuxième et troisième alinéas de l'article L. 322-4-1 du code du travail, les mots : « l'État » sont remplacés par les mots : « la région, par délégation de l'État ».</p>	<p><i>L'article L. 322-4-1 du code du travail est ainsi modifié :</i></p> <p><i>I. — 1° Dans le premier et le troisième alinéa, après les mots : « l'État », sont insérés les mots : « ou la région, si celle-ci a conclu une convention dans les conditions prévues au II, » ;</i></p>
<p>2° En application de conventions conclues entre l'État et des organismes de formation pour l'organisation des stages individuels et collectifs d'insertion et de formation à l'emploi, les frais de formation ainsi que les dépenses afférentes à la rému-</p>			<p><i>2° Dans le deuxième alinéa, après les mots : « l'État », sont insérés les mots : « ou de la région, si celle-ci a conclu une convention dans les conditions prévues au II, ».</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>nération et à la protection sociale de stagiaires. Les stages collectifs sont organisés pour les demandeurs d'emploi de longue durée, les handicapés, les bénéficiaires de l'allocation du revenu minimum d'insertion ou de l'allocation spécifique de solidarité, les parents isolés assurant ou ayant assuré des charges de famille ainsi que les personnes faisant l'objet ou ayant fait l'objet d'une peine privative de liberté. Ils prennent en compte les besoins du marché du travail ainsi que les caractéristiques spécifiques des demandeurs d'emploi et sont effectués, chaque fois que possible, pour tout ou partie en milieu de travail.</p>			<p><i>II. — Cet article est complété par un paragraphe II ainsi rédigé :</i></p> <p><i>« À la demande du conseil régional, l'État et la région concluent une convention par laquelle celui-ci lui délègue la compétence pour conclure les conventions mentionnées au 1° et 2° du I.</i></p> <p><i>« Les crédits consacrés par l'État au financement des stages mentionnés au 1° et 2° du I sont répartis en dotations régionales en fonction de la situation du marché du travail dans chaque région. La dotation régionale est notifiée au représentant de l'État dans la région.</i></p> <p><i>« La convention, annuelle ou pluriannuelle, fixe le montant global des crédits alloués à la région pour la mise en œuvre de la convention ainsi que l'échéancier de</i></p>

3° *abrogé.*

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p style="text-align: center;">Code de l'éducation</p> <p><i>Art. L. 214-13. — I. —</i> Il est institué un plan régional de développement des formations professionnelles. Ce plan a pour objet de définir des orientations à moyen terme en matière de formation professionnelle des jeunes et des adultes. Il prend en compte les réalités économiques régionales de manière à assurer l'accès ou le retour à l'emploi et la progression professionnelle des jeunes et des adultes.</p> <p>Il définit également les priorités relatives à l'information, à l'orientation et à la validation des acquis de l'expérience.</p> <p>Le plan régional de développement des formations professionnelles des</p>	<p style="text-align: center;">Article 6</p> <p>L'article L. 214-13 du code de l'éducation est modifié ainsi qu'il suit :</p> <p>1° Le premier alinéa du I est rédigé comme suit :</p> <p>« La région adopte le plan régional de développement des formations professionnelles et s'assure de sa mise en œuvre. Ce plan a pour objet de définir une programmation à moyen terme des actions de formation professionnelle des jeunes et des adultes en vue d'augmenter leurs chances d'accéder ou de retourner à l'emploi et de bénéficier d'une progression professionnelle. Le plan prend en compte les réalités économiques, sociales et éducatives, nationales et régionales et favorise un développement cohérent de l'ensemble des filières de formation. » ;</p> <p>2° Le troisième alinéa du I est ainsi rédigé :</p> <p>« Ce plan est élaboré par le conseil régional en concertation avec l'État et les</p>	<p style="text-align: center;">Article 6</p> <p>... est ainsi modifié :</p> <p>1° ... est ainsi rédigé :</p> <p>adultes et de favoriser un développement ...</p> <p>2° (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>... élaboré en concertation avec l'État, les collectivités territoriales</p>	<p><i>versement de ces crédits.</i></p> <p>« Elle détermine les données dont la transmission périodique à l'État est obligatoire ainsi que les conditions dans lesquelles une évaluation est effectuée au terme de son application. »</p> <p style="text-align: center;">(amendement n° 307)</p> <p style="text-align: center;">Article 6</p> <p>(<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>1° (<i>Sans modification</i>).</p> <p>2° (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>jeunes et des adultes est élaboré par le conseil régional en concertation avec l'État et les organisations syndicales d'employeurs et de salariés représentatives à l'échelon national.</p>	<p>organisations syndicales d'employeurs et de salariés représentatives à l'échelon national ainsi que les organismes mentionnés à l'article L. 351-21 du code du travail. » ;</p>	<p>concernées et les organisations ...</p>	
<p>Il est approuvé par le conseil régional après consultation des conseils généraux, du conseil économique et social régional, des chambres de commerce et d'industrie, des chambres de métiers et des chambres d'agriculture au niveau régional, du conseil académique de l'éducation nationale, du comité régional de l'enseignement agricole et du comité de coordination régional de l'emploi et de la formation professionnelle.</p>			
<p>Il prend en compte les orientations et les priorités définies par les contrats d'objectifs conclus en application du V ainsi que, pour ce qui concerne les jeunes, les dispositions relatives à la formation professionnelle qui figurent au schéma prévisionnel des formations des collèges, des lycées, des établissements d'éducation spéciale, des lycées professionnels maritimes et des établissements d'enseignement agricole prévu à l'article L. 214-1 du présent code et, pour sa partie agricole, au schéma prévisionnel national des formations de l'enseignement agricole prévu à l'article L. 814-2 du code rural.</p>	<p>3° Au cinquième alinéa du I, après les mots : « lycées professionnels maritimes », sont insérés les mots : « des établissements dispensant des formations sanitaires et des formations sociales » ;</p>	<p>3° Supprimé.</p>	<p>3° Maintien de la suppression.</p>
<p>II. — Le plan régional de développement des formations professionnelles,</p>	<p>4° Le II est ainsi rédigé : « II. — Le plan régional de développement des formations professionnelles</p>	<p>4° (Alinéa sans modification). « II. — (Alinéa sans modification).</p>	<p>4° (Alinéa sans modification). « II. —</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>pour son volet jeunes, couvre l'ensemble des filières de formation des jeunes préparant l'accès à l'emploi, notamment :</p>	<p>pour sa partie consacrée aux jeunes couvre l'ensemble des filières de formation des jeunes préparant l'accès à l'emploi. » ;</p>		
<p>1° La formation initiale préparant à un diplôme de formation professionnelle délivré par l'État ou à une formation complémentaire d'initiative locale ;</p>		<p>« Il vaut schéma prévisionnel d'apprentissage, schéma régional des formations sociales, schéma régional des formations sanitaires et schéma régional de développement des enseignements artistiques préparant à une formation professionnelle. » ;</p>	<p>... l'emploi. <i>Il inclut le cycle d'enseignement professionnel initial dispensé par les établissements d'enseignement artistique.</i></p>
<p>2° L'apprentissage ;</p>			<p>... sociales <i>et</i> schéma sanitaires. »</p>
<p>3° Les contrats d'insertion en alternance prévus au titre VIII du livre IX du code du travail ;</p>			<p>(amendement n° 308)</p>
<p>4° Les actions de formation professionnelle continue en faveur des jeunes à la recherche d'un emploi.</p>			
<p>Pour ce qui concerne l'apprentissage, le plan régional de développement des formations professionnelles vaut schéma prévisionnel d'apprentissage.</p>			
<p>III. — Le plan régional de développement des formations professionnelles, pour son volet adultes, couvre l'ensemble des actions de formation professionnelle visant à favoriser l'accès, le maintien et le retour à l'emploi des actifs, notamment :</p>	<p>5° Le III est ainsi rédigé : « III. — Le plan régional de développement des formations professionnelles, pour sa partie consacrée aux adultes, couvre l'ensemble des actions de formation professionnelle visant à favoriser l'accès, le maintien et le retour à l'emploi de la population active » ;</p>	<p>5° (Alinéa sans modification). « III. — ...emploi. » ;</p>	<p>5° (Sans modification).</p>
<p>1° Les actions organisées par le conseil régional ;</p>			
<p>2° Les formations destinées aux demandeurs d'em-</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>ploi dans le cadre de conventions conclues avec les organisations représentatives des milieux socioprofessionnels ;</p>			
<p>3° Les actions relevant des programmes prioritaires de l'État pour la prévention et la lutte contre le chômage de longue durée et les exclusions, en particulier celles organisées par l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes. A cette fin, la région arrête, dans le cadre de la convention tripartite d'adaptation du contrat de progrès prévu à l'article L. 910-1 du code du travail, un schéma régional des formations de l'association nationale.</p>			
<p>Dans le cadre de ses actions prioritaires, la région définit les programmes pour lesquels elle fait appel au dispositif national de l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes.</p>			
<p>IV. — Des conventions annuelles d'application précisent, pour l'État et la région, la programmation et les financements des actions.</p>	<p>6° Il est ajouté au IV un alinéa ainsi rédigé :</p>	<p>6° <i>Le IV est complété par un alinéa ainsi rédigé :</i></p>	<p>6° Supprimé. (amendement n° 309)</p>
<p>Elles sont signées par le président du conseil régional, le représentant de l'État dans la région ainsi que, selon leur champ d'application, par les divers acteurs concernés.</p>			
	<p>« Dans les établissements d'enseignement du second degré, les établissements relevant des articles L. 811-1 et L. 813-1 du code rural et les établissements relevant du ministère chargé des sports, ces conventions,</p>		

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>—</p> <p>V. — L'État, la région, une ou plusieurs organisations représentatives des milieux socioprofessionnels peuvent conclure des contrats fixant des objectifs de développement coordonné des différentes voies de formation professionnelle initiale et continue et notamment de formation professionnelle alternée. Ces contrats d'objectifs peuvent être annuels ou pluriannuels.</p> <p>Les chambres de métiers, les chambres de commerce et d'industrie et les</p>	<p>qui sont également signées par les autorités académiques, prévoient et classent par ordre prioritaire, en fonction des moyens disponibles, les ouvertures et fermetures de sections de formation professionnelle initiale. Leurs stipulations sont mises en œuvre par l'État et la région dans l'exercice de leurs compétences, notamment de celles qui résultent de l'article L. 211-2 du présent code et de l'article L. 814-2 du code rural. A défaut d'accord, les autorités de l'État prennent, pour ce qui les concerne, les décisions nécessaires à la continuité du service public de l'éducation. Lorsque la création de nouvelles formations impose des opérations de construction ou d'extension d'établissements d'enseignement du second degré, l'accord de la commune d'implantation est requis. » ;</p> <p>7° Le premier alinéa du V est ainsi rédigé :</p> <p>« L'État, la région, une ou plusieurs organisations représentatives des milieux socioprofessionnels et, le cas échéant, les organismes mentionnés à l'article L. 351-21 du code du travail peuvent conclure des contrats fixant des objectifs de développement coordonné des différentes voies de formation professionnelle initiale et continue, notamment de formation professionnelle alternée et de financement des formations des demandeurs d'emploi. Ces contrats d'objectifs peuvent être annuels ou pluriannuels. » ;</p>	<p>—</p> <p>... l'éducation. » ;</p> <p>7° (Alinéa sans modification).</p> <p>« L'État, une ou plusieurs régions, une ou ...</p>	<p>—</p> <p>7° (Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>chambres d'agriculture peuvent être associées aux contrats d'objectifs.</p>	<p>8° Au début de la première phrase du VI sont insérés les mots : « Dans le cadre de son plan régional de développement des formations professionnelles, ».</p>	<p>8° (<i>Sans modification</i>).</p>	<p>8° (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>VI. — Chaque région arrête annuellement un programme régional d'apprentissage et de formation professionnelle continue, après avis du comité de coordination régional de l'emploi et de la formation professionnelle.</p>		<p>9° (<i>nouveau</i>) Le deuxième alinéa du VI est ainsi rédigé :</p>	<p>9° (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>Les communes ou groupements de communes qui ont arrêté un programme de formation sont associés, à leur demande, à l'élaboration du programme régional.</p>		<p>« Les départements, les communes ou groupements de communes qui ont arrêté un programme de formation sont associés, à leur demande, à l'élaboration du programme régional. »</p>	
<p>Pour la mise en œuvre de ce programme, des conventions sont passées avec les établissements d'enseignement publics et les autres organismes de formation concernés.</p>			
<p>Code rural</p>			
<p><i>Art. L. 811-1, L. 813-1. — Cf. annexe.</i> <i>Art. L. 814-2. — Cf. infra art. 60 du projet de loi.</i></p>			
<p>Code de l'éducation</p>			
<p><i>Art. L. 211-2. — Cf. annexe</i></p>			
<p>Code du travail</p>			
<p><i>Art. L. 351-21. — Cf. annexe.</i></p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>—</p>	<p>—</p> <p>Article 7</p> <p>Il est inséré au code du travail un article L. 940-2 ainsi rédigé :</p> <p>« Art. L. 940-2. — L'élaboration, l'adoption et la portée du plan régional de développement des formations professionnelles sont définies par l'article L. 214-13 du code de l'éducation reproduit ci-après :</p> <p>« Art. L. 214-13. — I. — La région adopte le plan régional de développement des formations professionnelles et s'assure de sa mise en œuvre. Ce plan a pour objet de définir une programmation à moyen terme des actions de formation professionnelle des jeunes et des adultes en vue d'augmenter leurs chances d'accéder ou de retourner à l'emploi et de bénéficier d'une progression professionnelle. Le plan prend en compte les réalités économiques, sociales et éducatives, nationales et régionales et favorise un développement cohérent de l'ensemble des filières de formation.</p> <p>« Il définit également les priorités relatives à l'information, à l'orientation et à la validation des acquis de l'expérience.</p>	<p>—</p> <p>Article 7</p> <p>Après l'article L. 943-1 du code du travail, il est inséré un article L. 943-2 ainsi rédigé :</p> <p>« Art. L. 943-2. — Le plan régional de développement des formations professionnelles est élaboré dans les conditions définies à l'article L. 214-13 du code de l'éducation ci-après reproduit :</p> <p>I. —</p> <p>... adultes et de favoriser un développement cohérent ...</p> <p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>—</p> <p>Article 7</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>« Art. L. 943-2. — (Alinéa sans modification).</p> <p>« Art. L. 214-13. — I. — (Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p>Code du travail</p> <p><i>Art. L. 351-21. — Cf. annexe.</i></p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>«Ce plan est élaboré par le conseil régional en concertation avec l'État et les organisations syndicales d'employeurs et de salariés représentatives à l'échelon national ainsi que les organismes mentionnés à l'article L. 351-21 du présent code.</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>... élaboré en concertation avec l'État, les collectivités territoriales concernées et les organisations...</p> <p>...</p> <p>L. 351-21 du code du travail.</p>	<p style="text-align: center;">—</p>
<p>Code de l'éducation</p> <p><i>Art. L. 214-1. — Cf. infra art. 62 du projet de loi.</i></p>	<p>«Il est approuvé par le conseil régional après consultation des conseils généraux, du conseil économique et social régional, des chambres de commerce et d'industrie, des chambres de métiers et des chambres d'agriculture au niveau régional, du conseil académique de l'éducation nationale, du comité régional de l'enseignement agricole et du comité de coordination régional de l'emploi et de la formation professionnelle.</p> <p>«Il prend en compte les orientations et les priorités définies par les contrats d'objectifs conclus en application du V ainsi que, pour ce qui concerne les jeunes, les dispositions relatives à la formation professionnelle qui figurent au schéma prévisionnel des formations des collèges, des lycées, des établissements d'éducation spéciale, des lycées professionnels maritimes, des établissements dispensant des formations sanitaires et des formations sociales et des établissements d'enseignement agricole prévu à l'article L. 214-1 du code de l'éducation et, pour sa partie agricole, au schéma prévisionnel national des formations de l'enseignement agricole prévu à l'article L. 814-2 du code rural.</p>	<p>... maritimes et des établissements d'enseignement agricole ...</p> <p>... du présent code et, pour ...</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
—	<p>«II. — Le plan régional de développement des formations professionnelles pour sa partie consacrée aux jeunes couvre l'ensemble des filières de formation des jeunes préparant l'accès à l'emploi.</p>	<p>«II. — <i>(Alinéa sans modification).</i></p>	<p>«II. —</p>
		<p>«II vaut schéma prévisionnel d'apprentissage, schéma régional des formations sociales, schéma régional des formations sanitaires et schéma régional de développement des enseignements artistiques préparant à une formation professionnelle.</p>	<p>... l'emploi. <i>Il inclut le cycle d'enseignement professionnel initial dispensé par les établissements d'enseignement artistique.</i> » ;</p>
		<p>«III. —</p>	<p>... sociales et schéma sanitaires. (amendement n° 310)</p>
	<p>«III. — Le plan régional de développement des formations professionnelles pour sa partie consacrée aux adultes couvre l'ensemble des actions de formation professionnelle visant à favoriser l'accès, le maintien et le retour à l'emploi de la population active.</p>	<p>... l'emploi.</p>	<p>«III. — <i>(Sans modification).</i></p>
	<p>«IV. — Des conventions annuelles d'application précisent, pour l'État et la région, la programmation et les financements des actions.</p>	<p>«IV. — <i>(Alinéa sans modification).</i></p>	<p>«IV. — <i>(Sans modification).</i></p>
	<p>«Elles sont signées par le président du conseil régional, le représentant de l'État dans la région ainsi que, selon leur champ d'application, par les divers acteurs concernés.</p>	<p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>	
Code rural	<p>«Dans les établissements d'enseignement du second degré, les établissements relevant des articles L. 811-1 et L. 813-1 du code rural et les établissements rele-</p>		
<p>Art. L. 811-1 et L. 813-1. — Cf. annexe.</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Code de l'éducation</p> <p><i>Art. L. 211-2. — Cf. annexe.</i></p> <p>Code rural</p> <p><i>Art. L. 814-2 — Cf. annexe.</i></p>	<p>vant du ministère chargé des sports, ces conventions, qui sont également signées par les autorités académiques, prévoient et classent par ordre prioritaire, en fonction des moyens disponibles, les ouvertures et fermetures de sections de formation professionnelle initiale. Leurs stipulations sont mises en œuvre par l'État et la région dans l'exercice de leurs compétences, notamment de celles qui résultent de l'article L 211-2 du code de l'éducation et de l'article L. 814-2 du code rural. A défaut d'accord, les autorités de l'État prennent, pour ce qui les concerne, les décisions nécessaires à la continuité du service public de l'éducation. Lorsque la création de nouvelles formations impose des opérations de construction ou d'extension d'établissements d'enseignement du second degré, l'accord de la commune d'implantation est requis.</p>	<p>... du présent code et de ...</p> <p>... de l'éducation. »</p>	<p>...</p> <p>...</p>
<p>Code du travail</p> <p><i>Art. L. 351-21. — Cf. annexe.</i></p>	<p>« “V. — L'État, la région, une ou plusieurs organisations représentatives des milieux socioprofessionnels et, le cas échéant, les organismes mentionnés à l'article L. 351-21 du présent code peuvent conclure des contrats fixant des objectifs de développement coordonné des différentes voies de formation professionnelle initiale et continue, notamment de formation professionnelle alternée et de financement des formations des demandeurs d'emploi. Ces contrats d'objectifs peuvent être annuels ou pluriannuels. Les chambres de métiers, les chambres de commerce et d'industrie et les chambres d'agriculture peuvent être as-</p>	<p>« “V. — L'État, une ou plusieurs régions, une ou plusieurs ...</p> <p>... du code du travail peuvent ...</p> <p>... pluriannuels.</p> <p>« “Les chambres ...</p>	<p>« “V. — (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
—	sociées aux contrats d'objectifs.	—	—
	« “VI. — Dans le cadre de son plan régional de développement des formations professionnelles, chaque région arrête annuellement un programme régional d'apprentissage et de formation professionnelle continue, après avis du comité de coordination régional de l'emploi et de la formation professionnelle.	« “VI. — Dans ...	« “VI. — (<i>Sans modification</i>).
	« “Les communes ou groupements de communes qui ont arrêté un programme de formation sont associés, à leur demande à l'élaboration du programme régional.	« “Les départements, les communes ...	
	« “Pour la mise en œuvre de ce programme, des conventions sont passées avec les établissements d'enseignement publics et les autres organismes de formation concernés. »	<i>(Alinéa sans modification)</i> .	
		Article 7 bis (<i>nouveau</i>)	Article 7 bis
		La première phrase de l'article L. 214-14 du code de l'éducation est ainsi rédigée :	<i>(Sans modification)</i> .
Code de l'éducation			
Art. L. 214-14. — Le comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue, placé auprès du Premier ministre, est composé de treize représentants de l'État, d'un représentant élu par chaque conseil régional et de treize représentants des organisations syndicales et professionnelles. Un décret en Conseil d'État fixe les modalités de désignation des différents membres du comité et		« Le comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue, placé auprès du Premier ministre, est composé de treize représentants de l'État, d'un représentant élu par chaque conseil régional, de dix représentants des organisations syndicales et professionnelles et de trois représentants des chambres consulaires. »	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>—</p> <p>ses règles de fonctionnement.</p> <p>.....</p>	<p>—</p> <p>Article 8</p> <p>Les compétences dévolues aux régions par l'article 5 de la présente loi en matière de formation professionnelle et donnant lieu à l'organisation et au financement, par l'État, de stages de l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes leur sont transférées au plus tard le 31 décembre 2008.</p> <p>Avant cette date, le transfert peut intervenir dans chaque région sous réserve :</p> <p>1° De la conclusion d'une convention entre le représentant de l'État dans la région, la région et l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes définissant le schéma régional des formations et le programme d'activité régional de cette association ;</p> <p>2° De la compensation financière, à la date d'entrée en vigueur de la convention mentionnée au 1° et dans les conditions fixées par l'article 88 de la présente loi, des compétences transférées par l'attribution de ressources équivalentes aux subventions versées par l'État à l'Association nationale pour l'exercice de ces compétences.</p> <p>Jusqu'au 31 décembre 2008, dans les régions où une convention n'a pas été conclue, le représentant de l'État dans la région arrête le schéma régional des forma-</p>	<p>—</p> <p>Article 8</p> <p><i>(Sans modification).</i></p>	<p>—</p> <p>Article 8</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p>Alinéa supprimé.</p> <p>1° Supprimé.</p> <p>2° Supprimé.</p> <p>Alinéa supprimé.</p> <p>(amendement n° 311)</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Code du travail</p> <p><i>Art. L. 910-1.</i> — La politique de formation professionnelle et de promotion sociale de l'État fait l'objet d'une coordination entre les départements ministériels, et d'une concertation avec les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs salariés ainsi que des travailleurs indépendants, d'une part, et avec les conseils régionaux, d'autre part.</p> <p>A cet effet, il est créé auprès du Premier ministre un comité interministériel, dont le ministre de l'éducation nationale est le vice-président, et un groupe permanent de hauts fonctionnaires, dont le président est désigné par le Premier ministre. Ces organismes s'appuient, pour l'élaboration et la mise en œuvre de la politique de formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi de l'État, sur les avis d'un Conseil national de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi réunissant notamment des représentants des pouvoirs publics et des organisations professionnelles et syndicats intéressés.</p> <p>.....</p> <p>Les modalités d'organisation et de fonctionnement des comités et conseils mentionnés aux alinéas précé-</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>tions de l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes.</p> <p style="text-align: center;">Article 9</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Article 9</p> <p style="text-align: center;">I A (<i>nouveau</i>). — L'article L. 910-1 du code du travail est ainsi modifié :</p> <p style="text-align: center;">1° Les deux premiers alinéas sont supprimés ;</p> <p style="text-align: center;">2° Au dernier alinéa, les mots : « et conseils » sont supprimés.</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Article 9</p> <p style="text-align: center;"><i>(Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>dents sont déterminées par décret.</p>	<p>I. — L'article L. 910-2 du code du travail est abrogé.</p>	<p>I. — ... du même code est ...</p>	
<p>Art. L. 910-2. — Cf. annexe.</p>	<p>II. — Le premier alinéa de l'article L. 941-1, les articles L. 941-1-1, L. 941-1-2, L. 941-4 et L. 941-5 du même code sont abrogés.</p>	<p>II. — ... L. 941-1 du même code est supprimé, les articles ...</p>	
<p>Art. L. 941-1, L. 941-1-1, L. 941-1-2, L. 941-4 et L. 941-5. — Cf. annexe.</p>	<p>III. — Le chapitre II du titre VIII du livre IX du même code est abrogé.</p>	<p>III — (Sans modification).</p>	
<p>Livre IX. — De la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente</p>	<p>Article 10</p>	<p>Article 10</p>	<p>Article 10</p>
<p>Titre VIII. — Des formations professionnelles en alternance</p>	<p>Le titre VI du livre IX du code du travail est modifié comme suit :</p>	<p>... est ainsi modifié :</p>	<p>(Sans modification).</p>
<p>Chapitre II. — Stages de formation professionnelle organisés avec le concours de l'État</p>	<p>I. — Les deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article L. 961-2 du code du travail sont remplacés par les dispositions suivantes :</p>	<p>I. — ... L.961-2 sont ainsi rédigés :</p>	
<p>Art. L. 961-2. — L'État et les régions concourent au financement de la rémunération des catégories de stagiaires définies aux articles L. 961-4 et L. 961-6 lorsqu'ils suivent des stages agréés dans les conditions fixées à l'article L. 961-3 ci-après.</p>	<p>« Lorsque les stages sont agréés dans les conditions fixées à l'article L. 961-3, l'État et la région assurent le financement de la rémunération des stagiaires :</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	
<p>Ils assurent le financement de la rémunération des stagiaires mentionnés à l'article L. 961-5 :</p>	<p>« 1° Mentionnés à l'article L. 961-5 lorsqu'ils ne relèvent pas des conventions conclues en application des dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 961-1 et suivent des stages agréés</p>	<p>« 1° (Sans modification).</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>dans les conditions fixées à l'article L. 961-3 ;</p>	<p>néa de l'article L. 961-1 ;</p>	<p>« 2° (<i>Sans modification</i>).</p>	
<p>2° Lorsqu'ils suivent des stages agréés et qu'ils sont travailleurs handicapés au sens de l'article L. 323-10, mères de famille, femmes mentionnées au 2° de l'article L. 351-9 ou bénéficiaires de l'allocation de parent isolé au sens des articles L. 524-1 à L. 524-4 du code de la sécurité sociale, sous réserve de ne pas prétendre au bénéfice des dispositions conventionnelles.</p>	<p>« 2° Reconnus travailleurs handicapés en application de l'article L.323-10. »</p>	<p>« 2° (<i>Sans modification</i>).</p>	
<p>Un décret en Conseil d'État détermine les conditions et les modalités de calcul et de versement de ces rémunérations. Leur gestion peut être confiée par voie de convention à un établissement public de l'État à caractère administratif, aux institutions mentionnées à l'article L. 351-21 ou à l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes.</p>			
<p>Le même décret détermine les mesures d'adaptation nécessaires à l'application des règles de l'alinéa précédent au cas des stagiaires à temps partiel et des stagiaires suivant un enseignement à distance.</p>			
<p>L'État et les régions peuvent participer, en outre, dans les conditions prévues à l'article L. 931-11, à la rémunération des stagiaires bénéficiant d'un congé individuel de formation.</p>			

TABLEAU COMPARATIF – 2ème partie

Art. L. 961-5. — Cf. *infra*.

Art. L. 961-1 et L. 323-10. — Cf. *annexe*.

Art. L. 961-3. — Dans la limite des compétences respectives de l'État et des régions que définit l'article 82 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, l'agrément des stages est accordé :

1° En ce qui concerne l'État, par l'autorité administrative après avis de l'un des organismes consultatifs créés par application de l'article L. 910-1 et dans les conditions fixées par voie réglementaire.

2° En ce qui concerne les régions, par décision du conseil régional après avis du comité de coordination régional de l'emploi et de la formation professionnelle.

Art. L. 961-5. — Lorsqu'elles suivent des stages agréés dans les conditions prévues à l'article L. 961-3, les personnes inscrites comme demandeurs d'emploi perçoivent une rémunération dont le montant est fixé par décret.

Cette rémunération est déterminée à partir du salaire antérieur :

a) Lorsque les intéressés se sont vu reconnaître la qualité de travailleurs handicapés et satisfont à des conditions de durée d'activité salariée définies par décret en Conseil d'État ;

II. — Le premier alinéa de l'article L. 961-3 est ainsi rédigé :

« Dans la limite de leurs compétences respectives, l'agrément des stages est accordé : ».

III. — Au premier alinéa de l'article L. 961-5, le mot : « minimum » est ajouté après les mots : « une rémunération dont le montant ».

II. — (*Sans modification*).

III. — ... L. 961-5, après les mots : « une rémunération dont le montant », il est inséré le mot : « minimum ».

b) Lorsqu'ils suivent des formations d'une durée minimum fixée par décret et remplissent des conditions relatives à la durée de leur activité professionnelle et à leur situation au regard des dispositions du *a* de l'article L. 351-3 définies par le même décret.

Art. L. 962-3. — Lorsque les stagiaires sont rémunérés par l'État pendant la durée du stage ou lorsqu'ils ne bénéficient d'aucune rémunération, les cotisations de sécurité sociale sont intégralement prises en charge par l'État.

Ces cotisations sont calculées sur la base de taux forfaitaires fixés par voie réglementaire et révisés annuellement compte tenu de l'évolution du plafond retenu pour le calcul des cotisations du régime général de sécurité sociale.

IV. — Le premier alinéa de l'article L. 962-3 est ainsi rédigé :

« Les cotisations de sécurité sociale des stagiaires qui sont rémunérés par l'État ou par la région pendant la durée du stage ou qui ne bénéficient d'aucune rémunération, sont intégralement prises en charge au même titre que le financement de l'action de formation, selon le cas, par l'État ou la région. »

Article 11

I. — Il est inséré, après l'article L. 214-12 du code de l'éducation, un article L. 214-12-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 214-12-1. —* La région coordonne les actions en faveur de l'accueil, de l'information et de l'orientation des jeunes et des adultes, en vue de leur insertion professionnelle et sociale, sous réserve des missions exercées par l'État, les établissements publics et les établissements d'enseignement à l'usage des élèves et des étudiants.

IV. — (*Sans modification*).

Article 11

I. — Après l'article L. 214-12 du code de l'éducation, il est inséré un article L. 214-12-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 214-12-1. —*

... sociale en tenant compte des compétences de l'État, des autres collectivités territoriales et de leurs groupements, des établissements publics ainsi que des établissements

Article 11

I. — (*Alinéa sans modification*).

« *Art. L. 214-12-1. —* (*Alinéa sans modification*).

<p>Loi n° 89-905 du 19 décembre 1989 favorisant le retour à l'emploi contre l'exclusion professionnelle</p> <p><i>Art. 7. — Cf. annexe.</i></p>	<p>« À cette fin, la région peut passer des conventions avec les autres collectivités territoriales et avec les organismes chargés de l'accueil, de l'information et de l'orientation.</p> <p>« Ces conventions déterminent, entre autres, les conditions :</p> <p>« – d'installation et de fonctionnement des missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes mentionnées à l'article 7 de la loi n° 89-905 du 19 décembre 1989 favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle ;</p> <p>« – de fonctionnement des permanences d'accueil, d'information et d'orientation ouvertes aux jeunes de seize à vingt-cinq ans ;</p> <p>« – d'organisation et d'animation du réseau des missions locales et des permanences d'accueil, d'information et d'orientation dans la région.</p> <p>« Des conventions peuvent également être signées entre l'État et la région pour harmoniser l'exercice de leurs compétences respectives. »</p>	<p>d'enseignement.</p> <p>... conventions, annuelles ou pluriannuelles, avec l'État, les autres collectivités territoriales ...</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p>« – d'installation et de fonctionnement des réseaux régionaux d'information jeunesse. »</p>	<p>... région ... passe des conventions ...</p> <p>... territoriales et leurs groupements et ...</p> <p>(amendement n° 312)</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>
<p>Ordonnance n° 82-273 du 26 mars 1982</p> <p><i>Art. 2 et 4. — Cf. annexe.</i></p>	<p>II. — Les articles 2 et 4 de l'ordonnance n° 82-273 du 26 mars 1982 relative aux mesures destinées à assurer aux jeunes de seize à dix-huit ans une qualification professionnelle et à faciliter leur insertion sont abrogés.</p> <p>III. — Il est inséré au code du travail un article L. 940-3 ainsi rédigé :</p>	<p>II. —</p> <p>... insertion sociale sont ...</p> <p>III. — Après l'article L. 943-2 du code du travail, il est inséré un article L. 943-3</p>	<p>II. — <i>(Sans modification).</i></p> <p>III. — <i>(Alinéa sans modification).</i></p>

<p>« Art. L. 940-3. — L'accueil, l'information et l'orientation des jeunes et des adultes en vue de leur insertion professionnelle et sociale sont régis par l'article L. 214-12-1 du code de l'éducation reproduit ci-après :</p>	<p>ainsi rédigé : « Art. L. 943-3. — L'accueil éducation ci-après reproduit :</p>	<p>« Art. L. 943-3. — (Alinéa sans modification).</p>
<p>« “Art. L. 214-12-1. — La région coordonne les actions développées en faveur de l'accueil, de l'information et de l'orientation des jeunes et des adultes, en vue de leur insertion professionnelle et sociale, sous réserve des missions exercées par l'État, les établissements publics et les établissements d'enseignement en direction des élèves et des étudiants.</p>	<p>« “Art. L. 214-12-1. — ... actions en faveur sociale, en tenant compte des compétences de l'État, des autres collectivités territoriales et de leurs groupements, des établissements publics ainsi que des établissements d'enseignement.</p>	<p>« “Art. L. 214-12-1. — (Alinéa sans modification).</p>
<p>« “A cette fin, la région peut passer des conventions avec les autres collectivités territoriales et avec les organismes chargés de l'accueil, de l'information et de l'orientation.</p>	<p>...conventions, annuelles ou pluriannuelles, avec l'État, les autres collectivités territoriales ...</p>	<p>... la région passe des conventions territoriales et leurs groupements et ...</p>
<p>« “Ces conventions déterminent, entre autres, les conditions :</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>
<p>« “- d'installation et de fonctionnement des missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes visées à l'article 7 de la loi n° 89-905 du 19 décembre 1989 favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle ;</p>	<p>... jeunes mentionnés à l'article 7 ...</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>
<p>« “- de fonctionnement des permanences d'accueil, d'information et d'orientation ouvertes aux jeunes de seize à vingt-cinq ans ;</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>
<p>« “- d'organisation et d'animation du réseau des missions locales et des per-</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>

manences d'accueil, d'information et d'orientation dans la région.

« “Des conventions peuvent également être signées entre l'État et la région pour coordonner l'exercice de leurs compétences respectives.” »

**TITRE II
DISPOSITIONS
RELATIVES AU
DÉVELOPPEMENT DES
INFRASTRUCTURES,
AUX FONDS
STRUCTURELS ET A LA
PROTECTION DE
L'ENVIRONNEMENT**

**CHAPITRE I^{ER}
La voirie**

Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs

Art. 14-1. —

II. — La région, dans le respect des compétences des départements, des communes et de leurs groupements, élabore un schéma régional de transport coordonnant un volet « Transport de voyageurs » et un volet « Transport de marchandises ». Celui-ci doit être compatible avec les schémas de services collectifs prévus à l'article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 précitée. Il constitue le volet "Transport" du schéma régional d'aménagement et de développement du territoire prévu à l'article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État.

« “- d'installation et de fonctionnement des réseaux régionaux d'information jeunesse.” »

**TITRE II
DISPOSITIONS
RELATIVES AU
DÉVELOPPEMENT DES
INFRASTRUCTURES,
AUX FONDS
STRUCTURELS ET À LA
PROTECTION DE
L'ENVIRONNEMENT**

**CHAPITRE I^{ER}
La voirie**

Article 12 A (*nouveau*)

Le II de l'article 14-1 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs est ainsi rédigé :

« II. — La région, en association avec l'État et en concertation avec les départements, les communes et leurs groupements, élabore un schéma régional des infrastructures et des transports coordonnant un volet “Transports de voyageurs” et un volet “Transport de marchandises”.

« Celui-ci doit être compatible avec les schémas de services collectifs prévus à l'article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 précitée. Il

(*Alinéa sans modification*).

**TITRE II
DISPOSITIONS
RELATIVES AU
DÉVELOPPEMENT DES
INFRASTRUCTURES,
AUX FONDS
STRUCTURELS ET À LA
PROTECTION DE
L'ENVIRONNEMENT**

**CHAPITRE I^{ER}
La voirie**

Article 12 A

(*Alinéa sans modification*).

« II. — Le schéma régional des infrastructures et des transports constitue le volet “Infrastructures et transports” du schéma régional d'aménagement et de développement du territoire prévu à l'article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État. Compatible avec les schémas de services collectifs prévus à l'article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 précitée, il *coordonne les volets “Transports de voyageurs” et “Transports de marchandises”*.

« La région, en association avec l'État, *dans le respect des compétences des départements*, et en concertation avec les communes et

		constitue le volet "Infrastructures et transports" du schéma régional d'aménagement et de développement du territoire prévu à l'article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État. « Sans préjudice du III du présent article, le schéma régional des infrastructures et des transports assure la cohérence régionale et interrégionale des itinéraires à grande circulation et de leurs fonctionnalités dans une approche multimodale. Il définit les priorités d'actions à moyen et à long terme sur son territoire pour ce qui concerne les infrastructures routières. »	leurs groupements, <i>est chargée de son élaboration.</i> (amendement n° 313) ... article, <i>ce schéma assure ...</i> (amendement n° 314)
<p>.....</p> <p>Code de la voirie routière</p> <p><i>Art. L. 111-1.</i> — Le domaine public routier comprend l'ensemble des biens du domaine public de l'État, des départements et des communes affectés aux besoins de la circulation terrestre, à l'exception des voies ferrées.</p> <p>Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs</p> <p><i>Art. 14-1.</i> — Cf. <i>su-</i></p>	<p>Article 12</p> <p>I. — L'article L. 111-1 du code de la voirie routière est complété par les alinéas suivants :</p> <p>« L'État veille à la cohérence et l'efficacité du réseau routier dans son ensemble ; il veille en particulier à la sécurité, à la cohérence de l'exploitation et de l'information des usagers, à la connaissance statistique des réseaux et des trafics ainsi qu'au maintien, au développement et à la diffusion des règles de l'art.</p> <p>« La région mène une concertation sur l'évolution régionale des investissements routiers avec les collectivités intéressées et l'État dans le cadre du schéma régional de transports prévu au II de l'article 14-1 de la loi n° 82-</p>	<p>Article 12</p> <p>I. —</p> <p>... par deux alinéas ainsi rédigés :</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>« Les collectivités territoriales définissent conjointement avec l'État les programmes de recherche et de développement des savoir-faire techniques dans le domaine routier. Elles sont associées à la définition des</p>	<p>Article 12</p> <p>I. — (Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>« Sur les réseaux relevant de leur compétence, les collectivités territoriales et leurs groupements définissent ...</p> (amendement n° 315)

<p><i>pra art. 12 A du texte adopté par le Sénat.</i></p>	<p>1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs.</p>	<p>normes et définitions techniques correspondantes, adaptées à la spécificité de chacun des réseaux. »</p>	<p>Maintien de la suppression.</p>
<p>Code de la voirie routière</p>	<p>« Pour la mise en œuvre de ce schéma, elle conclut avec l'État et, le cas échéant, avec les départements, des conventions pluriannuelles de programmation des infrastructures de transport, qui fixent les engagements financiers de chaque partie et les opérations auxquelles les financements sont affectés. »</p>	<p>Alinéa supprimé.</p>	<p>Maintien de la suppression.</p>
<p><i>Art. L. 121-1. — Les voies du domaine public routier national sont :</i></p> <p>1° Les autoroutes ;</p> <p>2° Les routes nationales.</p>	<p>II. — L'article L. 121-1 du code de la voirie routière est complété par deux alinéas ainsi rédigés :</p>	<p>II. — ... du même code est ...</p>	<p>II. — <i>Le code de la voirie routière est ainsi modifié :</i></p> <p>1° <i>L'article L. 121-1 est complété par un alinéa ainsi rédigé :</i></p>
<p></p>	<p>« Le domaine public routier national est constitué d'un réseau cohérent d'autoroutes et de routes assurant la circulation de grand transit, les déplacements entre métropoles régionales, la desserte des équipements présentant un intérêt économique national ou européen et la desserte équilibrée du territoire.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>« Le domaine public routier national est constitué d'un réseau cohérent d'autoroutes et de routes d'intérêt national ou européen. Des décrets en Conseil d'État fixent, parmi les itinéraires, ceux qui répondent au critère précité. »</p>
<p><i>Art. L. 131-1. — Les voies qui font partie du domaine public routier départemental sont dénommées routes départementales.</i></p>	<p>« Des décrets en Conseil d'État fixent parmi les itinéraires ceux qui répondent aux conditions prévues à l'alinéa précédent. »</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>2° <i>Le premier alinéa de l'article L. 131-1 est ainsi rédigé :</i></p> <p>« <i>Le domaine public routier départemental est constitué des routes départementales, de leurs accessoires et de leurs dépendances, classés :</i></p> <p>« 1° dans le domaine public routier départemental</p>

Le caractère de route express peut leur être conféré dans les conditions fixées aux articles L. 151-1 à L. 151-5.

Art. L. 121-1. — Cf. *supra*.

III. — Les routes classées dans le domaine public routier de l'État à la date de publication de la présente loi et que le décret en Conseil d'État prévu à l'article L. 121-1 du code de la voirie routière n'aura pas fait figurer dans ce domaine, ainsi que leurs accessoires et leurs dépendances, sont transférées dans le domaine public des départements. Ce transfert est constaté par l'autorité administrative de l'État déterminée par voie réglementaire dans un délai qui ne peut excéder 18 mois après la publication du décret en Conseil

III. —
... départements après avis des conseils généraux. Ce transfert est constaté par le représentant de l'État dans le département dans un délai ...

à la date de la publication de la loi n° du relative aux libertés et responsabilités locales, à l'exception des routes visées au II bis de l'article 12 de la loi précitée.

« 2° dans le domaine public routier national à la date de la publication de la loi n° du relative aux libertés et responsabilités locales et transférés dans le domaine public des départements, après avis des conseils généraux, en vertu de cette même loi. »

(amendement n° 316)

II bis. — Les routes classées dans le domaine départemental à la date de publication de la présente loi sont transférées dans le domaine public routier national si elles revêtent un intérêt national ou européen au sens de l'article L. 121-1 du code de la voirie routière. Ce transfert s'effectue par décrets en Conseil d'État, après avis des conseils généraux concernés.

(amendement n° 317)

III. — À l'exception des routes répondant au critère prévu par l'article L. 121-1 du code de la voirie routière, les routes classées dans le domaine routier national à la date de publication de la présente loi sont transférées dans le domaine public routier départemental.

Ce transfert est constaté par le représentant de l'État dans le département dans un délai qui ne peut excéder 18 mois après la publication des décrets en Conseil d'État mentionnés dans ce paragra-

<p>d'État. Cette décision emporte, au 1^{er} janvier de l'année suivante, le transfert aux départements des servitudes, droits et obligations correspondants, ainsi que le classement des routes transférées dans la voirie départementale. Le statut éventuel de route express ou de route à grande circulation des routes transférées est conservé.</p>		<p><i>phe.</i> Cette</p>
	<p>En l'absence de décision constatant le transfert dans le délai précité, le transfert intervient de plein droit au 1^{er} janvier 2008.</p>	<p>... précité, <i>celui-ci</i> intervient ...</p>
<p>Les terrains acquis par l'État en vue de l'aménagement des routes transférées sont cédés aux départements.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>
<p>La notification de la décision de l'autorité administrative de l'État compétente emporte de plein droit mise à jour des documents d'urbanisme affectés par le transfert.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>La notification de la décision du représentant de l'État dans le département emporte ...</p>
	<p>Le représentant de l'État dans le département communique au conseil général toutes les informations dont il dispose sur le domaine public routier transféré.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>
<p>Les transferts prévus par le présent paragraphe sont réalisés à titre gratuit et ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité, droit, taxe, salaire ou honoraire.</p>	<p>... présent III sont ...</p>	<p>... présent <i>paragraphe</i> sont ...</p> <p>(amendement n° 318)</p>
<p>Un décret en Conseil d'État détermine les conditions d'application du présent paragraphe.</p>	<p>... présent III.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>
<p>Article 13</p>	<p>Article 13</p>	<p>Article 13</p>
<p>I. — Les articles L. 4433-24-1 et L. 4433-24-2 du code général des collectivités territoriales sont rem-</p>	<p>I. — L'article L. 4433-24-1 du code général des collectivités territoriales est ainsi</p>	<p>(Sans modification).</p>

**Code général
des collectivités territoriales**

Art. L. 4433-24-1. — L'ensemble de la voirie classée en route nationale est transféré dans le patrimoine des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion si celles-ci en font la demande à l'État ; en cas de transfert, la région assure la construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion de la voirie transférée.

Les charges transférées aux régions en application des dispositions du présent article sont compensées dans les conditions fixées par les articles L. 1614-1 à L. 1614-3. Toutefois, par dérogation à l'article L. 1614-1, le montant de ces charges est égal, la première année du transfert, à la moyenne annuelle de l'ensemble des dotations d'État accordées pour les routes nationales pendant les cinq années précédant le transfert.

Lorsque la voirie classée route nationale n'est pas transférée, les marchés relatifs aux études et aux travaux sur routes nationales peuvent être passés par les régions d'outre-mer en application du livre III du code des marchés publics.

Art. L. 4433-24-2. — Les services de l'État qui participent à l'exercice des compétences transférées aux régions en application de l'article L. 4433-24-1 sont, en tant que de besoin, mis à disposition des régions dans les conditions prévues à l'article L. 4151-1.

placés par les dispositions suivantes :

« *Art. L. 4433-24-1.* — Dans les départements et régions d'outre-mer, le représentant de l'État dans la région organise une concertation avec le département et la région en vue de déterminer la collectivité bénéficiaire du transfert de l'ensemble des routes nationales.

« A l'issue de la concertation qui ne peut durer plus de neuf mois à compter de l'entrée en vigueur de la loi n° du relative aux responsabilités locales, un décret désigne comme bénéficiaire du transfert le département ou la région, selon l'accord intervenu entre ces collectivités. A défaut d'accord, le décret désigne la région.

« *Art. L. 4433-24-2.* — Sans préjudice des dispositions de l'article L. 172-1 du code de la voirie routière, lorsque la région est bénéficiaire du transfert, elle exerce à l'égard des voies transférées les mêmes prérogatives qu'un département sur son domaine public routier, les pouvoirs dévolus au président du conseil général étant exercés par le président du conseil régional. »

rédigé :

« *Art. L. 4433-24-1.* —
(*Alinéa sans modification.*)

... peut excéder neuf ...

I bis (nouveau). —
L'article L. 4433-24-2 du même code est abrogé.

<p>Art. L. 4434-3. — La répartition est faite par le conseil régional dans les conditions indiquées ci-après :</p>	<p>II. — L'article L. 4434-3 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :</p>	<p>II. — ... du même code est ...</p>
<p>A. — Une partie du produit de la taxe est affectée au budget de la région. Elle comprend :</p>	<p>1° Le premier tiret du 2° du A est remplacé par les dispositions suivantes :</p>	<p>1° Le quatrième alinéa du A est ainsi rédigé :</p>
<p>1° Un montant égal à 10 p. 100 du produit total, destiné au financement d'opérations d'investissement d'intérêt régional ;</p>	<p>« — à l'aménagement du réseau routier national et des pistes forestières, sans préjudice de l'affectation de crédits d'État à ces opérations. Lorsque le réseau national a été transféré au département, la dotation lui est affectée en complément des sommes mentionnées au B du présent article ; ».</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>
<p>2° Une dotation destinée :</p>	<p>— à l'aménagement du réseau routier national et des pistes forestières, sans préjudice de l'affectation de crédits d'État à ces opérations ;</p>	
<p>— au développement des transports publics de personnes.</p>	<p>Lorsque le budget d'une région fait l'objet des mesures de redressement mentionnées à l'article L. 1612-14, une fraction de cette dotation peut être affectée, sur décision du conseil régional, dans la limite de 50 p. 100, aux dépenses concourant au rétablissement de l'équilibre du budget.</p>	
<p>B. — Une partie du produit de la taxe est affectée au budget du département. Elle comprend :</p>	<p>1° Les sommes nécessaires au remboursement des</p>	

emprunts que celui-ci a souscrits pour le financement des travaux de voirie antérieurement au 3 août 1984, date de publication de la loi n° 84-747 du 2 août 1984 relative aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion;

2° Une dotation consacrée :

— aux dépenses d'investissement afférentes à la voirie dont il a la charge ;

— aux dépenses de fonctionnement des services chargés de la réalisation et de l'entretien des voiries dans la région, sans préjudice des dépenses de fonctionnement assumées par l'État et par d'autres collectivités ;

— aux infrastructures de transport et au développement des transports publics de personnes.

— à des dépenses d'investissement d'intérêt départemental autres que les précédentes dans la limite de 10 % du montant de la dotation.

.....

Loi n° 2000-1207 du 13 décembre 2000 d'orientation pour l'outre-mer

Art. 46. — Cf. annexe.

2° Le deuxième tiret du 2° du B est remplacé par les dispositions suivantes :

« — aux dépenses de fonctionnement des services chargés de la réalisation et de l'entretien des routes dans la région, sans préjudice des dépenses de fonctionnement assumées par d'autres collectivités ; ».

III. — Les dispositions des titres V et VI de la présente loi sont applicables au transfert prévu par le présent article, ainsi qu'à celui réalisé en Martinique en application de l'article 46 de la loi n° 2000-1207 du 13 décembre 2000 d'orientation pour l'outre-mer.

2° Le cinquième alinéa du B est ainsi rédigé :

(Alinéa sans modification).

III. — *(Sans modification).*

	Article 14	Article 14	Article 14
<p>Code la voirie routière</p>	<p>I. — Les trois derniers alinéas de l'article L. 122-4 du code de la voirie routière sont remplacés par les dispositions suivantes :</p>	<p>I. —</p>	<p>I. —</p>
<p><i>Art. L. 122-4.</i> — L'usage des autoroutes est en principe gratuit.</p>	<p>« Toutefois, il peut être institué par décret en Conseil d'État un péage pour l'usage d'une autoroute en vue d'assurer la couverture totale ou partielle des dépenses de toute nature liées à la construction, à l'entretien, à l'aménagement ou à l'extension de l'infrastructure.</p>	<p>... par huit alinéas ainsi rédigés :</p>	<p>... par cinq <i>alinéas</i> ...</p>
<p>Toutefois, peuvent être concédées par l'État soit la construction et l'exploitation d'une autoroute, soit l'exploitation d'une autoroute, ainsi que la construction et l'exploitation de ses installations annexes telles qu'elles sont définies au cahier des charges.</p>	<p>« En cas de délégation des missions du service public autoroutier, le péage couvre également la rémunération et l'amortissement des capitaux investis par le délégataire.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>
<p>La convention de concession et le cahier des charges sont approuvés par décret en Conseil d'État.</p>	<p>« Lorsque des ouvrages ou des aménagements non prévus au cahier des charges de la délégation apparaissent nécessaires ou utiles à l'exploitation de l'autoroute et constituent des éléments accessoires de l'ouvrage principal sans autonomie fonctionnelle, ils peuvent être intégrés à l'assiette de la délégation par voie d'avenant au cahier des charges, le cas échéant après déclaration de leur utilité publique.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>
<p>Ces actes peuvent autoriser le concessionnaire à percevoir des péages en vue d'assurer le remboursement des avances et des dépenses de toute nature faites par l'État et les collectivités ou établissements publics, l'exploitation et, éventuellement, l'entretien et l'extension de l'autoroute, la rémunération et l'amortissement des capitaux investis par le concessionnaire.</p>	<p>« Lorsque le financement de ces ouvrages ou aménagements ne peut être entièrement couvert par l'augmentation des tarifs de péage parce qu'il en résulterait une augmentation des tarifs excessive, il peut être procédé à un allongement de la durée de la délégation.</p> <p>« L'augmentation des tarifs de péage et, le cas échéant, l'allongement de la</p>	<p>« Lorsque des ouvrages ou des aménagements non prévus au cahier des charges de la délégation apparaissent nécessaires ou utiles à l'exploitation de l'autoroute et constituent des éléments accessoires de l'ouvrage principal sans autonomie fonctionnelle, ils peuvent être intégrés à l'assiette de la délégation par voie d'avenant au cahier des charges, le cas échéant après déclaration de leur utilité publique.</p> <p>« Lorsque le financement de ces ouvrages ou aménagements ne peut être entièrement couvert par l'augmentation des tarifs de péage parce qu'il en résulterait une augmentation des tarifs excessive, il peut être procédé à un allongement de la durée de la délégation.</p> <p>« L'augmentation des tarifs de péage et, le cas échéant, l'allongement de la</p>	<p>« Des ouvrages ou des aménagements non prévus au cahier des charges de la délégation peuvent être intégrés à l'assiette de celle-ci, sous condition stricte de leur nécessité, de leur utilité et de leur caractère accessoire par rapport à l'ouvrage principal. Il peut être procédé à un allongement de la durée de la délégation lorsque leur financement ne peut être couvert par l'augmentation raisonnable des tarifs de péage, l'allongement de cette durée ainsi que l'augmentation des tarifs devant être strictement limités à ce qui est nécessaire. Le cas échéant, l'État et les collectivités territoriales intéressées, dans le cadre des règles prévues dans le code général des collectivités territoriales, peuvent, à titre exceptionnel, apporter des concours. Un décret en Conseil d'État fixe les conditions d'application de ces</p>

<p>« La convention de délégation et le cahier des charges annexé fixent les conditions dans lesquelles le délégataire exerce les missions qui lui sont confiées par l'État et en contrepartie desquelles il est autorisé à percevoir des péages. Ces actes sont approuvés par décret en Conseil d'État.</p>	<p>durée de la délégation sont strictement limités à ce qui est nécessaire pour compenser le coût actualisé des investissements réalisés, y compris les charges d'entretien et d'exploitation. Leur calcul tient compte des revenus actualisés éventuellement générés par ces investissements. Le taux d'actualisation reflète le coût du financement pour le délégataire.</p> <p>« Lorsque les mesures tarifaires et, le cas échéant, l'allongement de la durée de la concession ne permettent pas de couvrir la totalité du coût des investissements, l'État et les collectivités territoriales intéressées à la réalisation des ouvrages ou aménagements considérés, peuvent apporter des concours, dans les conditions prévues par le code général des collectivités territoriales.</p> <p>... d'État. En cas de contribution de collectivités territoriales au financement de la délégation, le cahier des charges prévoit un dispositif de partage d'une partie des résultats financiers de la délégation au profit de l'État et des collectivités territoriales contributrices. <i>Ce dispositif s'applique en cas de résultats financiers excédant les prévisions initiales. Sa mise en œuvre tient compte des contraintes de financement, notamment du service de la dette, et de la rémunération du délégataire. Le montant des sommes éventuellement versées à l'État et aux collectivités territoriales</i></p>	<p><i>dispositions.</i></p> <p>Alinéa supprimé.</p> <p>(amendement n° 319)</p> <p>... contributrices, en cas de résultats financiers excédant les prévisions initiales. <i>Un décret en Conseil d'État détermine les conditions d'application de ce dispositif.</i></p> <p>(amendement n° 320)</p>
---	---	---

Loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques

Art. 40-1. — Cf. annexe.

Code de la voirie routière

Art. L. 122-4. — Cf. supra.

Titre V. — Voies à statuts particuliers
Chapitre 1^{er}. — Routes express

« Le produit du péage couvre ses frais de perception. »

II. — Sont ajoutés au chapitre I^{er} du titre V du code de la voirie routière les articles L. 151-6 à L. 151-11 ainsi rédigés :

« Art. L. 151-6. — L'usage des routes express est en principe gratuit.

« Toutefois, lorsque l'utilité, les dimensions, le

contributrices correspond à un pourcentage, à définir dans le cahier des charges, du chiffre d'affaires hors taxes de la délégation. Il ne peut excéder le montant des concours publics versés par les collectivités publiques contributrices, actualisés au taux de l'inflation.

(Alinéa sans modification).

I bis (nouveau). — Après l'article L. 122-4-1 du même code, il est inséré un article L. 122-4-2 ainsi rédigé :

« Art. L. 122-4-2. — Sans préjudice des dispositions de l'article 40-1 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques, la personne délégataire d'une autoroute en application de l'article L. 122-4 communique chaque année aux collectivités territoriales qui participent avec elle à son financement un rapport comportant les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant aux collectivités territoriales concernées d'apprécier les conditions d'exécution du service public. »

II. — Le chapitre 1^{er} du titre V du même code est complété par les articles ...

« Art. L. 151-6. — (Sans modification).

(Alinéa sans modification).

I bis. — (Alinéa sans modification).

« Art. L. 122-4-2. —

... public, une analyse de la qualité du service ainsi que les conditions d'exécution du service public. »

(amendement n° 321)

II. — (Alinéa sans modification).

« Art. L. 151-6. — (Sans modification).

coût d'une route express ainsi que le service rendu aux usagers le justifient, il peut être institué un péage pour son usage en vue d'assurer la couverture totale ou partielle des dépenses de toute nature liées à la construction, à l'exploitation, à l'entretien, à l'aménagement ou à l'extension de l'infrastructure.

« En cas de délégation de ces missions de service public, le péage couvre également la rémunération et l'amortissement des capitaux investis par le délégataire.

« Le produit du péage couvre ses frais de perception.

« Art. L. 151-7. — L'institution d'un péage pour l'usage d'une route express appartenant au domaine public de l'État est décidée par décret en Conseil d'État.

« L'institution d'un péage pour l'usage d'une route express appartenant au domaine public d'un département ou d'une commune est autorisée par délibération de l'organe délibérant de la collectivité intéressée, après avis du conseil régional.

« Art. L. 151-8. — En cas de délégation des missions de service public relatives à une route express, la convention de délégation et le cahier des charges annexé fixent les conditions dans lesquelles le délégataire exerce les missions qui lui sont confiées, selon le cas, par l'État, le département, la commune ou le groupement de collectivités territoriales et

« Art. L. 151-7. —
(Alinéa sans modification).

... délibération
de la collectivité ...

... régional, si ce
dernier a financièrement participé, et après avis des communes, ayant un échangeur sur leur territoire.

« Art. L. 151-8. —
(Sans modification).

« Art. L. 151-7. — L'institution d'un péage pour l'usage d'une route express est décidée, après avis du conseil régional, des communes traversées et, le cas échéant, des organismes visés à l'article L. 151-10 :

« – par décret en Conseil d'État si la route appartient au domaine public de l'État ;

« – par délibération de l'organe délibérant de la collectivité intéressée si la route appartient au domaine public d'un département ou d'une commune.

(amendement n° 322)

« Art. L. 151-8. —
(Sans modification).

Code de la voirie routière

Art. L. 151-10. — Cf. *infra*.

<p>Art. L. 122-4-1. — Cf. annexe.</p>	<p>en contrepartie desquelles il est autorisé à percevoir des péages.</p> <p>« Lorsque la délégation est consentie par l'État, ces actes sont approuvés par décret en Conseil d'État.</p> <p>« Art. L. 151-9. — Les dispositions de l'article L. 122-4-1 sont applicables aux péages perçus sur les routes express.</p> <p>« Art. L. 151-10. — Les dispositions des articles L. 151-6 à L. 151-9 sont applicables aux routes express dont la gestion est dévolue à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou à un syndicat mixte ayant compétence en matière de création ou d'aménagement et d'entretien de la voirie.</p> <p>« Art. L. 151-11. — Un décret en Conseil d'État fixe les conditions d'application des articles L. 151-6 à L. 151-10. »</p> <p>III. — Les articles L. 153-1 à L. 153-3 du code de la voirie routière sont ainsi rédigés :</p>	<p>« Art. L. 151-9. — (Sans modification).</p> <p>« Art. L. 151-10. — (Sans modification).</p> <p>« Art. L. 151-11. — (Sans modification).</p> <p>III. — ... du même code sont ...</p> <p>« Art. L. 153-1. — (Sans modification).</p>	<p>« Art. L. 151-9. — (Sans modification).</p> <p>« Art. L. 151-10. — (Sans modification).</p> <p>« Art. L. 151-11. — (Sans modification).</p> <p>III. — (Alinéa sans modification).</p> <p>« Art. L. 153-1. — (Sans modification).</p>
<p>Art. L. 153-1. — L'usage des ouvrages d'art est en principe gratuit.</p> <p>Toutefois, il peut être institué, à titre exceptionnel et temporaire, lorsque l'utilité, les dimensions et le coût d'un ouvrage d'art à comprendre dans la voirie nationale, départementale ou communale ainsi que le service rendu aux usagers le justifient, une redevance pour son usage.</p> <p>En ce qui concerne la voirie communale, les ouvrages d'art doivent répondre aux conditions de dimension et de coût fixées par voie réglementaire.</p>	<p>« Art. L. 153-1. — L'usage des ouvrages d'art est en principe gratuit.</p> <p>« Toutefois, il peut être institué lorsque l'utilité, les dimensions, le coût d'un ouvrage d'art appartenant à la voirie nationale, départementale ou communale ainsi que le service rendu aux usagers le justifient, un péage pour son usage en vue d'assurer la couverture totale ou partielle des dépenses de toute nature liées soit à la construction, soit, lorsque ces missions font l'objet d'une convention de délégation de service public, à la construction, à</p>	<p>« Art. L. 153-1. — (Sans modification).</p>	<p>« Art. L. 153-1. — (Sans modification).</p>

glements.

l'exploitation et à l'entretien ou à l'exploitation et à l'entretien de l'ouvrage d'art et de ses voies d'accès ou de dégagement.

« En cas de délégation de ces missions de service public, le péage couvre également la rémunération et l'amortissement des capitaux investis par le délégataire.

« Le produit du péage couvre ses frais de perception.

Art. L. 153-2. — La convention par laquelle l'État concède la construction et l'exploitation d'un ouvrage d'art à comprendre dans la voirie nationale peut autoriser, dans les conditions définies par le cahier des charges, le concessionnaire à percevoir des redevances en vue d'assurer le remboursement des avances et dépenses de toute nature faites par l'État, l'exploitation et, éventuellement, l'entretien de l'ouvrage, ainsi que la rémunération et l'amortissement des capitaux investis par le concessionnaire.

« *Art. L. 153-2. —* L'institution d'un péage pour l'usage d'un ouvrage d'art appartenant à la voirie nationale est décidée par décret en Conseil d'État.

« L'institution d'un péage pour l'usage d'un ouvrage d'art appartenant à la voirie d'un département ou d'une commune est autorisée par délibération de l'organe délibérant de la collectivité intéressée, après avis du conseil régional.

La convention de concession et le cahier des charges sont approuvés par décret en Conseil d'État pris après avis des conseils généraux concernés lorsque ceux-ci participent au financement de l'ouvrage d'art ou que l'absence d'autres moyens de communication assurant à l'usager un service de même nature rend l'ouvrage indispensable à la circulation locale.

Art. L. 153-3. — La perception d'une redevance sur un ouvrage d'art à comprendre dans la voirie départementale peut être autorisée

« *Art. L. 153-3. —* En cas de délégation de tout ou partie des missions de construction, d'exploitation et d'entretien d'un ouvrage

« *Art. L. 153-2. —* (*Alinéa sans modification*).

... délibération de la collectivité ...

... régional, si ce dernier a financièrement participé, et après avis des communes ayant un échangeur sur leur territoire.

« *Art. L. 153-3. —* (*Sans modification*).

« *Art. L. 153-2. —* L'institution d'un péage pour l'usage d'un ouvrage d'art est décidée, après avis du conseil régional, des communes traversées et, le cas échéant, des organismes visés à l'article L. 153-5 :

« — par décret en Conseil d'État si la route appartient au domaine public de l'État ;

« — par délibération de l'organe délibérant de la collectivité intéressée si la route appartient au domaine public d'un département ou d'une commune.

(amendement n° 323)

« *Art. L. 153-3. —* (*Sans modification*).

par délibération du ou des conseils généraux concernés, en vue d'assurer soit la couverture des charges de remboursement des emprunts garantis ou contractés par le ou les départements pour la construction de l'ouvrage et pour l'aménagement de ses voies d'accès ou de dégagement, soit la couverture des charges d'exploitation et d'entretien, ainsi que la rémunération et l'amortissement des capitaux investis par le concessionnaire qui assure l'exploitation de l'ouvrage d'art.

Art. L. 153-4. — L'acte administratif instituant une redevance sur un ouvrage d'art reliant des routes départementales peut prévoir des tarifs différents ou la gratuité selon les diverses catégories d'usagers pour tenir compte, soit d'une nécessité d'intérêt général en rapport avec les conditions d'exploitation de l'ouvrage d'art, soit de la situation particulière de certains usagers, et, notamment, de ceux qui ont leur domicile ou leur lieu de travail dans le ou les départements concernés.

Art. L. 153-5. — L'institution d'une redevance sur un ouvrage d'art à comprendre dans le domaine public routier communal est décidée par une délibération du conseil municipal qui doit satisfaire aux dispositions des articles L. 153-3 et L. 153-4. Elle est autorisée par décret en Conseil d'État.

Art. L. 153-4-1. — Cf. *annexe.*

d'art, la convention de délégation et le cahier des charges annexé fixent les conditions dans lesquelles le délégataire exerce les missions qui lui sont confiées, selon le cas, par l'État, le département, la commune ou le groupement de collectivités territoriales et en contrepartie desquelles il est autorisé à percevoir des péages.

« Lorsque la délégation est consentie par l'État, ces actes sont approuvés par décret en Conseil d'État. »

IV. — L'article L. 153-5 du code de la voirie routière est ainsi rédigé :

« *Art. L. 153-5.* — Les dispositions des articles L. 153-1 à L. 153-4-1 sont applicables aux ouvrages d'art appartenant à la voirie dont la gestion est dévolue à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou à un syndicat mixte ayant compétence en matière de création ou d'aménagement et d'entretien de la voirie.

« Ces dispositions ne sont pas applicables aux ouvrages d'art compris dans l'emprise des autoroutes et

III bis (nouveau). — À l'article L. 153-4 du même code, les mots : « une redevance » sont remplacés par les mots : « un péage ».

IV. —
... du même code
est ...

« *Art. L. 153-5.* —
(Sans modification).

III bis. — (Sans modification).

IV. — (Sans modification).

<p><i>Art. L.122-4. — Cf. supra.</i></p> <p><i>Art. L. 153-6. — Les dispositions des articles L. 153-1 à L. 153-5 ne sont pas applicables aux ouvrages d'art compris dans l'emprise des autoroutes.</i></p>	<p>des routes express soumises à un péage en vertu des dispositions des articles L. 122-4 ou L. 151-6 et suivants.</p> <p>« Un décret en Conseil d'État fixe les conditions d'application des articles L. 153-1 à L. 153-4-1. »</p> <p>V. — L'article L. 153-6 du code de la voirie routière est abrogé.</p>		
		<p>V. — ... du même code est ...</p>	<p>V. — (<i>Sans modification</i>).</p> <p><i>Article additionnel</i></p> <p><i>Après l'article L. 131-8 du code de la voirie routière, il est inséré un article L. 131-9 ainsi rédigé :</i></p> <p><i>« La répartition des charges de la réfection et de l'entretien des ponts construits à l'occasion du percement de canaux, et qui assurent la continuité de la voirie départementale, fait l'objet d'une convention entre l'État et les départements. »</i></p> <p>(amendement n° 531)</p> <p>Article 15</p>
<p><i>Art. L. 116-2. — Sans préjudice de la compétence reconnue à cet effet à d'autres fonctionnaires et agents par les lois et règlements en vigueur, peuvent constater les infractions à la police de la conservation du domaine public routier et établir les procès-verbaux concernant ces infractions :</i></p> <p>1° Sur les voies de toutes catégories, les agents de police municipale, les gardes champêtres des communes et les gardes particuliers</p>	<p>Article 15</p> <p>Sont insérés avant le dernier alinéa de l'article L. 116-2 du code de la voirie routière trois alinéas ainsi rédigés :</p>	<p>Article 15</p> <p>Avant ...</p> <p>... routière, sont insérés trois alinéas ...</p>	<p>Article 15</p> <p>(<i>Sans modification</i>).</p>

assermentés ;

2° Sur les voies publiques ressortissant à leurs attributions :

a) Les ingénieurs des ponts et chaussées et les ingénieurs des travaux publics de l'État, assermentés ;

b) Les techniciens des travaux publics de l'État, les conducteurs de travaux publics de l'État et les agents des travaux publics de l'État, quand ils sont commissionnés et assermentés à cet effet.

Les procès-verbaux dressés en matière de voirie font foi jusqu'à preuve contraire et ne sont pas soumis à l'affirmation.

Code de la route

Art. L. 110-3. — Les routes à grande circulation, quelle que soit leur appartenance domaniale, sont des routes qui assurent la continuité d'un itinéraire à fort trafic, justifiant des règles particulières en matière de police de la circulation. La liste des routes à grande circulation est fixée par décret.

« 3° Sur les voies départementales, les agents du département commissionnés et assermentés à cet effet ;

« 4° En Corse, sur les voies de la collectivité territoriale, les agents de la collectivité commissionnés et assermentés à cet effet ;

« 5° Dans les départements d'outre-mer, sur les voies régionales, les agents de la région commissionnés et assermentés à cet effet. »

Article 16

L'article L. 110-3 du code de la route est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. L. 110-3. — Les routes à grande circulation, quelle que soit leur appartenance domaniale, sont les routes qui permettent d'assurer la continuité des itinéraires principaux et notamment le délestage du trafic, la circulation des transports exceptionnels, des convois et des transports militaires et la desserte économique du territoire, et justifient, à ce titre, des règles particulières en matière de

« 3° (Sans modification).

« 4° (Sans modification).

« 5° (Sans modification).

Article 16

... est ainsi rédigé :

« Art. L. 110-3. — (Alinéa sans modification).

Article 16

(Alinéa sans modification).

« Art. L. 110-3. —

<p>police de la circulation. La liste des routes à grande circulation est fixée par décret, après avis des collectivités propriétaires des voies.</p> <p>« Les collectivités territoriales sont tenues de communiquer au représentant de l'État dans le département tout projet de modification des caractéristiques techniques ou de mesure susceptible de rendre ces routes impropres à leur destination. Le représentant de l'État peut s'opposer, dans un délai fixé par voie réglementaire, à la réalisation de ces projets ou à l'adoption de ces mesures afin d'assurer la continuité du service public routier.</p> <p>« Un décret en Conseil d'État détermine les conditions d'application du présent article. »</p> <p>Loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention de risques majeurs</p> <p><i>Art. 3.</i> — Les plans d'urgence prévoient les mesures à prendre et les moyens de secours à mettre en œuvre pour faire face à des risques de nature particulière ou liés à l'existence et au fonctionnement d'installations ou d'ouvrages déterminés.</p> <p>Les plans d'urgence comprennent :</p> <p>1° Les plans particuliers d'intervention définis à l'article 4 ;</p> <p>2° Les plans destinés à porter secours à de nombreuses victimes ;</p>	<p>police de la circulation. La liste des routes à grande circulation est fixée par décret, après avis des collectivités propriétaires des voies.</p> <p>« Les collectivités territoriales sont tenues de communiquer au représentant de l'État dans le département tout projet de modification des caractéristiques techniques ou de mesure susceptible de rendre ces routes impropres à leur destination. Le représentant de l'État peut s'opposer, dans un délai fixé par voie réglementaire, à la réalisation de ces projets ou à l'adoption de ces mesures afin d'assurer la continuité du service public routier.</p> <p>« Un décret en Conseil d'État détermine les conditions d'application du présent article. »</p> <p>Article 17</p> <p>Après le 3° de l'article 3 de la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, il est ajouté un 4° ainsi rédigé :</p>	<p>... collectivités <i>et des groupements</i> propriétaires... (amendement n° 324)</p> <p>... ter- ritoriales communiquent au ...</p> <p>... par décret en Conseil d'État, à la réalisation ...</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p>Article 17</p> <p>... est inséré un ...</p>	<p>... collectivités <i>et des groupements</i> propriétaires... (amendement n° 324)</p> <p>... ter- ritoriales <i>et leurs groupe-</i> <i>ments</i> communiquent... (amendement n° 325)</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p>Article 17</p> <p><i>(Sans modification).</i></p>
--	--	--	--

3° Les plans de secours spécialisés liés à un risque défini.

Les plans d'urgence sont établis dans les conditions prévues par décret en Conseil d'État.

La mise en œuvre d'un plan d'urgence ne fait pas obstacle au déclenchement d'un plan Orsec, si les circonstances le justifient.

Code général des collectivités territoriales

Art. L. 1615-2 et L. 1615-7. — Cf. annexe.

« 4° Sur les voies routières, les plans de gestion de trafic et les plans d'action en cas d'intempéries destinés à assurer la coordination des moyens à mettre en œuvre en situation de crise. »

Article 18

Il est ajouté à l'article L. 1615-7 du code général des collectivités territoriales un alinéa ainsi rédigé :

« Les collectivités territoriales et leurs groupements bénéficient des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre des fonds de concours versés à l'État pour des opérations d'aménagement du domaine public routier national lorsqu'ils financent au moins la moitié du coût toutes taxes comprises de ces opérations. »

« 4° (*Sans modification*).

Article 18

L'article L. 1615-2 du...
... territoriales est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

... bénéficient, par dérogation, des attributions ...

... l'État ou à une collectivité territoriale pour les travaux que ceux-ci effectuent sur leur domaine public routier. Le montant de ces fonds de concours est déduit des dépenses réelles d'investissement prises en compte pour le calcul de l'attribution du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée de la collectivité territoriale qui réalise les travaux.

« Les collectivités territoriales et leurs groupements, dès lors qu'ils sont compétents en matière de voirie, bénéficient également, par dérogation, des attribu-

Article 18

I. — L'article...

(Alinéa sans modification).

Alinéa supprimé.

(amendement n° 326)

Code de la voirie routière

Art. L. 131-2. — Les caractéristiques techniques auxquelles doivent répondre les routes départementales sont fixées par décret.

Les dépenses relatives à la construction, à l'aménagement et à l'entretien des routes départementales sont à la charge du département.

Code général des collectivités territoriales

Art. L. 1615-2. — Cf. annexe.

Article 19

Les collectivités territoriales continuent d'assurer le financement des opérations routières inscrites aux qua-

tions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée pour les dépenses d'investissement afférentes à des travaux qu'ils réalisent sur le domaine public routier de l'État ou d'une collectivité territoriale. Seules ouvrent droit aux attributions du fonds les dépenses d'investissement réalisées dans le cadre d'une convention avec l'État ou la collectivité territoriale propriétaire précisant notamment les équipements à réaliser, le programme technique des travaux et les engagements financiers des parties. »

Article 19

II. — *L'article L. 131-2 du code la voirie routière est complété par un alinéa ainsi rédigé :*

« Une commune ou un groupement de communes compétent en matière de voirie peut cependant prendre à sa charge les investissements réalisés sur les dépendances de la voirie départementale qui se trouvent dans son agglomération. Les modalités de cette prise en charge sont fixées par une convention entre le département et la commune ou le groupement de communes conformément aux dispositions de l'article L. 1615-2 du code général des collectivités territoriales »

(amendement n° 327)

Article 19

... territoriales et leurs groupements continuent...

Décrets impériaux du 12 avril 1866 et 23 juin 1866 relatifs à l'entretien de la voirie de Paris. — Cf. *annexe*

<p>trièmes contrats de plan État-Région jusqu'au terme de ces contrats et dans les conditions qu'ils fixent. Il en va de même pour l'État, sauf en ce qui concerne les aménagements de sécurité dont le financement est transféré aux départements dans les conditions prévues au III de l'article 89 de la présente loi.</p>	<p>... 89.</p>	<p>... État-Région jusqu'à l'achèvement de ces opérations et dans... (amendements n^{os} 328 et 329)</p>
<p>Article 20</p> <p>Les décrets impériaux du 12 avril 1856 et du 23 juin 1866 relatifs à l'entretien de la voirie de Paris sont abrogés. Les ressources allouées par l'État à la ville de Paris pour l'entretien de la voirie nationale avant l'entrée en vigueur de la présente loi sont intégrées à la dotation générale de décentralisation.</p>	<p>Article 20</p> <p>Le décret impérial du 23 juin 1866 fixant le contingent de l'État dans les dépenses d'entretien des chaussées, des rues, quais, ponts, boulevards et places publiques de la ville de Paris est abrogé. Les ressources ...</p>	<p>Article 20</p> <p><i>(Sans modification).</i></p>
<p>Article 21</p> <p>Dans des conditions fixées par convention, ou, à défaut, par arrêté du représentant de l'État dans le département, la maîtrise d'ouvrage de certaines opérations ou parties d'opérations d'investissement en cours sur le réseau national transféré peut rester assurée dans les conditions qui prévalaient antérieurement au transfert des routes. La maîtrise d'ouvrage est transférée lors de la mise en service des aménagements, et au plus tard le 1^{er} janvier 2007.</p>	<p>Article 21</p> <p>... par une convention conclue entre l'État et le département où, à défaut...</p>	<p>Article 21</p> <p><i>(Sans modification).</i></p>
<p>Un décret en Conseil d'État fixe les modalités d'application du présent article.</p>	<p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>	
<p>CHAPITRE II Les grands équipements</p>	<p>CHAPITRE II Les grands équipements</p>	<p>CHAPITRE II Les grands équipements</p>
<p>Article 22</p> <p>I. — L'aménagement,</p>	<p>Article 22</p> <p>I. — <i>(Sans modifica-</i></p>	<p>Article 22</p> <p>I. — <i>La propriété,</i></p>

<p>l'entretien et la gestion des aéroports civils appartenant à l'État à la date de publication de la présente loi sont transférés, au plus tard le 1^{er} janvier 2007 et dans les conditions fixées au présent article, aux collectivités territoriales ou à leurs groupements dans le ressort géographique desquels sont situées ces infrastructures.</p>	<p>tion).</p>	<p>l'aménagement... (amendement n° 330) ... janvier 2006 et ... (amendement n° 331)</p>
<p>Un décret en Conseil d'État fixe la liste des aéroports d'intérêt national ou international et de ceux qui sont nécessaires à l'exercice des missions de l'État qui sont exclus du transfert.</p>	<p>II. —</p>	<p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>
<p>II. — Sans préjudice des dispositions du V du présent article, toute collectivité mentionnée au I peut demander, jusqu'au 31 août 2006, à prendre en charge l'aménagement, l'entretien et la gestion d'un ou de plusieurs aéroports. Elle notifie simultanément cette demande à l'État et aux autres collectivités intéressées.</p>	<p>II. — ... V, toute collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales mentionné au I aéroports. Cette demande est notifiée simultanément à l'État ainsi qu'aux collectivités et groupements intéressés.</p>	<p>II. — ... jusqu'au 31 août 2005, à (amendement n° 331)</p>
<p>Au cas où, pour un même aéroport, aucune autre demande n'a été présentée dans un délai de trois mois suivant cette notification, la collectivité pétitionnaire est réputée bénéficiaire du transfert.</p>	<p>collectivité ou le groupement pétitionnaire est réputé bénéficiaire ...</p>	<p>... de six mois (amendement n° 332)</p>
<p>Si plusieurs demandes ont été présentées pour le même aéroport, le représentant de l'État dans la région organise entre les collectivités intéressées une concertation, dont il fixe la durée, en s'efforçant d'aboutir à la présentation d'une demande unique.</p>	<p>... collectivités et groupements intéressés une concertation ...</p>	<p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>
<p>Si les collectivités participant à la concertation s'accordent sur la candidature de l'une d'entre elles, celle-ci est désignée comme bénéfi-</p>	<p>... collectivités ou groupements participant de l'un d'entre eux, celui-ci est désigné bénéficiaire ...</p>	<p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>

<p>Code l'aviation civile</p> <p>Art. L. 221-1. — Cf. annexe.</p>	<p>ciaire du transfert.</p> <p>En l'absence d'accord au terme de la concertation, le représentant de l'État dans la région désigne la collectivité bénéficiaire du transfert en tenant compte des caractéristiques de l'aérodrome, notamment de son trafic et de sa zone d'attraction, ainsi que des enjeux économiques et d'aménagement du territoire. La région est prioritaire si elle est candidate.</p> <p>En l'absence de demande à la date du 31 août 2006, le représentant de l'État dans la région désigne, en application des mêmes critères, le bénéficiaire du transfert.</p> <p>III. — Pour chaque aérodrome transféré, une convention conclue entre l'État et le bénéficiaire dans les conditions prévues à l'article L. 221-1 du code de l'aviation civile, ou, à défaut, un arrêté du ministre chargé de l'aviation civile, définit les modalités du transfert et fixe sa date d'entrée en vigueur.</p> <p>La collectivité bénéficiaire du transfert succède à l'État dans l'ensemble des droits et obligations à l'égard des tiers.</p> <p>Le transfert des biens de l'aérodrome appartenant à l'État s'opère à titre gratuit et ne donne lieu au paiement d'aucune indemnité, droit, taxe, salaire ou honoraire.</p>	<p>... désigne le bénéficiaire ...</p> <p>... zone de chalandise, ainsi que ...</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>Pour l'application du présent II, le représentant de l'État dans le département communique aux collectivités ou groupements sollicitant le transfert de compétence toutes les informations permettant le transfert en connaissance de cause de l'aérodrome concerné.</p> <p>III. — (Alinéa sans modification).</p> <p>La collectivité ou le groupement bénéficiaire ...</p> <p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p> <p>... août 2005, le...</p> <p>(amendement n° 331)</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>III. — (Sans modification).</p>
---	--	--	---

<p>Sont exclues du transfert les emprises et installations nécessaires pour les besoins de la défense nationale, de la sécurité de la circulation aérienne, de la météorologie et de la sécurité civile.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	
<p>La convention, ou à défaut l'arrêté, précise les conditions dans lesquelles la collectivité bénéficiaire du transfert met gratuitement à la disposition de l'État, le cas échéant, les installations et aménagements nécessaires au fonctionnement des services chargés de la police, de la sécurité et de la météorologie.</p>	<p>... lesquelles le bénéficiaire du ...</p>	
<p>IV. — Le transfert peut, sur demande des collectivités, présenter un caractère expérimental, dont l'échéance ne peut excéder le 31 décembre 2006.</p>	<p>IV. — Dans un délai d'un an à compter de la publication de la présente loi, les collectivités ou groupements visés au I peuvent demander un transfert à titre expérimental ...</p>	<p>IV. — Les collectivités... (amendement n° 333) ... 31 décembre 2005. (amendement n° 331)</p>
<p>En ce cas, les biens visés au I du présent article, avec les mêmes exceptions, sont mis à disposition de la collectivité intéressée. Les actes pris par elle et dont l'effet dépasserait la durée du transfert sont soumis à l'accord préalable de l'État.</p>	<p>Dans ce cas, les biens visés au III sont mis à disposition de la collectivité ou du groupement intéressé. Les actes pris par le bénéficiaire de l'expérimentation dont l'effet excèderait la durée ...</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>
<p>Au 31 décembre 2006, tout aéroport dont le transfert expérimental arrive à échéance est transféré définitivement, dans les conditions prévues aux II et III du présent article, à l'attributaire, sauf si ce dernier s'y est opposé par délibération prise avec un préavis de six mois.</p>	<p>... III, à...</p>	<p>... décembre 2005, ... (amendement n° 331)</p>
<p>V. — Les aéroports appartenant à l'État dont les biens ont été, avant la date de publication de la présente loi, mis par voie conventionnelle à la disposition d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités</p>	<p>V. —</p>	<p>V. —</p>

<p>territoriales lui sont transférés définitivement selon les modalités prévues au III du présent article. Le transfert s'opère à tout moment à la demande de la collectivité et, au plus tard le 31 décembre 2006.</p>		
<p>Toutefois, si la collectivité décide de résilier la convention avant le 30 juin 2006, elle est réputée renoncer au bénéficiaire du transfert. Le transfert définitif est alors réalisé selon les modalités prévues aux II et III du présent article et, au plus tard, le 31 décembre 2006.</p>	<p>... III. Le collectivité ou le groupement décide III et, ...</p>	<p>... décembre 2005. ... décembre 2005.</p>
<p>VI. — Les délégations de service public accordées par l'État portant sur les aérodromes qui sont l'objet des transferts de compétence prévus au présent article sont prorogées dans les conditions ci-après :</p>	<p>VI. — (Sans modification).</p>	<p>(amendement n° 331) VI. — (Sans modification).</p>
<p>1° Les délégations de service public venant à échéance avant le transfert définitif des aérodromes sont, sauf opposition du délégataire, prorogées tacitement par périodes de douze mois. Ces délégations sont, en outre, sauf opposition du délégataire, prorogées jusqu'à la première date anniversaire du transfert définitif de compétence.</p>		
<p>2° Les délégations de service public venant à échéance au cours de l'année suivant le transfert définitif de compétence mais avant sa première date anniversaire sont, sauf opposition du délégataire, prorogées jusqu'à cette dernière date.</p>		
<p>VII. — Les dispositions des I à VI s'appliquent aux hélistations civiles.</p>	<p>VII. — (Sans modification).</p>	<p>VII. — (Sans modification).</p>

du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité

Art. 105. — Cf. annexe.

VIII. — L'article 105 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité est abrogé.

Article 23

Dans les conditions prévues par l'article 38 de la Constitution, le Gouvernement est autorisé à prendre, par ordonnance, les mesures nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du livre II du code de l'aviation civile pour ce qui concerne la sûreté des vols et la sécurité de l'exploitation des aéroports. Cette ordonnance devra être prise dans un délai d'un an suivant la publication de la présente loi. Un projet de loi de ratification devra être déposé devant le Parlement dans un délai de six mois à compter de la publication de l'ordonnance.

Article 24

I. — La propriété, l'aménagement, l'entretien et la gestion des ports non autonomes relevant de l'État sont transférés aux collectivités territoriales et à leurs groupements, dans les conditions prévues au code des ports maritimes et au présent article.

II. — Toute collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales peut demander, jusqu'au 31 août 2005, à exercer les compétences prévues au I pour chacun des ports situés dans son ressort géographique pour la totalité

VIII. — *(Sans modification).*

Article 23

... de trois mois

...

Article 24

I. — *(Sans modification).*

II. —

VIII. — *(Sans modification).*

Article 23

(Sans modification).

Article 24

I. —

... transférés, au plus tard au 1^{er} janvier 2006 et dans les conditions fixées par le code des ports maritimes et au présent article, aux collectivités territoriales ou à leurs groupements dans le ressort géographique desquels sont situées ces infrastructures.

(amendement n° 334)

II. — *(Sans modification).*

<p>ou pour une partie du port, individualisable, d'un seul tenant et sans enclave. Cette demande est notifiée simultanément à l'État et aux autres collectivités intéressées.</p> <p>Au cas où, pour un port déterminé, aucune autre demande n'a été présentée dans un délai de six mois suivant cette notification, le transfert est opéré au profit de la collectivité pétitionnaire.</p> <p>Si plusieurs demandes sont présentées pour le même port, le représentant de l'État dans la région organise entre les collectivités intéressées une concertation, dont il fixe la durée, en s'efforçant d'aboutir à la présentation d'une demande unique. Si les collectivités parviennent à un accord sur la candidature de l'une d'entre elles, le transfert est opéré au profit de celle-ci.</p> <p>En l'absence d'accord au terme de la concertation ou de demande de transfert à la date du 31 août 2005, sont désignés comme bénéficiaires du transfert, avant le 31 décembre 2005, d'une part, la région pour les ports dont l'activité dominante est le commerce ou pour les parties individualisables, d'un seul tenant et sans enclave de ports affectées au commerce et, d'autre part, le département pour les ports dont l'activité dominante est la pêche ou pour les parties individualisables, d'un seul tenant et sans enclave de ports affectées à la pêche.</p>	<p>... l'État ainsi qu'aux autres collectivités et groupements intéressés.</p> <p>... collectivité ou du groupement pétitionnaire.</p> <p>... collectivités et groupements intéressés une concertation ...</p> <p>... Si un accord intervient sur une candidature unique, il désigne la collectivité ou le groupement concerné comme bénéficiaire du transfert.</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p>Pour l'application du présent II, le représentant de l'État dans le département communique aux collectivités ou groupements sollicitant le transfert de compétence toutes les informations permet-</p>
---	---

<p>III. — Pour chaque port transféré, une convention conclue entre l'État et la collectivité territoriale intéressée, ou, à défaut, un arrêté du ministre chargé des ports maritimes, définit les modalités du transfert et fixe sa date d'entrée en vigueur.</p> <p>La collectivité territoriale bénéficiaire du transfert succède à l'État dans l'ensemble de ses droits et obligations à l'égard des tiers.</p> <p>Les dépendances du domaine public de ces ports sont transférées à titre gratuit aux collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales compétents et ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité, droit, taxe, salaire ou honoraire.</p> <p>La convention, ou à défaut l'arrêté, précise les conditions dans lesquelles le bénéficiaire met gratuitement à la disposition de l'État les installations et aménagements nécessaires au fonctionnement des services chargés de la police et de la sécurité.</p>	<p>tant le transfert en connaissance de cause du port maritime concerné.</p> <p>III. —</p> <p>... territoriale ou le groupement intéressé, ou, à défaut, ...</p> <p>La collectivité ou le groupement bénéficiaire ...</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>III. — (<i>Sans modification</i>).</p> <p>III bis. — <i>Les collectivités ou groupements visés au I peuvent demander un transfert à titre expérimental, dont l'échéance ne peut excéder le 31 décembre 2005. Dans ce cas, les biens visés au III sont mis à disposition de la collectivité ou du groupement intéressé. Les actes pris par le bénéficiaire de l'expérimentation dont l'effet excéderait la durée du transfert sont soumis à l'accord préalable de l'État. Au 31 décembre 2005, tout port dont le transfert expérimental arrive à échéance est transféré définitivement à l'attributaire, dans les condi-</i></p>
--	---	--

<p>IV. — Les délégations de service public portant sur les ports faisant l'objet des transferts de compétence prévus au présent article sont prorogées dans les conditions ci-après :</p> <p>1° Les délégations de service public venant à échéance avant le transfert des ports sont, sauf opposition du délégataire, prorogées tacitement par périodes de douze mois. Ces délégations sont, en outre, sauf opposition du délégataire, prorogées jusqu'à la première date anniversaire du transfert de compétences ;</p> <p>2° Les délégations de service public venant à échéance au cours de l'année suivant le transfert de compétences mais avant sa première date anniversaire sont, sauf opposition du délégataire, prorogées jusqu'à cette dernière date.</p> <p>V. — Les ports maritimes départementaux existant au 1^{er} janvier 2003 peuvent, sur demande du département et après accord, selon le cas, du conseil régional ou de l'assemblée de Corse, être transférés à la région ou à la collectivité territoriale de Corse. A compter de la date du transfert de compétences, la région ou la collectivité territoriale de Corse est substituée au département dans les droits et obligations à l'égard des tiers, afférents au domaine et aux biens transférés, sans que cette substitution puisse porter atteinte aux droits que les délégataires tiennent des dé-</p>	<p>IV. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>1° (<i>Sans modification</i>).</p> <p>2° (<i>Sans modification</i>).</p> <p>V. — ... existant à la date d'entrée en vigueur de la présente loi peuvent ...</p>	<p><i>tions prévues aux II et III, sauf si ce dernier s'y est opposé par délibération prise avec un préavis de six mois.</i></p> <p>(amendement n° 335)</p> <p>IV. — (<i>Sans modification</i>).</p> <p>V. — (<i>Sans modification</i>).</p>
--	---	---

**Code général
des collectivités territoriales**

*Art. L. 1614-8. — Cf.
infra art. 89 du projet de loi.*

légations en cours.

Une convention délimite les emprises des ports, détermine les modalités du transfert de compétence, de transfert et de mise à disposition de moyens, notamment de personnels, et prévoit le versement à la région ou à la collectivité territoriale de Corse du concours particulier créé au sein de la dotation générale de décentralisation au titre des ports maritimes de commerce et de pêche en application de l'article L. 1614-8 du code général des collectivités territoriales.

VI. — Il est créé dans le livre I^{er} du code des ports maritimes un titre préliminaire ainsi rédigé :

« Titre préliminaire
« Organisation portuaire

« Art. L. 101-1. Les ports maritimes de commerce et de pêche sont classés selon les catégories suivantes :

« – les ports maritimes autonomes, relevant de l'État, définis au titre I^{er} du livre I^{er} ;

« – les ports maritimes relevant des collectivités territoriales et de leurs groupements ;

« – les ports maritimes de Saint-Pierre et Miquelon, relevant de l'État. »

VII. — Il est créé dans le livre VI du même code un titre préliminaire ainsi rédigé :

Une convention conclue entre la région ou la collectivité territoriale de Corse et le département délimite ...

VI. — *(Alinéa sans modification).*

(Alinéa sans modification).
(Alinéa sans modification).

« Art. L. 101-1. —
(Sans modification).

VII. — ... créé, dans le code des ports maritimes, un livre VI ainsi rédigé :

« Livre VI
« Ports maritimes relevant des collectivités territoriales et de leurs groupements »

VI. — *(Sans modification).*

VII. — *(Sans modification).*

<p>« Titre préliminaire « Compétences et dispositions générales</p>	<p>(Alinéa sans modification). (Alinéa sans modification).</p>
<p>« Art. L. 601-1. — I. — La région ou la collectivité territoriale de Corse est compétente pour créer les ports maritimes de commerce. Elle est compétente pour aménager et exploiter les ports maritimes de commerce et de pêche qui lui ont été transférés en application de la loi n° du relative aux responsabilités locales.</p>	<p>« Art. L. 601-1. — I. — ... créer, aménager et exploiter les ports locales ou de la loi n° 2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse.</p>
<p>« II. — Le département est compétent pour créer les ports maritimes de pêche. Il est compétent pour aménager et exploiter les ports maritimes de commerce et de pêche qui lui ont été transférés par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et en application de la loi n° du relative aux responsabilités locales.</p>	<p>« II. — ... créer, aménager et exploiter les ports maritimes de pêche. Il 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État et en application ...</p>
<p>« III. — Les communes ou, le cas échéant, les communautés de communes, les communautés urbaines ou les communautés d'agglomération, sont compétentes pour créer, aménager et exploiter les ports maritimes dont l'activité principale est la plaisance. Elles sont également compétentes pour aménager et exploiter les ports de commerce et de pêche qui leur ont été transférés en application de la loi n° du relative aux responsabilités locales.</p>	<p>« III. — ... locales. Par dérogation, les départements demeurent compétents pour aménager et exploiter les ports maritimes dont l'activité principale est la plaisance dont ils assurent l'exploitation avant la publi-</p>

<p>Loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État</p> <p><i>Art. 6. et 9. — Cf. annexe</i></p> <p>Loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la</p>	<p>« IV. — Par dérogation aux dispositions précédentes, l'organisme chargé du parc national de Port-Cros est compétent pour aménager, entretenir et gérer les installations portuaires de Port-Cros, dans le respect des missions assignées au parc.</p> <p>« Art. L. 601-2. — L'État peut conclure avec la collectivité territoriale ou le groupement de collectivités territoriales compétent des contrats d'objectifs, portant notamment sur le financement d'infrastructures, la sûreté et la sécurité portuaires. »</p> <p>VIII. — L'article 6 et le dernier alinéa de l'article 9 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État sont abrogés.</p>	<p>cation de la loi n° du relative aux responsabilités locales.</p> <p>« Une commune ou, le cas échéant, une communauté de communes, une communauté urbaine ou une communauté d'agglomération peut transférer, par voie de convention, au département qui en fait la demande la compétence pour créer, aménager et exploiter un port maritime dont l'activité principale est la plaisance.</p> <p>« IV. — (<i>Sans modification</i>).</p> <p>« Art. L. 601-2. — (<i>Sans modification</i>).</p> <p>VIII. — L'article 6 de la loi n° 83-663 ...</p> <p>... l'État est abrogé ; le dernier alinéa de l'article 9 de la même loi est supprimé.</p>	<p>VIII. — (<i>Sans modification</i>).</p>
---	--	---	--

démocratie de proximité

Art. 104. — Cf. annexe.

IX. — L'article 104 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité est abrogé.

X. — Lorsque le transfert de compétences relatif à un port a été réalisé avant la publication de la présente loi, l'État procède, à la demande de la collectivité, au transfert à titre gratuit des dépendances du domaine public portuaire.

IX. — (*Sans modification*).

X. — (*Sans modification*).

IX. — (*Sans modification*).

X. — (*Sans modification*).

**Code général
des collectivités territoriales**

Art. L. 4424-22. — Par dérogation aux articles 6 et 9 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, la collectivité territoriale de Corse est compétente pour créer, aménager, entretenir, gérer les ports maritimes de commerce et de pêche et, le cas échéant, pour en étendre le périmètre. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux ports maritimes de commerce et de pêche qui, à la date de promulgation de la loi n° 2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse, relèvent de la compétence des départements.

Les biens, appartenant à l'État, des ports d'Ajaccio et de Bastia, à l'exception des plans d'eau, sont transférés dans le patrimoine de la collectivité territoriale de Corse. L'État demeure compétent pour exercer la police des ports maritimes d'Ajaccio et de Bastia dans les conditions prévues au livre III du code des ports maritimes. La collectivité territoriale met gratuitement à la disposition de

XI (*nouveau*). — Dans la première phrase du deuxième alinéa de l'article L. 4424-22 du code général des collectivités territoriales, les mots : « , à l'exception des plans d'eau, » sont supprimés.

XI. — (*Sans modification*).

l'État les installations et aménagements qui sont nécessaires au fonctionnement des services chargés de la police portuaire et de la sécurité. Une convention entre l'État et la collectivité territoriale organise les modalités de mise en œuvre de ces transferts et prévoit notamment les mesures nécessaires au fonctionnement des services chargés de la police et de la sécurité.

.....

Article 25

Dans les conditions prévues par l'article 38 de la Constitution, le Gouvernement est autorisé à prendre, par ordonnances, les mesures nécessaires :

1° A l'actualisation et à l'adaptation du livre III du code des ports maritimes relatif à la police des ports maritimes. Ces mesures définiront les missions relevant de l'État en matière de sécurité et de sûreté du transport maritime et des opérations de police portuaire exercée par l'État dans l'ensemble des ports dont l'activité dominante est le commerce ou qui accueillent des matières dangereuses, la police du plan d'eau portuaire, les conditions d'accueil des navires en difficulté, ainsi que les statuts des agents de l'État exerçant ces missions. Elles définiront également les missions relevant d'autres autorités, ainsi que les statuts des agents chargés de les exercer ;

XII (*nouveau*). — Un décret en Conseil d'État fixe avant le 31 août 2005 la liste des ports des départements d'outre-mer qui sont exclus du transfert prévu au présent article.

Article 25

(*Alinéa sans modification*).

1°

... relevant des autres autorités portuaires, ainsi ...

XII. — (*Sans modification*).

Article 25

(*Sans modification*).

	<p>2° A la transposition des dispositions communautaires applicables aux ports relevant des collectivités territoriales et de leurs groupements ainsi que des dispositions particulières applicables aux délégations de service public relatives à ces ports, notamment en ce qui concerne leur durée maximale et leur objet, qui pourra comprendre une ou plusieurs des activités portuaires telles que le commerce, la pêche, la réparation navale ou les zones d'activités portuaires ;</p>	<p>2° (<i>Sans modification</i>).</p>	
	<p>3° A l'actualisation des dispositions relatives aux voies ferrées portuaires.</p> <p>Ces ordonnances seront prises dans un délai d'un an suivant la publication de la présente loi. Un projet de loi de ratification sera déposé devant le Parlement dans un délai de six mois à compter de la publication de ces ordonnances.</p>	<p>3° (<i>Sans modification</i>).</p> <p>... de trois mois ...</p>	
<p>Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure</p> <p><i>Art. 1^{er}.</i> — Le domaine public fluvial comprend :</p> <p>— Les cours d'eau navigables ou flottables, depuis le point où ils commencent à être navigables ou flottables jusqu'à leur embouchure, ainsi que leurs bras, même non navigables ou non flottables, s'ils prennent naissance au-dessous du point où ces cours d'eau deviennent navigables ou flottables, les noues et boires qui tirent leurs eaux des mêmes cours d'eau, les dérivations ou prises d'eau artificielles même établies dans des propriétés particulières à condition qu'elles aient été pratiquées par l'État dans l'in-</p>	<p>Article 26</p> <p>I. — L'article 1^{er} du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure est ainsi modifié :</p>	<p>Article 26</p> <p>I. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>	<p>Article 26</p> <p>I. — (<i>Sans modification</i>).</p>

<p>térêt de la navigation ou du flottage ;</p>		
<p>– Les lacs navigables ou flottables ainsi que les retenues établies sur les cours d'eau du domaine public à condition que les terrains submergés aient été acquis par l'État ou par son concessionnaire à charge de retour à l'État en fin de concession ;</p>		
<p>– Les rivières canalisées, les canaux de navigation, étangs ou réservoirs d'alimentation, contrefossés et autres dépendances ;</p>	<p>1° Le cinquième alinéa est remplacé par :</p>	<p>1° ... est ainsi rédigé :</p>
<p>– Les ports publics situés sur les voies navigables et leurs dépendances ;</p>	<p>« Les ports intérieurs et leurs dépendances ; » ;</p>	<p>« – les ...</p>
<p>– Les ouvrages publics construits dans le lit ou sur les bords des voies navigables ou flottables pour la sûreté et la facilité de la navigation ou du halage ;</p>	<p>2° L'avant-dernier alinéa est remplacé par :</p>	<p>2° ... est ainsi rédigé :</p>
<p>– Les cours d'eau, lacs et canaux qui, rayés de la nomenclature des voies navigables ou flottables, ont été maintenus dans le domaine public ;</p>		
<p>– Les cours d'eau et lacs ainsi que leurs dérivations classés dans le domaine public selon la procédure fixée à l'article 2-1 en vue d'assurer l'alimentation en eau des voies navigables, les besoins en eau de l'agriculture et de l'industrie, l'alimentation des populations ou la protection contre les inondations ;</p>		
<p>– les cours d'eaux, canaux, lacs et plans d'eau appartenant au domaine public fluvial des collectivités territoriales et de leurs groupements ;</p>	<p>« Les cours d'eau, canaux, lacs, plans d'eau et ports intérieurs appartenant au domaine public fluvial des collectivités territoriales et leurs groupements ; »</p>	<p>« – les et de leurs ...</p>
<p>– Les cours d'eau et les lacs appartenant au domaine</p>		

public sont appelés cours d'eau et lacs domaniaux.

3° Il est ajouté un onzième alinéa, ainsi rédigé :

« La collectivité territoriale ou le groupement bénéficiaire du transfert succède dans l'ensemble des droits et obligations à l'égard des tiers, à la personne publique gestionnaire de ce domaine avant la date du transfert. »

Art. 1-1. — Le domaine public fluvial des collectivités territoriales et de leurs groupements est constitué des cours d'eau, canaux, lacs et plans d'eau dont ils sont ou deviennent propriétaires, soit par acquisition amiable ou par voie d'expropriation classés dans leur domaine public en application de la procédure prévue à l'article 2-1, soit par transfert de propriété du domaine public fluvial de l'État ou d'une autre personne publique, ou qu'ils créent.

Les transferts de propriété du domaine public fluvial au profit d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de la part de l'État ou d'une autre personne publique peuvent être opérés à la demande de l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale ou du groupement. Ils le sont à titre gratuit. Toutefois, les parties de cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eau inclus dans le périmètre d'une concession accordée par l'État au titre de l'utilisation de l'énergie hydraulique ne peuvent pas faire l'objet d'un transfert de propriété au profit des collectivités territoriales ou de leurs groupements.

Ces transferts s'opèrent en priorité au profit de la région ou du groupement de régions territorialement compétent qui en fait la demande.

3° Supprimé.

I bis (nouveau). — L'article 1-1 du même code est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

I bis. — (*Sans modification*).

Lorsque d'autres collectivités ou groupements de collectivités territorialement compétents souhaitent bénéficier d'un tel transfert, leurs demandes sont transmises pour avis à la région. Ils peuvent bénéficier de ce transfert si, à l'issue d'un délai de six mois à compter de la saisine pour avis, la région territorialement compétente n'a pas elle-même formulé la demande.

Le transfert est refusé si la cohérence hydraulique ne peut pas être assurée.

**Loi n° 83-663
du 22 juillet 1983 précitée**

Art. 5. — Cf. annexe.

**Code du domaine public
fluvial et de la navigation**

II. — Après l'article 1^{er}-1 du même code, il est inséré un article 1^{er}-1 *bis* ainsi rédigé :

« *Art. 1^{er}-1 bis.* — Les cours d'eau et canaux ayant fait l'objet d'un transfert de compétence au profit de régions en application de l'article 5 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 modifiée complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État avant la date d'entrée en vigueur de la loi n° ... relative aux responsabilités locales leur sont transfé-

« La collectivité territoriale ou le groupement de collectivités territoriales bénéficiaire du transfert succède dans l'ensemble des droits et obligations à l'égard des tiers à la personne publique gestionnaire de ce domaine avant la date du transfert.

« Pour l'application du présent article, le représentant de l'État dans le département communique aux collectivités territoriales ou groupements intéressés qui en font la demande toutes les informations dont il dispose sur le domaine public fluvial susceptible de leur être transféré. »

II. — ... l'article 1-1 du ...
... article 1-1-1 ainsi ...

« *Art. 1-1-1.* — Les ...

... 1983 complétant la loi ...

... transfé-

II. — (*Alinéa sans modification*).

« *Art. 1-1-1.* —

... transfé-

<p>intérieure <i>Art. 1-2. — Cf. annexes</i></p>	<p>rés de plein droit et en pleine propriété à cette dernière date.</p>	<p>rés selon les dispositions de l'article 1-2 du présent code. Toutefois, la période d'expérimentation est, dans ce cas, ramenée à trois ans.</p>	<p><i>rés de plein droit et en pleine propriété à leur demande ou, au plus tard, à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi n° du relative aux responsabilités et libertés locales, sauf si celles-ci s'y sont opposées par délibération prise avec un préavis de six mois avant l'échéance de ce délai.</i></p>
<p><i>Art. 1^{er}-4. — La collectivité territoriale ou le groupement est chargé de l'aménagement et de l'exploitation de son domaine. L'autorité exécutive de la collectivité territoriale ou du groupement exerce les pouvoirs de police y afférents, sous réserve des attributions dévolues aux maires et des compétences de l'État en matière de police de l'eau, de réglementation générale de la navigation et d'utilisation de l'énergie hydraulique.</i></p>	<p>« Ces transferts sont réalisés à titre gratuit et ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité, droit, taxe ou honoraire. »</p>	<p>« Les régions ayant obtenu le transfert des cours d'eaux et canaux peuvent déléguer, par convention, tout ou partie de leurs compétences à des collectivités territoriales qui en feraient la demande.</p>	<p>(amendement n° 336) <i>(Alinéa sans modification).</i> <i>(Alinéa sans modification).</i></p>
<p><i>Art. 1^{er}-1. — Cf. supra.</i></p>	<p>III. — A l'article 1^{er}-4 du même code, les mots : « réglementation générale » sont remplacés par le mot : « police ».</p> <p>IV. — Il est ajouté un article 1^{er}-5 au même code ainsi rédigé :</p> <p>« Art. 1^{er}-5. — Les collectivités territoriales et leurs groupements sont compétents pour créer, aménager et exploiter les ports intérieurs dont ils sont ou deviennent propriétaires selon les dispositions prévues aux articles 1^{er}-1 à 1^{er}-4 ci-dessus,</p>	<p>III. — À l'article 1-4 du ...</p> <p>IV. — Après l'article 1-4 du même code, il est inséré un article 1-5 ainsi rédigé :</p> <p>« Art. 1-5. — Les ...</p>	<p>III. — <i>(Sans modification).</i></p> <p>IV. — <i>(Sans modification).</i></p>
<p><i>Art. 1^{er}-1. — Cf. supra.</i></p>	<p>articles 1^{er}-1 à 1^{er}-4 ci-dessus,</p>	<p>articles 1-1 à 1-3, à ...</p>	<p>à ...</p>

<p>Art. 1^{er}-2, 1^{er}-3, 2-1, 4. — Cf. <i>annexe</i>.</p>	<p>à l'exception des ports d'intérêt national inscrits sur une liste fixée par décret en Conseil d'État.</p>	<p>l'exception ...</p>	
	<p>« Le classement d'un port intérieur dans le domaine public et son déclassement du domaine public s'opèrent conformément aux dispositions de l'article 2-1 des premier et dernier alinéas de l'article 4-1 et de l'article 4-2 ci-après. »</p>	<p>... dispositions d'une part de l'article 2-1, d'autre part des premier, troisième et dernier alinéas de l'article 4. »</p>	
<p>Art. 35. — Les titulaires d'autorisations de prise d'eau sur les cours d'eau domaniaux et sur les canaux de navigation sont assujettis à payer à l'État une redevance calculée d'après les bases fixées par un décret en Conseil d'État.</p>	<p>V. — Au premier alinéa de l'article 35 du même code, après les mots : « prise d'eau sur » sont ajoutés les mots : « les ports intérieurs ».</p>	<p>V. — L'article 35 du même code est ainsi modifié :</p>	<p>V. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>Sur les cours d'eau, sections de cours d'eau, canaux, lacs et plans d'eau appartenant à une collectivité territoriale ou un groupement, la redevance est perçue à son profit. Elle est établie par délibération de l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale ou du groupement, dans les limites fixés par décret en Conseil d'État.</p>	<p>Au deuxième alinéa du même article, après les mots : « plans d'eau » sont ajoutés les mots : « et ports intérieurs ».</p>	<p>1° Au premier alinéa, après les mots : « prise d'eau sur », sont insérés les mots : « les ports intérieurs » ;</p>	
<p>Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux cours d'eau domaniaux et aux canaux confiés à l'établissement public créé par l'article 67 de la loi du 27 février 1912 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1912.</p>		<p>2° Au deuxième alinéa, après sont insérés les ...</p>	
<p>Loi n° 83-663</p>	<p>VI. — La loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et</p>	<p>VI. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>	<p>VI. — (<i>Sans modification</i>).</p>

<p>du 22 juillet 1983 précitée <i>Art. 5. et 7. — Cf. annexe.</i></p>	<p>l'État est ainsi modifiée :</p> <p>1° L'article 5 est abrogé ;</p> <p>2° Le premier alinéa de l'article 7 est abrogé.</p> <p style="text-align: center;">Article 27</p> <p>Après l'article 18 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs, il est inséré un article 18-1 ainsi rédigé :</p> <p style="padding-left: 40px;">« Art. 18-1. — Sans préjudice des dispositions de la loi n° 97-135 du 13 février 1997 portant création de l'établissement public « Réseau ferré de France » en vue du renouveau du transport ferroviaire, les départements sont compétents pour créer ou exploiter des infrastructures de transports non urbains de personnes, ferrés ou guidés d'intérêt local.</p> <p style="padding-left: 40px;">« A l'intérieur du périmètre de transports urbains, les dessertes locales des transports ferrés ou guidés établis par le département sont créées ou modifiées en accord avec l'autorité compétente pour l'organisation des transports urbains.</p> <p style="padding-left: 40px;">« Les dispositions du présent article ne s'appliquent ni aux départements d'outre-mer, ni aux départements de la région d'Île-de-France. »</p> <p style="text-align: center;">Article 28</p> <p>I. — Les biens de l'État dont l'exploitation est concédée aux sociétés d'aménagement régional mentionnées à l'article L. 112-8 du code rural sont transférés dans le patrimoine de la région à la demande de</p>	<p>1° (<i>Sans modification</i>).</p> <p>2° ... est supprimé.</p> <p style="text-align: center;">Article 27</p> <p>(<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p style="padding-left: 40px;">« Art. 18-1. — ... 1997 précitée, les départements sont ...</p> <p>(<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>(<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p style="text-align: center;">Article 28</p> <p>I. —</p> <p>... région sur le</p>	<p style="text-align: center;">Article 27</p> <p>(<i>Sans modification</i>).</p> <p style="text-align: center;">Article 28</p> <p>(<i>Sans modification</i>).</p>
---	---	---	---

<p>son assemblée délibérante.</p> <p>La région est substituée à l'État, dans l'ensemble des droits et obligations attachés à ces biens, afin d'en assurer l'aménagement, l'entretien, la gestion et, le cas échéant, l'extension.</p> <p>Les concessions en cours à la date du transfert se poursuivent dans leurs conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire entre la région et son concessionnaire.</p> <p>Les transferts sont réalisés à titre gratuit et ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité, droit, taxe, salaire ou honoraire.</p> <p>Une convention conclue entre l'État et la région ou, à défaut, un arrêté du ministre chargé de l'agriculture fixe les modalités du transfert.</p> <p>Art. L. 112-8. — Lorsque la mise en valeur de régions déterminées nécessite la réalisation de travaux concernant plusieurs départements ministériels et mettant en œuvre diverses sources de financement, l'étude, l'exécution et éventuellement l'exploitation ultérieure des ouvrages peuvent faire l'objet d'une mission générale définie par décret en Conseil d'État ou d'une concession unique, consentie par décret en conseil des ministres à un établissement public doté de</p>	<p>territoire de laquelle ils sont situés à la demande ...</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>Pour l'application du présent I, lorsque la région sollicite le transfert, le représentant de l'État dans la région lui communique toutes les informations permettant le transfert en connaissance de cause des biens concernés.</p> <p>II. — ... du même code, les ...</p>
--	---

l'autonomie financière, à une société d'économie mixte ou à toute autre forme d'organisme groupant l'ensemble des personnes publiques et privées intéressées, à condition que la majorité des capitaux appartienne à des personnes publiques.

Ces dispositions peuvent être étendues à l'étude, la construction et, éventuellement, la gestion d'un ouvrage isolé présentant un intérêt général, par la valorisation d'une production, pour diverses catégories d'utilisateurs.

Les conditions d'application des alinéas précédents, et notamment les modalités d'organisation et de fonctionnement des organismes qui y sont mentionnés, sont fixées par décret en Conseil d'État.

Code général des collectivités territoriales

Art. L. 4413-3. — La région d'Île-de-France, après avoir recueilli l'avis des conseils généraux, définit la politique régionale de circulation et de transport de voyageurs et assure sa mise en œuvre.

Nonobstant les dispositions de l'alinéa précédent, les dispositions de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 relative à l'organisation des transports de voyageurs

III. — L'article L. 112-9-1 du code rural devient l'article L. 112-9.

**CHAPITRE III
Les transports dans
la région Île-de-France**

III. — ... du même code devient ...

**CHAPITRE III
Les transports dans
la région Île-de-France**

Article 29 A (*nouveau*)

L'article L. 4413-3 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :

« *Art. L. 4413-3.* — La région d'Île-de-France définit la politique régionale des déplacements, dans le respect des orientations du schéma directeur de la région d'Île-de-France prévu par l'article L. 141-1 du code de l'urbanisme et du plan de déplacement urbain prévu à l'article 28-3 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs.

« La région d'Île-de-

**CHAPITRE III
Les transports dans
la région Île-de-France**

Article 29 A (*nouveau*)

(*Alinéa sans modification*).

« *Art. L. 4413-3.* — (*Alinéa sans modification*).

en Île de France demeurent en vigueur.

Code de l'urbanisme

Art. L. 141-1. — Cf. annexe.

Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs

Art. 28-3. — Cf. infra art. 31 du projet de loi.

Art. 14-1. — Cf. supra art. 12 A du texte adopté par le Sénat.

Ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 relative à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France

Art. 1^{er}. — Il est constitué entre l'État, la région d'Île de France, la ville de Paris, les départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val de Marne, de l'Essonne, des Yvelines, du Val-d'Oise, et de Seine-et-Marne, un syndicat doté de la personnalité morale, chargé de l'organisation des transports en commun des voyageurs en Île-de-France.

France arrête à cet effet, en association avec le Syndicat des transports d'Île-de-France, le schéma régional des transports prévu à l'article 14-1 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 précitée.

« La région peut en outre participer au financement d'aménagements de sécurité sur les autoroutes non concédées et les routes d'Île-de-France. »

Article 29

L'article 1^{er} de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France est ainsi rédigé :

« *Art. 1^{er}.* — I. — Il est constitué entre la région d'Île-de-France, la ville de Paris, les départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne, de l'Essonne, des Yvelines, du Val d'Oise et de la Seine-et-Marne, un établissement public chargé de l'organisation des transports publics de personnes en Île-de-France.

« Cet établissement public, dénommé Syndicat des Transports d'Île-de-France, est substitué au syn-

France arrête à cet effet, en association avec le Syndicat des transports d'Île-de-France, le schéma régional des transports prévu à l'article 14-1 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 précitée.

« La région peut en outre participer au financement d'aménagements de sécurité sur les autoroutes non concédées et les routes d'Île-de-France. »

Article 29

... 1959 relative ...

« *Art. 1^{er}.* — I. — (*Sans modification*).

... régional
des infrastructures et des transports...

(**amendement n° 337**)

(*Alinéa sans modification*).

Article 29

(*Sans modification*).

dicat, de même dénomination, existant à la date prévue à l'article 33 de la loi n° du relative aux responsabilités locales, dans l'ensemble de ses biens, droits et obligations à l'égard des tiers ainsi que dans toutes les délibérations et tous les actes de ce dernier.

« L'ensemble des transferts prévus ci-dessus est réalisé à titre gratuit et ne donne lieu à aucun versement, salaire ou honoraire, ni à aucune indemnité ou perception de droit ou de taxe.

« II. — Ce syndicat fixe, conformément aux règles de coordination des transports, les relations à desservir, désigne les exploitants, définit les modalités techniques d'exécution ainsi que les conditions générales d'exploitation et de financement des services et veille à la cohérence des programmes d'investissement. Il est responsable de la politique tarifaire. Il favorise le transport des personnes à mobilité réduite. En outre, il peut organiser des services de transport à la demande.

« Le syndicat est responsable de l'organisation et du fonctionnement des transports scolaires et consulte à leur sujet, au moins une fois par an, le conseil interacadémique d'Île-de-France.

« Sous réserve des pouvoirs généraux dévolus à l'État pour assurer la police de la navigation, le syndicat est compétent en matière d'organisation du transport public fluvial régulier de personnes.

« Par dérogation aux règles de coordination mentionnées au premier alinéa ci-dessus, l'exécution des servi-

En Île de France, le syndicat, en conformité des règles de coordination des transports, fixe les relations à desservir, désigne les exploitants, définit le mode technique d'exécution des services, les conditions générales d'exploitation et la politique tarifaire. En dehors de Paris, des communes limitrophes de Paris et des communes desservies par les lignes du métropolitain ou les lignes de tramway qui lui sont directement connectées, il peut, à la demande des collectivités territoriales ou de leurs établissements publics de coopération intercommunale, leur confier des missions citées à l'alinéa précédent, à l'exception de la définition de la politique tarifaire, pour des services routiers réguliers inscrits en totalité dans leur périmètre, dès lors que ces établissements ont préalablement arrêté par délibération leurs orientations pour la mise en œuvre locale du plan de déplacements urbains d'Île-de-France. La convention prévoit, à peine de nullité, les conditions de participation des parties au financement de ces services, ainsi que les aménagements tarifaires éventuellement applicables en cohérence avec

« II. — (Alinéa sans modification).

(Alinéa sans modification).

(Alinéa sans modification).

<p>la politique tarifaire d'ensemble.</p>	<p>ces de transports scolaires, des services à la demande et des services de transport des personnes à mobilité réduite, ainsi que des transports publics fluviaux réguliers de personnes, est assurée soit en régie par une personne publique soit par une entreprise ou une association ayant passé à cet effet une convention à durée déterminée avec l'autorité compétente.</p>	<p>... alinéa du pré-sent II, l'exécution ...</p>
---	---	---

Tableau comparatif – 3^{ème} partie

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>—</p> <p>Les charges résultant pour les collectivités publiques de l'exploitation des services de transports compris en Île de France sont réparties entre les membres du syndicat dans les conditions fixées par décret.</p>	<p>—</p> <p>« Sur des périmètres ou pour des services définis d'un commun accord, le syndicat peut déléguer tout ou partie des attributions précitées, à l'exception de la politique tarifaire, à des collectivités territoriales ou à leurs groupements. Une convention prévoit les conditions de participation des parties au financement de ces services et les aménagements tarifaires applicables.</p> <p>« Le syndicat peut assurer la réalisation d'infrastructures ou d'équipements destinés au transport de voyageurs, dans la limite des compétences reconnues à l'établissement public « Réseau Ferré de France ».</p> <p>« III. — a) Les charges résultant pour les collectivités publiques de l'exploitation des services de transports sont réparties entre ses membres dans des conditions fixées par les statuts du syndicat.</p> <p>« Cette répartition peut être modifiée dans les conditions fixées au paragraphe IV ci-dessous.</p>	<p>—</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>« III. — 1. Les ...</p> <p>... au IV.</p>	<p>—</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Le syndicat est administré par un conseil composé en nombre égal de représentants de l'État et de représentants des collectivités locales intéressées.</p>	<p>« Ces contributions ont le caractère de dépenses obligatoires.</p> <p>« b) Les frais de transport individuel des élèves et des étudiants handicapés vers les établissements scolaires et les établissements universitaires rendus nécessaires du fait de leur handicap sont supportés par le syndicat.</p> <p>« IV. — Le syndicat est administré par un conseil composé de représentants des collectivités territoriales qui en sont membres. La région d'Île-de-France dispose de la majorité des sièges. Le président du syndicat est élu parmi les représentants du conseil régional d'Île-de-France.</p> <p>« Une majorité qualifiée des deux tiers des membres présents ou représentés est requise pour :</p> <p>« — les délégations d'attributions relevant du syndicat ;</p> <p>« — les modifications de répartition des contributions des membres du syndicat.</p> <p>« Le représentant de l'État dans la région d'Île-de-France est entendu à sa demande par le conseil d'administration du syndicat.</p> <p>« V. — Le contrôle de légalité et le contrôle budgétaire des actes du syndicat sont exercés par le représentant de l'État dans la région d'Île-de-France.</p> <p>« Le syndicat est soumis à la première partie du livre II du code des juridictions</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p> <p>« 2. Les ...</p> <p>« IV. — (Sans modification).</p> <p>« V. — (Sans modification).</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Le statut du syndicat est fixé par décret.</p>	<p>financières.</p> <p>« VI. — Le comptable du syndicat est un comptable public nommé par le ministre chargé du budget.</p> <p>« VII. — Les statuts du syndicat sont fixés par décret en Conseil d'État. »</p>	<p>« VI. — (Sans modification).</p> <p>« VII. — (Sans modification).</p>	<p>Article 30</p> <p>I. — (Sans modification).</p>
<p>Art. 1-1. — Les ressources du Syndicat des transports d'Île-de-France comprennent :</p>	<p>Article 30</p> <p>I. — L'article 1-1 de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 est ainsi rédigé :</p> <p>« Art. 1-1. — Les ressources du Syndicat des Transports d'Île-de-France comprennent :</p>	<p>Article 30</p> <p>I. —</p> <p>... 1959 précitée est ...</p> <p>« Art. 1-1. — (Alinéa sans modification).</p>	<p>Article 30</p> <p>I. — (Sans modification).</p>
<p>1° Les concours financiers de l'État et des collectivités territoriales membres du syndicat aux charges d'exploitation des services de transport mentionnés à l'article 1^{er} ;</p>	<p>« 1° Les concours financiers des collectivités territoriales membres du syndicat ;</p>	<p>« 1° (Sans modification).</p>	
<p>2° Le produit du versement destiné aux transports en commun perçu à l'intérieur de la région d'Île-de-France ;</p>	<p>« 2° Le produit du versement destiné aux transports en commun perçu à l'intérieur de la région d'Île-de-France mentionné aux articles L. 2531-2 et suivants du code général des collectivités territoriales ;</p>	<p>« 2° (Sans modification).</p>	
<p>3° La part du produit des amendes de police relatives à la circulation routière, dans les conditions définies à l'article L. 2334-24 du code général des collectivités territoriales ;</p>	<p>« 3° La part du produit des amendes de police relatives à la circulation routière, dans les conditions définies à l'article L. 2334-24 du code général des collectivités territoriales ;</p>	<p>« 3° (Sans modification).</p>	
<p>4° Toutes autres contributions, subventions ou avances qui lui sont apportées par les collectivités publiques ou par tout organisme public ou privé, notamment pour la</p>	<p>« 4° Toutes autres contributions, subventions ou avances qui lui sont apportées par l'État et par les collectivités publiques ou par tout organisme public ou privé no-</p>	<p>« 4° (Sans modification).</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>mise en œuvre de politiques d'aide à l'usage des transports collectifs au bénéfice de certaines catégories particulières d'usagers ;</p>	<p>tamment pour la mise en œuvre de politiques d'aide à l'usage des transports collectifs au bénéfice de certaines catégories particulières d'usagers ;</p>		
<p>5° Les produits de son domaine ;</p>	<p>« 5° Les produits de son domaine ;</p>	<p>« 5° (Sans modification).</p>	
<p>6° Les redevances pour services rendus et produits divers.</p>	<p>« 6° Les redevances pour services rendus et produits divers ;</p>	<p>« 6° (Sans modification).</p>	
	<p>« 7° Une dotation forfaitaire indexée de l'État correspondant aux dépenses exposées par l'État l'année précédant la transformation du syndicat, au titre du transport scolaire, des bourses de fréquentation scolaire, du financement des frais de premier établissement des services de transports réservés aux élèves, des frais de transports des élèves des écoles maternelles en zone rurale, du transport des élèves et étudiants gravement handicapés et des tarifications spécifiques consenties aux élèves et aux étudiants ;</p>	<p>« 7° ... correspondant à la moyenne des dépenses actualisées exposées par l'État sur une période de trois ans précédant ...</p>	
	<p>« 8° Le produit des emprunts ;</p>	<p>« 8° (Sans modification).</p>	
	<p>« 9° Les versements au titre du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée. »</p>	<p>« 9° (Sans modification).</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p>Code général des collectivités territoriales</p> <p><i>Art. L. 1614-1, L. 1614-2. — Cf. annexe</i></p> <p><i>Art. L. 1614-3. — Cf. infra art. 88 A du texte adopté par le Sénat</i></p> <p><i>Art. L. 2531-2. et L. 2334-24. — Cf. annexe.</i></p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>II. — Après l'article 1-2 de l'ordonnance du 7 janvier 1959 précitée, il est inséré un article 1-3 ainsi rédigé :</p> <p>« Art. 1-3. — Les charges nouvelles résultant de l'application de l'article 1^{er} dans sa rédaction issue de la loi n° du relative aux responsabilités locales sont compensées chaque année par l'État au bénéfice des collectivités territoriales intéressées selon des modalités fixées par décret en Conseil d'État. »</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>II. — ... ordonnance n° 59-151 du ...</p> <p>« Art. 1-3. —</p> <p>... intéressées dans les conditions prévues aux articles L. 1614-1 à L. 1614-3 du code général des collectivités territoriales. »</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>II. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>Ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 précitée</p> <p><i>Art. 2. — La Régie autonome des transports parisiens, établissement public à caractère industriel et commercial doté de l'autonomie financière, institué par la loi du 21 mars 1948, reste chargée de l'exploitation des réseaux et des lignes de transport en commun de voyageurs qui lui a été confiée en application de cette loi.</i></p> <p>Elle peut également être chargée d'exploiter d'autres réseaux ou d'autres lignes ou d'assurer la construction et</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>l'aménagement de lignes nouvelles.</p> <p>En dehors de la région d'Île-de-France et à l'étranger, la Régie autonome des transports parisiens peut également, par l'intermédiaire de filiales, construire, aménager et exploiter des réseaux et des lignes de transport public de voyageurs, dans le respect réciproque des règles de concurrence. Ces filiales ont le statut de société anonyme. Leur gestion est autonome au plan financier dans le cadre des objectifs du groupe ; elles ne peuvent notamment pas bénéficier de subventions attribuées par l'État, le Syndicat des transports d'Île-de-France et les autres collectivités publiques au titre du fonctionnement et de l'investissement des transports dans la région d'Île-de-France.</p>	<p>III. — A l'article 2 de l'ordonnance du 7 janvier 1959 précitée, après le tiret : « – les contributions aux syndicats ; » il est inséré un tiret ainsi rédigé :</p> <p>« – dans des conditions fixées par décret, un concours financier de l'État en raison des charges de retraite suppor-</p>	<p>III. — Après le huitième alinéa de l'article 2 de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 précitée, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :</p> <p>« – dans ...</p>	<p>III. — <i>(Sans modification).</i></p>
<p>La Régie est administrée par un conseil dont le nombre des membres est fixé par décret et comprenant une représentation des collectivités locales.</p> <p>Le statut de la régie est fixé par décret.</p> <p>Les ressources de la régie sont constituées par :</p> <ul style="list-style-type: none"> — les recettes directes du trafic ; — les contributions du syndicat ; 	<p>III. — A l'article 2 de l'ordonnance du 7 janvier 1959 précitée, après le tiret : « – les contributions aux syndicats ; » il est inséré un tiret ainsi rédigé :</p> <p>« – dans des conditions fixées par décret, un concours financier de l'État en raison des charges de retraite suppor-</p>	<p>III. — Après le huitième alinéa de l'article 2 de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 précitée, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :</p> <p>« – dans ...</p>	<p>III. — <i>(Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>— tous autres concours et subventions ;</p> <p>— les autres produits liés aux biens affectés aux exploitations de la régie ou qu'elle acquiert ou construit ;</p> <p>— les produits financiers ;</p> <p>— les produits divers et ceux des activités connexes ou accessoires.</p>	<p>tées par la régie ».</p>	<p>IV. — (<i>Sans modification</i>).</p>	<p>IV. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>Code général des collectivités territoriales</p>	<p>IV. — Le premier alinéa de l'article L. 2531-4 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :</p>	<p>IV. — (<i>Sans modification</i>).</p>	<p>IV. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. L. 2531-4.</i> — Le taux de versement exprimé en pourcentage des salaires définis à l'article L. 2531-3 est fixé par décret dans les limites :</p>	<p>« Le taux de versement exprimé en pourcentage des salaires définis à l'article L. 2531-3 est fixé par le Syndicat des Transports d'Île-de-France dans les limites : ».</p>	<p>IV. — (<i>Sans modification</i>).</p>	<p>IV. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>1° De 2,6 % à Paris et dans le département des Hauts-de-Seine ;</p>	<p>« Le taux de versement exprimé en pourcentage des salaires définis à l'article L. 2531-3 est fixé par le Syndicat des Transports d'Île-de-France dans les limites : ».</p>	<p>IV. — (<i>Sans modification</i>).</p>	<p>IV. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>2° De 1,7 % dans les départements de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne ;</p>	<p>« Le taux de versement exprimé en pourcentage des salaires définis à l'article L. 2531-3 est fixé par le Syndicat des Transports d'Île-de-France dans les limites : ».</p>	<p>IV. — (<i>Sans modification</i>).</p>	<p>IV. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>3° De 1,4 % dans les départements de l'Essonne, des Yvelines, du Val-d'Oise et de la Seine-et-Marne.</p>	<p>« Le taux de versement exprimé en pourcentage des salaires définis à l'article L. 2531-3 est fixé par le Syndicat des Transports d'Île-de-France dans les limites : ».</p>	<p>IV. — (<i>Sans modification</i>).</p>	<p>IV. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. L. 2531-5.</i> — Sous</p>	<p>V. — L'article L. 2531-5</p>	<p>V. — ...</p>	<p>V. — (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>réserve des dispositions de l'article L. 2531-7, le versement est affecté au financement des dépenses d'investissement et de fonctionnement des transports publics réguliers de personnes effectués dans la région des transports parisiens.</p>	<p>du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :</p>	<p>du même code est ...</p>	<p>tion).</p>
<p>Le Syndicat des transports d'Île-de-France peut également contribuer sur les ressources provenant de ce versement au financement :</p>			
<p>— de mesures prises en application de la politique tarifaire mentionnée à l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 relative à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;</p>			
<p>— à titre accessoire et dans le cadre de conventions passées entre le syndicat et les gestionnaires, de dépenses d'exploitation d'ouvrages et d'équipements affectés au transport et mentionnés par le plan de déplacements urbains, tels que des gares routières, des parcs relais et des centres d'échanges correspondant à différents modes de transport.</p>			
<p>Art. L. 4413-3. — Cf. supra art. 29 A du texte adopté par le Sénat.</p>	<p>« – des opérations visant à favoriser l'usage combiné des transports en commun et de la bicyclette. »</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	
	<p>VI. — L'article L. 4413-3 du code général des collectivités territoriales est abrogé.</p>	<p>VI. — ... du même code est ...</p>	<p>VI. — Supprimé. (amendement n° 338)</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p align="center">—</p> <p align="center">Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 précitée</p>	<p align="center">Article 31</p> <p>I. — L'article 28-3 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs est ainsi rédigé :</p>	<p align="center">Article 31</p> <p>I. — <i>(Alinéa sans modification).</i></p>	<p align="center">Article 31</p> <p><i>(Sans modification).</i></p>
<p><i>Art. 28-3.</i> — Dans la région d'Île-de-France, le plan de déplacements urbains est élaboré ou révisé à l'initiative de l'État. Ses prescriptions doivent être compatibles avec les orientations du schéma directeur de la région d'Île-de-France prévu par l'article L. 141-1 du code de l'urbanisme. Les schémas de cohérence territoriale, les schémas de secteur ainsi que les plans locaux d'urbanisme doivent être compatibles avec le plan.</p>	<p>« <i>Art. 28-3.</i> — Dans la région d'Île-de-France, le plan de déplacements urbains est élaboré ou révisé à l'initiative du Syndicat des Transports d'Île-de-France, pour le compte des collectivités qui le constituent. Les services de l'État sont associés à son élaboration. Ses prescriptions doivent être compatibles avec les orientations du schéma directeur de la région d'Île-de-France prévu par l'article L. 141-1 du code de l'urbanisme. Les schémas de cohérence territoriale, les schémas de secteur ainsi que les plans locaux d'urbanisme doivent être compatibles avec le plan.</p>	<p>« <i>Art. 28-3.</i> — <i>(Alinéa sans modification).</i></p>	
<p>Le syndicat des transports parisiens, le conseil régional d'Île-de-France et le Conseil de Paris sont associés à son élaboration et délibèrent sur le projet de plan. Le préfet de police et les préfets des départements concernés sont également associés à son élaboration. Les représentants des professions et des usagers des transports, les chambres de commerce et d'industrie et les associations agréées de protection de l'environnement sont consultées à leur demande sur le projet de plan.</p>	<p>« Les représentants des professions et des usagers des transports, les chambres de commerce et d'industrie et les associations agréées de protection de l'environnement sont consultés à leur demande sur le projet de plan.</p>	<p>... chambres consulaires et les associations ...</p>	
<p>Le projet de plan est soumis pour avis aux conseils municipaux et généraux concernés. L'avis qui n'est pas donné dans un délai de six mois après transmission du projet est réputé favorable. Le projet est ensuite soumis à enquête publique dans les conditions prévues par la loi</p>	<p>« Le projet de plan est arrêté par délibération du conseil régional d'Île-de-France sur proposition du Syndicat des Transports d'Île-de-France. Dans un délai de trois mois, le conseil régional recueille l'avis des conseils municipaux et généraux. L'avis qui n'est pas</p>	<p>... généraux, ainsi que des organes</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>n° 83-630 du 12 juillet 1983 précitée. Éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête, le plan est arrêté par l'autorité administrative. Les décisions prises par les autorités chargées de la voirie et de la police de la circulation ayant des effets sur les déplacements dans le périmètre de transports urbains doivent être compatibles ou rendues compatibles avec le plan.</p>	<p>donné dans un délai de six mois après transmission du projet est réputé émis. Le projet est ensuite soumis à enquête publique par le conseil régional dans les conditions prévues par les articles L. 123-1 et suivants du code de l'environnement. Éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête, le plan est approuvé par le conseil régional qui recueille préalablement l'avis du représentant de l'État dans la région d'Île-de-France et du préfet de police, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État. Le plan est approuvé par décret en Conseil d'État lorsque l'État et le conseil régional d'Île-de-France ne sont pas parvenus à un accord sur le projet de plan dans un délai de six mois à l'issue de l'enquête publique et dans les cas où sa mise en œuvre serait de nature à compromettre gravement la réalisation ou l'exploitation d'une infrastructure de transport d'intérêt national ou la réalisation d'une opération d'intérêt national mentionnée à l'article L. 121-2 du code de l'urbanisme. Les décisions prises par les autorités chargées de la voirie et de la police de la circulation ayant des effets sur les déplacements dans le périmètre de transports urbains doivent être compatibles ou rendues compatibles avec le plan.</p>	<p>délibérants des groupements de collectivités territoriales ayant compétence en matière de déplacements. L'avis ...</p>	
<p>Au terme d'une période de cinq ans, le plan fait l'objet d'une évaluation et est révisé le cas échéant.</p>	<p>« Au terme d'une période de cinq ans, le plan fait l'objet d'une évaluation et, le cas échéant, d'une révision.</p>	<p>... publique ou lorsque sa mise ...</p>	
	<p>« Pour assurer le respect des dispositions des articles 28, 28-1 et 28-1-2 de la</p>	<p>... ans à compter de son approbation, le plan ...</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p style="text-align: center;">Code de l'urbanisme</p> <p><i>Art. L. 141-1. — Cf. annexe.</i></p> <p><i>Art. L. 121-2. — Cf. infra art. 72 du projet de loi.</i></p> <p style="text-align: center;">Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 précitée</p> <p><i>Art. 28, 28-1 et 28-1-2. — Cf. annexe.</i></p> <p><i>Art. 28-4. —</i> En région d'Île-de-France, le plan de déplacements urbains peut être complété, en certaines de ses parties, par des plans locaux de déplacements qui en détaillent et précisent le contenu. Ils sont élaborés à l'initiative d'un établissement public de coopération intercommunale ou d'un syndicat mixte. Le périmètre sur lequel sera établi le plan local de déplacements est arrêté par le représentant de l'État dans le département dans un délai de trois mois après la demande formulée.</p> <p>Le conseil régional et les conseils généraux intéressés, les services de l'État et le Syndicat des transports d'Île-de-France sont associés à son élaboration. Les représentants des professions et des usagers de transports, les chambres de</p>	<p>présente loi ou la compatibilité du plan avec les orientations du schéma directeur de la région d'Île-de-France mentionnées au premier alinéa ci-dessus, la procédure de révision peut, six mois après la consultation du syndicat par le représentant de l'État dans la région, être ouverte par un décret en Conseil d'État qui détermine l'objet de la révision. »</p> <p style="text-align: center;">II. — L'article 28-4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 précitée est ainsi modifié :</p>	<p>... ali-néa, la procédure ...</p> <p>... après que le représentant de l'État a mis en demeure le syndicat de procéder à la révision du plan, être ouverte ...</p> <p style="text-align: center;">II. — .. la même loi est</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>commerce et d'industrie et les associations agréées de protection de l'environnement sont consultés à leur demande sur le projet de plan. Le projet de plan est arrêté par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public concerné puis sous un délai de trois mois, soumis pour avis au conseil régional, aux conseils municipaux et généraux intéressés ainsi qu'aux représentants de l'État dans les départements concernés et au syndicat des transports d'Île-de-France. L'avis qui n'a pas été donné dans un délai de trois mois après transmission du projet de plan est réputé favorable. Le projet, auquel sont annexés les avis des personnes publiques consultées, est ensuite soumis par le président de l'établissement public concerné à l'enquête publique dans les conditions prévues par la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement.</p>		<p>1° A (<i>nouveau</i>) A la fin du deuxième alinéa, les mots : « par la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement » sont remplacés par les mots : « par les articles L. 123-1 et suivants du code de l'environnement » ;</p>	
<p>Éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête et des avis des personnes publiques consultées, le plan est approuvé par l'organe délibérant de l'établissement public concerné.</p>	<p>1° Dans la dernière phrase du quatrième alinéa,</p>	<p>1° (<i>Sans modification</i>).</p>	
<p>Les décisions prises par les autorités chargées de la voirie et de la police de la circulation ayant des effets sur les déplacements dans le périmètre du plan local de déplacements doivent être compatibles ou être rendues compatibles avec ce dernier</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>dans un délai de six mois. Les plans d'occupation des sols et les plans de sauvegarde et de mise en valeur doivent être compatibles avec le plan de déplacements urbains de l'Île-de-France et les plans locaux de déplacements quand ils existent.</p>	<p>après les mots : « Les plans d'occupation des sols » sont insérés les mots : « ou les plans locaux d'urbanisme. »</p>		
	<p>2° Après le quatrième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :</p> <p>« Un plan local de déplacement couvrant l'ensemble de son territoire peut être également élaboré à l'initiative de la ville de Paris dans les mêmes conditions de forme et de procédure. Il est approuvé par le conseil de Paris après enquête publique. »</p>	<p>2° Il est complété par un alinéa ...</p> <p>(Alinéa sans modification).</p>	
	<p>Article 32</p>	<p>Article 32</p>	<p>Article 32</p>
<p>Code de l'éducation</p>	<p>I. — Le code de l'éducation est modifié comme suit :</p>	<p>I. — ... est ainsi modifié :</p>	<p>I. — (Alinéa sans modification).</p>
<p>1° L'article L. 213-13 est ainsi rédigé :</p>	<p>1° L'article L. 213-13 est ainsi rédigé :</p>	<p>1° (Alinéa sans modification)</p>	<p>1° (Alinéa sans modification).</p>
<p>Art. L. 213-13. — La loi prévue à l'article 46 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs adaptera les dispositions des articles L. 213-11 et L. 213-12 à la région d'Île-de-France.</p>	<p>« Art. L. 213-13. — Les articles L. 213-11 et L. 213-12 du présent code ne s'appliquent pas dans la région d'Île-de-France conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France. » ;</p>	<p>« Art. L. 213-13. — ... L. 213-11 et L. 213-12 ne ...</p> <p>... 1959 relative ...</p>	<p>« Art. L. 213-13. — ... L. 213-11, L. 213-12 et L. 213-12-1 ne...</p> <p>(amendement n° 339)</p>
<p>Art. L. 213-11. — Cf. <i>infra</i> art. 70 bis du texte adopté par le Sénat.</p>			
<p>Art. L. 213-12. — Cf. <i>annexe</i>.</p>	<p>2° L'article L. 213-14 est ainsi rédigé :</p>	<p>2° (Sans modification).</p>	<p>2° (Sans modification).</p>
<p>Art. L. 213-14. — La participation de l'État en ma-</p>	<p>« Art. L. 213-14. — Dans la région d'Île-de-</p>		

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>tière de transports scolaires est égale à 65 % des dépenses subventionnables dans tous les départements où les transports scolaires sont gratuits à la date du 30 juin 1983.</p>	<p>France, les frais de transport individuel des élèves handicapés vers les établissements scolaires rendus nécessaires du fait de leur handicap sont supportés par le Syndicat des Transports d'Île-de-France. » ;</p>		
	<p>3° Il est inséré un article L. 821-5 ainsi rédigé :</p>	<p>3° Après l'article L. 821-4, il ...</p>	<p>3° (<i>Sans modification</i>).</p>
	<p>« Art. L. 821-5. — Dans la région d'Île-de-France, les frais de transport individuel des étudiants handicapés vers les établissements universitaires rendus nécessaires du fait de leur handicap sont supportés par le Syndicat des Transports d'Île-de-France. »</p>	<p>« Art. L. 821-5. — (<i>Sans modification</i>).</p>	
	<p>II. — Pendant un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur des articles 29 et 30 de la présente loi, l'organisation des services de transports scolaires pourra continuer à être assurée par les personnes morales de droit public ou de droit privé qui exercent cette responsabilité à la date de publication de la présente loi.</p>	<p>II. — ... 30, l'organisation ...</p>	<p>II. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>Ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 précitée</p>	<p>Si aucune convention confiant l'organisation des transports scolaires aux collectivités territoriales ou à leurs groupements n'est intervenue conformément au cinquième alinéa du II de l'article 1^{er} de l'ordonnance du 7 janvier 1959 relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région d'Île-de-France au terme de ce délai de trois ans, la responsabilité de l'organisation et du fonctionnement de ces transports sera exercée de plein droit par le syndicat. Le syndicat est, le cas échéant,</p>	<p>... ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 précitée au terme ...</p>	
<p>Art. 1^{er}. — Cf. <i>supra</i> article 29 du projet de loi.</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Art. 2. — Cf. <i>supra</i> art. 30 du projet de loi.</p>	<p>subrogé dans les droits et obligations de l'organisateur pour l'exécution des contrats en cours.</p> <p>Pendant ce délai de trois ans et en l'absence de convention, le syndicat est tenu de reverser aux personnes morales mentionnées ci-dessus pour les prestations qu'elles continuent à assurer, des ressources d'un montant au moins égal au montant des ressources versées par l'État l'année précédant la transformation du syndicat au titre des responsabilités exercées par ces personnes morales en matière de transports scolaires.</p> <p style="text-align: center;">Article 33</p> <p>Les dispositions des articles 29, 30, 31 et 32 entrent en vigueur le 1^{er} janvier de l'année qui suit celle au cours de laquelle a été publié le décret prévu au neuvième alinéa de l'article 2 de l'ordonnance précitée du 7 janvier 1959 et au plus tard le 1^{er} janvier 2006.</p> <p style="text-align: center;">Article 34</p> <p>Des décrets en Conseil d'État précisent, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent chapitre.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p> <p style="text-align: center;">Article 33</p> <p>... l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 précitée et au plus tard le 1^{er} janvier 2005.</p> <p>Pour l'application du présent chapitre, le représentant de l'État dans la région communique aux collectivités territoriales membres du Syndicat des transports d'Île-de-France toutes les informations dont il dispose sur le syndicat existant à la date prévue au présent article.</p> <p style="text-align: center;">Article 34</p> <p>(Sans modification).</p>	<p>... vigueur à compter de la parution du décret...</p> <p style="text-align: center;">(amendement n° 340)</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p style="text-align: center;">Article 34</p> <p>(Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
—	<p style="text-align: center;">CHAPITRE IV Les fonds structurels européens</p> <p style="text-align: center;">Article 35</p> <p>À titre expérimental, et dans le cadre d'une convention, l'État peut confier aux régions ou à la collectivité territoriale de Corse si elles en font la demande ou, si celles-ci ne souhaitent pas participer à une expérimentation aux autres collectivités territoriales, à leurs groupements ou à un groupement d'intérêt public, la fonction d'autorité de gestion et celle d'autorité de paiement de programmes relevant, pour la période 2000/2006, de la politique de cohésion économique et sociale de la Communauté européenne.</p> <p>La convention précise le programme, ainsi que les conditions dans lesquelles l'autorité retenue satisfait aux obligations de l'État résultant des règlements communautaires. A ce titre, pour l'ensemble des actions entrant dans le champ de l'expérimentation, et quel que soit le mode d'exercice qu'elle a choisi pour la conduire, la personne publique chargée de l'expérimentation supporte la charge des corrections et sanctions financières décidées à la suite des contrôles nationaux et communautaires ou par des arrêts de la Cour de justice des Communautés européennes, sans préjudice des mesures qu'elle peut mettre en œuvre à l'encontre des personnes dont les actes sont à</p>	<p style="text-align: center;">CHAPITRE IV Les fonds structurels européens</p> <p style="text-align: center;">Article 35</p> <p>I. — À ...</p> <p style="text-align: right;"><i>(Alinéa sans modification).</i></p>	<p style="text-align: center;">CHAPITRE IV Les fonds structurels européens</p> <p style="text-align: center;">Article 35</p> <p style="text-align: center;"><i>(Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p align="center">—</p> <p>Code général des collectivités territoriales</p> <p><i>Art. L. 1612-15. — Cf. annexe.</i></p>	<p>l'origine de la procédure considérée. Cette charge est une dépense obligatoire au sens de l'article L. 1612-15 du code général des collectivités territoriales.</p>	<p align="center">—</p> <p>L'autorité publique expérimentatrice peut, dans ce cadre, confier par convention les fonctions d'autorité de paiement, à l'exception de la certification des dépenses, à un groupement d'intérêt public, tel que défini à l'article 133 de la loi n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République, à une institution financière spécialisée, telle que définie à l'article L. 516-1 du code monétaire et financier, ou à des institutions ou services autorisés à effectuer des opérations de banque, tels que définis à l'article L. 518-1 du même code.</p>	<p align="center">—</p>
<p>Loi n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République</p> <p><i>Art. 133. — Cf. annexe.</i></p>	<p>La personne publique chargée de l'expérimentation adresse au représentant de l'État dans la région le bilan de l'expérimentation qui lui a été confiée, établi au 31 décembre 2005. Le Gouvernement adresse, au cours du premier semestre 2006, un rapport au Parlement portant sur l'ensemble des expérimentations mises en œuvre au titre du présent article.</p>	<p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>	
<p>Code monétaire et financier</p> <p><i>Art. L. 516-1. et L. 518-1 — Cf. annexe.</i></p>		<p>Les conventions conclues en vertu du présent article sont caduques au plus tard le 31 décembre 2008 sauf si la loi en décide autrement.</p>	
		<p>II <i>(nouveau)</i>. — Sous réserve des décisions de justice passées en force de chose jugée, sont validés les actes par lesquels l'État a confié la fonction d'autorité de gestion</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p align="center">Loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 portant création et organisation des régions</p> <p align="center"><i>Art. 21-1. — Cf. infra art. 94 du projet de loi.</i></p>	<p align="center">CHAPITRE V Les plans départementaux d'élimination des déchets</p> <p align="center">Article 36</p> <p>L'article L. 541-14 du code de l'environnement est ainsi modifié :</p> <p align="center">1° Le I est complété par une phrase ainsi rédigée :</p> <p align="center">« L'Île-de-France est couverte par un plan régio- nal. » ;</p>	<p>et celle d'autorité de paiement de programmes relevant de la politique de cohésion écono- mique et sociale de la Com- munauté européenne, ainsi que l'ensemble des actes pris sur leur fondement, en tant que leur légalité serait contes- tée par le moyen tiré de la compétence reconnue au re- présentant de l'État dans la région par l'article 21-1 de la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 portant création et orga- nisation des régions, pour mettre en oeuvre les politi- ques nationale et communau- taire concernant le dévelop- pement économique et social et l'aménagement du terri- toire.</p> <p align="center">III (<i>nouveau</i>). — Les dispositions du présent article entrent en vigueur à compter de la publication de la pré- sente loi.</p>	<p align="center">CHAPITRE V Les plans d'élimination des déchets</p> <p align="center">Article 36</p> <p align="center">I. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p align="center">1° (<i>Sans modifica- tion</i>).</p>
<p align="center">Code de l'environnement</p> <p><i>Art. L. 541-14. — I. —</i> Chaque département est cou- vert par un plan départemen- tal ou interdépartemental d'élimination des déchets mé- nagers et autres déchets men- tionnés à l'article L. 2224-14 du code général des collecti- vités territoriales.</p> <p align="center">II. — Pour atteindre les objectifs visés aux articles L. 541-1 et L. 541-24, le plan :</p>	<p>L'article L. 541-14 du code de l'environnement est ainsi modifié :</p> <p align="center">1° Le I est complété par une phrase ainsi rédigée :</p> <p align="center">« L'Île-de-France est couverte par un plan régio- nal. » ;</p>	<p align="center">CHAPITRE V Les plans d'élimination des déchets</p> <p align="center">Article 36</p> <p align="center">I. — L'article ...</p> <p align="center">1° (<i>Sans modifica- tion</i>).</p>	<p align="center">CHAPITRE V Les plans d'élimination des déchets</p> <p align="center">Article 36</p> <p align="center">I. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p align="center">1° (<i>Sans modifica- tion</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>1° Dresse l'inventaire des types, des quantités et des origines des déchets à éliminer, y compris par valorisation, et des installations existantes appropriées ;</p> <p>2° Recense les documents d'orientation et les programmes des personnes morales de droit public et de leurs concessionnaires dans le domaine des déchets ;</p> <p>3° Énonce les priorités à retenir compte tenu notamment des évolutions démographiques et économiques prévisibles :</p> <p>a) Pour la création d'installations nouvelles, et peut indiquer les secteurs géographiques qui paraissent les mieux adaptés à cet effet ;</p> <p>b) Pour la collecte, le tri et le traitement des déchets afin de garantir un niveau élevé de protection de l'environnement compte tenu des moyens économiques et financiers nécessaires à leur mise en œuvre.</p> <p>III. — Le plan tient compte des besoins et des capacités des zones voisines hors de son périmètre d'application et des propositions de coopération intercommunale.</p> <p>IV. - Il prévoit obligatoirement, parmi les priorités qu'il retient, des centres de stockage de déchets ultimes issus du traitement des déchets ménagers et assimilés.</p>	<p>2° Le V est ainsi rédigé :</p> <p>« V. — Le projet de plan est élaboré à l'initiative</p>	<p>2° (Alinéa sans modification).</p> <p>« V. —</p>	<p>2° (Alinéa sans modification).</p> <p>« V. —</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>sous la responsabilité de l'État. Toutefois, cette compétence est transférée, à sa demande, au conseil général.</p>	<p>et sous la responsabilité du président du conseil général. Dans la région d'Île-de-France, le projet de plan est élaboré à l'initiative et sous la responsabilité du président du conseil régional. » ;</p>	<p>... général ou, dans la région d'Île-de-France, du président du conseil régional. Les collectivités locales ou leurs groupements exerçant la compétence d'élimination ou de traitement de déchets sont associés à son élaboration. » ;</p>	<p>... régional. Les collectivités territoriales ou leurs groupements exerçant la compétence d'élimination ou de traitement des déchets et, dans la région Île-de-France, les départements, sont associés à son élaboration. »</p>
<p>VI. — Il est établi en concertation avec une commission consultative composée de représentants des communes et de leurs groupements, du conseil général, de l'État, des organismes publics intéressés, des professionnels concernés et des associations agréées de protection de l'environnement.</p>	<p>3° Au VI, après les mots : « associations agréées de protection de l'environnement » sont ajoutés les mots : « et, dans la région d'Île-de-France, du conseil régional ».</p>	<p>3° Au VI, après les mots : « des professionnels concernés », sont ajoutés les mots : « , des associations agréées de protection de l'environnement et des associations agréées de consommateurs ainsi que, dans la région d'Île-de-France, du conseil régional et des conseils généraux. » ;</p>	<p>(amendement n° 341)</p> <p>3° (Sans modification).</p>
<p>VII. — Le projet de plan est soumis pour avis au conseil général, au conseil départemental d'hygiène ainsi qu'aux conseils généraux des départements limitrophes. Il est éventuellement modifié pour tenir compte de ces avis.</p>	<p>4° Le VII est ainsi rédigé : « VII. — Le projet de plan est soumis pour avis au représentant de l'État dans le département, au conseil départemental d'hygiène ainsi qu'aux conseils généraux des départements limitrophes, et, dans la région d'Île-de-France, aux conseils généraux. Il est éventuellement modifié pour tenir compte de ces avis. Si, dans les conditions prévues à l'article L. 541-15, l'État élabore le plan, l'avis du conseil général, ou, pour la région d'Île-de-France, du conseil régional, est également sollicité. »</p>	<p>4° (Alinéa sans modification).</p> <p>« VII. — ... limitrophes. En Île-de-France, il est soumis pour avis au représentant de l'État dans la région ainsi qu'aux conseils généraux et aux conseils départementaux d'hygiène des départements situés sur le territoire de la région. Il peut être modifié pour tenir compte de ces avis, qui sont réputés favorables s'ils n'ont pas été formulés</p>	<p>4° (Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>VIII. — Le projet de plan est alors soumis à enquête publique, puis approuvé par l'autorité compétente.</p>	<p>5° Au VIII, les mots : « par l'autorité compétente » sont remplacés par les mots : « par délibération du conseil général ou, pour la région d'Île-de-France, par délibération du conseil régional ».</p>	<p>dans un délai de trois mois à compter de la réception du projet. Si le plan est élaboré par l'État, dans les conditions prévues à l'article L. 541-15, l'avis du conseil général et, en Île-de-France, du conseil régional, est également sollicité. » ;</p> <p>5° (<i>Sans modification</i>).</p>	<p>5° (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>Code général des collectivités territoriales</p>			
<p><i>Art. L. 2224-13.</i> — Les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale assurent, éventuellement en liaison avec les départements et les régions, l'élimination des déchets des ménages.</p>			
<p>Les communes peuvent transférer à un établissement public de coopération intercommunale ou à un syndicat mixte soit l'ensemble de la compétence d'élimination et de valorisation des déchets des ménages, soit la partie de cette compétence comprenant le traitement, la mise en décharge des déchets ultimes ainsi que les opérations de transport, de tri ou de stockage qui s'y rapportent.</p>			
<p>A la demande des communes et des établissements publics de coopération intercommunale qui le souhaitent, le département peut se voir confier la responsabilité du traitement, de la mise</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>en décharge des déchets ultimes et des opérations de transport, de tri ou de stockage qui s'y rapportent. Le département et la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale déterminent par convention les modalités, notamment financières, de transfert des biens nécessaires à l'exercice de la partie du service confiée au département.</p>		<p>II (<i>nouveau</i>). — Le dernier alinéa de l'article L. 2224-13 du code général des collectivités territoriales est complété par les mots : « et précisent les équipements pour lesquels la maîtrise d'ouvrage est confiée au département ».</p>	<p>II. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>Code l'environnement</p>	<p>Article 37</p>	<p>Article 37</p>	<p>Article 37</p>
<p><i>Art. L. 541-15.</i> — Dans les zones où les plans visés aux articles L. 541-11, L. 541-13 et L. 541-14 sont applicables, les décisions prises par les personnes morales de droit public et leurs concessionnaires dans le domaine de l'élimination des déchets et, notamment, les décisions prises en application du titre I^{er} du présent livre doivent être compatibles avec ces plans.</p>	<p>L'article L. 541-15 du code de l'environnement est ainsi modifié :</p>	<p>(<i>Alinéa sans modification</i>).</p>	<p>(<i>Sans modification</i>).</p>
<p>Les prescriptions applicables aux installations existantes doivent être rendues compatibles avec ces plans dans un délai de cinq ans après leur publication s'agissant des plans visés à l'article L. 541-11, et de trois ans s'agissant des plans visés aux articles L. 541-13 et L. 541-14.</p>	<p>1° Le deuxième alinéa est supprimé.</p>	<p>1° (<i>Sans modification</i>).</p>	
<p>Ces plans sont révisés selon une procédure identique à celle de leur adoption.</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Les modalités et procédures d'élaboration, de publication et de révision des plans sont déterminées par décret en Conseil d'État. Ce décret fixe notamment les modalités de la consultation du public, les mesures de publicité à prendre lors de l'élaboration des plans et après leur adoption et la procédure simplifiée de révision des plans applicable dès lors que les modifications projetées n'en remettent pas en cause l'économie générale. Ce décret détermine également les conditions dans lesquelles l'État élabore le plan prévu à l'article L. 541-13 lorsque, après avoir été invitée à y procéder, l'autorité compétente n'a pas adopté ce plan dans un délai de dix-huit mois.</p>	<p>2° La dernière phrase du dernier alinéa est remplacée par les deux phrases suivantes :</p> <p>« Ce décret fixe également les conditions dans lesquelles le représentant de l'État peut demander au conseil général ou, dans la région d'Île-de-France, au conseil régional, une nouvelle délibération sur le projet de plan prévu à l'article L. 541-14 ou sa révision. Il détermine également les conditions dans lesquelles l'État élabore les plans prévus aux articles L. 541-13 et L. 541-14 lorsque, après avoir été invitée à y procéder, l'autorité compétente n'a pas adopté ces plans dans un délai de dix-huit mois. »</p>	<p>2°</p> <p>... est ainsi rédigée :</p> <p>... au président du conseil général ou au président du conseil régional une nouvelle délibération sur les projets de plans visés aux articles L. 541-13 et L. 541-14 ou l'élaboration ou la révision de ces plans, puis les élaborer ou les réviser lorsque, après avoir été invités à y procéder, les conseils régionaux ou les conseils généraux ne les ont pas adoptés dans un délai de dix-huit mois ».</p> <p>Article 37 bis (nouveau)</p> <p>Le VI de l'article L. 541-13 du code de l'environnement est complété par une phrase ainsi rédigée :</p>	<p>Article 37 bis</p> <p>(Sans modification).</p>
<p>Art. L. 541-13. — Cf. <i>infra</i> art. 37 bis du texte adopté par le Sénat.</p>			
<p>Art. L. 541-14. — Cf. <i>supra</i> art. 36 du projet de loi.</p>			
<p>Art. 541-13. — I. — Chaque région est couverte par un plan régional ou interrégional d'élimination des déchets industriels spéciaux.</p> <p>.....</p>			
<p>VI. - Le projet de plan est soumis pour avis à une commission composée des représentants respectifs des collectivités territoriales, de l'État et des organismes publics concernés, des organisations professionnelles</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>concourant à la production et à l'élimination des déchets et des associations agréées de protection de l'environnement. Il est également soumis pour avis aux conseils régionaux limitrophes. Il est éventuellement modifié pour tenir compte de ces avis.</p> <p>.....</p> <p><i>Art. L. 541-15. — Cf. supra art. 37 du projet de loi.</i></p>	<p>Article 38</p> <p>Les plans d'élimination des déchets ménagers et assimilés en cours d'élaboration ou de révision à la date de publication de la présente loi sont approuvés dans les conditions prévues avant l'entrée en vigueur de la présente loi. Ces plans, ainsi que ceux qui étaient déjà approuvés, restent applicables jusqu'à leur révision selon la procédure prévue aux articles L. 541-14 et L. 541-15 du code de l'environnement.</p>	<p>« Si, dans les conditions prévues à l'article L. 541-15, l'État élabore le plan, l'avis du conseil régional est également sollicité. »</p> <p>Article 38</p> <p><i>(Sans modification).</i></p>	<p>Article 38</p> <p><i>(Sans modification).</i></p> <p><i>Article additionnel</i></p> <p><i>À titre expérimental, pendant une période de cinq ans commençant au plus tard le 1^{er} janvier 2006, la région définit et met en œuvre, sur son territoire, le soutien au développement des énergies renouvelables et à la maîtrise de la consommation d'énergie.</i></p> <p><i>Une convention passée entre l'État, la région et l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie créée par la loi n° 90-1130 du 19 décembre 1990 portant</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
—	—	—	<p><i>création de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie fixe les modalités de cette expérimentation. Elle précise notamment les moyens en crédits et en personnels ainsi que l'appui technique qui l'accompagne.</i></p> <p>(amendement n° 342)</p>
<p>Code de l'action sociale et des familles</p>	<p style="text-align: center;">TITRE III LA SOLIDARITÉ ET LA SANTÉ</p> <p style="text-align: center;">CHAPITRE I^{ER} L'action sociale et médico-sociale</p> <p style="text-align: center;">Article 39</p> <p>I. — L'article L. 121-1 du code de l'action sociale et des familles est ainsi modifié :</p> <p>1° Il est inséré un premier alinéa ainsi rédigé :</p> <p>« Le département définit et met en œuvre la politique d'action sociale sous réserve des compétences confiées par la loi à l'État et aux autres collectivités ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale. Il assure la coordination des dispositifs et services qui concourent à l'insertion et à la lutte contre les exclusions. Il s'assure à cet effet de la participation de l'ensemble des personnes ou organismes intéressés. » ;</p>	<p style="text-align: center;">TITRE III LA SOLIDARITÉ ET LA SANTÉ</p> <p style="text-align: center;">CHAPITRE I^{ER} L'action sociale et médico-sociale</p> <p style="text-align: center;">Article 39</p> <p>I. — Avant le premier alinéa de l'article L. 121-1 du code de l'action sociale et des familles, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :</p> <p style="text-align: center;">Alinéa supprimé.</p> <p>« Le département définit et met en œuvre la politique d'action sociale, en tenant compte des compétences confiées par la loi à l'État, aux autres collectivités territoriales ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale. Il coordonne les actions menées sur son territoire qui y concourent.</p> <p>« Il organise la participation des personnes morales de droit public et privé mentionnées à l'article L. 116-1 à la définition des orientations en matière d'action sociale et à leur mise en œuvre. »</p>	<p style="text-align: center;">TITRE III LA SOLIDARITÉ ET LA SANTÉ</p> <p style="text-align: center;">CHAPITRE I^{ER} L'action sociale et médico-sociale</p> <p style="text-align: center;">Article 39</p> <p><i>(Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>—</p> <p><i>Art. L. 121-1.</i> — Les prestations légales d'aide sociale sont à la charge du département dans lequel les bénéficiaires ont leur domicile de secours, à l'exception des prestations énumérées à l'article L. 121-7.</p>	<p>—</p> <p>2° Les dispositions actuelles deviennent le deuxième alinéa.</p>	<p>—</p> <p>Alinéa supprimé.</p>	<p>—</p>
<p><i>Art. L. 145-1. à 145-4.</i> — <i>Cf. annexe.</i></p>	<p>II. — Le chapitre V du titre IV du livre I^{er} du code de l'action sociale et des familles et les articles L. 145-1 à L. 145-4 sont abrogés.</p>	<p>II. — ... du même code et les ...</p>	
<p><i>Art. L. 312-5.</i> — Les schémas d'organisation sociale et médico-sociale sont élaborés :</p>	<p>Article 40</p> <p>Les cinquième à neuvième alinéas de l'article L. 312-5 du code de l'action sociale et des familles sont remplacés par les dispositions suivantes :</p>	<p>Article 40</p> <p>I. — Les ...</p>	<p>Article 40</p> <p>I. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>
<p>1° Au niveau national lorsqu'ils concernent des établissements ou services accueillant des catégories de personnes, dont la liste est fixée par décret, pour lesquelles les besoins ne peuvent être appréciés qu'à ce niveau ;</p> <p>2° Au niveau départemental, lorsqu'ils portent sur les établissements et services mentionnés aux 1° à 4°, a du 5° et 6° à 11° du I de l'article L. 312-1, autres que ceux devant figurer dans les schémas nationaux.</p>	<p>Les schémas élaborés au niveau national sont arrêtés par le ministre chargé des affaires sociales, après avis du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.</p>	<p>... par quatre alinéas ainsi rédigés :</p>	
<p>Les schémas départementaux sont arrêtés après avis du comité régional de l'organisation sociale et mé-</p>	<p>« Les schémas départementaux sont élaborés et arrêtés par le président du conseil général, en concerta-</p>	<p>« Le schéma départemental est adopté par le conseil général après concertation ...</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>dico-sociale.</p> <p>Le schéma départemental est arrêté conjointement par le représentant de l'État dans le département et par le président du conseil général. A défaut d'accord entre le représentant de l'État dans le département et le président du conseil général, les éléments du schéma départemental sont arrêtés :</p> <p>a) Par le représentant de l'État dans le département pour les établissements et services mentionnés aux 2°, 4°, a du 5°, 8° et 10° du I de l'article L. 312-1 ainsi que pour ceux mentionnés à l'article L. 162-24-1 du code de la sécurité sociale pour les prestations prises en charge par l'assurance maladie ;</p> <p>b) Par le président du conseil général, après délibération de celui-ci, pour les établissements et services mentionnés au 1° du I de l'article L. 312-1 ainsi que pour ceux mentionnés aux 3°, 6° et 7° du I du même article pour les prestations prises en charge par l'aide sociale départementale.</p> <p>Si les éléments du schéma n'ont pas été arrêtés dans les conditions définies ci-dessus soit dans un délai de deux ans après la publication de la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale, soit dans un délai d'un an après la date d'expiration du schéma précédent, le représentant de l'État dans le département dispose de trois mois pour arrêter ledit schéma.</p> <p>Les éléments des</p>	<p>tion avec le représentant de l'État dans le département et après avis du comité régional de l'organisation sociale et médico-sociale. Dans des conditions fixées par délibération du conseil général, le président du conseil général associe également des représentants des autres collectivités territoriales, des professions sanitaires et sociales, des institutions sociales et médico-sociales et des personnes accueillies par ces institutions ou susceptibles de l'être.</p> <p>« Le représentant de l'État fait connaître au président du conseil général les orientations que le schéma doit prendre en compte pour les établissements et services mentionnés aux 2°, 4°, a) du 5°, 8° et 10° du I de l'article L. 312-1 ainsi que pour ceux mentionnés à l'article L. 162-24-1 du code de la sécurité sociale pour les prestations prises en charge par l'assurance maladie.</p> <p>« Si le schéma n'a pas été adopté dans le délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la loi n° du relative aux responsabilités locales, il est arrêté par le représentant de l'État dans le département.</p> <p>« Les dispositions du septième alinéa ci-dessus sont applicables aux schémas ultérieurs, si le nouveau schéma n'a pas été arrêté dans le délai d'un an suivant l'expiration des effets du schéma précédent. »</p>	<p>médico-sociale.</p> <p>...</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>... dans un délai de six mois à compter de la transmission des orientations de l'État, il est adopté par le représentant de l'État.</p> <p>« Les dispositions de l'alinéa précédent sont applicables ...</p> <p>... suivant la date d'expiration du schéma précédent. »</p>	<p>... département.</p> <p>(adoption de l'amendement n° 106 de M. Alain Gest)</p> <p>... connaître au plus tard six mois avant l'expiration du précédent schéma au président...</p> <p>(amendement n° 343)</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>schémas départementaux d'une même région, afférents aux établissements et services relevant de la compétence de l'État, sont regroupés dans un schéma régional fixé par le représentant de l'État dans la région, après avis du comité régional de l'organisation sociale et médico-sociale et transmis pour information aux présidents des conseils généraux concernés.</p> <p>.....</p> <p><i>Art. L. 312-1. — Cf. annexe.</i></p>			
Code de la sécurité sociale			
<p><i>Art. L. 162-24-1. — Cf. annexe.</i></p>			
Code de l'action sociale et des familles			
<p><i>Art. L. 312-4. —</i> Les schémas d'organisation sociale et médico-sociale, établis pour une période maximum de cinq ans en cohérence avec les schémas mentionnés aux articles L. 6121-1 et L. 6121-3 du code de la santé publique et avec les dispositifs de coordination prévus au chapitre V du titre IV du livre I^{er} :</p>			
<p>1° Apprécient la nature, le niveau et l'évolution des besoins sociaux et médico-sociaux de la population ;</p>			
<p>2° Dressent le bilan quantitatif et qualitatif de l'offre sociale et médico-sociale existante ;</p>			
<p>3° Déterminent les perspectives et les objectifs de développement de l'offre sociale et médico-sociale et,</p>			
		<p>II (nouveau). — L'article L. 312-4 du même code est ainsi modifié :</p>	<p>II. — (Sans modification).</p>
		<p>1° Au premier alinéa, les mots : « et avec les dispositifs de coordination prévus au chapitre V du titre IV du livre I^{er} » sont supprimés ;</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>notamment, ceux nécessitant des interventions sous forme de création, transformation ou suppression d'établissements et services et, le cas échéant, d'accueils familiaux relevant du titre IV du livre IV ;</p>			
<p>4° Précisent le cadre de la coopération et de la coordination entre les établissements et services mentionnés à l'article L. 312-1, à l'exception des structures expérimentales prévues au 12° du I de cet article, ainsi qu'avec les établissements de santé définis aux articles L. 6111-1 et L. 6111-2 du code de la santé publique ou tout autre organisme public ou privé, afin de satisfaire tout ou partie des besoins mentionnés au 1° ;</p>			
<p>5° Définissent les critères d'évaluation des actions mises en œuvre dans le cadre de ces schémas.</p>			
<p>Un document annexé aux schémas définis au présent article peut préciser, pour leur période de validité, la programmation pluriannuelle des établissements et services sociaux et médico-sociaux qu'il serait nécessaire de créer, de transformer ou de supprimer afin de satisfaire les perspectives et objectifs définis au 3°.</p>			
<p>Les schémas peuvent être révisés à tout moment à la demande de l'une des autorités compétentes.</p>			
Article 41	Article 41	Article 41	Article 41

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p><i>Art. L. 263-15.</i> — Un fonds d'aide aux jeunes, destiné à favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté âgés de dix-huit à vingt-cinq ans, est institué dans chaque département.</p>	<p>I. — L'article L. 263-15 du code de l'action sociale et des familles est ainsi rédigé :</p>	<p>I. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>	<p>I. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>
<p>Le fonds départemental prend en charge, après avis d'un comité local et en supplément des autres dispositifs mis en oeuvre pour l'insertion des jeunes, des aides financières directes accordées aux jeunes, pour une durée limitée et à titre subsidiaire, ainsi que les mesures d'accompagnement nécessaires.</p>	<p>« <i>Art. L. 263-15.</i> — I. — Le département est compétent pour attribuer aux jeunes en difficulté, âgés de 18 à 25 ans, des aides destinées à favoriser leur insertion sociale et professionnelle et, le cas échéant, leur apporter des secours temporaires de nature à faire face à des besoins urgents.</p>	<p>« <i>Art. L. 263-15.</i> — I. — ... temporaires.</p>	<p>« <i>Art. L. 263-15.</i> — ... temporaires de nature à faire face à des besoins urgents. (amendement n° 344)</p>
<p>Les conditions d'attribution des aides et les modalités de fonctionnement des comités locaux sont déterminées par voie réglementaire.</p>	<p>« À cette fin, il est créé dans chaque département un fonds d'aide aux jeunes, placé sous l'autorité du président du conseil général. Ce fonds se substitue à celui ayant le même objet institué dans le département avant l'entrée en vigueur de la loi n° du relative aux responsabilités locales.</p>	<p>(<i>Alinéa sans modification</i>).</p>	<p>(<i>Alinéa sans modification</i>).</p>
	<p>« Le financement du fonds d'aide aux jeunes est assuré par le département. La région, les communes et les organismes de protection sociale peuvent aussi participer au financement du fonds.</p>	<p>... département. Les autres collectivités territoriales, leurs groupements et les organismes de protection sociale peuvent y participer.</p>	<p>(<i>Alinéa sans modification</i>).</p>
	<p>« II. — Le règlement intérieur du fonds détermine, après avis du conseil départemental d'insertion, les conditions et les modalités d'attribution des aides, notamment en cas d'urgence, et les conditions de mise en oeuvre des mesures d'accompagnement.</p>	<p>« II. — Le règlement intérieur du fonds est adopté par le conseil général après avis du conseil départemental d'insertion. Il détermine les conditions et les modalités d'attribution des aides et les conditions de mise en oeuvre des mesures d'accompagnement.</p>	<p>« II. — (<i>Sans modification</i>).</p>
	<p>« Aucune durée minimale de résidence dans le département n'est exigée pour l'attribution d'une aide du</p>	<p>(<i>Alinéa sans modification</i>).</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Art. L. 132-8. — Cf. annexe.</p>	<p>fonds.</p> <p>« Tout jeune bénéficiaire d'une aide du fonds fait l'objet d'un suivi dans sa démarche d'insertion.</p> <p>« III. — Les aides du fonds d'aide aux jeunes sont attribuées sans qu'il soit tenu compte de la participation pouvant être demandée aux personnes tenues à l'obligation alimentaire à l'égard de l'intéressé. Toutefois, il peut être fait application des dispositions mentionnées à l'article L. 132-8. »</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p> <p>« III. — (Sans modification).</p>	<p>« III. —</p> <p>... l'intéressé. »</p> <p>(amendement n° 345)</p>
<p>Art. L. 263-16. — Il peut être créé, dans le ressort du département, par convention entre l'État, le département, une ou plusieurs communes, des fonds locaux d'aide aux jeunes répondant à l'objectif défini au premier alinéa de l'article L. 263-15, et permettant d'attribuer les aides et de mettre en œuvre les mesures d'accompagnement prévues au deuxième alinéa du même article.</p>	<p>II. — L'article L. 263-16 du code de l'action sociale et des familles est ainsi rédigé :</p> <p>« Art. L. 263-16. — Le Président du conseil général peut, par convention, confier tout ou partie de la gestion du fonds prévu à l'article L. 263-15 à une ou plusieurs collectivités territoriales ou à leurs groupements.</p> <p>« Il peut confier, par convention, la gestion financière et comptable du fonds départemental, sous sa responsabilité et son contrôle, à un organisme de sécurité sociale, une association ou un groupement d'intérêt public. »</p>	<p>II. — ... du même code est ...</p> <p>« Art. L. 263-16. —</p> <p>... plusieurs communes ou à un ou plusieurs établissements publics de coopération intercommunale.</p> <p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>II. — (Sans modification).</p>
<p>Art. L. 263-17. — Cf. annexe.</p>	<p>III. — L'article L. 263-17 du code de l'action sociale et des familles est abrogé.</p>	<p>III. — ... du même code est abrogé.</p>	<p>III. — (Sans modification).</p>
	<p>Article 42</p>	<p>Article 42</p>	<p>Article 42</p>
	<p>L'article L. 451-1 du</p>	<p>(Alinéa sans modifica-</p>	<p>(Alinéa sans modifica-</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Art. L. 451-1. — Les établissements publics ou privés dispensant des formations sociales, initiales, permanentes et supérieures contribuent à la qualification et à la promotion des professionnels et des personnels salariés et non salariés engagés dans la lutte contre l'exclusion, la prévention et la réparation des handicaps ou inadaptations, la promotion du développement social. Ils participent au service public de la formation.</p>	<p>code de l'action sociale et des familles est ainsi rédigé :</p> <p>« Art. L. 451-1. — Les formations sociales contribuent à la qualification et à la promotion des professionnels et des personnels salariés et non salariés engagés dans la lutte contre les exclusions, la perte d'autonomie et la maltraitance, la prévention et la réparation des handicaps ou inadaptations, la promotion du développement social.</p>	<p>tion).</p> <p>« Art. L. 451-1. —</p> <p>... exclusions et contre la maltraitance, dans la prévention et la compensation de la perte d'autonomie, des handicaps ou des inadaptations et dans la promotion de la cohésion sociale et du développement social. Elles peuvent également contribuer au développement de la recherche en travail social.</p>	<p>tion).</p> <p>« Art. L. 451-1. — (Alinéa sans modification).</p>
<p>A cet effet, ces établissements sont agréés par le ou les représentants des ministres compétents dans la région et, le cas échéant, dans l'académie, dans des conditions définies par décret. Ils s'engagent notamment à recruter des personnels directeurs et formateurs inscrits sur une liste d'aptitude nationale, dans des conditions fixées par voie réglementaire, et à exercer leurs missions suivant les orientations du schéma national des formations sociales arrêté par le ministre chargé des affaires sociales après avis du Conseil supérieur du travail social.</p>	<p>« Les diplômes et titres de travail social sont délivrés par l'État conformément aux dispositions du I de l'article L. 335-6 du code de l'éducation, dans le respect des orientations définies par le ministre chargé des affaires sociales après avis du conseil supérieur du travail social.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>
<p>Les formations sociales définies par le schéma national susmentionné assurent à la fois une approche globale et transversale et une connaissance concrète des situations d'exclusion et de leurs causes. Elles préparent les travailleurs sociaux à la pratique du partenariat avec les personnes et les familles mentionnées par l'action so-</p>	<p>« Les établissements publics ou privés dispensant des formations sociales, initiales, permanentes et supérieures participent au service public de la formation. A ce titre, ils sont soumis à une obligation de déclaration préalable dans les conditions prévues au 3 de l'article L. 920-4 du code du travail auprès du représentant de l'État dans la région.</p>	<p>... initiales et continues participent ...</p> <p>... formation. Ils sont soumis à une obligation de déclaration préalable auprès du représentant de l'État dans la région ainsi qu'aux obligations et interdictions prévues aux 2 et 4 de l'article L. 920-4 du code du travail.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>
	<p>« L'État contrôle, en outre, dans des conditions fixées par voie réglementaire, le respect des programmes et la qualité des enseignements délivrés par ces établissements pendant la durée des formations, préparant aux diplômes</p>	<p>... programmes, la qualification des formateurs et directeurs d'établissement et la qualité</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>ciale. Ce schéma s'attache également à coordonner les différentes filières de formation des travailleurs sociaux, notamment avec l'enseignement supérieur, et favorise le développement de la recherche en travail social.</p>	<p>et titres de travail social.</p>	<p>...</p>	<p>« Les départements sont consultés sur la définition et le contenu des formations. » (amendement n° 346)</p>
<p>Les formations initiales sont sanctionnées par des diplômes et des certificats d'État définis par voie réglementaire.</p>	<p>« Un décret fixe les modalités d'application du présent article et, notamment, les sanctions encourues en cas de non respect des prescriptions du présent article. »</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>
<p>L'État garantit aux établissements le financement des dépenses de fonctionnement afférentes à ces formations dans les conditions définies à l'article L. 451-2.</p>			
<p>Code de l'éducation Art. L. 335-6. — Cf. annexe.</p>			
<p>Code du travail Art. L. 920-4. — Cf. annexe.</p>			
<p>Code de l'action sociale et des familles</p>	<p>Article 43 L'article L. 451-2 du code de l'action sociale et des familles est ainsi rédigé :</p>	<p>Article 43 (Alinéa sans modification).</p>	<p>Article 43 (Alinéa sans modification).</p>
<p>Art. L. 451-2. — Les organismes responsables d'établissements de formation mentionnés à l'article L. 451-1 sous contrat bénéficient d'une aide financière de l'État adaptée aux objectifs de formation définis dans un cadre pluriannuel par le contrat.</p>	<p>« Art. L. 451-2. — La région définit et met en œuvre la politique de formation des travailleurs sociaux. En vue de définir les besoins en formation de personnels qualifiés en travail social, elle procède, dans le cadre de l'élaboration du schéma prévisionnel des formations mentionné à l'article L 214-1 du code de l'éducation, au recensement des besoins nécessaires à la conduite de l'action sociale et médico-sociale, en assure la synthèse et indique comment elle compte y répondre.</p>	<p>« Art. L. 451-2. — ... sociaux. Dans le cadre de l'élaboration du schéma régional des formations sociales, elle recense, en association avec les départements, les besoins de formation à prendre en compte pour la conduite de l'action sociale et médico-sociale.</p>	<p>« Art. L. 451-2. — ... médico-sociale et indique comment elle compte y répondre. » (amendement n° 347)</p>
<p>L'aide financière de l'État est constituée par une subvention couvrant, d'une part, les dépenses liées à l'emploi des formateurs nécessaires à la mise en œuvre quantitative et qualitative des formations définies par le contrat, d'autre part, les dé-</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>penses d'ordre administratif et pédagogique sur la base d'un forfait national par étudiant.</p> <p>Le contrat type est déterminé et les modes de calcul de la subvention fixés par voie réglementaire.</p> <p>Les établissements sous contrat perçoivent de la part des étudiants des droits d'inscription dont le montant maximum est fixé chaque année par le ministre chargé des affaires sociales. En supplément des droits d'inscription, ils peuvent prélever des frais de scolarité dont le montant maximum est fixé chaque année par le ministre chargé des affaires sociales. Ils peuvent également bénéficier des rémunérations de services, participations des employeurs ou subventions des collectivités publiques.</p>	<p>« Elle agréée, dans des conditions fixées par décret, les établissements dispensant des formations initiales et assure leur financement dans les conditions prévues à l'article L. 451-2-1. La région peut confier à un ou plusieurs départements, sur leur demande, la mise en œuvre de cette compétence d'agrément, dans des conditions prévues par une convention. »</p>	<p>... agréée les établissements ...</p> <p>... L. 451-2-1. Un décret fixe les conditions minimales d'agrément de ces établissements.</p> <p>« La région peut déléguer aux départements qui en font la demande, par voie de convention, sa compétence d'agrément des établissements dispensant des formations sociales. »</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p>
<p>Code de l'éducation</p> <p>Art. L. 214-1. — Cf. <i>infra</i> art. 62 du projet de loi.</p>	<p>Article 44</p> <p>Il est créé dans le code de l'action sociale et des familles un article L. 451-2-1 ainsi rédigé :</p> <p>« Art. L. 451-2-1. — Les organismes et établissements agréés par la région pour dispenser des formations sociales souscrivent avec elle une convention pour bénéficier des financements nécessaires à la mise en œuvre desdites formations.</p> <p>« L'aide financière de la région à ces établissements est constituée par une subvention annuelle couvrant, d'une part les dépenses</p>	<p>Article 44</p> <p>Après l'article L. 451-2 du code l'action sociale et des familles, il est inséré un article ...</p> <p>« Art. L. 451-2-1. — Les établissements ...</p> <p>... sociales initiales souscrivent ...</p> <p>... couvrant, les dépenses administratives</p>	<p>Article 44</p> <p>(Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Code de l'action sociale et des familles</p>	<p>d'investissement, d'entretien et de fonctionnement des locaux, d'autre part les dépenses administratives et celles liées à leur activité pédagogique.</p>	<p>et celles liées à leur activité pédagogique. La région participe également, dans des conditions définies par une délibération du conseil régional, à leurs dépenses d'investissement, d'entretien et de fonctionnement des locaux.</p>	
<p><i>Art. L. 451-3.</i> — Les étudiants inscrits dans les établissements mentionnés à l'article L. 451-1 peuvent, pour l'accomplissement de</p>	<p>« Aucune condition de résidence n'est opposable aux étudiants. La gratuité des études, hors frais d'inscription, est assurée. »</p>	<p>... étudiants. « La gratuité des études dans les établissements de formation dispensant des formations sociales initiales est assurée pour lesdites formations.</p>	
	<p>Article 45 L'article L. 451-3 du code de l'action sociale et des familles est ainsi rédigé :</p>	<p>Article 45 (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>	<p>Article 45 (<i>Sans modification</i>).</p>
	<p>« <i>Art. L. 451-3.</i> — La région est compétente pour attribuer des aides aux étudiants inscrits dans les établissements mentionnés à</p>	<p>« <i>Art. L. 451-3.</i> —</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>leur scolarité, prétendre à l'attribution d'aides financières de l'État, dont la nature, le taux et les conditions d'attribution sont fixés par décret.</p>	<p>l'article L. 451-1. La nature et le niveau de ces aides sont fixés par délibération du conseil régional.</p>	<p>... nature, le montant et les conditions d'attribution de ces aides sont fixés par délibération ...</p>	
<p>Les étudiants inscrits dans les établissements mentionnés à l'article L. 451-1 disposent de la liberté d'information et d'expression à l'égard des problèmes politiques, économiques, sociaux et culturels. Ils l'exercent, à titre individuel ou collectif, dans des conditions qui ne portent pas atteinte aux activités d'enseignement et de recherche et ne troublent pas l'ordre public.</p>	<p>« Un décret fixe les règles minimales de taux et de barème de ces aides. »</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	
<p><i>Art. L. 451-1. — Cf. supra art. 42 du projet de loi.</i></p>	<p>Article 46</p> <p>I. — A l'article L. 113-2 du code de l'action sociale et des familles, est inséré un premier alinéa ainsi rédigé :</p>	<p>Article 46</p> <p>I. — Avant le premier alinéa de l'article L. 113-2 du code de l'action sociale et des familles, sont insérés quatre alinéas ainsi rédigés :</p>	<p>Article 46</p> <p>(Sans modification).</p>
	<p>« Le département définit et met en œuvre l'action sociale en faveur des personnes âgées. Il coordonne, dans le cadre du schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale mentionné à l'article L. 312-4, les actions menées par les différents intervenants. Il définit des territoires de coordination de l'action gérontologique de proximité et établit les modalités d'information du public et de coordination des prestataires, en s'appuyant notamment sur des centres locaux d'information et de coordination. »</p>	<p>... intervenants, définit des secteurs géographiques d'intervention et détermine les modalités d'information du public.</p>	
		<p>« Le département met en œuvre les compétences définies au premier alinéa en s'appuyant notamment sur les centres locaux d'information et de coordination dont il assure la gestion, l'organisation et le financement. Les centres</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p><i>Art. L. 113-2.</i> — Afin de favoriser la coordination des prestations servies aux personnes âgées dépendantes, d'accomplir les tâches d'instruction et de suivi de ces prestations et de préciser les modalités de gestion de cette coordination, le département conclut des conventions avec les organismes de sécurité sociale.</p> <p>Ces conventions doivent être conformes à un cahier des charges arrêté par le ministre chargé des personnes âgées après avis des représentants des présidents de conseils généraux et des organismes nationaux de sécurité sociale.</p> <p>Un comité national de la coordination gérontologique est chargé du suivi de la</p>		<p>locaux d'information et de coordination qui, à la date de publication de la présente loi, relèvent de l'État, sont transférés par des conventions aux départements dans un délai maximum de douze mois.</p> <p>« Le département veille à la cohérence des actions respectives des centres locaux d'information et de coordination, des équipes médico-sociales mentionnées au premier alinéa de l'article L. 232-3 et des établissements et services mentionnés au 6° du I de l'article L. 312-1.</p> <p>« Le département peut signer des conventions avec l'État, les organismes de sécurité sociale ou tout autre intervenant en faveur des personnes âgées pour assurer la coordination de l'action gérontologique. »</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>—</p> <p>mise en œuvre de ces conventions et, le cas échéant, d'une fonction de médiation pour leur conclusion. Ce comité a également pour mission d'évaluer le développement qualitatif et quantitatif du dispositif d'allocation personnalisée d'autonomie au terme des deux ans d'application. Cette mission ne comprend pas la réforme de la grille mentionnée à l'article L. 232-2.</p>			
<p>Un décret précise les modalités de fonctionnement et la composition du comité mentionné à l'alinéa précédent qui comprend, notamment, des représentants des présidents de conseils généraux, des organismes de sécurité sociale et du comité national des retraités et des personnes âgées.</p>			
<p>Pour favoriser l'évaluation des prestations servies aux personnes âgées par les collectivités publiques et institutions concernées, des conventions organisant des dispositifs d'observation partagée peuvent être passées entre l'État, le département, les organismes de protection sociale et toute commune souhaitant y participer.</p>			
<p><i>Art. L. 312-4. — Cf. supra art. 40 du projet de loi.</i></p>			
<p><i>Art. L. 232-13. — Une convention, dont les clauses respectent un cahier des charges fixé par arrêté interministériel, est conclue entre le département et les organismes de sécurité sociale pour organiser les modalités de leur coopération pour la mise en œuvre de l'allocation personnalisée d'autonomie à domi-</i></p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>cile.</p> <p>Des conventions portant sur tout ou partie de cette mise en œuvre, et particulièrement sur celle des plans d'aide, peuvent également être conclues entre le département et des institutions et organismes publics sociaux et médico-sociaux, notamment des centres communaux ou intercommunaux d'action sociale, des centres locaux d'information et de coordination ou des organismes régis par le code de la mutualité ou des services d'aide à domicile agréés dans les conditions prévues à l'article L. 129-1 du code du travail. Toutefois, dans ce dernier cas, les institutions et organismes précédemment mentionnés ne peuvent participer à la mise en œuvre du plan d'aide qu'ils ont défini.</p> <p>Les départements assurent la coordination de l'action gérontologique dans le cadre d'un schéma arrêté conjointement par le président du conseil général et le représentant de l'État dans le département.</p> <p>Le schéma définit les territoires de coordination de l'action gérontologique de proximité et établit des modalités d'information du public et de coordination des prestataires s'appuyant notamment sur des centres locaux d'information et de coordination.</p>	<p>II. — Les troisième et quatrième alinéas de l'article L. 232-13 du code de l'action sociale et des familles sont supprimés.</p>	<p>II. —</p> <p>... du même code sont ...</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>
<p>Livre I^{er}. — Dispositions générales.</p>	<p>Article 47</p> <p>Le chapitre IX du titre IV du livre I^{er} du code de l'action sociale et des familles</p>	<p>Article 47</p> <p>Le titre IV du livre I^{er} du code de l'action sociale et des familles est complété par</p>	<p>Article 47</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
Titre IV. — Institutions.	<p>les est ainsi rédigé :</p> <p style="text-align: center;">« Chapitre IX « comités départementaux des retraités et personnes âgées</p> <p style="text-align: center;">« Art. L. 149-1. — Le comité départemental des retraités et personnes âgées est une instance consultative placée auprès du président du conseil général.</p> <p style="text-align: center;">« La composition, et les modalités de fonctionnement des comités départementaux des retraités et personnes âgées sont fixées par arrêté du président du conseil général. »</p>	<p>un chapitre IX ainsi rédigé :</p> <p style="text-align: center;">(Alinéa sans modification). (Alinéa sans modification). « Art. L. 149-1. — (Sans modification).</p>	<p style="text-align: center;">(Alinéa sans modification). (Alinéa sans modification). « Art. L. 149-1. — (Alinéa sans modification).</p>
Code civil	<p style="text-align: center;">CHAPITRE II Mise en œuvre de la protection judiciaire de la jeunesse</p> <p style="text-align: center;">Article 48</p> <p>I. — Une expérimentation de l'extension des compétences des départements en matière de mise en œuvre des mesures ordonnées par l'autorité judiciaire en application des articles 375 à 375-8 du code civil est ouverte pour une durée de quatre ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi dans les conditions fixées aux II à VI du présent article.</p>	<p style="text-align: center;">CHAPITRE II Mise en œuvre de la protection judiciaire de la jeunesse</p> <p style="text-align: center;">Article 48</p> <p>I. — ... de cinq ans ...</p>	<p style="text-align: right;">... par décret. » (amendement n° 348)</p>
Art. L. 375 à 375-9. — Cf. annexe.	<p>II. — Pour l'application des articles 375-2, 375-3 3°, 375-5 du code civil, dans les départements retenus pour l'expérimentation, le service de l'aide sociale à l'enfance est seul compétent pour assurer la mise en œuvre des mesures prononcées par les magistrats au titre des ar-</p>	<p>II. — Dans les départements retenus pour l'expérimentation, le service de l'aide sociale à l'enfance est seul compétent pour assurer la mise en œuvre des mesures prises par les magistrats au titre de l'article 375-2, du 3° de l'article 375-3 et de l'article 375-5 du code civil, à</p>	<p>II. — ... 375-3, de l'ar-</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Code de l'action sociale et des familles</p> <p><i>Art. L. 313-20. — Cf. annexe.</i></p>	<p>ticles 375 à 375-8 du code civil, à l'exception de celles dont l'exécution est confiée aux personnes physiques et aux établissements mentionnés à l'article 375-9 du code civil.</p> <p>Pour l'exercice de cette mission, et sans préjudice de ses responsabilités vis-à-vis des mineurs qui lui sont confiés, le service de l'aide sociale à l'enfance peut faire appel à des organismes publics ou privés ou à des personnes physiques. L'habilitation à recevoir des mineurs confiés habituellement par l'autorité judiciaire est alors délivrée par le président du conseil général du département où se trouve le siège du service ou de l'établissement demandeur, après avis conformes des procureurs de la République et des présidents de tribunaux de grande instance du département. Ces services et établissements sont soumis aux contrôles prescrits par le deuxième alinéa de l'article L. 313-20 du code de l'action sociale et des familles.</p> <p>III. — Les départements peuvent se porter candidats à cette expérimentation auprès du garde des sceaux, ministre de la justice dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi. Le garde des sceaux, ministre de la justice, se prononce sur les candidatures dans le délai de quatre mois suivant leur dépôt.</p> <p>IV. — Une convention passée entre l'État et le département définit les modalités de cette extension de compétence et précise les</p>	<p>l'exception de celles dont l'exécution est confiée aux personnes physiques et aux établissements mentionnés à l'article 375-9 du même code.</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p>III. —</p> <p>... délai d'un an à ...</p> <p>IV. — <i>(Sans modification).</i></p>	<p>article 375-4 et ...</p> <p>(amendement n° 349)</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p>III. — <i>(Sans modification).</i></p> <p>IV. — <i>(Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
—	compétence et précise les moyens soit en crédits, soit en personnels, soit à ce double titre qui l'accompagnent.	—	—
	<p>V. — L'évaluation de l'expérimentation fait l'objet, trois mois avant son terme, d'un rapport établi par le Gouvernement qui le transmet au Parlement, avec les observations des départements.</p>	<p>V. — ... l'objet, six mois ...</p>	<p>V. — (<i>Sans modification</i>).</p>
	<p>VI. — Les dispositions du II du présent article sont applicables à la mise en œuvre des décisions judiciaires prises postérieurement à la date d'entrée en vigueur de l'expérimentation qui sera fixée dans la convention prévue au IV. Toutefois, elles ne font pas obstacle à ce qu'un service de l'État ou une association assure, jusqu'à son terme, une mesure en cours. La convention prévue au IV du présent article précise les conditions dans lesquelles une mesure préalablement confiée à un service de l'État peut, dans l'intérêt du mineur, être renouvelée dans ce même service.</p>	<p>VI. — ... II sont applicables prévue audit IV précise ...</p>	<p>VI. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>Code de la construction et de l'habitation</p>	<p>CHAPITRE III Le logement social et la construction</p>	<p>CHAPITRE III Le logement social et la construction</p>	<p>CHAPITRE III Le logement social et la construction</p>
<p><i>Art. L. 441-1.</i> — Le décret en Conseil d'État prévu à l'article L. 441-2-6 détermine les conditions dans lesquelles les logements construits, améliorés ou acquis et améliorés avec le concours financier de l'État ou ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement et appartenant aux organismes d'habitations à loyer modéré ou gérés par</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>ceux-ci sont attribués par ces organismes. Pour l'attribution des logements, ce décret prévoit qu'il est tenu compte notamment de la composition, du niveau de ressources et des conditions de logement actuelles du ménage, de l'éloignement des lieux de travail et de la proximité des équipements répondant aux besoins des demandeurs. Il fixe des critères généraux de priorité pour l'attribution des logements, notamment au profit de personnes en situation de handicap ou de familles ayant à leur charge une personne en situation de handicap, de personnes mal logées, défavorisées ou rencontrant des difficultés particulières de logement pour des raisons d'ordre financier ou tenant à leurs conditions d'existence. Il fixe également les conditions dans lesquelles le maire de la commune d'implantation des logements est consulté sur les principes régissant ces attributions et sur le résultat de leur application.</p>			
<p>Le décret mentionné à l'alinéa précédent fixe également les limites et conditions dans lesquelles les organismes d'habitations à loyer modéré peuvent, en contrepartie d'un apport de terrain, d'un financement ou d'une garantie financière, contracter des obligations de réservation pour les logements mentionnés à l'alinéa précédent, lors d'une mise en location initiale ou ultérieure. Lorsque ces conventions de réservation ne respectent pas les limites prévues au présent alinéa, elles sont nulles de plein droit.</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Il fixe les conditions dans lesquelles ces conventions de réservation sont conclues, en contrepartie d'un apport de terrain, d'un financement ou d'une garantie financière, accordés par une commune ou un établissement public de coopération intercommunale.</p>		<p>Article 49 A (<i>nouveau</i>)</p> <p>Dans l'avant-dernier alinéa de l'article L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation, les mots : « le représentant de l'État » sont remplacés par les mots : « le maire ou, par délégation du maire, le président de l'établissement public de coopération intercommunale ».</p>	<p>Article 49 A</p> <p>Après l'avant-dernier alinéa de l'article L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation, <i>sont insérés trois alinéas ainsi rédigés</i> :</p> <p><i>« Si un établissement public de coopération intercommunale ou un département a conclu avec l'État la convention définie aux articles L. 305-5-1 ou L. 305-5-2 lui donnant compétence pour attribuer les aides de l'État en faveur de la réalisation et de la réhabilitation de logements locatifs sociaux le demande, cette convention prévoit les conditions de délégation des réservations de logement dont bénéficie au titre du précédent alinéa , sur le territoire du département qu'elle couvre, le représentant de l'État dans le département. Elle fixe notamment les engagements du délégataire en vue de la mise en œuvre du droit au logement ainsi que les modalités d'association des communes à l'utilisation sur leur territoire des droits de réservation, qui peuvent prendre la forme d'une délégation de tout ou partie de ces droits.</i></p> <p><i>« Chaque année, le président de l'établissement public ou le président du conseil général délégataire adresse au représentant de</i></p>

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte adopté
par le Sénat
en première lecture

Propositions
de la Commission

l'État dans le département, et pour le président de l'établissement public uniquement, au président du conseil général, un rapport sur les réservations de logement auxquelles il a été procédé. L'état nominatif des réservations, ainsi que des affectations auxquelles elles conduisent, est adressé chaque trimestre au représentant de l'État dans le département. Si le représentant de l'État constate, au terme de l'année écoulée, que les objectifs fixés par le plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées ne sont pas respectés, il peut, après mise en demeure restée sans suite pendant un délai de trois mois, se substituer au président pour décider directement de la réservation de ces logements. Le renouvellement de l'organe délibérant ou du conseil général rend caduque cette substitution. Le représentant de l'État peut à tout moment demander à un corps d'inspection national d'examiner les conditions dans lesquelles le maire procède aux réservations de logement.

« Lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale a conclu avec l'État la convention définie à l'article L. 301-5-1, et qu'il y a convenu d'accorder sa garantie financière aux emprunts nécessaires à ces opérations, la commune d'implantation des logements est bénéficiaire de plein droit des réservations convenues avec les organismes en contrepartie de la garantie financière accordée par l'établissement public de

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p><i>Art. L. 301-3.</i> — Les aides de l'État en faveur de l'habitat sont réparties par la loi de finances entre les actions d'intérêt national et les interventions locales.</p> <p>Dans chaque région, le représentant de l'État répartit les crédits entre les départements en prenant en considération les priorités régionales mentionnées à l'article L. 301-5 et après consultation du conseil régional.</p> <p>Dans chaque département et après avis du conseil général, le représentant de l'État répartit les crédits affectés au département en tenant compte des priorités définies dans les programmes locaux de l'habitat élaborés par les communes ou leurs groupements et en veillant au respect des objectifs nationaux, notamment pour le logement des personnes mal logées ou défavorisées.</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Article 49</p> <p>I. — L'article L. 301-3 du code de la construction et de l'habitation est ainsi rédigé :</p> <p style="text-align: center;">« <i>Art. L. 301-3.</i> — L'attribution des aides publiques en faveur de la construction, de la réhabilitation et de la démolition des logements locatifs sociaux, celles en faveur de la rénovation de l'habitat privé et celles destinées à la création de places d'hébergement ainsi que, dans les départements et régions d'outre-mer les aides directes en faveur de l'accession sociale à la propriété peut être déléguée aux collectivités territoriales et à leurs groupements dans les conditions prévues au présent chapitre.</p> <p style="text-align: center;">« La dotation régionale pour le financement des aides dont l'attribution est susceptible d'être déléguée, est notifiée au représentant de l'État dans la région. Son montant est déterminé en fonction, notamment, des données sociales et démographiques, de l'état du patrimoine de logements ainsi que de la situation du marché locatif.</p> <p style="text-align: center;">« Le représentant de l'État dans la région, après avis du comité régional de l'habitat ou, dans les régions d'outre-mer, du conseil départemental de l'habitat, répartit le montant des crédits publics qui lui sont notifiés entre les communautés urbai-</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Article 49</p> <p>I. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p style="text-align: center;">« <i>Art. L. 301-3.</i> — ... construction, de l'acquisition, de la réhabilitation ...</p> <p style="text-align: center;">(<i>Alinéa sans modification</i>).</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;"><i>coopération intercommunale.</i></p> <p style="text-align: center;">(amendement n° 350)</p> <p style="text-align: center;">Article 49</p> <p>I. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p style="text-align: center;">« <i>Art. L. 301-3.</i> — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p style="text-align: center;">(<i>Alinéa sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Art. L. 301-5-1 et L. 301-5-2. — Cf. infra.</p>	<p>nes, les communautés d'agglomération, les syndicats d'agglomération nouvelle et les communautés de communes de plus de 50 000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 15 000 habitants et, pour le reste du territoire, entre les départements. La participation à cette répartition est subordonnée à la conclusion d'une convention avec l'État définie aux articles L. 301-5-1 ou L. 301-5-2.</p> <p>« Lorsqu'un département n'a pas conclu de convention avec l'État, le représentant de l'État dans la région détermine le montant des crédits directement affectés, selon le cas, par le représentant de l'État dans le département ou l'Agence nationale d'amélioration de l'habitat, à des opérations situées en dehors du ressort des établissements publics de coopération intercommunale ayant conclu la convention prévue à l'article L. 301-5-1. L'affectation de ces crédits tient compte du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées et des programmes locaux de l'habitat. »</p>	<p>... communes et, pour ...</p> <p>... du périmètre des ...</p> <p>« Lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale ou un département a signé une convention mentionnée aux articles L. 301-5-1 et L. 301-5-2, son président prononce l'agrément des opérations de logement social correspondant aux domaines mentionnés au premier alinéa du présent article.</p> <p>« Le Gouvernement présente, au moment du dépôt</p>	<p>... communes de plus de 50 000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 15 000 habitants et, pour...</p> <p>(amendement n° 351)</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Art. L. 301-3. — Cf. <i>supra</i>.</p>	<p>II. — Après l'article L. 301-5 du même code sont insérés les articles L. 301-5-1 à L. 301 5-3 ainsi rédigés :</p> <p><i>Art. L. 301-5-1.</i> — Les établissements publics de coopération intercommunale mentionnés à l'article L. 301-3 et disposant d'un programme local de l'habitat peuvent, pour sa mise en œuvre, demander à conclure une convention avec l'État, par laquelle celui-ci leur délègue la compétence pour décider de l'attribution des aides prévues au même article et procéder à leur notification aux bénéficiaires.</p> <p>« Cette convention est conclue pour une durée de six ans renouvelable. Elle fixe, d'une part, le montant prévisionnel des droits à engagement alloués à l'établissement public de coopération intercommunale et, d'autre part, le montant des crédits que celui-ci affecte sur son propre budget à la réalisation des objectifs de la convention. Elle distingue, au sein des droits à engagement, ceux qui donnent lieu à paiement par l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat en application des décisions de l'établissement public de coopération intercommunale, dans le cadre de la convention prévue à l'article L. 321-1-1, de ceux dont la gestion comptable est assurée directement par celui-ci. Elle définit, en fonction de</p>	<p>du projet de loi de finances, le tableau des dotations notifiées aux préfets de région et de leur répartition intrarégionale effectuée par les préfets. »</p> <p>II. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>« Art. L. 301-5-1. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>... part, dans la limite des dotations ouvertes en loi de finances, le montant des droits ...</p> <p>... convention. Elle définit ...</p>	<p>II. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>« Art. L. 301-5-1. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>... celui-ci. Elle précise annuellement,</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
	<p>la nature et de la durée prévisionnelle de réalisation des opérations à programmer, les modalités de versement des crédits de paiement. La convention précise les modalités du retrait éventuel des droits à engagement, ainsi que les conditions de versement des crédits de paiement non consommés.</p> <p>« Le montant des crédits de paiement est fixé chaque année en fonction des engagements constatés les années précédentes et des engagements prévisionnels de l'année considérée.</p>	<p>... programmer, l'échéancier et les modalités de versement des crédits de paiement à l'établissement public de coopération intercommunale, tant pour le logement social que pour l'amélioration du parc privé. La convention ...</p> <p>... fonction de l'échéancier de versement des crédits, des engagements constatés ...</p>	<p><i>au sein des droits à engagements alloués, les parts affectées au logement social ou à l'hébergement d'une part, à l'habitat privé d'autre part.</i></p> <p>(amendement n° 353)</p> <p><i>« L'établissement public de coopération intercommunale attribue les aides au logement social et à l'hébergement dans la limite de la part correspondante des droits à engagement. La convention définit, en fonction de la nature et de la durée prévisionnelle de réalisation des opérations à programmer, l'échéancier et les modalités de versement des crédits correspondants, à l'établissement public de coopération intercommunale. La convention précise les modalités du retrait éventuel des droits à engagement, susceptibles de ne pas être utilisés, ainsi que les conditions de reversement des crédits non consommés. Le montant...</i></p> <p>(amendement n° 354)</p> <p><i>« Les décisions d'attribution, par l'établissement public de coopération intercommunale, des aides en faveur de l'habitat privé donnent lieu à paiement par l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, dans des conditions fixées par la convention prévue à l'article L. 321-1-1. Toutefois, lorsque l'établissement public de coopération intercommunale demande à assurer le paiement direct</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Art. L. 353-2. — Cf. annexe.</p>	<p>« La convention fixe, en accord avec la Caisse des dépôts et consignations, l'enveloppe de prêts sur fonds d'épargne que cet établissement peut affecter aux opérations définies dans la convention.</p> <p>« Dans les limites fixées par décret en Conseil d'État, la convention peut adapter les conditions d'octroi des aides de l'État, selon les secteurs géographiques et en raison des particularités locales et démographiques et de la situation du marché du logement.</p> <p>« La convention prévoit les conditions dans lesquelles les conventions mentionnées à l'article L. 353-2 sont signées par l'organe exécutif de l'établissement public de coopération intercommunale au nom de l'État.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>... L. 353-2 ainsi que les décisions favorables mentionnées au 3° de l'article L. 351-2 sont signés par le président de l'établissement ...</p>	<p>des aides à leurs bénéficiaires, la convention précitée en prévoit les conditions et notamment les modalités de versement des crédits par l'Agence à l'établissement public de coopération intercommunale.</p> <p>(amendement n° 355)</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>« Elle peut prévoir, dans des limites fixées par décret en Conseil d'État, les adaptations à la réglementation fixées nationalement en matière de conditions d'attribution de logements locatifs sociaux, de supplément de loyer de solidarité, de loyer maximum autorisé, de vente de logements locatifs sociaux, d'affectation par la vente ou la location, de logements locatifs sociaux à un usage autre que l'habili-</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Art. L. 441-1. — Cf. supra art. 49 A du texte adopté par le Sénat.</p>	<p>« Elle prévoit les conditions de délégation de tout ou partie des réservations de logements dont bénéficie, au titre de l'article L. 441-1, le représentant de l'État dans le département dans le ressort de l'établissement public de coopération intercommunale.</p>	<p>« Elle définit les conditions dans lesquelles une évaluation sera effectuée au terme de son application.</p>	<p>tation, de démolition et d'accession à la propriété. (amendement n° 352) (Alinéa sans modification).</p>
<p>Art. L. 301-3. — Cf. supra.</p>	<p>« La convention précise également, le cas échéant, les modalités de mise en œuvre des dispositions de la section II du chapitre II du présent titre.</p>	<p>... section 2 du chapitre ...</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>
<p>Art. L. 301-5-1. — Cf. supra.</p>	<p>« Art. L. 301-5-2. — Le département peut demander à conclure, pour une durée de six ans renouvelable, une convention avec l'État par laquelle celui-ci lui délègue la compétence pour décider de l'attribution des aides prévues à l'article L. 301-3 et procéder à leur notification aux bénéficiaires.</p>	<p>« Art. L. 301-5-2. — (Alinéa sans modification).</p>	<p>« Art. L. 301-5-2. — (Alinéa sans modification).</p>
	<p>« Hors du ressort des établissements publics de coopération intercommunale ayant conclu une convention en application de l'article L. 301-5-1, la convention conclue par le département définit les conditions de mise en place d'un dispositif d'observation de l'habitat et précise, en application du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées et en tenant compte des programmes locaux de l'habitat, les objectifs poursuivis et les actions à mettre en œuvre en matière de réalisation, de réhabilitation et démolition de logements locatifs sociaux et de places d'hébergement, ainsi qu'en matière de rénovation</p>	<p>... du périmètre des ...</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Art. L. 321-1-1. — Cf. <i>infra</i>.</p>	<p>de l'habitat privé, notamment dans le cadre d'opérations programmées d'amélioration de l'habitat dont elle arrête la liste. Elle définit les objectifs en matière de suppression des taudis et arrête, le cas échéant, la liste des opérations de résorption de l'habitat insalubre à réaliser. Ces objectifs et actions sont détaillés par zones géographiques.</p> <p>« La convention fixe, d'une part, le montant prévisionnel des droits à engagement alloués au département et, d'autre part, le montant des crédits que celui-ci affecte sur son propre budget à la réalisation des objectifs de la convention. Elle distingue, au sein des droits à engagement, ceux qui donnent lieu à paiement par l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat en application des décisions du département, dans le cadre de la convention prévue à l'article L. 321-1-1, de ceux dont la gestion comptable est assurée directement par celui-ci. Elle définit, en fonction de la nature et de la durée prévisionnelle de réalisation des opérations à programmer, les modalités de versement des crédits de paiement. La convention précise les modalités du retrait éventuel des droits à engagement, ainsi que les conditions de reversement des crédits de paiement non consommés.</p>	<p>... habitat. Elle définit les objectifs en matière de lutte contre l'habitat indigne et arrête ...</p> <p>... d'une part, dans la limite des dotations ouvertes en loi de finances, le montant des droits à engagement alloués au département...</p> <p>... programmer, l'échéancier et les modalités ...</p>	<p>... convention. Elle précise annuellement, au sein des droits à engagement alloués, les parts affectées au logement social ou à l'hébergement d'une part, à l'habitat privé d'autre part.</p> <p>(amendement n° 356)</p> <p>« Le département attribue les aides au logement social et à l'hébergement dans la limite de la part correspondante des droits à engagement. La convention définit, en fonction de la nature</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Art. L. 321-1-1. — Cf. <i>infra</i>.</p>	<p>« Le montant des crédits de paiement est fixé chaque année en fonction des engagements constatés les années précédentes et des engagements prévisionnels de l'année considérée.</p>	<p>... fonction de l'échéancier de versement des crédits, des engagements constatés ...</p>	<p><i>et de la durée prévisionnelle de réalisation des opérations à programmer, l'échéancier et les modalités de versement des crédits correspondants au département. La convention précise les modalités du retrait éventuel des droits à engagement, susceptibles de ne pas être utilisés, ainsi que les conditions de reversement des crédits non consommés. Le montant...</i></p>
			<p>(amendement n° 357)</p>
			<p><i>« Les décisions d'attribution, par le département, des aides en faveur de l'habitat privé donnent lieu à paiement par l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, dans des conditions fixées par la convention prévue à l'article L. 321-1-1. Toutefois, lorsque le département demande à assurer le paiement direct des aides à leurs bénéficiaires, la convention précitée en prévoit les conditions et notamment les modalités de versement des crédits par l'Agence au département.</i></p>
	<p>« La convention fixe, en accord avec la Caisse des dépôts et consignations, l'enveloppe de prêts sur fonds d'épargne que cet établissement peut affecter aux opérations définies dans la convention.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>(amendement n° 358) (Alinéa sans modification).</p>
	<p>« Dans les limites fixées par décret en Conseil d'État, la convention peut adapter les conditions d'octroi des aides de l'État, selon les</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Art. L. 353-2. — Cf. annexe.</p>	<p>secteurs géographiques et en raison des particularités locales, sociales et démographiques et de la situation du marché du logement.</p> <p>« La convention prévoit les conditions dans lesquelles les conventions mentionnées à l'article L. 353-2 sont signées par le président du conseil général au nom de l'État.</p>	<p>... L. 353-2 ainsi que les décisions favorables mentionnées au 3° de l'article L. 351-2 sont signés ...</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>
<p>Art. L. 441-1. — Cf. supra art. 49 A du projet de loi.</p>	<p>« Elle prévoit, le cas échéant, les conditions de délégation de tout ou partie des réservations de logements dont bénéficie, au titre de l'article L. 441-1, le représentant de l'État dans le département sur le territoire du département.</p>	<p>Alinéa supprimé.</p>	<p>« Elle peut prévoir, dans des limites fixées par décret en Conseil d'État, les adaptations à la réglementation fixées nationalement en matière de conditions d'attribution de logements locatifs sociaux, de supplément de loyer de solidarité, de loyer maximum autorisé, de vente de logements locatifs sociaux, d'affectation par la vente ou la location, de logements locatifs sociaux à un usage autre que l'habilitation, de démolition et d'accession à la propriété.</p>
	<p>« Lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale signe avec l'État une convention régie par l'article L. 301-5-1, alors qu'une convention régie par le présent article est en cours d'exécution, cette dernière fait l'objet d'un avenant pour en retrancher, à compter du 1^{er} janvier de l'année sui-</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Art. L. 301-5-1 et L. 301-5-2. — Cf. supra.</p>	<p>vante, les dispositions concernant l'établissement public. »</p> <p>« Art. L. 301-5-3. — Les dispositions de l'article L. 301-5-1, à l'exception de son sixième alinéa, et celles de l'article L. 301-5-2, à l'exception de son septième alinéa, sont applicables dans les départements et régions d'outre-mer. »</p>	<p>« Art. L. 301-5-3. — (Sans modification).</p>	<p>« Art. L. 301-5-3. — (Sans modification).</p>
<p>Art. L. 302-1. — Le programme local de l'habitat est établi par un établissement public de coopération intercommunale pour tout ou partie d'une agglomération ou pour un ensemble de communes qui entendent par leur coopération répondre à des objectifs communs en matière d'habitat.</p>	<p>III. — L'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation est modifié ainsi qu'il suit :</p> <p>1° Le premier alinéa est ainsi rédigé :</p> <p>« Le programme local de l'habitat est établi par un établissement public de coopération intercommunale pour l'ensemble des communes de son ressort. » ;</p>	<p>III. — ... du même code est ainsi modifié...</p> <p>1° (Alinéa sans modification).</p> <p>... l'ensemble de ses communes membres. » ;</p>	<p>III. — (Alinéa sans modification).</p> <p>1° (Sans modification).</p>
<p>Pour les communes de Paris, Marseille et Lyon, les maires d'arrondissement ou leurs représentants participent à l'élaboration du programme local de l'habitat.</p>	<p>2° Au troisième alinéa, le mot : « cinq » est remplacé par le mot : « six », après les mots : « besoins en logements » sont insérés les mots : « et en hébergement », après les mots : « et à favoriser » sont insérés les mots : « le renouvellement urbain</p>	<p>2° ... le chiffre : « cinq »... après ... le chiffre : « six », après ... hébergement, » et, après ...</p>	<p>2° (Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>de logements.</p> <p>Ces objectifs et ces principes tiennent compte de l'évolution démographique et économique, de l'évaluation des besoins des habitants actuels et futurs, de la desserte en transports et des options d'aménagement déterminées par le schéma directeur ou le schéma de secteur, lorsqu'ils existent, ainsi que des dispositions du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées, des chartes intercommunales du logement définies à l'article L. 441-1-5 et du protocole d'occupation du patrimoine social des communes, quand ils existent.</p> <p>Il indique les moyens, notamment fonciers, qui seront mis en oeuvre par les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière d'urbanisme pour parvenir aux objectifs et principes qu'il a fixés.</p>	<p>et » ;</p> <p>3° Les sept alinéas suivants sont ajoutés :</p> <p>« Le programme local de l'habitat comporte un diagnostic sur le fonctionnement des marchés du logement, analysant les différents segments de l'offre de logements, privés et sociaux, individuels et collectifs ainsi que l'offre foncière.</p>	<p>3° Il est complété par huit alinéas ainsi rédigés :</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p>« Le programme local de l'habitat définit les conditions de mise en place d'un dispositif d'observation de l'habitat sur son territoire.</p>	<p>3° <i>(Sans modification).</i></p> <p>... logement et de l'hébergement, analysant...</p> <p>... collectifs, de l'offre d'hébergement ainsi...</p> <p>(amendement n° 360)</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>
	<p>« Le programme local de l'habitat indique les moyens à mettre en oeuvre</p>	<p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
	<p>pour satisfaire les besoins en logements et en places d'hébergement, dans le respect de la mixité sociale et en assurant une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements, en précisant :</p> <p>« — les objectifs d'offre nouvelle ;</p> <p>« — les actions à mener en vue de l'amélioration et de la réhabilitation du parc existant, qu'il soit public ou privé. À cette fin, il précise les opérations programmées d'amélioration de l'habitat et les opérations envisagées de résorption de l'habitat insalubre ;</p> <p>« — les opérations de renouvellement urbain impliquant la démolition et la reconstruction de logements sociaux, la démolition de logements situés dans des copropriétés dégradées, assorties d'un plan de revalorisation du patrimoine conservé, et des mesures envisagées pour améliorer la qualité urbaine des quartiers intéressés et des services offerts aux habitants ;</p> <p>« — les réponses apportées aux besoins particuliers des personnes mal logées, défavorisées ou présentant des difficultés particulières.</p> <p>« Le programme local de l'habitat fait l'objet d'un programme d'actions détaillé par secteurs géographiques. »</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>« — les réponses apportées aux besoins particuliers des étudiants.</p> <p>(amendement n° 361)</p> <p>(Alinéa sans modification).</p>

Tableau comparatif – 4^{ème} partie

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>—</p> <p><i>Art. L. 302-4 et L. 302-4-1. — Cf. annexe.</i></p>	<p>—</p> <p>IV. — Les articles L. 302-4- et L. 302-4-1 du code de la construction et de l'habitation sont abrogés.</p>	<p>—</p> <p>IV. — ... du même code sont abrogés.</p>	<p>—</p> <p>IV. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. L. 302-10. — Cf. annexe.</i></p>	<p>V. — La section 3 : « Dispositions particulières aux communes comprenant une ou plusieurs zones urbaines sensibles » du chapitre II du titre préliminaire du livre III du code de la construction et de l'habitation est abrogée.</p>	<p>V. — ... 3 du chapitre ...</p> <p>... III et l'article L. 302-10 du même code sont abrogés.</p>	<p>V. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. L. 303-1. — Les opérations programmées d'amélioration de l'habitat ont pour objet la réhabilitation du parc immobilier bâti. Elles tendent à améliorer l'offre de logements, en particulier locatifs, ainsi qu'à maintenir ou à développer les services de voisinage. Elles sont mises en œuvre dans le respect des équilibres sociaux, de la sauvegarde du droit des occupants et des objectifs du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées ainsi que, s'il existe, du programme local de l'habitat. Ces opérations donnent lieu à une convention entre la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'habitat ou le syndicat mixte qui aurait reçu mandat de ces derniers, l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat et l'État.</i></p>	<p>VI. — L'article L. 303-1 du code de la construction et de l'habitation est complété par un alinéa ainsi rédigé :</p>	<p>VI. — L'article L. 303-1 du même code est ...</p>	<p>VI. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>Cette convention précise :</p> <p><i>a) Le périmètre de l'opération ;</i></p> <p><i>b) Le montant total des aides susceptibles d'être</i></p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>accordées par l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, l'État et, le cas échéant, la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale ou d'autres personnes publiques ou privées, pour l'amélioration de l'habitat, la construction de logements sociaux, l'acquisition de logements en vue de leur amélioration pour un usage locatif social, les baux à réhabilitation et les actions d'accompagnement prévues ;</p> <p>c) Les actions d'accompagnement et d'amélioration du cadre de vie prévues par l'État, la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale ;</p> <p>d) Les actions destinées à assurer le respect de la diversité de la population dans les quartiers, à maintenir le caractère social de l'occupation des logements et à favoriser le maintien sur place des occupants ;</p> <p>e) Les actions destinées à assurer le maintien ou l'implantation de services ou d'équipements commerciaux ou artisanaux de proximité.</p> <p>Avant sa signature, le projet de convention est mis à disposition du public pendant un mois.</p> <p>Après sa signature, la convention peut être consultée en mairie pendant sa durée de validité.</p>	<p>« Lorsqu'un département ou un établissement public de coopération intercommunale a conclu une convention avec l'État en application des articles L. 301-5-1 ou L. 301-5-2, son repré-</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	
<p>Art. 301-5-1 et L. 301-</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
5-2. — Cf. <i>supra</i> .	sentant signe en lieu et place du représentant de l'État, dans les conditions prévues dans les conventions susmentionnées, les conventions prévues au présent article. »		
Livres III. — Aides diverses à la construction	VII. — Le chapitre II du titre I ^{er} du livre III du code de la construction et de l'habitation est ainsi modifié :	VII. — ... du même code est ...	VII. — (Alinéa sans modification).
Titre I ^{er} . — Mesures tendances à favoriser la construction de l'habitation.	1° L'intitulé du chapitre est ainsi rédigé : « Garantie de l'État. Action des collectivités territoriales et des chambres de commerce et d'industrie » ;	1° Son intitulé est ainsi ...	1° (Sans modification).
Chapitre II. — Garanties de l'État. Action des collectivités locales, des régions et des chambres de commerce et d'industrie.	2° L'intitulé de la section 2 est ainsi rédigé : « Action des collectivités territoriales » ;	2° (Sans modification).	2° (Sans modification).
Section 2. — Actions des collectivités locales et des régions.	3° Il est inséré dans cette section, avant l'article L. 312-3, un article L. 312-2-1 ainsi rédigé :	3° Avant l'article L. 312.3, il est inséré un article L. 312-2-1 ...	3° (Sans modification).
	« Art. L. 312-2-1. — En complément ou indépendamment des aides de l'État, les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale peuvent apporter des aides destinées à la réalisation, à la réhabilitation ou à la démolition de logements locatifs ainsi que de places d'hébergement, ainsi qu'aux opérations de rénovation urbaine incluant notamment la gestion urbaine et les interventions sur les copropriétés dégradées. Elles peuvent également apporter des aides aux propriétaires occupants pour l'amélioration de l'habitat et, sous conditions de ressources, aux personnes accédant à la propriété ainsi que des compléments aux aides men-	« Art. L. 312-2-1. — ... locatifs soumis à conditions de ressources ainsi que dégradées. Ils peuvent également apporter, sous conditions de ressources, des aides ... et aux personnes...	« Art. L. 312-2-1. — ... locatifs ainsi ... (amendement n° 362)

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Art. L. 301-2. — Cf. annexe.</p>	<p>tionnées au 5° de l'article L. 301-2. Elles peuvent, à cet effet, conclure des conventions avec l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, par lesquelles elles lui confient la gestion des aides qu'elles attribuent aux propriétaires bailleurs et occupants. »</p>	<p>L. 301-2. Ils peuvent lesquelles celle-ci leur confère la gestion des aides destinées aux propriétaires ...</p>	<p>VIII. — (Alinéa sans modification).</p>
<p>Art. L. 301-5-1 et L. 301-5-2. — Cf. supra.</p>	<p>VIII. — Il est ajouté après l'article L. 321-1 du code de la construction et de l'habitation, un article L. 321-1-1 ainsi rédigé :</p> <p>« Art. L. 321-1-1. — Sur un territoire couvert par une convention conclue en application des articles L. 301-5-1 ou L. 301-5-2, il peut être créé une ou plusieurs commissions locales d'amélioration de l'habitat présidées par un représentant de la collectivité ou de l'établissement public de coopération intercommunale ayant signé la convention, chargées de décider de l'attribution des aides de l'État en faveur de la rénovation de l'habitat privé, dans la limite des crédits fixés dans la convention susmentionnée.</p>	<p>VIII. — Après l'article L. 321-1 du même code, il est inséré un article ...</p> <p>Alinéa supprimé.</p>	<p>Maintien de la suppression.</p>
<p>Art. L. 301-5-1 et L. 301-5-2. — Cf. supra.</p>	<p>« Une convention conclue entre l'établissement public de coopération intercommunale, ou le département, et l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat détermine les conditions de gestion par l'agence des aides destinées aux propriétaires privés. Elle peut, dans des limites fixées par décret en Conseil d'État, arrêter les règles particulières d'octroi des aides gérées par l'Agence nationale pour</p>	<p>« Art. L. 321-1-1. — Une... ... par l'établissement public des aides aides destinées aux propriétaires bailleurs et oc-</p>	<p>« Art. L. 321-1-1. — Lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale ou un département a conclu une convention avec l'État en application des articles L. 301-5-1 ou L. 301-5-2, il conclut également une convention avec l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat. Cette convention détermine les conditions de gestion par l'Agence, ou, à leur demande, par l'établissement public de</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>—</p> <p><i>Titre VI. — Organismes consultatifs et organismes concourant aux objectifs de la politique d'aide au logement.</i></p>	<p>l'amélioration de l'habitat, en fonction de critères économiques, sociaux ou géographiques. »</p>	<p>cupants, en fonction ...</p>	<p><i>coopération intercommunale ou le département, des aides destinées aux propriétaires privés. Elle peut prévoir la gestion par l'Agence des aides à l'habitat privé apportées par l'établissement public ou le département sur leur budget propre. Elle peut</i></p> <p>...</p>
<p>« CHAPITRE IV « Comité départemental de l'habitat</p>	<p>IX. — Le chapitre IV du titre VI du livre III du code de la construction et de l'habitation est remplacé par les dispositions suivantes :</p>	<p>IX. — ... du même code est ainsi rédigé ...</p>	<p>(amendement n° 363)</p> <p>IX. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. L. 364-1. — La composition, les modalités de fonctionnement et la nature des différentes fonctions du conseil départemental de l'habitat, substitué par la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 à l'ensemble des commissions, comités et conseils départementaux existant en matière de logement et autres que la commission départementale des rapports locatifs créée par la loi n° 82-526 du 22 juin 1982 relative aux droits et obligations des locataires et des bailleurs, sont fixées par décret en Conseil d'État.</i></p>	<p>« CHAPITRE IV « Comité régional de l'habitat</p>	<p>(<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>(<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>« Art. L. 364-1. — (<i>Sans modification</i>).</p>	<p>IX. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>X. — Dans tous les textes de nature législative prévoyant son intervention dans les départements de la métropole, la mention du conseil départemental de l'habitat est remplacée par celle du comité régional de</p>	<p>« Dans les départements et les régions d'outre-mer, il est créé, auprès du représentant de l'État dans la région, dans les conditions fixées par décret en Conseil d'État, un comité régional de l'habitat chargé de procéder aux concertations permettant de mieux répondre aux besoins en matière d'habitat et de favoriser la cohérence des politiques locales.</p> <p>« Dans les départements et les régions d'outre-mer, il est créé, dans les mêmes conditions, un conseil départemental de l'habitat, présidé par le président du conseil général qui exerce les attributions du comité régional de l'habitat. »</p>	<p>X. — (<i>Sans modification</i>).</p>	<p>X. — (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Loi n° 83-8 du 7 janvier 1983</p>	<p>l'habitat.</p> <p>XI. — L'article 79 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 est abrogé.</p>	<p>XI. —</p> <p>1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État est abrogé.</p>	<p>XI. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>Code de la construction et de l'habitation</p>	<p>XII. — Jusqu'au 31 décembre 2006, les établissements publics de coopération intercommunale n'ayant pas de programme local de l'habitat ou dont le programme local de l'habitat n'est pas conforme aux dispositions de l'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation peuvent demander à conclure une convention au titre de l'article L. 301-5-1 du même code, pour une durée limitée à trois ans. Dans ce cas, la convention fixe les conditions de mise en place d'un dispositif d'observation de l'habitat. Elle précise, en application du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées, les objectifs poursuivis et les actions à mettre en œuvre en matière de réalisation, de réhabilitation et démolition de logements locatifs sociaux et de places d'hébergement, ainsi qu'en matière de rénovation de l'habitat privé, notamment dans le cadre d'opérations programmées d'amélioration de l'habitat. Elle définit les objectifs en matière de suppression des taudis et arrête, le cas échéant, la liste des opérations de résorption de l'habitat insalubre à réaliser. Ces objectifs et actions sont détaillés par zones géographiques.</p>	<p>XII. —</p> <p>... de lutte contre l'habitat indigne et arrête ...</p>	<p>XII. —</p> <p>... l'habitat ou <i>ayant pris une délibération en vue de l'élaboration d'un programme local de l'habitat conforme...</i></p> <p>(amendement n° 364)</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p align="center">Loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine</p>		<p align="center">XIII (<i>nouveau</i>). — Le second alinéa de l'article 11 de la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine est remplacé par trois alinéas ainsi rédigés :</p>	<p align="center">XIII. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. 11.</i> — L'Agence nationale pour la rénovation urbaine est administrée par un conseil d'administration composé en nombre égal, d'une part, de représentants de l'État et, d'autre part, de représentants des communes et de leurs établissements publics de coopération intercommunale compétents, des conseils généraux, des conseils régionaux, de l'Union d'économie sociale du logement, de l'Union nationale des fédérations d'organismes d'habitations à loyer modéré, de la Caisse des dépôts et consignations et de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ainsi que de personnalités qualifiées.</p>		<p align="center">« Le représentant de l'État dans le département est le délégué territorial de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine.</p>	<p align="center">... dans la région est... (amendement n° 365)</p>
<p>L'agence prend appui sur les préfets ou leurs représentants pour l'évaluation et le suivi social local des conventions passées avec les collectivités territoriales, les établissements publics de coopération intercommunale compétents ou les organismes publics et privés qui assurent la maîtrise d'ouvrage d'opérations de rénovation urbaine.</p>		<p align="center">« En complément des conventions prévues par les articles L. 301-5-1 et L. 301-5-2 du code de la construction et de l'habitation, les communautés urbaines, les communautés d'agglomération, les syndicats d'agglomération nouvelle, les communautés de communes et, pour le reste du territoire, les départements peuvent conclure une convention avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine par laquelle celle-ci leur délègue la gestion des concours financiers qu'elle affecte au titre des conventions</p>	<p align="center"><i>(Alinéa sans modification)</i>.</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Code de la construction et de l'habitation</p> <p><i>Art. L. 301-5-1 et L. 301-5-2. — Cf. supra.</i></p> <p>Loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 précitée</p> <p><i>Art. 10. — Cf. annexe.</i></p> <p>Code général des collectivités territoriales</p> <p><i>Article. L. 1321-1. — Cf. annexe.</i></p>	<p>visées au deuxième alinéa de l'article 10.</p> <p>« Le délégué territorial de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine signe les conventions prévues au présent article et celles visées au deuxième alinéa de l'article 10. Il en assure la préparation, l'évaluation et le suivi local. »</p>	<p>... urbaine ou, par délégation, le représentant de l'État dans le département signe...</p>	<p>(amendement n° 366)</p> <p><i>Article additionnel</i></p> <p><i>L'article L. 1321-1 du code général des collectivités territoriales est complété par un cinquième alinéa ainsi rédigé :</i></p> <p>« Nonobstant le transfert, volontaire ou de plein droit, de compétences en matière de politique du logement ou d'habitat, la collectivité qui a transféré ainsi ses compétences conserve la possibilité de garantir les emprunts afférents à la réalisation par des organismes HLM d'opérations de logements locatifs sociaux sis sur son territoire.</p> <p>(amendement n° 367)</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p align="center">Loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement</p>	<p align="center">Article 50</p> <p>I. — La loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement est modifiée comme suit :</p>	<p align="center">Article 50</p> <p>I. —</p> <p>... est ainsi modifiée :</p>	<p align="center">Article 50</p> <p>I. — <i>(Alinéa sans modification).</i></p>
<p><i>Art. 1^{er}.</i> — Garantir le droit au logement constitue un devoir de solidarité pour l'ensemble de la nation.</p>	<p>1° Le deuxième alinéa de l'article 1^{er} est complété par les mots : « et pour y disposer de la fourniture d'eau, d'énergie et de services téléphoniques » ;</p>	<p>1° <i>(Sans modification).</i></p>	<p>1° <i>(Sans modification).</i></p>
<p>Toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, a droit à une aide de la collectivité, dans les conditions fixées par la présente loi, pour accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir.</p>	<p>2° L'article 2 est remplacé par les dispositions suivantes :</p>	<p>2° L'article 2 est ainsi rédigé :</p>	<p>2° <i>(Alinéa sans modification).</i></p>
<p>Le Conseil national de l'habitat est chargé d'établir chaque année un bilan de l'action engagée qui est rendu public.</p>	<p>« Art. 2. — Les mesures destinées à permettre aux personnes mentionnées à l'article 1^{er} d'accéder à un logement décent et indépendant ou de s'y maintenir et d'y disposer de la fourniture d'eau, d'énergie et de services téléphoniques font l'objet, dans chaque département, d'un plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées. » ;</p>	<p>« Art. 2. — <i>(Sans modification).</i></p>	<p>« Art. 2. — <i>(Sans modification).</i></p>
<p><i>Art. 2.</i> — Les mesures qui doivent permettre aux personnes visées à l'article 1^{er} d'accéder à un logement indépendant ou de s'y maintenir font l'objet, dans chaque département, d'un plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées.</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Art. 3. — Le plan départemental est élaboré et mis en œuvre par l'État et le département. Les autres collectivités territoriales et leurs groupements, les autres personnes morales concernées, notamment les associations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées et les associations de défense des personnes en situation d'exclusion par le logement, les caisses d'allocations familiales, les bailleurs publics ou privés et les collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction sont associés à son élaboration et à sa mise en œuvre. Le plan est établi pour une durée minimale de trois ans.</p>	<p>3° Les deux premiers alinéas de l'article 3 sont ainsi rédigés :</p> <p>« Le plan départemental est élaboré et mis en œuvre par l'État et le département. Ils y associent les communes ou leurs groupements ainsi que les autres personnes morales y ayant vocation.</p>	<p>3° (Alinéa sans modification).</p> <p>... œuvre par le département. Il y associe les communes ou leurs groupements ainsi que les autres personnes morales concernées, notamment les associations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées et les associations de défense des personnes en situation d'exclusion par le logement, les caisses d'allocations familiales, les caisses de mutualité sociale agricole, les distributeurs d'eau et d'énergie, les opérateurs de services téléphoniques, les bailleurs publics ou privés et les collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction.</p>	<p>3° (Alinéa sans modification).</p> <p>... œuvre par l'État et par...</p> <p>(amendement n° 368)</p>
<p>Lorsque le représentant de l'État et le président du conseil général ne sont pas parvenus à un accord dans le délai de six mois après l'expiration du plan précédent, lequel demeure en vigueur pendant ce délai, le plan départemental est arrêté par décision conjointe des ministres chargés des collectivités territoriales, du logement et des affaires sociales.</p>	<p>« Le plan est établi pour une durée minimale de trois ans. » ;</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>
<p>En Île-de-France, une section de la conférence régionale du logement social prévue à l'article L. 441-1-6 du code de la construction et de l'habitation est chargée d'assurer la coordination des plans départementaux d'action pour le logement des personnes défavorisées. Elle réunit, sous la présidence du représentant de l'État dans la</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>région, le président du conseil régional, les représentants de l'État dans les départements et les présidents de conseils généraux.</p>	<p>4° L'article 4 est complété par l'alinéa suivant :</p>	<p>4° L'article 4 est ainsi modifié :</p>	<p>4° (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. 4.</i> — Le plan départemental est établi à partir d'une évaluation qualitative et quantitative des besoins. A cet effet, il précise les besoins résultant de l'application de l'article 1^{er} en distinguant les situations des personnes ou des familles dont la difficulté d'accès ou de maintien dans un logement provient de difficultés financières ou du cumul de difficultés financières et de difficultés d'insertion sociale.</p>			
<p>Il doit accorder une priorité aux personnes et familles sans aucun logement ou menacées d'expulsion sans relogement ou logées dans des taudis, des habitations insalubres, précaires ou de fortune, ainsi qu'à celles qui sont confrontées à un cumul de difficultés.</p>			
<p>Le plan désigne les instances locales auxquelles sont confiées l'identification des besoins mentionnés au premier alinéa du présent article et, le cas échéant, la mise en œuvre de tout ou partie des actions du plan. Ces instances peuvent être les conférences intercommunales instituées par l'article L. 441-1-4 du code de la construction et de l'habitation. La délimitation du périmètre de compétence de ces instances doit tenir compte des structures de coopération intercommunale compétentes en matière d'urbanisme et de logement créées en application des dispositions de la</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>cinquième partie du code général des collectivités territoriales. En Île-de-France, la section de la conférence régionale mentionnée à l'article 3 est chargée de la délimitation géographique de ces instances locales.</p>			
<p>Il fixe, par bassin d'habitat et en tenant compte de la mixité des villes et des quartiers, les objectifs à atteindre pour assurer aux personnes et familles concernées la disposition durable d'un logement, notamment par la centralisation de leurs demandes de logement, la création ou la mobilisation d'une offre supplémentaire de logements, la mise en place d'aides financières et, lorsque les difficultés d'insertion sociale les rendent nécessaires, des mesures d'accompagnement social spécifiques.</p>			
<p>Il intègre en tant que de besoin les dispositions du plan pour l'hébergement d'urgence des personnes sans abri prévu à l'article 21 de la loi n° 94-624 du 21 juillet 1994 relative à l'habitat.</p>			
<p>Le plan départemental est rendu public par le président du conseil général et le représentant de l'État dans le département après avis du conseil départemental de l'habitat et du conseil départemental d'insertion. Un comité responsable du plan, coprésidé par le représentant de l'État dans le département et le président du conseil général, est chargé de suivre sa mise en œuvre.</p>		<p>a) <i>Le sixième alinéa est ainsi rédigé :</i></p> <p>« <i>Le plan départemental est rendu public par le président du conseil général après avis du conseil départemental d'insertion. Un comité responsable du plan, présidé par le président du conseil général, est chargé de suivre sa mise en œuvre.</i> » ;</p> <p>b) Il est complété par un alinéa ainsi rédigé :</p>	<p>a) Supprimé.</p> <p>(amendement n° 369)</p> <p>b) <i>(Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p><i>Art. 6.</i> — Le plan départemental institue un fonds de solidarité pour le logement destiné à accorder des aides financières sous forme de cautions, prêts, garanties et subventions à des personnes remplissant les conditions de l'article 1^{er} qui entrent dans un logement locatif ou qui, étant locataires ou sous-locataires, se trouvent dans l'impossibilité d'assumer leurs obligations relatives au paiement du loyer et des charges. Le plan définit les critères d'éligibilité aux aides du fonds et précise ses conditions d'intervention, en veillant au respect des priorités définies à l'article 4. Ces critères ne peuvent reposer sur d'autres éléments que le niveau de ressources des personnes et l'importance et la nature des difficultés qu'elles rencontrent.</p>	<p>« Le président du conseil général rend compte annuellement au comité responsable du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées du bilan d'activité du fonds de solidarité pour le logement. » ;</p> <p>5° L'article 6 est modifié comme suit :</p> <p>a) Les deuxième, neuvième et douzième alinéas sont abrogés ;</p> <p>b) Le premier alinéa est remplacé par les trois alinéas suivants :</p> <p>« Il est créé dans chaque département un fonds de solidarité pour le logement.</p> <p>« Le fonds de solidarité accorde, dans les conditions définies par son règlement intérieur, des aides financières sous forme de cautions, prêts, garanties ou subventions à des personnes remplissant les conditions de l'article 1^{er} et qui entrent dans un logement locatif ou qui, étant locataires, sous-locataires ou résidents de logements-foyers, se trouvent dans l'impossibilité d'assumer leurs obligations relatives au paiement du loyer, des charges et des frais d'assurance locative, ou qui occupant régulièrement leur logement se trouvent dans l'impossibilité d'assumer leurs obligations relatives au paiement des fournitures d'eau, d'énergie et de services téléphoniques.</p> <p>« Les dettes au titre des impayés de loyer et de facture d'énergie, d'eau et de téléphone peuvent être prises</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p> <p>5° ... est ainsi modifié :</p> <p>a) ... sont supprimés ;</p> <p>b) ... par trois alinéas ainsi rédigés :</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>... prêts ou avances remboursables, garanties ...</p> <p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>5° (Alinéa sans modification).</p> <p>a) Les deuxième, troisième, neuvième...</p> <p>(amendement n° 370)</p> <p>b) (Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Les aides accordées par le fonds pour l'accès au logement ne peuvent être soumises à aucune condition de résidence préalable dans le département.</p> <p>Le plan départemental prévoit en particulier les conditions générales dans lesquelles une garantie de paiement des loyers peut être accordée aux personnes ou familles résidant dans une zone urbaine sensible définie au 3 de l'article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire.</p> <p>Le fonds de solidarité est également destiné à accorder des aides à des personnes propriétaires occupants au sens du second alinéa de l'article L. 615-4-1 du code de la construction et de l'habitation, qui remplissent les conditions de l'article 1^{er} de la présente loi et se trouvent dans l'impossibilité d'assumer leurs obligations relatives au paiement de leurs charges collectives, si le logement dont ils ont la propriété ou la jouissance est situé dans un groupe d'immeubles bâtis ou un ensemble immobilier faisant l'objet d'un plan de sauvegarde en application de l'article L. 615-1 du code de la construction et de l'habitation.</p> <p>Le fonds de solidarité logement peut, en outre, ac-</p>	<p>en charge par le fonds de solidarité pour le logement si leur apurement conditionne l'accès à un nouveau logement. » ;</p>		

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>—</p> <p>corder des aides à ces mêmes propriétaires occupants qui se trouvent dans l'impossibilité d'assumer leurs obligations relatives au remboursement d'emprunts contractés pour l'acquisition de leur logement.</p>			
<p>Le fonds de solidarité peut également accorder des aides à des personnes propriétaires occupants, qui remplissent les conditions de l'article 1^{er} de la présente loi et se trouvent dans l'impossibilité d'assurer leurs obligations relatives au paiement de leurs charges collectives, ou aux remboursements d'emprunts contractés pour l'acquisition du logement dont ils ont la propriété ou la jouissance si celui-ci est situé dans le périmètre d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat définie à l'article L. 303-1 du code de la construction et de l'habitation, limitée à un groupe d'immeubles bâtis en sociétés d'attribution ou en société coopérative de construction donnant vocation à l'attribution d'un lot ou soumis au régime de la copropriété.</p>			
<p>Le fonds de solidarité prend en charge des mesures d'accompagnement social individuelles ou collectives lorsqu'elles sont nécessaires à l'installation ou au maintien dans un logement des personnes et des familles bénéficiant du plan départemental, qu'elles soient locataires, sous-locataires, propriétaires de leur logement ou à la recherche d'un logement. Il peut aussi accorder une garantie financière aux associations qui mettent un logement à la disposition des personnes</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>défavorisées mentionnées à l'article 1^{er} ou qui leur accordent une garantie.</p>			
<p>Ces aides peuvent être accordées soit directement aux bénéficiaires, soit par l'intermédiaire de fonds locaux de solidarité pour le logement ou d'associations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement de personnes défavorisées.</p>			
<p>Le plan définit les modalités de fonctionnement et de gestion du fonds de solidarité pour le logement et notamment les modalités de sa saisine. Toute demande d'aide doit faire l'objet d'une instruction. Toute notification de refus doit être motivée.</p>			
<p>Les instances locales mentionnées à l'article 4 peuvent assurer la mise en oeuvre des actions engagées par le fonds de solidarité.</p>			
<p>Les mesures d'accompagnement social donnent lieu à l'établissement de conventions conclues par l'État et le département avec les organismes ou associations qui les exécutent. Les organismes d'habitations à loyer modéré visés à l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation peuvent être partie à ces conventions. Ces conventions prévoient les conditions d'évaluation des mesures d'accompagnement social lié au logement et les modalités selon lesquelles le bailleur dans le patrimoine duquel des locataires ont bénéficié de ces</p>		<p><i>b) bis (nouveau)</i> La première phrase du onzième alinéa est ainsi rédigée :</p>	<p><i>b) bis (Sans modification).</i></p>
		<p>« Les mesures d'accompagnement social donnent lieu à l'établissement de conventions conclues par le département avec les organismes ou associations qui les exécutent. » ;</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>mesures est associé à cette évaluation.</p> <p>Un décret détermine le montant maximum des frais de fonctionnement du fonds de solidarité.</p>	<p>c) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :</p> <p>« Le fonds de solidarité peut également accorder une aide destinée à financer les suppléments de dépenses de gestion aux associations, aux centres communaux ou intercommunaux d'action sociale, aux autres organismes à but non lucratif et aux unions d'économie sociale qui sous-louent des logements à des personnes mentionnées à l'article 1^{er} ou qui en assurent la gestion immobilière pour le compte de propriétaires. Cette aide peut aussi être accordée, selon des critères financiers et sociaux définis par le règlement intérieur du fonds de solidarité, aux organismes ci-dessus et aux bailleurs sociaux qui louent directement des logements à des personnes mentionnées à l'article 1^{er}. Elle ne peut porter sur les logements bénéficiant de l'aide aux associations logeant à titre temporaire des personnes défavorisées. » ;</p>	<p>c) Il est complété par un alinéa ainsi rédigé :</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>	<p><i>c) (Sans modification).</i></p>
<p><i>Art. 6-1. — Le fonds de solidarité pour le logement peut être constitué sous la forme d'un groupement d'intérêt public. L'État et le département sont membres de droit de ce groupement et y</i></p>	<p>6° Les articles 6-1 à 8 sont remplacés par les dispositions suivantes :</p> <p>« <i>Art. 6-1. — Le règlement intérieur du fonds de solidarité pour le logement définit les conditions d'octroi des aides conformément aux priorités définies à l'article 4, ainsi que les modalités de</i></p>	<p>6° par six articles 6-1, 6-2, 6-3, 6-4, 7 et 8 ainsi rédigés :</p> <p>« <i>Art. 6-1. — (Alinéa sans modification).</i></p>	<p>6° <i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p>« <i>Art. 6-1. — (Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>disposent conjointement de la majorité des voix dans l'assemblée et le conseil d'administration. La présidence du conseil d'administration est assurée alternativement, par périodes annuelles, par le représentant de l'État dans le département et par le président du conseil général. Les autres personnes morales participant au financement du fonds sont admises sur leur demande comme membres du groupement. Le groupement d'intérêt public peut déléguer sa gestion à une caisse d'allocations familiales.</p>	<p>fonctionnement et de gestion du fonds. Le règlement intérieur est élaboré et adopté par le conseil général.</p>	<p>... de patrimoine, de ressources ...</p>	
<p>Art. 8. — Cf. <i>infra</i>.</p>	<p>« Les conditions d'octroi des aides du fonds de solidarité ne peuvent reposer sur d'autres éléments que le niveau de ressources des personnes et l'importance et la nature des difficultés qu'elles rencontrent. Le décret en Conseil d'État prévu à l'article 8 de la présente loi détermine la nature des ressources prises en compte.</p>	<p>... 8 détermine ...</p>	
	<p>« Les aides accordées par le fonds de solidarité ne peuvent être soumises à aucune condition de résidence préalable dans le département.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	
	<p>« L'octroi d'une aide ne peut être subordonné à une contribution financière au fonds ou à une participation aux frais de dossier ou d'instruction de la part d'une collectivité territoriale.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	
	<p>« Il ne peut pas non plus être subordonné à une contribution financière au fonds ou à un abandon de créance ou à une participation aux frais de dossier ou d'instruction de la part du bailleur, du distributeur d'eau ou d'énergie ou de l'opérateur de services téléphoniques.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	
	<p>« Aucune participation aux frais de dossier ou d'instruction ne peut être exigée des personnes ou familles.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	
	<p>« Des modalités d'urgence doivent être prévues pour l'octroi et le paiement des aides, dès lors qu'elles conditionnent la signature</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>—</p> <p><i>Art. 6-2. — Dans le cas où le fonds de solidarité pour le logement n'est pas constitué sous la forme d'un groupement d'intérêt public, le plan départemental prévoit la composition de son instance de décision. Le plan départemental indique également la personne morale chargée d'assurer la gestion financière et comptable du fonds de solidarité pour le logement, laquelle est soit une caisse d'allocations familiales, soit une association agréée par le représentant de l'État dans le département. L'État et le département passent à cet effet une convention avec la personne morale désignée.</i></p> <p>Code de la construction et de l'habitation</p> <p><i>Art. L. 351-14. — Cf. annexe.</i></p> <p>Loi n° 90-449 du 31 mai 1990 précitée</p> <p><i>Art. 7. — Le financement du fonds de solidarité pour le logement est assuré par l'État et le département.</i></p> <p>La participation du département est au moins égale à celle de l'État.</p> <p>La région, les communes et les caisses d'allocations familiales ainsi que les autres partenaires visés à l'article 3 peuvent également</p>	<p>d'un bail, qu'elles évitent des coupures d'eau, d'énergie ou de services téléphoniques ou qu'elles concernent des personnes et familles assignées aux fins de résiliation de bail.</p> <p>« <i>Art. 6-2. — Le fonds peut être saisi directement par toute personne ou famille en difficultés et, avec son accord, par toute personne ou organisme y ayant intérêt ou vocation. Il peut également être saisi par la commission mentionnée à l'article L. 351-14 du code de la construction et de l'habitation, par l'organisme payeur de l'aide au logement ou par le représentant de l'État dans le département.</i></p> <p>« <i>Toute décision de refus doit être motivée.</i></p>	<p>« <i>Art. 6-2. —</i></p> <p>... en difficulté et...</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>	<p>« <i>Art. 6-2. — (Sans modification).</i></p> <p>« <i>Art. 6-3. — (Alinéa sans modification).</i></p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>
<p>La région, les communes et les caisses d'allocations familiales ainsi que les autres partenaires visés à l'article 3 peuvent également</p>	<p>« <i>Art. 6-3. — Le financement du fonds de solidarité pour le logement est assuré par le département.</i></p> <p>« <i>Les autres collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale, ainsi que toute personne publique ou privée y ayant vocation, peuvent également participer volontairement au financement du fonds de solidarité</i></p>	<p>« <i>Art. 6-3. — (Alinéa sans modification).</i></p> <p>... que les personnes mentionnées au premier alinéa de l'article 3, peuvent ...</p>	<p>« <i>Art. 6-3. — (Alinéa sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>participer volontairement au financement de ce fonds.</p>	<p>pour le logement.</p>	<p>... convention, sous sa responsabilité et son contrôle, la gestion... logement à un organisme de sécurité sociale, une association agréée à cet effet ou un groupement d'intérêt public.</p>	<p>« Toutefois, les distributeurs d'eau et d'énergie ainsi que les opérateurs de services téléphoniques versent chaque année au fonds de solidarité pour le logement, dans des conditions définies par décret en Conseil d'État, une participation minimale de base, dont le montant est proportionnel au nombre d'abonnés au service de l'eau, de l'énergie ou du téléphone sur le département.</p>
<p>Code de la construction et de l'habitation</p>	<p>« Art. 6-4. — Le département peut confier par convention la gestion financière et comptable du fonds de solidarité pour le logement à une caisse d'allocations familiales, à une caisse de mutualité sociale agricole ou à une association agréée à cet effet.</p>	<p>« Art. 6-4. —</p>	<p>(amendement n° 371)</p> <p>« Art. 6-4. — (Sans modification).</p>
<p>Art. L. 301-5-1. — Cf. supra art. 49 du projet de loi.</p>	<p>« Art. 7. — Par convention avec une ou des collectivités ou groupements de collectivités, le département peut créer des fonds locaux pour l'octroi de tout ou partie des aides du fonds de solidarité pour le logement.</p>	<p>« Art. 7. — Le conseil général peut créer des fonds locaux pour l'octroi de tout ou partie des aides du fonds de solidarité pour le logement et en confier la gestion, par convention, aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale qui en font la demande.</p>	<p>« Art. 7. — (Alinéa sans modification).</p>
	<p>« La création d'un fonds de solidarité intercommunal est de droit lorsque la demande en émane d'un établissement public de coopération intercommunale qui a conclu une convention avec l'État dans les conditions définies à l'article L. 301-5-1 du code de la construction et de l'habitation. La convention prévue à l'alinéa précédent prévoit les conditions dans lesquelles les crédits du fonds</p>	<p>Alinéa supprimé.</p>	<p>« La création d'un fonds de solidarité intercommunal est de droit lorsque la demande en émane d'un établissement public de coopération intercommunale qui a conclu une convention avec l'État dans les conditions définies à l'article L. 301-5-1 du code de la construction et de l'habitation. La convention prévue à l'alinéa précédent prévoit les conditions dans lesquelles les crédits du</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p>Loi n° 90-449 du 31 mai 1990 précitée</p> <p><i>Art. 8.</i> — Un décret en Conseil d'État, pris après avis du Conseil national de l'habitat, fixe les modalités d'application du présent chapitre. Ce décret précise notamment les conditions dans lesquelles il est procédé à l'évaluation périodique de l'application du plan et à la révision de celui-ci et la manière dont les partenaires mentionnés à l'article 3 sont associés à ces procédures. Il précise également les conditions d'application des articles 6-1 et 6-2, et notamment les règles comptables applicables, ainsi que le contenu de la convention prévue à l'article 6-2. Il précise aussi les délais maximum d'instruction de la demande d'aide au fonds de solidarité pour le logement et détermine notamment les principales règles de fonctionnement, les conditions de recevabilité des dossiers, les formes et modalités d'intervention que doivent respecter les fonds de solidarité pour le logement.</p>	<p>de solidarité lui sont délégués.</p> <p style="text-align: center;">—</p> <p>« <i>Art. 8.</i> — Un décret en Conseil d'État, pris après avis du Conseil national de l'habitat, fixe les modalités d'application du présent chapitre. »</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>« <i>Art. 8.</i> — (<i>Sans modification</i>).</p>	<p><i>fonds de solidarité lui sont délégués.</i></p> <p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">(amendement n° 372)</p> <p>« <i>Art. 8.</i> — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>Code de l'action sociale et des familles</p> <p><i>Art. L. 115-3.</i> — Toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières du fait d'une situation de précarité a droit à une aide de la collectivité pour accéder ou pour préserver son accès à</p>	<p>II. — Le code de l'action sociale et des familles est modifié comme suit :</p> <p>1° L'article L. 115-3 est remplacé par les dispositions suivantes :</p> <p>« <i>Art. L. 115-3.</i> — Dans les conditions fixées par la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement, toute personne ou famille éprouvant des difficultés par-</p>	<p>II. —</p> <p>... est ainsi modifié :</p> <p>1° ...</p> <p>est ainsi rédigé :</p> <p>« <i>Art. L. 115-3.</i> —</p> <p>... par-</p>	<p>II. — (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>une fourniture d'eau, d'énergie et de services téléphoniques.</p> <p>Le maintien de la fourniture d'énergie et d'eau est garanti en cas de non-paiement des factures jusqu'à l'intervention du dispositif prévu à l'article L. 261-4.</p>	<p>ticulières, en raison notamment de l'insuffisance de ses ressources ou de ses conditions d'existence, a droit à une aide de la collectivité pour disposer de la fourniture d'eau, d'énergie et de services téléphoniques dans son logement.</p> <p>« En cas de non-paiement des factures, la fourniture d'énergie, d'eau et de services téléphoniques est maintenue jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande d'aide. » ;</p>	<p>ticulière, au regard notamment de son patrimoine, de l'insuffisance ...</p> <p>(Alinéa sans modification).</p>	
<p>Art. L. 261-4. — Cf. annexe.</p>	<p>2° L'article L. 261-4 est abrogé.</p>	<p>2° (Sans modification).</p>	
<p>Loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité</p>	<p>III. — Le 1° du III de l'article 2 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité est ainsi rédigé :</p>	<p>III. — (Alinéa sans modification).</p>	<p>III. — (Sans modification).</p>
<p>Art. 2. —</p>			
<p>III. — La mission de fourniture d'électricité consiste à assurer sur l'ensemble du territoire :</p>			
<p>1° La fourniture d'électricité aux clients qui ne sont pas éligibles au sens de l'article 22 de la présente loi, en concourant à la cohésion sociale, au moyen de la péréquation géographique nationale des tarifs, de la garantie de maintien temporaire de la fourniture d'électricité instituée par l'article 43-5 de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et du dispositif institué en faveur des personnes en situation de précarité par l'article 43-6 de la même loi, et en favorisant la maîtrise de la demande d'électricité. Cette fourniture</p>	<p>« 1° La fourniture d'électricité aux clients qui ne sont pas éligibles au sens de l'article 22 de la présente loi, en concourant à la cohésion sociale, au moyen de la péréquation géographique nationale des tarifs, du maintien de la fourniture d'électricité qui peut être prévu en application de l'article L. 115-3 du code de l'action sociale et de la famille, et en favorisant la maîtrise de la demande d'électricité. L'électricité est fournie par le raccordement aux réseaux publics ou, le cas échéant, par la mise en œuvre des installations de production d'électricité de proximité</p>	<p>« 1°</p> <p>... et des familles et ...</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>d'électricité s'effectue par le raccordement aux réseaux publics ou, le cas échéant, par la mise en oeuvre des installations de production d'électricité de proximité mentionnées à l'article L. 2224-33 du code général des collectivités territoriales.</p>	<p>mentionnées à l'article L. 2224-33 du code général des collectivités territoriales.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	
<p>Pour garantir le droit à l'électricité, la mission d'aide à la fourniture d'électricité aux personnes en situation de précarité mentionnée ci-dessus est élargie pour permettre à ces personnes de bénéficier, en fonction de leur situation particulière et pour une durée adaptée, du dispositif prévu aux articles 43-5 et 43-6 de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 précitée.</p>	<p>« Dans les conditions fixées par la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en oeuvre du droit au logement, toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'insuffisance de ses ressources ou de ses conditions d'existence, a droit à une aide de la collectivité pour disposer de la fourniture d'électricité dans son logement. »</p>		<p>IV. — (Sans modification).</p>
<p>Un décret définit les modalités de cette aide, notamment les critères nationaux d'attribution à respecter par les conventions départementales en fonction des revenus et des besoins effectifs des familles et des personnes visées à l'article 43-5 de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 précitée ;</p>	<p>IV. — Les droits et obligations des fonds de soli-</p>	<p>IV. — (Sans modification).</p>	<p>IV. — (Sans modification).</p>
<p>.....</p>	<p>Art. 22. — Cf. annexe.</p>		
<p>Code de l'action sociale et de la famille</p>			
<p>Art. 115-3. — Cf. supra.</p>			
<p>Code général des collectivités territoriales</p>			
<p>Art. L. 2224-33. — Cf. annexe</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p>Code l'éducation</p> <p><i>Art. 822-I.</i> — Le Centre national des oeuvres universitaires et scolaires est un établissement public, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.</p> <p>Il est placé sous la tutelle du ministre chargé de l'enseignement supérieur qui approuve son budget.</p>	<p>darité pour le logement ainsi que des fonds et dispositifs d'aide aux impayés d'énergie, d'eau et de téléphone, existant à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, sont transférés aux départements.</p> <p style="text-align: center;">Article 51</p> <p>I. — L'article L. 822-1 du code de l'éducation est remplacé par les dispositions suivantes :</p> <p>« <i>Art. L. 822-I.</i> — Le réseau des œuvres universitaires assure une mission d'aide sociale envers les étudiants et répond aux besoins de leurs études, en favorisant notamment leur mobilité.</p> <p>« Les décisions d'admission des étudiants bénéficiaires des œuvres universitaires sont prises par les centres régionaux des œuvres universitaires.</p> <p>« Les communes, ou leurs groupements, ont la charge de la construction, de la reconstruction, de l'extension, des grosses réparations et de l'équipement des locaux destinés au logement des étudiants.</p> <p>« Les biens appartenant à l'État et affectés aux logements sociaux étudiants sont transférés à la commune ou, le cas échéant, au groupement de communes, par arrêté du représentant de l'État dans le département. La gestion de ces logements et en particulier leur attribution est assurée par le centre régional des œuvres universitaires et scolaires territorialement</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Article 51</p> <p>I. — ... est ainsi rédigé :</p> <p>« <i>Art. L. 822-I.</i> — ... et veille à adapter les prestations aux besoins ...</p> <p>« Les décisions d'attribution des logements destinés aux étudiants sont prises par les centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires.</p> <p>... ou les établissements publics de coopération intercommunale qui en font la demande ont la charge de la construction ...</p> <p>... affectés au logement des étudiants sont transférés à titre gratuit par arrêté du représentant de l'État dans le département, aux communes ou aux établissements publics de coopération intercommunale qui ont demandé à assumer la charge de la construction, de la reconstruction, de l'extension, des grosses réparations</p>	<p><i>cation).</i></p> <p style="text-align: center;">Article 51</p> <p>I. — (<i>Alinéa sans modification).</i></p> <p>« <i>Art. L. 822-I.</i> — (<i>Alinéa sans modification).</i></p> <p>... décisions <i>d'admission des étudiants bénéficiaires des œuvres universitaires</i> sont...</p> <p style="text-align: center;">(amendement n° 373)</p> <p>(<i>Alinéa sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
	<p>compétent, dans le cadre d'une convention conclue entre celui-ci, d'une part, la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale bénéficiaire du transfert, d'autre part. Dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État, cette convention détermine les obligations respectives des signataires et notamment les objectifs de gestion qui sont assignés au centre régional des œuvres universitaires et scolaires.</p> <p>« L'exécution des conventions conclues avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi n° du relative aux responsabilités locales entre des organismes publics d'habitations à loyer modéré ou des sociétés d'économie mixte, l'État et un centre régional des œuvres universitaires et scolaires pour la construction ou la réhabilitation de logements sociaux étudiants se poursuit jusqu'au terme de celles-ci. À compter de cette date les communes ou leurs groupements sont substitués à l'État dans les droits et obligations résultant de ces conventions. Ils peuvent y mettre fin à condition de supporter les charges financières afférentes.</p> <p>« Pour la région Île-de-France, la politique de logement des étudiants fait l'objet d'un schéma élaboré par le conseil régional. Dans les autres régions cette politique peut également donner</p>	<p>et de l'équipement des locaux destinés au logement des étudiants. Ce transfert ne donne lieu au versement d'aucun droit, taxe ou honoraire. La gestion de ces logements est assurée ...</p> <p>...cette convention dresse un diagnostic de l'état des logements et détermine les obligations ...</p> <p>... scolaires, ainsi que les modalités de la participation des représentants de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale concernés aux décisions d'attribution.</p> <p>... la loi ...</p> <p>....conventions. À compter de la date d'entrée en vigueur de la loi n° du précitée, ils peuvent ...</p> <p>... régional. En Île-de-France, la compétence prévue au troisième alinéa est transfé-</p>	<p>... transfert <i>se fait à titre gratuit</i> et ne donne lieu au <i>paiement d'aucune indemnité</i>, droit, taxe, <i>salaire</i> ou honoraires. La...</p> <p>(amendement n° 374)</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>—</p> <p><i>Art. 822-2.</i> — Le conseil d'administration du Centre national des œuvres universitaires et scolaires est chargé de définir la politique générale du Centre national et des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires.</p> <p>Il est également chargé :</p>	<p>lieu à des conventions entre la région et les collectivités territoriales et leurs groupements. »</p> <p>II. — L'article L. 822-2 du code de l'éducation est ainsi rédigé :</p> <p>« <i>Art. L. 822-2.</i> — Le Centre national des œuvres universitaires et scolaires est un établissement public, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.</p> <p>« Il est placé sous la tutelle du ministre chargé de l'enseignement supérieur qui approuve son budget.</p> <p>« Le conseil d'administration du Centre national des œuvres universitaires et scolaires est chargé de définir la politique générale du Centre national et des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires. Les conseils d'administration du Centre national et des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires comprennent des représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements dans des conditions fixées par décret.</p> <p>« Le conseil d'administration du Centre national</p>	<p>rée à la région, à sa demande, si la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale y renonce dans un délai d'un an après avoir été invité à l'exercer.</p> <p>« Le Conseil supérieur des Français de l'étranger peut saisir pour avis le centre national et les centres régionaux de toutes propositions en matière d'accès aux logements des étudiants des Français établis hors de France désireux de poursuivre leurs études en France. »</p> <p>II. — ... du même code est ...</p> <p>« <i>Art. L. 822-2.</i> — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>(<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>« Un décret fixe les conditions dans lesquelles les collectivités territoriales ou leurs groupements sont représentés au sein des conseils d'administration du centre national et des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires.</p> <p>... national</p>	<p>—</p> <p>(<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>II. — (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>1° D'assurer la répartition des crédits budgétaires ordinaires et extraordinaires affectés aux centres régionaux des oeuvres universitaires et scolaires ;</p> <p>2° De recueillir et de répartir tous dons, legs, subventions et aides diverses susceptibles de favoriser l'établissement, le fonctionnement ou le développement de ces oeuvres.</p>	<p>est également chargé :</p> <p>« 1° D'assurer la répartition des crédits budgétaires ordinaires et extraordinaires affectés aux centres régionaux des oeuvres universitaires et scolaires ;</p> <p>« 2° De recueillir et de répartir tous dons, legs, subventions et aides diverses susceptibles de favoriser l'établissement, le fonctionnement ou le développement de ces oeuvres. »</p>	<p>des oeuvres universitaires et scolaires est chargé :</p> <p>« 1° De définir la politique générale du centre national et des centres régionaux des oeuvres universitaires et scolaires;</p> <p>« 2° D'assurer ...</p> <p>« 3° De...</p>	<p>Article 52</p> <p>Supprimé.</p> <p>(amendement n° 375)</p>
<p>Code de l'urbanisme</p>	<p>Article 52</p> <p>I. — L'article L. 421-2-6 du code de l'urbanisme est ainsi modifié :</p> <p>1° Au début de la première phrase sont insérés les mots : « Lorsque la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent comprend moins de 10 000 habitants, » ;</p> <p>2° A la fin de l'article est ajoutée la phrase suivante :</p>	<p>Article 52</p> <p>I. — (Alinéa sans modification).</p> <p>1° (Sans modification).</p> <p>2° Il est complété par une phrase ainsi rédigée :</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>tions nécessaires pour l'exécution des tâches qu'il leur confie.</p>	<p>« Lorsque les demandes de permis de construire sont instruites par une commune ou par un établissement public, les services déconcentrés de l'État peuvent leur apporter gratuitement une assistance juridique et technique ponctuelle. »</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	
<p><i>Art. 430-7.</i> — Le permis de démolir tient lieu de l'autorisation prévue par l'article 11 de la loi n. 48-1360 du 1^{er} septembre 1948. Il est délivré après accord exprès ou tacite du ministre chargé du logement ou de son délégué qui peut subordonner cet accord au respect de certaines conditions.</p>	<p>II. — Les dispositions du présent article entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2006.</p>	<p>II. — (Sans modification).</p>	<p>Article 52 bis (Sans modification).</p>
<p>Code de la santé publique</p>	<p>CHAPITRE IV La santé</p>	<p>CHAPITRE IV La santé</p>	<p>CHAPITRE IV La santé</p>
<p><i>Art. L. 6115-7.</i> — Outre son président, la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation est composée à parité :</p>	<p>Article 53</p>	<p>Article 53</p>	<p>Article 53</p>
<p>1° De représentants de l'État, désignés par les ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale ;</p>	<p>Après le troisième alinéa de l'article L. 6115-7 du code de la santé publique, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :</p>	<p>(Sans modification).</p>	<p>(Sans modification).</p>
<p>2° De représentants administratifs et médicaux des organismes d'assurance maladie, désignés par les organismes parties à la conven-</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>tion constitutive.</p> <p>Le directeur de l'agence est nommé par décret. Il préside la commission exécutive. Il assure le fonctionnement de l'agence dans le cadre des orientations définies par la commission exécutive dont il prépare et exécute les délibérations.</p> <p>En cas de partage égal des voix au sein de la commission exécutive, celle du président est prépondérante.</p>	<p>« Sous réserve de l'application des dispositions de l'article 54 de la loi n° du relative aux responsabilités locales, siégent, en outre, avec voix consultative dans la commission deux représentants de la région désignés par le conseil régional. »</p>	<p>Article 54</p> <p>Une expérimentation est engagée dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, pour une durée de quatre ans, afin de permettre aux régions qui en font la demande de participer au financement et à la réalisation d'équipements sanitaires. Un décret publie la liste des régions dont la candidature a été retenue.</p> <p>Dans ces régions, le président du conseil régional et le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation, après avis de sa commission exécutive et après délibération du conseil régional, signent une convention fixant les modalités de la participa-</p>	<p>Article 54</p> <p><i>(Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Art. L. 6115-7. — Cf. supra art. 53 du projet de loi</p>	<p>gional après avis de la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation. Lorsque la convention a été signée, cette commission comprend par tiers, outre les représentants de l'État et les représentants administratifs et médicaux des organismes d'assurance maladie mentionnés à l'article L. 6115-7 du code de la santé publique, des représentants de la région désignés par le conseil régional dans les mêmes conditions que celles prévues au troisième alinéa de l'article L. 4133-5 du code général des collectivités territoriales pour les membres de la commission permanente du conseil régional. En ce cas, il n'est pas fait application du quatrième alinéa de l'article L. 6115-7 du code de la santé publique.</p>	<p>tion de la région au financement des équipements sanitaires.</p> <p>Lorsque la convention a été signée, la commission exécutive de l'agence régionale d'hospitalisation comprend par tiers, outre les représentants de l'État et les représentants administratifs et médicaux des organismes d'assurance maladie mentionnés à l'article L. 6115-7 du code de la santé publique, des représentants de la région désignés par le conseil régional en son sein, au scrutin de liste à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne, sans panachage ni vote préférentiel. En ce cas, il n'est pas fait application du quatrième alinéa dudit article.</p>	<p>Article 55</p> <p>Maintien de la suppression.</p>
<p>Code général des collectivités territoriales</p> <p>Art. L. 4133-5. — Cf. annexe.</p>	<p>La contribution de la région au fonctionnement de l'agence régionale de l'hospitalisation est fixée par la convention.</p> <p>Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'État.</p>	<p>Dans un délai de six mois avant le terme de l'expérimentation, le Gouvernement adresse au Parlement un rapport d'évaluation assorti des observations des régions et des agences régionales de l'hospitalisation y ayant participé.</p>	
<p>Code de la santé publique</p> <p>Art. L. 1424-1. — Comme il est dit à l'article L. 4221-1 du code général des collectivités territoriales ci-après reproduit :</p> <p>« Le conseil régional règle par ses délibérations les</p>	<p>Article 55</p> <p>L'article L. 1424-1 du code de la santé publique est ainsi rédigé :</p> <p>« Art. L. 1424-1. — Dans le cadre des compétences qui lui sont reconnues par l'article L. 4221-1 du code général des collectivités territoriales, le conseil régional peut définir des objectifs particuliers à la région en matière de santé. Il élabore et</p>	<p>Article 55</p> <p>Supprimé.</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>affaires de la région.</p> <p>« Il a compétence pour promouvoir le développement économique, social, sanitaire, culturel et scientifique de la région et l'aménagement de son territoire et pour assurer la préservation de son identité, dans le respect de l'intégrité, de l'autonomie et des attributions des départements et des communes.</p> <p>« Il peut engager des actions complémentaires de celles de l'État, des autres collectivités territoriales et des établissements publics situés dans la région, dans les domaines et les conditions fixées par les lois déterminant la répartition des compétences entre l'État, les communes, les départements et les régions. »</p> <p>Code général des collectivités territoriales</p> <p><i>Art. L. 4221-1. — Cf. annexe.</i></p>	<p>met en œuvre les actions régionales correspondantes. Il en tient informé le représentant de l'État dans la région. »</p> <p>Article 56</p> <p>Le code de la santé publique est modifié comme suit :</p> <p>I. — Les articles L. 1423-1 et L. 1423-2 sont remplacés par les dispositions suivantes :</p> <p>« Art. L. 1423-1. — Le département est responsable de la protection sanitaire de la famille et de l'enfance dans les conditions prévues au livre premier de la partie II.</p>	<p>Article 56</p> <p>... est ainsi modifié :</p> <p>I. — L'article L. 1423-1 est ainsi rédigé :</p> <p>« Art. L. 1423-1. —</p> <p>... livre I^{er} de la deuxième partie. »</p>	<p>Article 56</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p>I. — <i>Les articles L. 1423-1 et L. 1423-2 sont ainsi rédigés :</i></p> <p>« Art. L. 1423-1. — <i>(Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>1° La protection sanitaire de la famille et de l'enfance dans les conditions prévues au livre I^{er} de la partie II du présent code ;</p>			
<p>2° La lutte contre la tuberculose dans les conditions prévues au chapitre II du titre I^{er} du livre I^{er} de la partie III ;</p>			
<p>3° La lutte contre le cancer organisée pour exercer le dépistage précoce des affections cancéreuses et la surveillance après traitement des anciens malades ;</p>			
<p>4° Les actions de lutte contre la lèpre.</p>			
<p>Le département organise ces services et actions sur une base territoriale.</p>			
<p>Les dépenses de fonctionnement résultant de la lutte contre le cancer sont obligatoirement inscrites au budget de chaque département. Les modalités d'application des présentes dispositions relatives à la lutte contre le cancer sont fixées par décret.</p>			
<p><i>Art. L. 1423-2.</i> — Les dispensaires antivénéériens sont destinés à assurer dans le cadre du département la prophylaxie et le traitement ambulatoire des maladies vénériennes.</p>	<p>« <i>Art. L. 1423-2.</i> — Le département peut, dans le cadre de conventions conclues avec l'État, participer à la mise en œuvre des programmes de santé définis en application du titre premier du livre quatrième de la première partie, notamment des programmes de dépistage des cancers. »</p>	<p>Alinéa supprimé.</p>	<p>« <i>Art. L. 1423-2.</i> — Les départements qui en font la demande participent à la mise en œuvre des programmes de santé définis en application du titre premier du livre quatrième de la première partie, notamment des programmes de dépistage des cancers. »</p>
<p>Ces dispensaires sont ouverts gratuitement à tous les consultants, ou spécialisés à certaines catégories de consultants.</p>			
<p><i>Art. L. 1423-3.</i> — Les dispensaires antivénéériens sont des services du département.</p>	<p>II. — L'article L. 1423-3 est abrogé.</p>	<p>II. — Les articles L. 1423-2 et L. 1423-3 sont abrogés.</p>	<p>II. — <i>L'article L. 1423-3 est abrogé.</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p><i>Art. L. 2112-1.</i> — Les compétences dévolues au département par le 1° de l'article L. 1423-1 et par l'article L. 2111-2 sont exercées, sous l'autorité du président du conseil général, par le service départemental de protection maternelle et infantile qui est un service non personnalisé du département.</p>	<p>III. — Au premier alinéa de l'article L. 2112-1, les mots : « le 1° de » sont supprimés.</p>	<p>III. — (<i>Sans modification</i>).</p>	<p>III. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>Ce service est placé sous la responsabilité d'un médecin et comprend des personnels qualifiés notamment dans les domaines médical, paramédical, social et psychologique. Les exigences de qualification professionnelle de ces personnels sont fixées par voie réglementaire.</p>	<p>IV. — Dans la première phrase du premier alinéa de l'article L. 2311-5, les mots : « le dépistage et le traitement de maladies transmises par la voie sexuelle » sont remplacés par les mots : « le dépistage et le traitement ambulatoire des infections sexuellement transmissibles dont l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine. »</p>	<p>IV. — Supprimé.</p>	<p>IV. — Maintien de la suppression.</p>
<p><i>Art. L. 2311-5.</i> — Les centres de planification ou d'éducation familiale peuvent, dans le cadre de leurs activités de prescription contraceptive et sous la responsabilité d'un médecin, assurer le dépistage et le traitement de maladies transmises par la voie sexuelle. Ils assurent de manière anonyme le dépistage et le traitement de ces maladies. Ils interviennent à titre gratuit en faveur des mineurs qui en font la demande et des personnes qui ne relèvent pas d'un régime de base d'assurance maladie ou qui n'ont pas de droits ouverts dans un tel régime. Dans ces cas, les dépenses relatives au dépistage et au traitement sont prises en charge par les régimes d'assurance maladie, sans qu'il soit fait application des dispositions du code de la sécurité sociale et du code rural relatives à l'ouverture du droit aux prestations couvertes par les régimes de base, au remboursement de la part</p>	<p>Dans la deuxième phrase du même alinéa le mot « maladies » est remplacé par le mot « infections ».</p>		

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>garantie par l'assurance maladie et à la participation de l'assuré aux tarifs servant de base aux remboursements.</p>			
<p>Un décret pris après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France fixe les modalités d'application du présent article. Ce décret fixe également les conditions dans lesquelles les dépenses afférentes à ce dépistage et à ce traitement sont prises en charge par les organismes d'assurance maladie sur la base des tarifs déterminés dans les conditions prévues au chapitre II du titre VI du livre I^{er} du code de la sécurité sociale.</p>			
<p><i>Art. L. 3111-11.</i> — Les services départementaux de vaccination relèvent de la compétence du conseil général qui en assure l'organisation.</p>	<p>V. — L'article L. 3111-11 est ainsi rédigé :</p> <p>« <i>Art. L. 3111-11.</i> — Les collectivités territoriales peuvent exercer des activités en matière de vaccination, dans le cadre d'une convention signée avec l'État. Cette convention précise les objectifs poursuivis, les catégories de bénéficiaires, les moyens mis en œuvre, les données dont la transmission à l'État est obligatoire, les modalités d'évaluation des actions entreprises ainsi que, le cas échéant, les relations avec les autres organismes intervenant dans le même domaine. »</p>	<p>V. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>« <i>Art. L. 3111-11.</i> — Les vaccinations réalisées par les établissements et organismes habilités dans des conditions définies par décret sont gratuites. »</p>	<p>V. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>« <i>Art. L. 3111-11.</i> — Les collectivités territoriales exercent, à leur demande, des activités en matière de vaccination.</p> <p>« Les vaccinations réalisées ... »</p>
	<p>VI. — Après l'article L. 3111-11, il est ajouté un article L. 3111-12 ainsi rédigé :</p> <p>« <i>Art. L. 3111-12.</i> — La détermination des conditions de mise en œuvre du présent chapitre est définie en tant que de besoin par voie</p>	<p>VI. — Supprimé.</p>	<p>VI. — Maintien de la suppression.</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Art. L. 3111-11. — Cf. supra.</p>	<p>réglementaire.</p> <p>« La gratuité des vaccinations est assurée lorsque les actes sont réalisés par un établissement ou organisme habilité en application des dispositions du premier alinéa ou des conventions mentionnées à l'article L. 3111-11. »</p>	<p>VII. —</p> <p>... rédigé : « Lutte ...</p>	<p>VII. — (Sans modification).</p>
<p>3^{ème} partie. — Lutte contre les maladies et des dépendances</p> <p>Livre I^{er}. — Lutte contre les maladies transmissibles</p> <p>Titre I^{er}. — Lutte contre les épidémies et certaines maladies transmissibles</p> <p>Chapitre II. — Lutte contre la tuberculose</p>	<p>VII. — L'intitulé du chapitre II du titre I^{er} du livre I^{er} de la troisième partie est ainsi rédigé : « Chapitre II : Lutte contre la tuberculose et la lèpre ».</p>	<p>VIII. — (Alinéa sans modification).</p> <p>« Art. L. 3112-2. — La lutte contre la tuberculose et la lèpre relève de l'État.</p>	<p>VIII. — (Alinéa sans modification).</p>
<p>Art. L. 3112-2. — La vaccination dispensée dans les services de vaccination de la population civile par le vaccin antituberculeux BCG est gratuite.</p> <p>Les personnes soumises à la vaccination obligatoire conservent la faculté de se faire vacciner dans des conditions tarifaires de droit commun en dehors de ces services.</p>	<p>VIII. — L'article L. 3112-2 est ainsi rédigé :</p> <p>« Art. L. 3112-2. — La lutte contre la tuberculose et la lèpre relève de l'État.</p> <p>« Les collectivités territoriales peuvent exercer des activités en ces domaines dans le cadre d'une convention signée avec l'État. Cette convention précise les objectifs poursuivis, les catégories de bénéficiaires, les moyens mis en œuvre, les données dont la transmission à l'État est obligatoire, les modalités d'évaluation des actions entreprises ainsi que, le cas échéant, les relations avec les autres organismes intervenant dans le même domaine. »</p>	<p>Alinéa supprimé.</p>	<p>« Art. L. 3112-2. — ... l'État. Les collectivités territoriales exercent, à leur demande, des activités dans ce domaine.</p>
<p>Art. L. 3112-3. — Les dispensaires antituberculeux et les services de vaccination</p>	<p>IX. — L'article L. 3112-3 est ainsi rédigé :</p> <p>« Art. L. 3112-3. — Les conditions de mise en œuvre du présent chapitre</p>	<p>IX. — (Alinéa sans modification).</p> <p>« Art. L. 3112-3. — La vaccination, le suivi médical et la délivrance des médica-</p>	<p>IX. — (Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>de la population civile par le vaccin antituberculeux BCG sont des services du département.</p>	<p>sont, en tant que de besoin, définies par voie réglementaire.</p>	<p>ments sont gratuits lorsque ces actes sont réalisés par un établissement ou organisme habilité dans des conditions définies par décret.</p>	
<p><i>Art. L. 3111-11 et L. 3112-2. — Cf. supra.</i></p>	<p>« La gratuité de la vaccination, du suivi médical et de la délivrance des médicaments est assurée lorsque ces actes sont réalisés par un établissement ou organisme habilité en application des dispositions prévues à l'alinéa précédent ou des conventions mentionnées aux articles L. 3111-11 et L. 3112-2. Les dépenses afférentes au suivi médical et à la délivrance des médicaments sont prises en charge, pour les assurés sociaux, par les organismes d'assurance maladie dont ils relèvent et pour les bénéficiaires de l'aide médicale, dans les conditions fixées par l'article L. 111-2 et le chapitre 1^{er} du titre 1^{er} du livre 1^{er} du code de l'action sociale et des familles et le cas échéant, selon les modalités prévues à l'article L. 182-1 du code de la sécurité sociale. »</p>	<p>« Les dépenses afférentes au suivi médical et à la délivrance des médicaments sont prises en charge, pour les assurés sociaux, par les organismes d'assurance maladie dont ils relèvent et, pour les bénéficiaires de l'aide médicale, dans les conditions fixées par l'article L. 111-2 et le chapitre I^{er} du titre I^{er} du livre I^{er} du code de l'action sociale et des familles et, le cas échéant, selon les modalités prévues à l'article L. 182-1 du code de la sécurité sociale. »</p>	
<p>Code de l'action sociale et des familles</p>			
<p><i>Art. L. 111-2. — Cf. annexe.</i></p>			
<p>Code de la sécurité sociale</p>			
<p><i>Art. L. 182-1. — Cf. annexe.</i></p>			
<p>Code de la santé publique</p>	<p>X. — Les articles L. 3112-4 et L. 3112-5 sont abrogés.</p>	<p>X. — (<i>Sans modification</i>).</p>	<p>X. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. L. 3112-4. — Les dispensaires antituberculeux et les services de vaccination de la population civile par le vaccin antituberculeux BCG sont destinés à assurer dans le cadre du département la prophylaxie individuelle, familiale et collective de la tuberculose.</i></p>			
<p><i>Art. L. 3112-5. — Sous réserve de certaines conditions techniques de fonctionnement, les dispensaires antituberculeux sont habilités à assurer, à titre gratuit, le suivi médical et la délivrance de médicaments anti-</i></p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>tuberculeux prescrits par un médecin.</p>			
<p>Les dépenses y afférentes sont prises en charge, pour les assurés sociaux, par les organismes d'assurance maladie dont ils relèvent et pour les bénéficiaires de l'aide médicale, par le département ou l'État dans les conditions fixées par l'article 186 et le titre III <i>bis</i> du code de la famille et de l'aide sociale et le cas échéant, selon les modalités prévues à l'article L. 182-1 du code de la sécurité sociale.</p>			
<p>Un décret fixe les modalités d'application du présent article, relatives notamment aux conditions dans lesquelles sont délivrés ces médicaments.</p>			
<p><i>Titre II.</i> — Infection par le virus de l'immunodéficiência humaine.</p>	<p>XI. — L'intitulé du titre II du livre I^{er} de la troisième partie est ainsi modifié : « Titre II : Infection par le virus de l'immunodéficiência humaine et infections sexuellement transmissibles ».</p>	<p>XI. — ... ainsi rédigé : « Infection ...</p>	<p>XI. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. L. 3121-1.</i> — La définition de la politique de lutte contre l'infection par le virus de l'immunodéficiência humaine relève de l'État.</p>	<p>XII. — L'article L. 3121-1 est ainsi rédigé : « <i>Art. L. 3121-1.</i> — La lutte contre le virus de l'immunodéficiência humaine et contre les infections sexuellement transmissibles relève de l'État.</p>	<p>XII. — (<i>Alinéa sans modification</i>). « <i>Art. L. 3121-1.</i> — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>	<p>XII. — (<i>Alinéa sans modification</i>). « <i>Art. L. 3121-1.</i> — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>
	<p>« Les collectivités territoriales peuvent exercer des activités en ces domaines dans le cadre d'une convention signée avec l'État.</p>	<p>Alinéa supprimé.</p>	<p>« <i>Les collectivités territoriales exercent, à leur demande, des activités en ce domaine.</i></p>
	<p>« Cette convention précise les objectifs poursuivis, les catégories de bénéfi-</p>	<p>Alinéa supprimé.</p>	<p>Maintien de la suppression. (amendement n° 376)</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>—</p> <p><i>Art. L. 3114-5. —</i> Dans les départements où est constatée l'existence de conditions entraînant le développement de maladies humaines transmises par l'intermédiaire d'insectes et constituant une menace pour la santé de la population, les mesures de lutte nécessaires relèvent de la compétence de l'État.</p> <p>Les dépenses corres-</p>	<p>ciaires, les moyens mis en œuvre, les données dont la transmission à l'État est obligatoire, les modalités d'évaluation des actions entreprises ainsi que, le cas échéant, les relations avec les autres organismes intervenant dans le même domaine. »</p> <p>XIII. — Après l'article L. 3121-2, il est ajouté un article L. 3121-3 ainsi rédigé :</p> <p>« <i>Art. L. 3121-3. —</i> Un arrêté du ministre chargé de la santé définit les conditions de mise en œuvre de l'activité des établissements ou organismes destinés à assurer la prévention, le dépistage, le diagnostic et le traitement ambulatoire des infections sexuellement transmissibles.</p> <p>« La gratuité et l'anonymat sont assurés lorsque ces activités sont réalisées par une structure habilitée en application de l'arrêté précité. »</p> <p>Article 57</p> <p>I. — L'article L. 3114-5 du code de la santé publique est remplacé par les dispositions suivantes :</p> <p>« <i>Art. L. 3114-5. —</i> Un arrêté du ministre chargé de la santé établit et tient à jour la liste des départements où est constatée l'existence de conditions entraînant un risque de développement des maladies humaines transmises par l'intermédiaire d'insectes et constituant une menace pour la santé de la population. Dans ces départements, la définition des mesures de lutte nécessaires re-</p>	<p>—</p> <p>XIII. — ... est inséré un ...</p> <p>« <i>Art. L. 3121-3. —</i> Les activités de prévention, de dépistage, de diagnostic et de traitement ambulatoire des infections sexuellement transmissibles sont gratuites et anonymes lorsqu'elles sont exercées par des établissements ou organismes habilités dans des conditions définies par décret. »</p> <p>Alinéa supprimé.</p> <p>Article 57</p> <p>I. — ... est ainsi rédigé :</p> <p>« <i>Art. L. 3114-5. —</i> (<i>Sans modification</i>).</p>	<p>—</p> <p>XIII. — (<i>Sans modification</i>).</p> <p>Article 57</p> <p>(<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>pondantes sont à la charge de l'État.</p>	<p>lève de la compétence de l'État.</p>		
<p>Un arrêté du ministre chargé de la santé fixe la liste des départements concernés.</p>	<p>« Un décret, pris après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France, détermine la nature des mesures susceptibles d'être prises pour faire obstacle à ce risque. »</p>		
<p><i>Art. L. 3114-6.</i> — Sont déterminées par décret en Conseil d'État :</p>	<p>II. — Le 3° de l'article L. 3114-6 du code de la santé publique est abrogé.</p>	<p>II. — ... du même code est ...</p>	
<p>1° Les conditions d'organisation et de fonctionnement du service de désinfection prévu à l'article L. 3114-1 ;</p>			
<p>2° Après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France, les conditions que les appareils mentionnés à l'article L. 3114-2 doivent remplir au point de vue de l'efficacité des opérations à y effectuer ;</p>			
<p>3° Dans les départements où est constatée l'existence de conditions entraînant le développement de maladies humaines transmises par l'intermédiaire d'insectes et constituant une menace pour la santé de la population, la nature des mesures susceptibles d'être prises conformément à l'article L. 3114-5. Un arrêté fixe la liste des départements concernés.</p>			
<p>Loi n° 64-1246 du 16 décembre 1964 relative à la lutte contre les moustiques</p>	<p>III. — L'article 1^{er} de la loi n° 64-1246 du 16 décembre 1964 relative à la lutte contre les moustiques est remplacé par les dispositions suivantes :</p>	<p>III. — ... est ainsi rédigé :</p>	
<p><i>Art. 1^{er}.</i> — Il sera créé dans les départements visés à</p>	<p>« <i>Art. 1^{er}.</i> — Des zones de lutte contre les mous-</p>	<p>« <i>Art. 1^{er}.</i> — (<i>Sans modification</i>).</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>l'article 1^{er} du décret n° 63-580 du 18 juin 1963 portant création d'une mission interministérielle pour l'aménagement touristique du littoral Languedoc-Roussillon et il pourra être créé dans les départements dont les conseils généraux le demanderaient des zones de lutte contre les moustiques, à l'intérieur desquelles les services et organismes de droit public habilités par arrêté préfectoral seront autorisés à procéder d'office aux prospections, traitements, travaux et contrôles nécessaires à cette action.</p>	<p>tiques sont délimitées par arrêté préfectoral pris après avis du conseil départemental d'hygiène :</p>		
<p>Les zones prévues à l'alinéa précédent sont créées par arrêté préfectoral, pris après avis du conseil départemental d'hygiène.</p>	<p>« 1° Dans les départements, où est constatée, dans les conditions définies à l'article L. 3114-5 du code de la santé publique, l'existence de conditions entraînant le développement de maladies humaines transmises par l'intermédiaire d'insectes et dont la liste est fixée par arrêté du ministre en charge de la santé ;</p>		
<p>Code de la santé publique</p>	<p>« 2° Dans les départements, où les moustiques constituent une menace pour la santé de la population et dont la liste est fixée par arrêté conjoint du ministre en charge de la santé et du ministre en charge de l'environnement ;</p>		
<p><i>Art. L. 3114-5. — Cf. supra.</i></p>	<p>« 3° En cas de besoin dans les départements dont les conseils généraux le demanderaient.</p>		
	<p>« À l'intérieur de ces zones, les services et organismes de droit public habilités par arrêté préfectoral sont autorisés à procéder d'office aux prospections, traitements, travaux et contrôles nécessaires à cette action. »</p>		
	<p>IV. — Il est inséré après l'article 7 de la loi n° 64-1246 du 16 décembre 1964 relative à la lutte contre les moustiques, un article 7-1 ainsi rédigé :</p>	<p>IV. — Après l'article 7 de la même loi, il est inséré un article 7-1 ...</p>	
	<p>« Art. 7-1. — Dans les départements où est constatée l'existence de conditions entraînant le développement de maladies humaines</p>	<p>« Art. 7-1. — (<i>Sans modification</i>).</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p>Loi n° 64-1246 du 16 décembre 1964 relative à la lutte contre les moustiques</p> <p><i>Art. 1^{er}. — Cf. supra</i></p> <p><i>Art. 5 et 7. — Cf. annexe.</i></p> <p>Code de la santé publique</p> <p><i>Art. L. 4311-7. — Pour l'obtention du diplôme d'État d'infirmier ou d'infirmière, les candidats ne peuvent être admis à subir les examens que s'ils ont accompli leur scolarité dans un institut de formation en soins infirmiers autorisé par le ministre chargé de la santé.</i></p> <p><i>Art. L. 4382-3. — Cf. infra.</i></p> <p><i>Art. L. 4311-8. — La direction des instituts de formation en soins infirmiers préparant au diplôme d'État ne doit être confiée qu'à des personnes agréées par le ministre chargé de la santé, après avis de la commission des infirmiers et infirmières du conseil supérieur des professions paramédicales. Cet agrément peut être retiré dans les mêmes formes, en cas d'incapacité ou de faute grave.</i></p> <p>Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux personnels régis par le titre IV du statut général des fonctionnaires.</p> <p><i>Quatrième partie. — Professions de santé</i></p> <p><i>Livre III. — Auxiliaires médicaux</i></p> <p><i>Titre VIII. — Dispositions communes</i></p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>transmises par l'intermédiaire de moustiques et constituant une menace pour la santé de la population, les arrêtés préfectoraux mentionnés aux articles 1^{er}, 5 et 7 prescrivent toutes mesures utiles à la lutte contre les insectes vecteurs de ces maladies. »</p> <p style="text-align: center;">Article 58</p> <p>I. — À l'article L. 4311-7 du code de la santé publique, les mots : « autorisé par le ministre chargé de la santé » sont remplacés par les mots : « autorisé dans les conditions prévues à l'article L. 4382-3 ».</p> <p>II. — L'article L. 4311-8 du code de la santé publique est abrogé.</p> <p>III. — L'intitulé du titre VIII du livre III de la quatrième partie du code de la santé publique est complété par les mots : « et compétences respectives de l'État et de</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Article 58</p> <p>I. — <i>(Sans modification).</i></p> <p>II. — ... du même code est abrogé.</p> <p>III. — ... du même code est ...</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Article 58</p> <p>I. — <i>(Sans modification).</i></p> <p>II. — <i>(Sans modification).</i></p> <p>III. — <i>(Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p><i>Art. L. 4381-1.</i> — Le nombre des étudiants ou élèves admis à entreprendre des études en vue de la délivrance des diplômes, certificats ou titres exigés pour l'exercice des professions d'auxiliaires médicaux peut être fixé chaque année compte tenu des besoins de la population et de la nécessité de remédier aux inégalités géographiques, dans des conditions et selon des modalités déterminées pour chaque profession par décret en Conseil d'État, après consultation de la commission compétente du conseil supérieur des professions paramédicales.</p>	<p>la région ».</p> <p>IV. — Le chapitre unique du titre VIII du livre III de la quatrième partie du code de la santé publique est remplacé par un chapitre I^{er} intitulé : « Chapitre I^{er} — Dispositions communes ».</p>	<p>IV. —</p> <p>... du même code est ...</p> <p>... intitulé « Dispositions ...</p>	<p>IV. — (<i>Sans modification</i>).</p>
	<p>V. — L'article L. 4381-1 du code de la santé publique est abrogé.</p>	<p>V. —</p> <p>... du même code est ...</p>	<p>V. — (<i>Sans modification</i>).</p>
	<p>VI. — Le titre VIII du livre III de la quatrième partie du code de la santé publique est complété par un chapitre II ainsi rédigé :</p>	<p>VI. —</p> <p>... du même code est ...</p>	<p>VI. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>
	<p>« Chapitre II « Compétences respectives de l'État et de la région</p>	<p>(<i>Alinéa sans modification</i>). (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>	<p>(<i>Alinéa sans modification</i>). (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>
	<p>« <i>Art. L. 4382-1.</i> — L'État fixe les conditions d'accès aux formations des professionnels mentionnés aux titres I^{er} à VII du présent livre, des aides-soignants, des auxiliaires de puériculture, des ambulanciers, et des techniciens de laboratoire d'analyses de biologie médicale. Il détermine les programmes de formation, l'organisation des études, les</p>	<p>« <i>Art. L. 4382-1.</i> — (<i>Sans modification</i>).</p>	<p>« <i>Art. L. 4382-1.</i> — (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
	<p>modalités d'évaluation des étudiants ou élèves. Il délivre les diplômes.</p> <p>« Le représentant de l'État dans la région contrôle le suivi des programmes et la qualité de la formation. »</p> <p>« Art. L. 4382-2. — Pour chacune des professions mentionnées aux titres I^{er} à VII du présent livre, le nombre des étudiants ou élèves admis à entreprendre des études en vue de la délivrance des diplômes, certificats ou titres exigés pour l'exercice de la profession considérée peut être fixé de manière annuelle ou pluriannuelle. Ce nombre est fixé au plan national et pour chaque région par le ministre chargé de la santé, après avis des conseils régionaux qui tiennent compte, notamment, des besoins de la population. Dans chaque région, il est réparti entre les instituts ou écoles par le conseil régional.</p> <p>« Art. L. 4382-3. — La création des instituts ou écoles de formation des professionnels mentionnés aux titres I^{er} à VII du présent livre, des aides-soignants, des auxiliaires de puériculture, des ambulanciers et des techniciens de laboratoire d'analyses de biologie médicale fait l'objet d'une autorisation délivrée par la région, après avis du représentant de l'État dans la région.</p> <p>« Le président du conseil régional agréé, après avis du représentant de l'État dans la région, les directeurs des instituts ou écoles de</p>	<p>« Art. L. 4382-2. —</p> <p>... par les ministres chargés de la santé et de l'enseignement supérieur, après ...</p> <p>... régional, sur la base du schéma régional des fonctionnaires sanitaires.</p> <p>« Art. L. 4382-3. —</p> <p>... par le président du conseil régional, après ...</p> <p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>« Art. L. 4382-2. —</p> <p>... supérieur pour les formations sanctionnées par un diplôme de l'enseignement supérieur et par le ministre de la santé pour les autres formations, après avis ...</p> <p>(amendement n° 377)</p> <p>« Art. L. 4382-3. — (Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Art. L. 4382-3. — Cf. <i>supra</i>.</p>	<p>formation mentionnés au premier alinéa.</p> <p>« Les autorisations et agréments mentionnés au présent article peuvent être retirés en cas de non-respect des dispositions législatives ou réglementaires régissant l'organisation des formations et d'incapacité ou de faute grave des dirigeants de ces instituts ou écoles.</p> <p>« Les conditions dans lesquelles sont délivrés les autorisations et les agréments sont fixées par voie réglementaire.</p> <p>« Art. L. 4382-4. — La région est compétente pour attribuer des aides aux élèves et étudiants inscrits dans les instituts et écoles de formation autorisés en application de l'article L. 4382-3. La nature et le niveau de ces aides sont fixés par délibération du conseil régional.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>« Art. L. 4382-4. —</p> <p>... nature, le niveau et les conditions d'attribution de ces aides sont fixées par délibération du conseil régional. Aucune condition de résidence ne peut être exigée des élèves et des étudiants.</p>	<p>« Art. L. 4382-4. — (Sans modification).</p>
<p>Art. L. 4382-3. — Cf. <i>supra</i>.</p>	<p>« Un décret fixe les règles minimales de taux et de barème de ces aides.</p> <p>« Art. L. 4382-5. — La région a la charge du fonctionnement et de l'équipement des écoles et instituts mentionnés à l'article L. 4382-3 lorsqu'ils sont publics. Elle peut participer au financement du fonctionnement et de l'équipement de ces établissements lorsqu'ils sont privés.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p> <p>« Art. L. 4382-5. — (Alinéa sans modification).</p>	<p>« Art. L. 4382-5. — (Sans modification).</p>
	<p>« La subvention de fonctionnement et d'équipe-</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
	<p>ment est versée annuellement aux organismes qui gèrent ces écoles et instituts ; les dépenses et les ressources de ces établissements sont identifiées dans un budget spécifique.</p> <p>« Les personnels des écoles et instituts relevant d'un établissement public de santé sont recrutés, gérés et rémunérés par cet établissement selon les dispositions du titre IV du statut général des fonctionnaires. Les écoles et instituts privés recrutent, gèrent et rémunèrent leurs personnels.</p> <p>« Art. L. 4382-6. — Les modalités d'application du présent chapitre sont déterminées par décret en Conseil d'État. »</p>	<p>... dispositions de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière. Les écoles ...</p> <p>« Lorsque l'école ou l'institut relève d'un établissement public mentionné au titre I^{er} ou au titre IV du livre VII du code de l'éducation, les dispositions du présent article et de la dernière phrase de l'article L. 4382-2 du présent code font l'objet d'une convention entre la région et l'établissement public, laquelle tient lieu de l'autorisation et de l'agrément prévus à l'article L. 4382-3 du présent code.</p> <p>« Art. L. 4382-6. — (Sans modification).</p> <p>VI bis (nouveau). — Pour l'application de l'article L. 4382-5 du code de la santé publique tel qu'il résulte du VI, le représentant de l'État dans le département communique aux régions toutes les informations permettant le transfert en connaissance de cause de la charge du fonctionnement de l'équipement des écoles et instituts men-</p>	<p>« Art. L. 4382-6. — (Sans modification).</p> <p>VI bis. — (Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p><i>Art. L. 4151-7.</i> — La formation des personnes qui se préparent à la profession de sage-femme est assurée dans des écoles agréées par l'État et ouvertes aux candidats des deux sexes. Les conditions d'organisation et d'agrément de ces écoles sont fixées par voie réglementaire.</p> <p>L'admission dans ces écoles en vue de la préparation du diplôme d'État de sage-femme est subordonnée au classement en rang utile à l'issue des épreuves de l'examen organisé en fin de première année du premier cycle des études médicales.</p>	<p>VII. — L'article L. 4151-7 du code de la santé publique est ainsi modifié :</p> <p>Au premier alinéa, les mots : « agréés par l'État » sont remplacés par les mots : « agréés par la région ».</p>	<p>tionnés à l'article L. 4382-3 dudit code.</p> <p>VII. — Au premier alinéa de l'article L. 4151-7 du même code, les mots : « agréés par l'État » ...</p>	<p>VII. — <i>(Sans modification).</i></p>
<p><i>Art. L. 4151-7.</i> — Cf. <i>supra.</i></p>	<p>VIII. — Après l'article L. 4151-7 du code de la santé publique, il est inséré deux articles L. 4151-8 et L. 4151-9 ainsi rédigés :</p> <p>« <i>Art. L. 4151-8.</i> — La région est compétente pour attribuer des aides aux étudiants inscrits dans les écoles de formation agréées en application de l'article L. 4151-7. La nature et le niveau de ces aides sont fixés par délibération du conseil régional.</p> <p>« Un décret fixe les règles minimales de taux et de barème de ces aides.</p>	<p>VIII. — ... du même code sont insérés deux ...</p> <p>« <i>Art. L. 4151-8.</i> — ... La nature, le niveau et les conditions d'attribution de ces aides sont fixés par délibération du conseil régional. Aucune condition de résidence ne peut être exigée des étudiants.</p>	<p>VIII. — <i>(Sans modification).</i></p>
	<p>« <i>Art. L. 4151-9.</i> — La région a la charge du fonctionnement et de l'équipement des écoles mentionnées à l'article L. 4151-7 lors-</p>	<p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p>« <i>Art. L. 4151-9.</i> — <i>(Alinéa sans modification).</i></p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Art. L. 4151-7. — Cf. <i>supra</i>.</p>	<p>qu'elles sont publiques. Elle peut participer au financement du fonctionnement et de l'équipement de ces écoles lorsqu'elles sont privées.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	
<p>4^{ème} partie. — Professions de santé. <i>Livre II.</i> — Professions de la pharmacie. <i>Titre IV.</i> — Professions de préparateur en pharmacie. <i>Chapitre II.</i> — Dispositions pénales.</p>	<p>« La subvention de fonctionnement et d'équipement est versée annuellement aux organismes qui gèrent ces écoles ; les dépenses et les ressources de l'école sont identifiées sur un budget spécifique.</p> <p>« Les personnels des écoles relevant d'un établissement public de santé sont recrutés, gérés et rémunérés par cet établissement selon les dispositions du titre IV du statut général des fonctionnaires. Les écoles privées recrutent, gèrent et rémunèrent leurs personnels.</p> <p>« Les modalités d'application du présent article sont déterminées par voie réglementaire. »</p> <p>IX. — Le chapitre II du titre IV du livre II de la quatrième partie du code de la santé publique devient le chapitre III et les articles L. 4242-1 et L. 4242-2 deviennent les articles L. 4243-1 et L. 4243-2.</p> <p>X. — Il est rétabli au sein du titre IV du livre II de la quatrième partie du code de la santé publique un chapitre II ainsi rédigé :</p> <p>« Chapitre II « Compétences respectives de l'État et de la région</p> <p>« Art. L. 4242-1. — L'État fixe les conditions d'accès à la formation des</p>	<p>... dispositions de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière. Les ...</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>IX. — ... du même code devient ...</p> <p>X. — Le chapitre II du titre IV du livre II de la quatrième partie du même code est ainsi rétabli :</p> <p>(Alinéa sans modification). (Alinéa sans modification).</p> <p>« Art. L. 4242-1. — (Sans modification).</p>	<p>IX. — (Sans modification).</p> <p>X. — (Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Art. L. 4382-5. — Cf. <i>supra</i>.</p>	<p>préparateurs en pharmacie hospitalière. Il détermine le programme de formation, l'organisation des études, les modalités d'évaluation des apprentis ou élèves et délivre le diplôme.</p> <p>« La région a la charge du fonctionnement et de l'équipement des centres de formation des préparateurs en pharmacie hospitalière dans les conditions prévues à l'article L. 4382-5.</p>	<p>XI. — (<i>Sans modification</i>).</p>	<p>XI. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>Art. L. 1422-1. — Cf. <i>annexe</i>.</p>	<p>Article 59</p> <p>À titre expérimental et pour une durée de trois ans, Paris ainsi que les communes disposant d'un service communal d'hygiène et de santé mentionné au troisième alinéa de l'article L. 1422-1 du code de la santé publique, et répondant aux conditions de fonctionnement précisées par décret, peuvent demander à mettre en œuvre les procédures de résorption de l'insalubrité définies aux articles L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-26 à L. 1331-31 et L. 1336-3 de ce code et, conjointement, celles concernant la lutte contre la présence de plomb en application des articles L. 1334-1 à L. 1334-6 du même code, dans le cadre d'une convention conclue avec l'État. Cette convention précise les modalités d'application du présent article, et fixe notamment :</p>	<p>Article 59</p> <p>Une expérimentation est engagée dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, pour une durée de quatre ans, afin de permettre aux communes qui en font la demande d'exercer la responsabilité de la politique de résorption de l'insalubrité dans l'habitat.</p>	<p>Article 59</p> <p>(<i>Sans modification</i>).</p>
<p>Art. L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-26 à L. 1331-31 et L. 1336-3. — Cf. <i>annexe</i>.</p>	<p>L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-26 à L. 1331-31 et L. 1336-3 de ce code et, conjointement, celles concernant la lutte contre la présence de plomb en application des articles L. 1334-1 à L. 1334-6 du même code, dans le cadre d'une convention conclue avec l'État. Cette convention précise les modalités d'application du présent article, et fixe notamment :</p>	<p>Peuvent être admises à y participer, à condition d'en avoir fait la demande auprès du représentant de l'État dans le département dans ce délai, Paris et les communes disposant d'un service communal d'hygiène et de santé mentionné au troisième alinéa de l'article L. 1422-1 du code de la santé publique. Un décret fixe la liste des collectivités retenues.</p>	
<p>Art. L. 1334-1 à L. 1334-6. — Cf. <i>annexe</i>.</p>	<p>Cette convention précise les modalités d'application du présent article, et fixe notamment :</p>	<p>Dans le cadre de l'expérimentation, ces collectivités sont habilitées à mettre en œuvre les procédures de ré-</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Code de la construction et de l'habitation</p> <p>Art. L. 301-3. — Cf. annexe.</p> <p>Art. L. 301-5-1 et L. 301-5-2. — Cf. supra art. 49 du projet de loi.</p>	<p>1° Les objectifs prioritaires de lutte contre le saturnisme infantile et l'insalubrité dans la commune ;</p> <p>2° Les engagements financiers provisionnels de la commune et de l'État. À cette fin les dotations de l'État et de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat sont prévues, en tant que de besoin, dans le cadre des dispositions des articles L. 301-3, L. 301-5-1 et L. 301-5-2 du code de la construction et de l'habitation ;</p> <p>3° Les conditions de mise en place de dispositifs d'observation de l'habitat insalubre et de l'habitat exposé aux risques d'accessibilité au plomb ;</p> <p>4° Les conditions dans lesquelles il est rendu compte annuellement de son exécution et les conditions dans lesquelles une évaluation sera effectuée au terme de son application.</p> <p>À Paris, la convention, conclue avec l'État, précise également les conditions dans lesquelles est assurée l'instruction des dossiers</p>	<p>sorption de l'insalubrité et de lutte contre la présence de plomb, respectivement définies aux articles L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-26 à L. 1331-31 et L. 1336-3, ainsi qu'aux articles L. 1334-1 à L. 1334-6 du même code.</p> <p>À cette fin, elles signent avec l'État une convention qui fixe :</p> <p>1° (Sans modification).</p> <p>2° ... financiers prévisionnels de la ...</p> <p>3° (Sans modification).</p> <p>4° (Sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Code de la santé publique</p> <p>Art. L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-26 à L. 1331-31, L. 1334-1 à L. 1334-6 et L. 1336-3. — Cf. annexe.</p>	<p>d'insalubrité et de lutte contre le saturnisme.</p> <p>Pour l'exécution de cette convention, le maire exerce les responsabilités dévolues au préfet par les articles L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-26 à L. 1331-31, L. 1334-1 à L. 1334-6 ainsi que par l'article L. 1336-3 du code de la santé publique. Les arrêtés et mesures pris en application de ces articles sont notifiés au représentant de l'État dans le département.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	
<p>Code de la construction et de l'habitation</p> <p>Art. L. 521-3. — Cf. annexe.</p>	<p>Dans les cas mentionnés aux articles L. 1334-4 du code de la santé publique et L. 521-3 du code de la construction et de l'habitation, en cas de défaillance du propriétaire, l'hébergement ou le relogement des occupants est assuré par la commune.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	
<p>Code de l'éducation</p> <p>Art. L. 211-1. — L'éducation est un service public de l'État, sous réserve des compétences attribuées aux collectivités territoriales.</p>	<p style="text-align: center;">TITRE IV</p> <p style="text-align: center;">L'ÉDUCATION ET LA CULTURE</p> <p style="text-align: center;">CHAPITRE I^{er}</p> <p style="text-align: center;">Les enseignements</p> <p style="text-align: center;">Article 60</p> <p>L'article L. 211-1 du code de l'éducation est ainsi rédigé :</p> <p style="text-align: center;">« Art. L. 211-1. — L'éducation est un service public national, dont l'organisation et le fonctionnement sont assurés par l'État, sous réserve des com-</p>	<p>Dans un délai de six mois avant le terme de l'expérimentation, le Gouvernement remet au Parlement un rapport d'évaluation assorti des observations des collectivités concernées.</p> <p style="text-align: center;">TITRE IV</p> <p style="text-align: center;">L'ÉDUCATION ET LA CULTURE</p> <p style="text-align: center;">CHAPITRE I^{er}</p> <p style="text-align: center;">Les enseignements</p> <p style="text-align: center;">Article 60</p> <p style="text-align: center;">I. — L'article ...</p> <p style="text-align: center;">« Art. L. 211-1. — (Alinéa sans modification).</p>	<p style="text-align: center;">TITRE IV</p> <p style="text-align: center;">L'ÉDUCATION, LA CULTURE ET LE SPORT</p> <p style="text-align: center;">(amendement n° 378)</p> <p style="text-align: center;">CHAPITRE I^{er}</p> <p style="text-align: center;">Les enseignements</p> <p style="text-align: center;">Article 60</p> <p style="text-align: center;">(Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
	<p>pétences attribuées par le présent code aux collectivités territoriales pour les associer au développement de ce service public.</p> <p>« L'État assume notamment les missions suivantes :</p> <p>« 1° La définition des voies de formation, la fixation des programmes nationaux, l'organisation et le contenu des enseignements ;</p> <p>« 2° La définition et la délivrance des diplômes nationaux et la collation des grades et titres universitaires ;</p> <p>« 3° Le recrutement et la gestion des personnels qui relèvent de sa responsabilité ;</p> <p>« 4° La répartition des moyens qu'il consacre à l'éducation, afin d'assurer en particulier l'égalité d'accès au service public ;</p> <p>« 5° Le contrôle et l'évaluation des politiques éducatives, en vue d'assurer la cohérence d'ensemble du système éducatif.</p> <p>« Tous les deux ans à compter de l'entrée en vigueur des dispositions de la loi n° du relative aux responsabilités locales, le Gouvernement transmet au Parlement un rapport évaluant les effets de l'exercice des compétences décentralisées sur le fonctionnement du système éducatif et sur la qualité du service rendu aux usagers. Le Conseil supérieur de l'éducation, le Conseil territorial de l'éducation nationale et le Conseil national de</p>	<p>... assume, dans le cadre de ses compétences, des missions qui comprennent :</p> <p>« 1° <i>(Sans modification)</i>.</p> <p>« 2° <i>(Sans modification)</i>.</p> <p>« 3° <i>(Sans modification)</i>.</p> <p>« 4° <i>(Sans modification)</i>.</p> <p>« 5° <i>(Sans modification)</i>.</p> <p><i>(Alinéa sans modification)</i>.</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>—</p> <p><i>Art. L. 231-1.</i> — Le Conseil supérieur de l'éducation est obligatoirement consulté et peut donner son avis sur toutes les questions d'intérêt national concernant l'enseignement ou l'éducation quel que soit le département ministériel intéressé.</p>	<p>—</p> <p>l'enseignement agricole sont saisis pour avis de ce rapport. »</p>	<p>—</p> <p>II (<i>nouveau</i>). — L'article L. 231-1 du même code est complété par un alinéa ainsi rédigé :</p>	<p>—</p>
<p>Il donne des avis sur les objectifs et le fonctionnement du service public de l'éducation.</p>		<p>« Il est saisi pour avis du rapport d'évaluation mentionné à l'article L. 211-1. »</p>	
<p>Code rural</p>		<p>III (<i>nouveau</i>). — Après le premier alinéa de l'article L. 814-2 du code rural, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :</p>	
<p><i>Art. L. 814-2.</i> — Le Conseil national de l'enseignement agricole peut être saisi pour avis de toute question de son ressort par un quart de ses membres ou par le Gouvernement. Il donne obligatoirement son avis sur tout avant-projet de loi ou de décret concernant l'enseignement agricole.</p>		<p>« Il est saisi pour avis du rapport d'évaluation mentionné à l'article L. 211-1 du code de l'éducation. »</p>	
<p>Il donne un avis sur le projet de schéma prévisionnel national des formations de l'enseignement agricole. Ce schéma, qui tient compte des besoins de formation exprimés par les régions, est arrêté pour une période de cinq années par le ministre de l'agriculture. La conduite du dispositif national de l'enseignement général, technologique et professionnel et de la formation professionnelle agricoles est assurée par l'État sur le fondement de ce schéma.</p>			
<p>En cas de modifications substantielles, au cours de la période de validité du</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>schéma, des bases qui ont servi à son établissement, ce schéma peut faire l'objet de modifications partielles sur proposition du Conseil national de l'enseignement agricole.</p> <p>Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'État.</p>	<p>Article 61</p> <p>Au titre III du livre II du code de l'éducation, le chapitre IX est remplacé par les dispositions suivantes :</p> <p>« Chapitre IX</p> <p>« Le Conseil territorial de l'éducation nationale et les autres instances consultatives</p> <p>« Art. L. 239-1. — Le Conseil territorial de l'éducation nationale est composé de représentants de l'État, des régions, des départements, des communes et, le cas échéant, des établissements publics de coopération intercommunale.</p> <p>« Il peut être consulté sur toute question intéressant les collectivités territoriales dans le domaine éducatif. Il est tenu informé des initiatives prises par les collectivités territoriales et il formule toutes recommandations destinées à favoriser l'égalité des usagers devant le service public de l'éducation. Il est saisi pour avis du rapport d'évaluation mentionné à l'article L. 211-1 du présent code. Il invite à ses travaux des représentants du personnel et des usagers.</p>	<p>Article 61</p> <p>Le titre éducation est complété par un chapitre IX ainsi rédigé :</p> <p>(Alinéa sans modification). (Alinéa sans modification).</p> <p>« Art. L. 239-1. —</p> <p>... et des ...</p> <p>... favoriser, en particulier, l'égalité ...</p> <p>... L. 211-1. II ...</p> <p>... représentants des personnels et ...</p>	<p>Article 61</p> <p>(Sans modification).</p>
<p>Code de l'éducation</p>			
<p><i>Livre II.</i> — L'administration de l'éducation</p> <p><i>Titre III.</i> — Les organismes collégiaux nationaux et locaux</p> <p><i>Chapitre IX.</i> — Les autres instances consultatives</p>			
<p>Art. L. 211-1. — Cf. <i>supra</i>.</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p><i>Art. L. 214-1.</i> — Le conseil régional établit et transmet au représentant de l'État dans la région, après accord des départements et compte tenu des orientations fixées par le plan, le schéma prévisionnel des formations des collèges, des lycées et des établissements d'éducation spéciale, des lycées professionnels maritimes et des établissements d'enseignement agricole visés à l'article L. 811-8 du code rural.</p>	<p>« Un décret précise la composition et les règles de fonctionnement de ce conseil ainsi que les conditions de nomination de ses membres. »</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>Article 62 (Sans modification).</p>
<p>Le conseil régional associe les représentants désignés par les établissements d'enseignement privés sous contrat à l'élaboration du schéma prévisionnel des formations</p>	<p>Article 62</p> <p>Le premier alinéa de l'article L. 214-1 du code de l'éducation est ainsi rédigé :</p>	<p>Article 62</p> <p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>Article 62 (Sans modification).</p>
<p>Code de la santé publique</p> <p><i>Art. L. 4151-7, L. 4242-1 et L. 4382-1.</i> — Cf. <i>supra</i> art. 58 du projet de loi.</p>	<p>« Compte tenu des orientations nationales et après accord des conseils généraux pour les établissements relevant de leur compétence, le conseil régional adopte et transmet au représentant de l'État dans la région, le schéma prévisionnel des formations des collèges, des lycées et des établissements d'éducation spéciale, des lycées professionnels maritimes, des établissements dispensant des formations sanitaires mentionnées aux articles L. 4151-7, L. 4242-1 et L. 4382-1 du code de la santé publique, des formations sociales mentionnées à l'article L. 451-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements d'enseignement agricole mentionnés aux articles L. 811-8, L. 813-8 et L. 813-9 du code rural. »</p>	<p>... maritimes et des établissements d'enseignement agricole mentionnés aux articles L. 811-8 et L. 813-1 du code rural. »</p>	<p>Article 63 (Sans modification).</p>
<p>Code de la santé publique</p> <p><i>Art. L. 4151-7, L. 4242-1 et L. 4382-1.</i> — Cf. <i>supra</i> art. 58 du projet de loi.</p>	<p>Article 63</p> <p>Le code de l'éducation est ainsi modifié :</p>	<p>Article 63</p> <p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>Article 63 (Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p align="center">—</p> <p>Code de l'action sociale et des familles</p> <p><i>Art. L. 451-1. — Cf. supra art. 42 du projet de loi.</i></p>			
<p>Code rural</p> <p><i>Art. L. 811-8. — Cf. infra art. 69 du projet de loi.</i></p> <p><i>L. 813-8 et L. 813-9. — Cf. annexe.</i></p>			
<p>Code de l'éducation</p> <p><i>Art. L. 234-1. — Le conseil de l'éducation nationale institué dans chaque académie comprend des représentants des communes, départements et régions, des personnels et des usagers.</i></p> <p>La présidence est exercée par le représentant de l'État ou le représentant de la collectivité concernée selon que les questions soumises aux délibérations du conseil sont de la compétence de l'État, du département ou de la région.</p> <p>Un décret en Conseil d'État précise notamment l'organisation et les compétences de ce conseil. Ce décret peut comporter les adaptations rendues nécessaires par l'organisation particulière de Paris, de la Corse et des départements d'outre-mer.</p> <p><i>Art. L. 231-6. — Le Conseil supérieur de l'éducation statue en appel et en der-</i></p>	<p>I. — À l'article L. 234-1, il est inséré, après le deuxième alinéa, un alinéa ainsi rédigé :</p> <p>« Ce conseil peut siéger en formations restreintes. »</p>	<p>I. — Après le deuxième alinéa de l'article L. 234-1, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>nier ressort :</p> <p>1° Sur les jugements rendus en matière contentieuse et en matière disciplinaire par les conseils académiques de l'éducation nationale ;</p> <p>2° Sur les décisions disciplinaires et contentieuses rendues par les comités départementaux de l'emploi ;</p> <p>3° Sur les décisions prises par la commission des titres d'ingénieurs relativement aux écoles privées légalement ouvertes qui demandent à délivrer les diplômes d'ingénieur.</p> <p><i>Art. L. 234-2.</i> — Le conseil de l'éducation nationale, institué dans chaque académie par l'article L. 234-1, lorsqu'il exerce les compétences prévues par l'article L. 234-3, comprend, sous la présidence du recteur :</p> <p>1° Un président d'université nommé par le recteur ;</p> <p>2° Deux inspecteurs d'académie-inspecteurs pédagogiques régionaux, dont un chargé de l'enseignement technique, et un inspecteur de l'éducation nationale nommés par le recteur ;</p> <p>3° Quatre représentants des personnels de l'enseignement public du premier et du second degré, élus en son sein par le conseil de l'éducation nationale dans chaque académie parmi les personnels enseignants titulaires de l'éducation nationale ;</p>	<p>II. — Le 2° de l'article L. 231-6 est supprimé et le 3° devient 2°.</p> <p>III. — À la fin du deuxième alinéa du 4° de l'article L. 234-2, la phrase suivante est ajoutée :</p>	<p>II. — ... est abrogé et le 3° devient le 2°.</p> <p>III. — Le sixième alinéa de l'article L. 234-2 est complété par une phrase ainsi rédigée :</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>4° Trois représentants des personnels enseignants des établissements d'enseignement privés sous contrat, nommés par le recteur sur proposition des organisations syndicales les plus représentatives, proportionnellement aux résultats des élections professionnelles, et un représentant des personnels de direction en fonction dans les établissements d'enseignement privés hors contrat, nommé par le recteur sur proposition de l'organisation la plus représentative.</p>	<p>« Lorsque le conseil exerce des compétences relatives aux centres de formation des apprentis, un représentant de ces centres nommé par le recteur lui est adjoint. »</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	
<p>La durée du mandat des membres nommés ou élus est de trois ans. Les membres nommés ou élus qui cessent, pour quelque cause que ce soit, notamment parce qu'ils ont perdu la qualité en laquelle ils ont été nommés, de faire partie du conseil avant le terme normal de leur mandat sont remplacés dans leurs fonctions. Le mandat de leurs successeurs expire lors du renouvellement général.</p>			
<p>Art. L. 234-3. — Le conseil institué dans chaque académie, siégeant dans la formation prévue à l'article L. 234-2, est compétent pour se prononcer sur :</p>	<p>IV. — Le 4° de l'article L. 234-3 est ainsi rédigé :</p>	<p>IV. — (Alinéa sans modification).</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>1° L'interdiction de diriger ou d'enseigner à titre temporaire ou définitif prévue par l'article L. 914-6 ;</p>			
<p>2° Les sanctions prévues par décret pour les manquements aux dispositions relatives au contrôle de la fréquentation et de l'assiduité scolaire ;</p>			
<p>3° L'interdiction, pour une durée d'un an au plus, de diriger ou d'enseigner prononcée à l'encontre d'un membre de l'enseignement privé à distance, ainsi que la fermeture de l'établissement pour la même durée maximale, prévues par l'article L. 444-9 ;</p>			
<p>4° L'opposition à l'ouverture des établissements d'enseignement privés prévue par les articles L. 441-3 et L. 441-7.</p>	<p>« 4° L'opposition à l'ouverture des établissements d'enseignements privés prévus par les articles L. 441-3, L. 441-7 et L. 441-12. »</p>	<p>« 4° (<i>Sans modification</i>).</p>	
<p><i>Art. L. 441-3 et L. 441-7. — Cf. annexe.</i></p>			
<p><i>Art. L. 441-12. — Cf. infra.</i></p>			

Tableau comparatif – 5^{ème} partie

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p><i>Livre II. — Administration de l'éducation</i></p>			
<p><i>Titre III. — Les organismes collégiaux nationaux et locaux</i></p>			
<p><i>Chapitre VII. — Les instances consultatives en matière de formation professionnelle</i></p>			
<p><i>Section 2. — Les ins-</i></p>	<p>V. — La section 2 : « les instances consultatives départementales » du chapitre VII du titre III du livre II et l'article L. 237-2 sont abrogés.</p>	<p>V. — La section 2 du chapitre VII du titre III du livre II et l'article ...</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>tances consultatives départementales</p>			
<p><i>Art. L. 237-2.</i> — Les comités départementaux de l'emploi sont notamment appelés à donner leur avis sur les demandes de reconnaissance par l'État présentées par les établissements d'enseignement technique privés et par les établissements d'enseignement et de formation professionnelle agricoles privés.</p>			
<p>Les attributions juridictionnelles de ces comités sont exercées par des commissions spécialisées, présidées par un représentant de l'administration et composées d'un nombre égal, d'une part, de représentants des enseignants publics et privés, d'autre part, des organismes et des organisations professionnels d'employeurs et de salariés et, en troisième lieu, de représentants de l'administration.</p>			
<p><i>Art. L. 335-8.</i> — Les structures de l'enseignement, les programmes et la sanction des études relevant des enseignements technologiques et professionnels sont établis et périodiquement révisés en fonction des résultats obtenus, de l'évolution de la société et du progrès scientifique, technique, économique et social.</p>	<p>VI. — Le dernier alinéa de l'article L. 335-8 est ainsi rédigé :</p>	<p>VI. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>	
<p>À cette fin, une concertation permanente est organisée entre l'État, les compagnies consulaires, les chambres de métiers, les chambres d'agriculture, les organisations professionnelles d'employeurs et de salariés, les organisations fami-</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>liales et les représentants de l'enseignement.</p>	<p>« Au niveau régional, cette concertation est réalisée au sein des comités régionaux de coordination de l'emploi et de la formation professionnelle, ainsi que, pour les formations assurées par les établissements d'enseignement supérieur, dans le cadre des conseils académiques de l'éducation nationale. »</p>	<p>... comités de coordination régionaux de l'emploi ...</p>	
<p><i>Art. L. 441-11.</i> — Le demandeur adresse la déclaration mentionnée à l'article L. 441-10 au représentant de l'État dans le département, au procureur de la République et au recteur de l'académie. Il y joint en outre, pour le représentant de l'État dans le département, un acte de naissance, ses diplômes, l'extrait de son casier judiciaire, l'indication des lieux où il a résidé et des professions qu'il a exercées pendant les dix années précédentes, les programmes et l'horaire de l'enseignement qu'il se propose de donner, le plan des locaux affectés à l'établissement et, s'il appartient à une association, une copie des statuts de cette association.</p>	<p>VII. — Au deuxième alinéa de l'article L. 441-11, les mots : « l'inspecteur de l'éducation nationale désigné par » sont supprimés.</p>	<p>VII. — (<i>Sans modification</i>).</p>	
<p>Le représentant de l'État dans le département, le procureur de la République et l'inspecteur de l'éducation nationale désigné par le recteur peuvent former opposition à l'ouverture d'un établissement d'enseignement technique privé, dans l'intérêt de l'ordre public, des bonnes mœurs ou de l'hygiène ou lorsqu'il résulte des programmes de l'enseignement que l'établissement projeté n'a pas le</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>caractère d'un établissement d'enseignement technique.</p>			
<p>À défaut d'opposition, l'établissement est ouvert, à l'expiration d'un délai de deux mois, sans autre formalité ; ce délai a pour point de départ le jour où la dernière déclaration a été adressée par le demandeur au représentant de l'État dans le département, au procureur de la République ou au recteur.</p>			
<p><i>Art. L. 441-12.</i> — Les oppositions à l'ouverture d'un établissement d'enseignement technique privé sont jugées contradictoirement par le comité départemental de l'emploi dans le délai d'un mois.</p>	<p>VIII. — L'article L. 441-12 est ainsi rédigé :</p> <p>« <i>Art. L. 441-12.</i> — Les oppositions à l'ouverture d'un établissement d'enseignement technique privé sont jugées contradictoirement par le conseil académique de l'éducation nationale dans le délai d'un mois.</p>	<p>VIII. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>« <i>Art. L. 441-12.</i> — (<i>Sans modification</i>).</p>	
<p>Appel de la décision rendue peut être interjeté dans les dix jours à partir de la notification de cette décision. L'appel est reçu par le représentant de l'État dans le département qui doit le transmettre sans délai. Il est soumis au Conseil supérieur de l'éducation et jugé contradictoirement dans le délai d'un mois.</p>	<p>« Appel de la décision rendue peut être interjeté dans les dix jours à partir de la notification de cette décision. Il est soumis au Conseil supérieur de l'éducation et jugé contradictoirement dans le délai d'un mois.</p>		
<p>Le demandeur peut se faire assister ou représenter par un conseil devant le comité départemental et devant le Conseil supérieur de l'éducation.</p>	<p>« Le demandeur peut se faire assister ou représenter par un conseil devant le conseil académique de l'éducation nationale et devant le conseil supérieur de l'éducation.</p>		
<p>En aucun cas l'ouverture ne peut avoir lieu avant la décision d'appel.</p>	<p>« En cas d'appel, l'ouverture ne peut avoir lieu avant la décision du conseil supérieur de l'éducation. »</p>		
<p><i>Art. L. 441-13.</i> — Le fait d'ouvrir ou de diriger un</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>établissement d'enseignement technique privé sans remplir les conditions prescrites par les articles L. 911-5 et L. 914-5 et par la présente section est puni de 3750 euros d'amende.</p>	<p>IX. — Au dernier alinéa de l'article L. 441-13, les mots : « comité départemental de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi » sont remplacés par les mots : « conseil académique de l'éducation nationale ».</p>	<p>IX. — ... départemental de l'emploi » sont ...</p>	
<p>L'établissement sera fermé.</p>			
<p>Est puni de la peine prévue au premier alinéa le fait, pour toute personne, dans le cas d'opposition formée à l'ouverture de son établissement, de l'avoir ouvert avant qu'il ait été statué sur cette opposition, ou malgré la décision du comité départemental de l'emploi qui aurait accueilli l'opposition, ou avant la décision d'appel.</p>			
<p><i>Art. L. 914-6.</i> — Toute personne attachée à l'enseignement ou à la surveillance d'un établissement d'enseignement privé du premier ou du second degré ou d'un établissement d'enseignement supérieur privé peut, sur la plainte de l'inspecteur d'académie, du recteur, du représentant de l'État dans le département ou du ministère public, être traduit devant le conseil académique de l'éducation nationale pour faute grave dans l'exercice de ses fonctions, inconduite ou immoralité ou lorsque son enseignement est contraire à la morale et aux lois ou, s'agissant d'un professeur d'un établissement d'enseignement supérieur privé, pour désordre grave occasionné ou toléré par lui dans son cours.</p>			
<p>Elle peut recevoir un blâme, avec ou sans publicité,</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>ou être interdite de l'exercice de sa profession temporairement ou définitivement, sans préjudice des peines encourues pour crimes ou délits prévus par le code pénal et indépendamment des poursuites pénales prévues aux articles L. 731-11 et L. 731-12 du présent code. L'enseignant du premier degré privé est interdit de l'exercice de sa profession, soit dans la commune où il exerce, soit dans le département, selon la gravité de la faute commise.</p> <p>Appel de la décision rendue peut toujours avoir lieu devant le Conseil supérieur de l'éducation. Cet appel n'est pas suspensif.</p>	<p>X. — À l'article L. 914-6, la dernière phrase du dernier alinéa est supprimée.</p>	<p>X. — <i>(Sans modification)</i>.</p>	
<p>Le présent article est également applicable à tout chef d'établissement d'enseignement du second degré privé ou d'enseignement technique privé. Les chefs d'établissement d'enseignement technique sont traduits, sur la plainte des inspecteurs généraux de l'éducation nationale, devant le comité départemental de l'emploi.</p>	<p>Article 64</p>	<p>Article 64</p>	<p>Article 64</p>
<p>Art. L. 213-3. — Le département est propriétaire des locaux dont il a assuré la construction et la reconstruction.</p>	<p>I. — Il est ajouté à l'article L. 213-3 du code de l'éducation deux alinéas ainsi rédigés :</p> <p>« Les biens immobiliers des collèges appartenant à l'État à la date d'entrée en vigueur de la loi n° du relative aux responsabilités locales lui sont transférés à titre gratuit. Ce transfert ne donne lieu au versement d'aucun</p>	<p>I. — L'article L. 213-3 du code de l'éducation est complété par quatre alinéas ...</p> <p>... transférés en pleine propriété à titre...</p>	<p>I. — <i>(Alinéa sans modification)</i>.</p> <p><i>(Alinéa sans modification)</i>.</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Art. L. 214-7. — La région est propriétaire des locaux dont elle a assuré la construction et la reconstruction.</p>	<p>droit, taxe ou honoraire.</p> <p>« Les biens immobiliers des collèges appartenant à une commune ou un groupement de communes peuvent être transférés au département, à titre gratuit et sous réserve de l'accord des parties. Ce transfert ne donne lieu au versement d'aucun droit, taxe ou honoraire. »</p>	<p>... transférés en pleine propriété au département ...</p> <p>... parties. Lorsque le département effectue sur ces biens des travaux de construction, de reconstruction, d'extension ou des grosses réparations, ce transfert est de droit et ne donne lieu au versement d'aucun droit, taxe ou honoraire.</p>	<p>... reconstruction ou d'extension, ce ...</p> <p>(amendement n° 379)</p>
		<p>« <i>Préalablement au transfert, un état des risques d'accessibilité au plomb et un état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits de la construction contenant de l'amiante sont communiqués à la collectivité ou au groupement de collectivités bénéficiaire du transfert de propriété. Un état parasitaire mentionnant la présence des termites lui est également communiqué, lorsque les biens immobiliers faisant l'objet du transfert sont situés dans l'un des secteurs visés à l'article L. 133-1 du code de la construction et de l'habitation.</i></p>	<p>Alinéa supprimé.</p>
	<p>II. — Il est ajouté à l'article L. 214-7 du code de l'éducation deux alinéas ainsi rédigés :</p>	<p>II. — L'article L. 214-7 du même code est complété par deux ...</p>	<p>Alinéa supprimé. (amendement n° 380)</p> <p>II. — (Alinéa sans modification).</p>
	<p>« Les biens immobiliers des lycées appartenant à</p>	<p>... immobiliers des établissements visés</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p><i>Art. L. 131-5.</i> — Les personnes responsables d'un enfant soumis à l'obligation scolaire définie à l'article L. 131-1 doivent le faire inscrire dans un établissement d'enseignement public ou privé, ou bien déclarer au maire et à l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale, qu'elles lui feront donner l'instruction dans la famille. Dans ce cas, il est exigé une déclaration annuelle.</p> <p>Les mêmes formalités doivent être accomplies dans les huit jours qui suivent tout changement de résidence ou de choix d'instruction.</p> <p>La présente obligation s'applique à compter de la rentrée scolaire de l'année civile où l'enfant atteint l'âge de six ans.</p> <p>Les familles domiciliées à proximité de deux ou</p>	<p>l'État lui sont transférés à titre gratuit. Ce transfert ne donne lieu au versement d'aucun droit, taxe ou honoraire.</p> <p>« Les biens immobiliers des lycées appartenant à un département, une commune ou un groupement de communes peuvent être transférés à la région, à titre gratuit et sous réserve de l'accord des parties. Ce transfert ne donne lieu au versement d'aucun droit, taxe ou honoraire. »</p>	<p>à l'article L. 214-6 appartenant à l'État à la date d'entrée en vigueur de la loi n° du relative aux responsabilités locales lui sont transférés en pleine propriété à titre gratuit. Ce transfert ...</p> <p>... immobiliers des établissements visés à l'article L. 214-6 appartenant ...</p> <p>... transférés en pleine propriété à la région ...</p> <p>... parties. Lorsque la région effectue sur ces biens des travaux de construction, de reconstruction, d'extension ou des grosses réparations, ce transfert est de droit et ne donne ...</p>	<p>... reconstruction ou d'extension, ce ...</p> <p>(amendement n° 379)</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>plusieurs écoles publiques ont la faculté de faire inscrire leurs enfants à l'une ou l'autre de ces écoles, qu'elle soit ou non sur le territoire de leur commune, à moins qu'elle ne compte déjà le nombre maximum d'élèves autorisé par voie réglementaire.</p>	<p>Article 65</p>	<p>Article 65</p>	<p>Article 65</p>
<p>Toutefois, dans les communes qui ont plusieurs écoles publiques, le ressort de chacune de ces écoles étant déterminé par arrêté du maire, les familles doivent se conformer aux dispositions de cet arrêté.</p>	<p>I. — Au cinquième alinéa de l'article L. 131-5 et à l'article L. 212-7 du code de l'éducation, les mots : « par arrêté du maire » sont remplacés par les mots : « par délibération du conseil municipal ».</p>	<p>I. — L'article L. 131-5 du code de l'éducation est ainsi modifié :</p>	<p>(Sans modification).</p>
<p>Lorsque, dans une agglomération, il existe plusieurs écoles maternelles ou élémentaires, l'inscription des élèves, dans les écoles publiques ou privées, se fait sur présentation d'un certificat d'inscription sur la liste scolaire prévue à l'article L. 131-6. Ce certificat est délivré par le maire, qui y indique l'école que l'enfant doit fréquenter.</p>		<p>1° Les deux derniers alinéas sont ainsi rédigés :</p>	
		<p>« Toutefois, lorsque le ressort des écoles publiques a été déterminé conformément aux dispositions de l'article L. 212-7, les familles doivent se conformer à la délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, déterminant le ressort de chacune de ces écoles.</p>	
		<p>« Lorsque le ressort des écoles publiques a été déterminé conformément aux dispositions de l'article L. 212-7, l'inscription des élèves, dans les écoles publiques ou privées, se fait sur présentation d'un certificat d'inscription sur la liste scolaire prévue à l'article L. 131-6. Ce certificat est délivré par le maire, qui y indique l'école que l'enfant doit fréquenter. » ;</p>	
		<p>2° Il est complété par un alinéa ainsi rédigé :</p>	
		<p>« La domiciliation des parents à l'étranger ne peut être une cause de refus d'inscription d'un enfant soumis à</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p><i>Art. L. 212-7.</i> — Dans les communes qui ont plusieurs écoles publiques, le ressort de chacune de ces écoles est déterminé par arrêté du maire. L'inscription des élèves par les personnes responsables de l'enfant au sens de l'article L. 131-4 se fait conformément aux dispositions de l'article L. 131-5.</p>	<p>II. — Il est ajouté au second alinéa de l'article L. 131-6 du code de l'éducation la phrase suivante :</p>	<p>l'obligation scolaire. Chaque enfant est inscrit soit dans la commune où ses parents ont une résidence soit dans celle du domicile de la personne qui en a la garde, soit dans celle où est situé un établissement ou une section d'établissement destinés plus particulièrement aux enfants de Français de l'étranger. »</p>	
<p><i>Art. L. 131-6.</i> — Chaque année, à la rentrée scolaire, le maire dresse la liste de tous les enfants résidant dans sa commune et qui sont soumis à l'obligation scolaire.</p>	<p>« Elles précisent l'école ou l'établissement que l'enfant fréquente à moins qu'elles ne déclarent lui faire donner l'instruction dans la</p>	<p>I <i>bis</i> (nouveau). — La première phrase de l'article L. 212-7 du même code est remplacée par deux phrases ainsi rédigées :</p>	<p>« Dans les communes qui ont plusieurs écoles publiques, le ressort de chacune de ces écoles est déterminé par délibération du conseil municipal. Lorsque les dépenses de fonctionnement des écoles publiques ont été transférées à un établissement public de coopération intercommunale sur le territoire duquel il existe plusieurs écoles publiques, le ressort de chacune de ces écoles est déterminé par délibération de l'organe délibérant de cet établissement. »</p>
<p>Les personnes responsables doivent y faire inscrire les enfants dont elles ont la garde.</p>	<p>II. — Supprimé.</p>		

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Art. L. 213-1. — Le conseil général établit, après accord de chacune des communes concernées ou, le cas échéant, de chacun des établissements publics de coopération intercommunale concernés par les projets situés sur leur territoire, le programme prévisionnel des investissements relatifs aux collèges qui résulte du schéma prévisionnel des formations mentionné à l'article L. 214-1 du présent code.</p>	<p>famille. »</p> <p>Article 66</p> <p>I. — Le deuxième alinéa de l'article L. 213-1 du code de l'éducation est remplacé par les dispositions suivantes :</p>	<p>Article 66</p> <p>I. — L'article ...</p> <p>... est</p> <p>ainsi modifié :</p> <p>1° Le deuxième alinéa est ainsi rédigé :</p>	<p>Article 66</p> <p>I. — <i>(Sans modification)</i>.</p>
<p>À ce titre, le conseil général définit la localisation des établissements, leur capacité d'accueil et le mode d'hébergement des élèves.</p>	<p>« À ce titre, le conseil général arrête après avis du conseil départemental de l'éducation nationale, en tenant compte de critères d'équilibre démographique, économique et social, la localisation des établissements, leur capacité d'accueil, leur secteur de recrutement et le mode d'hébergement des élèves. »</p>	<p><i>(Alinéa sans modification)</i>.</p>	
<p>Les dispositions de l'article L. 214-4 sont applicables au département pour les collèges.</p>	<p>II. — L'article L. 213-1 du code de l'éducation est complété par un alinéa ainsi rédigé :</p> <p>« Toutefois les autorités compétentes de l'État affectent les élèves dans les collèges publics. »</p>	<p>2° Il est complété par un alinéa...</p> <p><i>(Alinéa sans modification)</i>.</p>	
		<p>II (nouveau). — <i>Après l'article L. 213-12 du même code, il est inséré un article L. 213-12-1 ainsi rédigé :</i></p>	<p>II. — Supprimé.</p> <p>(amendement n° 381)</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p><i>Art. L. 213-2.</i> — Le département a la charge des collèges. À ce titre, il en assure la construction, la reconstruction, l'extension, les grosses réparations, l'équipement et le fonctionnement, à l'exception, d'une part, des dépenses pédagogiques à la charge de l'État dont la liste est arrêtée par décret et, d'autre part, des dépenses de personnels sous réserve des dispositions de l'article L. 216-1.</p>	<p>Article 67</p> <p>I. — Après le premier alinéa de l'article L. 213-2 du code de l'éducation, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :</p>	<p>« Art. L. 213-12-1. — Les collectivités territoriales peuvent participer au financement des frais de transport collectif des élèves vers les établissements scolaires dont elles ont la charge.</p> <p>« Une convention avec le conseil général ou l'autorité compétente pour l'organisation des transports scolaires prévoit les conditions de participation de la région, des communes et de leurs groupements au financement de ces transports scolaires. »</p> <p>Article 67</p> <p>I. —</p> <p>... est inséré un ...</p>	<p>Article 67</p> <p>I. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>Pour la construction, la reconstruction, l'extension, les grosses réparations ainsi que l'équipement de ces établissements, le département peut confier à l'État, dans les conditions définies par les articles 3</p>	<p>« Le département assure l'accueil, la restauration, l'hébergement ainsi que l'entretien général et technique dans les collèges dont il a la charge. »</p>	<p>... et technique, à l'exception des missions d'encadrement et de surveillance des élèves, dans ...</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>et 5 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, l'exercice, en son nom et pour son compte, de tout ou partie de certaines attributions de la maîtrise d'ouvrage.</p>			
<p>Dans ce cas, le département bénéficie du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre des dépenses d'investissement correspondantes.</p>			
<p>Le département bénéficie également du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre des dépenses d'investissement qu'il verse aux établissements publics locaux d'enseignement qui lui sont rattachés, en vue de la construction, la reconstruction et les grosses réparations de ces établissements.</p>			
<p><i>Art. L. 421-23. — Cf. infra.</i> <i>Art. L. 913-1. — Cf. annexe.</i></p>	<p>II. — Il est ajouté au code de l'éducation un article L. 213-2-1 ainsi rédigé :</p> <p>« <i>Art. L. 213-2-1. —</i> Le département assure le recrutement et la gestion des personnels techniciens, ouvriers et de service exerçant leurs missions dans les collèges. Ces personnels sont membres de la communauté éducative et concourent directement aux missions du service public de l'éducation nationale dans les conditions fixées au II de l'article L. 421-23 et à l'article L. 913-1. »</p>	<p>II. — Après l'article L. 213-2 du même code, il est inséré un article L. 213-2-1...</p> <p>« <i>Art. L. 213-2-1. —</i></p> <p>... fixées à l'article ...</p>	<p>II. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. L. 214-6. — La</i></p>	<p>III. — Après le premier alinéa de l'article L. 214-6 du code de l'éduca-</p>	<p>III. — ... du même code, il est insé-</p>	<p>III. — (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>région a la charge des lycées, des établissements d'éducation spéciale et des lycées professionnels maritimes. Elle en assure la construction, la reconstruction, l'extension, les grosses réparations, l'équipement et le fonctionnement, à l'exception, d'une part, des dépenses pédagogiques à la charge de l'État dont la liste est arrêtée par décret et, d'autre part, des dépenses de personnels sous réserve des dispositions de l'article L. 216-1.</p>	<p>l'éducation, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :</p>	<p>ré un ...</p>	
<p>Pour la construction, la reconstruction, l'extension, les grosses réparations ainsi que l'équipement de ces établissements, la région peut confier à l'État, dans les conditions définies par les articles 3 et 5 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, l'exercice, en son nom et pour son compte, de tout ou partie de certaines attributions de la maîtrise d'ouvrage.</p>	<p>« La région assure l'accueil, la restauration, l'hébergement, ainsi que l'entretien général et technique dans les établissements dont elle a la charge. »</p>	<p>... technique, à l'exception des missions d'encadrement et de surveillance des élèves, dans ...</p>	
<p>Dans ce cas, la région bénéficie du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre des dépenses d'investissement correspondantes.</p>			
<p>La région bénéficie également du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre des dé-</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>penses d'investissement qu'elle verse aux établissements publics locaux d'enseignement et aux établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricole qui lui sont rattachés, en vue de la construction, la reconstruction, l'extension et les grosses réparations de ces établissements.</p>	<p>IV. — Il est ajouté au code de l'éducation un article L. 214-6-1 ainsi rédigé :</p>	<p>IV. — Après l'article L. 214-6 du même code, il est inséré un article L. 214-6-1...</p>	<p>IV. — <i>(Sans modification).</i></p>
<p><i>Art. L. 421-23. — Cf. infra.</i> <i>Art. L. 913-1. — Cf. annexe.</i></p>	<p>« <i>Art. L. 214-6-1. — La région assure le recrutement et la gestion des personnels techniciens, ouvriers et de service exerçant leurs missions dans les lycées. Ces personnels sont membres de la communauté éducative et concourent directement aux missions du service public de l'éducation nationale dans les conditions fixées au II de l'article L. 421-23 et à l'article L. 913-1 du code de l'éducation.</i> »</p>	<p>« <i>Art. L. 214-6-1. — La région ...</i></p> <p>... fixées à l'article L. 421-23 et à l'article L. 913-1 ».</p>	<p>V. — <i>(Alinéa sans modification).</i></p>
<p><i>Art. L. 211-8. — L'État a la charge :</i></p>	<p>V. — Les 3° et 4° de l'article L. 211-8 du code de l'éducation sont ainsi rédigés :</p>	<p>V. — ... du même code sont ...</p>	<p>V. — <i>(Alinéa sans modification).</i></p>
<p>1° De la rémunération du personnel enseignant des écoles élémentaires et des écoles maternelles créées conformément à l'article L. 212-1, sous réserve des dispositions prévues à l'article L. 216-1 ;</p>	<p>« 3° De la rémunération du personnel exerçant dans les collèges, sous ré-</p>	<p>« 3°</p>	<p>« 3°</p>
<p>2° De la rémunération du personnel de l'administration et de l'inspection ;</p>			
<p>3° De la rémunération du personnel des collèges, sous réserve des dispositions</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
de l'article L. 216-1 ;	serve des dispositions des articles L. 213-2-1, L. 216-1 et L. 916-1 ;	... L. 213-2-1 et L. 216-1 ;	... L. 213-2-1, L. 2315-15 et ...
4° De la rémunération du personnel des lycées, sous réserve des dispositions de l'article L. 216-1 ;	« 4° De la rémunération du personnel exerçant dans les lycées, sous réserve des dispositions des articles L. 214-6-1, L. 216-1 et L. 916-1. »	« 4°	« 4°
		... articles L. 214-6-1 et L. 216-1. ».	... articles L. 213-15, L. 214-6-1...
			(amendement n° 382)
5° Des dépenses pédagogiques des collèges, des lycées et des établissements d'éducation spéciale dont la liste est arrêtée par décret ;			
6° De la rémunération des personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche.			
Art. L. 213-2. — Cf. supra.	VI. — Au premier alinéa de l'article L. 213-2 du code de l'éducation, après les mots : « dépenses de personnels » sont ajoutés les mots : « prévues à l'article L. 211-8 ».	VI. — ... du même code, après sont insérés les ...	VI. — (Sans modification).
Art. L. 211-8. — Cf. supra.			
Art. L. 213-8. — Lorsque 10 % au moins des élèves d'un collège résident dans un autre département que celui dont relève l'établissement, une participation aux charges de fonctionnement peut être demandée au département de résidence. Le montant de cette participation est fixé par convention entre les départements intéressés.	VII. — Au premier alinéa des articles L. 213-8 et L. 214-10 du code de l'éducation, après les mots : « charges de fonctionnement » sont ajoutés les mots : « et de personnel ».	VII. — ... du même code, après sont insérés les ...	VII. — (Sans modification).
En cas de désaccord, le représentant de l'État dans la région fixe les modalités de cette participation. Si les départements appartiennent à des régions différentes, ces modalités sont conjointement fixées par les représentants de l'État dans les régions intéressées.			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p><i>Art. L. 214-10.</i> — Lorsque 10 % au moins des élèves d'un lycée, d'un établissement d'éducation spéciale, d'un lycée professionnel maritime ou d'un établissement agricole visé à l'article L. 811-8 du code rural, ou 5 % au moins si l'établissement est un lycée d'enseignement professionnel, résident dans une autre région que celle dont relève cet établissement, une participation aux charges de fonctionnement peut être demandée à la région de résidence. Le montant de cette participation est fixé par convention entre les régions intéressées.</p> <p>En cas de désaccord, les représentants de l'État dans les régions intéressées fixent conjointement les modalités de cette participation.</p>	<p>VIII. — Au premier alinéa de l'article L. 214-6 du code de l'éducation, après les mots : « dépenses de personnel » sont ajoutés les mots : « prévues à l'article L. 211-8 ».</p>	<p>VIII. — du même code, après sont insérés les ...</p>	<p>VIII. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. L. 214-6.</i> — Cf. <i>supra</i>.</p>	<p>IX. — À l'article L. 216-4 du code de l'éducation, après les mots : « celle des deux collectivités qui assure » et après les mots : « l'intervention d'une convention », sont ajoutés les mots : « le recrutement et la gestion des personnels autres que ceux mentionnés à l'article L. 211-8, ».</p>	<p>IX. — ... du même code, après sont insérés les ...</p>	<p>IX. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. L. 211-8.</i> — Cf. <i>supra</i>.</p>	<p><i>Art. L. 216-4.</i> — Lorsqu'un même ensemble immobilier comporte à la fois un collège et un lycée, une convention intervient entre le département et la région pour déterminer celle des deux collectivités qui assure les grosses réparations, l'équipement et le fonctionnement de l'ensemble ; cette convention précise la répartition des charges entre les deux collectivités. Si cette convention n'est pas signée à la date du transfert de compétences, le représentant de l'État dans la région, dans un délai d'un mois, désigne la collectivité</p>		

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>qui assure, jusqu'à l'intervention d'une convention, les grosses réparations, l'équipement et le fonctionnement de l'ensemble ; il fixe également la répartition des charges entre ces deux collectivités en tenant compte des effectifs scolarisés et de l'utilisation des superficies des établissements en cause.</p>	<p>X. — Le II de l'article L. 421-23 du code de l'éducation est remplacé par les dispositions suivantes :</p>	<p>X. — ... du même code ainsi rédigé :</p>	<p>X. — (Alinéa sans modification).</p>
<p><i>Art. L. 421-23.</i> — I. — Par dérogation aux dispositions des lois n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État et n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, les agents de l'État ou des collectivités territoriales affectés dans un établissement public local d'enseignement conservent leur statut, sont administrés par la collectivité dont ils dépendent statutairement et sont placés sous l'autorité du chef d'établissement.</p>	<p>« II. — Pour l'exercice des compétences incombant à la collectivité de rattachement, le président du conseil général ou régional s'adresse directement au chef d'établissement.</p>	<p>« II. — (Alinéa sans modification).</p>	<p>« II. — (Alinéa sans modification).</p>
<p>II. — Pour l'exercice des compétences incombant à la collectivité de rattachement, en matière de construction, de reconstruction, d'extension, de grosses réparations, d'équipement et de fonctionnement matériel de l'établissement, le président du conseil général ou régional peut s'adresser directement au chef d'établissement.</p>	<p>« Une convention organise les relations entre l'établissement et la collectivité de rattachement. Cette convention précise les modalités d'exercice de leurs compétences respectives en matière de construction, de reconstruction, d'extension,</p>	<p>« Il lui fait connaître les objectifs fixés par la collectivité de rattachement et les moyens que celle-ci alloue à cet effet à l'établissement. Le chef d'établissement est chargé de mettre en œuvre ces objectifs et de rendre compte de l'utilisation de ces</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p><i>Art. L. 442-9.</i> — L'article L. 212-8 du présent code, à l'exception de son premier alinéa, et l'article L. 216-8 du présent code ne sont pas applicables aux classes sous contrat d'association des établissements d'enseignement privés.</p>	<p>de grosses réparations, d'équipement et de fonctionnement matériel de l'établissement, ainsi qu'en matière d'accueil, de restauration, d'hébergement et d'entretien général et technique, en fonction des objectifs fixés par la collectivité de rattachement et des moyens qu'elle alloue cet effet. »</p>	<p>moyens. »</p>	<p>« Une convention passée entre l'établissement et, selon le cas, le conseil général ou le conseil régional précise les modalités d'exercice de leurs compétences respectives. »</p>
<p>Les dépenses de fonctionnement des classes sous contrat d'association des établissements d'enseignement privés du second degré sont prises en charge sous la forme de contributions forfaitaires versées par élève et par an et calculées selon les mêmes critères que pour les classes correspondantes de l'enseignement public.</p>	<p>XI. — Les troisième et quatrième alinéas de l'article L. 442-9 du code de l'éducation sont ainsi rédigés :</p>	<p>XI. — ... du même code sont ...</p>	<p>(amendement n° 383) XI. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>La contribution de l'État est calculée par rapport aux dépenses correspondantes de rémunération des personnels non enseignants afférentes à l'externat ; elle est majorée d'un pourcentage permettant de couvrir les charges sociales et fiscales afférentes à la rémunération de</p>	<p>« La contribution de l'État est calculée par rapport aux dépenses correspondantes de rémunération des personnels non enseignants afférentes à l'externat, qui sont à la charge de l'État en application de l'article L. 211-8, (3° et 4°). Elle est majorée d'un pourcentage permettant de</p>	<p>... en application des 3° et 4° de l'article L. 211-8. Elle ...</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>ces personnels, qui demeurent de droit privé, et les charges diverses dont les établissements publics sont dégrevés. Le montant global de cette contribution est déterminé annuellement dans la loi de finances.</p>	<p>couvrir les charges sociales et fiscales afférentes à la rémunération de ces personnels, qui demeurent de droit privé, et les charges diverses dont les établissements publics sont dégrevés. Le montant global de cette contribution est déterminé annuellement dans la loi de finances.</p>	<p>articles L. 213-2-1 et L. 214-6-1. Elle ...</p>	<p>...</p>
<p>La contribution des départements pour les classes des collèges, des régions pour les classes des lycées et de la collectivité territoriale de Corse pour les classes des collèges et des lycées est calculée par rapport aux dépenses correspondantes de fonctionnement matériel afférentes à l'externat des établissements d'enseignement publics ; elle est égale au coût moyen correspondant d'un élève externe, selon le cas, dans les collèges ou dans les lycées de l'enseignement public du département ou de la région ; elle est majorée d'un pourcentage permettant de couvrir les charges diverses dont les établissements d'enseignement publics sont dégrevés. Elle fait l'objet d'une compensation, dans les conditions prévues par les articles L. 1614-1 et L. 1614-3 du code général des collectivités territoriales.</p>	<p>« Les départements pour les classes des collèges, les régions pour les classes des lycées et, en Corse, la collectivité territoriale pour les classes des collèges et des lycées versent chacun deux contributions. La première contribution est calculée par rapport aux dépenses correspondantes de rémunération des personnels non enseignants afférentes à l'externat des collèges ou des lycées de l'enseignement public assurés par le département ou la région et en Corse par la collectivité territoriale, en application des dispositions des articles L. 213-2 et L. 214-6. Elle est majorée d'un pourcentage permettant de couvrir les charges sociales et fiscales afférentes à la rémunération de ces personnels, qui demeurent de droit privé, et les charges diverses dont les établissements publics sont dégrevés. La seconde contribution est calculée par rapport aux dépenses correspondantes de fonctionnement de matériel afférentes à l'externat des établissements de l'enseignement public ; elle est égale au coût moyen correspondant d'un élève externe, selon le cas, dans les collèges ou dans les lycées de l'enseignement public du département ou de la région ; elle est majorée d'un pourcentage permettant de couvrir</p>	<p>articles L. 213-2-1 et L. 214-6-1. Elle ...</p>	<p>...</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Le montant des dépenses pédagogiques à la charge de l'État pour les classes sous contrat d'association des établissements d'enseignement privés du second degré est déterminé annuellement dans la loi de finances.</p> <p><i>Art. L. 211-8, L. 213-2 et L. 214-6. — Cf. supra.</i></p>	<p>les charges diverses dont les établissements d'enseignement public sont dégrevés. Elles font l'objet d'une compensation dans les conditions prévues par les articles L. 1614-1, L. 1614-3 et L. 1614-4 du code général des collectivités territoriales. »</p>	<p>XII. — Le deuxième alinéa de l'article ... rural est ainsi rédigé :</p>	<p>XII. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>Code général des collectivités territoriales</p> <p><i>Art. L. 1614-1 et L. 1614-4. — Cf. annexe.</i></p> <p><i>Art. L. 1614-3. — Cf. infra art. 88 A du texte adopté par le Sénat.</i></p>	<p>XII. — Les deuxième et troisième alinéas de l'article L. 811-7 du code rural sont remplacés par les alinéas suivants :</p>	<p>... rural est ainsi rédigé :</p>	
<p>Code rural</p> <p><i>Art. L. 811-7. —</i> L'État prend en charge la totalité des dépenses relatives aux établissements visés aux articles L. 811-11 et L. 812-2.</p> <p>L'État prend en charge la rétribution du personnel administratif et enseignant et les dépenses d'ordre pédagogique, définies en application du paragraphe III de l'article 14 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, des établissements publics locaux visés à l'article</p>	<p>« L'État prend en charge la rémunération :</p> <p>« 1° Du personnel de direction des établissements publics locaux mentionnés à l'article L. 811-8 du code rural ;</p> <p>« 2° Du personnel exerçant dans les lycées agricoles, sous réserve des dispositions des articles L. 214-6, L. 216-1 et L. 916-1 du code</p>	<p>... la rémunération du personnel de direction exerçant dans les établissements publics locaux mentionnés à l'article L. 811-8 »</p>	
		<p>Alinéa supprimé.</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>L. 811-8.</p> <p>La construction, la reconstruction, l'extension, les grosses réparations, l'équipement et le fonctionnement des établissements publics locaux visés à l'article L. 811-8 sont à la charge des régions.</p> <p><i>Art. L. 811-8. — Cf. infra art. 69 du projet de loi.</i></p> <p>Code de l'éducation</p> <p><i>Art. L. 214-6. — Cf. supra.</i> <i>Art. L. 216-1 et L. 916-1. — Cf. annexe.</i></p> <p>Code général des collectivités territoriales</p> <p><i>Art. L. 2511-19. —</i> Le conseil d'arrondissement procède, en son sein, à la désignation des représentants de la commune dans les organismes dont le champ d'action est limité à l'arrondissement et dans lesquels la commune doit être représentée en vertu de dispositions applicables à ces organismes.</p> <p>Cette disposition est appliquée aux conseils d'école.</p>	<p>de l'éducation.</p> <p>« La construction, la reconstruction, l'extension, les grosses réparations, l'équipement et le fonctionnement des établissements publics locaux visés à l'article L. 811-8 sont à la charge des régions, à l'exception des dépenses pédagogiques à la charge de l'État dont la liste est arrêtée par décret. »</p>	<p>Alinéa supprimé.</p>	<p><i>Article additionnel</i></p> <p><i>L'article L. 2511-19 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :</i></p> <p>« Art. L. 2511-19. — <i>Le maire d'arrondissement procède, en son sein, à la désignation des représentants de la commune dans les organismes dont le champ d'action est limité à l'arrondissement et dans lesquels la commune doit être représentée en vertu de dispositions applicables à ces organismes.</i></p> <p><i>Cette disposition est appliquée aux conseils d'école. Le maire d'arrondissement ou son représentant siège dans les conseils d'école, en lieu et place du maire de la commune. »</i></p> <p>(adoption de l'amendement n° 47 de M. Goasguen)</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Art. L. 541-2 et L. 542-2. — Cf. <i>infra</i>.</p> <p>Art. L. 541-2 à L. 541-6, L. 542-1 et L. 542-3. — Cf. <i>annexe</i>.</p>		<p>Article 67 bis (nouveau)</p> <p>I. — Le chapitre III du titre I^{er} du livre II du code de l'éducation est complété par une section 3 ainsi rédigée :</p> <p style="text-align: center;">« Section 3 « Médecine scolaire</p> <p>« Art. L. 213-15. - Le département a la charge de la médecine scolaire, dans les conditions fixées aux articles L. 541-1 à L. 542-3 du présent code. »</p> <p>II. — L'article L. 541-1 du même code est ainsi rédigé :</p> <p>« Art. L. 541-1. — Le service de médecine scolaire assure les actions de prévention individuelle et collective et de promotion de la santé auprès des jeunes scolarisés. Il concourt à l'intégration scolaire des élèves porteurs de handicap ou ayant des problèmes de santé.</p> <p>« Il donne un avis médical dans le cadre de l'orientation des élèves se destinant à l'enseignement technique et professionnel.</p> <p>« Il conseille les directeurs d'école et chefs d'établissement pour la mise en œuvre d'une politique d'éducation à la santé et, plus généralement, pour la gestion de toute situation pouvant avoir un retentissement sur la santé des élèves.</p> <p>« Avant leur sixième anniversaire, tous les enfants sont obligatoirement soumis à</p>	<p>Article 67 bis</p> <p>I. — (<i>Sans modification</i>).</p> <p>II. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>« Art. L. 541-1. —</p> <p>... des élèves. Il ... (amendement n° 384)</p> <p>(<i>Alinéa sans modification</i>)</p> <p>(<i>Alinéa sans modification</i>)</p> <p>(<i>Alinéa sans modification</i>)</p>
<p>Art. L. 541-1. — Au cours de leur sixième année, tous les enfants sont obligatoirement soumis à une visite médicale. Cette visite, à laquelle les parents ou tuteurs sont tenus, sur convocation administrative, de présenter les enfants, ne donne pas lieu à contribution pécuniaire de la part des familles. À l'occasion de cette visite, un dépistage des troubles spécifiques du langage est organisé. Les médecins de l'éducation nationale travaillent en lien avec l'équipe éducative et les professionnels de santé afin que, pour chaque enfant, une prise en charge et un suivi adaptés soient réalisés.</p> <p>Des examens médicaux périodiques sont ensuite effectués pendant tout le cours de la scolarité et la surveillance sanitaire des élèves est exercée avec le concours d'un service social. Des décrets pris en Conseil d'État fixent la participation des fa-</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>milles et des collectivités publiques aux dépenses occasionnées par ces examens.</p>		<p>une visite médicale gratuite à laquelle les parents ou tuteurs sont tenus, sur convocation administrative, de présenter les enfants. À l'occasion de cette visite, un dépistage des troubles spécifiques du langage est organisé. Les médecins intervenant auprès des élèves travaillent en lien avec l'équipe éducative et les professionnels de santé afin que, pour chaque enfant, une prise en charge et un suivi adaptés soient réalisés. Des examens médicaux périodiques sont ensuite effectués pendant tout le cours de la scolarité et la surveillance sanitaire des élèves est assurée avec le concours d'un service social. »</p>	
<p><i>Art. L. 542-2.</i> — Les visites médicales effectuées en application du troisième alinéa (2°) de l'article L. 2112-2 du code de la santé publique et du deuxième alinéa de l'article L. 541-1 du présent code ont notamment pour objet de prévenir et de détecter les cas d'enfants maltraités.</p>	<p>Article 68</p> <p>À compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi, les départements deviennent propriétaires et ont la charge du fonctionnement des collèges à sections internationales situés dans leur ressort et du collège d'État de Font-Romeu.</p>	<p>III. — L'article L. 542-2 du même code est ainsi rédigé :</p> <p>« <i>Art. L. 542-2.</i> — Les visites médicales effectuées en application du troisième alinéa (2°) de l'article L. 2112-2 du code de la santé publique et du quatrième alinéa de l'article L. 541-1 du présent code ont notamment pour objet de prévenir et de détecter les cas d'enfants maltraités. »</p>	<p>III. — (<i>Sans modification</i>).</p>
	<p>À compter de la même date, les régions deviennent propriétaires et ont la charge</p>	<p>Article 68</p> <p>(<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>(<i>Alinéa sans modification</i>).</p>	<p>Article 68</p> <p>(<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>(<i>Alinéa sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p><i>Art. L. 421-1. — Cf. annexe.</i></p>	<p>du fonctionnement des lycées à section binationales ou internationales situés dans leur ressort, du lycée d'État de Font-Romeu, ainsi que des établissements publics nationaux d'enseignement agricole figurant sur une liste fixée par décret.</p>	<p>Les établissements à sections binationales ou internationales et le collège et lycée d'État de Font-Romeu sont transformés en établissements publics locaux d'enseignement, conformément aux dispositions de l'article L. 421-1 du code de l'éducation. Les établissements publics nationaux d'enseignement agricole figurant sur une liste fixée par décret sont transformés en établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricole, visés à l'article L. 811-8 du code rural.</p>	<p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>
<p>Code rural</p>			
<p><i>Art. L. 811-8. — Cf. infra art. 69 du projet de loi.</i></p>			
<p>Code de l'éducation</p>			
<p><i>Art. L. 212-4. — Cf. annexe.</i></p>			<p><i>Par dérogation aux dispositions de l'article L. 212-4 du code de l'éducation, le département a la charge des classes maternelles et élémentaires fonctionnant, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, dans les établissements visés à l'alinéa précédent.</i></p>
			<p>(amendement n° 385)</p>
	<p>Article 69</p>	<p>Article 69</p>	<p>Article 69</p>
<p><i>Art. L. 422-1. — Les dispositions de la première phrase de l'article L. 211-2, des articles L. 212-15, L. 214-1, L. 214-2, L. 216-1, L. 234-1, L. 235-1 et L. 521-3 sont seules applicables aux établissements d'enseignement du second degré ou d'éducation spéciale qui relè-</i></p>	<p>I. — Aux articles L. 422-1 et L. 422-2 du code de l'éducation, le mot : « seules » est supprimé.</p>	<p>I. — <i>(Sans modification).</i></p>	<p>I. — <i>(Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>vent de l'État en application de l'article L. 211-4.</p>			
<p><i>Art. L. 422-2.</i> — Les dispositions de la première phrase de l'article L. 211-2, des articles L. 212-15, L. 214-1, L. 214-2, L. 216-1, L. 234-1, L. 235-1 et L. 521-3 sont seules applicables aux établissements d'enseignement du second degré ou d'éducation spéciale qui, à la date du 1^{er} janvier 1986, étaient municipaux ou départementaux.</p>			
<p>Lorsqu'à la date mentionnée ci-dessus les établissements municipaux ou départementaux bénéficiaient d'une aide financière de l'État, celui-ci continue de participer à leurs dépenses selon les règles en vigueur à cette date et dans les mêmes proportions que pour les dépenses de fonctionnement. Les dispositions des articles L. 2321-1 à L. 2321-4 du code général des collectivités territoriales sont applicables.</p>			
<p><i>Art. L. 421-1.</i> — Cf. <i>annexe.</i></p>	<p>II. — Il est créé un article L. 422-3 ainsi rédigé :</p> <p>« <i>Art. L. 422-3.</i> — À la demande selon le cas de la commune ou du département, les établissements municipaux ou départementaux d'enseignement sont transformés en établissements publics locaux d'enseignement, conformément aux dispositions de l'article L. 421-1. Les dispositions des articles L. 1321-1 à L. 1321-8 du code général des collectivités territoriales s'appliquent à ce transfert. La commune ou le département conserve, sous réserve des dispositions de</p>	<p>II. — Après l'article L.422-2 du même code, il est inséré un article L. 422-3 ...</p> <p>« <i>Art. L. 422-3.</i> —</p>	<p>II. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>Code général des collectivités territoriales</p>			
<p><i>Art. L. 1321-1</i> à</p>		<p>... conserve, pour une durée qui ne peut être in-</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>L. 1321-8. — Cf. annexe.</p>	<p>l'article L. 211-8, la responsabilité des grosses réparations, du fonctionnement, du personnel et de l'équipement de l'établissement, et assume la charge financière correspondante, pour une durée qui ne peut être inférieure à six ans sauf s'il en est stipulé autrement. »</p>	<p>férieure à six ans sauf accord contraire, la responsabilité des grosses réparations, de l'équipement et du fonctionnement de l'établissement, ainsi que de l'accueil, de l'entretien général et technique, de la restauration et de l'hébergement, à l'exception des missions d'encadrement et de surveillance des élèves. La commune ou le département assume, pendant la même période, les charges financières correspondantes, y compris la rémunération des personnels autres que ceux relevant de l'État en application de l'article L. 211-8. »</p>	
<p>Code rural</p>	<p>III. — À la fin de l'article L. 811-8 du code rural, il est ajouté trois alinéas ainsi rédigés :</p>	<p>III. — L'article L. 811-8 du code rural est complété par quatre alinéas ...</p>	<p>III. — (Alinéa sans modification).</p>
<p>Art. L. 811-8. — Tout établissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricole a pour siège, soit un lycée d'enseignement général et technologique agricole, soit un lycée professionnel agricole et regroupe plusieurs centres :</p>			
<p>1° Un ou plusieurs lycées d'enseignement général et technologique agricole ou lycées professionnels agricoles ;</p>			
<p>2° Un ou plusieurs centres de formation professionnelle et de promotion agricoles ou centres de formation d'apprentis qui dispensent les formations mentionnées au présent chapitre ;</p>			
<p>3° Un ou plusieurs ateliers technologiques ou exploitations agricoles à vocation pédagogique qui assurent l'adaptation et la formation aux réalités pratiques, techniques et économiques, et qui contribuent à la démonstration, à l'expérimentation et à</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>la diffusion des techniques nouvelles.</p>			
<p>Dans un délai de cinq ans à compter de la promulgation de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole, les lycées d'enseignement général et technologique agricoles et les lycées professionnels agricoles prennent la forme de lycées d'enseignement général, technologique et professionnel agricoles.</p>			
<p>Ces établissements sont dotés de la personnalité civile et de l'autonomie administrative et financière. Ils peuvent être implantés sur plusieurs sites si la nature ou l'importance des activités le justifie.</p>			
<p>Chaque centre de formation dispose de l'autonomie pédagogique et éducative.</p>			
<p>En application des articles 3 et 4 de la loi n° 88-20 du 6 janvier 1988 relative aux enseignements artistiques, des enseignements artistiques sont dispensés, à titre obligatoire ou facultatif, dans les établissements publics d'enseignement mentionnés au présent article.</p>			
<p>Chaque établissement public local d'enseignement et de formation établit un projet d'établissement. Celui-ci définit les modalités particulières de mise en oeuvre des programmes et référentiels nationaux mentionnés à l'article L. 811-2 ainsi que les actions relevant de l'autonomie pédagogique de l'établissement. Il comporte une partie relative à l'évolution des</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>structures pédagogiques.</p> <p>Le projet d'établissement est élaboré et adopté dans les conditions prévues par l'article 18 de la loi n° 89-486 du 10 juillet 1989 précitée pour une durée de trois à cinq ans.</p> <p>La mise en œuvre du projet d'établissement fait l'objet d'une évaluation dans des conditions fixées par le ministre de l'agriculture.</p>	<p>« Sont transformés en établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricoles, les établissements d'enseignement relevant des communautés urbaines de Lille et de Dunkerque ainsi que le syndicat intercommunal de gestion du lycée d'enseignement professionnel et horticole de Raismes.</p>	<p>« Les établissements d'enseignement et de formation professionnelle agricole relevant des communautés urbaines de Lille et de Dunkerque ainsi que du syndicat intercommunal de gestion du lycée d'enseignement professionnel et horticole de Raismes sont transformés en établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricole.</p> <p>« Leur transfert à la région Nord-Pas-de-Calais n'intervient, sauf convention contraire entre la région et la collectivité territoriale concernée, qu'une fois qu'a été constaté le strict respect de l'ensemble des normes de sécurité s'appliquant aux bâtiments et aux équipements.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>
<p>Code général des collectivités territoriales</p>	<p>« Les dispositions des articles L. 1321-1 à L. 1321-8 du code général des collectivités territoriales s'appliquent à ce transfert de compétence.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>
<p>Art. L. 1321-1 à L. 1321-8. — Cf. annexe.</p>	<p>« La région prend en charge la rétribution des personnels ouvriers et de service qui exercent leur fonction dans les établissements transformés conformément aux dispositions du présent arti-</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p>Code de l'éducation</p> <p><i>Art. L. 212-8.</i> — Lorsque les écoles maternelles, les classes enfantines ou les écoles élémentaires publiques d'une commune reçoivent des élèves dont la famille est domiciliée dans une autre commune, la répartition des dépenses de fonctionnement se fait par accord entre la commune d'accueil et la commune de résidence.</p> <p>À défaut d'accord entre les communes intéressées sur la répartition des dépenses, la contribution de chaque commune est fixée par le représentant de l'État dans le département après avis du conseil départemental de l'éducation nationale.</p> <p>Pour le calcul de la contribution de la commune de résidence, il est tenu compte des ressources de cette commune, du nombre d'élèves de cette commune scolarisés dans la commune d'accueil et du coût moyen par élève calculé sur la base des dépenses de l'ensemble</p>	<p>cle. »</p> <p style="text-align: center;">Article 70</p> <p>I. — Le premier alinéa de l'article L. 212-8 du code de l'éducation est complété par la phrase suivante :</p> <p>« Lorsque les dépenses de fonctionnement des écoles publiques ont été transférées à un établissement public de coopération intercommunale, le territoire des communes constituant cet établissement est assimilé, pour l'application du présent article, au territoire de la commune d'accueil et l'accord sur la répartition des dépenses de fonctionnement relève de l'établissement public de coopération intercommunale. »</p>	<p style="text-align: center;">Article 70</p> <p>I. — L'article L. 212-8 du code de l'éducation est ainsi modifié :</p> <p>A. — Le premier alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée :</p> <p style="text-align: center;">... territoire de l'ensemble des ...</p> <p style="text-align: center;">... d'accueil ou de la commune de résidence et l'accord ...</p>	<p style="text-align: center;">Article 70</p> <p><i>(Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>des écoles publiques de la commune d'accueil. Les dépenses à prendre en compte à ce titre sont les charges de fonctionnement, à l'exclusion de celles relatives aux activités périscolaires. Un décret en Conseil d'État détermine, en tant que de besoin, les dépenses prises en compte pour le calcul du coût moyen par élève ainsi que les éléments de mesure des ressources des communes.</p>			
<p>Toutefois, les dispositions prévues par les alinéas précédents ne s'appliquent pas à la commune de résidence si la capacité d'accueil de ses établissements scolaires permet la scolarisation des enfants concernés, sauf si le maire de la commune de résidence, consulté par la commune d'accueil, a donné son accord à la scolarisation de ces enfants hors de sa commune. Pour justifier d'une capacité d'accueil au sens du présent alinéa, les établissements scolaires doivent disposer à la fois des postes d'enseignants et des locaux nécessaires à leur fonctionnement.</p>			
<p>Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, un décret en Conseil d'État précise les cas dans lesquels une commune est tenue de participer financièrement à la scolarisation d'enfants résidant sur son territoire lorsque leur inscription dans une autre commune est justifiée par des motifs ti-</p>	<p>II. — Le cinquième alinéa de l'article L. 212-8 du code de l'éducation est remplacé par six alinéas ainsi rédigés :</p> <p>« Par dérogation à l'alinéa précédent, un décret en Conseil d'État précise les modalités selon lesquelles, indépendamment des dispositions du dernier alinéa du présent article, une commune est tenue de participer financièrement à la scolarisation d'enfants résidant sur son territoire lorsque leur inscription</p>	<p>B. — Le cinquième alinéa est remplacé par six ...</p> <p>... lesquelles, sans préjudice du dernier ...</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>rés de contraintes liées aux obligations professionnelles des parents, de l'inscription d'un frère ou d'une sœur dans un établissement scolaire de la même commune, ou de raisons médicales. Ce décret détermine, en outre, en l'absence d'accord, la procédure d'arbitrage par le représentant de l'État dans le département.</p>	<p>dans une autre commune est justifiée par des motifs tirés de contraintes liées :</p> <p>« 1° Aux obligations professionnelles des parents ;</p> <p>« 2° À l'inscription d'un frère ou d'une sœur dans un établissement scolaire de la même commune ;</p> <p>« 3° À des raisons médicales.</p> <p>« Ce décret précise en outre, les conditions dans lesquelles, en l'absence d'accord, la décision est prise par le représentant de l'État dans le département.</p> <p>« Lorsque le fonctionnement des écoles publiques a été transféré à un établissement public de coopération intercommunale, le président de cet établissement est substitué au maire de la commune de résidence pour apprécier la capacité d'accueil et donner l'accord à la participation financière. »</p>	<p>« 1° (Sans modification).</p> <p>« 2° (Sans modification).</p> <p>« 3° (Sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>« Lorsque les dépenses de fonctionnement des écoles publiques ont été transférées à un établissement public ...</p>	
<p>La scolarisation d'un enfant dans une école d'une commune autre que celle de sa résidence ne peut être remise en cause par l'une ou l'autre d'entre elles avant le terme soit de la formation préélémentaire, soit de la scolarité primaire de cet enfant commencées ou poursuivies durant l'année scolaire précédente dans un établissement du même cycle de la commune d'accueil.</p>	<p>III. — Après l'article L. 442-13 du code de l'éducation, il est créé un article L. 442-13-1 ainsi rédi-</p>	<p>II. — Après du même code, il est inséré un ...</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p><i>Art. L. 442-5 et L. 442-12. — Cf. annexe.</i></p>	<p>gé :</p> <p>« <i>Art. L. 442-13-1. —</i> Lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale est compétent pour le fonctionnement des écoles publiques, cet établissement est substitué aux communes dans leurs droits et obligations à l'égard des établissements d'enseignement privés ayant passé avec l'État l'un des contrats prévus aux articles L. 442-5 et L. 442-12. »</p>	<p>« <i>Art. L. 442-13-1. —</i> (<i>Sans modification.</i>)</p>	
<p><i>Art. L. 213-11. —</i> Les transports scolaires sont des services réguliers publics, au sens de l'article 29 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs.</p>	<p>Le département a la responsabilité de l'organisation et du fonctionnement de ces transports. Il consulte à leur sujet le conseil départemental de l'éducation nationale. Un décret en Conseil d'État fixe les règles techniques auxquelles doivent répondre les transports scolaires.</p>	<p>Article 70 bis (<i>nouveau</i>)</p>	<p>Article 70 bis (<i>nouveau</i>)</p>
<p>À l'intérieur des périmètres de transports urbains existant au 1^{er} septembre 1984, cette responsabilité est exercée par l'autorité compétente pour l'organisation des transports urbains.</p>	<p>En cas de création ou de modification ultérieures d'un périmètre de transports urbains incluant le transport scolaire, une convention est</p>	<p>Après le deuxième alinéa de l'article L. 213-11 du code de l'éducation, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :</p>	<p>(<i>Sans modification.</i>)</p>
		<p>« Le département est consulté par l'autorité compétente de l'État, dans des conditions fixées par décret, avant toute décision susceptible d'entraîner une modification substantielle des besoins en matière de transport scolaire. »</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>passée entre l'autorité compétente pour l'organisation des transports urbains et le département. Cette convention fixe les conditions de financement des services de transports scolaires dans ce nouveau périmètre.</p>			
<p>Un décret en Conseil d'État détermine les procédures d'arbitrage par le représentant de l'État dans le département en cas de litige.</p>			
<p>Le transfert des ressources équivalentes aux dépenses supportées par l'État au titre des bourses de fréquentation scolaire, au titre du financement des frais de premier établissement des services de transport réservés aux élèves, des frais de transport des élèves et étudiants gravement handicapés, des élèves des écoles maternelles en zone rurale et des élèves des zones de montagne s'effectue dans les conditions prévues par le code général des collectivités territoriales.</p>			
<p>Loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la re-</p>		<p>Article 70 <i>ter</i> (nouveau)</p> <p>Le chapitre VI du titre I^{er} du livre II du code de l'éducation est complété par un article L. 216-11 ainsi rédigé :</p> <p>« Art. L. 216-11. – Les collectivités territoriales et l'État peuvent conclure des conventions <i>de coopération et de partenariat</i> en vue de développer des activités communes dans le domaine éducatif et culturel et créer, ou gérer ensemble, les moyens et services nécessaires à ces activités.</p> <p>« À cet effet, il peut</p>	<p>Article 70 <i>ter</i> (nouveau)</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>« Art. L. 216-11. —</p> <p>... conventions en vue ... (amendement n° 387)</p> <p>(Alinéa sans modifica-</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>cherche et le développement technologique de la France</p> <p><i>Art. 21. — Cf. annexe.</i></p>		<p>être constitué avec d'autres personnes morales de droit public ou privé un groupe- ment d'intérêt public, auquel s'appliquent les dispositions de l'article 21 de la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 d'orientation et de program- mation pour la recherche et le développement technologique de la France. »</p>	<p><i>tion).</i></p>
<p>Code de l'éducation</p>	<p>Article 71</p>	<p>Article 71</p>	<p>Article 71</p>
<p><i>Livre VII. — Les éta- blissements d'enseignement supérieur</i></p>	<p>I. — Le chapitre VII du titre V du livre VII du code de l'éducation est intitu- lé : « Les écoles de la marine marchande ».</p>	<p>I. — <i>(Sans modification).</i></p>	<p><i>(Sans modification).</i></p>
<p><i>Titre V. — Les éta- blissements d'enseignement supérieur spécialisés</i></p>	<p>II. — L'article L. 757-1 du code de l'éducation est ainsi rédigé :</p>	<p>II. — ... du même code est ainsi rédigé :</p>	
<p><i>Chapitre VII. — Les écoles nationales de la marine marchande</i></p>	<p>« <i>Art. L. 757-1. — Les écoles de la marine mar- chande ont pour objet de pré- parer aux carrières d'officier de la marine marchande. El- les constituent des établisse- ments publics régionaux et relèvent, sous réserve des adaptations fixées par le dé- cret en Conseil d'État prévu au dernier alinéa, des disposi- tions des articles L. 715-1 à L. 715-3.</i></p>	<p>« <i>Art. L. 757-1. — (Sans modification).</i></p>	
<p><i>Art. L. 757-1. — Les écoles nationales de la marine marchande placées sous l'au- torité du ministre chargé de la mer ont pour objet de prépa- rer aux carrières d'officiers de la marine marchande. Elles constituent des établisse- ments publics nationaux dotés de l'autonomie financière.</i></p> <p>Les règles d'adminis- tration de ces établissements sont fixées par décret pris sur le rapport du ministre chargé de l'économie et des finances, du ministre chargé de la mer et du ministre chargé du bud- get.</p>	<p>« Les régions intéressées participent au service public de la formation des officiers de la marine marchande et des personnels appelés à des fonctions techniques, de sécurité et de sûreté en matière maritime et portuaire, en prenant en charge le financement du fonctionnement et de l'investis- sement des écoles de la</p>		
<p>Les dispositions de l'article L. 421-21 sont applicables aux élèves des écoles nationales de la marine marchande.</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>—</p> <p>Art. L. 715-1 L. 715-3. — Cf. annexe.</p>	<p>à marine marchande, à l'exception des dépenses pédagogiques prises en charge par l'État. Par convention avec l'État, elles assurent les formations des personnes appelées à des fonctions techniques, de sécurité et de sûreté en matière maritime et portuaire.</p> <p>« L'État fixe les conditions d'accès aux formations des officiers de la marine marchande, ainsi que des personnels appelés à des fonctions techniques, de sécurité et de sûreté en matière maritime et portuaire. Il détermine les programmes de formation, l'organisation des études, les modalités d'évaluation des étudiants. Il délivre les diplômes ou les attestations suivant la nature de la formation.</p> <p>« Les règles d'administration des écoles de la marine marchande sont fixées par décret en Conseil d'État. »</p>	<p>—</p> <p>CHAPITRE II Le patrimoine</p> <p>Article 72</p> <p>I. —</p> <p>... intérêt culturel, historique ou scientifique.</p> <p>II. — <i>(Sans modification).</i></p>	<p>—</p> <p>CHAPITRE II Le patrimoine</p> <p>Article 72</p> <p><i>(Sans modification).</i></p>
	<p>CHAPITRE II Le patrimoine</p> <p>Article 72</p> <p>I. — L'inventaire général du patrimoine culturel recense, étudie et fait connaître les éléments du patrimoine qui présentent un intérêt scientifique ou culturel.</p> <p>II. — Sans préjudice des opérations réalisées par l'État au plan national, la région et la collectivité territoriale de Corse sont chargées, dans leur ressort, de l'inventaire général du patri-</p>		

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte adopté
par le Sénat
en première lecture

Propositions
de la Commission

moine culturel. Elles élaborent un rapport annuel sur les opérations qu'elles conduisent à cet effet.

Elles confient aux collectivités territoriales ou aux groupements de collectivités qui en font la demande la conduite, dans leur ressort, des opérations d'inventaire général. Ces collectivités ou ces groupements concluent à cet effet une convention avec la région ou avec la collectivité territoriale de Corse.

III. — Un décret en Conseil d'État fixe les modalités d'élaboration de l'inventaire général du patrimoine culturel, de diffusion et de conservation des informations qui en résultent et de transmission à l'État de ces informations, à titre gratuit et libre de droit aux fins de mise à disposition du public.

Les opérations d'inventaire du patrimoine culturel sont soumises au contrôle scientifique et technique de l'État, selon des modalités fixées par décret en Conseil d'État.

Alinéa supprimé.

III. — Les ...

Les droits d'exploitation des données de l'inventaire protégées au titre de la propriété littéraire et artistique sont cédés gratuitement à la personne publique ou privée assurant les opérations d'inventaire, exclusivement pour la constitution de celui-ci et pour sa mise à disposition du public lorsqu'elle est effectuée à titre gratuit, ainsi qu'au département, à la région et à l'État pour le même usage et aux mêmes conditions.

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
—	<p>IV. — Il est institué dans chaque région un Conseil scientifique régional de l'inventaire général du patrimoine culturel.</p> <p>Ce conseil peut être saisi pour avis de toute question relative à l'inventaire du patrimoine par le représentant de l'État dans la région, le président du conseil régional ou l'exécutif d'une collectivité qui conduit, ou souhaite conduire, une opération d'inventaire. Il émet un avis sur le programme d'inventaire dans la région et sur l'évaluation de ses résultats. Il est destinataire du rapport annuel sur les opérations d'inventaire élaborées par la région.</p> <p>Le Conseil régional fixe par délibération la composition et les modalités de désignation de ses membres.</p> <p>V. — Les services chargés des opérations d'inventaire du patrimoine culturel sont placés sous l'autorité d'un membre de l'un des corps ou cadres d'emplois de fonctionnaires ayant vocation à exercer des missions à caractère scientifique liées au patrimoine culturel, ou titulaire d'un diplôme figurant sur une liste définie par décret en Conseil d'État.</p> <p>VI. — Les droits et obligations résultant pour l'État des conventions passées au niveau régional dans le domaine de l'inventaire du patrimoine culturel antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi sont transférés aux régions ou à la collectivité territoriale de Corse.</p>	<p>IV. — Supprimé.</p> <p>V. — <i>(Sans modification).</i></p> <p>VI. — <i>(Sans modification).</i></p>	—

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p align="center">—</p> <p>Code de l'urbanisme</p> <p><i>Art. L. 121-2.</i> — Dans les conditions précisées par le présent titre, l'État veille au respect des principes définis à l'article L. 121-1 et à la prise en compte des projets d'intérêt général ainsi que des opérations d'intérêt national.</p> <p>Le préfet porte à la connaissance des communes ou de leurs groupements compétents les informations nécessaires à l'exercice de leurs compétences en matière d'urbanisme. Tout retard ou omission dans la transmission desdites informations est sans effet sur les procédures engagées par les communes ou leurs groupements.</p> <p>Le préfet fournit notamment les études techniques dont dispose l'État en matière de prévention des risques et de protection de l'environnement.</p> <p>Les portés à connaissance sont tenus à la disposition du public. En outre, tout ou partie de ces pièces peut être annexé au dossier d'enquête publique.</p>	<p align="center">—</p> <p>VII. — À la fin du troisième alinéa de l'article L. 121-2 du code de l'urbanisme, sont ajoutés les mots : « ainsi qu'en matière d'inventaire général du patrimoine culturel ».</p> <p align="center">Article 73</p> <p>I. — L'État ou le centre des monuments nationaux transfère aux collectivités territoriales qui en font la demande ou à leurs groupements, sous réserve du respect des clauses des dons et legs, la propriété des immeubles classés ou inscrits au titre de la loi du 31 décembre 1913 sur les</p>	<p align="center">—</p> <p>VII. — Le troisième ...</p> <p>l'urbanisme est complété par les mots : « , ainsi ...</p> <p align="center">Article 73</p> <p>I. —</p>	<p align="center">—</p> <p align="center">Article 73</p> <p>I. — (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

**Texte adopté
par le Sénat
en première lecture**

**Propositions
de la Commission**

monuments historiques figurant sur une liste établie par décret en Conseil d'État, ainsi que la propriété des objets mobiliers qu'ils renferment appartenant à l'État ou au Centre des monuments nationaux. Ces transferts sont effectués à titre gratuit et ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité, droit, taxe, salaire ou honoraire.

La demande des collectivités territoriales ou de leurs groupements doit être adressée au représentant de l'État dans la région dans les douze mois à compter de la publication du décret mentionné à l'alinéa qui précède. Elle est notifiée par le représentant de l'État aux autres collectivités territoriales intéressées dans le ressort desquelles se trouve l'immeuble. Au cas où, pour un même immeuble, d'autres demandes seraient présentées dans un délai de trois mois suivant la plus tardive des notifications, le représentant de l'État organise une concertation entre les candidats en vue d'aboutir à la présentation d'une demande unique. À l'issue de cette concertation, il désigne la collectivité ou le groupement de collectivités bénéficiaire du transfert en fonction des projets présentés en vue de remplir les missions précisées au II du présent article.

II. — Les collectivités territoriales ou leurs groupements propriétaires d'immeubles classés ou inscrits au titre de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques ont pour mission d'assurer la conservation du monument et, lors-

... nationaux. Cette liste peut également prévoir le transfert des objets mobiliers classés ou inscrits appartenant à l'État. Ces transferts ...

... l'alinéa précédent. À l'appui de leur demande, les collectivités territoriales ou leurs groupements communiquent un projet précisant les conditions dans lesquelles elles assureront la conservation et la mise en valeur de l'immeuble. Le représentant de l'État notifie la demande aux autres collectivités territoriales intéressées...

... II.

II. —

... 1913 précitée ont ...

II. — (*Sans modification*).

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
	<p>qu'il est ouvert au public, d'en présenter les collections, d'en développer la fréquentation et d'en favoriser la connaissance.</p> <p>III. — Une convention conclue entre l'État ou le centre des monuments nationaux et la collectivité ou le groupement de collectivités bénéficiaire procède au transfert de propriété de l'immeuble et des objets mobiliers dont elle dresse la liste. Elle transfère également les droits et obligations attachés aux biens en cause et ceux résultant des contrats en cours. Elle établit, pour une durée qui ne peut excéder cinq ans, un programme de travaux susceptibles d'être subventionnés par l'État.</p> <p>À compter du transfert de propriété, qui vaut transfert de service et emporte mises à disposition des personnels exerçant leur activité dans ces immeubles, la situation de ces agents dont la convention fixe la liste, est régie par les dispositions du chapitre II du titre V de la présente loi.</p>	<p>III. —</p> <p>... cours. Elle fixe notamment l'utilisation prévue du monument transféré ainsi que les conditions d'ouverture éventuelle au public et de présentation des objets qu'il renferme ; <i>en outre, elle mentionne l'état de conservation du bien au moment du transfert de propriété.</i> Elle établit, ...</p> <p>... service, les personnels exerçant leurs fonctions dans ces immeubles et dont la convention fixe la liste sont transférés dans les conditions prévues au chapitre ...</p> <p>Article 73 bis (nouveau)</p> <p>I. — <i>Afin de réaliser une meilleure répartition des œuvres d'art sur l'ensemble du territoire national et d'améliorer l'accès du public à ces œuvres, une expérimentation du prêt d'une partie des collections du Musée na-</i></p>	<p>III. —</p> <p>.. renferme. Elle établit, ...</p> <p>(amendement n° 388)</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>Article 73 bis</p> <p>Supprimé.</p> <p>(amendement n° 389)</p>

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte adopté
par le Sénat
en première lecture

Propositions
de la Commission

tionnal du Louvre aux Musées de France relevant des collectivités territoriales est engagée dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, pour une durée de quatre ans.

II. – Les collectivités territoriales peuvent se porter candidates à cette expérimentation auprès du ministre chargé de la culture dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Dans le même délai, le ministre de la culture, après avis du Haut conseil des musées de France et du conseil d'administration de l'Établissement public du musée du Louvre, arrête la liste des œuvres susceptibles de faire l'objet de prêts assortie de propositions relatives à la destination des œuvres. Cette liste comporte une part significative des collections du Musée national du Louvre. Elle est établie dans un souci de cohérence artistique et de correspondance territoriale.

III. – Une convention passée entre l'État et la collectivité territoriale définit les conditions et les modalités du prêt. La durée de celui-ci ne peut excéder celle prévue pour l'expérimentation.

IV. – Dans un délai de six mois avant le terme de l'expérimentation, le Gouvernement adresse au Parlement un rapport d'évaluation assorti des observations des collectivités territoriales y ayant participé.

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
	<p style="text-align: center;">Article 74</p> <p>I. — À titre expérimental, pendant une période de quatre ans commençant au plus tard le 1^{er} janvier 2006, la région peut assurer, pour les opérations nouvelles et les tranches non engagées des opérations en cours, la gestion des crédits budgétaires affectés à l'entretien et à la restauration des immeubles, orgues et objets classés ou inscrits au titre de la loi du 31 décembre 1913 n'appartenant pas à l'État ou à ses établissements publics.</p> <p>La région qui bénéficie de l'expérimentation peut déléguer à un ou plusieurs des départements de son ressort la gestion des crédits d'entretien des immeubles ainsi que des crédits d'entretien et de restauration des objets mobiliers.</p> <p>Une convention passée entre l'État et la région ou, dans le cas prévu au II du présent article, le département, fixe le montant des crédits d'entretien et de restauration inclus dans l'expérimentation ainsi que</p>	<p style="text-align: center;">Article 74</p> <p>I. — Une expérimentation est engagée dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, pour une durée de quatre ans, afin de permettre aux régions et, à défaut, aux départements de gérer les crédits budgétaires affectés à l'entretien et à la restauration des immeubles, orgues et objets mobiliers classés ou inscrits au titre de la loi du 31 décembre 1913 précitée n'appartenant ...</p> <p>La région dispose d'un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi pour présenter sa candidature. Si la région ne s'est pas portée candidate à l'expiration de ce délai, tout département situé sur son territoire peut se porter candidat à l'expérimentation, à condition de présenter sa demande dans un délai de six mois. Un décret fixe la liste des collectivités retenues.</p> <p>... ou, le cas échéant, le département ...</p>	<p style="text-align: center;">Article 74</p> <p>I. — <i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p><i>... retenues. Elle peut fixer les modalités de consultation des associations de défense du patrimoine et de celles représentant les propriétaires privés lors de la préparation de la programmation des travaux sur les immeubles classés ou inscrits n'appartenant pas à l'État ou à ses établissements publics.</i></p> <p style="text-align: right;">(amendement n° 390)</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>—</p>	<p>leurs modalités d'emploi, de versement par anticipation et de restitution. Elle prévoit, en outre, les conditions selon lesquelles la région est substituée à l'État pour les tranches non engagées des opérations de restauration en cours à la date qu'elle détermine. Elle précise, le cas échéant, les modalités de participation des autres collectivités territoriales, des associations de défense du patrimoine et de celles représentant les propriétaires privés, à la préparation de la programmation des travaux sur les immeubles classés ou inscrits.</p> <p>II. — Lorsque la région ne s'est pas portée candidate à l'expérimentation avant l'expiration d'un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, un département, s'il en fait la demande, peut assurer à titre expérimental, pour une période de quatre ans commençant au 1^{er} janvier 2006, la gestion des crédits budgétaires affectés à l'entretien des immeubles et à l'entretien et la restauration des objets mobiliers classés ou inscrits au titre de la loi du 31 décembre 1913 n'appartenant pas à l'État ou à ses établissements publics. La convention prévue au I du présent article est en ce cas passée entre l'État et le département.</p> <p>III. — Un décret en Conseil d'État détermine les modalités d'application du présent article, notamment les catégories des professionnels auxquels le propriétaire est tenu de confier la maîtrise</p>	<p>—</p> <p>... la région ou le département est substitué à ...</p> <p>... détermine.</p> <p>Dans un délai de six mois avant le terme de l'expérimentation, le Gouvernement présente au Parlement un rapport d'évaluation assorti des observations des collectivités territoriales y ayant participé.</p> <p>II. — Un ...</p>	<p>—</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p>II. — <i>(Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
—	<p>d'œuvre des travaux.</p> <p>IV. — Le montant annuel des crédits liés à l'expérimentation est arrêté, dans la limite des crédits ouverts par les lois de finances, dans chaque convention en fonction de l'état et de l'importance du patrimoine qui en est l'objet.</p> <p>V. — Dans les conditions prévues par la loi de finances, les crédits mis en œuvre par l'État pour la conservation du patrimoine rural non protégé sont transférés aux départements.</p>	<p>III. — Le ...</p> <p>IV. — Dans ...</p>	<p>III. — (<i>Sans modification</i>).</p> <p>IV. — (<i>Sans modification</i>).</p>
Code de l'éducation	<p>CHAPITRE III</p> <p>Les enseignements artistiques du spectacle</p> <p>Article 75</p> <p>I. — L'article L. 216-2 du code de l'éducation est ainsi rédigé :</p>	<p>CHAPITRE III</p> <p>Les enseignements artistiques du spectacle</p> <p>Article 75</p> <p>I. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>	<p>CHAPITRE III</p> <p>Les enseignements artistiques du spectacle</p> <p>Article 75</p> <p>I. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. L. 216-2.</i> — Les établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique relèvent de l'initiative et de la responsabilité des communes, des départements et des régions. Toutefois un décret fixe la liste des établissements dont la responsabilité et la charge incombent entièrement à l'État.</p> <p>Les collectivités territoriales continuent de bénéficier des concours financiers de l'État dans les conditions en vigueur à la date du transfert de compétences.</p> <p>L'État procède, en accord avec chaque collectivité concernée, au classement des</p>	<p>« <i>Art. L. 216-2.</i> — Les établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique dispensent un enseignement initial, sanctionné par des certificats d'études, qui assure l'éveil, l'initiation, puis l'acquisition des savoirs fondamentaux nécessaires à une pratique artistique autonome. Ils participent également à l'éducation artistique des enfants d'âge scolaire. Ils peuvent dispenser des enseignements préparant à une formation professionnelle, sanctionnés par un diplôme national. Ces établissements relèvent de la responsabilité des communes ou de leurs groupements, des départe-</p>	<p>« <i>Art. L. 216-2.</i> —</p> <p>... peuvent proposer un cycle d'enseignement professionnel initial, sanctionné par un diplôme national.</p>	<p>« <i>Art. L. 216-2.</i> — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>établissements mentionnés au premier alinéa du présent article. Il définit les qualifications exigées du personnel enseignant des établissements et assure le contrôle de leurs activités ainsi que du fonctionnement pédagogique de ces établissements.</p>	<p>ments ou des régions.</p> <p>« Les communes ou leurs groupements assurent le financement des établissements au titre des missions d'enseignement initial et d'éducation artistique assurées par ces derniers.</p> <p>« Le département adopte dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi n° du relative aux responsabilités locales un schéma départemental de développement des enseignements artistiques, destiné notamment à assurer la mise en réseau des établissements.</p> <p>« Il participe à la prise en charge du coût d'accès à l'enseignement initial des élèves résidant dans des communes ne disposant pas d'établissement. Ce schéma fixe les modalités de la participation financière du département aux établissements d'enseignement artistique dans le domaine du spectacle vivant.</p> <p>« La région adopte, dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi n° du relative aux responsabilités locales, un schéma régional des enseignements préparant à une formation professionnelle.</p>	<p>« Ces établissements relèvent de l'initiative et de la responsabilité des collectivités territoriales dans les conditions définies au présent article.</p> <p>« Les communes et leurs groupements organisent et financent les missions d'enseignement initial et d'éducation artistique de ces établissements.</p> <p>... responsabilités locales, un plan départemental de développement des enseignements artistiques et s'assure de sa mise en œuvre. Ce plan, élaboré en concertation avec les communes concernées, a pour objet de définir l'organisation des enseignements artistiques en vue d'améliorer l'offre de formation et d'assurer l'égal accès à l'enseignement. <i>À ce titre, le plan détermine les conditions dans lesquelles</i> le département participe au financement des établissements d'enseignement artistique pour assurer l'égal accès des élèves à l'enseignement initial.</p> <p>« La région organise et finance, dans le cadre du plan visé à l'article L. 214-13, le cycle d'enseignement professionnel initial.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>... locales, un schéma départemental de développement des enseignements artistiques <i>dans les domaines de la musique, de la danse et de l'art dramatique. Ce schéma, élaboré en concertation avec les communes concernées, a pour objet de définir les principes d'organisation des enseignements artistiques, en vue d'améliorer l'offre de formation et les conditions d'accès à l'enseignement. Le département fixe au travers de ce schéma les conditions de sa participation au financement des établissements d'enseignement artistique au titre de l'enseignement initial.</i></p> <p>(amendement n° 391)</p> <p>(Alinéa sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Art. L. 216-2. — Cf. <i>supra</i>.</p> <p>Art. L. 214-13. — Cf. <i>supra</i> art. 6 du projet de loi.</p>	<p>« Ce schéma fixe les modalités de sa participation financière aux établissements qui assurent ces enseignements.</p> <p>« La région finance le cycle d'orientation préparant à une formation professionnelle dans les établissements dotés d'un tel cycle.</p> <p>« L'État procède au classement des établissements en catégories correspondant à leurs missions et à leur rayonnement régional, départemental, intercommunal ou communal. Il définit les qualifications exigées du personnel enseignant de ces établissements et assure l'évaluation de leurs activités ainsi que de leur fonctionnement pédagogique. Il apporte une aide technique à l'élaboration des schémas régionaux et départementaux de développement des enseignements artistiques.</p> <p>« Des décrets en Conseil d'État fixent les conditions d'application du présent article. »</p> <p>II. — Il est inséré dans le code de l'éducation un article L. 216-2-1 ainsi rédigé :</p> <p>« Art. L. 216-2-1. — L'État, au vu des schémas prévus à l'article L. 216-2, transfère par convention aux départements et aux régions les concours financiers qu'il accorde aux communes pour le fonctionnement des écoles nationales de musique, de danse et d'art dramatique et des conservatoires nationaux de région. Ces concours sont déterminés sur la base de la</p>	<p>Alinéa supprimé.</p> <p>Alinéa supprimé.</p> <p>... des plans mentionnés au présent article.</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>II. — Après l'article L. 216-2 du même code, il est inséré un article L. 216-2-1 ...</p> <p>« Art. L. 216-2-1. — ... des plans prévus aux articles L. 214-13 et L. 216-2, transfère ...</p>	<p>Maintien de la suppression.</p> <p>Maintien de la suppression.</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>II. — (Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>—</p> <p><i>Livre VII.</i> — Les établissements d'enseignement supérieur</p> <p><i>Titre V.</i> — Les établissements d'enseignement supérieur spécialisés</p>	<p>moyenne des dépenses de l'État à ce titre dans les départements et les régions sur les cinq dernières années. »</p> <p>Article 76</p> <p>Il est ajouté au titre V du livre VII du code de l'éducation un chapitre IX ainsi rédigé :</p> <p>« Chapitre IX</p> <p>« Les établissements d'enseignement supérieur de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque</p> <p>« <i>Art. L. 759-1.</i> — Les établissements d'enseignement supérieur dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque assurent la formation aux métiers du spectacle, notamment celle des interprètes, des enseignants et des techniciens. Ils relèvent de la responsabilité de l'État et sont habilités par le ministre chargé de la culture à délivrer des diplômes nationaux dans des conditions fixées par décret. Les enseignements qu'ils délivrent peuvent bénéficier du financement des régions de même que les dispositifs d'insertion professionnelle et de formation continue organisés au niveau régional. »</p>	<p>... les trois dernières années. »</p> <p>Article 76</p> <p>Le titre ...</p> <p>l'éducation est complété par un chapitre ...</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p>« <i>Art. L. 759-1.</i> —</p> <p>... décret. »</p>	<p>Article 76</p> <p><i>(Sans modification).</i></p> <p><i>Chapitre additionnel</i></p> <p>CHAPITRE IV</p> <p>Le sport</p> <p>(amendement n° 392)</p> <p><i>Article additionnel</i></p> <p><i>Après l'article 19-4 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation</i></p>

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte adopté
par le Sénat
en première lecture

Propositions
de la Commission

et à la promotion des activités physiques et sportives, il est inséré un article 19-5 ainsi rédigé :

« Art. 19-5. — Il est créé dans chaque région une conférence régionale de développement du sport placée auprès du président du conseil régional.

« La nature juridique et les principes d'organisation de cette conférence sont déterminés par le conseil régional.

« Cette conférence :

« — favorise la concertation et anime la coordination des initiatives des acteurs publics et privés des activités physiques et sportives en région afin d'harmoniser les initiatives régionales des acteurs du sport, de valoriser la mise en œuvre de leurs ressources et de contribuer à l'aménagement et au développement durable du territoire régional ;

« — propose des orientations stratégiques pour le développement du sport en région et peut donner des avis sur toutes questions relatives aux activités physiques et sportives ;

« — élabore le projet de schéma régional de développement du sport qui est soumis à l'approbation du conseil régional ;

— évalue les politiques du sport conduites et publie régulièrement un rapport sur la mise en œuvre de ces politiques ;

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives</p>			<p>« Le conseil régional fixe la composition de la Conférence qui comprend par tiers :</p> <p>« — des représentants des collectivités (région, départements, intercommunalités),</p> <p>— des représentants du sport, principalement du Comité régional olympique et sportif et des Comités départementaux olympiques et sportifs,</p> <p>« — sur proposition du préfet de région, des représentants des services et établissements publics de l'État en région.</p> <p>« En outre chaque collègue peut comporter un nombre de personnes qualifiées dans la limite de 10 % de l'effectif de ce collègue. »</p>
			<p>(amendement n° 393)</p>
			<p><i>Article additionnel</i></p>
			<p><i>L'article 50-2 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives est ainsi rédigé :</i></p>
			<p>« Art. 50-2. — Le département favorise le développement maîtrisé des sports de nature. À cette fin, il élabore un plan départemental des espaces, sites et itinéraires relatifs aux sports de nature. Ce plan inclut le plan départemental prévu à l'article L.361-1 du code de l'environnement.</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Cette commission comprend des représentants de fédérations agréées qui exercent des activités sportives de nature, des représentants de groupements professionnels concernés, des élus locaux et des représentants de l'État.</p>			<p>« Il est institué une commission départementale des espaces, sites et itinéraires relatifs aux sports de nature, placée auprès du président du conseil général.</p>
<p>Cette commission :</p>			<p>« Cette commission comprend notamment un représentant du comité départemental olympique et sportif, des représentants des fédérations sportives agréées qui organisent des sports de nature désignés sur proposition du comité départemental olympique et sportif, des représentants des groupements professionnels concernés, des élus locaux et des représentants de l'État.</p>
<p>– propose un plan départemental des espaces, sites et itinéraires relatifs aux sports de nature et concourt à son élaboration ;</p>			<p>« Cette commission :</p> <p>« – propose le plan départemental des espaces, sites et itinéraires relatifs aux sports de nature et concourt à son élaboration ;</p>
<p>– propose les conventions et l'établissement des servitudes ;</p>			<p>« – propose les conventions relatives au plan ;</p>
<p>– donne son avis sur l'impact, au niveau départemental, des projets de loi, de décret ou d'arrêté préfectoral pouvant avoir une incidence sur les activités physiques et sportives de nature ;</p>			<p>« – est consultée sur toute modification du plan ainsi que sur tout projet d'aménagement ou mesure de protection des espaces naturels, susceptibles d'avoir une incidence sur l'exercice des sports de nature dans les espaces, sites et itinéraires inscrits à ce plan.</p>
<p>– est consultée sur tout projet d'aménagement ou de mesure de protection de l'environnement pouvant avoir une incidence sur les sports de nature.</p>			<p>« La composition et les modalités de fonctionnement de la commission sont fixées par délibération de l'assemblée départementale. »</p>
<p>Un décret en Conseil d'État précise la composition de cette commission et les modalités de son fonctionnement.</p>			<p>(amendement n° 394)</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p><i>Art. 50-3.</i> — Lorsque des travaux sont susceptibles de porter atteinte, en raison de leur localisation ou de leur nature, aux espaces, sites ou itinéraires inscrits au plan départemental des espaces, sites et itinéraires relatifs aux sports de nature, ainsi qu'à l'exercice desdits sports de nature qui sont susceptibles de s'y pratiquer, le représentant de l'État dans le département prescrit les mesures d'accompagnement compensatoires ou correctrices nécessaires.</p>			<p><i>Article additionnel</i></p> <p><i>L'article 50-3 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives est ainsi rédigé :</i></p>
<p>Ces mesures sont à la charge du bénéficiaire des travaux visés au premier alinéa.</p>			<p>« Art. 50-3. — Lorsque des travaux sont susceptibles de porter atteinte, en raison de leur localisation ou de leur nature, aux espaces, sites et itinéraires inscrits au plan, ainsi qu'à l'exercice desdits sports de nature qui sont susceptibles de s'y pratiquer, l'autorité administrative compétente dans le département prescrit s'il y a lieu les mesures d'accompagnement, compensatoires ou correctrices nécessaires.</p>
<p>Les conditions d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'État.</p>			<p>« Les conditions d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'État. »</p>
<p>Code de l'urbanisme</p>			<p>(amendement n° 395)</p>
<p><i>Art. L. 142-2.</i> — Pour mettre en oeuvre la politique prévue à l'article L. 142-1, le département peut instituer, par délibération du conseil général, une taxe départementale des espaces naturels sensibles.</p>			<p><i>Article additionnel</i></p> <p><i>Après le neuvième alinéa de l'article L.142-2 du code de l'urbanisme, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :</i></p>
<p>Cette taxe tient lieu de participation forfaitaire aux dépenses du département :</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>—</p> <p>– pour l'acquisition, par voie amiable, par expropriation ou par exercice du droit de préemption mentionné à l'article L. 142-3, de terrains ou ensembles de droits sociaux donnant vocation à l'attribution en propriété ou en jouissance de terrains, ainsi que pour l'aménagement et l'entretien de tout espace naturel, boisé ou non, appartenant au département, sous réserve de son ouverture au public dans les conditions prévues à l'article L. 142-10 ;</p>			
<p>– pour sa participation à l'acquisition, à l'aménagement et la gestion des terrains du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, pour sa participation à l'acquisition de terrains par une commune ou par un établissement public de coopération intercommunale compétent, ainsi qu'à l'entretien des terrains acquis par l'une et l'autre de ces personnes publiques ou par l'agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France dans l'exercice du droit de préemption, par délégation ou par substitution, prévu à l'article L. 142-3.</p>			
<p>Le produit de la taxe peut également être utilisé :</p>			
<p>– pour l'aménagement et l'entretien d'espaces naturels, boisés ou non, appartenant aux collectivités publiques ou à leurs établissements publics et ouverts au public, ou appartenant à des propriétaires privés à la condition qu'ils aient fait l'objet d'une convention passée en application de l'article L. 130-5 ;</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>—</p> <p>– pour l'aménagement et la gestion des parties naturelles de la zone dite des cinquante pas géométriques, définie par la loi n° 96-1241 du 30 décembre 1996 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer ;</p>			
<p>– pour l'acquisition, l'aménagement et la gestion des sentiers figurant sur un plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée, établi dans les conditions prévues à l'article 56 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, ainsi que des chemins et servitudes de halage et de marchepied des voies d'eau domaniales concédées qui ne sont pas ouvertes à la circulation générale et pour l'acquisition, par voie amiable ou par exercice du droit de préemption mentionné à l'article L. 142-3, l'aménagement et la gestion des chemins le long des autres cours d'eau et plans d'eau ;</p>			
<p>– pour l'acquisition par un département, une commune, un établissement public de coopération intercommunale ou le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, de bois et forêts ou de droits sociaux donnant vocation à l'attribution en propriété ou en jouissance de bois et forêts, sous réserve de leur ouverture au public dans les conditions prévues à l'article</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
L. 142-10. 	<p style="text-align: center;">TITRE V TRANSFERTS DE SERVICES ET GARANTIES INDIVI- DUELLES DES AGENTS</p> <p style="text-align: center;">CHAPITRE I^{ER} Mises à disposition et trans- fert des services et des agents</p> <p style="text-align: center;">Article 77</p> <p>I. — Les services ou parties de services qui participent à l'exercice des compétences de l'État transférées aux collectivités territoriales par la présente loi leur sont transférés selon les modalités prévues aux articles L. 1321-1</p>	<p style="text-align: center;">TITRE V TRANSFERTS DE SERVICES ET GARANTIES INDIVI- DUELLES DES AGENTS</p> <p style="text-align: center;">CHAPITRE I^{ER} Mises à disposition et trans- fert des services et des agents</p> <p style="text-align: center;">Article 77</p> <p>I. — ... territoriales ou à leurs groupements par la présente ...</p>	<p style="text-align: center;">« — pour l'acquisition, l'aménagement et la gestion des espaces, sites et itinéraires figurant au plan départemental des espaces, sites itinéraires relatifs aux sports de nature établi dans les conditions prévues à l'article 50-2 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives. »</p> <p style="text-align: center;">(amendement n° 396)</p> <p style="text-align: center;"><i>Article additionnel</i></p> <p style="text-align: center;"><i>Le département favorise la pratique du sport pour les personnes qui rencontrent des difficultés sociales, tant au sein d'organismes membres d'une fédération sportive agréée que dans les écoles et centres sportifs municipaux.</i></p> <p style="text-align: center;">(amendement n° 397)</p>
<p style="text-align: center;">Code général des collectivités territoriales</p> <p style="text-align: center;">Art. L. 1321-1 à 1321-8. — Cf. annexe.</p>			<p style="text-align: center;">TITRE V TRANSFERTS DE SERVICES ET GARANTIES INDIVI- DUELLES DES AGENTS</p> <p style="text-align: center;">CHAPITRE I^{ER} Mises à disposition et trans- fert des services et des agents</p> <p style="text-align: center;">Article 77</p> <p style="text-align: center;">I. — <i>Sont concernés par le présent article :</i></p> <p style="text-align: center;">a) les services ou parties de services qui participent à l'exercice des compétences de l'État transférées aux collectivités territoriales</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Loi n° 92-1255 du 2 décembre 1992 relative à la mise à la disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services</p>	<p>à L. 1321-8 du code général des collectivités territoriales et celles qui sont définies ci-après.</p>	<p><i>Lorsque la compétence transférée concerne une ou plusieurs fractions d'emplois, ces emplois ne sont pas transférés, mais la collectivité territoriale ou son groupement intéressé se voit attribuer une compensation financière correspondant à la quotité de temps de travail estimée pour l'exercice de la-dite compétence.</i></p>	<p>ou à leurs groupements par la présente loi ;</p>
<p>Art. 2. — Cf. annexe.</p>	<p>Ces transferts s'appliquent également aux services ou parties de services de l'État mis à disposition des collectivités territoriales pour l'exercice des compétences transférées dans les domaines des ports, des canaux et des routes départementales en application de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et de la loi n° 92-1255 du 2 décembre 1992. Toutefois, les parcs de l'équipement mentionnés à l'article 2 de la loi du 2 décembre 1992 précitée ne sont pas transférés. Dans un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, le Gouvernement déposera devant le Parlement un rapport sur le fonctionnement et</p>	<p><i>Les contrats de droit privé existant dans les services transférés donnent lieu à transfert dans les mêmes conditions que les emplois occupés par des agents non titulaires de droit public, dès lors qu'ils correspondent à la satisfaction d'un besoin permanent aux fins de l'exercice de la compétence transférée.</i></p>	<p>Alinéa supprimé.</p> <p>Alinéa supprimé.</p>
		<p>... 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État et de la loi n° 92-1255 du 2 décembre 1992 relative à la mise à disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services. Toutefois les parcs de l'équipement mentionnés à l'article 2 de la loi</p>	<p>b) les services ou parties de services de l'État mis à disposition des collectivités territoriales pour l'exercice des compétences transférées dans les domaines des ports, des canaux et des routes départementales en application de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État et de la loi n° 92-1255 du 2 décembre 1992 relative à la mise à disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services.</p>
			<p>Toutefois, les parcs de l'équipement mentionnés à l'article 2 de la loi n°92-1255</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
	l'évolution de ces parcs.	<p>n° 92-1255 du 2 décembre 1992 précitée ...</p> <p>Seront transférés aux collectivités territoriales ou à leurs groupements les emplois pourvus au 31 décembre 2004 sous réserve que leur nombre global ne soit pas inférieur à celui constaté le 31 décembre 2002.</p>	<p>du 2 décembre 1992 précitée ne sont pas transférés. Dans un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, le Gouvernement déposera devant le Parlement un rapport sur le fonctionnement et l'évolution de ces parcs.</p> <p><i>II. — Les services et parties de services mentionnés au I sont transférés selon les modalités prévues aux articles L. 1321-1 à L. 1321-8 du code général des collectivités territoriales et celles qui sont définies ci-après.</i></p> <p><i>Seules donnent lieu à compensation financière, après détermination d'un nombre entier d'emplois à temps plein susceptibles d'être transférés, les fractions d'emplois ne pouvant donner lieu à transfert.</i></p> <p><i>Dans l'attente de la signature des conventions visées au III du présent article ou, à défaut, des arrêtés visés au IV, et à compter de la date de transfert des compétences, le président du conseil régional, le président du conseil exécutif de la collectivité territoriale de Corse, le président du conseil général, le président de l'organe délibérant du groupement de collectivités territoriales ou le maire, donne ses instructions aux chefs des services de l'État en charge des compétences transférées.</i></p> <p><i>Seront transférés aux collectivités territoriales ou à leurs groupements les emplois pourvus au 31 décembre de l'année précédant l'année du</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Code de l'éducation</p> <p><i>Art. L. 421-23. — Cf. supra art. 67 du projet de loi.</i></p>	<p>II. — Dans un délai de trois mois à compter de la publication du décret approuvant une convention type, une ou plusieurs conventions, conclues entre le représentant de l'État et, selon le cas, le président du conseil régional ou le président du conseil exécutif de la collectivité territoriale de Corse, le président du conseil général, le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire, constatent la liste des services ou parties de services qui sont, pour l'exercice de leurs missions, mis à disposition de la collectivité ou du groupement de collectivités bénéficiaires du transfert de compétences en application de la présente loi. Ces services ou parties de services sont placés sous l'autorité, selon le cas, du président du conseil régional ou du président du conseil exécutif de la collectivité territoriale de Corse, du président du conseil général, du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire, sous réserve des dispositions de l'article L. 421-23 du code de l'éducation, et des cas où un partage de l'autorité est organisé, par la convention, à titre temporaire.</p> <p>Cette convention peut adapter les clauses de la convention type en fonction de situations particulières.</p>	<p>II. —</p> <p>... de l'organe délibérant du groupement de collectivités territoriales ou le maire ...</p> <p>... de l'organe délibérant du groupement de collectivités territoriales ou du maire ...</p> <p>(Alinéa sans modification).</p>	<p><i>transfert sous réserve que leur nombre global ne soit pas inférieur à celui constaté le 31 décembre 2002.</i></p> <p>III. — Dans ...</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p><i>Pour les compétences de l'État transférées aux collectivités territoriales ou à leurs groupements postérieurement à la publication du</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Loi n° 92-1255 du 2 décembre 1992 précitée</p> <p><i>Art. 7. — Cf. annexe.</i></p>	<p>À défaut de convention passée dans le délai de trois mois précité, la liste des services ou parties de services mis à disposition est établie par arrêté conjoint du ministre chargé des collectivités territoriales et du ministre intéressé.</p> <p>Ces dispositions ne s'appliquent pas aux services ou parties de services déjà mis à disposition du département et placés sous l'autorité fonctionnelle du président du conseil général en application de l'article 7 de la loi du 2 décembre 1992 précitée. À compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, les départements ne peuvent plus demander la mise en œuvre de cet article.</p>	<p>... intéressé, après avis <i>motivé</i> de la Commission nationale de conciliation.</p> <p>... loi n° 92-1255 du 2 décembre 1992 ...</p> <p><i>II bis (nouveau). — Pour les compétences de l'État transférées aux collectivités territoriales ou à leurs groupements postérieurement à la publication du décret approuvant une convention type, le délai de trois mois visé au II court à compter de la date du transfert de la compétence.</i></p> <p><i>II ter (nouveau). — Il est créé auprès du ministre chargé des collectivités territoriales, pour une durée de</i></p>	<p><i>décret approuvant une convention type, le délai de trois mois court à compter de la date du transfert de la compétence.</i></p> <p><i>IV. — À ...</i></p> <p>... après consultation d'une commission de conciliation, placée auprès du ministre chargé des collectivités territoriales et comprenant des représentants de chaque catégorie de collectivités territoriales et de leurs groupements.</p> <p><i>V. — Les dispositions du III, du IV et du V du présent article ne s'appliquent ...</i></p> <p>Alinéa supprimé.</p> <p>Alinéa supprimé.</p>

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte adopté
par le Sénat
en première lecture

Propositions
de la Commission

—

—

—

—

quatre ans, une Commission nationale de conciliation chargée d'examiner les litiges portant sur les conventions visées au II.

La commission, présidée par un conseiller d'État, comprend en outre un nombre égal de représentants de l'État et de représentants de chaque catégorie de collectivités territoriales et de leurs groupements.

Alinéa supprimé.

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité</p>	<p>III. — L'article 41 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité est abrogé.</p>	<p><i>La commission rend un avis motivé dans un délai d'un mois à compter de sa saisine.</i></p>	<p>Alinéa supprimé.</p>
<p><i>Art. 41. — Les agents des services ou parties de services des directions départementales de l'équipement, placés sous l'autorité fonctionnelle des présidents de conseils généraux en application de l'article 7 de la loi n° 92-1255 du 2 décembre 1992 relative à la mise à disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services, peuvent opter pour le statut de la fonction publique territoriale dans un délai de deux ans à compter :</i></p>	<p>IV. — Un décret en Conseil d'État fixe les modalités de transferts définitifs des services ou parties de services mentionnés au I du présent article.</p>	<p>III. — ... 2002 précitée est abrogé.</p>	<p>VI. — L'article ...</p>
<p>— de la date de publication de la présente loi pour les départements faisant application, à cette date, de l'article 7 de la loi n° 92-1255 du 2 décembre 1992 précitée ;</p>	<p>Article 78</p>	<p>IV. — ... I.</p>	<p>VII. — <i>Des décrets en Conseil d'État fixent les modalités ...</i> (amendement n° 398)</p>
<p>Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État</p>	<p>Les fonctionnaires et</p>	<p>Article 78</p>	<p>Article 78 <i>Par dérogation à l'article 41 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, les fonctionnaires</i></p>
<p><i>Art. 41. — Cf. annexe</i></p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p>Code de l'éducation</p> <p><i>Art. L. 421-23. — Cf. supra art. 67 du projet de loi.</i></p> <p>Loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale</p> <p><i>Art. 1^{er} et 2. — Cf. annexe.</i></p>	<p>les agents non titulaires de l'État et de ses établissements publics affectés à des services ou parties de services entièrement mis, en application des conventions ou des arrêtés mentionnés à l'article 77 de la présente loi, à la disposition d'une collectivité ou d'un groupement de collectivités, sont de plein droit mis à disposition, à titre individuel, selon le cas, du président du conseil régional ou du président du conseil exécutif de la collectivité territoriale de Corse, du président du conseil général, du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire. Ils sont placés, pour l'exercice de leurs fonctions, et sous réserve des dispositions de l'article L. 421-23 du code de l'éducation, sous son autorité.</p> <p style="text-align: center;">Article 79</p> <p>Les agents non titulaires de l'État et de ses établissements publics mentionnés à l'article 78 de la présente loi qui remplissent les conditions énoncées aux articles 1^{er} et 2 de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale conservent le bénéfice des dispositions prévues par ces articles.</p> <p>Ils sont mis à disposition jusqu'au terme de leur contrat et, au plus tard, jusqu'à la date d'entrée en vigueur du décret prévu au IV de l'article 77 de la présente</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>... 77,</p> <p>à la disposition ...</p> <p>... de l'organe délibérant du groupement de collectivités territoriales ou du maire ...</p> <p style="text-align: center;">Article 79</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>	<p>...</p> <p style="text-align: right;">(amendement n° 399)</p> <p style="text-align: right;">... services</p> <p>mis ...</p> <p style="text-align: right;">(amendement n° 400)</p> <p style="text-align: right;">... au VII</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
	<p>loi. Toutefois, les agents reçus aux concours ou examens organisés en application des articles 1^{er} et 2 de la loi du 3 janvier 2001 demeurent mis à disposition jusqu'à la date de leur nomination en qualité de fonctionnaire.</p> <p>S'ils sont titularisés dans la fonction publique de l'État et affectés à un service transféré en vertu de la présente loi à une collectivité territoriale, ces agents bénéficient des dispositions des articles 80 et 82 ci-après. Le délai de deux ans prévu à l'article 80 court à compter de la date de leur titularisation lorsqu'elle est postérieure à la date d'entrée en vigueur du décret prévu au IV de l'article 77 de la présente loi.</p> <p>La durée des services accomplis par les intéressés mis à disposition par la présente loi est retenue pour la détermination des conditions d'ancienneté.</p>	<p>... loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 précitée demeurent ...</p> <p>... territoriale ou à un groupement de collectivités territoriales, ces agents ...</p> <p>... 82 de la présente loi. Le délai de deux ans prévu audit article 80 ...</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>	<p>de ...</p> <p>(amendement n° 401)</p> <p>... au VII</p> <p>de ...</p> <p>(amendement n° 401)</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>
	<p>CHAPITRE II</p> <p>Situation individuelle des agents</p> <p>Article 80</p> <p>I. — Dans le délai de deux ans à compter de la date de publication des décrets en Conseil d'État fixant les transferts définitifs des services, les fonctionnaires de l'État exerçant leurs fonctions dans un service ou une partie de service transféré à une collectivité territoriale peuvent opter, soit pour le statut de fonctionnaire territorial, soit</p>	<p>CHAPITRE II</p> <p>Situation individuelle des agents</p> <p>Article 80</p> <p>I. —</p> <p>... territoriale ou à un groupement de collectivités</p>	<p>CHAPITRE II</p> <p>Situation individuelle des agents</p> <p>Article 80</p> <p><i>(Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
—	pour le maintien du statut de fonctionnaire de l'État.	territoriales peuvent ...	—
	<p>II. — Les fonctionnaires de l'État ayant opté pour le statut de fonctionnaire territorial sont intégrés dans un cadre d'emploi de la fonction publique territoriale dans les conditions prévues par les dispositions statutaires applicables à ce cadre d'emploi. Les services effectifs accomplis par les intéressés dans leur corps d'origine sont assimilés à des services accomplis dans ce cadre d'emplois.</p>	II. — <i>(Sans modification).</i>	
	<p>III. — Les fonctionnaires de l'État ayant opté pour le maintien de leur statut sont placés en position de détachement auprès de la collectivité territoriale dont relève désormais leur service.</p>	<p>III. —</p> <p>... territoriale ou du groupement de collectivités territoriales dont ...</p>	
<p>Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État</p>			
<p><i>Chapitre V. — Positions</i> <i>Section II. — Détachement</i></p>	<p>Par dérogation à la section II du chapitre V de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, ces détachements sont sans limitation de durée. L'autorité territoriale exerce le pouvoir disciplinaire sur les fonctionnaires ainsi détachés. Elle informe l'administration gestionnaire de leur corps d'origine des sanctions prononcées.</p>	<p>... section 2 du ...</p>	
	<p>Lorsque les fonctionnaires détachés sont placés, sur leur demande, dans une position statutaire dont le bénéfice est de droit, le déta-</p>	<p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale</p>	<p>chement est suspendu.</p> <p>Les fonctionnaires détachés sans limitation de durée peuvent, à tout moment, demander à être intégrés dans la fonction publique territoriale.</p> <p>Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application des quatre alinéas précédents.</p> <p>Les fonctionnaires qui, à l'expiration du délai mentionné au premier alinéa du présent article, n'ont pas fait usage du droit d'option mentionné à cet alinéa, sont placés en position de détachement sans limitation de durée.</p> <p>Les dispositions de l'article 41 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ne sont pas applicables à la nomination des fonctionnaires mentionnés au premier alinéa du présent article à des emplois des services ou parties de service transférés en application de la présente loi à une collectivité territoriale ou à un groupement de collectivités territoriales.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>Article 81</p> <p>... en vigueur des décrets en ...</p> <p>(amendement n° 402)</p>
<p>Art. 41. — Cf. annexe.</p>	<p>Article 81</p> <p>À la date d'entrée en vigueur du décret en Conseil d'État fixant les transferts définitifs des services ou parties de services auxquels ils sont affectés, les agents non titulaires de droit public de l'État et de ses établissements publics deviennent agents non titulaires de droit public de la</p>	<p>Article 81</p>	<p>Article 81</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>—</p> <p>Art. 41. — Cf. annexe.</p>	<p>fonction publique territoriale. Ils conservent, à titre individuel, le bénéfice des stipulations de leur contrat. Les services antérieurement accomplis en qualité d'agent non titulaire de droit public de l'État et de ses établissements publics sont assimilés à des services accomplis dans la collectivité territoriale d'accueil.</p> <p>Les agents dont le contrat arrive à échéance avant la date d'entrée en vigueur du décret en Conseil d'État fixant le transfert définitif des services peuvent être recrutés en qualité d'agents non titulaires de la fonction publique territoriale.</p> <p>Les dispositions de l'article 3 en ce qu'elles déterminent les conditions de recrutement des agents non titulaires et de l'article 41 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ne sont pas applicables au recrutement des agents non titulaires de droit public de l'État et de ses établissements publics à des emplois des services ou parties de service transférés à une collectivité territoriale ou à un groupement de collectivités territoriales en application de la présente loi.</p>	<p>—</p> <p>... territoriale ou le groupement de collectivités territoriales d'accueil.</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>... 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée en ce qu'elles ... de ladite loi ne sont pas ...</p>	<p>—</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>Les contrats de droit privé existant dans les services transférés donnent lieu à transfert dans les mêmes conditions que les emplois occupés par des agents non titulaires de droit public, dès lors qu'ils correspondent à la satisfaction d'un besoin permanent aux fins de l'exercice</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p>Code des pensions civiles et militaires de retraite</p> <p><i>Art. L. 24. — Cf. annexe.</i></p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Article 82</p> <p>Les fonctionnaires de l'État mentionnés à l'article 80 de la présente loi et appartenant à un corps classé en catégorie active au sens du 1° du I de l'article L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite, conservent, à titre personnel, le bénéfice des avantages qui en découlent. Ils peuvent, si besoin est, compléter la durée de service en vue de remplir la condition de quinze ans exigée par les dispositions qui leurs sont applicables au titre du régime de pension dont ils relèvent dès lors qu'ils exercent dans les collectivités d'accueil des fonctions ayant, par leur contenu, la même nature que celles qu'ils exerçaient antérieurement au service de l'État.</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Article 82</p> <p>... dans la collectivité territoriale ou le groupement de collectivités territoriales d'accueil ...</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p><i>de la compétence transférée.</i></p> <p style="text-align: center;">(amendement n° 403)</p> <p style="text-align: center;">Article 82</p> <p><i>(Sans modification).</i></p>
	<p style="text-align: center;">CHAPITRE III</p> <p style="text-align: center;">Mises à disposition au titre de l'expérimentation et des délégations de compétences</p> <p style="text-align: center;">Article 83</p> <p>Les services ou parties de services qui participent à l'exercice des compétences faisant l'objet d'une expérimentation ou d'une délégation de compétence, sont, pour la durée de l'expérimentation ou de la délégation de compétence, et suivant les dispositions du II de l'article 77 de la présente loi, mis, pour l'exercice de leurs missions, à disposition, selon le cas, de la région ou de la collectivité territoriale de</p>	<p style="text-align: center;">CHAPITRE III</p> <p style="text-align: center;">Mises à disposition au titre de l'expérimentation et des délégations de compétences</p> <p style="text-align: center;">Article 83</p> <p>... 77 mis ...</p>	<p style="text-align: center;">CHAPITRE III</p> <p style="text-align: center;">Mises à disposition au titre de l'expérimentation et des délégations de compétences</p> <p style="text-align: center;">Article 83</p> <p><i>(Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
	<p>Corse, du département, de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.</p> <p>Les fonctionnaires et les agents non titulaires de droit public de l'État et de ses établissements publics qui exercent leurs fonctions dans un service ou partie de service mis à disposition à titre expérimental ou dans le cadre d'une délégation de compétence, en application de la présente loi, d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales, sont de plein droit mis à disposition, à titre individuel, de cette collectivité ou de ce groupement. Ils sont placés, pour l'exercice de leurs fonctions, sous l'autorité, selon le cas, du président du conseil régional ou du président du conseil exécutif de la collectivité territoriale de Corse, du président du conseil général, du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire.</p> <p style="text-align: center;">CHAPITRE IV Dispositions diverses</p> <p style="text-align: center;">Article 84</p>	<p>... département, du groupement de collectivités territoriales ou de la commune.</p> <p>Pour les expérimentations ou les délégations de compétences ayant fait l'objet d'une convention postérieurement à la publication du décret approuvant une convention type, le délai de trois mois prévu à l'article 77 court à compter de la date de la convention de mise en œuvre de l'expérimentation ou de la délégation de compétence.</p> <p>... titulaires de l'État ...</p> <p>... président de l'organe délibérant du groupement de collectivités territoriales ou du maire.</p> <p style="text-align: center;">CHAPITRE IV Dispositions diverses</p> <p style="text-align: center;">Article 84</p>	<p style="text-align: center;">CHAPITRE IV Dispositions diverses</p> <p style="text-align: center;">Article 84</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
—	<p>Une commission commune au Conseil supérieur de la fonction publique de l'État et au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale est constituée. Elle est consultée notamment sur la convention type mentionnée à l'article 77 de la présente loi.</p>	... 77.	<i>(Sans modification).</i>
	<p>Un décret en Conseil d'État détermine les modalités d'application du présent article. Il fixe notamment les règles applicables à la désignation des membres de la commission.</p>	<i>(Alinéa sans modification).</i>	
	Article 85	Article 85	Article 85
	<p>Les décrets en Conseil d'État mentionnés au dernier alinéa de l'article 77 de la présente loi sont soumis aux avis des seuls comités techniques paritaires ministériels intéressés.</p>	... d'État pris en application du IV de l'article 77 sont ...	du VII de ...
	<p>Les conventions ou à défaut les arrêtés mentionnés à l'article 77 de la présente loi sont soumis aux avis des seuls comités techniques paritaires locaux intéressés.</p>	... arrêtés pris en application du II de l'article 77 sont du III de ... (amendement n° 404)
	Article 86	Article 86	Article 86
<p>Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale</p>	<p>I. — Le premier alinéa de l'article 39 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale est remplacé par les dispositions suivantes :</p>	<p>I. —</p> <p>... est ainsi rédigé :</p>	<i>(Sans modification).</i>
<p><i>Art. 39.</i> — En vue de favoriser la promotion interne, les statuts particuliers fixent une proportion de postes susceptibles d'être proposés au personnel appartenant</p>	<p>« En vue de favoriser la promotion interne, les statuts particuliers fixent une proportion de postes susceptibles d'être proposés au personnel appartenant déjà à</p>		

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>déjà à l'administration ou à une organisation internationale intergouvernementale non seulement par voie de concours, selon les modalités définies au 2° de l'article 36 ci-dessus, mais aussi par la nomination de fonctionnaires ou de fonctionnaires internationaux, suivant l'une ou l'autre des modalités ci-après :</p>	<p>l'administration ou à une organisation internationale intergouvernementale non seulement par voie de concours, selon les modalités définies au 2° de l'article 36 ci-dessus, mais aussi par la nomination de fonctionnaires ou de fonctionnaires internationaux, suivant l'une des modalités ci-après : ».</p>	<p>mais ... 36,</p>	
<p>1° Inscription sur une liste d'aptitude après examen professionnel ;</p>	<p>II. — Après le troisième alinéa du même article, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :</p>	<p>II. — ... est inséré un ...</p>	
<p>2° Inscription sur une liste d'aptitude établie après avis de la commission administrative paritaire compétente.</p>	<p>« Chaque statut particulier peut prévoir l'application des deux modalités ci-dessus, sous réserve qu'elles bénéficient à des agents placés dans des situations différentes. »</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	
<p>Les listes d'aptitude sont établies par l'autorité territoriale pour les collectivités non affiliées à un centre et par le centre pour les fonctionnaires des cadres d'emploi, emplois ou corps relevant de sa compétence, sur proposition de l'autorité territoriale.</p>			
<p>Le nombre d'agents inscrits sur une liste d'aptitude ne peut être supérieur au nombre d'emplois pouvant être effectivement pourvus. Les listes d'aptitude ont une valeur nationale.</p>			
<p>Art. 79. — L'avancement de grade a lieu de façon continue d'un grade au grade immédiatement supérieur. Il peut être dérogé à cette règle</p>	<p>III. — Le deuxième alinéa de l'article 79 de la loi du 26 janvier 1984 précitée est remplacé par les disposi-</p>	<p>III. — ... la même loi est ainsi rédigé :</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>dans les cas où l'avancement est subordonné à une sélection professionnelle.</p> <p>Il a lieu suivant l'une ou l'autre des modalités ci-après :</p> <p>1° Soit au choix par voie d'inscription à un tableau annuel d'avancement, établi après avis de la commission administrative paritaire, par appréciation de la valeur professionnelle des agents ;</p> <p>2° Soit par voie d'inscription à un tableau annuel d'avancement, établi après avis de la commission administrative paritaire, après une sélection par voie d'examen professionnel ;</p> <p>3° Soit par sélection opérée exclusivement par voie de concours professionnel.</p>	<p>tions suivantes :</p> <p>« Il a lieu suivant l'une ou plusieurs des modalités ci-après : ».</p> <p>Article 87</p> <p>Les dispositions du présent titre sont applicables aux agents de l'État mis à disposition ou transférés à la commune ou au département de Paris.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p> <p>Article 87</p> <p>(Sans modification).</p>	<p>Article 87</p> <p>(Sans modification).</p>
<p>TITRE VI COMPENSATION DES TRANSFERTS DE COMPÉTENCES</p>	<p>TITRE VI COMPENSATION DES TRANSFERTS DE COMPÉTENCES</p>	<p>TITRE VI COMPENSATION DES TRANSFERTS DE COMPÉTENCES</p>	<p>TITRE VI COMPENSATION DES TRANSFERTS DE COMPÉTENCES</p>
		<p>Article 88 A (nouveau)</p> <p>I. — Après l'article L. 1211-4 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 1211-4-1 ainsi rédigé :</p>	<p>Article 88 A</p> <p>I. — (Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p align="center">Code général des collectivités territoriales</p>		<p align="center">« Art. L. 1211-4-1. — Réuni en formation restreinte, le Comité des finances locales est consulté sur les modalités d'évaluation et sur le montant de la compensation des transferts de compétences entre l'État et les collectivités territoriales. Cette formation, dénommée commission consultative sur l'évaluation des charges, est présidée par un représentant élu des collectivités territoriales.</p>	
<p><i>Art. L. 1614-3. — Le montant des dépenses résultant des accroissements et diminutions de charges est constaté pour chaque collectivité par arrêté conjoint du ministre chargé de l'intérieur et du ministre chargé du budget, après avis d'une commission présidée par un magistrat de la Cour des comptes et comprenant des représentants de chaque catégorie de collectivités concernées. Les modalités d'application du présent alinéa, notamment en ce qui concerne la procédure de décompte et la composition de la commission, sont fixées, en tant que de besoin, par décret en Conseil d'État.</i></p>		<p align="center">« Pour chaque transfert de compétences, la commission consultative sur l'évaluation des charges réunit paritairement les représentants de l'État et de la catégorie de collectivités territoriales concernée par le transfert.</p>	
		<p align="center">« La composition et les modalités de fonctionnement de cette commission sont fixées par décret en Conseil d'État. »</p>	
		<p align="center">II. – L'article L. 1614-3 du même code est ainsi modifié :</p>	<p align="center">II. – (Alinéa sans modification).</p>
		<p align="center">1° Après les mots : « après avis », la fin du premier alinéa est ainsi rédigée : « de la commission consultative sur l'évaluation des charges du Comité des finances locales, dans les conditions définies à l'article L. 1211-4-1. » ;</p>	<p align="center">1° (Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>La commission consultative mentionnée à l'alinéa précédent établit à l'intention du Parlement, à l'occasion de l'examen du projet de loi de finances de l'année, un bilan de l'évolution des charges transférées aux collectivités locales.</p>		<p>2° La première phrase du troisième alinéa est ainsi rédigée :</p>	<p>2° (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>Le bilan retrace pour chaque catégorie de collectivités locales l'évolution du coût des compétences transférées au titre de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État et de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 la complétant. Il est effectué à partir du montant des dépenses engagées annuellement par les collectivités locales au titre des compétences transférées en distinguant les dépenses correspondant à l'exercice normal, au sens de l'article L. 1614-1, des compétences transférées de celles résultant de la libre initiative des collectivités locales.</p>		<p>« Le bilan retrace, pour chaque catégorie de collectivités territoriales, l'évolution du coût des compétences qui leur ont été transférées ou confiées au cours des dix dernières années. » ;</p>	
<p>Le bilan retrace également l'évolution des charges résultant des compétences transférées ou confiées aux collectivités locales depuis le 1^{er} janvier 1983 dans les domaines autres que ceux visés par les lois n° 83-8 du 7 janvier 1983 et n° 83-663 du 22 juillet 1983 précitées même lorsque le législateur a expressément prévu en ces matières de déroger au principe de la compensation intégrale des charges transférées.</p>		<p>3° L'avant-dernier alinéa est supprimé.</p>	<p>3° L'avant-dernier alinéa est <i>ainsi rédigé</i> :</p>
<p>Le bilan comprend en annexe un état, pour le dernier exercice connu, de la participation des collectivités</p>			<p>« <i>Le bilan retrace également les conséquences financières des transferts de personnel et des délégations de compétence.</i> »</p> <p>(amendement n° 405)</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>locales à des opérations relevant de la compétence de l'État et des concours de l'État à des programmes intéressant les collectivités locales.</p>			
<p>Code général des collectivités territoriales</p>	<p>Article 88</p>	<p>Article 88</p>	<p>Article 88</p>
<p><i>Art. L. 1614-1 et L. 1614-2, L. 1614-4 à L. 1614-6. — Cf. annexe.</i></p> <p><i>Art. L. 1614-3. — Cf. supra art. 88 A du texte adopté par le Sénat.</i></p> <p><i>Art. L. 1614-7. — Cf. infra art. 93 du projet de loi.</i></p>	<p>I. — Sous réserve des dispositions prévues au présent article et à l'article 89, les transferts de compétences à titre définitif inscrits dans la présente loi et ayant pour conséquence d'accroître les charges des collectivités territoriales ou de leurs groupements, ouvrent droit à une compensation financière dans les conditions fixées par les articles L. 1614-1 à L. 1614-7 du code général des collectivités territoriales.</p>	<p>I. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>	<p>III. — <i>Les dispositions du présent article entrent en vigueur à la date de publication de la présente loi.</i></p> <p>(amendement n° 406)</p> <p>I. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>
	<p>Les ressources attribuées au titre de cette compensation sont équivalentes aux dépenses consacrées, à la date du transfert, par l'État, à l'exercice des compétences transférées, diminuées du montant des éventuelles réductions brutes de charges ou des augmentations de ressources entraînées par les transferts.</p>	<p>(<i>Alinéa sans modification</i>).</p>	<p>(<i>Alinéa sans modification</i>).</p>
			<p><i>Dans les conditions prévues par la loi de finances, en cas de diminution des</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Art. L. 1211-4-1. — Cf. supra art. 88 A du texte adopté par le Sénat.</p>	<p>Le droit à compensation des charges d'investissement transférées par la présente loi est égal à la moyenne des dépenses actualisées, hors taxes et hors fonds de concours, constatées sur une période d'au moins cinq ans précédant le transfert de compétences. Un décret en Conseil d'État fixe les modalités d'application du présent alinéa.</p>	<p>... alinéa, après avis de la commission consultative mentionnée à l'article L. 1211-4-1 du code général des collectivités territoriales.</p>	<p><i>ressources issues de recettes fiscales, le niveau global des ressources destinées à compenser les accroissements de charges est maintenu dans des proportions équivalentes à celles que consacrait l'État à l'exercice de la compétence avant le transfert. La constatation de la diminution fait l'objet d'un rapport du Comité des finances locales dans des conditions déterminées par décret en Conseil d'État.</i></p>
		<p>Le droit à compensation des charges de fonctionnement transférées par la présente loi est égal à la moyenne des dépenses actualisées constatées sur une période de trois ans précédant le transfert de compétences.</p>	<p>(amendement n° 407)</p> <p>(Alinéa sans modification).</p>
	<p>II. — La compensation financière des transferts de compétences s'opère, à titre principal, par l'attribution d'impositions de toute nature, dans des conditions fixées par la loi de finances.</p>	<p>II. — (Sans modification).</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>
			<p>... nature dont les collectivités territoriales votent les taux ou déterminent le tarif, dans ...</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
		<p>III (<i>nouveau</i>). — Sous réserve des dispositions de l'article 19, l'État et les collectivités territoriales assurent le financement des opérations inscrites aux quatrièmes contrats de plan État-régions et relevant de domaines de compétences transférés, dans les conditions suivantes :</p> <p>1° Les opérations engagées à la date d'entrée en vigueur de la présente loi sont poursuivies jusqu'à leur terme, dans les conditions fixées par les contrats. Les sommes versées par l'État à ce titre sont déduites du montant annuel de la compensation financière mentionnée au II ;</p> <p>2° Les opérations non engagées à la date d'entrée en vigueur de la présente loi et ressortissant à un domaine de compétences transféré, au titre duquel elles bénéficient d'une compensation financière, relèvent des collectivités territoriales nouvellement compétentes qui en assurent le financement.</p> <p>Article 88 <i>bis</i> (<i>nouveau</i>)</p> <p>Après l'article L. 1614-1 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 1614-1-1 ainsi rédigé :</p> <p>« Art. L. 1614-1-1. — Toute création ou extension de compétence ayant pour conséquence d'augmenter les charges des collectivités territoriales est accompagnée des ressources nécessaires à son</p>	<p>(amendement n° 408)</p> <p>III. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>1° Les opérations ayant fait l'objet d'un engagement juridique à la date ...</p> <p>(amendement n° 409)</p> <p>2° Les opérations n'ayant pas fait l'objet d'un engagement juridique à la date ...</p> <p>(amendement n° 409)</p> <p>Article 88 <i>bis</i></p> <p>(<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>« Art. L. 1614-1-1. —</p> <p>... nécessaires dé-</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p><i>Art. L. 1614-3-1.</i> — La commission mentionnée au premier alinéa de l'article L. 1614-3 constate l'évolution des charges résultant des modifications par voie législative des conditions d'exercice des compétences transférées, et la retrace dans le bilan mentionné au même article L. 1614-3. Lorsqu'elles concernent des compétences exercées par les régions ou les départements, l'évolution de ces charges est constatée pour chaque collectivité.</p>	<p>Article 88 <i>ter</i> (nouveau)</p>	<p>exercice normal. »</p> <p>À l'article L. 1614-3-1 du code général des collectivités territoriales, après les mots : « l'évolution des charges résultant », sont insérés les mots : « des créations, des extensions de compétences ou ».</p>	<p><i>terminées par la loi.</i> »</p> <p>(amendement n° 410)</p> <p>Article 88 <i>ter</i></p> <p>Supprimé.</p> <p>(amendement n° 411)</p>
			<p>Article additionnel</p> <p>Après l'article L. 1321-3 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 1321-3-1 ainsi rédigé :</p> <p>« Art. L. 1321-3-1. — Si la collectivité bénéficiaire renonce à se porter acquéreur ou si l'État renonce à lui vendre l'immeuble après sa désaffectation, l'État lui versera une indemnité égale à :</p> <p>– la valeur vénale du terrain d'assiette déterminée par le service des domaines dans les six mois de la désaffectation, à condition que ce terrain ait été acquis avant la mise à disposition par la collectivité bénéficiaire puis cédé gratuitement à l'État ;</p> <p>– et au montant actualisé des investissements réalisés par la collectivité bénéficiaire pour la construction du</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p><i>Art. L. 1614-8.</i> — Les crédits précédemment ouverts au budget de l'État pour les investissements exécutés ou subventionnés par l'État au titre des ports maritimes de commerce et de pêche font l'objet d'un concours particulier au sein de la dotation générale de décentralisation. Ils sont répartis, dans les conditions définies par décret en Conseil d'État, entre les départements qui réalisent des travaux d'investissement ou participent à leur financement, au titre des compétences qui leur sont transférées en vertu du premier alinéa de l'article 6 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État.</p>	<p>Article 89</p> <p>I. — L'article L. 1614-8 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :</p> <p>« <i>Art. L. 1614-8.</i> — Les crédits précédemment ouverts au budget de l'État pour les investissements exécutés ou subventionnés par l'État au titre des ports transférés en application du premier alinéa de l'article 6 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, ou de l'article 24 de la loi n° du relative aux responsabilités locales, font l'objet d'un concours particulier de la dotation générale de décentralisation. Ils sont répartis, dans des conditions déterminées par décret en Conseil d'État, entre les collectivités territoriales qui réalisent des travaux d'investissement ou participent à leur financement, au titre des compétences transférées. »</p>	<p>Article 89</p> <p>I. — (<i>Sans modification</i>).</p>	<p>bâtiment mis à disposition. »</p> <p>(amendement n° 412)</p> <p>Article 89</p> <p>I. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>« <i>Art. L. 1614-8.</i> —</p> <p>... territoriales ou leurs groupements qui ...</p> <p>(amendement n° 413)</p>
<p>Loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État.</p>	<p>II. — Les ressources précédemment consacrées par</p>	<p>II. — (<i>Sans modification</i>).</p>	<p>II. —</p>
<p><i>Art. 6.</i> — <i>Cf. annexe.</i></p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Loi n° 92-1255 du 2 décembre 1992 relative à la mise à la disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services</p> <p><i>Art. 10. — Cf. annexe.</i></p>	<p>l'État à l'exercice des compétences transférées aux collectivités territoriales par le XI de l'article 67 et par les articles 73 et 75 de la présente loi sont intégrées dans la dotation générale de décentralisation et réparties entre les collectivités territoriales désormais compétentes dans des conditions déterminées par décret en Conseil d'État.</p> <p>III. — Pour ce qui concerne les crédits d'investissement, le transfert aux départements des routes, de leurs accessoires et de leurs dépendances s'accompagne du transfert concomitant des ressources équivalentes, calculées hors taxes et hors fonds de concours, à celles qui étaient consacrées aux dépenses d'entretien préventif, de réhabilitation, d'aménagements de sécurité et d'exploitation des voiries transférées. Un décret en Conseil d'État détermine les conditions d'application du présent paragraphe.</p> <p>IV. — Les compensations financières prévues par le IV de l'article 10 de la loi n° 92-1255 du 2 décembre 1992 relative à la mise à la disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services sont maintenues jusqu'à la date du transfert de ces services. Les transferts d'emplois résultant</p>	<p>III. —</p> <p>présent III.</p> <p>IV. — (Sans modification).</p>	<p>... 67, par l'article 67 bis et ...</p> <p>(amendement n° 414)</p> <p>... territoriales ou leurs groupements désormais ...</p> <p>(amendement n° 413)</p> <p>III. — (Sans modification).</p> <p>IV. — (Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p>Code général des collectivités territoriales</p> <p><i>Troisième partie.</i> — Le département</p> <p><i>Livre III.</i> — Financement du département</p> <p><i>Titre III.</i> — Recettes</p> <p><i>Chapitre IV.</i> — Concours financiers de l'État</p> <p><i>Section 3.</i> — Dotation départementale d'équipement des collèges</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>de l'application de la présente loi ne sont pas pris en compte pour le calcul de ces compensations.</p> <p>V. — À la section 3 du chapitre IV du titre III du livre III de la troisième partie du code général des collectivités territoriales, il est créé un article L. 3334-16-1 ainsi rédigé :</p> <p>« Art. L. 3334-16-1. — Le montant des crédits consacrés par l'État au fonctionnement et à l'équipement des collèges à sections binationales ou internationales et du collège de Font-Romeu est intégré dans la dotation générale de décentralisation des départements auxquels ils sont transférés, dans les conditions prévues aux articles L. 1614-1 à L. 1614-3. »</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>V. — Après l'article L. 3334-16 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 3334-16-1 ...</p> <p>« Art. L. 3334-16-1. — (Sans modification).</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>V. — (Sans modification).</p>
<p><i>Art. L. 1614-1 et L. 1614-2.</i> — Cf. annexe.</p> <p><i>Art. L. 1614-3.</i> — Cf. supra art. 88 A du texte adopté par le Sénat.</p> <p><i>Quatrième partie.</i> — La région</p> <p><i>Livre III.</i> — Finances de la région</p> <p><i>Titre III.</i> — Recettes</p> <p><i>Chapitre II.</i> — Modalités particulières de financement</p> <p><i>Section 2.</i> — Dotation régionale d'équipement scolaire</p>	<p>VI. — À la section 2 du chapitre II du titre III du livre III de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales, il est créé un article L. 4332-3-1 ainsi rédigé :</p> <p>« Art. L.4332-3-1. — Le montant des crédits consacrés par l'État au fonctionnement et à l'équipement des lycées à sections binationales ou internationales,</p>	<p>VI. — Après l'article L. 4332-3-1 du même code, il est inséré un article ...</p> <p>« Art. L. 4332-3-1. — (Sans modification).</p>	<p>VI. — (Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>—</p> <p><i>Art. L. 1614-1 et L. 1614-2. — Cf. annexe.</i> <i>Art. L. 1614-3. — Cf. supra art. 88 A du texte adopté par le Sénat.</i></p>	<p>du lycée de Font-Romeu et des lycées agricoles dont la liste sera fixée par décret est intégré dans la dotation générale de décentralisation des régions auxquelles ils sont transférés, dans les conditions prévues aux articles L. 1614-1 à L. 1614-3. »</p>		
<p>Code de la santé publique</p> <p><i>Art. L. 4382-3, L. 4151-9. — Cf. supra art. 58 du projet de loi.</i> <i>Art. L. 4242-1. — Cf. annexe.</i></p>	<p>VII. — Les modalités de compensation financière du transfert des instituts et des écoles de formation mentionnés à l'article visé à l'article 58 de la présente loi non dotés de la personnalité morale et relevant d'un établissement de santé dont le financement est assuré par la dotation globale annuelle visée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale seront fixées par la loi de financement de la sécurité sociale et la loi de finances.</p>	<p>VII. — La compensation mentionnés aux articles L. 4382-3, L. 4151-9 et L. 4242-1 du code de la santé publique non sociale sera fixée par ...</p>	<p>VII. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>Code de la sécurité sociale</p> <p><i>Art. L. 174-1. — Cf. annexe.</i></p>	<p>TITRE VII PARTICIPATION DES ÉLECTEURS AUX DÉCISIONS LOCALES ET ÉVALUATION DES POLITIQUES LOCALES</p>	<p>TITRE VII PARTICIPATION DES ÉLECTEURS AUX DÉCISIONS LOCALES ET ÉVALUATION DES POLITIQUES LOCALES</p>	<p>TITRE VII PARTICIPATION DES ÉLECTEURS AUX DÉCISIONS LOCALES ET ÉVALUATION DES POLITIQUES LOCALES</p>
<p>Code général des collectivités territoriales</p> <p><i>Première partie. — Dispositions générales</i> <i>Livre I^{er}. — Principes généraux de la décentralisation</i> <i>Titre unique. — Libre administration des collectivité-</i></p>	<p>CHAPITRE I^{ER} Consultation des électeurs et fonctionnement des assemblées locales</p> <p>Article 90</p> <p>I. — Dans le chapitre II du titre unique du livre I^{er} de la première partie du code général des collectivités territoriales, l'intitulé « Section unique » devient « Section I » et il est ajouté une section II</p>	<p>CHAPITRE I^{ER} Consultation des électeurs et fonctionnement des assemblées locales</p> <p>Article 90</p> <p>Le chapitre II du titre IV du livre I^{er} de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales est abrogé.</p>	<p>CHAPITRE I^{ER} Consultation des électeurs et fonctionnement des assemblées locales</p> <p>Article 90</p> <p>I. — <i>Dans le chapitre II du titre unique du livre I^{er} de la première partie du code général des collectivités territoriales, l'intitulé « Section unique » devient « Section I » et il est ajouté une section II</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
tés territoriales	<p>ainsi rédigée :</p> <p style="text-align: center;">« Section II « Consultation des électeurs</p> <p style="text-align: center;">« Art. L. 1112-15. — Les électeurs d'une collectivité territoriale peuvent être consultés sur les décisions que les autorités de cette collectivité envisagent de prendre pour régler les affaires relevant de la compétence de celle-ci. La consultation peut être limitée aux électeurs d'une partie du ressort de la collectivité, pour les affaires intéressant spécialement cette partie de la collectivité.</p> <p style="text-align: center;">« Art. L. 1112-16. — Dans une commune, un cinquième des électeurs inscrits sur les listes électorales et, dans les autres collectivités territoriales un dixième des électeurs, peuvent saisir le conseil de la collectivité en vue de l'organisation d'une consultation sur toute affaire relevant de la décision de ce conseil.</p> <p style="text-align: center;">« Dans l'année, un électeur ne peut signer qu'une seule saisine tendant à l'organisation d'une consultation par une même collectivité territoriale.</p> <p style="text-align: center;">« Le ou les organisateurs d'une demande de consultation dans une collectivité territoriale autre que la commune sont tenus de communiquer à l'organe exécutif de cette collectivité une copie des listes électorales des communes où sont inscrits les auteurs de la demande.</p>	<p style="text-align: center;">Alinéa supprimé. Alinéa supprimé.</p> <p style="text-align: center;">Alinéa supprimé.</p> <p style="text-align: center;">Alinéa supprimé.</p> <p style="text-align: center;">Alinéa supprimé.</p> <p style="text-align: center;">Alinéa supprimé.</p> <p style="text-align: center;">Alinéa supprimé.</p> <p style="text-align: center;">Alinéa supprimé.</p>	<p>ainsi rédigée :</p> <p style="text-align: center;">« Section II « Consultation des électeurs</p> <p style="text-align: center;">« Art. L. 1112-15. — Rétablissement du texte du projet de loi.</p> <p style="text-align: center;">« Art. L. 1112-16. — <i>Dans une commune, un cinquième des électeurs inscrits sur les listes électorales et, dans les autres collectivités territoriales un dixième des électeurs, peuvent saisir le conseil de la collectivité en vue de l'organisation d'une consultation sur toute affaire relevant de la décision de ce conseil.</i></p> <p style="text-align: center;">« Dans l'année, un électeur ne peut signer qu'une seule saisine tendant à l'organisation d'une consultation par une même collectivité territoriale.</p> <p style="text-align: center;">« Le ou les organisateurs d'une demande de consultation dans une collectivité territoriale autre que la commune sont tenus de communiquer à l'organe exécutif de cette collectivité une copie des listes électorales des communes où sont inscrits les auteurs de la demande.</p> <p style="text-align: center;">« La décision d'organiser la consultation appartient à l'organe délibé-</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Code de justice administrative</p> <p><i>Art. L. 521-1. — Cf. annexe.</i></p>	<p>« Art. L. 1112-17. — L'organe délibérant de la collectivité territoriale arrête le principe et les modalités d'organisation de cette consultation. Sa délibération indique expressément que cette consultation n'est qu'une demande d'avis. Elle fixe le jour du scrutin et convoque les électeurs. Elle est transmise deux mois au moins avant la date du scrutin au représentant de l'État. Si celui-ci l'estime illégale, il dispose d'un délai de dix jours à compter de sa réception pour en saisir le tribunal administratif et assortir sa demande de conclusions de suspension dans les conditions prévues à l'article L. 521-1 du code de justice administrative.</p>	<p>Alinéa supprimé.</p>	<p><i>rant de la collectivité territoriale.</i></p> <p>« Art. L. 1112-17. — <i>L'organe délibérant de la collectivité territoriale arrête le principe et les modalités d'organisation de la consultation. Sa délibération indique expressément que cette consultation n'est qu'une demande d'avis. Elle fixe le jour du scrutin et convoque les électeurs. Elle est transmise deux mois au moins avant la date du scrutin au représentant de l'État. Si celui-ci l'estime illégale, il dispose d'un délai de dix jours à compter de sa réception pour la déférer au tribunal administratif s'il l'estime illégale. Il peut assortir son recours d'une demande de suspension.</i></p> <p>« <i>Le président du tribunal administratif ou le magistrat délégué par lui statue dans un délai d'un mois, en premier et dernier ressort, sur la demande de suspension. Il est fait droit à cette demande si l'un des moyens invoqués parait, en l'état de l'instruction, propre à créer un doute sérieux quant à la légalité du projet soumis à consultation.</i></p> <p>« <i>Lorsque la délibération organisant la consultation est de nature à compromettre l'exercice d'une liberté publique ou individuelle, le président du tribunal administratif ou le magistrat délégué par lui en prononce la suspension dans les quarante-huit heures.</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
	<p>« Art. L. 1112-18. — Si la délibération émane de l'assemblée délibérante d'une collectivité territoriale autre que la commune, le représentant de l'État dans cette collectivité la notifie dans un délai de quinze jours aux maires des communes dans lesquelles la consultation est prévue, sauf s'il a été fait droit à sa demande de suspension.</p> <p>« Les maires organisent le scrutin. Si un maire refuse de procéder à cette organisation, le représentant de l'État, après l'en avoir requis, y procède d'office.</p> <p>« Art. L. 1112-19. — Les dépenses liées à l'organisation de la consultation des électeurs constituent une dépense obligatoire de la collectivité territoriale qui l'a décidée. Il en est de même lorsqu'il est fait application du deuxième alinéa de l'article L. 1112-18.</p> <p>« Art. L. 1112-20. — Les électeurs font connaître par « oui » ou par « non » s'ils approuvent le projet de délibération ou d'acte qui leur est présenté. Après avoir pris connaissance du résultat de la consultation, l'autorité compétente de la collectivité</p>	<p>Alinéa supprimé.</p> <p>Alinéa supprimé.</p> <p>Alinéa supprimé.</p> <p>Alinéa supprimé.</p>	<p>« Art. L. 1112-18. — Rétablissement du texte du projet de loi.</p> <p>« Art. L. 1112-19. — <i>Les dépenses liées à l'organisation de la consultation des électeurs constituent une dépense obligatoire de la collectivité territoriale qui l'a décidée.</i></p> <p><i>« Les dépenses résultant des assemblées électorales tenues dans les communes pour l'organisation d'une consultation décidée par une autre collectivité territoriale leur sont remboursées par cette collectivité de manière forfaitaire, au moyen d'une dotation calculée en fonction du nombre des électeurs inscrits dans la commune et du nombre des bureaux de vote qui y sont installés. Les tarifs de cette dotation sont fixés par décret.</i></p> <p>« Art. L. 1112-20. — Rétablissement du texte du projet de loi.</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p>Code général des collectivités territoriales</p> <p><i>Art. L.O. 1112-6. — Cf. annexe.</i></p> <p><i>Art. L. 5211-49. —</i> Les électeurs des communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale peuvent être consultés sur les décisions que l'organe délibérant ou le président de cet établissement sont appelés à prendre pour régler les affaires de la compétence de l'établissement en matière d'aménagement.</p> <p>Sur proposition de l'ensemble des maires des communes membres, ou sur demande écrite de la moitié des membres de l'organe délibérant, l'organe délibérant de l'établissement délibère sur le principe et les modalités d'organisation de la consultation. Dans ce cas, l'urgence ne peut être invoquée.</p> <p>Un cinquième des électeurs inscrits sur les listes électorales des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent saisir celui-ci en vue de l'organisation d'une consultation sur une</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>territoriale arrête sa décision sur l'affaire qui en a fait l'objet.</p> <p style="text-align: center;"><i>« Art. L. 1112-21. —</i></p> <p>Les dispositions des onze premiers alinéas de l'article L.O. 1112-6 sont applicables à la consultation des électeurs.</p> <p style="text-align: center;"><i>« Pendant le délai d'un an à compter de la tenue d'un référendum local ou d'une consultation des électeurs à l'initiative d'une collectivité territoriale, celle-ci ne peut organiser une autre consultation portant sur le même objet. »</i></p> <p style="text-align: center;">II. — À l'article L. 5211-49 du code général des collectivités locales, dans le premier alinéa, les mots : « en matière d'aménagement » sont supprimés. Dans le troisième alinéa de ce même article, les mots : « une opération d'aménagement » sont remplacés par les mots : « une affaire ».</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>Alinéa supprimé.</p> <p>Alinéa supprimé.</p> <p>Alinéa supprimé.</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;"><i>« Art. L. 1112-21. —</i></p> <p>Rétablissement du texte du projet de loi.</p> <p style="text-align: center;"><i>« Art. L. 1112-22. —</i></p> <p><i>Les dispositions de l'article L.O. 1112-11 sont applicables à la consultation des électeurs. »</i></p> <p style="text-align: center;">II. — <i>L'article L. 5211-49 du code général des collectivités locales est ainsi modifié :</i></p> <p style="text-align: center;"><i>1° dans le premier alinéa, les mots : « en matière d'aménagement » sont supprimés.</i></p> <p style="text-align: center;"><i>2° le troisième alinéa est ainsi rédigé :</i></p> <p style="text-align: center;"><i>« Un cinquième des électeurs inscrits sur les listes électorales des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent saisir celui-ci en vue de l'organisation d'une consul-</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>opération d'aménagement relevant de sa décision. Dans l'année, tout électeur ne peut signer qu'une seule saisine tendant à l'organisation d'une consultation. L'organe délibérant de l'établissement délibère dans les conditions prévues à l'alinéa ci-dessus sur le principe et les modalités d'organisation de cette consultation.</p> <p>La délibération qui décide la consultation indique expressément que cette consultation n'est qu'une demande d'avis.</p> <p>Les dépenses afférentes à la consultation sont à la charge de l'établissement public de coopération intercommunale qui l'organise.</p> <p><i>Art. L. 2141-1.</i> — Le droit des habitants de la commune à être informés des affaires de celle-ci et à être consultés sur les décisions qui les concernent, indissociable de la libre administration des collectivités territoriales, est un principe essentiel de la démocratie locale. Il s'exerce dans les conditions prévues par le présent titre, sans préjudice des dispositions en vigueur relatives notamment à la publicité des actes des autorités territoriales ainsi qu'à la liberté d'accès aux documents administratifs</p>	<p>III. — Le chapitre II du titre IV du livre I^{er} de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales est abrogé.</p>	<p>Alinéa supprimé.</p>	<p><i>tation sur une affaire relevant de sa décision. Dans l'année, tout électeur ne peut signer qu'une seule saisine tendant à l'organisation d'une consultation. La décision d'organiser la consultation, selon les dispositions prévues à l'alinéa ci-dessus appartient à l'organe délibérant de la collectivité territoriale. »</i></p> <p>III. — Dans la deuxième phrase de l'article L. 2141-1 du code général des collectivités territoriales, les mots « dans les conditions prévues par le présent titre, » sont supprimés.</p> <p><i>Le chapitre II du titre IV du livre I^{er} de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales est abrogé.</i></p>
<p><i>Deuxième partie.</i> — La commune</p> <p><i>Livre I^{er}.</i> — Organisation de la commune</p> <p><i>Titre IV.</i> — Information et participation des habitants</p>			<p>(amendement n° 415)</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p><i>Chapitre II.</i> — Consultation sur les affaires communales</p>	<p>—</p>	<p>—</p>	<p>—</p>
<p><i>Art. L. 2113-2.</i> — Les personnes inscrites sur les listes électorales municipales sont consultées sur l'opportunité de la fusion de communes lorsque la demande en est faite par la moitié des conseils municipaux des communes comptant les deux tiers de la population totale ou par les deux tiers des conseils municipaux des communes comptant la moitié de la population totale. Cette consultation peut être aussi décidée par le représentant de l'Etat dans le département.</p>			<p><i>Article additionnel</i></p>
<p>Il ne peut y avoir plus d'une consultation entre deux renouvellements généraux des conseils municipaux.</p>			<p><i>L'article L. 2113-2 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :</i></p>
<p>Les dépenses résultant de la consultation sont à la charge de l'Etat.</p>			<p>« Art. L. 2113-2. — Les personnes inscrites sur les listes électorales municipales sont consultées sur l'opportunité de la fusion de communes.</p>
<p>Un décret fixe les modalités applicables à l'organisation des consultations prévues au premier alinéa.</p>			<p>« Les dépenses résultant de la consultation sont à la charge de l'État.</p>
<p><i>Art. L. 2121-10.</i> — Toute convocation est faite par le maire. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée. Elle est adressée</p>	<p>Article 91</p> <p>I. — À l'article L. 2121-10 du code général des collectivités territoriales, après les mots : « adressée</p>	<p>Article 91</p> <p>I. — La dernière phrase de l'article L. 2121-10 du code général des collectivités territoriales est ainsi ré-</p>	<p>« Un décret fixe les modalités applicables à l'organisation des consultations prévues au premier alinéa ».</p>
			<p>(amendement n° 416)</p>
			<p>Article 91</p>
			<p><i>(Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>aux conseillers municipaux par écrit et à domicile.</p>	<p>aux conseillers municipaux par écrit », sont insérés les mots : « , sous quelque forme que ce soit, ».</p>	<p>digée :</p> <p>« Elle est adressée par écrit, sous quelque forme que ce soit, au domicile des conseillers municipaux, sauf s'ils font le choix d'une autre adresse. »</p>	
<p><i>Art. L. 3121-19.</i> — Douze jours au moins avant la réunion du conseil général, le président adresse aux conseillers généraux un rapport sur chacune des affaires qui doivent leur être soumises.</p>	<p>II. — À l'article L. 3121-19 du même code, après les mots : « adresse aux conseillers généraux un rapport », sont insérés les mots : « , sous quelque forme que ce soit, ».</p>	<p>II. — <i>(Sans modification).</i></p>	
<p><i>Art. L. 4132-18.</i> — Douze jours au moins avant la réunion du conseil régional, le président adresse aux conseillers régionaux un rapport sur chacune des affaires qui doivent leur être soumises.</p>	<p>III. — À l'article L. 4132-18 du même code, après les mots : « adresse aux conseillers régionaux un rapport » et après les mots : « sont adressés simultanément », sont insérés les mots : « , sous quelque forme que ce soit, ».</p>	<p>III. — <i>(Sans modification).</i></p>	
<p>Les projets sur lesquels le conseil économique et social régional est obligatoirement et préalablement consulté sont adressés simultanément aux membres du conseil régional.</p>			
	<p>CHAPITRE II Évaluation des politiques locales</p>	<p>CHAPITRE II Évaluation des politiques locales</p>	<p>CHAPITRE II Évaluation des politiques locales</p>
<p><i>Première partie.</i> — Dispositions générales</p>	<p>Article 92</p>	<p>Article 92</p>	<p>Article 92</p>
<p><i>Livre I^{er}.</i> — Principes généraux de la décentralisation</p>	<p>I. — Il est ajouté au chapitre I^{er} du titre unique du livre I^{er} de la première partie du code général des collectivités territoriales un article L. 1111-8 ainsi rédigé :</p>	<p>Supprimé.</p>	<p>I. — <i>Il est ajouté au chapitre I^{er} du titre unique du livre I^{er} de la première partie du code général des collectivités territoriales un article L. 1111-8 ainsi rédigé :</i></p>
<p><i>Titre unique</i> — Libre administration des collectivités territoriales</p>			
<p><i>Chapitre 1^{er}</i> — Principe de libre administration</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p><i>Livre II.</i> — Organismes nationaux compétents à l'égard des collectivités territoriales et de leurs groupements</p>	<p>« Art. L. 1111-8. — Les politiques publiques conduites à l'échelon local par l'État et les collectivités territoriales font l'objet d'évaluations périodiques à l'initiative soit de l'État soit de chaque collectivité territoriale, sans préjudice de l'exercice des contrôles incombant à l'État. Les résultats de ces évaluations sont rendus publics. »</p>	<p>« Art. L. 1111-8. — Les politiques publiques conduites à l'échelon local par l'État, les collectivités territoriales ou leurs groupements font l'objet d'évaluations périodiques à l'initiative soit de l'État soit de chaque collectivité territoriale, sans préjudice de l'exercice des contrôles incombant à l'État. Les résultats de ces évaluations sont rendus publics. »</p>	<p><i>II.</i> — Le titre III du livre II de la première partie du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :</p>
<p><i>Titre III.</i> — Le conseil national des services publics départementaux et communaux</p>	<p><i>II.</i> — Le titre III du livre II de la première partie du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :</p>	<p><i>II.</i> — Le titre III du livre II de la première partie du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :</p>	<p>« Titre III « le conseil national des politiques publiques locales</p>
<p><i>Art. L. 1231-1.</i> — Il est créé, au ministère de l'intérieur, un Conseil national des services publics départementaux et communaux.</p>	<p>« Titre III « le conseil national des politiques publiques locales</p>	<p>« Titre III « le conseil national des politiques publiques locales</p>	<p>« Chapitre unique</p>
<p><i>Art. L. 1231-1.</i> — Il est créé, au ministère de l'intérieur, un Conseil national des services publics départementaux et communaux.</p>	<p>« Chapitre unique</p>	<p>« Chapitre unique</p>	<p>« Art. L. 1231-1. — Il est créé un conseil national des politiques publiques locales.</p>
<p><i>Art. L. 1231-1.</i> — Il est créé, au ministère de l'intérieur, un Conseil national des services publics départementaux et communaux.</p>	<p>« Art. L. 1231-1. — Il est créé un conseil national des politiques publiques locales.</p>	<p>« Art. L. 1231-1. — Il est créé un conseil national des politiques publiques locales.</p>	<p>« Le conseil est composé de représentants des collectivités territoriales et de parlementaires, élus par leurs pairs, de représentants du Gouvernement et de personnalités qualifiées, dans des conditions définies par décret. Les représentants élus sont majoritaires au sein du conseil. Il est présidé par un élu désigné en son sein par le conseil.</p>
<p><i>Art. L. 1231-1.</i> — Il est créé, au ministère de l'intérieur, un Conseil national des services publics départementaux et communaux.</p>	<p>« Le conseil peut être saisi par les collectivités terri-</p>	<p>« Le conseil peut être saisi par les collectivités ter-</p>	<p>« Le conseil peut être saisi par les collectivités ter-</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>—</p> <p><i>Art. L. 1614-7. —</i> Tout transfert de compétences de l'État à une collectivité territoriale entraîne pour celle-ci l'obligation de poursuivre, selon des modalités définies par décret en Conseil d'État, l'établissement des statistiques liées à l'exercice de ces compétences.</p>	<p>toriales. Il peut également être saisi de demandes d'évaluation par le Gouvernement, l'Assemblée nationale ou le Sénat.</p> <p>« Les moyens nécessaires au fonctionnement du conseil et à la réalisation des évaluations sont financés par un prélèvement sur la dotation globale de fonctionnement, après avis du comité des finances locales. »</p> <p>Article 93</p> <p>Le premier alinéa de l'article L. 1614-7 du code général des collectivités territoriales est remplacé par huit alinéas ainsi rédigés :</p> <p>« L'État, les collectivités territoriales et leurs groupements partagent les informations nécessaires à l'observation et à l'évaluation des politiques locales résultant de l'exercice des compétences confiées aux collectivités territoriales ou à leurs groupements.</p> <p>« Les collectivités territoriales ou leurs groupements établissent et transmettent à l'État, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État, les informations suivantes :</p> <p>« 1° Données physiques et comptables sur les services fournis par les collectivités territoriales ou pour leur compte et sur les moyens qu'elles y consacrent ;</p>	<p>—</p> <p>Article 93</p> <p>Après le premier alinéa de l'article L. 1614-7 du code général des collectivités territoriales, sont insérés trois alinéas ainsi rédigés :</p> <p>Alinéa supprimé.</p> <p>« Ces statistiques sont transmises à l'État.</p> <p>« En vue de la réalisation d'enquêtes statistiques d'intérêt général, les collectivités territoriales et leurs groupements transmettent à l'État des informations individuelles destinées à la cons-</p>	<p>—</p> <p><i>ritoriales. Il peut également être saisi de demandes d'évaluation par le Gouvernement, ou, pour ce qui concerne leurs compétences, les commissions permanentes de l'Assemblée nationale ou du Sénat.</i></p> <p>« Les moyens nécessaires au fonctionnement du conseil et à la réalisation des évaluations sont financés par un prélèvement sur la dotation globale de fonctionnement, après avis du comité des finances locales. »</p> <p>(amendement n° 417)</p> <p>Article 93</p> <p><i>(Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>—</p> <p>Les charges financières résultant de cette obligation pour les collectivités territoriales font l'objet d'une compensation par l'État dans les conditions définies aux articles L. 1614-1 à L. 1614-3.</p>	<p>—</p> <p>« 2° Données agrégées sur les caractéristiques des demandeurs et des bénéficiaires des actions menées et des services fournis ;</p> <p>« 3° Informations individuelles relatives aux personnes mentionnées au 2° et destinées à la constitution d'échantillons statistiquement représentatifs ;</p> <p>« 4° Informations sur les modalités de gestion des compétences transférées et sur la nature et l'activité des organismes qui participent à leur mise en œuvre.</p> <p>« Dans le cas où une collectivité ou un groupement de collectivités refuserait ou négligerait d'établir ou de transmettre à l'État ces informations, le représentant de l'État peut la mettre en demeure d'y procéder.</p> <p>« L'État met à disposition des collectivités territoriales et de leurs groupements les résultats de l'exploitation des données recueillies en application du présent article ou de l'exploitation de données recueillies dans un cadre national et nécessaires à l'observation et à l'évaluation des politiques locales. Il en assure la publication régulière. »</p>	<p>—</p> <p>titution d'échantillons statistiquement représentatifs.</p> <p>Alinéa supprimé.</p> <p>Alinéa supprimé.</p> <p>Alinéa supprimé.</p> <p>Alinéa supprimé.</p> <p>... national et portant sur les domaines liés à l'exercice de leurs compétences. Il en ...</p>	<p>—</p>

Tableau comparatif – 6^{ème} partie

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 portant création et organisation des régions</p>	<p>TITRE VIII MISSIONS ET ORGANISATION DE L'ÉTAT</p> <p>CHAPITRE I^{ER} Missions et organisation territoriale de l'État</p>	<p>TITRE VIII MISSIONS ET ORGANISATION DE L'ÉTAT</p> <p>CHAPITRE I^{ER} Missions et organisation territoriale de l'État</p>	<p>TITRE VIII MISSIONS ET ORGANISATION DE L'ÉTAT</p> <p>CHAPITRE I^{ER} Missions et organisation territoriale de l'État</p>
<p><i>Art. 21-1.</i> — Le représentant de l'État dans la région est nommé par décret en Conseil des ministres.</p>	<p>Article 94</p> <p>L'article 21-1 de la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 portant création et organisation des régions est ainsi rédigé :</p>	<p>Article 94</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>	<p>Article 94</p> <p><i>(Sans modification).</i></p>
<p>Il représente chacun des ministres et dirige les services régionaux de l'État sous réserve des exceptions limitativement énumérées par un décret en Conseil d'État.</p>	<p>« <i>Art. 21-1.</i> — I. — Le préfet de région, représentant de l'État dans la région, est nommé par décret en conseil des ministres. Il représente chacun des membres du Gouvernement.</p>	<p>« <i>Art. 21-1.</i> — I. — <i>(Alinéa sans modification).</i></p>	
<p>À ce titre, il met en oeuvre les politiques nationale et communautaire concernant le développement économique et social et l'aménagement du territoire. Dans ces domaines, les représentants de l'État dans les départements compris dans la circonscription régionale prennent des décisions conformes aux orientations qu'il fixe et lui en rendent compte.</p>	<p>« Il a la charge des intérêts nationaux, du respect des lois et, dans les conditions fixées par la loi, assure le contrôle administratif de la région et de ses établissements publics.</p>	<p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>	
<p>Il anime et coordonne dans la région les politiques de l'État en matière culturelle, d'environnement, ainsi que celles relatives à la ville et à</p>	<p>« Il dirige les services de l'État à compétence régionale sous réserve des exceptions limitativement énumérées par un décret en Conseil d'État. Il anime et coordonne l'action des préfets de département de la région.</p>	<p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>	
	<p>« Il met en oeuvre la politique de l'État dans la région en matière d'aménagement du territoire et de développement économique, de développement rural, d'environnement et de développement durable, de</p>		

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>l'espace rural.</p> <p>S'il n'en est pas disposé autrement par ladite loi, il exerce les compétences précédemment dévolues au préfet de région en tant que délégué du Gouvernement dans la région.</p>	<p>culture, d'emploi, de logement, de rénovation urbaine, de santé publique sous réserve des compétences de l'agence régionale d'hospitalisation, ainsi que les politiques communautaires qui relèvent de la compétence de l'État. Les préfets de département prennent des décisions conformes aux orientations fixées par le préfet de région dans ces domaines et lui en rendent compte.</p> <p>« II. — Sous réserve des exceptions prévues par décret, le préfet de région est seul habilité à engager l'État envers la région.</p> <p>« Sur sa demande, le préfet de région reçoit du président du conseil régional les informations nécessaires à l'exercice de ses attributions. »</p>	<p>... régionale de l'hospitalisation ...</p> <p>« II. — (Sans modification).</p>	<p>Article 95</p> <p>(Alinéa sans modification).</p>
<p>Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions</p> <p>Art. 34. — I - Le représentant de l'État dans le département est nommé par décret en conseil des ministres.</p> <p>Il représente chacun</p>	<p>Article 95</p> <p>L'article 34 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions est ainsi modifié :</p> <p>I. — Le I et le II sont ainsi rédigés :</p> <p>« I. — Le préfet de département, représentant de l'État dans le département, est nommé par décret en conseil des ministres. Il représente chacun des membres</p>	<p>Article 95</p> <p>Les I et II de l'article ...</p> <p>... régions sont ainsi rédigés :</p> <p>Alinéa supprimé.</p> <p>« I. — (Alinéa sans modification).</p>	<p>Article 95</p> <p>Maintien de la suppression</p> <p>« I. — (Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>des ministres et dirige les services de l'État dans le département, sous réserve des exceptions limitativement énumérées par un décret en Conseil d'État.</p>	<p>du Gouvernement.</p> <p>« Il a la charge des intérêts nationaux, du respect des lois, de l'ordre public et, dans les conditions fixées par la loi, assure le contrôle administratif du département, des communes et de leurs établissements publics qui ont leur siège dans le département.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	
<p>Il est seul habilité à s'exprimer au nom de l'État devant le conseil général.</p>	<p>« Sous réserve des dispositions de l'article 21-1 de la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972, il met en œuvre les politiques de l'État dans le département. Il dirige les services de l'État dans le département sous réserve des exceptions limitativement énumérées par un décret en Conseil d'État.</p>	<p>... 1972 portant création et organisation des régions, il met ...</p>	
<p>Le représentant de l'État dans le département a la charge des intérêts nationaux, du respect des lois, de l'ordre public et, dans les conditions fixées par la présente loi, du contrôle administratif. S'il n'en est disposé autrement par la présente loi, il exerce les compétences précédemment dévolues au préfet de département en tant que délégué du Gouvernement dans le département. Il est assisté, à cet effet, dans le département, d'un secrétaire général et, le cas échéant, de délégués dans les arrondissements du représentant de l'État.</p>			
<p>Dans les conditions prévues par la présente loi, il veille à l'exercice régulier de leurs compétences par les autorités du département et des communes.</p>			
<p>Le délégué dans l'arrondissement du représentant de l'État dans le département exerce, par délégation, tout ou partie des attributions dévolues à ce dernier. À ce titre, il anime et coordonne l'action des services de l'État dans l'arrondissement.</p>			
<p>II - Sur leur demande, le président du conseil général et les maires reçoivent du représentant de l'État dans le département les informations nécessaires à l'exercice de</p>	<p>« II. — Sous réserve des exceptions prévues par décret, le préfet de département est seul habilité à engager l'État envers les communes, le département ou leurs</p>	<p>« II. — (Alinéa sans modification).</p>	<p>« II. — (Alinéa sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>leurs attributions.</p> <p>Sur sa demande, le représentant de l'État dans le département reçoit des maires et du président du conseil général les informations nécessaires à l'exercice de ses attributions.</p> <p>.....</p>	<p>groupements.</p> <p>« Sur sa demande, le préfet de département reçoit des maires et du président du conseil général les informations nécessaires à l'exercice de ses attributions. »</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>
<p>Loi n° 72-619 du 5 juillet 1972</p>		<p>« De même, il donne au président du conseil général toute information nécessaire à l'exercice des attributions du département. »</p>	<p>« Sur leur demande, le président du conseil général et les maires reçoivent du préfet de département les informations nécessaires à l'exercice de leurs attributions. »</p>
<p>Art. 21-1. — Cf. <i>supra</i> art. 94 du projet de loi.</p>			<p>(amendement n° 418)</p>
			<p>Article additionnel</p>
			<p>Après l'article L. 3121-25 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L 3121-25 bis ainsi rédigé :</p>
			<p>« Art. L. 3121-25 bis. — Sur sa demande, le président du conseil général reçoit du représentant de l'État dans le département les informations nécessaires à l'exercice de ses attributions.</p>
			<p>« Sur sa demande, le représentant de l'État dans le département reçoit du président du conseil général les informations nécessaires à l'exercice de ses attributions. »</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p>Code général des collectivités territoriales</p> <p><i>Art. L. 3113-1.</i> — Les modifications des limites territoriales des arrondissements, les créations et suppressions d'arrondissements sont décidées par décret en Conseil d'État après consultation du conseil général.</p> <p>Le transfert du chef-lieu d'un arrondissement est décidé par décret en Conseil</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>Article 96</p> <p>Le premier alinéa de l'article L. 3113-1 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :</p> <p>« Les créations et suppressions d'arrondissements sont décidées par décret en Conseil d'État après consultation du conseil général. Les modifications des limites territoriales des arrondissements sont décidées par l'autorité administrative, après consultation du conseil général. »</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>Article 96</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>... par le représentant de l'État dans la région, après ...</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>(amendement n° 419)</p> <p><i>Article additionnel</i></p> <p><i>Le chapitre I^{er} du titre II du livre I^{er} de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales est complété par une section 8 ainsi rédigé :</i></p> <p style="padding-left: 40px;">« Section 8</p> <p style="padding-left: 40px;">« Relations avec le représentant de l'État</p> <p style="padding-left: 40px;">« Art. L. 2121-40. — Sur sa demande, le maire reçoit du représentant de l'État dans le département les informations nécessaires à l'exercice des attributions de la commune.</p> <p style="padding-left: 40px;">« Sur sa demande, le représentant de l'État dans le département reçoit du maire les informations nécessaires à l'exercice de ses attributions. »</p>
			<p>(amendement n° 420)</p> <p>Article 96</p> <p>(Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>d'État, après consultation du conseil général et des conseils municipaux de la commune siège du chef-lieu et de celle où le transfert du chef-lieu est envisagé.</p>			
Code électoral			
<p><i>Art. L. 255.</i> — Le sectionnement est fait par le conseil général, sur l'initiative soit d'un de ses membres, soit du préfet, soit du conseil municipal ou d'électeurs de la commune intéressée.</p>			<i>Article additionnel</i>
<p>Aucune décision en matière de sectionnement ne peut être prise dans les six mois qui suivent la date à laquelle le conseil général a été saisi. Dans ce délai, une enquête est ouverte à la mairie de la commune intéressée, et le conseil municipal est consulté par les soins du président du conseil général.</p>			<p><i>I. — L'article L. 255 du code électoral est ainsi rédigé :</i></p>
<p>Le délai étant écoulé et les formalités observées, le conseil général se prononce sur chaque projet. Les sectionnements ainsi opérés subsistent jusqu'à une nouvelle décision. Le tableau de ces opérations est dressé chaque année par le conseil général, au cours du dernier trimestre. Ce tableau sert pour les élections intégrales qui doivent avoir lieu dans l'année.</p>			<p>« <i>Art. L. 255.</i> — <i>Le sectionnement électoral des communes est fait par le préfet, à son initiative, sur celle du conseil municipal ou d'électeurs de la commune intéressée.</i></p>
			<p>« <i>Une enquête est ouverte à la mairie de la commune intéressée et le conseil municipal est consulté par les soins du préfet. Aucune décision en matière de sectionnement ne peut être prise avant l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date à laquelle le conseil municipal a été consulté.</i></p>
			<p>« <i>Le délai étant écoulé et les formalités observées, le préfet se prononce sur chaque projet. Les sectionnements ainsi opérés subsistent jusqu'à une nouvelle décision. Le tableau de ces opérations est dressé chaque année par le préfet au cours du dernier trimestre. Ce tableau sert pour les élections intégrales qui doivent avoir lieu dans l'année.</i> »</p>
			<p><i>II. — Le chapitre VI du titre I^{er} du livre II de la troisième partie du code général des collectivités territoriales est abrogé.</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p align="center">Code général des collectivités territoriales</p>	<p align="center">Article 97</p> <p>À la dernière phrase du premier alinéa de l'article L. 1114-4 du code général des collectivités territoriales, les mots : « par décret en Conseil d'État » sont remplacés par les mots : « par arrêté du préfet de région ».</p>	<p align="center">Article 97</p> <p>Dans la ...</p>	<p align="center">(amendement n° 421)</p> <p align="center">Article 97</p> <p align="center"><i>(Sans modification).</i></p>
<p>.....</p>	<p align="center">CHAPITRE II Contrôle de légalité</p>	<p align="center">CHAPITRE II Contrôle de légalité</p>	<p align="center">CHAPITRE II Contrôle de légalité</p>
<p>Art. L. 1114-4. — Dans le cadre de la coopération transfrontalière, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, dans les limites de leurs compétences et dans le respect des engagements internationaux de la France, adhérer à un organisme public de droit étranger ou participer au capital d'une personne morale de droit étranger auquel adhère ou participe au moins une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales d'un État européen frontalier ou d'un État membre de l'union européenne. Cette adhésion ou cette participation est autorisée par décret en Conseil d'État.</p>	<p align="center">Article 98</p> <p>Dans les conditions prévues par l'article 38 de la Constitution, le Gouvernement est autorisé à prendre par ordonnance les mesures de nature législative nécessaires permettant de réformer le contrôle de légalité en vue de :</p> <p>1° Déterminer la nature des actes soumis à transmission, permettre l'utilisation des technologies de l'information et adapter en conséquence les modalités juridiques de ce contrôle ;</p>	<p align="center">Article 98</p> <p align="center">Supprimé.</p>	<p align="center">Article 98</p> <p align="center">Maintien de la suppression.</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p align="center">Code général des collectivités territoriales</p>	<p align="center">2° Simplifier les procédures du contrôle.</p> <p>Cette ordonnance devra être prise dans un délai d'un an suivant la publication de la présente loi. Un projet de loi de ratification devra être déposé devant le Parlement dans un délai de six mois à compter de la publication de l'ordonnance.</p>	<p align="center">Article 98 bis (nouveau)</p> <p align="center">Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :</p>	<p align="center">Article 98 bis (Sans modification).</p>
<p><i>Art. L. 2131-1.</i> — Les actes pris par les autorités communales sont exécutoires de plein droit dès qu'il a été procédé à leur publication ou affichage ou à leur notification aux intéressés ainsi qu'à leur transmission au représentant de l'État dans le département ou à son délégué dans l'arrondissement.</p>		<p align="center">1° Le premier alinéa de l'article L. 2131-1 est complété par une phrase ainsi rédigée :</p>	
<p align="center">Le maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de ces actes.</p>		<p align="center">« Pour les décisions individuelles, cette transmission intervient dans un délai de quinze jours à compter de leur signature. » ;</p>	
<p>La preuve de la réception des actes par le représentant de l'État dans le département ou son délégué dans l'arrondissement peut être apportée par tout moyen. L'accusé de réception, qui est immédiatement délivré, peut être utilisé à cet effet mais</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>n'est pas une condition du caractère exécutoire des actes.</p>		<p>2° Le premier alinéa de l'article L. 3131-1 est complété par une phrase ainsi rédigée :</p>	
<p><i>Art. L. 3131-1.</i> — Les actes pris par les autorités départementales sont exécutoires de plein droit dès qu'il a été procédé à leur publication ou affichage ou à leur notification aux intéressés ainsi qu'à leur transmission au représentant de l'État dans le département.</p>		<p>« Pour les décisions individuelles, cette transmission intervient dans un délai de quinze jours à compter de leur signature. » ;</p>	
<p>Le président du conseil général certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de ces actes.</p>			
<p>La preuve de la réception des actes par le représentant de l'État dans le département peut être apportée par tout moyen. L'accusé de réception, qui est immédiatement délivré, peut être utilisé à cet effet mais n'est pas une condition du caractère exécutoire des actes.</p>		<p>3° Le premier alinéa de l'article L. 4141-1 est complété par une phrase ainsi rédigée :</p>	
<p><i>Art. L. 4141-1.</i> — Les actes pris par les autorités régionales sont exécutoires de plein droit dès qu'il a été procédé à leur publication ou affichage ou à leur notification aux intéressés ainsi qu'à leur transmission au représentant de l'État dans la région.</p>		<p>« Pour les décisions individuelles, cette transmission intervient dans un délai de quinze jours à compter de leur signature. »</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Le président du conseil régional certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de ces actes.</p>		<p>Article 98 <i>ter</i> (nouveau)</p> <p>Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié:</p>	<p>Article 98 <i>ter</i> (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>La preuve de la réception des actes par le représentant de l'État dans la région peut être apportée par tous moyens. L'accusé de réception, qui est immédiatement délivré, peut être utilisé à cet effet mais n'est pas une condition du caractère exécutoire des actes.</p>		<p>1° Après le premier alinéa de l'article L. 2131-1, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :</p>	
<p><i>Art. L. 2131-1. — Cf. supra art. 98 bis du texte adopté par le Sénat.</i></p>		<p>« Cette transmission peut s'effectuer par voie électronique, selon des modalités fixées par décret en Conseil d'État. » ;</p>	
<p><i>Art. L. 3131-1. — Cf. supra art 98 bis du texte adopté par le Sénat.</i></p>		<p>2° Après le premier alinéa de l'article L. 3131-1, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :</p>	
<p><i>Art. L. 4141-1. — Cf. supra art 98 bis du texte adopté par le Sénat.</i></p>		<p>« Cette transmission peut s'effectuer par voie électronique, selon des modalités fixées par décret en Conseil d'État. » ;</p>	
		<p>3° Après le premier alinéa de l'article L. 4141-1, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :</p>	
		<p>« Cette transmission peut s'effectuer par voie électronique, selon des modalités fixées par décret en Conseil d'État. »</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p><i>Art. L. 2131-2. —</i> Sont soumis aux dispositions de l'article L. 2131-1 les actes suivants :</p> <p>1° Les délibérations du conseil municipal ou les décisions prises par délégation du conseil municipal en application de l'article L. 2122-22 ;</p> <p>2° Les décisions réglementaires et individuelles prises par le maire dans l'exercice de son pouvoir de police ;</p> <p>3° Les actes à caractère réglementaire pris par les autorités communales dans tous les autres domaines qui relèvent de leur compétence en application de la loi ;</p> <p>4° Les conventions relatives aux marchés à l'exception des marchés passés sans formalité préalable en raison de leur montant, et aux emprunts ainsi que les conventions de concession ou d'affermage de services publics locaux ;</p> <p>5° Les décisions individuelles relatives à la nomination, à l'avancement de grade, à l'avancement d'échelon, aux sanctions soumises à l'avis du conseil de discipline et au licenciement d'agents de la commune ;</p>		<p style="text-align: center;">—</p> <p>Article 98 <i>quater</i> (nouveau)</p> <p>I. — L'article L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :</p> <p>1° Le troisième alinéa (2°) est complété par les mots :</p> <p style="padding-left: 40px;">« , à l'exclusion de celles relatives à la circulation et au stationnement » ;</p> <p>2° Le sixième alinéa (5°) est ainsi rédigé :</p> <p style="padding-left: 40px;">« 5° Les décisions individuelles relatives à la nomination, à la mise à la retraite d'office, à la révocation des fonctionnaires, ainsi que les décisions individuelles relatives au recrutement, y compris le contrat d'engagement, et au licenciement des agents non titulaires, à l'exception de celles prises dans le cadre d'un besoin saisonnier ou occasionnel, en application du deuxième alinéa de l'article 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relati-</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>Article 98 <i>quater</i></p> <p>I. — (Alinéa sans modification).</p> <p>1° (Sans modification).</p> <p>2° (Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>6° Le permis de construire, les autres autorisations d'utilisation du sol, le certificat d'urbanisme et le certificat de conformité délivrés par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale, lorsqu'il a reçu compétence dans les conditions prévues à l'article L. 421-2-1 du code de l'urbanisme ;</p>		<p>ves à la fonction publique territoriale ; »</p>	<p>3° <i>Le début du septième alinéa (6°) est ainsi rédigé :</i></p>
<p>7° Les ordres de réquisition du comptable pris par le maire ;</p>		<p>3° Au septième alinéa (6°), les mots : « , le certificat d'urbanisme et le certificat de conformité » sont supprimés.</p>	<p>« 6° <i>Le permis de construire et les autres autorisations du sol délivrés par le maire ... (le reste sans changement).</i> »</p>
<p>8° Les décisions relevant de l'exercice de prérogatives de puissance publique, prises par les sociétés d'économie mixte locales pour le compte d'une commune ou d'un établissement public de coopération intercommunale.</p>		<p>II. — L'article L. 3131-2 du même code est ainsi modifié :</p>	<p>II. — <i>(Sans modification).</i></p>
<p><i>Art. L. 3131-2. —</i> Sont soumis aux dispositions de l'article L. 3131-1 les actes suivants :</p>		<p>1° Le troisième alinéa (2°) est complété par les mots : « , à l'exclusion de celles relatives à la circulation et au stationnement » ;</p>	
<p>1° Les délibérations du conseil général ou les décisions prises par délégation du conseil général en application de l'article L. 3211-2 ;</p>		<p>2° Le sixième alinéa (5°) est ainsi rédigé :</p>	
<p>2° Les décisions réglementaires et individuelles prises par le président du conseil général dans l'exercice de son pouvoir de police en application de l'article L. 3221-4 ;</p>			
<p>3° Les actes à caractère réglementaire pris par les autorités départementales dans tous les autres domaines qui relèvent de leur compé-</p>			

(amendement n° 422)

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
tence en application de la loi ;			
4° Les conventions relatives aux marchés à l'exception des marchés passés sans formalité préalable en raison de leur montant, et aux emprunts ainsi que les conventions de concession ou d'affermage de services publics locaux à caractère industriel ou commercial ;			
5° Les décisions individuelles relatives à la nomination, à l'avancement de grade, à l'avancement d'échelon, aux sanctions soumises à l'avis du conseil de discipline et au licenciement d'agents du département ;		« 5° Les décisions individuelles relatives à la nomination, à la mise à la retraite d'office, à la révocation des fonctionnaires, ainsi que les décisions individuelles relatives au recrutement, y compris le contrat d'engagement, et au licenciement des agents non titulaires, à l'exception de celles prises dans le cadre d'un besoin saisonnier ou occasionnel, en application du deuxième alinéa de l'article 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ; ».	
6° Les ordres de réquisitions du comptable pris par le président du conseil général ;			
7° Les décisions relevant de l'exercice de prérogatives de puissance publique, prises par les sociétés d'économie mixte locales pour le compte d'un département ou d'une institution interdépartementale.			
<i>Art. L. 4141-2.</i> — Sont soumis aux dispositions de l'article L. 4141-1 les actes suivants :			
1° Les délibérations du conseil régional ou les décisions prises par la commission permanente par délégation		III. — Le cinquième alinéa (4°) de l'article L. 4141-2 du même code est ainsi rédigé :	III. — (<i>Sans modification</i>).

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>tion du conseil régional ;</p> <p>2° Les actes à caractère réglementaire pris par les autorités régionales dans les domaines qui relèvent de leur compétence en application de la loi ;</p> <p>3° Les conventions relatives aux marchés à l'exception des marchés passés sans formalité préalable en raison de leur montant, et aux emprunts ainsi que les conventions de concession ou d'affermage de services publics locaux à caractère industriel ou commercial ;</p> <p>4° Les décisions individuelles relatives à la nomination, à l'avancement de grade, à l'avancement d'échelon, aux sanctions soumises à l'avis du conseil de discipline et au licenciement d'agents de la région ;</p> <p>5° Les ordres de réquisition du comptable pris par le président du conseil régional ;</p> <p>6° Les décisions relevant de l'exercice de prérogatives de puissance publique, prises par des sociétés d'économie mixte locales pour le compte d'une région ou d'un établissement public de coopération interrégionale.</p> <p>7° Le budget adopté</p>		<p>« 4° Les décisions individuelles relatives à la nomination, à la mise à la retraite d'office, à la révocation des fonctionnaires, ainsi que les décisions individuelles relatives au recrutement, y compris le contrat d'engagement, et au licenciement des agents non titulaires, à l'exception de celles prises dans le cadre d'un besoin saisonnier ou occasionnel, en application du deuxième alinéa de l'article 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ; ».</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>selon la procédure prévue par l'article L. 4311-1-1.</p>			
<p>8° Les décisions prises par les régions d'outre-mer en application des articles 68-21 et 68-22 du code minier ;</p>			
<p>9° Les décisions prises par les régions d'outre-mer en application de l'article L. 4433-15-1.</p>			
<p>Loi n° 84-53 du 25 janvier 1994 portant dispositions statutaires à la fonction publique territoriale</p>			
<p><i>Art. 3. — Cf. annexe.</i></p>			
<p>Code général des collectivités territoriales</p>			
<p><i>Art. L. 2131-3. —</i> Les actes pris au nom de la commune autres que ceux mentionnés à l'article L. 2131-2 sont exécutoires de plein droit dès qu'il a été procédé à leur publication ou affichage ou à leur notification aux intéressés.</p>			<p><i>III bis – Les articles L. 2131-3, L. 3131-4 et L. 4141-4 du même code sont complétés par un alinéa ainsi rédigé :</i></p>
<p><i>Art. L. 3131-4. —</i> Les actes pris au nom du département et autres que ceux mentionnés à l'article L. 3131-2 sont exécutoires de plein droit dès qu'il a été procédé à leur publication ou affichage ou à leur notification aux intéressés.</p>			<p><i>« Le représentant de l'État peut en demander communication à tout moment. Il ne peut les déférer au tribunal administratif, dans un délai de deux mois à compter de la transmission, que si sa demande a été présentée dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle les actes sont devenus exécutoires. »</i></p>
<p><i>Art. L. 4141-4. —</i> Les actes pris au nom de la région et autres que ceux mentionnés à l'article L. 4141-2 sont exécutoires de plein droit dès qu'il a été procédé à leur publication ou affichage ou à leur notification aux intéressés.</p>			<p>(amendement n° 423)</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Code de l'urbanisme</p> <p style="text-align: center;"><i>Art. L. 421-2-3. —</i></p> <p>Toute demande de permis de construire est déposée à la mairie.</p> <p>1° Dans les cas où le permis de construire n'est pas délivré au nom de l'État :</p> <p><i>a)</i> Le maire transmet un exemplaire de la demande au représentant de l'État dans la semaine qui suit le dépôt ;</p> <p><i>b)</i> Dans le cas où la commune a délégué ses compétences à un établissement public de coopération intercommunale, le maire conserve un exemplaire de la demande, transmet un exemplaire au représentant de l'État et les autres exemplaires au président de l'établissement public compétent, dans la semaine qui suit le dépôt.</p> <p>2° Dans les cas où le permis de construire est délivré au nom de l'État :</p> <p><i>a)</i> le maire conserve un exemplaire de la demande et transmet les autres au représentant de l'État, dans la semaine qui suit le dépôt ;</p> <p><i>b)</i> Dans le cas où la commune a délégué sa compétence à un établissement public de coopération intercommunale, le maire conserve un exemplaire de la demande, transmet un exemplaire au président de l'établissement public compétent et les autres exemplaires au représentant de l'État, dans la semaine qui suit le dépôt.</p>	<p style="text-align: center;">—</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>IV. - Le 1° de l'article L. 421-2-3 du code de l'urbanisme est ainsi rédigé :</p> <p>« 1° Dans les cas où le permis de construire n'est pas délivré au nom de l'État et que la commune a délégué ses compétences à un établissement public de coopération intercommunale, le maire conserve un exemplaire de la demande et transmet les autres exemplaires au président de l'établissement public compétent, dans la semaine qui suit le dépôt ; ».</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>IV. — (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p align="center">Code général des collectivités territoriales</p>			
<p><i>Art. L. 2131-7.</i> — Le Gouvernement soumet chaque année, avant le 1^{er} juin, au Parlement, un rapport sur le contrôle <i>a posteriori</i> exercé à l'égard des actes des communes par les représentants de l'État dans les départements.</p>		<p align="center">Article 98 <i>quinquies</i> (nouveau)</p> <p>Aux articles L. 2131-7, L. 3132-2 et L. 4142-2 du code général des collectivités territoriales, les mots : « chaque année » sont remplacés par les mots : « tous les trois ans ».</p>	<p align="center">Article 98 <i>quinquies</i></p> <p align="center"><i>(Sans modification).</i></p>
<p><i>Art. L. 3132-2.</i> — Le Gouvernement soumet chaque année, avant le 1^{er} juin, au Parlement, un rapport sur le contrôle <i>a posteriori</i> exercé à l'égard des actes des départements par les représentants de l'État dans les départements.</p>			
<p><i>Art. L. 4142-2.</i> — Le Gouvernement soumet chaque année, avant le 1^{er} juin, au Parlement, un rapport sur le contrôle <i>a posteriori</i> exercé à l'égard des actes des régions par les représentants de l'État dans les régions.</p>			
	<p>TITRE IX DES COMMUNES ET DE L'INTERCOMMUNALITÉ</p>	<p>TITRE IX DES COMMUNES ET DE L'INTERCOMMUNALITÉ</p>	<p>TITRE IX DES COMMUNES ET DE L'INTERCOMMUNALITÉ</p>
	<p>CHAPITRE I^{ER} Les compétences des communes et des maires</p>	<p>CHAPITRE I^{ER} Les compétences des communes et des maires</p>	<p>CHAPITRE I^{ER} Les compétences des communes et des maires</p>
		<p>Article 99 A (<i>nouveau</i>)</p>	<p>Article 99 A</p>
		<p>Les communes <i>qui</i> constituent le premier niveau d'administration publique et le premier échelon de proximité ont vocation à assurer, à égalité de droits avec la région et le département, les responsabilités qui doivent</p>	<p>Les communes constituent ...</p> <p align="right">... proximité. <i>Les communes et leurs groupements</i> ont vocation ...</p> <p align="right">... responsabilités qui <i>sont</i> exer-</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
	<p style="text-align: center;">Article 99</p> <p>Il est ajouté au paragraphe 5 de la section première du chapitre III du titre I^{er} bis du code civil un article 21-14-2 ainsi rédigé :</p> <p style="text-align: center;">« Art. 21-14-2. — Dans chaque département le préfet et, à Paris, le préfet de police communique au maire en sa qualité d'officier de l'État civil l'adresse des ressortissants étrangers naturalisés par décret résidant dans la commune.</p> <p style="text-align: center;">« Une cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française peut être organisée par le maire à l'intention de ces derniers. »</p>	<p>être exercées localement.</p> <p>Elles sont associées à l'élaboration des schémas ou des plans établis par la région ou le département.</p> <p>À leur demande ou à l'initiative de la région et du département, elles peuvent participer à l'exercice de tout ou partie des compétences relevant de la responsabilité de l'une ou de l'autre de ces collectivités territoriales.</p> <p><i>Cette participation fait l'objet d'une convention qui en définit le contenu, les modalités et les conditions financières.</i></p> <p style="text-align: center;">Article 99</p> <p>Après l'article 21-14-1 du code civil, il est inséré un article 21-14-2 ...</p> <p style="text-align: center;">« Art. 21-14-2. — Le représentant de l'État dans le département et, à Paris ...</p> <p style="text-align: center;"><i>(Alinéa sans modification).</i></p>	<p>cées localement.</p> <p>Elles sont associées dans les conditions prévues par la loi à l'élaboration ...</p> <p>Elles peuvent ...</p> <p>... territoriales, dans des conditions prévues par une convention.</p> <p style="text-align: center;">Alinéa supprimé.</p> <p style="text-align: center;">(amendement n° 424)</p> <p style="text-align: center;">Article 99</p> <p style="text-align: center;"><i>(Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p align="center">—</p> <p align="center">Code civil</p> <p><i>Art. 539. — Cf. infra</i></p>	<p align="center">—</p> <p align="center">Article 100</p>	<p align="center">—</p> <p align="center">Article 100</p>	<p align="center">—</p> <p align="center">Article 100</p>
<p><i>Art. 713. — Les biens qui n'ont pas de maître appartiennent à l'État.</i></p>	<p>I. — L'article 713 du code civil est remplacé par les dispositions suivantes :</p> <p>« Art. 713. — Les biens qui n'ont pas de maître appartiennent aux communes sur le territoire desquelles ils sont situés. Toutefois, la propriété est transférée de plein droit à l'État si la commune renonce à exercer ses droits. »</p>	<p>I. — L'article 539 du code civil est ainsi rédigé :</p> <p>« Art. 539. — Les biens des personnes qui décèdent sans héritiers ou dont les successions sont abandonnées appartiennent à l'État. »</p> <p>II. — L'article 713 du même code est ainsi rédigé :</p> <p>« Art. 713. — ... appartiennent à la commune sur le territoire de laquelle ils ... »</p>	<p>I. — (<i>Sans modification</i>).</p> <p>II. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. 539. — Tous les biens vacants et sans maître, et ceux des personnes qui décèdent sans héritiers, ou dont les successions sont abandonnées, appartiennent au domaine public.</i></p>	<p>II. — L'article 539 du code civil est remplacé par les dispositions suivantes :</p> <p>« Art. 539. — Les biens des personnes qui décèdent sans héritiers ou dont les successions sont abandonnées appartiennent à l'État. »</p>	<p>Alinéa supprimé.</p> <p>Alinéa supprimé.</p>	
<p>Code du domaine de l'État</p>	<p>III. — L'article L. 25 du code du domaine de l'État est remplacé par les dispositions suivantes :</p> <p>« Art. L. 25. — Les biens qui n'ont pas de maître et sur lesquels les communes ont renoncé à exercer leur droit de propriété sur le fondement de l'article 713 du code civil reviennent de plein droit à l'État. »</p>	<p>III. — ... est ainsi rédigé :</p> <p>« Art. L. 25. — ... maître reviennent de plein droit à l'État si la commune sur le territoire de laquelle ils sont situés a renoncé à exercer le droit de propriété qui lui est reconnu par l'article 713 du code civil. »</p>	<p>III. — (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p><i>Art. L. 27 bis. —</i> Lorsqu'un immeuble n'a pas de propriétaire connu, et que les contributions foncières y afférentes n'ont pas été acquittées depuis plus de cinq années, cette situation est constatée par arrêté préfectoral, après avis de la commission communale des impôts directs. Il est procédé par les soins du préfet à une publication et à un affichage de cet arrêté et, s'il y a lieu, à une notification aux derniers domicile et résidence connus du propriétaire. En outre, si l'immeuble est habité ou exploité, une notification est également adressée à l'habitant ou exploitant.</p> <p>Dans le cas où le propriétaire ne s'est pas fait connaître dans un délai de six mois à dater de l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité prévues ci-dessus, l'immeuble est présumé sans maître au titre de l'article 539 du code civil, et l'attribution de sa propriété à l'État fait l'objet d'un arrêté préfectoral transmis au maire de la commune.</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>IV. — Au premier alinéa de l'article L. 27 bis du code du domaine de l'État, au mot : « préfet » est substitué le mot : « maire » et aux mots : « arrêté préfectoral » sont substitués les mots : « arrêté municipal ».</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>IV. — L'article L. 27 bis du même code est ainsi modifié :</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>IV. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>
	<p>V. — Il est ajouté à la fin du premier alinéa de l'article L. 27 bis du code du domaine de l'État une phrase ainsi rédigée : « Cet arrêté est, dans tous les cas, notifié au préfet. »</p>	<p>1° Le premier alinéa est ainsi rédigé :</p>	<p>1° (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>
	<p>VI. — À la fin du deuxième alinéa de l'article L. 27 bis du code du domaine de l'État sont supprimés les mots : « et l'attribution de sa propriété à l'État fait l'objet d'un arrêté préfectoral transmis au maire de la commune ».</p>	<p>« Lorsqu'un immeuble n'a pas de propriétaire connu et que les contributions foncières y afférentes n'ont pas été acquittées depuis plus de trois années, cette situation est constatée par arrêté du maire, après avis de la commission communale des impôts directs. Il est procédé par les soins du maire à une publication et à un affichage de cet arrêté et, s'il y a lieu, à une notification aux derniers domicile et résidence connus du propriétaire. En outre, si l'immeuble est habité ou exploité, une notification est également adressée à l'habitant ou exploitant. Cet arrêté est, dans tous les cas, notifié au représentant de l'État dans le département. » ;</p>	<p>(<i>Alinéa sans modification</i>).</p>
	<p>VII. — À l'article L. 27 bis du code du domaine</p>	<p>2° À la fin du deuxième alinéa, les mots : « et l'attribution de sa propriété à l'État fait l'objet d'un arrêté préfectoral transmis au maire de la commune » sont supprimés ;</p>	<p>1° bis <i>Dans le deuxième alinéa, substituer à la référence : « 539 », la référence : « 713 ».</i> (amendement n° 425)</p>
		<p>3° Le dernier alinéa est ainsi rédigé :</p>	<p>2° (<i>Sans modification</i>).</p>
			<p>3° (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Lorsqu'un bien vacant est nécessaire à la réalisation d'une action ou d'une opération d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ou qu'il présente un intérêt pour la commune, le maire peut demander au préfet de mettre en oeuvre la procédure prévue par le présent article, en vue de la cession de ce bien par l'État à la commune. Le transfert de propriété au profit de la commune est effectué par acte administratif dans le délai de quatre mois à compter de la signature de l'arrêté préfectoral prévu à l'alinéa précédent et donne lieu au versement à l'État d'une indemnité égale à la valeur du bien estimée par le service du domaine.</p>	<p>de l'État, le dernier alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :</p> <p>« La commune dans laquelle est situé le bien présumé sans maître peut, par délibération du conseil municipal, l'incorporer dans le domaine communal. Cette incorporation est constatée par un arrêté du maire. À défaut de délibération prise dans un délai de six mois à compter de la vacance présumée du bien, la propriété de celui-ci est attribuée à l'État. Le transfert du bien dans le domaine de l'État est constaté par arrêté préfectoral. »</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>V. — (Alinéa sans modification).</p>
<p><i>Art. L. 27 ter.</i> — Lorsqu'un immeuble a été ainsi attribué à l'État, le propriétaire ou ses ayants droit ne sont plus en droit d'en exiger la restitution si le bien a été aliéné ou utilisé d'une manière qui met obstacle à cette restitution. Ils ne peuvent, dans ce cas, obtenir de l'État que le paiement d'une indemnité égale à la valeur de l'immeuble au jour de son utilisation.</p>	<p>VIII. — 1° À l'article L. 27 <i>ter</i> du code du domaine de l'État, le premier alinéa est ainsi rédigé :</p> <p>« Lorsque la propriété d'un immeuble a ainsi été attribuée à une commune ou, à défaut, à l'État, le propriétaire ou ses ayants droits ne sont plus en droit d'exiger la restitution si le bien a été aliéné ou utilisé d'une manière s'opposant à cette restitution. Ils ne peuvent, dans ce cas, obtenir de la commune ou de l'État ... (le reste sans changement). »</p>	<p>V. — L'article L. 27 <i>ter</i> du même code est ainsi modifié :</p> <p>1° Le premier alinéa est ainsi rédigé :</p>	<p>1° (Sans modification).</p>
<p>À défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée</p>	<p>... l'État que le paiement d'une indemnité égale à la valeur de l'immeuble au jour de son utilisation ;</p>	<p>... l'État que le paiement d'une indemnité égale à la valeur de l'immeuble au jour de son utilisation ;</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>par le juge compétent en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.</p>	<p>2° Au troisième alinéa du même article, les mots : « par la commune ou » sont insérés avant les mots : « par l'État ».</p>	<p>2° Dans le dernier alinéa, avant les mots : « par l'État », sont insérés les mots : « par la commune ou ».</p>	<p>1° bis <i>Dans le premier alinéa, le nombre « cinq » est remplacé par le nombre « trois ».</i></p>
<p>La restitution de l'immeuble ou, à défaut, le paiement de l'indemnité visée à l'alinéa précédent, est subordonné au paiement par le propriétaire ou ses ayants droit du montant des charges qu'ils ont éludées depuis le point de départ du délai de cinq ans mentionné à l'article précédent, ainsi que du montant des dépenses nécessaires à la conservation du bien engagées par l'État.</p>	<p>IX. — Les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'aux biens qui acquièrent la qualité de biens sans maître postérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>	<p>Alinéa supprimé.</p>	<p>2° <i>(Sans modification).</i></p>
<p>Code de l'action sociale et des familles</p>		<p>Article 100 bis <i>(nouveau)</i></p>	<p>Article 100 bis</p>
<p><i>Art. L. 123-5.</i> — Le centre communal d'action sociale anime une action générale de prévention et de développement social dans la commune, en liaison étroite avec les institutions publiques et privées. Il peut intervenir sous forme de prestations remboursables ou non remboursables.</p>		<p><i>Après le premier alinéa de l'article L. 123-5 du code de l'action sociale et des familles, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :</i></p>	<p>Supprimé. (amendement n° 427 et adoption des amendements n° 33 de M. Cinieri et n° 120 de M. Goulard)</p>
		<p><i>« Lorsque la commune renonce à constituer un centre d'action sociale, elle exerce directement les attributions dévolues à celui-ci par le présent chapitre. Ces dispositions sont applicables aux établissements publics de coopération intercommunale. »</i></p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Il participe à l'instruction des demandes d'aide sociale dans les conditions fixées par voie réglementaire. Il transmet les demandes dont l'instruction incombe à une autre autorité. L'établissement du dossier et sa transmission constituent une obligation, indépendamment de l'appréciation du bien-fondé de la demande.</p>			
<p>Le centre communal d'action sociale peut créer et gérer en services non personnalisés les établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés à l'article L. 312-1.</p>			
<p>Le centre communal d'action sociale peut, le cas échéant, exercer les compétences que le département a confiées à la commune dans les conditions prévues par l'article L. 121-6.</p>			
<p>Plusieurs communes constituées en établissement public de coopération intercommunale peuvent créer un centre intercommunal d'action sociale qui exerce pour les communes concernées, les compétences mentionnées aux alinéas qui précèdent.</p>			
<p>Code général des collectivités territoriales</p>			
<p><i>Art. L. 2122-22.</i> — Le maire peut, en outre, par délégation du conseil municipal, être chargé, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat :</p>			
<p>.....</p>		<p>Article 100 <i>ter</i> (nouveau)</p> <p>L'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales est complété par un 20° ainsi rédigé :</p> <p>« 20° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal. »</p>	<p>Article 100 <i>ter</i></p> <p>(<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p align="center">Code général des collectivités territoriales</p> <p><i>Cinquième partie</i> — La coopération locale.</p> <p><i>Livre II.</i> — La coopération intercommunale.</p> <p><i>Titre 1^{er}</i> — Etablissements publics de coopération intercommunale.</p>	<p align="center">CHAPITRE II</p> <p align="center">Les délégations de compétences aux établissements publics de coopération intercommunale</p> <p align="center">Article 101</p> <p>Il est ajouté au titre I^{er} du livre II de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales un article L. 5210-4 ainsi rédigé :</p> <p align="center">« Art. L. 5210-4. — Lorsqu'il y est expressément autorisé par ses statuts, un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peut demander à exercer, au nom et pour le compte du département ou de la région, des compétences dévolues à l'une ou l'autre de ces collectivités.</p> <p align="center">« Le président du conseil régional ou du conseil général est tenu d'inscrire à l'ordre du jour de la plus prochaine session de l'assemblée délibérante l'examen d'une demande en ce sens.</p> <p align="center">« L'exercice par l'établissement public de coopération intercommunale d'une telle compétence fait l'objet d'une convention conclue entre l'établissement et le département ou la région, qui en détermine les modalités d'exécution, de suivi par l'autorité délégante</p>	<p align="center">CHAPITRE II</p> <p align="center">Les délégations de compétences aux établissements publics de coopération intercommunale</p> <p align="center">Article 101</p> <p>Après l'article L. 5210-3 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 5210-4 ...</p> <p align="center">« Art. L. 5210-4. — <i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p align="center">... jour de l'assemblée délibérante dans un délai de six mois l'examen ...</p> <p align="center">... qui détermine l'étendue de la délégation, sa durée, ainsi que ses condi-</p>	<p align="center">CHAPITRE II</p> <p align="center">Les délégations de compétences aux établissements publics de coopération intercommunale</p> <p align="center">Article 101</p> <p align="center"><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p align="center">« Art. L. 5210-4. — <i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p align="center">... sens. <i>L'assemblée délibérante se prononce sur cette demande par délibération motivée.</i></p> <p align="center">(amendement n° 428)</p> <p align="center"><i>(Alinéa sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p><i>Chapitre I^{er}.</i> — Dispositions communes.</p> <p><i>Section 7.</i> — Transformation.</p>	<p>de la compétence déléguée, ainsi que la durée. Cette convention précise les conditions de partage des responsabilités encourues dans le cadre de la délégation, sans préjudice des droits des tiers.</p> <p>« L'application du présent article n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour les co-contractants de l'autorité qui délègue sa compétence. »</p> <p style="text-align: center;">CHAPITRE III</p> <p style="text-align: center;">La transformation et la fusion des établissements publics de coopération intercommunale</p> <p style="text-align: center;">Article 102</p> <p>I. — La section 7 du chapitre I^{er} du titre I^{er} du livre II de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales est intitulée : « Transformation et Fusion ».</p> <p>II. — Il est ajouté, après l'article L. 5211-41-1 du même code, un article L. 5211-41-2 ainsi rédigé :</p> <p style="text-align: center;">« Art. L. 5211-41-2. —</p> <p>Un syndicat de communes peut se transformer en communauté de communes lorsqu'il remplit les conditions exigées pour la création de cette catégorie d'établissement public. Cette transformation est décidée par délibérations concordantes du comité syndical et des conseils municipaux des communes membres se prononçant dans les conditions requises pour la création des communautés de communes. Le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois à compter de la notification au maire de la délibéra-</p>	<p>tions financières et ses modalités d'exécution. Cette ...</p> <p>... de la collectivité territoriale qui ...</p> <p style="text-align: center;">CHAPITRE III</p> <p style="text-align: center;">La transformation et la fusion des établissements publics de coopération intercommunale</p> <p style="text-align: center;">Article 102</p> <p>I. — <i>(Sans modification)</i>.</p> <p>II. — Après ...</p> <p>... code, il est inséré un article L. 5211-41-2 ...</p> <p style="text-align: center;">« Art. L. 5211-41-2. —</p> <p>... communes ou en communauté d'agglomération lorsqu'il ...</p> <p>... communes. Le comité syndical et le conseil municipal de chaque commune membre se prononcent dans un délai de trois mois à compter de la no-</p>	<p><i>(Alinéa sans modification)</i>.</p> <p style="text-align: center;">CHAPITRE III</p> <p style="text-align: center;">La transformation et la fusion des établissements publics de coopération intercommunale</p> <p style="text-align: center;">Article 102</p> <p>I. — <i>(Sans modification)</i>.</p> <p>II. — <i>(Alinéa sans modification)</i>.</p> <p style="text-align: center;">« Art. L. 5211-41-2. —</p> <p>« Lorsqu'un syndicat de communes exerce déjà, au lieu et place des communes qui le composent, les compétences fixées par le présent code pour les communautés d'agglomération ou les communautés de communes, ce syndicat peut se transformer en l'une de ces deux catégories d'établissement, sous réserve qu'il remplisse les conditions de création exigées. Cette transformation ...</p> <p>... conditions de majorité qualifiée requises pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale.</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
	<p>tion du comité syndical ou d'une commune membre pour se prononcer sur la transformation proposée. À défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable. La transformation peut être prononcée par arrêté du représentant de l'État dans le département lorsque les communes appartiennent au même département et par arrêté conjoint des représentants de l'État dans les départements concernés dans le cas contraire.</p> <p>« L'ensemble des biens, droits et obligations du syndicat transformé sont transférés à la communauté de communes qui est substituée de plein droit au syndicat dans toutes les délibérations et tous les actes de ce dernier à la date de l'arrêté de transformation.</p> <p>« Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. Les cocontractants sont informés de la substitution de personne morale. La substitution de personne morale aux contrats conclus par le syndicat n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.</p> <p>« L'ensemble des personnels de l'établissement transformé est réputé relever du nouvel établissement dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les siennes.</p> <p>« La transformation d'un syndicat intercommunal en communauté de communes est effectuée à titre gratuit et ne donne lieu au paiement</p>	<p>tification au maire et au président du syndicat de la délibération proposant la transformation. À défaut de délibération dans ce délai, leur décision est réputée ...</p> <p>... transférés au nouvel établissement public qui est substitué de plein ...</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>... de communes ou en communauté d'agglomération est effectuée</p>	<p>Le comité syndical ...</p> <p>(amendements n^{os} 429 et 430)</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
	<p>d'aucune indemnité, droit, taxe, salaire ou honoraire.</p> <p>« La transformation entraîne une nouvelle élection des délégués des communes à l'organe délibérant de la communauté de communes. »</p> <p style="text-align: center;">Article 103</p> <p>I. — Après l'article L. 5211-41-2 du code général des collectivités territoriales, il est ajouté un article L. 5211-41-3 ainsi rédigé :</p> <p style="padding-left: 2em;">« Art. L. 5211-41-3. — I. — Des établissements publics de coopération intercommunale, dont au moins l'un d'entre eux est à fiscalité propre, peuvent être autorisés à fusionner dans les conditions suivantes.</p> <p style="padding-left: 2em;">« Le projet de périmètre du nouvel établissement public de coopération intercommunale envisagé peut être fixé par arrêté du représentant de l'État dans le département lorsque les communes font partie du même département, ou par arrêté conjoint des représentants de l'État dans les départements concernés dans le cas contraire :</p> <p style="padding-left: 2em;">« 1° Soit dans un délai de deux mois à compter de la première délibération transmise, à l'initiative d'un ou de plusieurs conseils municipaux des communes membres ou de l'organe délibérant du</p>	<p>... nouvelle répartition entre toutes les communes des sièges au sein de l'organe délibérant du nouvel établissement, dans les conditions qui lui sont applicables, ainsi qu'une nouvelle élection de l'ensemble des délégués des communes. »</p> <p style="text-align: center;">Article 103</p> <p>I. — ... l'article L. 5211-41-1 du ...</p> <p style="padding-left: 2em;">... est inséré un ...</p> <p style="padding-left: 2em;">« Art. L. 5211-41-3. — I. — (Alinéa sans modification).</p> <p style="text-align: center;">(Alinéa sans modification).</p> <p>« 1° (Sans modification).</p>	<p style="text-align: center;">(Alinéa sans modification).</p> <p style="text-align: center;">Article 103</p> <p>I. — (Sans modification).</p> <p style="padding-left: 2em;">« Art. L. 5211-41-3. — I. — (Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
	<p>ou des établissements publics de coopération intercommunale dont la fusion est envisagée ;</p> <p>« 2° Soit à l'initiative du ou des représentants de l'État, après avis de la ou des commissions départementales de la coopération intercommunale compétentes. Cet avis est réputé favorable s'il n'a pas été rendu à l'issue d'un délai de deux mois courant à compter de la saisine de la commission départementale de la coopération intercommunale.</p> <p>« Cet arrêté dresse la liste des établissements publics de coopération intercommunale intéressés. Le projet de périmètre peut en outre inclure des communes en vue de délimiter un territoire d'un seul tenant et sans enclave.</p> <p>« À compter de la notification de cet arrêté, le conseil municipal de chaque commune membre de l'un des établissements publics ou dont l'inclusion est envisagée et l'organe délibérant de chacun de ces établissements disposent d'un délai de trois mois pour se prononcer. A défaut de délibération dans ce délai, celle-ci est réputée favorable.</p> <p>« Dans le délai prévu à l'alinéa précédent, toutes les communes intéressées par le projet de fusion se prononcent sur la répartition des sièges au conseil du nouvel établissement dans les conditions applicables à la catégorie d'établissements publics dont ce dernier relè-</p>	<p>« 2°</p> <p>... la ou des commissions départementales ...</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p>... précédent, les conseils municipaux de toutes ...</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
	<p>vera après la fusion.</p> <p>« II. — La fusion peut être décidée par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements concernés, après accord des conseils municipaux et des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale sur l'arrêté dressant la liste des établissements publics et des communes. Cet accord doit être exprimé par les organes délibérants des établissements publics et par deux tiers au moins des conseils municipaux de toutes les communes incluses dans le projet de périmètre représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population.</p> <p>« III. — L'établissement public issu de la fusion relève de droit de la catégorie de celui des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre inclus dans le projet auquel la loi a confié le plus grand nombre de compétences. Il détient la totalité des compétences qui étaient transférées aux établissements publics de coopération intercommunale préexistants.</p> <p>« Les compétences transférées par les communes existant avant la fusion, à titre obligatoire et optionnel, sont exercées par le nouvel établissement public sur l'ensemble de son ressort.</p>	<p>« II. — <i>(Sans modification)</i>.</p> <p>« III. — <i>(Alinéa sans modification)</i>.</p> <p>... son périmètre.</p>	<p>« II. — <i>(Sans modification)</i>.</p> <p>« III. —</p> <p>... compétences.</p> <p>(amendement n° 431)</p> <p><i>(Alinéa sans modification)</i>.</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Art. L. 5211-17. — Cf. annexe.</p>	<p>« À titre transitoire, et pour une période de deux ans suivant la fusion, les autres compétences transférées peuvent continuer à n'être exercées que sur la partie du ressort du nouvel établissement public sur laquelle elles étaient mises en œuvre avant la fusion. À l'issue de cette période, ces compétences sont exercées sur la totalité du ressort du nouvel établissement public sauf si elles font l'objet d'une restitution aux communes.</p> <p>« L'ensemble des biens, droits et obligations des établissements publics de coopération intercommunale fusionnés sont transférés à l'établissement public issu de la fusion.</p> <p>« Lorsque la fusion emporte transfert de compétences des communes au nouvel établissement public, ces transferts s'effectuent dans les conditions financières et patrimoniales prévues aux quatrième et cinquième alinéas de l'article L. 5211-17.</p> <p>« L'établissement public issu de la fusion est substitué de plein droit, pour l'exercice de ses compétences, aux anciens établissements publics et, le cas échéant, aux communes incluses dans le périmètre du nouvel établissement public dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes.</p> <p>« Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. Les co-contractants sont informés de</p>	<p>« Les autres compétences transférées par les communes aux établissements publics existant avant la fusion sont exercées par le nouvel établissement public sur l'ensemble de son ressort ou font l'objet d'une restitution aux communes.</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>... dans son périmètre dans toutes ...</p> <p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>... son périmètre ou ...</p> <p>(amendement n° 432)</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
—	<p>la substitution de personne morale par l'établissement public issu de la fusion. La substitution de personne morale aux contrats conclus par les établissements publics de coopération intercommunale et les communes n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le co-contractant.</p>	—	—
<p>Art. L. 5211-32. — Cf. annexe.</p>	<p>« La fusion d'établissements publics est effectuée à titre gratuit et ne donne lieu au paiement d'aucune indemnité, droit, taxe, salaire ou honoraire.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>
<p>Art. 5211-41-3. — Cf. supra.</p>	<p>« L'ensemble des personnels est réputé relever de l'établissement public issu de la fusion dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les siennes.</p>	<p>... personnels des établissements publics de coopération intercommunale fusionnés est réputé ...</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>
	<p>« IV. — La fusion entraîne une nouvelle élection des délégués des communes au conseil du nouvel établissement public. »</p>	<p>« IV. — (Sans modification).</p>	<p>« IV. — (Sans modification).</p>
	<p>II. — Après l'article L. 5211-32 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 5211-32-1 ainsi rédigé :</p>	<p>II. — ... du même code, il ...</p>	<p>II. — (Sans modification).</p>
	<p>« Art. L. 5211-32-1. — Par dérogation à l'article L. 5211-32, lorsqu'une communauté de communes ou une communauté d'agglomération est issue d'une fusion opérée dans le cadre des dispositions de l'article L. 5211-41-3, la dotation d'intercommunalité qui lui est attribuée la première année est calculée en retenant comme coefficient d'intégration fiscale le coefficient d'intégration fiscale de l'établissement public de</p>	<p>« Art. L. 5211-32-1. — (Sans modification).</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Art. L. 5211-33. — Cf. annexe.</p>	<p>coopération intercommunale à fiscalité propre qui lui préexistait. Si plusieurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre préexistaient, le coefficient d'intégration fiscale à retenir la première année est le coefficient d'intégration fiscale le plus élevé parmi ces établissements.</p> <p>« L'abattement de 50 % prévu à l'article L. 5211-32 ne s'applique pas aux communautés de communes issues d'une fusion.</p> <p>« Les mécanismes de garanties prévus à l'article L. 5211-33 s'appliquent dès la première année aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération issues d'une fusion. Pour le calcul des garanties la première année, la dotation à prendre en compte au titre de l'année précédente est celle de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre qui préexistait à la communauté issue de la fusion. Si plusieurs établissements publics de coopération intercommunale préexistaient, la dotation à prendre en compte est la dotation par habitant la plus élevée parmi ces établissements.</p> <p>« Lorsqu'une communauté urbaine fusionne avec un autre établissement public de coopération intercommunale, la dotation d'intercommunalité de la communauté urbaine issue de la fusion est calculée en retenant la dotation par habitant la plus élevée parmi les établissements préexistants. »</p>		

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p>Code général des collectivités territoriales</p> <p><i>Art. 5211-41-3. — Cf. supra art. 103 du projet de loi.</i></p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>Article 104</p> <p>I. — Le code général des impôts est ainsi modifié :</p> <p>A. — Après l'article 1638, il est inséré un article 1638 0-bis ainsi rédigé :</p> <p style="text-align: center;">« Art. 1638 0-bis. —</p> <p>I. — En cas de fusion d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre additionnelle, réalisée dans les conditions prévues par l'article L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales, l'établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion est soumis de plein droit au régime de la fiscalité additionnelle. Il en est de même en cas de fusion d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité additionnelle et d'établissements publics de coopération intercommunale sans fiscalité propre.</p> <p style="text-align: center;">« Les taux de fiscalité additionnelle de l'établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion sont fixés la première année suivant celle de la fusion selon les modalités suivantes :</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>Article 104</p> <p>I. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>A. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p style="text-align: center;">« Art. 1638 0-bis. —</p> <p>I. — (<i>Sans modification</i>).</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>Article 104</p> <p>I. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>A. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p style="text-align: center;">« Art. 1638 0-bis. —</p> <p>I. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>Code général des impôts</p> <p><i>Art. 1636 B sexies. — Cf. annexe.</i></p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>« 1° Soit dans les conditions prévues par le I de l'article 1636 B <i>sexies</i>. Pour l'application de cette disposition, les taux de l'année précédente sont égaux au taux moyen de chaque taxe des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre additionnelle pondéré par l'importance des bases de ces établissements publics de</p>		

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Art. 1609 quinquies C. — Cf. annexe.</p> <p>Code général des collectivités territoriales</p> <p>Art. 5211-41-3. — Cf. supra art. 103 du projet de loi.</p>	<p>coopération intercommunale. Dans le cas d'une fusion entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre additionnelle et un établissement public de coopération intercommunale sans fiscalité propre, les taux retenus sont ceux de l'établissement à fiscalité propre additionnelle ;</p> <p>« 2° Soit dans les conditions prévues par le II de l'article 1636 B <i>sexies</i>. Pour l'application de cette disposition, le taux moyen pondéré de chacune des quatre taxes tient compte des produits perçus par les établissements publics de coopération intercommunale préexistants.</p> <p>« II. — En cas de fusion d'établissements publics de coopération intercommunale soumis aux dispositions du II l'article 1609 <i>quinquies</i> C, réalisée dans les conditions prévues par l'article L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales, l'établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion est soumis de plein droit au régime prévu par ces mêmes dispositions. Il en est de même en cas de fusion d'une part d'établissements publics de coopération intercommunale faisant application du régime prévu au II de l'article 1609 <i>quinquies</i> C et d'autre part d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre additionnelle ou d'établissements publics de coopération intercommunale sans fiscalité propre.</p>	<p>« II. — (Sans modification).</p>	<p>« II. — (Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
—	<p>« Pour la première année suivant celle de la fusion :</p> <p>« 1° Le taux de taxe professionnelle de zone voté par l'établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion ne peut excéder le taux moyen de taxe professionnelle constaté l'année précédente dans les communes membres, pondéré par l'importance relative des bases de ces communes ; le taux moyen pondéré tient compte des produits perçus par les établissements publics de coopération intercommunale préexistants et des bases imposées à leur profit à la taxe professionnelle de zone. Toutefois, lorsque ce taux moyen pondéré est inférieur à un ou aux taux de taxe professionnelle de zone, l'établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion peut décider de fixer son taux dans la limite du ou des taux de taxe professionnelle de zone votés l'année précédente par les établissements publics de coopération intercommunale préexistants.</p>	—	—
Code général des impôts	<p>« Les dispositions du troisième alinéa du 1° du II de l'article 1609 <i>quinquies</i> C sont applicables à l'établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion. Dans le cas d'établissements intercommunaux préexistants faisant application du dispositif de réduction des écarts de taux, il est tenu compte du taux effectivement appliqué sur le territoire de la commune au titre de l'année précédente ;</p>		
— <i>Art. 1609 quinquies C.</i> — <i>Cf. annexe.</i>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Art. 1609 nonies C. — Cf. <i>infra</i> art. 123 et 124 du projet de loi et annexe.</p>	<p>« 2° Les dispositions du I du présent article sont applicables hors de la zone.</p>	<p>« III. — 1. En ...</p>	<p>« III. — 1. (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>Code général des collectivités territoriales</p>	<p>« III. — 1° En cas de fusion d'établissements publics de coopération intercommunale soumis aux dispositions du I de l'article 1609 nonies C, réalisée dans les conditions prévues par l'article L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales, l'établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion est soumis de plein droit au régime prévu par ces mêmes dispositions. Il en est de même en cas de fusion d'une part d'établissements publics de coopération intercommunale soumis aux dispositions du I de l'article 1609 nonies C et d'autre part d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre additionnelle faisant ou non application du II de l'article 1609 quinquies C ou d'établissements publics de coopération intercommunale sans fiscalité propre.</p>	<p>(<i>Alinéa sans modification</i>).</p>	
<p>Art. L. 5211-41-3. — Cf. <i>supra</i> art. 103 du projet de loi et annexe.</p>	<p>« Pour la première année suivant celle de la fusion, le taux de taxe professionnelle voté par l'établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion ne peut pas excéder le taux moyen de taxe professionnelle dans les communes membres constaté l'année précédente, pondéré par l'importance relative des bases imposées sur le territoire de ces communes ; le taux moyen pondéré tient compte des produits perçus au profit des établissements publics de coopération intercommunaux préexistants et des bases imposées à leur profit en appli-</p>		
<p>Code général des impôts</p> <p>Art. 1609 nonies C. — Cf. <i>infra</i> art. 123 et 124 du projet de loi et annexe.</p>			
<p>Art. 1609. quinquies C. — Cf. <i>annexe</i>.</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Art. 1609 nonies C. — Cf. art. 123 et 124 du projet de loi et annexe .</p>	<p>cation des dispositions du I de l'article 1609 nonies C ou du II de l'article 1609 quinquies C.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>... au I de cet article, sauf délibération contraire, du conseil communautaire statuant à la majorité simple de ses membres prise au plus tard le 31 décembre de l'année de la fusion.</p>
<p>Art. 1609 quinquies C. — Cf. annexe.</p>	<p>« Les dispositions du troisième alinéa du a, des premier et troisième alinéas du b du 1° du III de l'article 1609 nonies C sont applicables à l'établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion. Pour l'application de ces dispositions, il est tenu compte du taux constaté dans chaque zone et du taux effectivement appliqué sur le territoire de la commune au titre de l'année précédente pour les établissements intercommunaux préexistants faisant application du dispositif de réduction des écarts de taux ;</p>	<p>« 2. Lorsqu'au ...</p>	<p>« 2.</p>
<p>Art. 1609 nonies C. — Cf. infra art. 123 et 124 du projet de loi et annexe.</p>	<p>« 2° Lorsqu'au moins un des établissements publics de coopération intercommunale soumis aux dispositions du I de l'article 1609 nonies C fait également application des dispositions du 1° du II de l'article 1609 nonies C, l'établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion est soumis de plein droit au régime prévu au II de cet article.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>« Dans le cas d'une option pour le II de l'article 1609 nonies C, et pour ...</p>
	<p>« Pour la première année suivant celle de la fusion, les dispositions du premier alinéa du 2° du II de l'article 1609 nonies C sont applicables à l'établissement public</p>		<p>(amendement n° 433)</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p><i>Art. 1639 A bis.</i> — I. Sous réserve des dispositions de l'article 1466, les délibérations des collectivités locales et des organismes compétents relatives à la fiscalité directe locale, autres que celles fixant soit les taux, soit les produits des impositions, et que celles instituant la taxe d'enlèvement des ordures ménagères doivent être prises avant le 1^{er} octobre pour être applicables l'année suivante. Elles sont soumises à la notification prévue à l'article 1639 A au plus tard quinze jours après la date limite prévue pour leur adoption.</p> <p>Les délibérations prévues au premier alinéa du II de l'article 1609 <i>quinquies</i> C et à l'article 1609 <i>quinquies</i> B, ainsi que les délibérations fixant le périmètre de la zone visée au II de l'article 1609 <i>quinquies</i> C, sont prises dans les conditions prévues au premier alinéa.</p> <p>II. — 1. Les délibérations des communes et de leurs établissements publics de coopération intercommunale instituant la taxe d'enlèvement des ordures ménagères conformément aux articles 1520, 1609 <i>bis</i>, 1609 <i>quater</i>, 1609 <i>quinquies</i>, 1609 <i>quinquies</i> C et 1609 <i>nonies</i> D et les décisions visées aux 1 et 2 du III de l'article 1521 doivent être prises avant le 15 octobre d'une année pour être applicables à compter de l'année suivante. Elles sont soumises à la notification prévue à l'article 1639 A au plus tard quinze jours après la date li-</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>de coopération intercommunale issu de la fusion. »</p> <p>B. — L'article 1639 A <i>bis</i> est complété par un III ainsi rédigé :</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>B. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>B. — (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>—</p> <p>mite prévue pour leur adoption.</p>			
<p>Toutefois, les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ne résultant pas d'une substitution ou d'une transformation de groupement préexistant peuvent prendre les délibérations afférentes à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères conformément aux articles 1609 <i>bis</i>, 1609 <i>quinquies</i>, 1609 <i>quinquies</i> C et 1609 <i>nonies</i> D ainsi qu'aux 1 et 2 du III de l'article 1521 jusqu'au 15 janvier de l'année qui suit celle de leur création. À défaut, les délibérations prises par les communes et par les établissements publics de coopération intercommunale dissous restent applicables l'année qui suit celle de la création ; dans ce cas, le nouvel établissement public de coopération intercommunale perçoit la taxe d'enlèvement des ordures ménagères au lieu et place des établissements publics de coopération intercommunale dissous.</p>			
<p>2. Par exception aux dispositions du premier alinéa du 1, les délibérations antérieures à la promulgation de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ayant institué la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, prises par les communes ou leurs établissements publics de coopération intercommunale conformément aux articles 1520, 1609 <i>bis</i>, 1609 <i>quater</i>, 1609 <i>quinquies</i>, 1609 <i>quinquies</i> C et 1609 <i>nonies</i> D dans leur rédaction en vigueur avant l'adoption de</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>cette loi, restent applicables pour l'établissement des impositions dues au titre des années 2000 à 2005, sous réserve des délibérations prises avant le 15 octobre 2004 pour percevoir la taxe dans les conditions prévues par cette même loi.</p> <p>Au 15 octobre 2005, les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale devront s'être mis en conformité avec la loi pour pouvoir continuer à percevoir la taxe d'enlèvement des ordures ménagères au 1^{er} janvier 2006. À défaut, ces collectivités perdront le bénéfice de la perception de cette taxe.</p>	<p>« III. — L'établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion en application de l'article L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales doit prendre les délibérations afférentes à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères jusqu'au 15 janvier de l'année qui suit celle de la fusion.</p> <p>« À défaut de délibération, le régime applicable en matière de taxe d'enlèvement des ordures ménagères sur le territoire des établissements publics de coopération intercommunale ayant fait l'objet de la fusion ou sur le territoire des communes incluses dans le périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion, en application du deuxième alinéa du 2 du I de l'article L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales est maintenu l'année suivant</p>	<p>« III. — <i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p>... alinéa du 2° du ...</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p align="center">Code général des collectivités territoriales</p> <p align="center"><i>Art. L. 5211-41-3. — Cf. supra art. 103 du projet de loi.</i></p> <p align="center">Code général des impôts</p> <p align="center"><i>Art. 1639 A ter. —</i></p> <p>I. — Les délibérations prises en matière de taxe professionnelle par un groupement de communes antérieurement à la date de la décision le plaçant sous le régime fiscal de l'article 1609 <i>nonies</i> C demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas rapportées ou modifiées.</p> <p>Les délibérations prises en matière de taxe professionnelle par les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale soumis aux dispositions fiscales prévues à l'article 1609 <i>nonies</i> C ne résultant pas d'une substitution ou d'une transformation de groupement préexistant sont applicables :</p> <p><i>a)</i> lorsqu'elles sont prises dans les conditions prévues à l'article 1639 A <i>bis</i>, aux opérations réalisées l'année de la création de l'établissement public de coopération intercommunale quand celle-</p>	<p>celle de la fusion. Pour l'application de ces dispositions, l'établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion perçoit la taxe aux lieu et place des établissements publics de coopération intercommunale ayant fait l'objet de la fusion. »</p> <p align="center">C. — L'article 1639 A <i>ter</i> est complété par un IV ainsi rédigé :</p>	<p align="center">C. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>	<p align="center">C. — (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>ci est postérieure au 1^{er} octobre ;</p>			
<p>b) lorsqu'elles sont prises en application de l'article 1465, aux opérations réalisées antérieurement à la date de création de l'établissement public de coopération intercommunale.</p>			
<p>Les dispositions du deuxième alinéa, du a) et du b) sont également applicables aux délibérations prises en matière de taxe professionnelle pour l'application des dispositions de l'article 1609 <i>nonies</i> C ou du II de l'article 1609 <i>quinquies</i> C, par un établissement public de coopération intercommunale dissous, lorsque les communes appartenant à ces établissements publics de coopération intercommunale deviennent membres d'un établissement public de coopération intercommunale soumis aux dispositions de l'article 1609 <i>nonies</i> C ne résultant pas d'une substitution ou d'une transformation de groupement préexistant.</p>			
<p>II. — Les dispositions du I ci-dessus sont applicables sur le territoire de la zone d'activités économiques des groupements faisant application des dispositions du II de l'article 1609 <i>quinquies</i> C.</p>			
<p>Ces groupements peuvent prendre, en matière de taxe professionnelle, des délibérations propres à la zone d'activités économiques.</p>			
<p>Les établissements publics de coopération intercommunal faisant application du régime prévu au II de l'ar-</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>ticle 1609 <i>quinquies</i> C qui optent pour le régime prévu à l'article 1609 <i>nonies</i> C ou deviennent soumis à ce régime doivent, dans le cas où des délibérations différentes étaient appliquées hors de la zone d'activités économiques et dans la zone d'activités économiques, antérieurement à la décision les plaçant sous le régime de l'article 1609 <i>nonies</i> C, prendre une délibération précisant les délibérations applicables sur l'ensemble de leur territoire. Cette délibération doit retenir le régime appliqué soit dans la zone d'activités économiques, soit hors de la zone d'activités économiques. Elle doit être prise lors de la décision de l'établissement public de coopération intercommunale le plaçant sous le régime de l'article 1609 <i>nonies</i> C ; à défaut, les délibérations en vigueur hors de la zone d'activités sont applicables.</p>			
<p>III. — Les exonérations applicables antérieurement à la création d'un établissement public de coopération intercommunale soumis aux dispositions fiscales prévues à l'article 1609 <i>nonies</i> C ou d'une zone d'activités économiques en exécution des délibérations des conseils des communes membres ou du groupement préexistant sont maintenues, pour la quotité et la durée initialement prévues, en proportion du taux d'imposition de la commune et du taux d'imposition du groupement l'année précédant l'application de l'article 1609 <i>nonies</i> C ou du II de l'article 1609 <i>quinquies</i> C.</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale, faisant application du régime prévu au II de l'article 1609 <i>quinquies</i> C, opte pour le régime prévu à l'article 1609 <i>nonies</i> C ou devient soumis à ce régime :</p>	<p>a) les exonérations applicables antérieurement à la modification on du régime hors de la zone d'activités économiques en exécution des délibérations des conseils des communes membres ou de l'établissement public de coopération intercommunale sont applicables dans les conditions prévues au premier alinéa ;</p>	<p>b) les exonérations applicables antérieurement à la modification du régime dans la zone d'activités économiques sont maintenues pour la quotité et la durée initialement prévues. Les dispositions du premier alinéa sont maintenues lorsqu'elles étaient appliquées antérieurement à la modification du régime fiscal de l'établissement public de coopération intercommunale.</p>	<p>Code général des collectivités territoriales</p>
<p><i>Art. L. 5211-41-3. — Cf. supra art. 103 du projet de loi.</i></p>	<p>« IV. — 1° Sous réserve des dispositions de l'article 1466, l'établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion, réalisée dans les conditions prévues par l'article L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales ou, lorsque le périmètre du nouvel établissement public de coopération intercommunale a été fixé par arrêté du représentant de l'État, les conseils municipaux des communes membres ou l'organe délibé-</p>	<p>« IV. — 1. Sous ...</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Code général des impôts</p> <p><i>Art. 1459, 1464 A, 1464 B, 1464 D, 1464 E, 1464 F, 1464 G, 1464 H, 1464, 1465 A, 1465 B, 1465, 1466 A, 1466 B, 1466 B bis, 1466 C, 1469 A quarter, 1518 A, 1647 D — Cf. annexe.</i></p> <p><i>Art. 1609 nonies C. — Cf infra art. 123, 124 du projet de loi et annexe.</i></p> <p>Code général des collectivités territoriales</p> <p><i>Art. L. 5211-41-3. — Cf. infra art. 103 du projet de loi.</i></p>	<p>rant du ou des établissements publics de coopération intercommunale doivent prendre avant le 1^{er} novembre de l'année de la fusion les délibérations applicables à compter de l'année suivante en matière de taxe professionnelle sur l'ensemble du territoire ;</p> <p>« 2° À défaut de délibérations prises dans les conditions prévues au 1°, les délibérations adoptées antérieurement par chaque établissement public de coopération intercommunale préexistant :</p> <p>« a) Sont maintenues pour leur durée et leur quotité lorsqu'elle sont prises en application des articles 1464 B, 1464 D, 1464 E, 1464 F, 1464 G, 1465, 1465 A, 1465 B, 1466 A-I, I-ter, I-quater et I quinquies, 1466 B, 1466 B bis et 1466 C et que les dispositions prévues par ces articles sont en cours d'application ou sont applicables pour la première fois l'année suivant celle de la fusion. Lorsque le nouvel établissement public de coopération intercommunale est soumis aux dispositions du I de l'article 1609 nonies C, il est de même pour les délibérations prises d'une part par les communes visées au deuxième alinéa du 2 du I de l'article L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales et d'autre part, par les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale préexistant à fiscalité propre additionnelle ou sans fiscalité propre ; toutefois, dans ce dernier cas, les exonérations sont maintenues en proportion du taux d'imposition de</p>	<p>... 1^{er} octobre de ...</p> <p>« 2. À ...</p> <p>... au 1, les ...</p> <p>« a)</p> <p>... 1465 B, des I, I ter, I quarter et I quinquies de l'article 1466 A et des articles 1466 B ...</p> <p>... du 2° du ...</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>—</p> <p><i>Art. 1639 A quater.</i> — Les délibérations prises en matière de taxe d'habitation et de taxes foncières par un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre percevant le produit des taxes foncières, de la taxe d'habitation et de la taxe professionnelle demeurent applicables pendant un an sauf si elles sont modifiées ou rapportées dans les conditions prévues à l'article 1639 A bis, lorsque cet établissement public de coopération intercommunale devient soumis de plein droit ou sur option aux dispositions du I de l'article 1609 <i>nonies C</i> et décide de faire application des dispositions du II de cet article.</p> <p>Les dispositions du premier alinéa ne sont toutefois pas applicables lorsque</p>	<p>—</p> <p>la commune et de l'établissement public de coopération intercommunale l'année de la fusion ;</p> <p>« b) Sont maintenues pour la première année suivant celle de la fusion lorsqu'elles sont prises en application des articles 1459-3°, 1464, 1464 A, 1464 H, 1469 A <i>quater</i>, 1518 A et 1647 D. Il en est de même pour les délibérations prises par les communes visées au deuxième alinéa du 2 du I de l'article L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales lorsque le nouvel établissement public de coopération intercommunale est soumis aux dispositions du I de l'article 1609 <i>nonies C</i>. »</p> <p>D. — L'article 1639 A <i>quater</i> du code général des impôts est ainsi modifié :</p> <p>1° Les dispositions actuelles constituent un I ;</p>	<p>—</p> <p>« b)</p> <p>...application des articles 1459 (3°), 1464 ...</p> <p>... du 2°</p> <p>du ...</p> <p>D. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>1° (<i>Sans modification</i>).</p>	<p>—</p> <p>D. — (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>l'établissement de coopération intercommunale fait application pour la première fois des dispositions du II de l'article 1609 <i>nonies</i> C au titre d'une année postérieure à celle au titre de laquelle il a perçu pour la première fois le produit de la taxe professionnelle conformément au I de l'article 1609 <i>nonies</i> C.</p>	<p>2° Il est ajouté un II ainsi rédigé :</p>	<p>2° (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>	
<p>Code général des collectivités territoriales</p> <p><i>Art. L. 5211-41-3. — Cf. supra art. 103 du projet de loi.</i></p>	<p>« II. — 1° L'établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion en application de l'article L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales ou, lorsque le périmètre du nouvel établissement public de coopération intercommunale a été fixé par arrêté du représentant de l'État, les conseils municipaux des communes membres ou l'organe délibérant du ou des établissements publics de coopération intercommunale doivent prendre avant le 1^{er} novembre de l'année de la fusion les délibérations applicables à compter de l'année suivante en matière de taxe d'habitation et de taxes foncières sur l'ensemble du territoire.</p>	<p>« II. — 1. L'établissement ...</p>	
<p>Code général des impôts</p> <p><i>Art. 1382 B, 1383 A,</i></p>	<p>« 2° À défaut de délibérations dans les conditions prévues au premier alinéa, les délibérations adoptées par chaque établissement public de coopération intercommunale préexistant sont maintenues dans les conditions suivantes :</p> <p>« a) Pour leur durée et leur quotité lorsqu'elles sont prises en application des articles 1383, 1383 A, 1383 B,</p>	<p>1^{er} octobre de ...</p> <p>« 2 À ...</p> <p>« a) (<i>Sans modification</i>).</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>1383 B, 1383 C, 1383, 1384 B, 1388 ter, 1395 A, 1395 B, 1395 C, 1396, 1411, 1518 A. et 1647-00-bis — Cf. annexe.</p>	<p>1383 C, 1384 B, 1388 ter, 1395 A, 1395 B et 1647-00-bis et que les dispositions prévues par ces articles sont en cours d'application ou sont applicables pour la première fois l'année suivant celle de la fusion ;</p>		
<p>Code général des collectivités territoriales Art. 5211-41-3. — Cf. supra art. 103 du projet de loi.</p>	<p>« b) Pour la première année suivant celle de la fusion lorsqu'elle sont prises en application des articles 1382 B, 1395 C, 1396, 1411 et 1518 A. »</p> <p>II. — A. — Lorsqu'ils relèvent du régime de la fiscalité additionnelle, les établissements publics de coopération intercommunale issus d'une fusion réalisée dans les conditions prévues par l'article L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales perçoivent aux lieu et place des établissements publics de coopération intercommunale préexistants les compensations prévues par :</p>	<p>« b) (Sans modification).</p> <p>II. — A. — (Sans modification).</p>	<p>II. — (Sans modification).</p>
<p>Loi de finances n° 86-1317 du 30 décembre 1986 Art. 6 — Cf. annexe.</p> <p>Loi n° 86-1317 : art. 6 (IV) ; loi n° 95-115 : art. 52 (III) ; loi n° 97-1269 : art. 95 (III) ; loi n° 96-987 : art. 4 (B) et 7 (III) ; loi n° 2001-1275 : art. 17 (IV) ; loi n° 2002-1576 : art. 79 (IV et VI) ; loi n° 2003-710 : art. 27 (III) ; loi n° 94-1131 : art. 2 (III) ; loi n° 96-1143 : art. 3 (B) ; loi n° 2002-92 : art. 48 (B) ; loi n° 2002-1575 : art. 26 (II) ; loi n° 91-1322 : art. 21 (II). — Cf. annexe.</p>	<p>1° L'article 6-IV de la loi de finances pour 1987 (n° 86-1317 du 30 décembre 1986) ;</p> <p>2° L'article 6-IV bis de la loi de finances pour 1987 (n° 86-1317 du 30 décembre 1986), les articles 52-III de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire et 95-III de la loi de finances pour 1998 (n° 97-1269 du 30 décembre 1997), les articles 4-B et 7-III de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance</p>	<p>1° Le IV de l'article 6 de ...</p> <p>2° Le IV bis de l'article 6 de la loi de finances pour 1987 précitée, le III de l'article 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire et le III de l'article 95 de la loi de finances pour 1998 (n° 97-1269 du 30 décembre 1997), le B de l'article 4 et le III de l'article 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p><i>Loi n° 86-1317 : art. 6 (IV bis). — Cf. annexe.</i></p>	<p>pour la ville, 17-IV de la loi de finances pour 2002 (n° 2001-1275 du 28 décembre 2001), 79-IV et VI de la loi de finances rectificative pour 2002 (n° 2002-1576 du 30 décembre 2002) et 27-III de la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, les articles 2-III de la loi n° 94-1131 du 27 décembre 1994 portant statut fiscal de la Corse, 3 B de la loi n° 96-1143 du 26 décembre 1996 relative à la zone franche Corse et 48-B de la loi n° 2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse, l'article 26-II de la loi de finances pour 2003 (n° 2002-1575 du 30 décembre 2002) ainsi que l'article 21-II de la loi de finances pour 1992 (n° 91-1322 du 30 décembre 1991).</p> <p>La compensation est déterminée en retenant les bases constatées au sein de chacun des périmètres des établissements publics de coopération intercommunale préexistants et le taux retenu pour le calcul de la compensation antérieurement à la fusion. Toutefois, pour l'application de l'article 6 IV <i>bis</i> de la loi de finances pour 1987, les recettes fiscales et les compensations retenues pour le calcul de la réfaction s'entendent des montants perçus par l'établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion ;</p>	<p>de relance pour la ville, le IV de l'article 17 de la loi de finances pour 2002 (n° 2001-1275 du 28 décembre 2001), les IV et VI de l'article 79 de la loi de finances rectificative pour 2002 (n° 2002-1576 du 30 décembre 2002) et le III de l'article 27 de la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, le III de l'article 2 de la loi n° 94-1131 du 27 décembre 1994 portant statut fiscal de la Corse, le B de l'article 3 de la loi n° 96-1143 du 26 décembre 1996 relative à la zone franche Corse et le B de l'article 48 de la loi n° 2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse, le II de l'article 26 de la loi de finances pour 2003 (n° 2002-1575 du 30 décembre 2002) ainsi que le II de l'article 21 de la loi de finances pour 1992 (n° 91-1322 du 30 décembre 1991).</p>	<p>... l'application du IV <i>bis</i> de l'article 6 de la loi de finances pour 1987 précitée, les recettes ...</p>
<p><i>Loi n° 2000-1352 : art. 42 (IV) ; loi n° 2003-660 : art. 44 (II) ; loi</i></p>	<p>3° L'article 42-IV de la loi de finances pour 2001 (n° 2000-1352 du</p>	<p>3° Le IV de l'article 42 de la loi de finances pour 2001 (n° 2000-1352 du</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p><i>n° 2001-602 : art. 6 (IV). — Cf. annexe.</i></p> <p>Code général des collectivités territoriales</p> <p><i>Art. L. 5214-23-2 et art. L. 5215-35. — Cf. annexe.</i></p>	<p>30 décembre 2000), l'article 44-II de la loi de programme pour l'outre-mer (n° 2003-660 du 21 juillet 2003), les articles L. 5214-23-2 et L. 5215-35 du code général des collectivités territoriales et l'article 6-IV de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt.</p> <p>Pour la première année suivant celle de la fusion, ces compensations sont déterminées en retenant le montant de l'abattement ou de la base exonérée au sein du périmètre de chacun des établissements publics de coopération intercommunale préexistants et le taux des taxes foncières voté l'année précédente par chaque établissement public de coopération intercommunale préexistant.</p>	<p>30 décembre 2000), le II de l'article 44 de la loi de programme pour l'outre-mer (n° 2003-660 du 21 juillet 2003), les articles L. 5214-23-2 et L. 5215-35 du code général des collectivités territoriales et le IV de l'article 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt.</p>	
<p>Code général des impôts</p> <p><i>Art. 1609 nonies C. — Cf. infra art. 123, 124 du projet de loi et annexe.</i></p>	<p>Les dispositions du 3° ci-dessus s'appliquent également aux établissements publics de coopération intercommunale issus de la fusion percevant les taxes foncières et la taxe d'habitation conformément aux dispositions du II de l'article 1609 nonies C du code général des impôts.</p> <p>B. — Lorsqu'ils relèvent du régime prévu au I de l'article 1609 nonies C du code général des impôts et sous réserve des dispositions du 1° du VIII dudit article, les établissements publics de coopération intercommunale issus d'une fusion réalisée dans les conditions prévues par l'article L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales perçoivent, au lieu et place des établisse-</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p> <p>... 3° s'appliquent ...</p> <p>B. —</p>	
<p>Code général des collectivités territoriales</p> <p><i>Art. L. 5211-41-3. — Cf. supra art. 103 du projet</i></p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
de loi.	<p>ments publics de coopération intercommunale préexistants et le cas échéant des communes membres, les compensations prévues par l'article 6-IV <i>bis</i> de la loi de finances pour 1987 (n° 86-1317 du 30 décembre 1986), les articles 52-III de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire et 95-III de la loi de finances pour 1998 (n° 97-1269 du 30 décembre 1997), les articles 4-B de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, 17-IV-C de la loi de finances pour 2002 (n° 2001-1275 du 28 décembre 2001), 79-IV et VI de la loi de finances rectificative pour 2002 (n° 2002-1576 du 30 décembre 2002) et 27-III de la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, les articles 2-III de la loi n° 94-1131 du 27 décembre 1994 portant statut fiscal de la Corse, 3 B de la loi n° 96-1143 du 26 décembre 1996 relative à la zone franche Corse et 48-B de la loi n° 2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse, ainsi que l'article 26-II de la loi de finances pour 2003 (n° 2002-1575 du 30 décembre 2002).</p>	<p>... par le IV <i>bis</i> de l'article 6 de la loi de finances pour 1987 précitée, le III de l'articles 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 précitée et le III de l'article 95 de la loi de finances pour 1998 précitée, le B de l'article 4 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 précitée, le C du IV de l'article 17 de la loi de finances pour 2002 précitée, les IV et VI de l'article 79 de la loi de finances rectificative pour 2002 précitée et le III de l'article 27 de la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 précitée, le III de l'article 2 de la loi n° 94-1131 du 27 décembre 1994 précitée, le B de l'article 3 de la loi n° 96-1143 du 26 décembre 1996 précitée et le B de l'article 48 de la loi n° 2002-92 du 22 janvier 2002 précitée, ainsi que le II de l'article 26 de la loi de finances pour 2003 précitée.</p>	
<p><i>Loi n° 86-1317 : art. 6 (IV bis); loi n° 95-115 : art. 52 (III); loi n° 97-1269 : art. 95 (III); loi n° 96-987 : art. 4 (B); loi n° 2001-1275 : art. 17 (IV); loi n° 2002-1576 : art. 79 (IV); loi n° 2003-710 : art. 27 (III); loi n° 94-1131 : art. 2 (III); loi n° 96-1143 : art. 3 (B); loi n° 2002-92 : art. 48 (B); loi n° 2002-1575 : art. 26 (II). — Cf. annexe.</i></p>	<p>Pour le calcul de ces compensations, le taux de taxe professionnelle à retenir est le taux moyen constaté dans les communes membres au titre de l'année de référence pondéré par l'importance relative des bases imposées sur le territoire de ces communes, éventuellement majoré du taux appliqué au profit de</p>		

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Art. 1609 nonies C. — Cf. <i>infra</i> art. 123, 124 du projet de loi et annexe.. Art. 1609 quinquies C. — Cf. annexe.</p>	<p>l'établissement public de coopération intercommunale sans fiscalité propre auquel la commune appartenait ; le taux moyen pondéré tient compte des produits perçus au profit des établissements publics de coopération intercommunale préexistants et des bases imposées à leur profit en application des dispositions du I de l'article 1609 nonies C ou du II de l'article 1609 quinquies C.</p>	<p>... C du code général des impôts ou du II de l'article 1609 quinquies C du même code.</p>	
<p>Code général des collectivités territoriales</p> <p>Art. L. 5211-41-3. — Cf. <i>supra</i> art. 103 du projet de loi.</p>	<p>C. — Lorsqu'ils relèvent du régime prévu au II de l'article 1609 quinquies C du code général des impôts, les établissements publics de coopération intercommunale issus d'une fusion réalisée dans les conditions prévues par l'article L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales perçoivent les compensations afférentes aux pertes de base hors de la zone d'activités économiques dans les conditions prévues au A et les compensations afférentes aux pertes de base dans la zone selon les dispositions prévues au B.</p>	<p>C. — (<i>Sans modification</i>).</p>	
<p>Art. L. 5211-41-3. — Cf. <i>supra</i> art. 103 du projet</p>	<p>Article 105</p> <p>I. — Après l'article L. 5711-1 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 5711-2 ainsi rédigé :</p> <p>« Art. L. 5711-2. — Les syndicats mixtes peuvent être autorisés à fusionner. La fusion est opérée dans les conditions prévues par l'article L. 5211-41-3, à l'exception des dispositions relatives à la continuité terri-</p>	<p>Article 105</p> <p>I. — (<i>Sans modification</i>).</p>	<p>Article 105</p> <p>I. — (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p><i>de loi.</i></p> <p><i>Art. L. 5721-2. — Un syndicat mixte peut être constitué par accord entre des institutions d'utilité commune interrégionales, des régions, des ententes ou des institutions interdépartementales, des départements, des établissements publics de coopération intercommunale, des communes, des chambres de commerce et d'industrie, d'agriculture, de métiers et d'autres établissements publics, en vue d'œuvres ou de services présentant une utilité pour chacune de ces personnes morales.</i></p> <p>Le syndicat mixte doit comprendre au moins une collectivité territoriale ou un groupement de ces collectivités.</p> <p>La répartition des sièges au sein du comité syndical entre les collectivités locales et les établissements publics membres du syndicat mixte est fixée par les statuts.</p> <p>Le président du syndicat mixte est élu par le comité syndical ou, si les statuts le prévoient, par le bureau qu'il</p>	<p>toriale.</p> <p>« Pour l'application du II de cet article, l'accord sur la fusion est exprimé par délibérations concordantes des organes délibérants des syndicats mixtes intéressés et par les deux tiers au moins des membres de chaque syndicat représentant plus de la moitié de la population totale ou par la moitié au moins des membres de chaque syndicat représentant les deux tiers de la population. »</p> <p>II. — L'article L. 5721-2 est complété par deux alinéas ainsi rédigés :</p>	<p>II. — L'article L. 5721-2 est ainsi modifié :</p> <p>1° Dans le premier alinéa, après les mots : « des départements, », sont insérés les mots : « des syndicats mixtes et » ;</p> <p>2° Il est complété par deux alinéas ainsi rédigés :</p>	<p>II. — ... est complété par deux alinéas ainsi rédigés :</p> <p>Alinéa supprimé.</p> <p>Alinéa supprimé. (amendement n° 434)</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>a constitué.</p> <p>La création du syndicat mixte est autorisée par arrêté du représentant de l'État dans le département siège du syndicat.</p> <p>La décision d'autorisation approuve les modalités de fonctionnement du syndicat mixte.</p>	<p>« Les syndicats mixtes peuvent être autorisés à fusionner. La fusion est opérée dans les conditions prévues par l'article L. 5211-41-3, à l'exception des dispositions relatives à la continuité territoriale.</p> <p>« Pour l'application du II de cet article, l'accord sur la fusion est exprimé par délibérations concordantes des organes délibérants des syndicats mixtes intéressés et des membres les constituant. »</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p>
<p><i>Art. L. 5215-22. —</i></p> <p>I. — Lorsqu'une partie des communes d'un syndicat de communes ou d'un syndicat mixte fait partie d'une communauté urbaine, par création de cette communauté ou par transformation d'un établissement public de coopération intercommunale en communauté urbaine, et que cette communauté est incluse en totalité dans le syndicat, cette création ou cette transformation vaut retrait du syndicat des communes membres de la communauté pour les compétences visées au I de l'article L. 5215-20 que le syndicat exerce. Ce retrait s'effectue dans les conditions fixées à l'article L. 5211-25-1. À défaut d'accord entre l'organe délibérant du syndicat et le</p>	<p>III. — Aux premiers alinéas du I et du II de l'article L. 5215-22 du code général des collectivités territoriales, les mots : « par création de cette communauté ou » sont remplacés par les mots : « par création de cette communauté, par fusion d'établissements publics de coopération intercommunale pour constituer une communauté urbaine ou ».</p> <p>Dans ces mêmes alinéas, les mots : « cette création ou cette transformation » sont remplacés par les mots : « cette création, cette fusion ou cette transformation ».</p>	<p>III. — Le premier alinéa du I et du II de l'article L. 5215-22 du même code est ainsi modifié :</p> <p>1° Les mots ...</p> <p>2° Les mots : « cette création ...</p>	<p>III. — (Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>conseil municipal concerné sur la répartition des biens ou du produit de leur réalisation et du solde de l'encours de la dette visés au 2° de l'article L. 5211-25-1, cette répartition est fixée par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements concernés.</p>			
<p>Pour l'exercice des compétences transférées autres que celles visées au I de l'article L. 5215-20, la communauté urbaine est substituée au sein du syndicat aux communes qui la composent. Cette disposition ne modifie pas les attributions du syndicat de communes, qui devient syndicat mixte au sens de l'article L. 5711-1, ou du syndicat mixte intéressé. Elle ne modifie pas non plus le périmètre dans lequel ce syndicat exerce ses compétences.</p>			
<p>II. — Lorsqu'une partie des communes d'un syndicat de communes ou d'un syndicat mixte est associée avec des communes extérieures à ce syndicat dans une communauté urbaine, par création de cette communauté ou par transformation d'un établissement public de coopération intercommunale en communauté urbaine, cette création ou cette transformation vaut retrait du syndicat des communes membres de la communauté pour les compétences transférées et dans les conditions prévues au premier alinéa du I. Elle vaut substitution de la communauté urbaine aux communes pour les compétences transférées et dans les conditions prévues au second alinéa du même paragraphe.</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>.....</p> <p><i>Art. L. 5216-7. — I. -</i> Lorsqu'une partie des communes d'un syndicat de communes ou d'un syndicat mixte fait partie d'une communauté d'agglomération, par création de cette communauté ou par transformation d'un établissement public de coopération intercommunale en communauté d'agglomération, et que cette communauté est incluse en totalité dans le syndicat, cette création ou cette transformation vaut retrait du syndicat des communes membres de la communauté pour les compétences visées aux I et II de l'article L. 5216-5 que le syndicat exerce. Ce retrait s'effectue dans les conditions fixées à l'article L. 5211-25-1. A défaut d'accord entre l'organe délibérant du syndicat et le conseil municipal concerné sur la répartition des biens ou du produit de leur réalisation et du solde de l'encours de la dette visés au 2° de l'article L. 5211-25-1, cette répartition est fixée par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements concernés.</p> <p>Pour l'exercice des compétences transférées qui ne sont pas visées par les I et II de l'article L. 5216-5, la communauté d'agglomération est substituée au sein du syndicat aux communes qui la composent. Cette disposition ne modifie pas les attributions du syndicat de communes, qui devient syndicat mixte au sens de l'article L. 5711-1, ou du syndicat mixte intéressé. Elle ne modi-</p>	<p>IV. — Aux premiers alinéas du I et du II de l'article L. 5216-7 du code général des collectivités territoriales, les mots : « par création de cette communauté ou » sont remplacés par les mots : « par fusion d'établissements publics de coopération intercommunale pour constituer une communauté d'agglomération ou ».</p> <p>Dans ces mêmes alinéas, les mots : « cette création ou cette transformation » sont remplacés par les mots : « cette création, cette fusion ou cette transformation ».</p>	<p>IV. — Le premier alinéa du I et du II de l'article L. 5216-7 du même code est ainsi modifié :</p> <p>1° Les mots : « par ... » sont remplacés par les mots : « par création de cette communauté, par fusion d'établissements publics de coopération intercommunale pour constituer une communauté d'agglomération ou ».</p> <p>2° Les mots : « cette... » sont remplacés par les mots : « cette création, cette fusion ou cette transformation ».</p>	<p>IV. — (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>—</p> <p>fie pas non plus le périmètre dans lequel ce syndicat exerce ses compétences.</p>	<p>—</p>	<p>—</p>	<p>—</p>
<p>II. - Lorsqu'une partie des communes d'un syndicat de communes ou d'un syndicat mixte est associée avec des communes extérieures à ce syndicat dans une communauté d'agglomération, par création de cette communauté ou par transformation d'un établissement public de coopération intercommunale en communauté d'agglomération, cette création ou cette transformation vaut retrait du syndicat des communes membres de la communauté d'agglomération pour les compétences transférées et dans les conditions prévues au premier alinéa du I. Elle vaut substitution de la communauté d'agglomération aux communes pour les compétences transférées et dans les conditions prévues au second alinéa du même paragraphe.</p> <p>.....</p>			
<p><i>Art. L. 5341-2. —</i> Dans le délai d'un an suivant la date de publication du décret prévu à l'article L. 5341-1, un syndicat d'agglomération nouvelle ou une communauté d'agglomération nouvelle qui remplit les conditions fixées à l'article L. 5216-1 peut être transformé en communauté d'agglomération par décision prise à la majorité des deux tiers au moins des membres du comité du syndicat d'agglomération nouvelle ou du conseil d'agglomération nouvelle lorsque le syndicat ou la communauté exerce les compétences prévues à l'article L. 5216-5. Dans le cas</p>	<p>Article 106</p> <p>I. — Dans la première phrase du premier alinéa de l'article L. 5341-2 du code général des collectivités territoriales, les mots : « par décision prise à la majorité des deux tiers au moins des membres » sont remplacés par les mots : « par décision prise à la majorité des membres ».</p>	<p>Article 106</p> <p>I. — <i>(Sans modification).</i></p>	<p>Article 106</p> <p><i>(Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>contraire, cette transformation peut être décidée par l'accord des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population, cette majorité devant en outre nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est supérieure à la moitié de la population totale concernée, cette transformation se faisant sur proposition du comité du syndicat d'agglomération nouvelle ou du conseil de la communauté d'agglomération nouvelle adressée au représentant de l'État dans le département lorsque les communes font partie du même département ou aux représentants de l'État dans les départements concernés dans le cas contraire. Le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification au maire de la commune de la délibération du comité du syndicat d'agglomération nouvelle ou du conseil de la communauté d'agglomération nouvelle par le ou les représentants de l'État dans le ou les départements concernés, pour se prononcer sur cette proposition. À défaut de cette délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.</p> <p>.....</p> <p><i>Art. L. 5341-3.</i> — Le périmètre d'une agglomération nouvelle dont les opérations de construction et</p>	<p>II. — L'article L. 5341-3 du code général des collectivités territoriales</p>	<p>II. — ... du même code est ainsi modifié :</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>d'aménagement sont déclarées terminées conformément à l'article L. 5341-1 et dont le comité du syndicat ou le conseil de la communauté d'agglomération nouvelle propose la transformation en communauté d'agglomération en application de l'article L. 5341-2 peut être étendu dans les conditions prévues aux trois premiers alinéas de l'article L. 5211-41-1. A cette fin, la proposition de transformation du comité du syndicat d'agglomération nouvelle ou du conseil de la communauté d'agglomération nouvelle et le projet d'extension du périmètre arrêté par le ou les représentants de l'État dans le ou les départements concernés font l'objet de la même notification aux communes membres du syndicat.</p> <p>Les communes auxquelles le périmètre a été étendu sont représentées à l'organe délibérant de la communauté d'agglomération dans les mêmes conditions que les autres communes jusqu'au renouvellement général des conseils municipaux qui suit la transformation.</p> <p><i>Art. L. 5211-6. —</i> L'établissement public de coopération intercommunale</p>	<p>est modifié comme suit :</p> <p>1° Dans la première phrase du premier alinéa après les mots : « dans les conditions prévues aux trois premiers alinéas de l'article L. 5211-41-1 », sont ajoutés les mots : « ou dans celles fixées par l'article L. 5211-41-3 » ;</p> <p>2° Le deuxième alinéa est ainsi rédigé :</p> <p>« L'extension du périmètre entraîne une nouvelle répartition entre toutes les communes des sièges au conseil du nouvel établissement, dans les conditions qui lui sont applicables, ainsi qu'une nouvelle élection de l'ensemble des délégués des communes. »</p> <p>CHAPITRE IV L'amélioration des conditions de fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale</p>	<p>1° <i>(Sans modification).</i></p> <p>2° <i>(Sans modification).</i></p> <p>CHAPITRE IV L'amélioration des conditions de fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale</p>	<p>CHAPITRE IV L'amélioration des conditions de fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale</p> <p><i>Article additionnel</i></p> <p><i>L'article L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales est complété par</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>est administré par un organe délibérant composé de délégués élus par les conseils municipaux des communes membres.</p>	<p>Article 107</p> <p>I. — Après l'article L. 5211-20 du code général des collectivités territoriales, il est ajouté un article L. 5211-20-1 ainsi rédigé :</p>	<p>... est inséré un ...</p>	<p>un alinéa ainsi rédigé :</p> <p>« Les communes associées, issues d'une fusion telle que définie à l'article L. 2113-1 du code général des collectivités territoriales, disposent d'un siège au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale. Elles ne peuvent prendre part au vote. »</p>
<p>Art. 5215-8. — Cf. annexe.</p>	<p>« Art. L. 5211-20-1. — Sans préjudice des dispositions de l'article L. 5215-8, le nombre des sièges de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, ou leur répartition entre les communes membres, peuvent être modifiés à la demande :</p>	<p>« Art. L. 5211-20-1. — (Alinéa sans modification).</p>	<p>« Art. L. 5211-20-1. — (Alinéa sans modification).</p>
	<p>« 1° Soit de l'organe délibérant de l'établissement public ;</p>	<p>« 1° (Sans modification).</p>	<p>« 1° (Sans modification).</p>
	<p>« 2° Soit du conseil municipal d'une commune membre dont la population est au moins égale au quart de la population totale des communes faisant partie de l'établissement public ;</p>	<p>« 2° (Sans modification).</p>	<p>« 2°</p> <p>... membre, lorsque la demande vise à établir une plus juste adéquation entre la représentation des communes au sein de l'organe délibérant et leur composition démographique ;</p>
	<p>« 3° Soit du conseil municipal d'une autre commune membre à l'occasion d'une modification du périmètre ou des compétences de</p>	<p>« 3° (Sans modification).</p>	<p>« 3°</p> <p>... d'une commune ...</p>
			<p>(amendement n° 436)</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>—</p> <p><i>Art. L. 5211-20. —</i> L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale délibère sur les modifications statutaires autres que celles visées par les articles L. 5211-17 à L. 5211-19 et autres que celles relatives à la répartition des sièges au sein de l'organe délibérant et à la dissolution de l'établissement.</p> <p>À compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale au maire de chacune des communes membres, le conseil municipi-</p>	<p>—</p> <p>l'établissement public.</p> <p>« Toute demande est transmise, sans délai, par l'établissement public à l'ensemble des communes intéressées. À compter de cette transmission, chaque conseil municipal dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur la modification envisagée. À défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.</p> <p>« La décision de modification est subordonnée à l'accord des conseils municipaux se prononçant dans les conditions de majorité prévues par le présent code pour la répartition des sièges au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale intéressé.</p> <p>« La décision de modification est prise par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements concernés. »</p> <p>II. — Au premier alinéa de l'article L. 5211-20 du code général des collectivités territoriales, les mots : « à la répartition des sièges au sein de l'organe délibérant et » sont supprimés.</p>	<p>—</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>... l'accord <i>du conseil communal et à celui</i> des conseils ...</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>II. — ... du même code, les ...</p>	<p>—</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>... l'accord des conseils ... (amendement n° 437)</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>II. — (Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>—</p> <p>pal de chaque commune dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur la modification envisagée. À défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.</p> <p>La décision de modification est subordonnée à l'accord des conseils municipaux dans les conditions de majorité qualifiée requise pour la création de l'établissement.</p> <p>La décision de modification est prise par arrêté du représentant ou des représentants de l'État dans le ou les départements intéressés.</p>	<p>—</p>	<p>—</p>	<p>—</p>

Tableau comparatif – 7^{ème} partie

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>—</p> <p><i>Art. L. 5211-41-1. —</i></p> <p>Le périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre qui a décidé de se transformer peut être étendu aux communes dont l'inclusion dans le périmètre communautaire est de nature à assurer la cohérence spatiale et économique ainsi que la solidarité financière et sociale qui sont nécessaires au développement d'une communauté d'agglomération et à son évolution en pôle urbain de développement ou au développement d'une communauté urbaine et à son évolution en métropole régionale selon le cas. Il ne peut toutefois in-</p>	<p>—</p> <p>Article 108</p> <p>La première phrase du quatrième alinéa de l'article L. 5211-41-1 est remplacée par deux phrases ainsi rédigées :</p>	<p>—</p> <p>Article 108</p> <p>... L. 5211-41-1 du code général des collectivités territoriales est remplacée par deux phrases ...</p>	<p>—</p> <p>Article 108</p> <p><i>(Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>clure, sans leur accord, les communes membres d'une communauté de communes dont l'éligibilité à la dotation prévue au onzième alinéa de l'article L. 5211-29 a été constatée dans les conditions fixées à l'article L. 5214-23-1.</p>			
<p>Le projet d'extension du périmètre de l'établissement public est arrêté par le représentant de l'État dans le département lorsque les communes font partie du même département, ou par arrêté conjoint des représentants de l'État dans les départements concernés lorsque le périmètre projeté s'étend au-delà d'un seul département, après avis de la ou des commissions départementales de la coopération intercommunale concernées. Cet avis est réputé négatif s'il n'a pas été rendu à l'issue d'un délai de deux mois. Le périmètre peut être étendu après accord du conseil de l'établissement public ainsi que des deux tiers au moins des conseils municipaux de toutes les communes incluses dans le futur périmètre et représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci ou de la moitié au moins des conseils municipaux de ces communes représentant les deux tiers de la population. Cette majorité doit nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est supérieure à la moitié de la population totale concernée ou, à défaut, de la commune dont la population est la plus importante. À défaut de délibération dans le délai de trois mois à compter de la notification du projet d'extension de périmètre,</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>l'accord est réputé donné.</p>	<p>« Dans un délai de trois mois à compter de la notification de l'arrêté portant projet d'extension du périmètre, toutes les communes intéressées par le projet se prononcent sur une nouvelle répartition des sièges au conseil de l'établissement public dans les conditions applicables au nouvel établissement public. Cette nouvelle répartition des sièges entre en vigueur à la date de transformation et d'extension du périmètre de l'établissement public. »</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>(Sans modification).</p>
<p>Cinquième partie — La coopération locale.</p>	<p>Article 109</p>	<p>Article 109</p>	<p>Article 109</p>
<p>Livre VII. — Syndicat mixte</p>	<p>I. — Au chapitre unique du titre I^{er} du livre VII de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales, il est ajouté un article L. 5711-3 ainsi rédigé :</p>	<p>I. — Le chapitre ...</p>	<p>(Sans modification).</p>
<p>Titre I^{er} — Syndicat mixte associant exclusivement des communes et des établissements publics de coopération intercommunale</p>	<p>... territoriales, il est ajouté un article L. 5711-3 ainsi rédigé :</p>	<p>... territoriales est complété par un article ...</p>	<p>(Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p><i>Chapitre unique</i></p> <p><i>Art. L. 5214-21. — Cf. infra art. 121 du projet de loi.</i></p> <p><i>Art. L. 5215-22 et L. 5216-7. — Cf. supra art. 105 du projet de loi.</i></p> <p><i>Art. L. 5721-2. — Cf. supra art. 105 du projet de loi.</i></p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>« Art. L. 5711-3. — Lorsqu'en application des articles L. 5214-21, L. 5215-22 et L. 5216-7, un établissement public de coopération intercommunale se substitue à tout ou partie de ses communes membres au sein d'un syndicat, cet établissement est représenté par un nombre de délégués égal au nombre de délégués dont disposaient les communes avant la substitution. »</p> <p>II. — Le troisième alinéa de l'article L. 5721-2 du code général des collectivités territoriales est complété par les dispositions suivantes :</p> <p>« À défaut de dispositions particulières dans les statuts, le nombre de sièges attribués aux établissements publics de coopération intercommunale qui se substituent à tout ou partie de leurs communes membres au sein du syndicat mixte en application des articles L. 5214-21, L. 5215-22 et L. 5216-7, est égal au nombre de sièges dont disposaient les communes avant la substitution. »</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>« Art. L. 5711-3. — <i>(Sans modification).</i></p> <p>II. — ... alinéa de l'article L. 5721-2 du même code est complété par une phrase ainsi rédigée :</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>Article 110</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>
<p><i>Art. L. 5215-6. — Le conseil de communauté est composé de délégués des communes, dont le nombre est fixé dans un délai de trois mois à compter de la notification de l'arrêté déterminant le périmètre de la communauté, soit par accord amiable de l'ensemble des conseils municipaux des communes, soit conformément au tableau ci-dessous:</i></p>	<p>Article 110</p> <p>L'article L. 5215-6 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :</p>	<p>Article 110</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>	<p>Article 110</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>.....</p> <p>Dans les communautés urbaines qui comportent plus de soixante-dix-sept communes, le nombre de délégués est égal à deux fois le nombre de communes représentées.</p>	<p>« Lorsque le périmètre d'une communauté urbaine est étendu en application des dispositions de l'article L. 5215-40 ou L. 5215-40-1, le conseil de communauté peut être composé, jusqu'à son prochain renouvellement général, par un nombre de délégués supérieur à celui prévu aux alinéas précédents. »</p>	<p>... précédents. Ce nombre est fixé par accord des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale ou de la moitié au moins des conseils municipaux représentant les deux tiers de la population, la majorité qualifiée comprenant nécessairement le conseil municipal de la commune dont la population est supérieure à la moitié de la population totale ou, à défaut, de la commune dont la population est la plus importante.»</p>	<p>... nombre, fixé de telle sorte que chaque nouvelle commune dispose au moins d'un siège est arrêté par accord ...</p>
<p>Art. L. 5215-40 et L. 5215-40-1. — Cf. annexe.</p>	<p>Article 111</p> <p>Après l'article L. 5211-9-1 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 5211-9-2 ainsi rédigé :</p> <p>« Art. L. 5211-9-2. — Les maires des communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peuvent transférer au prési-</p>	<p>Article 111</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>« Art. L. 5211-9-2. —</p>	<p>(amendement n° 438)</p> <p>Article 111</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>« Art. L. 5211-9-2. — I. — Par dérogation aux dispositions de l'article L.2212-2, lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre</p>
<p>« Art. L. 2212-2 et L. 2224-6. — Cf. annexe.</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage</p> <p>Art. 9. — Cf. annexe.</p>	<p>dent de cet établissement tout ou partie des attributions de police spéciale mentionnées au chapitre III du Titre I du livre II de la deuxième partie à la condition qu'elles se rattachent au champ de compétence de cet établissement.</p>	<p>... Titre I^{er} du ...</p> <p>... établissement.</p> <p>Dans ce cas, les arrêtés de police sont pris conjointement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale et le ou les maires des communes concernées.</p>	<p><i>est compétent en matière d'assainissement, les maires des communes membres de celui-ci peuvent transférer au président de cet établissement des attributions lui permettant de réglementer cette activité. Il peut, dans le cadre de ce pouvoir, établir des règlements d'assainissement et mettre en œuvre leur application sous la responsabilité d'agents spécialement assermentés. Il peut notamment arrêter ou retirer des autorisations de déversement d'effluents non domestiques.</i></p> <p><i>« Par dérogation aux dispositions des articles L. 2212-2 et L. 2224-16, lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est compétent en matière d'élimination des déchets ménagers, les maires des communes membres de celui-ci peuvent transférer au président de cet établissement des attributions lui permettant de réglementer cette activité. Il peut, dans le cadre de ce pouvoir, établir des règlements de collecte et mettre en œuvre leur application sous la responsabilité d'agents spécialement assermentés.</i></p> <p><i>« Par dérogation à l'article 9 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est compétent en matière de réalisation d'aires d'accueil ou de terrains de passage des gens du voyage, les maires des communes membres de celui-ci peuvent transférer au prési-</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relatives à la sécurité</p> <p>Art. 23. — Cf. annexe.</p>	<p>« Sur proposition d'un ou de plusieurs maires de communes intéressées, le transfert est décidé par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements concernés, après accord de tous les maires des communes membres et du président de l'établissement public de coopération intercommunale.</p> <p>« Par dérogation à l'alinéa précédent, lorsque l'établissement public de coopération intercommunale est une communauté urbaine, le transfert est décidé par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements, après accord des deux tiers au moins des maires de communes membres dont la population représente plus de la moitié de la population totale ou de la moitié des maires de communes membres dont la population représente plus des deux tiers</p>	<p>... intercommunale. Il y est mis fin dans les mêmes conditions.</p> <p>... accord du président de la communauté urbaine et des deux tiers ...</p>	<p>dent de cet établissement des attributions dans le cadre de cette compétence.</p> <p>« Les maires des communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peuvent transférer au président de cet établissement les prérogatives qu'ils détiennent en application de l'article 23 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relatives à la sécurité pour assurer la sécurité des manifestations culturelles et sportives organisées dans des établissements communautaires.</p>
			<p>II. — Sur ...</p> <p>(amendement n° 439)</p>
			<p>(Alinéa sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>—</p> <p><i>Art. L. 2212-5.</i> — Sans préjudice de la compétence générale de la police nationale et de la gendarmerie nationale, les agents de police municipale exécutent, dans la limite de leurs attributions et sous son autorité, les tâches relevant de la compétence du maire que celui-ci leur confie en matière de prévention et de surveillance du bon ordre, de la tranquillité, de la sécurité et de la salubrité publiques.</p> <p>.....</p>	<p>de la population totale. »</p>		<p><i>Article additionnel</i></p> <p><i>Dans le cinquième alinéa de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales, après les mots : « à la demande des maires de plusieurs communes appartenant à un même établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre », sont insérés les mots : « ou dont les cotisations sont fiscalisées ».</i></p> <p>(amendement n° 440)</p>
<p>À la demande des maires de plusieurs communes appartenant à un même établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, celui-ci peut recruter, après délibération de deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou de la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population, un ou plusieurs agents de police municipale, en vue de les mettre à disposition de l'ensemble de ces communes. Leur nomination en qualité de fonctionnaires stagiaires ne fait pas obstacle à leur mise à disposition.</p> <p>.....</p>	<p>Article 112</p>	<p>Article 112</p>	<p>Article 112</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>—</p> <p>Art. L. 5214-16. — Cf. <i>infra</i> art. 125 du projet de loi.</p>	<p>—</p> <p>I. — Le dernier alinéa du I de l'article L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales est complété par deux phrases ainsi rédigées :</p>	<p>—</p> <p>I A (<i>nouveau</i>). — Le IV de l'article L. 5214-16 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :</p> <p>« Il est défini au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur de l'arrêté prononçant le transfert de compétence. À défaut, la communauté de communes exerce l'intégralité de la compétence transférée. »</p>	<p>—</p> <p>I A. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>...</p> <p>défaut, et sous réserve d'un vote acquis dans les mêmes conditions de majorité, l'intégralité de la compétence est transférée à la communauté des communes. »</p>
<p>Art. L. 5215-20. —</p> <p>I. — La communauté urbaine exerce de plein droit, au lieu et place des communes membres, les compétences suivantes :</p> <p>1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel de l'espace communautaire :</p> <p>a) Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;</p> <p>b) Actions de développement économique ;</p> <p>c) Construction ou aménagement, entretien, gestion et animation d'équipements, de réseaux d'équipements ou d'établissements culturels, socioculturels, socio-éducatifs, sportifs, lorsqu'ils sont d'intérêt communautaire ;</p> <p>d) Lycées et collèges dans les conditions fixées au</p>	<p>I. — Le dernier alinéa du I de l'article L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales est complété par deux phrases ainsi rédigées :</p>	<p>I. —</p> <p>du même code ...</p>	<p>(amendement n° 441)</p> <p>I. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>titre I^{er} du livre II et au chapitre I^{er} du titre II du livre IV ainsi qu'à l'article L. 521-3 du code de l'éducation.</p>			
<p>2° En matière d'aménagement de l'espace communautaire :</p>			
<p><i>a)</i> Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu ; création et réalisation de zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire ; et après avis des conseils municipaux, constitution de réserves foncières d'intérêt communautaire ;</p>			
<p><i>b)</i> Organisation des transports urbains au sens du chapitre II du titre II de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs, sous réserve des dispositions de l'article 46 de cette loi ; création ou aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; parcs de stationnement ;</p>			
<p><i>c)</i> Prise en considération d'un programme d'aménagement d'ensemble et détermination des secteurs d'aménagement au sens du code de l'urbanisme ;</p>			
<p>3° En matière d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire :</p>			
<p><i>a)</i> Programme local de l'habitat ;</p>			
<p><i>b)</i> Politique du logement d'intérêt communautaire ; aides financières au logement social d'intérêt communautaire ; actions en faveur du logement social</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>—</p> <p>d'intérêt communautaire ; action en faveur du logement des personnes défavorisées par des opérations d'intérêt communautaire ;</p> <p><i>c)</i> Opérations programmées d'amélioration de l'habitat, actions de réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre, lorsqu'elles sont d'intérêt communautaire ;</p> <p>4° En matière de politique de la ville dans la communauté :</p> <p><i>a)</i> Dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ;</p> <p><i>b)</i> Dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;</p> <p>5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :</p> <p><i>a)</i> Assainissement et eau ;</p> <p><i>b)</i> Création et extension des cimetières créés, crématoriums ;</p> <p><i>c)</i> Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;</p> <p><i>d)</i> Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie ;</p> <p>6° En matière de protection et mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :</p> <p><i>a)</i> Élimination et valorisation des déchets des mé-</p>	<p>—</p>	<p>—</p>	<p>—</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>nages et déchets assimilés ;</p> <p>b) Lutte contre la pollution de l'air ;</p> <p>c) Lutte contre les nuisances sonores.</p> <p>Lorsque l'exercice des compétences mentionnées au présent paragraphe est subordonné à la reconnaissance de leur intérêt communautaire, cet intérêt est déterminé à la majorité des deux tiers du conseil de la communauté urbaine.</p>	<p>« Il est défini au plus tard un an après l'entrée en vigueur de l'arrêté prononçant le transfert de compétence. À défaut, la communauté urbaine exerce l'intégralité de la compétence transférée. »</p>	<p>tard deux ans après ...</p>	<p>... défaut, et sous réserve d'un vote acquis dans les mêmes conditions de majorité qualifiée, l'intégralité de la compétence est transférée à la communauté urbaine. »</p>
<p>II. — La communauté urbaine peut transférer certaines de ses compétences à un syndicat mixte dont le périmètre inclut en totalité le périmètre communautaire après création du syndicat ou adhésion de la communauté.</p>	<p>II. — Le III de l'article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales est complété par deux phrases ainsi rédigées :</p>	<p>II. — ... du même code</p>	<p>II. — (Alinéa sans modification).</p>
<p>Art. L. 5216-5. — I — La communauté d'agglomération exerce de plein droit au lieu et place des communes membres les compétences</p>	<p>est ...</p>	<p>est ...</p>	<p>(amendement n° 441)</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>suivantes :</p> <p>1° En matière de développement économique : création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire qui sont d'intérêt communautaire ; actions de développement économique d'intérêt communautaire ;</p> <p>2° En matière d'aménagement de l'espace communautaire : schéma directeur et schéma de secteur ; création et réalisation de zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire ; organisation des transports urbains au sens du chapitre II du titre II de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs, sous réserve des dispositions de l'article 46 de cette loi ;</p> <p>3° En matière d'équilibre social de l'habitat : programme local de l'habitat ; politique du logement d'intérêt communautaire ; actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire ; réserves foncières pour la mise en oeuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat ; action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées ; amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire ;</p> <p>4° En matière de politique de la ville dans la communauté : dispositifs contractuels de développement urbain, de développement lo-</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>cal et d'insertion économique et sociale d'intérêt communautaire ; dispositifs locaux, d'intérêt communautaire, de prévention de la délinquance.</p>			
<p>II. — La communauté d'agglomération doit en outre exercer au lieu et place des communes au moins trois compétences parmi les cinq suivantes :</p>			
<p>1° Création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire ; création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire ;</p>			
<p>2° Assainissement ;</p>			
<p>3° Eau ;</p>			
<p>4° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie : lutte contre la pollution de l'air, lutte contre les nuisances sonores, élimination et valorisation des déchets des ménages et déchets assimilés ou partie de cette compétence dans les conditions fixées par l'article L. 2224-13 ;</p>			
<p>5° Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire.</p>			
<p>Le choix de ces compétences est arrêté par décision des conseils municipaux des communes intéressées dans les conditions de majorité qualifiée requise pour la création.</p>			
<p>II <i>bis</i>. — La communauté d'agglomération est ti-</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>tulaire du droit de préemption urbain dans les périmètres fixés, après délibération concordante de la ou des communes concernées, par le conseil de communauté pour la mise en oeuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat. ;</p>			
<p>III. — Lorsque l'exercice des compétences mentionnées aux I et II du présent article est subordonné à la reconnaissance de leur intérêt communautaire, cet intérêt est déterminé à la majorité des deux tiers du conseil de la communauté d'agglomération.</p>			
<p>.....</p>	<p>« Il est défini au plus tard un an après l'entrée en vigueur de l'arrêté prononçant le transfert de compétence. À défaut, la communauté d'agglomération exerce l'intégralité de la compétence transférée. »</p>	<p>tard deux ans après ...</p>	<p>... défaut, et sous réserve d'un vote acquis dans les mêmes conditions de majorité qualifiée, l'intégralité de la compétence est transférée à la communauté d'agglomération. »</p>
<p>III. — Les communautés urbaines et les communautés d'agglomération existant à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, et qui n'auraient pas procédé à la reconnaissance de l'intérêt communautaire nécessaire à l'exercice d'une compétence transférée, disposent d'un délai de six mois pour y procéder. À défaut, l'intégralité de la compétence est transférée à l'établissement public. Le représentant de l'État procède alors à la modification des statuts de l'établissement public.</p>		<p>III. — ... urbaines, les communautés d'agglomération et les communautés de communes existant ...</p> <p>... délai d'un an pour ...</p>	<p>(amendement n° 441)</p> <p>III. — (Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p><i>Art. L. 5215-30. —</i> Un décret en Conseil d'État fixe les conditions dans lesquelles les services techniques de la communauté urbaine assurent l'entretien des voies conservées temporairement par les communes.</p>		<p>Article 112 <i>bis</i> (nouveau)</p> <p>L'article L. 5215-30 du code général des collectivités territoriales est complété par deux alinéas ainsi rédigés :</p>	<p>Article 112 <i>bis</i></p> <p>... est ainsi modifié :</p> <p><i>I. — La dernière phrase est supprimée.</i></p> <p><i>II. — Il est complété par deux alinéas ainsi rédigés :</i></p> <p>(amendement n° 442)</p>
<p>En outre, dans les autres domaines de compétences conservées par les communes, la communauté urbaine peut, dans les conditions fixées par délibération du conseil de communauté, mettre ses services techniques à la disposition de celles des communes qui en font la demande. La communauté urbaine peut aussi, dans le cadre d'une gestion unifiée du personnel de la communauté urbaine et des communes qui en ont exprimé le souhait, et dans les conditions fixées par délibération du conseil de communauté, mettre son personnel et ses services à la disposition des communes qui en font la demande.</p>		<p>« Le maire adresse directement aux chefs de service mis à disposition toutes les instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il confie auxdits services. Il contrôle l'exécution de ces tâches.</p> <p>« Il peut donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux chefs desdits services pour l'exécution des missions qu'il leur confie en</p>	<p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p><i>Art. L. 5211-4-1. —</i> I. - Le transfert de compétences d'une commune à un établissement public de coopération intercommunale entraîne le transfert du service ou de la partie de service chargé de sa mise en œuvre.</p> <p>Les fonctionnaires territoriaux et agents territoriaux non titulaires qui remplissent en totalité leurs fonctions dans un service ou une partie de service transféré en application de l'alinéa précédent sont transférés dans l'établissement public de coopération intercommunale. Ils relèvent de cet établissement dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs.</p> <p>Les modalités du transfert prévu aux alinéas précédents font l'objet d'une décision conjointe de la commune et de l'établissement public de coopération intercommunale, prise respectivement après avis du comité technique paritaire compétent pour la commune et, s'il existe, du comité technique paritaire compétent pour l'établissement public.</p> <p>Les questions relatives à la situation des fonctionnaires territoriaux exerçant pour partie seulement dans un service ou une partie de service transféré sont réglées par convention entre les communes et l'établissement public de coopération intercommunale après avis des commis-</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Article 113</p> <p>Le II de l'article L. 5211-4-1 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>application de l'alinéa précédent. »</p> <p style="text-align: center;">Article 113</p> <p>I. — Le ...</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Article 113</p> <p>I. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>sions administratives paritaires concernées, dans le respect des conditions de statut et d'emploi fixées par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.</p>			
<p>Les agents transférés en vertu des alinéas précédents conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable.</p>			
<p>Il en est de même lorsqu'à l'inverse, par suite de modifications des statuts de la communauté, des personnels de celle-ci sont transférés à des communes.</p>			
<p>II. — Lorsqu'un service ou une partie de service d'un établissement public de coopération intercommunale est économiquement et fonctionnellement nécessaire à la mise en œuvre conjointe de compétences relevant tant de l'établissement public que des communes membres, une convention conclue entre les exécutifs de l'établissement et des communes concernées, après accord des organes délibérants, peut prévoir les modalités de la mise à disposition de ce service ou de cette partie de service au profit d'une ou plusieurs de ces communes. Cette convention prévoit notamment les conditions de remboursement des frais de fonctionnement du service par la commune.</p>	<p>« II. — Les services d'un établissement public de coopération intercommunale peuvent être en tout ou partie mis à disposition d'une ou plusieurs de ses communes membres, pour l'exercice de leurs compétences, lorsque cette mise à disposition présente un intérêt économique. Une convention conclue entre l'établissement et les communes intéressées fixe alors les modalités de cette mise à disposition. Cette convention prévoit notamment les conditions de remboursement par la commune des frais de fonctionnement du service.</p>	<p>« II. — (Alinéa sans modification).</p>	<p>« II. — (Alinéa sans modification).</p>
	<p>« Dans les mêmes conditions, par dérogation au I, les services d'une commune membre peuvent être en tout ou partie mis à disposition d'un établissement public de coopération intercommunale pour l'exercice de ses compétences, lorsque cette mise à disposition pré-</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>... intérêt dans le cadre d'une bonne organisa-</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Le maire de la commune concernée adresse directement au chef du service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il confie audit service. Il contrôle l'exécution de ces tâches.</p> <p>Il peut donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature au chef dudit service, lorsque celui-ci est mentionné à l'article L. 5211-9, pour l'exécution des missions qu'il lui confie en application de l'alinéa précédent.</p>	<p>sente un intérêt économique.</p> <p>« Le maire ou le président de l'établissement public adresse directement au chef du service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il confie audit service. Il contrôle l'exécution de ces tâches.</p> <p>« Il peut donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature au chef dudit service pour l'exécution des missions qu'il lui confie en application de l'alinéa précédent. »</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>« Les conventions passées en application du présent article entre les établissements publics de coopération intercommunale et leurs communes membres sont conclues, quel que soit leur montant, sans formalités préalables.</p>	<p><i>tion des services.</i></p> <p>(amendement n° 443)</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>... montant, <i>selon une procédure adaptée.</i></p> <p>(amendement n° 444)</p>
<p>Art. L. 5215-30. — Cf. <i>supra</i> art. 112 bis du</p>		<p>« Un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peut également, dans le cadre d'une gestion unifiée du personnel de l'établissement public et de celles des communes membres qui en ont exprimé le souhait, et dans les conditions fixées par le conseil de communauté, mettre son personnel et ses services à la disposition des communes qui en font la demande.»</p> <p>II (nouveau). - <i>La dernière phrase de l'article</i></p>	<p>(Alinéa sans modification).</p> <p>II. — Supprimé.</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>— <i>texte adopté par le Sénat.</i></p>	<p>—</p>	<p>— <i>L. 5215-30 du même code est supprimée.</i></p>	<p>— (amendement n° 445)</p>
<p><i>Cinquième partie.</i> — La coopération locale <i>Livre VII.</i> — Syndicat mixte <i>Titre II.</i> — Syndicat mixte associant des collectivités territoriales, des groupements de collectivités territoriales et d'autres personnes morales de droit public <i>Chapitre 1^{er}.</i> — Organisation et fonctionnement</p>	<p>—</p>	<p>— III (<i>nouveau</i>). — Le chapitre I^{er} du titre II du livre VII de la cinquième partie du même code est complété par un article L. 5721-9 ainsi rédigé :</p>	<p>— III. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>
<p>— <i>Art. L. 5721-6-1.</i> — <i>Cf. annexe</i></p>	<p>—</p>	<p>— « <i>Art. L. 5721-9.</i> — Les services d'un syndicat mixte associant exclusivement des collectivités territoriales ou des établissements publics de coopération intercommunale peuvent être en tout ou partie mis à disposition de ses collectivités ou établissements membres, pour l'exercice de leurs compétences. Une convention conclue entre le syndicat et les collectivités territoriales ou les établissements intéressés fixe alors les modalités de cette mise à disposition. Cette convention prévoit notamment les conditions de remboursement par la collectivité ou l'établissement des frais de fonctionnement du service.</p>	<p>— « <i>Art. L. 5721-9.</i> — ... ou des <i>collectivités territoriales</i> et des établissements ... (amendement n° 446)</p>
<p>—</p>	<p>—</p>	<p>— « Dans les mêmes conditions, par dérogation à l'article L. 5721-6-1, les services d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public de coopération intercommunale membre peuvent être en tout ou partie mis à disposition du syndicat mixte pour l'exercice de ses compétences.</p>	<p>— <i>(Alinéa sans modification)</i>.</p>
<p>—</p>	<p>—</p>	<p>— « Le maire ou le président de la collectivité territoriale ou de l'établissement public adresse directement au</p>	<p>— <i>(Alinéa sans modification)</i>.</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p><i>Art. L. 5211-9.</i> — Le président est l'organe exécutif de l'établissement public de coopération intercommunale.</p>	<p>Il prépare et exécute les délibérations de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale. Il est l'ordonnateur des dépenses et il prescrit l'exécution des recettes de l'établissement public de coopération intercommunale.</p>	<p>chef de service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il confie audit service. Il contrôle l'exécution de ces tâches.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>
<p>Il est seul chargé de l'administration, mais il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers, ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation à d'autres membres du bureau. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature au directeur général au directeur général des services techniques des établissements publics de coopération intercommunale dont la liste est fixée par décret et au directeur général adjoint dans les établissements publics de coopération intercommunale</p>		<p>« Il peut donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature au chef dudit service pour l'exécution des missions qu'il confie en application de l'alinéa précédent.</p>	
		<p>Article 113 bis (nouveau)</p> <p>Dans la deuxième phrase du troisième alinéa de l'article L. 5211-9 du code général des collectivités territoriales, après les mots : « directeur général adjoint », sont insérés les mots : « et aux</p>	<p>Article 113 bis</p> <p>(Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>dont la liste est fixée par décret en Conseil d'État. Ces délégations subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées.</p> <p>.....</p>		responsables de service ».	
<p><i>Art. L. 5211-10.</i> — Le bureau de l'établissement public de coopération intercommunale est composé du président, d'un ou de plusieurs vice-présidents et, éventuellement, d'un ou de plusieurs autres membres. Le nombre de vice-présidents est librement déterminé par l'organe délibérant, sans que ce nombre puisse excéder 30 % de l'effectif de celui-ci.</p>			
<p>Le mandat des membres du bureau prend fin en même temps que celui des membres de l'organe délibérant.</p>	<p>Article 114</p> <p>Au troisième alinéa de l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales, les mots : « Le président et le bureau peuvent recevoir délégation » sont remplacés par les mots : « Le bureau peut recevoir délégation ».</p>	<p>Article 114</p> <p><i>(Sans modification).</i></p>	<p>Article 114</p>
<p>Le président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :</p>			<p>... bureau » sont ...</p> <p>... mots : « <i>Le président, les vice-présidents ayant reçu délégation ou le bureau dans son ensemble.</i> »</p>
<p>1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;</p>			
<p>2° De l'approbation du compte administratif ;</p>			
<p>3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;</p>			<p>(amendement n° 447)</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;</p>			
<p>5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;</p>			
<p>6° De la délégation de la gestion d'un service public ;</p>			
<p>7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.</p>			
<p>Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le président rend compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.</p>			
<p><i>Art. L. 5215-18. —</i> Dans les conseils des communautés urbaines de plus de 100 000 habitants, le fonctionnement des groupes de délégués peut faire l'objet de délibérations sans que puissent être modifiées, à cette occasion, les décisions relatives au régime indemnitaire des délégués.</p>			
<p>Dans ces mêmes conseils, les groupes de délégués se constituent par la remise au président d'une déclaration, signée de leurs membres, accompagnée de la liste de ceux-ci et de leur représentant.</p>			
<p>Dans les conditions qu'il définit, le conseil de</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>communauté peut affecter aux groupes de délégués, pour leur usage propre ou pour un usage commun, un local administratif, du matériel de bureau et prendre en charge leurs frais de documentation, de courrier et de télécommunications.</p>	<p>Article 115</p>	<p>Article 115</p>	<p>Article 115</p>
<p>Le président peut, dans les conditions fixées par le conseil de communauté et sur proposition des représentants de chaque groupe, affecter aux groupes de délégués une ou plusieurs personnes. Le conseil de communauté ouvre au budget de la communauté urbaine, sur un chapitre spécialement créé à cet effet, les crédits nécessaires à ces dépenses, sans qu'ils puissent excéder 25 p. 100 du montant total des indemnités versées chaque année aux membres du conseil de communauté.</p>	<p>I. — Au quatrième alinéa de l'article L. 5215-18 du code général des collectivités territoriales, le pourcentage : « 25 % » est remplacé par le pourcentage : « 30% ».</p>	<p>I. — <i>(Sans modification).</i></p>	<p><i>(Sans modification).</i></p>
<p>Le président du conseil de communauté est l'ordonnateur des dépenses susmentionnées.</p>	<p>II. — Après le premier alinéa de l'article L. 5216-4-2 du code général des collectivités territoriales, il est inséré quatre alinéas ainsi rédigés :</p>	<p>II. — ... du même code, sont insérés quatre ...</p>	
<p>L'élu responsable de chaque groupe d'élus décide des conditions et des modalités d'exécution du service confié que ces collaborateurs accomplissent auprès de ces groupes au sein de l'organe délibérant.</p>			
<p><i>Art. L. 5216-4-2.</i> — Dans les conseils de communautés d'agglomération de plus de 100 000 habitants, le fonctionnement des groupes de délégués peut faire l'objet de délibérations sans que puissent être modifiées, à cette occasion, les décisions</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>—</p> <p>relatives au régime indemnitaire des délégués.</p>	<p>—</p> <p>« Dans ces mêmes conseils, les groupes de délégués se constituent par la remise au président d'une déclaration, signée de leurs membres, accompagnée de la liste de ceux-ci et de leur représentant.</p>	<p>—</p> <p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>—</p>
	<p>« Dans les conditions qu'il définit, le conseil de communauté peut affecter aux groupes de délégués, pour leur usage propre ou pour un usage commun, un local administratif, du matériel de bureau et prendre en charge leurs frais de documentation, de courrier et de télécommunications.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	
	<p>« Le président peut, dans les conditions fixées par le conseil de communauté et sur proposition des représentants de chaque groupe, affecter aux groupes de délégués une ou plusieurs personnes. Le conseil de communauté ouvre au budget de la communauté d'agglomération, sur un chapitre spécialement créé à cet effet, les crédits nécessaires à ces dépenses, sans qu'ils puissent excéder 30 % du montant total des indemnités versées chaque année aux membres du conseil de la communauté.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	
	<p>« Le président du conseil de communauté est l'ordonnateur des dépenses susmentionnées. »</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	
<p>L'élu responsable de chaque groupe d'élus décide des conditions et des modalités d'exécution du service confié que ces collaborateurs accomplissent auprès de ces</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>—</p> <p>groupes au sein de l'organe délibérant.</p>	<p>—</p> <p>Article 116</p> <p>Après l'article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 5211-5-1 ainsi rédigé :</p> <p>« Art. L. 5211-5-1. — Les statuts d'un établissement public de coopération intercommunale mentionnent notamment :</p> <p>« a) La liste des communes membres de l'établissement ;</p> <p>« b) Le siège de celui-ci ;</p> <p>« c) Le cas échéant la durée pour laquelle il est constitué ;</p> <p>« d) Les modalités de répartition des sièges ;</p> <p>« e) Le nombre de sièges attribués à chaque commune membre ;</p> <p>« f) L'institution éventuelle de suppléants ;</p> <p>« g) Les compétences transférées à l'établissement.</p> <p>« Ils sont approuvés par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements concernés. »</p>	<p>—</p> <p>Article 116</p> <p>(Sans modification).</p>	<p>—</p> <p>Article 116</p> <p>(Sans modification).</p>
<p>Art. L. 5211-19. — Une commune peut se retirer de l'établissement public de</p>	<p>Article 117</p> <p>I. — Après le premier alinéa de l'article L. 5211-19 du code général des collectivités territoriales il est ajouté</p>	<p>Article 117</p> <p>I. — ... territoriales, sont insérés</p>	<p>Article 117</p> <p>I. — <i>Le deuxième alinéa de l'article L. 5211-19 du code général des collectivités territoriales est remplacé par</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>coopération intercommunale, sauf s'il s'agit d'une communauté urbaine, dans les conditions prévues à l'article L. 5211-25-1, avec le consentement de l'organe délibérant de l'établissement. À défaut d'accord entre l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et le conseil municipal concerné sur la répartition des biens ou du produit de leur réalisation et du solde de l'encours de la dette visés au 2° de l'article L. 5211-25-1, cette répartition est fixée par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements concernés.</p>	<p>deux alinéas ainsi rédigés :</p> <p>« Lorsque la commune se retire d'un établissement public de coopération intercommunale membre d'un syndicat mixte, ce retrait entraîne la réduction du périmètre du syndicat mixte. Les conditions financières et patrimoniales du retrait de la commune sont déterminées par délibérations concordantes du conseil municipal de la commune et des organes délibérants du syndicat mixte et de l'établissement public de coopération intercommunale. À défaut d'accord, ces conditions sont arrêtées par le représentant de l'État.</p> <p>« Le retrait est subordonné à l'accord des conseils municipaux exprimé dans les conditions de majorité requises pour la création de l'établissement. Le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois à compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant au maire pour se prononcer sur le retrait envisagé. À dé-</p>	<p>deux ...</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>deux alinéas ainsi rédigés :</p> <p>Alinéa supprimé.</p> <p>Alinéa supprimé.</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Le retrait ne peut intervenir si plus du tiers des conseils municipaux des communes membres s'y opposent. Le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois à compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant au maire de la commune pour se prononcer sur le retrait envisagé. À défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée défavorable.</p>	<p>faut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée défavorable. »</p>		<p><i>« Le retrait est subordonné à l'accord des conseils municipaux exprimé dans les conditions de majorité requises pour la création de l'établissement. Le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois à compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant au maire pour se prononcer sur le retrait envisagé. À défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée défavorable.</i></p>
<p>Pour les établissements publics de coopération intercommunale soumis au régime fiscal prévu à l'article 1609 <i>nonies</i> C du code général des impôts, le retrait n'est possible qu'à l'issue de la période d'unification des taux de taxe professionnelle.</p>			<p><i>« Lorsque la commune se retire d'un établissement public de coopération intercommunale membre d'un syndicat mixte, ce retrait entraîne la réduction du périmètre du syndicat mixte. Les conditions financières et patrimoniales du retrait de la commune sont déterminées par délibérations concordantes du conseil municipal de la commune et des organes délibérants du syndicat mixte et de l'établissement public de coopération intercommunale. À défaut d'accord, ces conditions sont arrêtées par le représentant de l'État. »</i></p>

(amendement n° 448)

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>La décision de retrait est prise par le ou les représentants de l'État dans le ou les départements concernés.</p>	<p>II. — Après le quatrième alinéa de l'article L. 5212-29 du code général des collectivités territoriales, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :</p>	<p>II. — ... du même code, il est inséré un alinéa ...</p>	<p>II. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. L. 5212-29.</i> — Par dérogation aux dispositions de l'article L. 5211-19, une commune peut être autorisée par le représentant de l'État dans le département après avis de la commission départementale de la coopération intercommunale réunie dans la formation prévue au second alinéa de l'article L. 5211-45 à se retirer du syndicat si, par suite d'une modification de la réglementation ou de la situation de la commune au regard de cette réglementation, la participation de cette commune au syndicat est devenue sans objet. L'avis de la commission départementale de la coopération intercommunale est réputé négatif s'il n'a pas été rendu à l'issue d'un délai de deux mois.</p>			
<p>Les biens meubles et immeubles mis à la disposition du syndicat par la commune sont restitués à celle-ci, ainsi que les droits et obligations qui s'y rattachent. Le solde de l'encours de la dette afférente à ces biens, éventuellement transféré à l'établissement public de coopération intercommunale par la commune et non remboursé à la date du retrait, est simultanément repris à sa charge par la commune</p>			
<p>Pour les biens acquis ou réalisés par le syndicat postérieurement à l'adhésion de la commune et les emprunts destinés à les financer,</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>à défaut d'accord entre les communes, le ou les représentants de l'État dans le ou les départements fixent les conditions du retrait, après avis du comité du syndicat et du conseil municipal de la commune intéressée. Le retrait peut être subordonné à la prise en charge par la commune d'une quote-part des annuités de dette afférentes aux emprunts contractés par le syndicat pendant la période où la commune en était membre.</p>	<p>« Le retrait du syndicat vaut réduction de périmètre des syndicats mixtes dont le syndicat est membre dans les conditions fixées au 2^e alinéa de l'article L. 5211-19. »</p>	<p>... réduction du périmètre... ... au deuxième alinéa ...</p>	<p>... au troisième alinéa ... (amendement n° 448)</p>
<p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux syndicats de distribution d'électricité.</p>	<p>III. — À l'article L. 5212-29-1 du code général des collectivités territoriales les mots : « dans le respect des dispositions des deuxième à quatrième alinéas</p>	<p>III. — ... du même code, les mots ...</p>	<p>III. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. L. 5211-19. — Cf. supra.</i></p>			
<p><i>Art. L. 5212-29-1. —</i> Une commune peut être autorisée, par le représentant de l'État dans le département après avis de la commission départementale de la coopération intercommunale réunie dans la formation prévue au second alinéa de l'article L. 5211-45 et dans le respect des dispositions des deuxième à quatrième alinéas</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>de l'article L. 5212-29, à se retirer du syndicat pour adhérer à une communauté de communes ou à lui retirer une ou plusieurs des compétences qu'elle lui a transférées en application de l'article L. 5212-16 pour les transférer à la communauté de communes dont elle est membre. L'avis de la commission départementale de la coopération intercommunale est réputé négatif s'il n'a pas été rendu à l'issue d'un délai de deux mois.</p>	<p>de l'article L. 5212-29 » sont remplacés par les mots : « dans le respect des dispositions des deuxième à cinquième alinéas de l'article L. 5212-29 ».</p>		
<p><i>Art. L. 5212-29. — Cf. supra.</i></p>	<p>IV. — Après le sixième alinéa de l'article L. 5212-30 du code général des collectivités territoriales, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :</p>	<p>IV. — ... du même code, il est inséré ...</p>	<p>IV. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. L. 5212-30. —</i> Lorsqu'une commune estime que les dispositions statutaires relatives à la représentation des communes au comité du syndicat, ou aux compétences exercées par le syndicat, ou à la contribution des communes aux dépenses du syndicat, sont de nature à compromettre de manière essentielle son intérêt à participer à l'objet syndical, elle peut demander la modification des dispositions statutaires en cause dans les conditions prévues dans chaque cas par le présent code.</p>			
<p>Lorsqu'une modification des dispositions statutaires relatives à la représentation des communes au comité du syndicat, ou aux compétences exercées par le syndicat, ou à la contribution des communes aux dépenses du syndicat, est de nature à compromettre de manière essentielle son intérêt à participer à l'objet syndical, la commune peut, dans un délai de six mois à compter de la</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>modification, demander son retrait du syndicat dans les conditions prévues dans chaque cas par le présent code.</p>			
<p>À défaut de décision favorable dans un délai de six mois, la commune peut demander au représentant de l'État dans le département après avis de la commission départementale de la coopération intercommunale réunie dans la formation prévue au second alinéa de l'article L. 5211-45 d'autoriser son retrait du syndicat. L'avis de la commission départementale de la coopération intercommunale est réputé négatif s'il n'a pas été rendu à l'issue d'un délai de deux mois.</p>			
<p>Les biens meubles et immeubles mis à la disposition du syndicat par la commune sont restitués à celle-ci ainsi que les droits et obligations qui s'y rattachent. Le solde de l'encours de la dette afférente à ces biens, éventuellement transféré à l'établissement public de coopération intercommunale, par la commune et non remboursé à la date du retrait, est simultanément repris à sa charge par la commune.</p>			
<p>Pour les biens acquis ou réalisés par le syndicat postérieurement à l'adhésion de la commune et les emprunts destinés à les financer, à défaut d'accord entre les communes, le ou les représentants de l'État dans le ou les départements fixent les conditions du retrait, après avis du comité du syndicat et du conseil municipal de la commune intéressée. Le retrait peut être subordonné à la prise en charge par la com-</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>mune d'une quote-part des annuités de dette afférentes aux emprunts contractés par le syndicat pendant la période où la commune en était membre.</p>			
<p>Lorsque ces emprunts font l'objet d'une mesure de nature à en diminuer la charge, l'annuité due par la commune admise à se retirer est réduite à due concurrence.</p>	<p>« Le retrait du syndicat vaut réduction du périmètre des syndicats mixtes dont le syndicat est membre dans les conditions fixées au deuxième alinéa de l'article L. 5211-19. »</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>... au troisième alinéa ... (amendement n° 448)</p>
<p>Les dispositions du présent article ne sont applicables qu'aux communes adhérant depuis six ans au moins au syndicat concerné.</p>			
<p>Art. L. 5211-19. — Cf. supra.</p>	<p>V. — Le dernier alinéa de l'article L. 5214-26 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :</p>	<p>V. — ... du même code est ...</p>	<p>V. — (Alinéa sans modification).</p>
<p>Art. L. 5214-26. — Par dérogation à l'article L. 5211-19, une commune peut être autorisée, par le représentant de l'État dans le département après avis de la commission départementale de la coopération intercommunale réunie dans la formation prévue au second alinéa de l'article L. 5211-45, à se retirer d'une communauté de communes pour adhérer à un autre établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont le conseil communautaire a accepté la demande d'adhésion. L'avis de la commission départementale de la coopération intercommunale est réputé négatif s'il n'a pas été rendu à l'issue d'un délai de</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
deux mois.	« Ce retrait s'effectue dans les conditions fixées par l'article L. 5211-25-1. Il vaut réduction du périmètre des syndicats mixtes dont la communauté de communes est membre dans les conditions fixées au deuxième alinéa de l'article L. 5211-19. »	<i>(Alinéa sans modification).</i>	... au troisième alinéa ... (amendement n° 448)
Ce retrait s'effectue dans les conditions fixées par l'article L. 5211-25-1.	VI. — Au premier alinéa de l'article L. 5215-22, la phrase : « Ce retrait s'effectue dans les conditions fixées à l'article L. 5211-25-1 » est remplacée par une phrase ainsi rédigée :	VI. — La deuxième phrase du premier alinéa de l'article L. 5215-22 du même code est ainsi rédigée :	VI. — <i>(Alinéa sans modification).</i>
<i>Art. L. 5211-25-1. — Cf. infra art. 121 du projet de loi.</i>	« Ce retrait s'effectue dans les conditions fixées à l'article L. 5211-25-1 et au deuxième alinéa de l'article L. 5211-19. »	<i>(Alinéa sans modification).</i>	... au troisième alinéa ... (amendement n° 448)
<i>Art. L. 5211-19. — Cf. supra.</i>	VII. — Au premier alinéa de l'article L. 5216-7, la phrase : « Ce retrait s'effectue dans les conditions fixées à l'article L. 5211-25-1 » est remplacée par une phrase ainsi rédigée :	VII. — La deuxième phrase du premier alinéa de l'article L. 5216-7 du même code est ainsi rédigé :	VII. — <i>(Alinéa sans modification).</i>
<i>Art. L. 5215-22. — Cf. supra art. 105 du projet de loi.</i>	« Ce retrait s'effectue dans les conditions fixées à l'article L. 5211-25-1 et au deuxième alinéa de l'article L. 5211-19. »	<i>(Alinéa sans modification).</i>	... au troisième alinéa ... (amendement n° 448)
<i>Art. L. 5211-25-1. — Cf. infra art. 121 du projet de loi.</i>	I. — Sans préjudice des dispositions de l'article L. 5215-40, le périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale peut être ultérieurement étendu, par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements concernés, par adjonc-	Article 117 bis (nouveau) L'article L. 5211-18 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :	Article 117 bis <i>(Sans modification).</i>
<i>Art. L. 5211-19. — Cf. supra.</i>			
<i>Art. L. 5216-7. — Cf. supra art. 105 du projet de loi.</i>			
<i>Art. L. 5211-25-1. — Cf. infra art. 121 du projet de loi.</i>			
<i>Art. L. 5211-19. — Cf. supra.</i>			
<i>Art. L. 5211-18. —</i>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>tion de communes nouvelles, sous réserve de l'absence d'opposition de plus du tiers des conseils municipaux des communes membres représentant au moins la moitié de la population de ces communes :</p>		<p>1° À la fin du premier alinéa, les mots : « sous réserve de l'absence d'opposition de plus du tiers des conseils municipaux des communes membres représentant au moins la moitié de la population de ces communes » sont supprimés ;</p>	
<p>1° Soit à la demande des conseils municipaux des communes nouvelles. La modification est alors subordonnée à l'accord de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ;</p>			
<p>2° Soit sur l'initiative de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale. La modification est alors subordonnée à l'accord du ou des conseils municipaux dont l'admission est envisagée ;</p>			
<p>3° Soit sur l'initiative du représentant de l'État. La modification est alors subordonnée à l'accord de l'organe délibérant et des conseils municipaux dont l'admission est envisagée.</p>			
<p>Dans les trois cas, à compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale au maire de chacune des communes membres, le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur l'admission de la nouvelle commune. À défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable. Les mêmes règles s'appliquent pour les conseils municipaux des communes dont l'admission est envisagée.</p>		<p>2° La première phrase du cinquième alinéa est complétée par les mots : « dans les conditions de majorité qualifiée requises pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale ».</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Dans les cas visés aux 1° et 3°, l'organe délibérant dispose d'un délai de trois mois à compter de la réception de la demande.</p> <p>.....</p>			
<p><i>Art. L. 5211-18. — Cf. supra art. 117 bis du texte adopté par le Sénat.</i></p>			<p><i>Article additionnel</i></p> <p><i>Après le deuxième alinéa du I de l'article L. 5211-18 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :</i></p> <p><i>« Le représentant de l'État peut autoriser l'adhésion d'une ou plusieurs communes à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, dès lors que ces communes sont empêchées d'adhérer par le refus d'une seule commune »</i></p> <p>(amendement n° 449)</p>
<p><i>5^e partie — La coopération locale.</i></p> <p><i>Livre II. — La coopération intercommunale.</i></p>	<p>Article 118</p> <p>I. — L'intitulé du titre I^{er} du livre VII de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales est rédigé comme suit :</p>	<p>Article 118</p> <p>I. —</p> <p>... est ainsi rédigé : « Syndicats ...</p>	<p>Article 118</p> <p><i>(Sans modification).</i></p>
<p><i>Titre I^{er} — Établissements publics de coopération intercommunale.</i></p>	<p>« Titre I^{er}</p> <p>« Syndicats mixtes composés de communes et d'établissements publics de coopération intercommunale ou exclusivement d'établissements publics de coopération intercommunale »</p>		
<p><i>Art. L. 5711-1. — Les syndicats mixtes constitués exclusivement de communes et d'établissements publics de coopération intercommunale sont soumis aux dispositions</i></p>	<p>II. — Au premier alinéa de l'article L. 5711-1 du même code, les mots : « et ceux composés uniquement</p>	<p>II. —</p> <p>... code, après les mots : « constitués exclusivement de</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>des chapitres I^{er} et II du titre I^{er} du livre II de la présente partie.</p> <p>Pour l'élection des délégués des communes et des établissements publics de coopération intercommunale au comité du syndicat mixte, le choix de l'organe délibérant peut porter sur tout citoyen réunissant les conditions requises pour faire partie d'un conseil municipal sous réserve des dispositions du deuxième alinéa du II de l'article L. 5211-7.</p> <p>Pour l'élection des délégués des établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre au comité du syndicat mixte, le choix de l'organe délibérant peut porter sur l'un de ses membres ou sur tout conseiller municipal d'une commune membre.</p> <p><i>Art. L. 5721-7. —</i> Le syndicat mixte est dissous de plein droit soit à l'expiration de la durée pour laquelle il a été institué, soit à la fin de l'opération qu'il avait pour objet de conduire.</p> <p>Il peut également être dissous, d'office ou à la demande des personnes morales qui le composent, par décret pris sur l'avis conforme du Conseil d'État.</p>	<p>d'établissements publics de coopération intercommunale » sont ajoutés après les mots : « constitués exclusivement de communes et d'établissements publics de coopération intercommunale ».</p> <p style="text-align: center;">Article 119</p> <p>I. — Au deuxième alinéa de l'article L. 5721-7, les termes : « par décret pris sur l'avis conforme du Conseil d'État » sont remplacés par les termes : « par arrêté motivé du représentant de l'État dans le département siège du syndicat ».</p>	<p>communes et d'établissements publics de coopération intercommunale », sont insérés les mots : « et ceux composés uniquement d'établissements publics de coopération intercommunale ».</p> <p style="text-align: center;">Article 119</p> <p>I. — ... L. 5721-7 du code général des collectivités territoriales, les mots : « par décret ... » par les mots : « par ... »</p>	<p style="text-align: center;">Article 119</p> <p>I. — <i>Les deuxième et troisième alinéas</i> de l'article L. 5721-7 du code général des collectivités territoriales sont remplacés par un alinéa ainsi rédigé :</p> <p style="text-align: center;"><i>« Il peut également être dissous, d'office ou à la demande des personnes morales qui le composent, par</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Toutefois, lorsque la demande de dissolution du syndicat mixte est présentée à l'unanimité de ses membres et qu'elle prévoit, sous la réserve des droits des tiers, les conditions dans lesquelles le syndicat est liquidé, la dissolution du syndicat mixte est prononcée par arrêté du représentant de l'État dans le département siège du syndicat.</p> <p>Le décret ou l'arrêté détermine, dans le respect du droit des tiers et des dispositions de l'article L. 5211-25-1, les conditions de liquidation du syndicat.</p>	<p>II. — Après l'article L. 5721-7 du code général des collectivités territoriales, il est ajouté un article L. 5721-7-1 ainsi rédigé :</p> <p>« Art. L. 5721-7-1. — Le syndicat qui n'exerce aucune activité depuis deux ans au moins peut être dissous par arrêté du représentant de l'État dans le département siège du syndicat, après avis de chacun de ses membres. À compter de la notification par le représentant de l'État dans le département de son intention de dissoudre le syndicat, chaque membre dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer. À défaut d'avis dans ce délai, celui-ci est réputé émis.</p> <p>« L'arrêté de dissolution détermine sous la réserve des droits des tiers et dans le respect des dispositions des articles L. 5211-25-1 et L. 5211-26, les conditions</p>	<p>II. — ... du même code, il est inséré un ...</p> <p>« Art. L. 5721-7-1. — (Sans modification).</p>	<p><i>arrêté motivé du représentant de l'État dans le département siège du syndicat. ».</i></p> <p>(amendement n° 450)</p> <p>II. — <i>(Sans modification).</i></p>
<p>Art. L. 5211-25-1. — Cf. <i>infra</i> art. 121 du projet de</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p><i>loi.</i></p> <p><i>Art. L. 5211-26. — Cf. annexe.</i></p>	<p>dans lesquelles le syndicat est liquidé. »</p>		
	<p>CHAPITRE V</p>	<p>CHAPITRE V</p>	<p>CHAPITRE V</p>
	<p>Dispositions diverses relatives à l'intercommunalité</p>	<p>Dispositions diverses relatives à l'intercommunalité</p>	<p>Dispositions diverses relatives à l'intercommunalité</p>
	<p>Article 120</p>	<p>Article 120</p>	<p>Article 120</p>
<p><i>Art. L. 5214-23-1. —</i> Les communautés de communes faisant application des dispositions de l'article 1609 <i>nonies</i> C du code général des impôts dont la population est comprise entre 3 500 habitants et 50 000 habitants au plus, lorsqu'elle est inférieure à 3 500 habitants, et qu'elles sont situées en zone de revitalisation rurale de montagne et comprennent au moins dix communes dont un chef-lieu de canton ou la totalité des communes d'un canton ou bien, lorsqu'elle est supérieure à 50 000 habitants, n'inclut pas de commune centre ou de commune chef-lieu de département de plus de 15 000 habitants, sont éligibles à la dotation prévue au neuvième alinéa de l'article L. 5211-29 lorsqu'elles exercent au moins quatre des cinq groupes de compétences suivants :</p>	<p>L'article L. 5214-23-1 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :</p>	<p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>	<p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>
<p>1° En matière de développement économique : aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale ou touristique qui sont d'intérêt communautaire ; actions de développement économique ;</p>	<p>1° Au premier alinéa, les mots : « quatre des cinq » sont remplacés par les mots : « quatre des six » ;</p>	<p>1° <i>(Sans modification).</i></p>	<p>1° <i>(Sans modification).</i></p>
		<p>1° <i>bis (nouveau)</i> Au 1°, après les mots : « actions de développement économique », sont insérés les mots :</p>	<p>1° <i>bis (Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>2° En matière d'aménagement de l'espace communautaire : schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; aménagement rural ; zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire ;</p>	<p>3° Création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire ;</p>	<p>« d'intérêt communautaire » ;</p>	<p><i>1° ter Au 2°, les mots « aménagement rural » sont supprimés.</i> (amendement n° 451)</p>
<p>4° Politique du logement social d'intérêt communautaire et action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées ;</p>	<p>5° Élimination et valorisation des déchets des ménages et déchets assimilés.</p>	<p>2° ... un 6° ainsi rédigé : « 6° entretien et gestion ...</p>	<p>2° (Sans modification).</p>
<p>L'éligibilité à la dotation précitée est constatée à la date à laquelle la communauté de communes remplit l'ensemble des conditions requises, par arrêté du représentant de l'État dans le département lorsque les communes font partie du même département ou par arrêté conjoint des représentants de l'État dans les départements concernés dans le cas contraire.</p>	<p>2° Après le 5°, il est inséré un alinéa ainsi rédigé : « 6° En matière de développement et d'aménagement sportif de l'espace communautaire : construction, aménagement, entretien, animation et gestion des équipements sportifs d'intérêt communautaire. »</p>	<p>et gestion ...</p>	<p>2° (Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p><i>Art. L. 5211-25-1.</i> — En cas de retrait de la compétence transférée à un établissement public de coopération intercommunale :</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Article 121</p> <p>I. — A. — Au troisième alinéa de l'article L. 5211-25-1 du code général des collectivités territoriales, il est ajouté la phrase suivante :</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Article 121</p> <p>I. — L'article L. 5211-25-1 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :</p> <p style="padding-left: 40px;">1° Le troisième alinéa (2°) est complété par une phrase ainsi rédigée :</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Article 121</p> <p>I. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>1° Les biens meubles et immeubles mis à la disposition de l'établissement bénéficiaire du transfert de compétences sont restitués aux communes antérieurement compétentes et réintégrés dans leur patrimoine pour leur valeur nette comptable, avec les adjonctions effectuées sur ces biens liquidées sur les mêmes bases. Le solde de l'encours de la dette transférée afférente à ces biens est également restitué à la commune propriétaire ;</p>			
<p>2° Les biens meubles et immeubles acquis ou réalisés postérieurement au transfert de compétences sont répartis entre les communes qui reprennent la compétence ou entre la commune qui se retire de l'établissement public de coopération intercommunale et l'établissement ou, dans le cas particulier d'un syndicat dont les statuts le permettent, entre la commune qui reprend la compétence et le syndicat de communes. Il en va de même pour le produit de la réalisation de tels biens, intervenant à cette occasion. Le solde de l'encours de la dette contractée postérieurement au transfert de compétences est réparti dans les mêmes conditions entre les communes qui reprennent la compétence ou entre la</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>commune qui se retire et l'établissement public de coopération intercommunale ou, le cas échéant, entre la commune et le syndicat de communes.</p>	<p>« À défaut d'accord entre l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et les conseils municipaux des communes concernés, cette répartition est fixée par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements concernés. »</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	
<p>Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. La substitution de personne morale aux contrats conclus par les communes n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant. L'établissement public de coopération intercommunale qui restitue la compétence informe les cocontractants de cette substitution.</p>	<p>B. – Dans la deuxième phrase du dernier alinéa de l'article L. 5211-25-1 du code général des collectivités territoriales, les mots : « contrats conclus par les communes » sont remplacés par les mots : « contrats conclus par les établissements publics de coopération intercommunale ».</p>	<p>2° Dans alinéa, les mots ...</p>	<p>II. — (Sans modification).</p>
<p>Art. L. 5211-56. — Sans préjudice des dispositions propres aux communautés urbaines, lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale assure une prestation de services pour le compte d'une collectivité, d'un autre établissement public de coopération intercommunale ou d'un syndicat mixte, les dépenses afférentes sont retracées dans un budget annexe au budget visé aux articles L. 5212-18 à L. 5212-21, L. 5214-23, ou L. 5216-8 selon le cas. Les recettes du budget annexe comprennent le produit</p>	<p>II. — Dans le premier alinéa de l'article L. 5211-56 du code général des collectivités territoriales, après les mots : « aux communautés urbaines » sont insérés les mots : « et aux communautés d'agglomération ».</p>	<p>II. — du même code, après ...</p>	<p>... tion).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>des redevances ou taxes correspondant au service assuré et les contributions de la collectivité ou de l'établissement au bénéfice duquel la prestation est assurée.</p>	<p>III. — Après le premier alinéa de l'article L. 5214-21, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :</p>	<p>III. — ... L. 5214-21 du même code, il est ...</p>	<p>III. — 1° Après ...</p>
<p>Ces dispositions ne s'appliquent pas à la réalisation d'un investissement pour le compte d'une collectivité ou d'un autre établissement public de coopération intercommunale, qui est retracée budgétairement et comptablement comme opération sous mandat. Dans ce cas, l'établissement public de coopération intercommunale qui assure la réalisation simultanée d'investissements de même nature pour le compte de plusieurs collectivités ou établissements publics de coopération intercommunale peut passer un seul marché public.</p>	<p>« La communauté de communes est également substituée de plein droit, pour les compétences qu'elle exerce au syndicat de communes inclus en totalité dans son périmètre. »</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>
<p><i>Art. L. 5214-21. —</i> Lorsque des communes ont décidé de créer une communauté de communes et que ces mêmes communes, à l'exclusion de toute autre, étaient antérieurement associées dans un syndicat de communes, la communauté de communes ainsi créée est substituée de plein droit à ces syndicats de communes pour la totalité des compétences qu'ils exercent.</p>			<p>2° Le début du deuxième alinéa du même ar-</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Dans le cas prévu à l'alinéa précédent, ainsi que dans celui où un syndicat de communes se trouve inclus en totalité dans le périmètre d'une communauté de communes appelée à exercer l'ensemble des compétences de cet établissement public, l'ensemble du personnel du syndicat est réputé relever du nouvel établissement public dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les siennes.</p>	<p>IV. — À la section 6 du chapitre IV du titre I^{er} du livre II de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales, la sous-section 4 est intitulée : « Adhésion d'une communauté de communes à un syndicat mixte ».</p>	<p>IV. — ... du même code, l'intitulé de la sous-section 4 est ainsi rédigé : « Adhésion ...</p>	<p><i>ticle est ainsi rédigé :</i></p> <p>« Dans les cas prévus aux premier et deuxième alinéas ... (le reste sans changement).</p> <p>(amendement n° 452)</p>
<p>Pour l'exercice de ses compétences, la communauté de communes est également substituée aux communes qui en sont membres lorsque celles-ci sont groupées avec des communes extérieures à la communauté dans un syndicat de communes ou dans un syndicat mixte. S'il s'agit d'un syndicat de communes, ce dernier devient un syndicat mixte au sens de l'article L. 5711-1. Ni les attributions du syndicat, ni le périmètre dans lequel il exerce ses compétences ne sont modifiés.</p>			<p>IV. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>5^e partie. — La coopération locale.</p>			
<p>Livre II. — La coopération intercommunale.</p>			
<p>Titre I^{er}. — Établissements publics de coopération intercommunale.</p>			
<p>Chapitre IV. — Communauté de communes.</p>			
<p>Section 6. — Modifications des conditions initiales de composition et de fonctionnement de la communauté de communes.</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p><i>Sous-section 4.</i> — Adhésion de la communauté de communes à un établissement public de coopération intercommunale</p>	<p>V. — À l'article L. 5214-27 du code général des collectivités territoriales, les mots : « établissement public de coopération intercommunale » sont remplacés par les mots : « syndicats mixtes ».</p>	<p>V. — ... du même code, les mots ...</p> <p>... mots : « syndicat mixte ».</p>	<p>V. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. L. 5212-20.</i> — La contribution des communes associées mentionnée au 1° de l'article L. 5212-19 est obligatoire pour ces communes pendant la durée du syndicat et dans la limite des nécessités du service telle que les décisions du syndicat l'ont déterminée.</p>		<p>Article 121 <i>bis</i> (<i>nouveau</i>)</p>	<p>Article 121 <i>bis</i></p>
<p>Le comité du syndicat peut décider de remplacer cette contribution par le produit des impôts mentionnés au 1° du <i>a</i> de l'article L. 2331-3.</p>		<p>I. — Dans le deuxième alinéa de l'article L. 5212-20 du code général des collectivités territoriales, après les mots : « décider de remplacer », sont insérés les mots : « en tout ou partie ».</p>	<p>(<i>Sans modification</i>).</p>
<p>La mise en recouvrement de ces impôts ne peut toutefois être poursuivie que si le conseil municipal, obligatoirement consulté dans un délai de quarante jours, ne s'y est pas opposé en affectant d'autres ressources au paiement de sa quote-part.</p>			
<p>Code général des impôts</p>			
<p><i>Art. 1609 quater.</i> — Le comité d'un syndicat de</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>communes peut décider, dans les conditions prévues à l'article L 5212-20 du code général des collectivités territoriales, de lever les impositions mentionnées aux 1° à 4° du I de l'article 1379 en remplacement de la contribution des communes associées ; la répartition de ces impositions s'effectue suivant les modalités définies au IV de l'article 1636 B <i>octies</i>.</p>		<p>II. — Dans le premier alinéa de l'article 1609 <i>quater</i> du code général des impôts, après les mots : « en remplacement de », sont insérés les mots : « tout ou partie de ».</p>	
<p>Ces dispositions sont applicables aux syndicats mixtes constitués exclusivement de communes et d'établissements publics de coopération intercommunale.</p>			
<p>Les syndicats de communes et les syndicats mixtes sont substitués aux communes pour l'institution de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ou des redevances prévues à l'article 1520, lorsqu'ils bénéficient du transfert de la compétence prévue à l'article L. 2224-13 du code général des collectivités territoriales et assurent au moins la collecte des déchets des ménages.</p>			
<p>Ils votent le taux de cette taxe dans les conditions fixées à l'article 1639 A.</p>			
<p>Ils peuvent définir, dans les conditions prévues au premier alinéa du 1 du II de l'article 1639 A <i>bis</i>, des zones de perception de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères sur lesquelles ils votent des taux de taxe différents. Les taux par zone doivent être fixés en tenant compte de l'importance du service rendu à l'usager.</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Toutefois, à titre dérogatoire, ils peuvent, afin de limiter les hausses de cotisations liées à l'harmonisation du mode de financement, voter des taux de taxe différents par commune ou groupe de communes. Cette possibilité ne peut excéder une période de cinq ans à compter de l'institution de la taxe. Elle peut également être mise en œuvre en cas de rattachement d'une ou plusieurs communes.</p>			
<p>Code général des collectivités territoriales</p> <p><i>Art. L. 5214-23-1. — Cf. art. 120 du projet de loi.</i></p>		<p>Article 121 <i>ter</i> (nouveau)</p> <p><i>Au troisième alinéa de l'article L. 5214-23-1 du code général des collectivités territoriales, après les mots : « aménagement rural », sont insérés les mots : « d'intérêt communautaire ».</i></p>	<p>Article 121 <i>ter</i></p> <p>Supprimé.</p> <p>(amendement n° 453)</p>
<p><i>2^e partie.</i> — La commune</p> <p><i>Livre I^{er}.</i> — Organisation de la commune.</p> <p><i>Titre I^{er}.</i> — Nom et territoire de la commune.</p> <p><i>Chapitre II.</i> — Limites territoriales et chef-lieu.</p> <p><i>Section 2.</i> — Modifications.</p>	<p>Article 122</p> <p>Il est créé, à la section 2 du chapitre II du titre I^{er} du livre I^{er} de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales, un article L. 2112-5-1 ainsi rédigé :</p> <p>« <i>Art. L. 2112-5-1.</i> — Dans le cas où une portion de commune est érigée en commune distincte, la nouvelle commune devient membre de plein droit des établissements publics de coopération intercommunale auxquels appartenait la commune dont elle a été détachée. La participation de la nouvelle commune auxdits établissements se fait selon les dispositions prévues dans le présent code. »</p>	<p>Article 122</p> <p>Après l'article L. 2112-5 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 2112-5-1 ainsi rédigé :</p> <p>« <i>Art. L. 2112-5-1.</i> — ... détachée, sauf en cas de désignation d'autres établissements dans l'arrêté prévu à l'article L. 2112-5. La participation ... code. En cas de désignation d'autres établissements, le retrait de</p>	<p>Article 122</p> <p><i>(Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p>Code général des impôts</p> <p><i>Art. 1609 nonies C.</i> —</p> <p>IV. Il est créé entre l'établissement public de coopération intercommunale soumis aux dispositions fiscales du I du présent article et les communes membres une commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges. Elle est composée de membres des conseils municipaux des communes concernées ; chaque conseil municipal dispose d'au moins un représentant.</p> <p>La commission élit son président et un vice-président parmi ses membres. Le président convoque la commission et détermine son ordre du jour ; il en préside les séances. En cas d'absence ou d'empêchement, il est remplacé par le vice-président.</p> <p>La commission peut faire appel, pour l'exercice de sa mission, à des experts. Elle rend ses conclusions l'année de l'adoption de la taxe professionnelle unique par l'établissement public de coopération intercommunale et lors de chaque transfert de charges ultérieur.</p> <p>Le coût des dépenses transférées est évalué d'après leur coût réel dans les budgets</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Article 123</p> <p>I. — Le IV de l'article 1609 <i>nonies C</i> du code général des impôts est ainsi modifié :</p> <p style="text-align: center;">1° Le quatrième alinéa est remplacé par les alinéas suivants :</p> <p style="text-align: center;">« Les dépenses de fonctionnement, non liées à un équipement, sont évalués</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>l'établissement d'origine s'effectue dans les conditions fixées par l'article L. 5211-25-1. »</p> <p style="text-align: center;">Article 123</p> <p>I. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p style="text-align: center;">1° ... par trois alinéas ainsi rédigés :</p> <p style="text-align: center;">(<i>Alinéa sans modification</i>).</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Article 123</p> <p>I. — (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>communaux lors de l'exercice précédant le transfert de compétences ou d'après la moyenne de leur coût réel dans les trois comptes administratifs précédant ce transfert. Ce coût est réduit, le cas échéant, des recettes de fonctionnement et des taxes afférentes à ces charges. Toutefois, un décret en Conseil d'État fixe les conditions d'évaluation des dépenses d'investissement transférées.</p>	<p>d'après leur coût réel dans les budgets communaux lors de l'exercice précédant le transfert de compétences ou d'après leur coût réel dans les comptes administratifs des exercices précédant ce transfert. Dans ce dernier cas, la période de référence est déterminée par la commission.</p>		
	<p>« Le coût des dépenses liées à des équipements concernant les compétences transférées est calculé sur la base d'un coût moyen annualisé. Ce coût intègre le coût de réalisation ou d'acquisition de l'équipement ou, en tant que de besoin, son coût de renouvellement. Il intègre également les charges financières et les dépenses d'entretien. L'ensemble de ces dépenses sont prises en compte pour une durée normale d'utilisation et ramenées à une seule année.</p>	<p>... dépenses est pris en ...</p>	
<p>Cette évaluation est déterminée à la date de leur transfert par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux prévue au II de l'article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales, adoptées sur rapport de la commission locale d'évaluation des transferts.</p>	<p>« Le coût des dépenses transférées est réduit, le cas échéant, des ressources afférentes à ces charges. » ;</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	
<p>Lorsqu'il est fait application à un établissement public de coopération intercommunale des dispositions du présent article, la commis-</p>	<p>2° Au cinquième alinéa, après les mots : « prévue au » sont insérés les mots : « premier alinéa du ».</p>	<p>2° (Sans modification).</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>sion d'évaluation des transferts de charges doit rendre ses conclusions sur le montant des charges qui étaient déjà transférées à l'établissement public de coopération intercommunale et celui de la fiscalité ou des contributions des communes qui étaient perçues pour les financer.</p>			
<p>V. — 1° L'établissement public de coopération intercommunale verse à chaque commune membre une attribution de compensation. Elle ne peut être indexée.</p>	<p>II. — Le V du même article est ainsi modifié :</p> <p>1° Les 2°, 3° et 4° deviennent respectivement les 3°, 4° et 5° ;</p>	<p>II. — (Alinéa sans modification).</p> <p>1° (Sans modification).</p>	<p>II. — (Alinéa sans modification).</p> <p>1° Après le 1°, il est inséré un 1° bis ainsi rédigé :</p>
<p>Lorsque l'attribution de compensation est négative, l'établissement public de coopération intercommunale peut demander à la commune d'effectuer, à due concurrence, un versement à son profit.</p>			
<p>Les attributions de compensation prévues au 2°, au 3° et au 4° constituent une dépense obligatoire pour l'établissement public de coopération intercommunale ou, le cas échéant, les communes membres. Le conseil de l'établissement public de coopération intercommunale communique aux communes membres, avant le 15 février de chaque année, le montant prévisionnel des attributions au titre de ces reversements.</p>	<p>2° Au troisième alinéa du 1°, les mots : « au 2°, au 3° et au 4° » sont remplacés par les mots : « au 2°, au 3°, au 4° et au 5° ».</p>	<p>2° (Sans modification).</p>	<p>Alinéa supprimé.</p>
<p>Le conseil de l'établissement public de coopération intercommunale ne peut procéder à une réduction des attributions de compensation qu'après accord des conseils municipaux des communes intéressées.</p>			
<p>Toutefois, dans le cas où une diminution des bases imposables de taxe profes-</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>sionnelle réduit le produit disponible, le conseil de l'établissement public de coopération intercommunale peut décider de réduire les attributions de compensation dans la même proportion.</p> <p>Lorsque, avant la publication de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 précitée, l'attribution de compensation était calculée en tenant compte de la contribution des communes à un syndicat, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale réduit le montant de l'attribution de compensation à due concurrence de la diminution du montant de la contribution demandée aux communes par le syndicat.</p> <p>.....</p> <p>III. — Les dispositions du présent article entrent en vigueur, par déroga-</p>	<p>3° Il est inséré un 2° ainsi rédigé :</p> <p>« 2° Le conseil communautaire statuant à l'unanimité fixe librement le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision en tenant compte notamment du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges.</p> <p>« À défaut d'accord, le montant de l'attribution de compensation est fixé dans les conditions figurant aux 3°, 4° et 5. »</p> <p>III. — Les dispositions du présent article entrent en vigueur, par déroga-</p>	<p>3° Il est rétabli un ...</p> <p>« 2° Le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes de l'ensemble des conseils municipaux des communes membres, en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges.</p> <p>« À défaut d'accord unanime, le montant de l'attribution de compensation est fixé dans les conditions figurant aux 3°, 4° et 5°. »</p> <p>III. — (Alinéa sans modification).</p>	<p>Alinéa supprimé.</p> <p>« 1° bis Le ...</p> <p>... par le conseil communautaire statuant à l'unanimité, en tenant ...</p> <p>... l'attribution est fixé dans les conditions figurant aux 2°, 3° et 4°. »</p> <p>2° Le 2° bis est supprimé.</p> <p>(amendement n° 454)</p> <p>III. — Alinéa supprimé.</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>—</p> <p>.....</p> <p>Art. 1609 nonies C. —</p> <p>VI. — L'établissement public de coopération intercommunale autre qu'une communauté urbaine soumis aux dispositions du I du présent article peut instituer une dotation de solidarité communautaire dont le principe et</p>	<p>tion à l'article 126, à compter de la publication de la présente loi.</p> <p>Les établissements publics de coopération intercommunale qui perçoivent à cette date la taxe professionnelle en lieu et place des communes membres peuvent, par délibération prise à la majorité des deux tiers, procéder, dans les deux ans qui suivent la publication de la présente loi, à une nouvelle évaluation des charges déjà transférées dans les conditions prévues au I du présent article. Le conseil communautaire, statuant à l'unanimité dans un délai de trois ans suivant cette même date, peut fixer librement le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges.</p> <p>Article 124</p> <p>Le premier alinéa de l'article 1609 nonies C VI du code général des impôts est remplacé par l'alinéa suivant :</p> <p>« L'établissement public de coopération intercommunale, autre qu'une communauté urbaine, soumis aux dispositions du I du présent article peut instituer au bénéfice de ses communes membres une dotation de so-</p>	<p>Les conseils municipaux des communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale soumis, à cette date, aux dispositions du I de l'article 1609 nonies C peuvent, par délibérations concordantes prises à la majorité qualifiée prévue au II de l'article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales, procéder, dans les deux ans qui suivent la publication de la présente loi, à une nouvelle évaluation des charges déjà transférées dans les conditions prévues au I du présent article.</p> <p>Le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes de l'ensemble des conseils municipaux des communes membres, dans un délai de trois ans suivant cette même date, en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges.</p> <p>Article 124</p> <p>Les trois premiers alinéas du VI de l'article 1609 nonies C du code général des impôts sont ainsi rédigés :</p> <p>« L'établissement public de coopération intercommunale, autre qu'une communauté urbaine, soumis aux dispositions du I et du II du présent article, peut instituer au bénéfice de ses communes membres et, le cas</p>	<p>—</p> <p>... à la date de publication de la présente loi, aux ...</p> <p>... au premier alinéa du II ...</p> <p>(amendements n^{os} 455 et 456)</p> <p>... par le conseil communautaire, statuant à l'unanimité, dans ...</p> <p>(amendement n^o 457)</p> <p>Article 124</p> <p><i>Le premier alinéa du VI de l'article 1609 nonies C du code général des impôts est ainsi rédigé :</i></p> <p>... dispositions du I du présent ...</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>les critères de répartition entre les communes membres et, le cas échéant, certains établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre limitrophes sont fixés par le conseil de l'établissement public de coopération intercommunale, statuant à la majorité des deux tiers, en tenant compte notamment de l'importance de la population, du potentiel fiscal par habitant et de l'importance des charges de ses communes membres. Le montant de cette dotation est fixé librement par le conseil de l'établissement public de coopération intercommunale. Toutefois, en cas d'application par l'établissement public de coopération intercommunale des dispositions du II du présent article, cette dotation ne peut être augmentée l'année d'application de ces dispositions, sauf pour assurer le respect d'accords conventionnels de partage de fiscalité avec d'autres établissements publics de coopération intercommunale.</p>	<p>lidarité communautaire, dont le principe et les critères de répartition sont fixés par le conseil communautaire statuant à la majorité des deux tiers. Cette dotation doit être répartie pour plus de la moitié de son montant en tenant compte prioritairement de l'importance de la population, du potentiel fiscal par habitant et de l'importance des charges de ses communes membres. Le conseil communautaire arrête librement les critères pour la répartition du solde. Lorsqu'une zone d'activités économiques d'intérêt départemental est située en tout ou partie sur le territoire de l'établissement public de coopération intercommunale, celui-ci peut étendre le versement de la dotation de solidarité communautaire aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre constituant un ensemble sans discontinuité territoriale et limitrophe de son territoire. »</p>	<p>échéant, d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre limitrophes, une dotation de solidarité communautaire, dont le principe et les critères de répartition sont fixés par le conseil communautaire statuant à la majorité des deux tiers.</p>	<p>... principe, le montant, et les critères de répartition sont fixés par le conseil communautaire statuant à la majorité des deux tiers. <i>Le montant de cette dotation est fixé librement par le conseil de l'établissement public de coopération intercommunale. Elle est répartie en tenant compte prioritairement de l'importance de la population et du potentiel fiscal par habitant, les autres critères étant fixés librement par le conseil. Toutefois, en cas d'application par l'établissement public de coopération intercommunale des dispositions du II du présent article, cette dotation ne peut être augmentée, sauf pour assurer le respect d'accords conventionnels de partage de fiscalité avec d'autres établissements publics de coopération intercommunale. Lorsqu'une zone d'activités économiques d'intérêt départemental est située en tout ou partie sur le territoire de l'établissement public de coopération intercommunale, celui-ci peut étendre le versement de la dotation de solidarité communautaire aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre constituant un ensemble sans discontinuité territoriale et limitrophe de son territoire. »</i></p>
<p>L'établissement public de coopération intercommunale autre qu'une communauté urbaine créé sans être issu d'une transformation et soumis dès la première année</p>		<p>« Cette dotation doit être répartie pour plus de la moitié de son montant en tenant compte de l'importance de la population, du potentiel fiscal par habitant et de</p>	<p>Alinéa supprimé.</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>aux dispositions des I et II du présent article ne peut instituer de dotation de solidarité sauf pour assurer le respect d'accords conventionnels de partage de fiscalité avec d'autres établissements publics de coopération intercommunale.</p>		<p><i>l'importance des charges des communes membres. Le conseil communautaire arrête librement les critères pour la répartition du solde.</i></p>	
<p>L'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité additionnelle qui se transforme en établissement public de coopération intercommunale soumis de plein droit ou après option aux dispositions du I du présent article, à l'exclusion des communautés urbaines, et fait application dès la première année des dispositions du II du présent article, ne peut instituer une dotation de solidarité supérieure au montant de celle qu'il avait établie avant sa transformation. Ce montant peut toutefois être augmenté afin d'assurer le respect d'accords conventionnels de partage de fiscalité avec d'autres établissements publics de coopération intercommunale.</p>		<p>« Lorsqu'une zone d'activités économiques d'intérêt départemental est située en tout ou partie sur le territoire de l'établissement public de coopération intercommunale, celui-ci peut étendre le versement de la dotation de solidarité communautaire aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre constituant un ensemble sans discontinuité territoriale et limitrophe de son territoire. »</p>	<p>Alinéa supprimé. (amendement n° 458)</p>
<p>.....</p>			
<p>Code général des collectivités territoriales</p>	<p>Article 125</p>	<p>Article 125</p>	<p>Article 125</p>
<p><i>Art. L. 5214-16.</i> — I. — La communauté de communes exerce de plein droit au lieu et place des communes membres, pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire, des compétences relevant de chacun des deux groupes suivants :</p>	<p>I. — Le V de l'article L. 5214-16 du code général des collectivités territoriales est remplacé par les dispositions suivantes :</p>	<p>I. — est ainsi rédigé :</p>	<p>I. — (Alinéa sans modification).</p>
<p>1° Aménagement de l'espace ;</p>			
<p>2° Actions de développement économique inté-</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>ressant l'ensemble de la communauté. Quand la communauté de communes opte pour le régime fiscal défini à l'article 1609 <i>nonies</i> C du code général des impôts, l'aménagement, la gestion et l'entretien des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire d'intérêt communautaire sont inclus dans cette compétence ;</p>			
<p>II. — La communauté de communes doit par ailleurs exercer dans les mêmes conditions des compétences relevant d'au moins un des quatre groupes suivants :</p>			
<p>1° Protection et mise en valeur de l'environnement, le cas échéant dans le cadre de schémas départementaux ;</p>			
<p>2° Politique du logement et du cadre de vie ;</p>			
<p>3° Création, aménagement et entretien de la voirie ;</p>			
<p>4° Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire.</p>			
<p>III. — La définition des compétences transférées au sein de chacun des groupes est fixée par la majorité qualifiée requise pour la création de la communauté. ;</p>			
<p>IV. — L'intérêt communautaire des compétences exercées au sein des groupes mentionnés aux I et II est déterminé à la majorité qualifiée requise pour la</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>création de la communauté de communes. ;</p>	<p>« V. — Afin de financer la réalisation d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté de commune et les communes membres après accord du conseil communautaire exprimé à la majorité simple.</p>	<p>« V. — ... après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés. »</p>	<p>« V. — ... réalisation <i>ou le fonctionnement</i> d'un ... (amendement n° 459)</p>
<p>VI. — La communauté de communes, lorsqu'elle est dotée d'une compétence dans ce domaine, peut exercer le droit de préemption urbain dans les périmètres fixés, après délibération concordante de la ou des communes concernées, par le conseil de communauté pour la mise en oeuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat.</p>	<p>« Ces fonds de concours sont exceptionnels et ne peuvent intervenir qu'en complément d'un financement assuré majoritairement par le bénéficiaire du fonds de concours. »</p>	<p>Alinéa supprimé.</p>	<p>« <i>Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée par le bénéficiaire du fond de concours.</i> » (amendement n° 460)</p>
<p>Art. L. 5216-5. — . . .</p>	<p>II. — Le VI de l'article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales, est remplacé par les dispositions suivantes :</p>	<p>II. — ... du même code est ainsi rédigé :</p>	<p>II. — <i>(Alinéa sans modification).</i></p>
<p>VI. — La communauté d'agglomération peut attribuer des fonds de concours aux communes membres afin de contribuer à la réalisation ou au fonctionnement d'équipements dont l'utilité dépasse manifestement l'intérêt communal.</p>	<p>« VI. — Afin de financer la réalisation d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté d'agglomération et les communes membres après accord du conseil communautaire exprimé à la majorité simple.</p>	<p>« VI. — ... après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concer-</p>	<p>« VI. — ... réalisation <i>ou le fonctionnement</i> d'un ... (amendement n° 459)</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p><i>Art. L. 5215-26.</i> — La communauté urbaine peut attribuer des fonds de concours aux communes membres afin de contribuer à la réalisation ou au fonctionnement d'équipements dont l'utilité dépasse manifestement l'intérêt communal.</p>	<p>« Ces fonds de concours sont exceptionnels et ne peuvent intervenir qu'en complément d'un financement assuré majoritairement par le bénéficiaire du fonds de concours. »</p>	<p>nés. »</p> <p>Alinéa supprimé.</p>	<p>« Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée par le bénéficiaire du fonds de concours. »</p> <p>(amendement n° 460)</p>
<p><i>Art. L. 5215-27.</i> — La communauté urbaine peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public.</p>	<p>III. — L'article L. 5215-26 du code général des collectivités territoriales est remplacé par les dispositions suivantes :</p>	<p>III. — ... du même code est ainsi rédigé :</p>	<p>III. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>
<p>Dans les mêmes conditions, ces collectivités</p>	<p>« <i>Art. L. 5215-26.</i> — Afin de financer la réalisation d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté urbaine et les communes membres après accord du conseil communautaire exprimé à la majorité simple.</p>	<p>« <i>Art. L. 5215-26.</i> — ... après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés. »</p>	<p>« <i>Art. L. 5215-26.</i> — ... réalisation ou le fonctionnement d'un ...</p> <p>(amendement n° 459)</p>
	<p>« Ces fonds de concours sont exceptionnels et ne peuvent intervenir qu'en complément d'un financement assuré majoritairement par le bénéficiaire du fonds de concours. »</p>	<p>Alinéa supprimé.</p>	<p>« Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée par le bénéficiaire du fonds de concours. »</p> <p>(amendement n° 460)</p>
		<p>Article 125 bis (<i>nouveau</i>)</p>	<p>Article 125 bis</p>
		<p>L'article L. 5215-27 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :</p>	<p>(<i>Alinéa sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>peuvent confier à la communauté urbaine la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de leurs attributions.</p>		<p>« Les conventions <i>passées</i> entre la communauté et une ou plusieurs de ses communes membres, en application de ces dispositions, sont passées sans formalités préalables. »</p>	<p>« Les conventions entre passées <i>selon une procédure adaptée</i>. »</p>
<p>Art. L. 5721-2. — Cf. <i>supra</i> art. 105 du projet de loi.</p>		<p>Article 125 <i>ter</i> (nouveau)</p> <p>L'article L. 5721-2 du code général des collectivités territoriales est complété par trois alinéas ainsi rédigés :</p>	<p>(amendement n° 461)</p> <p>Article 125 <i>ter</i></p> <p><i>Il est inséré</i>, après l'article L. 1114-4 du code général des collectivités territoriales, <i>un article L. 1114-4-1</i> ainsi rédigé :</p>
		<p>« Dans le cadre de la coopération transfrontalière <i>telle qu'elle est prévue à l'article L. 1112-4</i>, des collectivités territoriales <i>françaises</i> et leurs groupements peuvent constituer conjointement avec des collectivités territoriales étrangères et leurs groupements un syndicat mixte.</p>	<p>« Art. L. 1114-4-1. — Dans le cadre de la coopération transfrontalière, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent <i>créer</i> avec des collectivités territoriales étrangères et leurs groupements <i>un groupement local de coopération transfrontalière dénommé district européen, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière</i>.</p>
		<p>« <i>Des collectivités territoriales étrangères et leurs groupements peuvent également demander leur adhésion à des syndicats mixtes préexistants.</i></p>	<p>Alinéa supprimé.</p>
		<p>« <i>Les collectivités territoriales étrangères et leurs groupements ne peuvent pas détenir séparément ou à plusieurs plus de la moitié des sièges au sein du comité syndical.</i> »</p>	<p>Alinéa supprimé. (amendement n° 462)</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p align="center">—</p> <p>Loi n°80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale</p>	<p align="center">—</p>	<p align="center">—</p> <p>Article 125 <i>quater</i> (nouveau)</p>	<p align="center">—</p> <p>Article 125 <i>quater</i></p>
<p><i>Art. 11.</i> —</p>		<p>I. — Le II de l'article 11 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale est ainsi modifié :</p>	<p>I. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>II. — Lorsqu'un groupement de communes ou un syndicat mixte crée ou gère une zone d'activités économiques, tout ou partie de la part communale de la taxe professionnelle acquittée par les entreprises implantées sur cette zone d'activité peut être affecté au groupement ou au syndicat mixte par délibérations concordantes de l'organe de gestion du groupement ou du syndicat mixte et de la ou des communes sur le territoire desquelles est installée la zone d'activités économiques.</p>		<p>1° Après le deuxième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :</p>	
<p>Si la taxe professionnelle est perçue par une seule commune sur laquelle sont implantées les entreprises, les communes membres du groupement de communes pourront passer une convention pour répartir entre elles tout ou partie de la part communale de cette taxe.</p>		<p>« Lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre intervient sur le périmètre d'un autre établissement public à fiscalité propre ou sur le territoire d'une commune située hors de son périmètre, pour contribuer financièrement à la création et/ou à l'équipement des zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques, portuaires et aéroportuaires dont l'intérêt leur est commun, tout ou partie de la part intercommunale ou communale de</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Lorsque les établissements mentionnés au premier alinéa entrent dans le champ d'application de l'article 1648 A du code général des impôts, le groupement ne peut percevoir la part de taxe professionnelle revenant au fonds départemental de péréquation.</p>	<p>Le groupement est substitué à la commune pour l'application de l'article 10 de la présente loi.</p>	<p>la taxe professionnelle acquittée par les entreprises implantées sur ce périmètre ou territoire peut être affecté à l'établissement public contributeur par délibérations concordantes de l'organe délibérant de ce dernier et de l'organe délibérant de l'établissement public ou de l'assemblée délibérante de la commune sur le périmètre ou le territoire desquels est installée la zone d'activités. Cette délibération fixe la durée de cette affectation en tenant compte de la nature des investissements et de l'importance des ressources fiscales qu'ils génèrent. »</p>	<p>2° Au troisième alinéa, les mots : « établissements mentionnés au premier alinéa » sont remplacés par les mots : « entreprises mentionnées aux trois premiers alinéas »</p>
<p>Le potentiel fiscal de chaque commune et groupement doté d'une fiscalité propre est corrigé symétriquement pour tenir compte de l'application du présent II.</p>			
<p>Lorsque, par délibérations concordantes, des communes décident, ou ont décidé antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi, de répartir entre elles tout ou partie de la taxe professionnelle perçue sur leur territoire, le potentiel fiscal des</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>communes concernées est corrigé pour tenir compte de cette répartition.</p>		<p>3° Le septième alinéa est ainsi rédigé :</p>	
<p>Lorsqu'une ou plusieurs communes regroupées au sein d'un syndicat intercommunal ou d'un syndicat mixte ayant pour objet l'aménagement et la gestion d'une zone d'activité d'intérêt départemental ou interdépartemental faisaient application du présent article à la date de publication de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre auxquels elles adhèrent sont inclus ou leurs sont substitués dans les accords conventionnels qu'elles avaient conclus antérieurement.</p>		<p>« Lorsqu'une commune adhère à un établissement public de coopération intercommunale qui perçoit la taxe professionnelle en lieu et place de ses communes membres, ce dernier lui est substitué dans l'accord conventionnel qu'elle a conclu antérieurement. »</p>	
<p>Pour l'application des sept alinéas précédents, le produit de taxe professionnelle s'entend du produit des rôles généraux majoré, jusqu'au 31 décembre 2003, de la compensation prévue au I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998).</p>		<p>4° Au dernier alinéa, les mots : « sept alinéas » sont remplacés par les mots : « huit alinéas ».</p>	
<p>..... <i>Art. 29.</i> —</p>		<p>II. — Le II de l'article 29 de la même loi est ainsi modifié :</p>	<p>II. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>
<p>II. — Lorsqu'un groupement de communes ou un syndicat mixte crée ou gère une zone d'activités économiques, tout ou partie de la part communale de la taxe foncière sur les propriétés bâties acquittée par les entreprises implantées sur cette zone d'activités peut être affecté au groupement ou au syndicat</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>mixte par délibérations concordantes de l'organe de gestion du groupement ou du syndicat mixte et de la ou des communes sur le territoire desquelles est installée la zone d'activités économiques.</p>	<p>Si la taxe foncière sur les propriétés bâties est perçue par une seule commune sur laquelle est implanté le bien, les communes membres du groupement de communes pourront passer une convention pour répartir entre elles tout ou partie de la part communale de cette taxe.</p>	<p>1° Après le deuxième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :</p> <p>« Lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre intervient sur le périmètre d'un autre établissement public à fiscalité propre ou sur le territoire d'une commune située hors de son périmètre, pour contribuer financièrement à la création et/ou à l'équipement des zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques, portuaires et aéroportuaires dont l'intérêt leur est commun, tout ou partie de la part intercommunale ou communale de la taxe foncière sur les propriétés bâties acquittée par les entreprises implantées sur ce périmètre ou territoire peut être affecté à l'établissement public contributeur par délibérations concordantes de l'organe délibérant de ce dernier et de l'organe délibérant de l'établissement public ou de l'assemblée délibérante de la commune sur le périmètre ou le territoire desquels est installée la zone d'activités. »</p>	<p>1° (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>... d'activités. <i>Cette délibération fixe la durée de cette affectation en tenant compte de la nature des</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Le potentiel fiscal de chaque commune et groupement doté d'une fiscalité propre est corrigé symétriquement pour tenir compte de l'application du présent II.</p>	<p>Lorsque, par délibérations concordantes, des communes décident, ou ont décidé antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi, de répartir entre elles tout ou partie de la taxe foncière sur les propriétés bâties perçue sur leur territoire, le potentiel fiscal des communes concernées est corrigé pour tenir compte de cette répartition.</p>	<p>2° Le dernier alinéa est supprimé.</p>	<p><i>investissements et de l'importance des ressources fiscales qu'ils génèrent. »</i></p> <p>(amendement n° 463)</p> <p>2° (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>.....</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p align="center">—</p> <p>Code général des collectivités territoriales</p>	<p align="center">—</p>	<p align="center">—</p>	<p align="center">—</p> <p align="center"><i>Article additionnel</i></p>
<p><i>Art. L. — 5211-7. —</i></p> <p>I. — Sans préjudice des dispositions du troisième alinéa de l'article L. 5212-7 et de l'article L. 5215-10, ces délégués sont élus par les conseils municipaux des communes intéressées parmi leurs membres, au scrutin secret à la majorité absolue. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative.</p>			<p align="center"><i>L'article L. 5211-7 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :</i></p>
<p>En cas d'égalité des suffrages, le plus âgé est déclaré élu.</p>			
<p><i>I bis.</i> — Dans les communes de Paris, Marseille et Lyon, soumises aux dispositions du titre I^{er} du livre V de la deuxième partie, le choix du conseil municipal peut également porter sur des conseillers d'arrondissement.</p>			
<p>II. — Les conditions d'éligibilité, les inéligibilités et les incompatibilités applicables aux membres des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale sont celles prévues pour les élections au conseil municipal par les articles L. 44 à L. 46, L. 228 à L. 237 et L. 239 du code électoral.</p>			
<p>Les agents employés par un établissement public de coopération intercommunale ne peuvent être désignés par une des communes membres pour la représenter au sein de l'organe délibérant de cet établissement.</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Art. L. 5211-30. —</p> <p>.....</p> <p>II. — Le potentiel fiscal des communautés urbaines de 2000 à 2002, des communautés de communes ou des communautés d'agglomération est déterminé par application à leurs bases brutes d'imposition aux quatre taxes directes locales du taux moyen national à ces taxes constaté pour la catégorie d'établissement à laquelle elles appartiennent. Il est majoré du montant, pour la dernière année connue, de la compensation prévue au I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998).</p> <p>Toutefois, le potentiel fiscal des communautés d'agglomération issues de la transformation de syndicats ou de communautés d'agglomération nouvelle est pondéré par le rapport entre les bases brutes par habitant de taxe professionnelle des communautés d'agglomération et la somme des bases brutes par habitant des syndicats ou communautés d'agglomération nouvelle et de ceux d'entre eux qui se sont transformés en communautés d'agglomération, sous</p>			<p>« Les fonctions de secrétaire général, de directeur ou de directeur adjoint d'un établissement public de coopération intercommunale ne peuvent être exercées par l'un des conseillers municipaux d'une commune membre de cet établissement public de coopération intercommunale. »</p> <p>(amendement n° 464)</p> <p>Article additionnel</p> <p>I. — Dans le deuxième alinéa du II de l'article L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales, après les mots : « les communautés de communes », sont insérés les mots « et les communautés urbaines ».</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>réserve que ce rapport soit inférieur à un.</p>			<p><i>II. — Après le deuxième alinéa du II du même article, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :</i></p>
			<p><i>« Pour les groupements soumis aux dispositions du I du 1609 nonies C du code général des impôts, la majoration mentionnée au premier alinéa est pondérée par le rapport entre le taux moyen national et le taux moyen pondéré des communes membres du groupement constaté pour 1998. Ce taux intègre, le cas échéant, le taux additionnel de l'établissement public de coopération intercommunale. »</i></p>
<p>Le potentiel fiscal des syndicats ou communautés d'agglomération nouvelle est déterminé par application à leurs bases brutes de taxe professionnelle du taux moyen national d'imposition à cette taxe constaté pour la catégorie d'établissement à laquelle ils appartiennent. Il est majoré du montant, pour la dernière année connue, de la compensation prévue au I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 précitée.</p>			<p><i>« III. — Le dernier alinéa du II du même article est complété par une phrase ainsi rédigée : « Cette majoration est pondérée par le rapport entre le taux moyen national et le taux voté par le groupement en 1998. Ce taux intègre, le cas échéant, le taux additionnel de l'établissement public de coopération intercommunale. »</i></p>
			<p>(amendement n° 465)</p>
			<p><i>Article additionnel</i></p>
			<p><i>Après l'article L.5214-16 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L.5214-17 ainsi rédigé :</i></p>
			<p><i>« Art. L. 5214-17. — Sans préjudice des dispositions de l'article L.5211-56</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p><i>Art. L. 5221-1. —</i> Deux ou plusieurs conseils municipaux peuvent provoquer entre eux, par l'entremise de leurs maires, une entente sur les objets d'utilité communale compris dans leurs attributions et qui intéressent à la fois leurs communes respectives.</p> <p>Ils peuvent passer entre eux des conventions à l'effet d'entreprendre ou de conserver à frais communs des ouvrages ou des institutions d'utilité commune.</p>			<p><i>du présent code, les communautés de communes et leurs communes membres peuvent conclure des conventions par lesquelles l'une d'elles confie à l'autre la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions.</i></p> <p><i>« Les conventions sont conclues, quel que soit leur montant, selon une procédure adaptée. »</i></p> <p>(amendement n° 466)</p> <p><i>Article additionnel</i></p> <p><i>I. — L'article L.5221-1 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :</i></p> <p><i>« Art. L. 5221-1. — Deux ou plusieurs conseils municipaux, organes délibérants d'établissements publics de coopération intercommunale ou de syndicats mixtes peuvent provoquer entre eux, par l'entremise de leurs maires ou présidents, une entente sur les objets d'utilité communale ou intercommunale compris dans leurs attributions et qui intéressent à la fois leurs communes, leurs établissements publics de coopération intercommunale ou leurs syndicats mixtes respectifs.</i></p> <p><i>« Ils peuvent passer entre eux des conventions à l'effet d'entreprendre ou de conserver à frais communs des ouvrages ou des institutions d'utilité commune. »</i></p> <p><i>II. — L'article L. 5221-2 du code général des collectivités territoria-</i></p>

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

**Texte adopté
par le Sénat
en première lecture**

**Propositions
de la Commission**

Art. L. 5221-2. — Les questions d'intérêt commun sont débattues dans des conférences où chaque conseil municipal est représenté par une commission spéciale nommée à cet effet et composée de trois membres désignés au scrutin secret.

Le représentant de l'Etat dans le département peut assister à ces conférences si les communes intéressées le demandent.

Les décisions qui y sont prises ne sont exécutoires qu'après avoir été ratifiées par tous les conseils municipaux intéressés et sous les réserves énoncées aux titres Ier, II et III du livre III de la deuxième partie.

les est ainsi rédigé : »

« Art. L. 5221-2. — Les questions d'intérêt commun sont débattues dans des conférences où chaque conseil municipal et organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ou des syndicats mixtes est représenté par une commission spéciale nommée à cet effet et composée de trois membres désignés au scrutin secret.

« Le représentant de l'Etat dans le ou les départements concernés peut assister à ces conférences si les communes, les établissements publics de coopération intercommunale ou les syndicats mixtes intéressés le demandent.

« Les décisions qui y sont prises ne sont exécutoires qu'après avoir été ratifiées par tous les conseils municipaux, organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale ou des syndicats mixtes intéressés et sous les réserves énoncées aux titres I^{er}, II et III du livre III de la deuxième partie. »

(amendement n° 467)

Titre additionnel

**TITRE IX BIS
MESURES DE
SIMPLIFICATION**

Article additionnel

Dans les conditions prévues par l'article 38 de la Constitution, le Gouvernement est autorisé à prendre

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Art. L. 3221-3 et L. 3123-16. — Cf. annexe.</p>	<p>TITRE X DISPOSITIONS FINALES</p>	<p>TITRE X DISPOSITIONS FINALES</p>	<p>par ordonnance, dans le respect de la transparence et de la bonne information du public :</p> <p>1° Les mesures nécessaires pour faciliter l'engagement des travaux menés par les collectivités territoriales ;</p> <p>2° Les mesures permettant d'alléger les règles applicables aux procédures d'enquête publique, notamment en favorisant l'utilisation de supports numériques.</p> <p>Cette ordonnance sera prise dans un délai d'un an suivant la publication de la présente loi. Un projet de loi de ratification devra être déposé devant le Parlement dans un délai de six mois à compter de la publication de l'ordonnance.</p> <p>(amendement n° 468)</p> <p>TITRE X DISPOSITIONS FINALES</p> <p>Article additionnel</p> <p>I. — Après l'article L. 3123-16 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 3123-16-1 ainsi rédigé :</p> <p>« Art. L. 3123-16-1. — L'indemnité versée aux conseillers généraux auxquels le président délègue une partie de ses fonctions en application de l'article L. 3221-3 peut dépasser le maximum prévu à l'article L. 3123-16 à condition que le montant total des indemnités</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p><i>Art. L. 4231-3 et L. 4135-16. — Cf. annexe.</i></p>			<p><i>maximales susceptibles d'être allouées au président et aux vice-présidents ne soit pas dépassé.</i></p>
<p><i>Art. L. 2511-33. — Les articles L. 2123-1 à L. 2123-3, L. 2123-5, L. 2123-7, L. 2123-8, L. 2123-12 à L. 2123-15, le II et le III de l'article L. 2123- 20, le II de l'article L. 2123- 24, les articles L. 2123-25 à L. 2123-29, L. 2123-31 à L. 2123-34 et le 3° de l'article L. 2321-2 sont applicables aux maires, adjoints au maire et membres d'un conseil d'ar- rondissement des communes de Paris, Marseille et Lyon.</i></p>			<p><i>II. — Après l'article L. 4135-16 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 4135-16-1 ainsi rédigé :</i></p>
			<p><i>« Art. L. 4135-16- 1. — L'indemnité versée aux conseillers régionaux aux- quels le président délègue une partie de ses fonctions en application de l'article L. 4231-3 peut dépasser le maximum prévu à l'article L. 4135-16 à condition que le montant total des indemnités maximales susceptibles d'être allouées au président et aux vice-présidents ne soit pas dépassé. »</i></p>
			<p>(amendement n° 469)</p>
			<p><i>Article additionnel</i></p>
			<p><i>Dans l'article L. 2511-33 du code général des collectivités territoriales, après les mots : « le II de l'article L. 2123-24 », sont insérés les mots : « le III de l'article L. 2123-24-1 ».</i></p>
			<p>(amendement n° 470)</p>
<p>Pour l'application du II de l'article L. 2123-2, la durée du crédit d'heures forfaitaire et trimestrielle, fixée par réf- érence à la durée hebdoma- daire légale du travail, est égale :</p>			
<p>pour les maires d'ar- rondissement à trois fois cette</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>durée ;</p> <p>pour les adjoints au maire d'arrondissement à une fois et demie cette durée ;</p> <p>pour les conseillers d'arrondissement à 30 % de cette durée</p> <p><i>Art. L. 2123-11-2. —</i> À l'issue de son mandat, tout maire d'une commune de 1 000 habitants au moins ou tout adjoint dans une commune de 20 000 habitants au moins qui, pour l'exercice de son mandat, avait cessé d'exercer son activité professionnelle perçoit, sur sa demande, une allocation différentielle de fin de mandat s'il se trouve dans l'une des situations suivantes :</p> <p>— être inscrit à l'Agence nationale pour l'emploi conformément aux dispositions de l'article L. 311-2 du code du travail ;</p> <p>— avoir repris une activité professionnelle lui procurant des revenus inférieurs aux indemnités de fonction qu'il percevait au titre de sa dernière fonction élective.</p> <p>Le montant mensuel de l'allocation est au plus égal à 80 % de la différence entre le montant de l'indemnité brute mensuelle que l'intéressé percevait pour l'exercice de ses fonctions, dans la limite des taux maximaux fixés aux articles L. 2123-23, L. 2123-24 et L. 2511-34, et l'ensemble des ressources qu'il perçoit à l'issue du mandat.</p>			<p><i>Article additionnel</i></p> <p><i>I. — Dans l'article L. 2123-11-2 du code général des collectivités territoriales, les mots : « À l'issue de son mandat » sont remplacés par les mots : « À l'occasion du renouvellement général des membres du conseil municipal ».</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>L'allocation est versée pendant une période de six mois au plus. Elle n'est pas cumulable avec celles prévues par les articles L. 3123-9-2 et L. 4135-9-2.</p> <p>Le financement de cette allocation est assuré dans les conditions prévues par l'article L. 1621-2.</p> <p>Les modalités d'application du présent article sont déterminées par décret en Conseil d'État.</p> <p><i>Art. L. 3123-9-2. — À l'issue de son mandat, tout président de conseil général ou tout vice-président ayant reçu délégation de celui-ci qui, pour l'exercice de son mandat, avait cessé d'exercer son activité professionnelle perçoit, sur sa demande, une allocation différentielle de fin de mandat s'il se trouve dans l'une des situations suivantes :</i></p> <p>— être inscrit à l'Agence nationale pour l'emploi conformément aux dispositions de l'article L. 311-2 du code du travail ;</p> <p>— avoir repris une activité professionnelle lui procurant des revenus inférieurs aux indemnités de fonction qu'il percevait au titre de sa dernière fonction élective.</p> <p>Le montant mensuel de l'allocation est au plus égal à 80 % de la différence entre le montant de l'indemnité brute mensuelle que l'intéressé percevait pour l'exercice de ses fonctions, dans la limite des taux maximaux fixés à l'article L. 3123-17, et l'ensemble des ressources qu'il</p>			<p><i>II. — Dans l'article L. 3123-9-2 du code général des collectivités territoriales, les mots : « À l'issue de son mandat » sont remplacés par les mots : « À l'occasion du renouvellement général du conseil général ou du renouvellement d'une série sortante ».</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>perçoit à l'issue du mandat.</p> <p>L'allocation est versée pendant une période de six mois au plus. Elle n'est pas cumulable avec celles prévues par les articles L. 2123-11-2 et L. 4135-9-2.</p> <p>Le financement de cette allocation est assuré dans les conditions prévues par l'article L. 1621-2.</p> <p>Les modalités d'application du présent article sont déterminées par décret en Conseil d'État.</p> <p><i>Art. L. 4135-9-2. —</i> À l'issue de son mandat, tout président du conseil régional ou tout vice-président ayant reçu délégation de celui-ci qui, pour l'exercice de son mandat, avait cessé d'exercer son activité professionnelle perçoit, sur sa demande, une allocation différentielle de fin de mandat s'il se trouve dans l'une des situations suivantes :</p> <p>– être inscrit à l'Agence nationale pour l'emploi conformément aux dispositions de l'article L. 311-2 du code du travail ;</p> <p>– avoir repris une activité professionnelle lui procurant des revenus inférieurs aux indemnités de fonction qu'il percevait au titre de sa dernière fonction élective.</p> <p>Le montant mensuel de l'allocation est au plus égal à 80 % de la différence entre le montant de l'indemnité brute mensuelle que l'intéressé percevait pour l'exercice de ses fonctions, dans la limite des taux maximaux fixés</p>			<p><i>III. — Dans l'article L. 4135-9-2 du même code, les mots : « À l'issue de son mandat » sont remplacés par les mots : « À l'occasion du renouvellement général des membres du conseil général ».</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>à l'article L. 4135-17, et l'ensemble des ressources qu'il perçoit à l'issue du mandat.</p>			
<p>L'allocation est versée pendant une période de six mois au plus. Elle n'est pas cumulable avec celles prévues par les articles L. 2123-11-2 et L. 3123-9-2.</p>			
<p>Le financement de cette allocation est assuré dans les conditions prévues par l'article L. 1621-2.</p>			
<p>Les modalités d'application du présent article sont déterminées par décret en Conseil d'État.</p>			
<p><i>Art. L. 2123-11-2. —</i> À l'issue de son mandat, tout maire d'une commune de 1 000 habitants au moins ou tout adjoint dans une commune de 20 000 habitants au moins qui, pour l'exercice de son mandat, avait cessé d'exercer son activité professionnelle perçoit, sur sa demande, une allocation différentielle de fin de mandat s'il se trouve dans l'une des situations suivantes :</p>			<p><i>IV. — Dans l'article L. 2123-11-2 du même code, après les mots : « ou tout adjoint dans une commune de 20 000 habitants au moins » sont insérés les mots : « ayant reçu délégation de fonction de celui-ci ».</i></p>
<p>— être inscrit à l'Agence nationale pour l'emploi conformément aux dispositions de l'article L. 311-2 du code du travail ;</p>			<p>(amendement n° 471)</p>
<p>— avoir repris une activité professionnelle lui procurant des revenus inférieurs aux indemnités de fonction qu'il percevait au titre de sa dernière fonction élective.</p>			
<p>Le montant mensuel de l'allocation est au plus égal à 80 % de la différence entre le montant de l'indemnité brute mensuelle que l'intéres-</p>			

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>sé percevait pour l'exercice de ses fonctions, dans la limite des taux maximaux fixés aux articles L. 2123-23, L. 2123-24 et L. 2511-34, et l'ensemble des ressources qu'il perçoit à l'issue du mandat.</p>			
<p>L'allocation est versée pendant une période de six mois au plus. Elle n'est pas cumulable avec celles prévues par les articles L. 3123-9-2 et L. 4135-9-2.</p>			
<p>Le financement de cette allocation est assuré dans les conditions prévues par l'article L. 1621-2.</p>			
<p>Les modalités d'application du présent article sont déterminées par décret en Conseil d'État.</p>			
<p><i>Art. L. 2122-23.</i> — Les décisions prises par le maire en vertu de l'article L. 2122-22 sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations des conseils municipaux portant sur les mêmes objets.</p>			
<p>Sauf disposition contraire dans la délibération du conseil municipal portant délégation, les décisions prises en application de celle-ci doivent être signées personnellement par le maire notwithstanding les dispositions des articles L. 2122-17 à L. 2122-19. Sauf disposition contraire dans la délibération, les décisions relatives aux matières</p>			<p><i>Article additionnel</i></p> <p><i>La première phrase du deuxième alinéa de l'article L. 2122-23 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigée :</i></p> <p><i>« Nonobstant les dispositions des articles L. 2122-17 à L. 2122-19, les décisions prises en application d'une délibération doivent être signées par le maire si cela est expressément prévu dans la délibération ; les autres décisions peuvent être signées par un adjoint ou un membre du conseil municipal dès lors qu'il est titulaire</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>ayant fait l'objet de la délégation sont prises, en cas d'empêchement du maire, par le</p>			<i>d'une délégation ».</i>
<p>Le maire doit rendre compte à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal.</p>			(amendement n° 472)
<p>Le conseil municipal peut toujours mettre fin à la délégation.</p>			
<p><i>Art. L. 2122-17 à L. 2122-19. — Cf. annexe.</i></p>			
<p><i>Art. L. 2221-10. —</i> Les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont créées, et leur organisation administrative et financière déterminée, par délibération du conseil municipal. Elles sont administrées par un conseil d'administration et un directeur désignés dans les mêmes conditions sur proposition du maire.</p>			<i>Article additionnel</i>
			<p><i>Dans le premier alinéa de l'article L. 2221-10 du code général des collectivités territoriales, après les mots : « autonomie financière », sont insérés les mots : « , dénommées établissement public local ».</i></p>
			(amendement n° 473)
<p>Un décret en Conseil d'État détermine, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent article ainsi que les modalités particulières applicables aux régies créées pour l'exploitation de services d'intérêt public à caractère administratif.</p>			
<p><i>Art. L. 2334-4. —</i> Le potentiel fiscal d'une commune est déterminé par application aux bases communales des quatre taxes directes locales du taux moyen national d'imposition à chacune de ces taxes. Il est majoré du montant, pour la dernière année connue, de la compensation prévue au I</p>			<i>Article additionnel</i>
			<p><i>I. — La dernière phrase du premier alinéa de l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales est complétée par les mots : « ; cette majoration est pondérée par le rapport entre le taux moyen national et le</i></p>

Texte en vigueur

du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998).

.....

Lorsque, à compter de l'année de promulgation de la loi n° 99-1126 du 28 décembre 1999 modifiant le code général des collectivités territoriales et relative à la prise en compte du recensement général de population de 1999 pour la répartition des dotations de l'État aux collectivités locales, l'institution du régime fiscal prévu à l'article 1609 nonies C du code général des impôts entraîne pour des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale faisant application de ce régime la cessation de l'application des dispositions de l'article 11 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale, les bases retenues pour déterminer leur potentiel fiscal tiennent compte de la correction de potentiel fiscal appliquée la dernière année précédant l'institution de ce régime.

Lorsque, à compter de 1999, l'institution du régime fiscal prévu à l'article 1609 quinquies C du code général des impôts entraîne, pour des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale faisant application de ce régime, la cessation de l'application des dispositions de l'article 11 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale, les bases retenues pour déterminer leur potentiel fiscal tiennent compte de la correction de potentiel

Texte du projet de loi

**Texte adopté
par le Sénat
en première lecture**

**Propositions
de la Commission**

taux voté par la commune en 1998 ».

II. — Il est inséré après la première phrase de l'antépénultième alinéa de l'article L. 2334 du code général des collectivités territoriales les dispositions suivantes : « cette majoration est pondérée par le rapport entre le taux moyen national et le taux moyen pondéré des communes membres du groupement constaté pour 1998. Ce taux intègre, le cas échéant, le taux additionnel de l'établissement public de coopération intercommunale. »

(amendement n° 474)

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
<p>fiscal appliquée la dernière année précédant l'institution de ce régime.</p>			<p><i>Article additionnel</i></p>
<p>Code général de impôts</p>			<p><i>I. — Le chapitre II bis du titre V de la deuxième partie du livre premier du code général des impôts est complété par une section VII intitulée « Dégrèvement temporaire en faveur de l'investissement industriel » et comprenant l'article 1647 C quinquies ainsi rédigé :</i></p>
<p><i>Art. 39 A (1). — Cf. annexe.</i></p>			<p><i>« Art. 1647 C quinquies. — Pour les impositions établies au titre de 2006 et 2007, la cotisation de taxe professionnelle fait l'objet d'un dégrèvement pour sa part relative aux immobilisations entrant dans le champ d'application du 1 de l'article 39 A du code général des impôts créées ou acquises à l'état neuf entre le 1^{er} janvier 2004 et le 30 décembre 2005.</i></p>
<p><i>Art. 1647 B sexies (1^{er} et 2)). — Cf. annexe.</i></p>			<p><i>« Le dégrèvement est accordé sur demande effectuée dans la déclaration prévue à l'article 1477.</i></p>
			<p><i>« Ce dégrèvement est égal à la valeur locative des immobilisations visées au premier alinéa multipliée par le taux de chaque collectivité ou établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre au titre de 2003 ou le taux de l'année d'imposition s'il est inférieur. Pour la détermination du taux applicable dans le cas où la commune appartient à un établissement public de coopération intercommunale faisant application des dispo-</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Propositions de la Commission
	<p style="text-align: center;">Article 126</p> <p>Les dispositions de la présente loi sont applicables, sous réserve de l'entrée en vigueur des dispositions relevant de la loi de finances et sauf disposition particulière de la présente loi, à compter du 1^{er} janvier 2005.</p>	<p style="text-align: center;">Article 126</p> <p>Les dispositions des titres I^{er} à VIII de la présente loi sont applicables, sous réserve ...</p>	<p><i>sitions mentionnées aux 1 et 2 du I ter de l'article 1647 B sexies, ces dernières dispositions s'appliquent, en tant que de besoin, compte tenu d'une référence aux décisions prises en 2003 ou 2004.</i></p> <p style="text-align: center;"><i>« La cotisation s'entend de l'ensemble des sommes mises à la charge de l'entreprise figurant sur l'avis d'imposition, diminué, le cas échéant de l'ensemble des réductions et autres dégrèvements dont cette cotisation peut faire l'objet. »</i></p> <p style="text-align: center;"><i>II. — La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par une augmentation des droits mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.</i></p> <p style="text-align: right;">(amendement n° 475)</p> <p style="text-align: center;">Article 126</p> <p style="text-align: right;"><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p style="text-align: center;"><i>Les décrets d'application prévus par la présente loi peuvent être pris dès sa publication.</i></p> <p style="text-align: right;">(amendement n° 476)</p>

ANNEXE AU TABLEAU COMPARATIF

	Pages
Traité instituant la communauté européenne signé à Rome le 25 mars 1957	450
<i>Art. 88 et 89.</i>	
Code de l'action sociale et des familles	450
<i>Art. L. 111-2, L. 132-8, L. 145-1 à L. 145-4, L. 261-4, L. 263-17, L. 312-1, L. 313-20.</i>	
Code de l'aviation civile	454
<i>Art. L. 221-1.</i>	
Code civil	454
<i>Art. 375 à 375-9.</i>	
Code de la construction et de l'habitation	455
<i>Art. L. 301-2, L. 301-3, L. 302-4, L. 302-4-1, L. 302-10, L. 351-14, L. 353-2, L. 521-3.</i>	
Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure	458
<i>Art. 1-2, 1-3, 2-1 et 4.</i>	
Code de l'éducation	459
<i>Art. L. 211-2, L. 212-4, L. 213-12, L. 216-1, L. 335-6, L. 421-1, L. 441-3, L. 441-7, L. 442-5, L. 442-12, L. 541-2 à L. 541-6, L. 542-1, L. 542-3, L. 715-1 à L. 715-3, L. 913-1 et L. 916-1.</i>	
Code général des collectivités territoriales	464
<i>Art. L. O.1112-6, L. 1321-1 à L. 1321-8, L. 1612-15, L. 1614-1, L. 1614-2, L. 1614-4 à L. 1614-6, L. 1615-2, L. 1615-7, L. 2122-17 à L. 2122-19, L. 2212-2, L. 2224-16, L. 2224-33, L. 2231-3, L. 2231-17, L. 2251-2, L. 2251-3, L. 2334-24, L. 2531-2, L. 3123-16, L. 3221-3, L. 3231-2, L. 3231-3, L. 4133-5, L. 4135-16, L. 4221-1, L. 4231-3, L. 4332-1, L. 5211-17, L. 5211-26, L. 5211-32, L. 5211-33, L. 5214-23-2, L. 5215-8, L. 5215-35, L. 5215-40, L. 5215-40-1, L. 5721-6-1.</i>	
Code général des impôts	478
<i>Art. 39 A, 1382 B, 1383, 1383 A, 1383 B, 1383 C, 1384 B, 1388 ter, 1395 A, 1395 B, 1395 C, 1396, 1411, 1459, 1464, 1464 A, 1464 B, 1464 D, 1464 E, 1464 F, 1464 G, 1464 H, 1465, 1465 A, 1465 B, 1466 A, 1466 B, 1466 B bis, 1466 C, 1469 A quater, 1518 A, 1609 quinquies C, 1609 nonies C, 1636 B sexies, 1647-00 bis, 1647 B sexies (1^{er} – 1 et 2), 1647 D.</i>	
Code de justice administrative	510
<i>Art. L. 521-1.</i>	
Code monétaire et financier	510
<i>Art. L. 516-1 et L. 518-1.</i>	

Code des pensions civiles et militaires de retraite	510
<i>Art. L. 24.</i>	
Code rural	511
<i>Art. L. 811-1, L. 813-1, L. 813-8 et L. 813-9.</i>	
Code de la santé publique	513
<i>Art. L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-26 à L. 1331-31, L. 1334-1 à L. 1334-6, L. 1336-3, L. 1422-1 et L. 4242-1.</i>	
Code de la sécurité sociale	519
<i>Art. L. 162-24-1, L. 174-1, L. 182-1.</i>	
Code du travail	519
<i>Art. L. 117-4, L. 211-2, L. 323-10, L. 351-21, L. 900-3, L. 910-2, L. 920-4, L. 941-1, L. 941-1-1, L. 941-1-2, L. 941-4, L. 941-5, L. 961-1.</i>	
Code de l'urbanisme	523
<i>Art. L. 141-1, L. 510-1.</i>	
Code de la voirie routière	523
<i>Art. L. 122-4-1, L. 153-4-1.</i>	
Décret impérial du 12 avril 1856 fixant le contingent de l'État dans les dépenses d'entretien des chaussées, des rues, quais, ponts, boulevards et places publiques de la ville de Paris	525
Décret impérial du 23 juin 1866 qui fixe le contingent de l'État dans les frais d'entretien des rues, quais, ponts, boulevards, places publiques de la ville de Paris	525
Loi n° 64-1246 du 16 décembre 1964 relative à la lutte contre les moustiques	526
<i>Art. 5 et 7.</i>	
Ordonnance n° 82-273 du 26 mars 1982 relative aux mesures destinées à assurer aux jeunes de seize à dix-huit ans une qualification professionnelle et à faciliter leur insertion sociale.	526
<i>Art. 2 et 4.</i>	
Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs	527
<i>Art. 28, 28-1 et 28-1-2.</i>	
Loi d'orientation et de programmation n° 82-610 du 15 juillet 1982 pour la recherche et le développement technologique de la France	528
<i>Art. 21.</i>	
Loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État	529
<i>Art. 79.</i>	

Loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État 529

Art. 5, 6, 7 et 9.

Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État..... 531

Art. 41.

Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale..... 531

Art. 3 et 41.

Loi de finances pour 1987 n° 86-1317 du 30 décembre 1986..... 531

Art. 6 (IV bis)

Décret n° 88-273 du 18 mars 1988 relatif au pâturage sur des terrains soumis au régime forestier 533

Art. 2.

Loi n° 89-905 du 19 décembre 1989 favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle 533

Art. 7.

Loi de finances pour 1992 n° 91-1322 du 30 décembre 1991 533

Art. 21 (II).

Loi n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République 534

Art. 133.

Loi n° 92-1255 du 2 décembre 1992 relative à la mise à la disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services 534

Art. 2, 7 et 10.

Loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques 536

Art. 40-1.

Loi n° 94-1131 du 27 décembre 1994 portant statut fiscal de la Corse..... 536

Art. 2 (III).

Loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire 537

Art. 23.

Loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire	537
<i>Art. 2 et 52 (III).</i>	
Loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville .	539
<i>Art. 4 (B) et 7 (III).</i>	
Loi n° 96-1143 du 26 décembre 1996 relative à la zone franche de Corse	540
<i>Art. 3 (B).</i>	
Loi de finances pour 1998 n° 97-1269 du 30 décembre 1997	540
<i>Art. 95 (III).</i>	
Loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage	541
<i>Art. 9.</i>	
Loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité	540
<i>Art. 22.</i>	
Loi d'orientation pour l'outre-mer n° 2000-1207 du 13 décembre 2000	543
<i>Art. 46 (II).</i>	
Loi de finances pour 2001 n° 2000-1352 du 30 décembre 2000	543
<i>Art. 42 (IV).</i>	
Loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale	543
<i>Art. 1^{er} et 2.</i>	
Loi d'orientation n° 2001-602 du 9 juillet 2001 sur la forêt	545
<i>Art. 6 (IV).</i>	
Loi de finances pour 2002 n° 2001-1275 du 28 décembre 2001	545
<i>Art. 17(IV).</i>	
Loi n° 2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse	545
<i>Art. 48 (B).</i>	
Loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité	546
<i>Art. 104 et 105.</i>	
Loi de finances pour 2003 n° 2002-1575 du 30 décembre 2002	547
<i>Art. 26 (B).</i>	

Loi de finances rectificative pour 2002 n° 2002-1576 du 30 décembre 2002	548
<i>Art. 79 (IV et VI).</i>	
Loi de programme pour l'outre-mer n° 2003-660 du 21 juillet 2003	548
<i>Art. 44.</i>	
Loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine n° 2003-710 du 1^{er} août 2003	549
<i>Art. 10 et 27 (III).</i>	

Traité instituant la Communauté européenne signé à Rome le 25 mars 1957

Art. 88. — 1. La Commission procède avec les États membres à l'examen permanent des régimes d'aides existant dans ces États. Elle propose à ceux-ci les mesures utiles exigées par le développement progressif ou le fonctionnement du marché commun.

2. Si, après avoir mis les intéressés en demeure de présenter leurs observations, la Commission constate qu'une aide accordée par un État ou au moyen de ressources d'État n'est pas compatible avec le marché commun aux termes de l'article 87, ou que cette aide est appliquée de façon abusive, elle décide que l'État intéressé doit la supprimer ou la modifier dans le délai qu'elle détermine.

Si l'État en cause ne se conforme pas à cette décision dans le délai imparti, la Commission ou tout autre État intéressé peut saisir directement la Cour de justice, par dérogation aux articles 226 et 227.

Sur demande d'un État membre, le Conseil, statuant à l'unanimité, peut décider qu'une aide, instituée ou à instituer par cet État, doit être considérée comme compatible avec le marché commun, en dérogation des dispositions de l'article 87 ou des règlements prévus à l'article 89, si des circonstances exceptionnelles justifient une telle décision. Si, à l'égard de cette aide, la Commission a ouvert la procédure prévue au présent paragraphe, premier alinéa, la demande de l'État intéressé adressée au Conseil aura pour effet de suspendre ladite procédure jusqu'à la prise de position du Conseil.

Toutefois, si le Conseil n'a pas pris position dans un délai de trois mois à compter de la demande, la Commission statue.

3. La Commission est informée, en temps utile pour présenter ses observations, des projets tendant à instituer ou à modifier des aides. Si elle estime qu'un projet n'est pas compatible avec le marché commun, aux termes de l'article 87, elle ouvre sans délai la procédure prévue au paragraphe précédent. L'État membre intéressé ne peut mettre à exécution les mesures projetées, avant que cette procédure ait abouti à une décision finale.

Art. 89. — Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, peut prendre tous règlements utiles en vue de l'application des articles 87 et 88 et fixer notamment les conditions d'application de l'article 88, paragraphe 3, et les catégories d'aides qui sont dispensées de cette procédure.

Code de l'action sociale et des familles

Art. L. III-2. — Les personnes de nationalité étrangère bénéficient dans les conditions propres à chacune de ces prestations :

1° Des prestations d'aide sociale à l'enfance ;

2° De l'aide sociale en cas d'admission dans un centre d'hébergement et de réinsertion sociale ;

3° De l'aide médicale de l'État ;

4° Des allocations aux personnes âgées prévues à l'article L. 231-1 à condition qu'elles justifient d'une résidence ininterrompue en France métropolitaine depuis au moins quinze ans avant soixante-dix ans.

Elles bénéficient des autres formes d'aide sociale, à condition qu'elles justifient d'un titre exigé des personnes de nationalité étrangère pour séjourner régulièrement en France.

Pour tenir compte de situations exceptionnelles, il peut être dérogé aux conditions fixées à l'alinéa ci-dessus par décision du ministre chargé de l'action sociale. Les dépenses en résultant sont à la charge de l'État.

Art. L. 132-8. — Des recours sont exercés, selon le cas, par l'État ou le département :

1° Contre le bénéficiaire revenu à meilleure fortune ou contre la succession du bénéficiaire ;

2° Contre le donataire, lorsque la donation est intervenue postérieurement à la demande d'aide sociale ou dans les dix ans qui ont précédé cette demande ;

3° Contre le légataire.

En ce qui concerne les prestations d'aide sociale à domicile, de soins de ville prévus par l'article L. 111-2 et la prise en charge du forfait journalier, les conditions dans lesquelles les recours sont exercés, en prévoyant, le cas échéant, l'existence d'un seuil de dépenses supportées par l'aide sociale, en deçà duquel il n'est pas procédé à leur recouvrement, sont fixées par voie réglementaire.

Le recouvrement sur la succession du bénéficiaire de l'aide sociale à domicile ou de la prise en charge du forfait journalier s'exerce sur la partie de l'actif net successoral, défini selon les règles de droit commun, qui excède un seuil fixé par voie réglementaire.

Art. L. 145-1. — Le représentant de l'État dans le département et le président du conseil général prévoient, par convention, la mise en place d'une commission de l'action sociale d'urgence chargée d'assurer la coordination des dispositifs susceptibles d'allouer des aides, notamment financières, aux personnes et aux familles rencontrant de graves difficultés.

La commission comprend notamment des représentants des services de l'État, du conseil général, des communes et des caisses d'allocations familiales ainsi que de tout autre organisme intervenant au titre des dispositifs mentionnés à l'alinéa précédent.

Art. L. 145-2. — Le comité départemental de coordination des politiques de prévention et de lutte contre les exclusions comprend le représentant de l'État dans le département, le président du conseil général, des représentants des collectivités territoriales, des représentants des administrations ainsi que des représentants des autres catégories de membres siégeant notamment dans chacune des instances suivantes : conseil départemental d'insertion, commission de l'action sociale d'urgence, comité départemental de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi, conseil départemental de l'insertion par l'activité économique, comité responsable du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées, conseil départemental de prévention de la délinquance, conseil départemental d'hygiène, commission de surendettement des particuliers.

Ce comité est présidé par le représentant de l'État dans le département qui le réunit au moins deux fois par an.

Les règles de composition, les missions et les modalités de fonctionnement du comité institué par le présent article sont fixées par décret.

Art. L. 145-3. — La coordination des interventions de tous les acteurs engagés dans la prévention et la lutte contre les exclusions est assurée par la conclusion de conventions entre les collectivités territoriales et organismes dont ils relèvent. Ces conventions déterminent le niveau de territoire pertinent pour la coordination.

Elles précisent les objectifs poursuivis et les moyens mis en œuvre pour les atteindre. Elles portent sur la recherche de cohérence de l'accompagnement personnalisé, par la mise en réseau des différents intervenants permettant une orientation de la personne vers l'organisme le plus à même de traiter sa demande. Elles portent également sur la complémentarité des modes d'intervention collective et des initiatives de développement social local et sur la simplification de l'accès aux services concernés.

Art. L. 145-4. — Un décret en Conseil d'État précise les modalités de conclusion des conventions prévues à l'article L. 145-3.

Art. L. 261-4. — Un dispositif national d'aide et de prévention aide les familles et les personnes mentionnées à l'article L. 115-3 à faire face à leurs dépenses d'eau, d'électricité et de gaz.

Ce dispositif fait l'objet de conventions nationales passées entre l'État, Électricité de France, Gaz de France et les distributeurs d'eau, définissant notamment le montant et les modalités de leurs concours financiers respectifs.

Dans chaque département, des conventions sont passées entre le représentant de l'État, les représentants d'Électricité de France, de Gaz de France, chaque distributeur d'énergie ou d'eau, chaque collectivité territoriale ou groupement de collectivités concerné qui le souhaite et, le cas échéant, avec chaque centre communal ou intercommunal d'action sociale, les organismes de protection sociale et les associations de solidarité. Elles déterminent notamment les conditions d'application des conventions nationales et les actions préventives et éducatives en matière de maîtrise d'énergie ou d'eau.

Art. L. 263-17. — Le financement du fonds départemental est assuré par l'État et le département. La participation du département est au moins égale à celle de l'État.

La région, les communes et les organismes de protection sociale peuvent également participer au financement du fonds.

La participation des communes peut être affectée à des fonds locaux créés en application de l'article L. 263-16.

Art. L. 312-1. — I. — Sont des établissements et services sociaux et médico-sociaux, au sens du présent code, les établissements et les services, dotés ou non d'une personnalité morale propre, énumérés ci-après :

1° Les établissements ou services prenant en charge habituellement, y compris au titre de la prévention, des mineurs et des majeurs de moins de vingt et un ans relevant de l'article L. 222-5 ;

2° Les établissements ou services d'enseignement et d'éducation spéciale qui assurent, à titre principal, une éducation adaptée et un accompagnement social ou médico-social aux mineurs ou jeunes adultes handicapés ou présentant des difficultés d'adaptation ;

3° Les centres d'action médico-sociale précoce mentionnés à l'article L. 2132-4 du code de la santé publique ;

4° Les établissements ou services mettant en œuvre les mesures éducatives ordonnées par l'autorité judiciaire en application de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ou des articles 375 à 375-8 du code civil ou concernant des majeurs de moins de vingt et un ans ;

5° Les établissements ou services :

a) D'aide par le travail, à l'exception des structures conventionnées pour les activités visées à l'article L. 322-4-16 du code du travail et des ateliers protégés définis aux articles L. 323-30 et suivants du même code ;

b) De réadaptation, de préorientation et de rééducation professionnelle mentionnés à l'article L. 323-15 du code du travail ;

6° Les établissements et les services qui accueillent des personnes âgées ou qui leur apportent à domicile une assistance dans les actes quotidiens de la vie, des prestations de soins ou une aide à l'insertion sociale ;

7° Les établissements et les services, y compris les foyers d'accueil médicalisé, qui accueillent des personnes adultes handicapées, quel que soit leur degré de handicap ou leur âge, ou des personnes atteintes de pathologies chroniques, qui leur apportent à domicile une assistance dans les actes quotidiens de la vie, des prestations de soins ou une aide à l'insertion sociale ou bien qui leur assurent un accompagnement médico-social en milieu ouvert ;

8° Les établissements ou services comportant ou non un hébergement, assurant l'accueil, notamment dans les situations d'urgence, le soutien ou l'accompagnement social, l'adaptation à la vie active ou l'insertion sociale et professionnelle des personnes ou des familles en difficulté ou en situation de détresse ;

9° Les établissements ou services qui assurent l'accueil et l'accompagnement de personnes confrontées à des difficultés spécifiques en vue de favoriser l'adaptation à la vie active et l'aide à l'insertion sociale et professionnelle ou d'assurer des prestations de soins et de suivi médical, dont les centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie et les appartements de coordination thérapeutique ;

10° Les foyers de jeunes travailleurs qui relèvent des dispositions des articles L. 351-2 et L. 353-2 du code de la construction et de l'habitation ;

11° Les établissements ou services, dénommés selon les cas centres de ressources, centres d'information et de coordination ou centres prestataires de services de proximité, mettant en œuvre des actions de dépistage, d'aide, de soutien, de formation ou d'information, de conseil, d'expertise ou de coordination au bénéfice d'usagers, ou d'autres établissements et services ;

12° Les établissements ou services à caractère expérimental.

Les établissements et services sociaux et médico-sociaux délivrent des prestations à domicile, en milieu de vie ordinaire, en accueil familial ou dans une structure de prise en charge. Ils assurent l'accueil à titre permanent, temporaire ou selon un mode séquentiel, à temps complet ou partiel, avec ou sans hébergement, en internat, semi-internat ou externat.

II. — Les conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement des établissements et services relevant des catégories mentionnées au présent article, à l'exception du 12° du I, sont définies par décret après avis de la section sociale du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Les établissements mentionnés aux 1°, 2°, 6° et 7° du I s'organisent en unités de vie favorisant le confort et la qualité de séjour des personnes accueillies, dans des conditions et des délais fixés par décret.

Les prestations délivrées par les établissements et services mentionnés aux 1° à 12° du I sont réalisées par des équipes pluridisciplinaires qualifiées. Ces établissements et services sont dirigés par des professionnels dont le niveau de qualification est fixé par décret et après consultation de la branche professionnelle ou, à défaut, des fédérations ou organismes représentatifs des organismes gestionnaires d'établissements et services sociaux et médico-sociaux concernés.

III. — Les lieux de vie et d'accueil qui ne constituent pas des établissements et services sociaux ou médico-sociaux au sens du I doivent faire application des articles L. 311-4 à L. 311-8. Ils sont également soumis à l'autorisation mentionnée à l'article L. 313-1 et aux dispositions des articles L. 313-13 à L. 313-25, dès lors qu'ils ne relèvent ni des dispositions prévues au titre II du livre IV relatives aux assistants maternels, ni de celles relatives aux particuliers accueillant des personnes âgées ou handicapées prévues au titre IV dudit livre. Un décret fixe le nombre minimal et maximal des personnes que ces structures peuvent accueillir.

Art. L. 313-20. — Le président du conseil général exerce un contrôle sur les établissements et services relevant de sa compétence au titre des dispositions mentionnées aux a et c de l'article L. 313-3 dans les conditions prévues par l'article L. 133-2.

L'autorité judiciaire et les services relevant de l'autorité du garde des sceaux, ministre de la justice, exercent, sans préjudice des pouvoirs reconnus au président du conseil général, un contrôle sur les établissements et services mentionnés au 4° du I de l'article 312-1.

Code de l'aviation civile

Art. L. 221-1. — La création d'un aérodrome destiné à la circulation aérienne publique, lorsqu'il n'appartient pas à l'État, est subordonnée à la conclusion d'une convention entre le ministre chargé de l'aviation civile et la personne physique ou la personne morale de droit public ou de droit privé qui crée l'aérodrome.

Code civil

Art. 375. — Si la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur non émancipé sont en danger, ou si les conditions de son éducation sont gravement compromises, des mesures d'assistance éducative peuvent être ordonnées par justice à la requête des père et mère conjointement, ou de l'un d'eux, de la personne ou du service à qui l'enfant a été confié ou du tuteur, du mineur lui-même ou du ministère public. Le juge peut se saisir d'office à titre exceptionnel.

Elles peuvent être ordonnées en même temps pour plusieurs enfants relevant de la même autorité parentale.

La décision fixe la durée de la mesure sans que celle-ci puisse, lorsqu'il s'agit d'une mesure éducative exercée par un service ou une institution, excéder deux ans. La mesure peut être renouvelée par décision motivée.

Art. 375-1. — Le juge des enfants est compétent, à charge d'appel, pour tout ce qui concerne l'assistance éducative.

Il doit toujours s'efforcer de recueillir l'adhésion de la famille à la mesure envisagée.

Art. 375-2. — Chaque fois qu'il est possible, le mineur doit être maintenu dans son milieu actuel. Dans ce cas, le juge désigne, soit une personne qualifiée, soit un service d'observation, d'éducation ou de rééducation en milieu ouvert, en lui donnant mission d'apporter aide et conseil à la famille, afin de surmonter les difficultés matérielles ou morales qu'elle rencontre. Cette personne ou ce service est chargé de suivre le développement de l'enfant et d'en faire rapport au juge périodiquement.

Le juge peut aussi subordonner le maintien de l'enfant dans son milieu à des obligations particulières, telles que celle de fréquenter régulièrement un établissement sanitaire ou d'éducation, ordinaire ou spécialisé, ou d'exercer une activité professionnelle.

Art. 375-3. — S'il est nécessaire de retirer l'enfant de son milieu actuel, le juge peut décider de le confier :

- 1° À l'autre parent ;
- 2° À un autre membre de la famille ou à un tiers digne de confiance ;
- 3° À un service ou à un établissement sanitaire ou d'éducation, ordinaire ou spécialisé ;
- 4° À un service départemental de l'aide sociale à l'enfance.

Toutefois, lorsqu'une requête en divorce a été présentée ou un jugement de divorce rendu entre les père et mère, ces mesures ne peuvent être prises que si un fait nouveau de nature à entraîner un danger pour le mineur s'est révélé postérieurement à la décision statuant sur les modalités de l'exercice de l'autorité parentale ou confiant l'enfant à un tiers. Elles ne peuvent faire obstacle à la

faculté qu'aura le juge aux affaires familiales de décider, par application de l'article 373-3, à qui l'enfant devra être confié. Les mêmes règles sont applicables à la séparation de corps.

Art. 375-4. — Dans les cas spécifiés aux 1^o, 2^o et 3^o de l'article précédent, le juge peut charger, soit une personne qualifiée, soit un service d'observation, d'éducation ou de rééducation en milieu ouvert d'apporter aide et conseil à la personne ou au service à qui l'enfant a été confié ainsi qu'à la famille et de suivre le développement de l'enfant.

Dans tous les cas, le juge peut assortir la remise de l'enfant des mêmes modalités que sous l'article 375-2, deuxième alinéa. Il peut aussi décider qu'il lui sera rendu compte périodiquement de la situation de l'enfant.

Art. 375-5. — À titre provisoire mais à charge d'appel, le juge peut, pendant l'instance, soit ordonner la remise provisoire du mineur à un centre d'accueil ou d'observation, soit prendre l'une des mesures prévues aux articles 375-3 et 375-4.

En cas d'urgence, le procureur de la République du lieu où le mineur a été trouvé a le même pouvoir, à charge de saisir dans les huit jours le juge compétent, qui maintiendra, modifiera ou rapportera la mesure.

Art. 375-6. — Les décisions prises en matière d'assistance éducative peuvent être, à tout moment, modifiées ou rapportées par le juge qui les a rendues soit d'office, soit à la requête des père et mère conjointement, ou de l'un d'eux, de la personne ou du service à qui l'enfant a été confié ou du tuteur, du mineur lui-même ou du ministère public.

Art. 375-7. — Les père et mère dont l'enfant a donné lieu à une mesure d'assistance éducative, conservent sur lui leur autorité parentale et en exercent tous les attributs qui ne sont pas inconciliables avec l'application de la mesure. Ils ne peuvent émanciper l'enfant sans autorisation du juge des enfants, tant que la mesure d'assistance éducative reçoit application.

S'il a été nécessaire de placer l'enfant hors de chez ses parents, ceux-ci conservent un droit de correspondance et un droit de visite. Le juge en fixe les modalités et peut même, si l'intérêt de l'enfant l'exige, décider que l'exercice de ces droits, ou de l'un d'eux, sera provisoirement suspendu. Le juge peut indiquer que le lieu de placement de l'enfant doit être recherché afin de faciliter, autant que possible, l'exercice du droit de visite par le ou les parents.

Art. 375-8. — Les frais d'entretien et d'éducation de l'enfant qui a fait l'objet d'une mesure d'assistance éducative continuent d'incomber à ses père et mère ainsi qu'aux ascendants auxquels des aliments peuvent être réclamés, sauf la faculté pour le juge de les en décharger en tout ou en partie.

Art. 375-9. — La décision confiant le mineur, sur le fondement du 3^o de l'article 375-3, à un établissement recevant des personnes hospitalisées en raison de troubles mentaux, est ordonnée après avis médical circonstancié d'un médecin extérieur à l'établissement, pour une durée ne pouvant excéder quinze jours.

La mesure peut être renouvelée, après avis médical conforme d'un psychiatre de l'établissement d'accueil, pour une durée d'un mois renouvelable.

Code de la construction et de l'habitation

Art. L. 301-2. — La politique d'aide au logement comprend notamment :

1^o Des aides publiques à l'investissement en faveur du logement locatif, à la construction neuve de logements, à l'acquisition avec amélioration de logements existants et aux opérations de restructuration urbaine. Les aides sont majorées lorsque les logements servent à l'intégration de personnes rencontrant des difficultés sociales particulières ;

2° Des aides publiques, accordées sous condition de ressources, aux personnes accédant à la propriété de leur logement, sous la forme d'avances remboursables sans intérêt et de prêts d'accès sociale à taux réduit ;

3° Des aides publiques à l'investissement pour les travaux d'amélioration des logements existants réalisés par les propriétaires bailleurs, dans le parc locatif social et dans le parc privé, ainsi que par les propriétaires occupants sous condition de ressources ;

4° Des aides publiques à l'investissement pour les logements locatifs privés soumis en contrepartie à des conditions de loyer encadré et destinés à des personnes sous condition de ressources ;

5° Des aides personnelles au logement, dont l'aide personnalisée instituée au chapitre I^{er} du titre V du présent livre, qui sont versées aux locataires ou aux propriétaires accédants, sous condition de ressources.

Art. L. 301-3. — Les aides de l'État en faveur de l'habitat sont réparties par la loi de finances entre les actions d'intérêt national et les interventions locales.

Dans chaque région, le représentant de l'État répartit les crédits entre les départements en prenant en considération les priorités régionales mentionnées à l'article L. 301-5 et après consultation du conseil régional.

Dans chaque département et après avis du conseil général, le représentant de l'État répartit les crédits affectés au département en tenant compte des priorités définies dans les programmes locaux de l'habitat élaborés par les communes ou leurs groupements et en veillant au respect des objectifs nationaux, notamment pour le logement des personnes mal logées ou défavorisées.

Art. L. 302-4. — Après l'adoption d'un programme local de l'habitat, une convention entre l'État et l'établissement public de coopération intercommunale fixe, si cet établissement est doté de la compétence de politique du logement, l'aide financière que, dans la limite des dotations ouvertes par les lois de finances, l'État apportera en matière d'habitat et d'action foncière, notamment pour permettre, dans les communes visées à l'article L. 302-5, l'accroissement net minimum du nombre de logements locatifs sociaux prévu au dernier alinéa de l'article L. 302-8. Cette convention est conclue pour une période de trois ans. À l'issue de cette période, une nouvelle convention, d'une durée maximale de trois ans, peut être conclue dans les mêmes conditions, pour la durée restant à courir du programme local de l'habitat.

Art. L. 302-4-1. — Si dans un délai de deux ans à compter de la publication de la loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville, un établissement public de coopération intercommunale n'a pas été constitué ou saisi pour élaborer un programme local de l'habitat, une commune peut, en coopération avec le représentant de l'État, élaborer seule un tel programme dans les conditions définies aux articles L. 302-1 à L. 302-3.

Art. L. 302-10. — Toute commune comprenant sur son territoire tout ou partie d'une zone urbaine sensible définie au 3 de l'article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire doit être dotée d'un programme local de l'habitat dans un délai de deux ans.

Ce délai court soit à compter du 1^{er} janvier 1997 si la zone urbaine sensible est inscrite à cette date sur la liste prévue au 3 de l'article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 précitée, soit à compter de la date de l'inscription de la zone urbaine sensible sur cette liste lorsque celle-ci est postérieure.

Le délai de deux ans prévu au premier alinéa est porté à trois ans lorsque l'établissement du programme local de l'habitat relève d'un établissement public de coopération intercommunale en application de l'article L. 302-1.

Lorsqu'au terme des délais ci-dessus mentionnés aucun programme local de l'habitat n'a été adopté, le préfet se substitue à la commune concernée ou à l'établissement public de coopération intercommunale. Les dépenses afférentes à son élaboration sont obligatoires pour la commune au sens de l'article L. 2321-1 du code général des collectivités territoriales

Art. L. 351-14. — Il est créé dans chaque département une commission compétente pour :

1° Décider, selon des modalités fixées par décret, du maintien du versement de l'aide personnalisée au logement lorsque le bénéficiaire ne règle pas la part de dépense de logement restant à sa charge ;

2° Statuer sur les demandes de remise de dettes présentées à titre gracieux par les bénéficiaires de l'aide personnalisée au logement en cas de réclamation d'un trop-perçu effectuée par l'organisme payeur ;

3° Statuer sur les contestations des décisions des organismes ou services chargés du paiement de l'aide personnalisée au logement ou de la prime de déménagement.

Cette commission est présidée par le préfet ou son représentant.

Un décret détermine sa composition, le délai dans lequel elle doit être saisie et les conditions dans lesquelles elle peut déléguer aux services chargés du paiement de l'aide personnalisée au logement ou de la prime de déménagement tout ou partie de ses compétences à l'exception de celle mentionnée au 1° ci-dessus.

Les recours relatifs à ces décisions sont portés devant la juridiction administrative.

Art. L. 353-2. — Les conventions mentionnées à l'article L. 351-2 sont conclues entre l'État et les bailleurs de logements précisés à cet article.

Elles déterminent, dans le cadre des conventions types mentionnées au même article, les obligations des parties et fixent notamment :

- les travaux d'amélioration qui incombent aux bailleurs ;
- les caractéristiques techniques des logements après construction ou amélioration ;
- les conditions et les modalités, le cas échéant, du relogement provisoire pendant la durée des travaux ;
- les conditions d'occupation et de peuplement desdits logements ;
- le nombre de logements réservés à des familles ou à des occupants sortant d'habitats insalubres ou d'immeubles menaçant ruine ;
- la durée minimale des baux et les modalités selon lesquelles ils pourront être résiliés ou reconduits à la volonté du locataire pendant la durée de la convention ;
- le montant maximum des loyers, des cautionnements et avances et les modalités de leur évolution ainsi que les charges dont le remboursement incombe aux locataires ;
- les obligations des bailleurs à l'égard des organismes chargés de la liquidation et du paiement de l'aide personnalisée au logement ainsi que le montant de leur contribution au fonds national de l'habitation ;
- les conditions de leur révision ainsi que leur durée qui ne peut être inférieure à neuf ans ;

— les sanctions encourues pour le non-respect des engagements conventionnels, y compris la résiliation de la convention aux torts du bailleur après mise en demeure.

Art. L. 521-3. — I. — En cas d'interdiction temporaire d'habiter et d'utiliser les lieux, le propriétaire ou, lorsque l'interdiction porte sur un immeuble à usage total ou partiel d'hébergement, l'exploitant est tenu d'assurer l'hébergement décent des occupants, lequel doit correspondre à leurs besoins. À défaut, le représentant de l'État dans le département prend les dispositions nécessaires pour assurer leur hébergement provisoire.

Le coût de cet hébergement est mis à la charge du propriétaire ou de l'exploitant. La créance est recouvrée comme en matière de contributions directes et garantie par une hypothèque légale sur l'immeuble ou, s'il s'agit d'un immeuble relevant des dispositions de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut des copropriétés des immeubles bâtis, sur le ou les lots concernés.

II. — En cas d'interdiction définitive d'habiter et d'utiliser les lieux, le propriétaire ou l'exploitant doit assurer le relogement des occupants. Cette obligation est satisfaite par la présentation à l'occupant de l'offre d'un logement correspondant à ses besoins et à ses possibilités. En cas de défaillance du propriétaire ou de l'exploitant, la collectivité publique à l'initiative de laquelle la procédure d'insalubrité ou de péril a été engagée prend les dispositions nécessaires pour les reloger.

Le propriétaire ou l'exploitant est tenu de verser à l'occupant évincé une indemnité d'un montant égal à trois mois de son nouveau loyer et destinée à couvrir ses frais de réinstallation. Lorsque la collectivité publique a procédé au relogement, le propriétaire ou l'exploitant lui verse, à titre d'indemnité, une somme comprise entre 300 € et 600 € par personne relogée.

La créance résultant du non-respect de cette obligation est recouvrée comme en matière de contributions directes et garantie par une hypothèque légale sur l'immeuble ou chaque lot de copropriété concerné d'un immeuble soumis à la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 précitée.

Le propriétaire est tenu au respect de ces obligations si le bail est résilié par le locataire en application des dispositions du dernier alinéa de l'article 1724 du code civil ou s'il expire entre la date de la notification des arrêtés portant interdiction définitive d'habiter et la date d'effet de cette interdiction.

Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure

Art. I-2. — Une expérimentation peut être engagée pour une durée maximale de six ans pendant laquelle la collectivité ou le groupement de collectivités est compétent pour aménager et exploiter le domaine dont la propriété ne lui est pas transférée.

Le transfert de propriété deviendra effectif à l'issue de cette période, sauf si la collectivité ou le groupement de collectivités a renoncé au transfert au moins six mois avant la clôture de l'expérimentation. Le transfert s'opère dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État.

L'État et la collectivité ou le groupement de collectivités ayant opté pour l'expérimentation déterminent conjointement les cours d'eau, canaux, lacs et plans d'eau concernés par le transfert. Ils signent une convention définissant les conditions et la durée de l'expérimentation. Durant cette période d'expérimentation, la collectivité territoriale ou le groupement de collectivités territoriales peut faire appel à l'établissement public à caractère industriel et commercial Voies navigables de France selon des modalités qui seront définies par une convention tripartite entre l'État, les collectivités concernées et Voies navigables de France.

Art. I-3. — Un décret en Conseil d'État précise les conditions du transfert dans le domaine public d'une collectivité ou d'un groupement de collectivités et les modalités selon lesquelles les différentes personnes publiques ayant bénéficié du transfert de propriété et de compétences assurent la cohérence de la gestion du domaine public ayant fait l'objet du transfert. Ce décret fixe également la liste des cours d'eau et canaux d'intérêt national notamment utiles au transport de marchandises qui ne peuvent faire l'objet d'un transfert.

Art. 2-1. — Le classement d'un cours d'eau, d'une section de cours d'eau, d'un canal, lac ou plan d'eau dans le domaine public fluvial de l'État pour l'un des motifs énumérés à l'article 1^{er} est prononcé, après enquête publique, par arrêté du préfet territorialement compétent, tous les droits des riverains du cours d'eau ou des propriétaires du lac et des tiers demeurant réservés. Le classement d'un cours d'eau, d'une section de cours d'eau, d'un canal, lac ou plan d'eau dans le domaine public fluvial d'une collectivité territoriale ou d'un groupement est prononcé après enquête publique par arrêté du préfet coordonnateur de bassin, après avis des assemblées délibérantes des collectivités territoriales sur le territoire desquelles se situe le domaine à classer, ainsi que du comité de bassin compétent, tous les droits des riverains du cours d'eau ou des propriétaires du lac et des tiers demeurant réservés.

Les indemnités pouvant être dues en raison des dommages entraînés par ce classement sont fixées comme en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, compensation faite des avantages que les intéressés peuvent en retirer.

Art. 4. — 1. Le déclassement d'un cours d'eau, d'une section de cours d'eau, d'un canal, lac ou plan d'eau faisant partie du domaine public fluvial de l'État est prononcé, après enquête publique et consultation des collectivités territoriales intéressées, par arrêté du préfet territorialement compétent, tous les droits des riverains et des tiers demeurant réservés.

Le déclassement d'un cours d'eau, d'une section de cours d'eau, d'un canal, lac ou plan d'eau faisant partie du domaine public fluvial de l'État emporte sa radiation de la nomenclature des voies navigables ou flottables de l'État.

Dans le cas d'un transfert de propriété du domaine public fluvial de l'État au profit d'une collectivité territoriale ou d'un groupement, tel que prévu à l'article 1^{er}-1, l'acte opérant le transfert emporte déclassement du domaine public fluvial de l'État.

2. Le déclassement d'un cours d'eau, d'une section de cours d'eau, d'un canal, lac ou plan d'eau faisant partie du domaine public fluvial d'une collectivité territoriale ou d'un groupement est prononcé après enquête publique par la personne responsable de l'autorité exécutive de la collectivité territoriale ou du groupement, après consultation du comité de bassin et des assemblées délibérantes des autres collectivités territoriales sur le territoire desquelles se situe le domaine à déclasser, tous les droits des riverains et des tiers demeurant réservés.

Code de l'éducation

Art. L. 211-2. — Chaque année, les autorités compétentes de l'État arrêtent la structure pédagogique générale des établissements d'enseignement du second degré en tenant compte du schéma prévisionnel des formations mentionné à l'article L. 214-1. Le représentant de l'État arrête la liste annuelle des opérations de construction ou d'extension des établissements que l'État s'engage à doter des postes qu'il juge indispensables à leur fonctionnement administratif et pédagogique. Cette liste est arrêtée compte tenu du programme prévisionnel des investissements et après accord de la commune d'implantation et de la collectivité compétente.

Art. L. 212-4. — La commune a la charge des écoles publiques. Elle est propriétaire des locaux et en assure la construction, la reconstruction, l'extension, les grosses réparations, l'équipement et le fonctionnement.

Art. 213-12. — S'ils n'ont pas décidé de les prendre en charge eux-mêmes, le conseil général ou l'autorité compétente pour l'organisation des transports urbains peuvent confier par convention tout ou partie de l'organisation des transports scolaires à des communes, établissements publics de coopération intercommunale, syndicats mixtes, établissements d'enseignement, associations de parents d'élèves et associations familiales.

Si aucune convention confiant l'organisation des transports scolaires à l'une des personnes morales qui en détenaient la responsabilité au 1^{er} septembre 1984 n'est intervenue avant le 1^{er} septembre 1988, la responsabilité de l'organisation et du fonctionnement de ces transports est

exercée de plein droit, selon les cas, par le département ou par l'autorité compétente pour l'organisation des transports urbains.

Les modalités des conventions passées avec les entreprises, et notamment les conditions de dénonciation, sont déterminées par décret en Conseil d'État.

Art. L. 216-1. — Les communes, départements ou régions peuvent organiser dans les établissements scolaires, pendant leurs heures d'ouverture et avec l'accord des conseils et autorités responsables de leur fonctionnement, des activités éducatives, sportives et culturelles complémentaires. Ces activités sont facultatives et ne peuvent se substituer ni porter atteinte aux activités d'enseignement et de formation fixées par l'État. Les communes, départements et régions en supportent la charge financière. Des agents de l'État, dont la rémunération leur incombe, peuvent être mis à leur disposition.

L'organisation des activités susmentionnées est fixée par une convention, conclue entre la collectivité intéressée et l'établissement scolaire, qui détermine notamment les conditions dans lesquelles les agents de l'État peuvent être mis à la disposition de la collectivité.

Art. L. 335-6. — I. — Les diplômes et titres à finalité professionnelle délivrés au nom de l'État sont créés par décret et organisés par arrêté des ministres compétents, après avis d'instances consultatives associant les organisations représentatives d'employeurs et de salariés quand elles existent, sans préjudice des dispositions des articles L. 331-1, L. 335-14, L. 613-1, L. 641-4 et L. 641-5 du présent code et L. 811-2 et L. 813-2 du code rural.

II. — Il est créé un répertoire national des certifications professionnelles. Les diplômes et les titres à finalité professionnelle y sont classés par domaine d'activité et par niveau.

Les diplômes et titres à finalité professionnelle, ainsi que les certificats de qualification figurant sur une liste établie par la commission paritaire nationale de l'emploi d'une branche professionnelle, peuvent y être enregistrés, par arrêté du Premier ministre, à la demande des organismes les ayant créés et après avis de la Commission nationale de la certification professionnelle.

Ceux qui sont délivrés au nom de l'État et créés après avis d'instances consultatives associant les organisations représentatives d'employeurs et de salariés sont enregistrés de droit dans ce répertoire.

La Commission nationale de la certification professionnelle, placée auprès du Premier ministre, établit et actualise le répertoire national des certifications professionnelles. Elle veille au renouvellement et à l'adaptation des diplômes et titres à l'évolution des qualifications et de l'organisation du travail.

Elle émet des recommandations à l'attention des institutions délivrant des diplômes, des titres à finalité professionnelle ou des certificats de qualification figurant sur une liste établie par la commission paritaire nationale de l'emploi d'une branche professionnelle ; en vue d'assurer l'information des particuliers et des entreprises, elle leur signale notamment les éventuelles correspondances totales ou partielles entre les certifications enregistrées dans le répertoire national, ainsi qu'entre ces dernières et d'autres certifications, notamment européennes.

Un décret en Conseil d'État détermine les conditions d'enregistrement des diplômes et titres dans le répertoire national ainsi que la composition et les attributions de la commission.

Art. L. 421-1. — Les collèges, les lycées et les établissements d'éducation spéciale sont des établissements publics locaux d'enseignement. Sous réserve des dispositions du présent chapitre, les dispositions relatives au contrôle administratif visé au titre III du livre premier de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales leur sont applicables.

Ces établissements sont créés par arrêté du représentant de l'État sur proposition, selon le cas, du département, de la région ou, dans le cas prévu aux articles L. 216-5 et L. 216-6 du présent code, de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale intéressé.

Art. L. 441-3. — Les oppositions à l'ouverture d'une école privée sont jugées contradictoirement par le conseil académique de l'éducation nationale dans le délai d'un mois.

Appel de la décision rendue peut être interjeté dans les dix jours à compter de la notification de cette décision. L'appel est reçu par l'inspecteur d'académie ; il est soumis au Conseil supérieur de l'éducation et jugé contradictoirement dans le délai d'un mois.

Le demandeur peut se faire assister ou se faire représenter par un conseil devant le conseil académique et devant le Conseil supérieur.

En aucun cas, l'ouverture ne peut avoir lieu avant la décision d'appel.

Art. L. 441-7. — Pendant le mois qui suit le dépôt des pièces requises par l'article L. 441-5, le recteur, le représentant de l'État dans le département et le procureur de la République peuvent se pourvoir devant le conseil académique de l'éducation nationale et s'opposer à l'ouverture de l'établissement, dans l'intérêt des bonnes mœurs ou de l'hygiène. Après ce délai, s'il n'est intervenu aucune opposition, l'établissement peut être immédiatement ouvert.

En cas d'opposition, le conseil académique se prononce contradictoirement dans le délai d'un mois.

Appel de la décision rendue peut être interjeté dans les dix jours à compter de la notification de cette décision. L'appel est reçu par l'inspecteur d'académie ; il est soumis au Conseil supérieur de l'éducation et jugé contradictoirement dans le délai d'un mois.

Le demandeur peut se faire assister ou se faire représenter par un conseil devant le conseil académique et devant le Conseil supérieur.

En aucun cas, l'ouverture ne peut avoir lieu avant la décision d'appel.

Art. L. 442-5. — Les établissements d'enseignement privés du premier et du second degré peuvent demander à passer avec l'État un contrat d'association à l'enseignement public, s'ils répondent à un besoin scolaire reconnu qui doit être apprécié en fonction des principes énoncés aux articles L. 141-2, L. 151-1 et L. 442-1.

Le contrat d'association peut porter sur une partie ou sur la totalité des classes de l'établissement. Dans les classes faisant l'objet du contrat, l'enseignement est dispensé selon les règles et programmes de l'enseignement public. Il est confié, en accord avec la direction de l'établissement, soit à des maîtres de l'enseignement public, soit à des maîtres liés à l'État par contrat.

Les dépenses de fonctionnement des classes sous contrat sont prises en charge dans les mêmes conditions que celles des classes correspondantes de l'enseignement public.

Les établissements organisent librement toutes les activités extérieures au secteur sous contrat.

Art. L. 442-12. — Les établissements d'enseignement privés du premier degré peuvent passer avec l'État un contrat simple suivant lequel les maîtres agréés reçoivent de l'État leur rémunération qui est déterminée compte tenu notamment de leurs diplômes et des rémunérations en vigueur dans l'enseignement public.

Le contrat simple porte sur une partie ou sur la totalité des classes des établissements. Il entraîne le contrôle pédagogique et le contrôle financier de l'État.

Peuvent bénéficier d'un contrat simple les établissements justifiant des seules conditions suivantes : durée de fonctionnement, qualification des maîtres, nombre d'élèves, salubrité des locaux scolaires. Ces conditions sont précisées par décret.

Les communes peuvent participer dans les conditions qui sont déterminées par décret aux dépenses des établissements privés qui bénéficient d'un contrat simple.

Il n'est pas porté atteinte aux droits que les départements et les autres personnes publiques tiennent de la législation en vigueur.

Art. L. 541-2. — Tous les membres du personnel des établissements d'enseignement et d'éducation, publics ou privés et toutes les personnes se trouvant en contact habituel avec les élèves dans l'enceinte desdits établissements sont obligatoirement soumis, périodiquement, et au moins tous les deux ans, à un examen médical de dépistage des maladies contagieuses.

Ils reçoivent à cette occasion par le médecin scolaire une information concernant les causes, les conséquences et les moyens de traitement et de lutte contre le tabagisme, l'alcoolisme et la toxicomanie.

Art. L. 541-3. — Dans chaque chef-lieu de département et d'arrondissement, dans chaque commune de plus de 5 000 habitants et dans les communes désignées par arrêté ministériel, un ou plusieurs centres médico-sociaux scolaires sont organisés pour les visites et examens prescrits aux articles L. 541-1 et L. 541-2.

Ils concourent à la mise en œuvre des actions coordonnées de prévention et d'éducation à la santé que comporte le programme régional pour l'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies prévu à l'article L. 1411-5 du code de la santé publique.

Art. L. 541-4. — Le contrôle médical des activités physiques et sportives scolaires est assuré dans les conditions définies aux articles L. 541-1 et L. 541-3.

Art. L. 541-5. — Des décrets déterminent les modalités d'application du présent chapitre, et notamment les conditions d'organisation et de fonctionnement du service médical et du service social concernant la population scolaire. Ceux qui touchent à des questions de doctrine médicale sont pris après avis de l'académie nationale de médecine.

Art. L. 541-6. — Les élèves bénéficient du régime d'assurance des accidents du travail dans les conditions prévues à l'article L. 412-8 du code de la sécurité sociale à l'exception de ceux de l'enseignement agricole, qui bénéficient du régime spécifique d'assurance obligatoire institué par l'article L. 751-1 du code rural.

Art. L. 542-1. — Les médecins, ainsi que l'ensemble des personnels médicaux et paramédicaux, les travailleurs sociaux, les magistrats, les enseignants et les personnels de la police nationale et de la gendarmerie reçoivent une formation initiale et continue propre à leur permettre de répondre aux cas d'enfants maltraités et de prendre les mesures nécessaires de prévention et de protection qu'ils appellent. Cette formation est dispensée dans les conditions fixées par voie réglementaire.

Art. L. 542-3. — Au moins une séance annuelle d'information et de sensibilisation sur l'enfance maltraitée est inscrite dans l'emploi du temps des élèves des écoles, des collèges et des lycées.

Ces séances, organisées à l'initiative des chefs d'établissement, associent les familles et l'ensemble des personnels, ainsi que les services publics de l'État, les collectivités locales et les associations intéressées à la protection de l'enfance.

Art. L. 715-1. — Les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel dénommés instituts et écoles sont, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État, pris après avis du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, administrés par un conseil d'administration assisté par un conseil scientifique et un conseil des études et dirigés par un directeur.

Art. L. 715-2. — Le conseil d'administration, dont l'effectif ne peut dépasser quarante membres, comprend de 30 à 60 % de personnalités extérieures et des représentants élus des person-

nels et des étudiants. Les enseignants et assimilés doivent être en nombre au moins égal à l'ensemble des autres personnels et des étudiants.

Le conseil élit pour un mandat de trois ans, au sein des personnalités extérieures, celui de ses membres qui est appelé à le présider. Le mandat du président est renouvelable.

Le conseil d'administration détermine la politique générale de l'établissement, se prononce, sous réserve de la réglementation nationale, sur l'organisation générale des études, ainsi que sur les programmes de recherche, d'information scientifique et technique et de coopération internationale. Il propose les mesures propres à favoriser la vie de la communauté. Il vote le budget et approuve les comptes, il fixe la répartition des emplois qui sont alloués par les ministres compétents. Il autorise le directeur à engager toute action en justice. Il approuve les accords et conventions signés par le directeur et, sous réserve des conditions particulières fixées par décret, les emprunts, prises de participation, créations de filiales, acceptations de dons et legs, acquisitions immobilières. Il exerce le pouvoir disciplinaire dans les conditions définies aux articles L. 712-4, L. 811-5, L. 811-6, L. 952-7 à L. 952-9.

La composition et les attributions des deux autres conseils sont celles qui sont fixées par les articles L. 712-5 et L. 712-6.

Art. L. 715-3. — Le directeur est choisi dans l'une des catégories de personnels, fonctionnaires ou non, qui ont vocation à enseigner dans l'institut ou l'école, sans considération de nationalité. Il est nommé pour une durée de cinq ans renouvelable une fois, sur proposition du conseil d'administration, par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur ou par décret si l'établissement relève de plusieurs départements ministériels.

Il est assisté d'un comité de direction composé des directeurs de département ou, à défaut, des responsables des études.

Il assure, dans le cadre des orientations définies par le conseil d'administration, la direction et la gestion de l'établissement. Il assiste aux réunions du conseil et lui rend compte de sa gestion. Il dispose des prérogatives qui sont celles du président de l'université, sous réserve de la présidence du conseil d'administration.

Art. L. 913-1. — Les personnels administratifs, techniques, ouvriers, sociaux, de santé et de service sont membres de la communauté éducative. Ils concourent directement aux missions du service public de l'éducation et contribuent à assurer le fonctionnement des établissements et des services de l'éducation nationale.

Ils contribuent à la qualité de l'accueil et du cadre de vie et assurent la sécurité, le service de restauration, la protection sanitaire et sociale et, dans les internats, l'hébergement des élèves.

Art. L. 916-1. — Des assistants d'éducation peuvent être recrutés par les établissements d'enseignement mentionnés au chapitre II du titre I^{er} et au titre II du livre IV pour exercer des fonctions d'assistance à l'équipe éducative, fonctions en lien avec le projet d'établissement, notamment pour l'encadrement et la surveillance des élèves et l'aide à l'accueil et à l'intégration scolaires des élèves handicapés, y compris en dehors du temps scolaire.

Les assistants d'éducation qui remplissent des missions d'aide à l'accueil et à l'intégration scolaires des élèves handicapés bénéficient d'une formation spécifique pour l'accomplissement de leurs fonctions, mise en œuvre en collaboration avec les associations d'aide aux familles d'enfants handicapés. À l'issue de leur contrat, les assistants d'éducation peuvent demander à faire valider l'expérience acquise dans les conditions définies par les articles L. 900-1 et L. 934-1 du code du travail.

Les assistants d'éducation peuvent exercer leurs fonctions dans l'établissement qui les a recrutés, dans un ou plusieurs autres établissements ainsi que, compte tenu des besoins appréciés par l'autorité administrative, dans une ou plusieurs écoles. Dans ce dernier cas, les directeurs d'école peuvent participer à la procédure de recrutement.

Les assistants d'éducation sont recrutés par des contrats d'une durée maximale de trois ans, renouvelables dans la limite d'une période d'engagement totale de six ans.

Le dispositif des assistants d'éducation est destiné à bénéficier en priorité à des étudiants boursiers.

Par dérogation au premier alinéa, des assistants d'éducation peuvent être recrutés par l'État pour exercer des fonctions d'aide à l'accueil et à l'intégration des élèves handicapés dans les conditions prévues à l'article L. 351-3.

Les conditions d'application du présent article sont fixées par décret pris après avis du comité technique paritaire ministériel du ministère chargé de l'éducation. Ce décret précise les conditions dans lesquelles est aménagé le temps de travail des assistants d'éducation, en particulier pour ceux qui sont astreints à un service de nuit. Il précise également les droits reconnus à ces agents au titre des articles L. 970-1 et suivants du code du travail. Il peut déroger, dans la mesure justifiée par la nature de leurs missions, aux dispositions générales prises pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État.

Code général des collectivités territoriales

Art. L.O. 1112-6. — Une collectivité territoriale ne peut organiser de référendum local :

1° À compter du premier jour du sixième mois précédant celui au cours duquel il doit être procédé au renouvellement général ou au renouvellement d'une série des membres de son assemblée délibérante ;

2° Pendant la campagne ou le jour du scrutin prévus pour des consultations organisées dans son ressort sur le fondement du dernier alinéa de l'article 72-1, de l'article 72-4 et du dernier alinéa de l'article 73 de la Constitution.

Aucune collectivité territoriale ne peut organiser de référendum local pendant la campagne ou les jours du scrutin prévus pour :

1° Le renouvellement général ou le renouvellement d'une série des membres des assemblées délibérantes des collectivités territoriales ;

2° Le renouvellement général des députés ;

3° Le renouvellement de chacune des séries des sénateurs ;

4° L'élection des membres du Parlement européen ;

5° L'élection du Président de la République ;

6° Un référendum décidé par le Président de la République.

La délibération organisant un référendum local devient caduque dans les cas prévus au présent article ou en cas de dissolution de l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale l'ayant décidé, de démission de tous ses membres ou d'annulation définitive de leur élection.

Une collectivité territoriale ne peut organiser plusieurs référendums locaux portant sur un même objet dans un délai inférieur à un an.

Art. L. 1321-1. — Le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à la disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence.

Cette mise à disposition est constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de la collectivité antérieurement compétente et de la collectivité bénéficiaire. Le procès-verbal précise la consistance, la situation juridique, l'état des biens et l'évaluation de la remise en état de ceux-ci.

Pour l'établissement de ce procès-verbal, les parties peuvent recourir aux conseils d'experts dont la rémunération est supportée pour moitié par la collectivité bénéficiaire du transfert et pour moitié par la collectivité antérieurement compétente. À défaut d'accord, les parties peuvent recourir à l'arbitrage du président de la chambre régionale des comptes compétente. Cet arbitrage est rendu dans les deux mois.

Les modalités de cette mise à disposition sont précisées par les articles L. 1321-2 et L. 1321-5 selon que la collectivité qui exerçait jusque-là la compétence était propriétaire ou locataire des biens remis.

Art. L. 1321-2. — Lorsque la collectivité antérieurement compétente était propriétaire des biens mis à disposition, la remise de ces biens a lieu à titre gratuit. La collectivité bénéficiaire de la mise à disposition assume l'ensemble des obligations du propriétaire. Elle possède tous pouvoirs de gestion. Elle assure le renouvellement des biens mobiliers. Elle peut autoriser l'occupation des biens remis. Elle en perçoit les fruits et produits. Elle agit en justice au lieu et place du propriétaire.

La collectivité bénéficiaire peut procéder à tous travaux de reconstruction, de démolition, de surélévation ou d'addition de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des biens.

La collectivité bénéficiaire de la mise à disposition est substituée à la collectivité propriétaire dans ses droits et obligations découlant des contrats portant notamment sur des emprunts affectés, et des marchés que cette dernière a pu conclure pour l'aménagement, l'entretien et la conservation des biens remis ainsi que pour le fonctionnement des services. La collectivité propriétaire constate la substitution et la notifie à ses cocontractants.

La collectivité bénéficiaire de la mise à disposition est également substituée à la collectivité antérieurement compétente dans les droits et obligations découlant pour celle-ci à l'égard de tiers de l'octroi de concessions ou d'autorisations de toute nature sur tout ou partie des biens remis ou de l'attribution de ceux-ci en dotation

Art. L. 1321-3. — En cas de désaffectation totale ou partielle des biens mis à disposition en application des articles L. 1321-1 et L. 1321-2, la collectivité propriétaire recouvre l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens désaffectés.

La collectivité bénéficiaire de la mise à disposition peut, sur sa demande, devenir propriétaire des biens désaffectés, lorsque ceux-ci ne font pas partie du domaine public, à un prix correspondant à leur valeur vénale. Ce prix est éventuellement :

- diminué de la plus-value conférée aux biens par les travaux effectués par la collectivité bénéficiaire de la mise à disposition et des charges, supportées par elle, résultant d'emprunts contractés pour l'acquisition de ces biens par la collectivité antérieurement compétente ;

- augmenté de la moins-value résultant du défaut d'entretien desdits biens par la collectivité bénéficiaire de la mise à disposition.

À défaut d'accord sur le prix, celui-ci est fixé par le juge de l'expropriation.

Art. L. 1321-4. — Les conditions dans lesquelles les biens mis à disposition, en application de l'article L. 1321-2, peuvent faire l'objet d'un transfert en pleine propriété à la collectivité bénéficiaire sont définies par la loi.

Art. L. 1321-5 — Lorsque la collectivité antérieurement compétente était locataire des biens mis à disposition, la collectivité bénéficiaire du transfert de compétences succède à tous ses droits et obligations. Elle est substituée à la collectivité antérieurement compétente dans les contrats

de toute nature que cette dernière avait conclus pour l'aménagement, l'entretien et la conservation des biens mis à disposition ainsi que pour le fonctionnement des services. La collectivité antérieurement compétente constate cette substitution et la notifie à ses cocontractants.

Art. L. 1321-6. — Lorsque les biens concernés par l'article L. 1321-1 sont la propriété de la collectivité qui exerçait déjà la compétence et voit celle-ci confirmée par la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, la collectivité assume désormais, sans restriction aucune, l'ensemble des droits et obligations du propriétaire.

Art. L. 1321-7. — Les immeubles ou parties d'immeubles appartenant à l'État et affectés au fonctionnement des services départementaux ou régionaux sont mis à la disposition du département ou de la région à titre gratuit. Le département ou la région prend à sa charge les travaux d'entretien et de grosses réparations incombant au propriétaire. Le département ou la région possède tous pouvoirs de gestion et, le cas échéant, agit en justice au lieu et place du propriétaire.

Cette mise à disposition s'étend aux meubles, matériels et véhicules actuellement affectés à l'administration départementale ou régionale. La région ou le département assume l'entretien et le renouvellement de ces biens mobiliers.

Art. L. 1321-8. — La région ou le département est substitué à l'État dans ses droits et obligations dans les matières donnant lieu à prise en charge des dépenses par la région ou le département, résultant de l'application des dispositions de l'article L. 1321-7.

Art. L. 1612-15. — Ne sont obligatoires pour les collectivités territoriales que les dépenses nécessaires à l'acquittement des dettes exigibles et les dépenses pour lesquelles la loi l'a expressément décidé.

La chambre régionale des comptes saisie, soit par le représentant de l'État dans le département, soit par le comptable public concerné, soit par toute personne y ayant intérêt, constate qu'une dépense obligatoire n'a pas été inscrite au budget ou l'a été pour une somme insuffisante. Elle opère cette constatation dans le délai d'un mois à partir de sa saisine et adresse une mise en demeure à la collectivité territoriale concernée.

Si, dans un délai d'un mois, cette mise en demeure n'est pas suivie d'effet, la chambre régionale des comptes demande au représentant de l'État d'inscrire cette dépense au budget et propose, s'il y a lieu, la création de ressources ou la diminution de dépenses facultatives destinées à couvrir la dépense obligatoire. Le représentant de l'État dans le département règle et rend exécutoire le budget rectifié en conséquence. S'il s'écarte des propositions formulées par la chambre régionale des comptes, il assortit sa décision d'une motivation explicite.

Art. L. 1614-1. — Tout accroissement net de charges résultant des transferts de compétences effectués entre l'État et les collectivités territoriales est accompagné du transfert concomitant par l'État aux communes, aux départements et aux régions des ressources nécessaires à l'exercice normal de ces compétences. Ces ressources sont équivalentes aux dépenses effectuées, à la date du transfert, par l'État au titre des compétences transférées et évoluent chaque année, dès la première année, comme la dotation globale de fonctionnement. Elles assurent la compensation intégrale des charges transférées.

Art. L. 1614-2. — Les charges correspondant à l'exercice des compétences transférées font l'objet d'une évaluation préalable au transfert desdites compétences.

Toute charge nouvelle incombant aux collectivités territoriales du fait de la modification par l'État, par voie réglementaire, des règles relatives à l'exercice des compétences transférées est compensée dans les conditions prévues à l'article L. 1614-1. Toutefois, cette compensation n'intervient que pour la partie de la charge qui n'est pas déjà compensée par l'accroissement de la dotation générale de décentralisation mentionnée à l'article L. 1614-4.

Art. L. 1614-4. — Les charges visées à l'article L. 1614-1 sont compensées par le transfert d'impôts d'État, par les ressources du Fonds de compensation de la fiscalité transférée et, pour le solde, par l'attribution d'une dotation générale de décentralisation. Les collectivités locales bénéficiaires utilisent librement la dotation générale de décentralisation et les ressources en provenance du Fonds de compensation de la fiscalité transférée qui sont inscrites en section de fonctionnement du budget.

Dans le cas où, l'année d'un transfert de compétences, le produit des impôts affectés à cette compensation, calculé aux taux en vigueur à la date du transfert de compétences, est supérieur, pour une collectivité donnée, au montant des charges qui résultent du transfert de compétences, tel qu'il est constaté dans l'arrêté interministériel mentionné à l'article L. 1614-3, il est procédé l'année même aux ajustements nécessaires.

À cette fin, le produit des impôts revenant à la collectivité concernée est diminué au profit du fonds de compensation de la fiscalité transférée, de la différence entre le produit calculé sur la base des taux en vigueur à la date du transfert et le montant des charges visé ci-dessus ainsi que la moitié du supplément de ressources fiscales résultant des dispositions de l'article 14 de la loi de finances pour 1984 (n° 83-1179 du 29 décembre 1983).

Dès l'année du transfert et pour les années ultérieures, le montant de cet ajustement évolue dans les conditions prévues à l'article L. 1614-1. Il est modifié, en tant que de besoin, pour tenir compte des accroissements de charges résultant de nouveaux transferts de compétences.

À compter de 1997, il est créé un Fonds de compensation de la fiscalité transférée qui dispose en ressources de la diminution du produit des impôts définie au troisième alinéa du présent article.

Sont éligibles à ce fonds les collectivités territoriales pour lesquelles le transfert d'impôt d'État a été insuffisant pour compenser intégralement l'accroissement net de charges résultant des transferts de compétences entre l'État et ces collectivités territoriales.

Ce fonds est réparti entre les collectivités territoriales éligibles au prorata de leur part dans l'accroissement net de charge précité, diminué du produit des impôts d'État transférés affecté, en application du premier alinéa, à la compensation de ces charges.

Art. L. 1614-5. — Au terme de la période visée à l'article 4 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 précitée, les transferts d'impôts d'État représentent la moitié au moins des ressources attribuées par l'État à l'ensemble des collectivités locales.

Les pertes de produit fiscal résultant, le cas échéant, pour les départements ou les régions, de la modification, postérieurement à la date de transfert des impôts et du fait de l'État, de l'assiette ou des taux de ces impôts sont compensées intégralement, collectivité par collectivité, soit par des attributions de dotation de décentralisation, soit par des diminutions des ajustements prévus au deuxième alinéa de l'article L. 1614-4.

Le montant de la perte de produit fiscal à compenser, pour chaque collectivité concernée, est constaté dans les mêmes conditions que les accroissements et diminutions de charges visés à l'article L. 1614-3.

Art. L. 1614-6. — Ne figurent pas dans le bilan financier prévu à l'article L. 1614-3 :

— les crédits inclus dans la dotation globale d'équipement des communes et des départements ;

— les ressources prévues à l'article 113 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 précitée ;

— les crédits correspondant à la suppression de la contribution des communes aux charges de police ;

— les charges induites pour l'État par le transfert à l'État des charges supportées par les collectivités territoriales en matière de justice et de police ;

— les crédits correspondant à la prise en charge par l'État des frais de logement des instituteurs au moyen de la création d'une dotation spéciale intégrée dans la dotation globale de fonctionnement.

Art. L. 1615-2. — Les ressources destinées au Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, visé à l'article L. 1615-1, sont réparties entre les régions, les départements, les communes, leurs groupements, leurs régies, les organismes chargés de la gestion des agglomérations nouvelles, les services départementaux d'incendie et de secours, les centres communaux d'action sociale, les caisses des écoles, le Centre national de la fonction publique territoriale, les centres de gestion des personnels de la fonction publique territoriale et les agences des transports publics de personnes de Guadeloupe, de Guyane et de Martinique au prorata de leurs dépenses réelles d'investissement, telles qu'elles sont définies par décret.

Les établissements publics de coopération intercommunale et les syndicats mixtes exclusivement composés de membres éligibles au Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée bénéficient, en lieu et place de leurs membres propriétaires, des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre des dépenses d'investissement exposées dans l'exercice de leurs compétences.

Les services départementaux d'incendie et de secours bénéficient, en lieu et place des communes, des établissements publics intercommunaux ou des départements propriétaires, des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre des dépenses exposées, à compter du 1^{er} janvier 1998, dans l'exercice de leurs compétences sur les biens visés à l'article L. 1424-17.

Par dérogation, les collectivités territoriales et leurs groupements bénéficient des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre des dépenses d'investissement exposées sur des biens dont ils n'ont pas la propriété, dès lors qu'elles concernent des travaux de lutte contre les avalanches, glissements de terrains, inondations, ainsi que des travaux de défense contre la mer, des travaux pour la prévention des incendies de forêt, présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence. S'agissant des travaux effectués sur le domaine public de l'État, seules ouvrent droit aux attributions du fonds les dépenses d'investissement réalisées par les collectivités territoriales ou leurs groupements ayant conclu une convention avec l'État précisant notamment les équipements à réaliser, le programme technique des travaux et les engagements financiers des parties.

Art. L. 1615-7. — Les immobilisations cédées ou mises à disposition au profit d'un tiers ne figurant pas au nombre des collectivités ou établissements bénéficiaires du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée ne peuvent donner lieu à une attribution dudit fonds.

Toutefois, constituent des opérations ouvrant droit à une attribution du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée les constructions mises en chantier, acquises à l'état neuf ou ayant fait l'objet d'une rénovation en 1992 ou en 1993, pour lesquelles les travaux sont achevés au plus tard le 31 décembre 1995 :

a) Affectées à l'usage de gendarmerie et appartenant à une collectivité territoriale ;

b) Affectées à l'habitation principale, dans les conditions suivantes :

— les constructions appartiennent à une commune ou à un groupement de communes situés en dehors d'une agglomération urbaine ;

— la population de la commune sur le territoire de laquelle sont érigées les constructions est inférieure à 3 500 habitants ;

— les constructions sont érigées sur le territoire de la commune ou du groupement de communes auxquels elles appartiennent et ne regroupent pas plus de cinq logements ;

— les constructions font l'objet d'un conventionnement par l'État ;

c) Données en gestion par des communes de moins de 3 500 habitants à des organismes à but non lucratif et destinées au tourisme social.

Constituent également des opérations ouvrant droit à une attribution du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée les constructions mises en chantier, acquises à l'état neuf ou ayant fait l'objet d'une rénovation, mentionnées à l'article L. 1311-4-1, pour lesquelles les travaux ont reçu un commencement d'exécution au plus tard le 31 décembre 2007 et qui sont mises à disposition de l'État à titre gratuit.

Par dérogation, les communes et les établissements publics de coopération intercommunale bénéficient des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre des dépenses d'investissement exposées sur leurs immobilisations affectées à l'usage d'alpage.

Par dérogation au premier alinéa, les collectivités territoriales et leurs groupements bénéficient des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre de leurs dépenses d'investissement réalisées sur la période 2003-2005, sous maîtrise d'ouvrage publique, en matière d'infrastructures passives intégrant leur patrimoine dans le cadre du plan d'action relatif à l'extension de la couverture du territoire par les réseaux de téléphonie mobile.

Art. L. 2122-17. — En cas d'absence, de suspension, de révocation ou de tout autre empêchement, le maire est provisoirement remplacé, dans la plénitude de ses fonctions, par un adjoint, dans l'ordre des nominations et, à défaut d'adjoint, par un conseiller municipal désigné par le conseil ou, à défaut, pris dans l'ordre du tableau.

Art. L. 2122-18. — Le maire est seul chargé de l'administration, mais il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints et, en l'absence ou en cas d'empêchement des adjoints ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation à des membres du conseil municipal.

Le membre du conseil municipal ayant démissionné de la fonction de maire en application des articles LO 141 du code électoral, L. 3122-3 ou L. 4133-3 du présent code ne peut recevoir de délégation jusqu'au terme de son mandat de conseiller municipal ou jusqu'à la cessation du mandat ou de la fonction l'ayant placé en situation d'incompatibilité.

Lorsque le maire a retiré les délégations qu'il avait données à un adjoint, et si celui-ci ne démissionne pas, ces délégations peuvent être attribuées à un conseiller municipal, nonobstant les dispositions de l'alinéa précédent.

Art. L. 2122-18-1. — L'adjoint chargé de quartier connaît de toute question intéressant à titre principal le ou les quartiers dont il a la charge. Il veille à l'information des habitants et favorise leur participation à la vie du quartier.

Art. L. 2122-19. — Le maire peut donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature :

1° Au directeur général des services et au directeur général adjoint des services de mairie ;

2° Au directeur général et au directeur des services techniques.

Art. L. 2212-2. — La police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques. Elle comprend notamment :

1° Tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage dans les rues, quais, places et voies publiques, ce qui comprend le nettoyage, l'éclairage, l'enlèvement des encombrements, la

démolition ou la réparation des édifices menaçant ruine, l'interdiction de rien exposer aux fenêtres ou autres parties des édifices qui puisse nuire par sa chute ou celle de rien jeter qui puisse endommager les passants ou causer des exhalaisons nuisibles ainsi que le soin de réprimer les dépôts, déversements, déjections, projections de toute matière ou objet de nature à nuire, en quelque manière que ce soit, à la sûreté ou à la commodité du passage ou à la propreté des voies susmentionnées ;

2° Le soin de réprimer les atteintes à la tranquillité publique telles que les rixes et disputes accompagnées d'ameutement dans les rues, le tumulte excité dans les lieux d'assemblée publique, les attroupements, les bruits, y compris les bruits de voisinage, les rassemblements nocturnes qui troublent le repos des habitants et tous actes de nature à compromettre la tranquillité publique ;

3° Le maintien du bon ordre dans les endroits où il se fait de grands rassemblements d'hommes, tels que les foires, marchés, réjouissances et cérémonies publiques, spectacles, jeux, cafés, églises et autres lieux publics ;

4° L'inspection sur la fidélité du débit des denrées qui se vendent au poids ou à la mesure et sur la salubrité des comestibles exposés en vue de la vente ;

5° Le soin de prévenir, par des précautions convenables, et de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux ainsi que les pollutions de toute nature, tels que les incendies, les inondations, les ruptures de digues, les éboulements de terre ou de rochers, les avalanches ou autres accidents naturels, les maladies épidémiques ou contagieuses, les épizooties, de pourvoir d'urgence à toutes les mesures d'assistance et de secours et, s'il y a lieu, de provoquer l'intervention de l'administration supérieure ;

6° Le soin de prendre provisoirement les mesures nécessaires contre les personnes atteintes de troubles mentaux dont l'état pourrait compromettre la morale publique, la sécurité des personnes ou la conservation des propriétés ;

7° Le soin d'obvier ou de remédier aux événements fâcheux qui pourraient être occasionnés par la divagation des animaux malfaisants ou féroces ;

8° Le soin de réglementer la fermeture annuelle des boulangeries, lorsque cette fermeture est rendue nécessaire pour l'application de la législation sur les congés payés, après consultation des organisations patronales et ouvrières, de manière à assurer le ravitaillement de la population.

Art. L. 2224-16. — Le maire peut régler la présentation et les conditions de la remise des déchets en fonction de leurs caractéristiques. Il peut notamment fixer les modalités de collectes sélectives et imposer la séparation de certaines catégories de déchets.

Le service communal et, le cas échéant, les personnes dûment autorisées peuvent seuls recevoir ces déchets.

L'élimination de ces déchets par la personne qui les produit peut être réglementée.

Art. L. 2224-33. — Dans le cadre de la distribution publique d'électricité, et sous réserve de l'autorisation prévue à l'article 7 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 précitée, les autorités concédantes de la distribution d'électricité visées au I de l'article L. 2224-31 peuvent aménager, exploiter directement ou faire exploiter par leur concessionnaire de la distribution d'électricité toute installation de production d'électricité de proximité d'une puissance inférieure à un seuil fixé par décret, lorsque cette installation est de nature à éviter, dans de bonnes conditions économiques, de qualité, de sécurité et de sûreté de l'alimentation électrique, l'extension ou le renforcement des réseaux publics de distribution d'électricité relevant de leur compétence.

Art. L. 2231-3. — Les communes, fractions de communes ou groupes de communes qui possèdent sur leur territoire soit une ou plusieurs sources d'eaux minérales, soit un établissement exploitant une ou plusieurs sources d'eau minérale peuvent être érigés en stations hydrominérales.

Les communes, fractions de communes ou groupes de communes qui offrent aux malades leurs avantages climatiques peuvent être érigés en stations climatiques.

Les communes, fractions de communes ou groupes de communes sur le territoire desquels est cultivé un raisin de table reconnu apte à une cure thérapeutique peuvent être érigés en stations uvales lorsqu'ils présentent toutes garanties tant au point de vue de l'hygiène que du climat, ont un aménagement hôtelier suffisant et sont placés dans un centre touristique.

Les communes, fractions de communes ou groupes de communes qui offrent aux visiteurs un ensemble de curiosités naturelles ou artistiques peuvent être érigés en stations de tourisme.

Une station peut être classée à différents titres.

Art. L. 2231-17. — Le classement des stations de tourisme visées au quatrième alinéa de l'article L. 2231-3 peut être fait à la demande du représentant de l'État dans le département ou des associations de tourisme de la région.

Ce classement ne peut être prononcé que si l'avis du conseil municipal est favorable.

Art. L. 2251-2. — Lorsque l'intervention de la commune a pour objet de favoriser le développement économique, elle peut accorder des aides directes et indirectes dans les conditions prévues par le titre I^{er} du livre V de la première partie et à l'article L. 2253-1.

Art. L. 2251-3. — Lorsque l'intervention de la commune a pour but d'assurer le maintien des services nécessaires à la satisfaction des besoins de la population en milieu rural et que l'initiative privée est défailante ou absente, elle peut accorder des aides directes et indirectes, sous réserve de la conclusion avec le bénéficiaire de l'aide d'une convention fixant les obligations de ce dernier.

Pour compléter les aides visées à l'alinéa précédent, la commune peut passer des conventions avec d'autres collectivités territoriales concernées et disposant de moyens adaptés à la conduite de ces actions, notamment au plan financier.

Art. L. 2334-24. — Le produit des amendes de police relatives à la circulation routière, prélevé sur les recettes de l'État, est réparti par le comité des finances locales, en vue de financer des opérations destinées à améliorer les transports en commun et la circulation.

Art. L. 2531-2. — Dans la région d'Île-de-France, les personnes physiques ou morales, publiques ou privées, à l'exception des fondations et associations reconnues d'utilité publique, à but non lucratif, dont l'activité est de caractère social, sont assujetties à un versement de transport lorsqu'elles emploient plus de neuf salariés.

Les employeurs qui, en raison de l'accroissement de leur effectif, atteignent ou dépassent l'effectif de dix salariés sont dispensés pendant trois ans du paiement du versement. Le montant du versement est réduit de 75 p. 100, 50 p. 100 et 25 p. 100 respectivement chacune des trois années suivant la dernière année de dispense. Pour les employeurs qui sont dispensés du versement en 1996, la dispense de paiement s'applique jusqu'au 31 décembre 1999.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne sont pas applicables lorsque l'accroissement de l'effectif résulte de la reprise ou de l'absorption d'une entreprise ayant employé dix salariés ou plus au cours de l'une des trois années précédentes. Dans ce cas, le versement est dû dans les conditions de droit commun dès l'année au cours de laquelle l'effectif de dix salariés est atteint ou dépassé.

Art. L. 3123-16. — Les indemnités maximales votées par les conseils généraux pour l'exercice effectif des fonctions de conseiller général sont déterminées en appliquant au terme de référence mentionné à l'article L. 3123-15 le barème suivant :

Population départementale (habitants)	Taux maximal (en %)
Moins de 250000	40
De 250000 à moins de 500000	50
De 500000 à moins de 1 million	60
De 1 million à moins de 1,25 million	65
1,25 million et plus	70

Le conseil général peut, dans des conditions fixées par son règlement intérieur, réduire le montant des indemnités qu'il alloue à ses membres en fonction de leur participation aux séances plénières, aux réunions des commissions dont ils sont membres et aux réunions des organismes dans lesquels ils représentent le département, sans que cette réduction puisse dépasser, pour chacun d'entre eux, la moitié de l'indemnité maximale pouvant lui être allouée en application du présent article.

Les indemnités de fonction des conseillers de Paris fixées à l'article L. 2511-34 sont cumulables, dans la limite des dispositions du II de l'article L. 2123-20, avec celles fixées ci-dessus.

Art. L. 3221-3. — Le président du conseil général est seul chargé de l'administration. Il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents. Il peut également déléguer une partie de ses fonctions, dans les mêmes conditions, à des membres du conseil général en l'absence ou en cas d'empêchement des vice-présidents ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation. Ces délégations subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées.

Le membre du conseil général ayant démissionné de la fonction de président de conseil général en application des articles L.O. 141 du code électoral, L. 2122-4 ou L. 4133-3 du présent code ne peut recevoir de délégation jusqu'au terme de son mandat de conseiller général ou jusqu'à la cessation du mandat ou de la fonction l'ayant placé en situation d'incompatibilité.

Le président du conseil général est le chef des services du département. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner délégation de signature en toute matière aux responsables desdits services.

Art. L. 3231-2. — Lorsque l'intervention du département a pour objet de favoriser le développement économique, il peut accorder des aides directes et indirectes dans les conditions prévues par le titre I^{er} du livre V de la première partie.

Art. L. 3231-3. — Lorsque la protection des intérêts économiques et sociaux de la population départementale l'exige, le département peut accorder des aides directes et indirectes à des entreprises en difficulté pour la mise en œuvre de mesures de redressement prévues par une convention passée avec celles-ci. Le département peut passer des conventions avec d'autres départements ou régions concernés et disposant de moyens adaptés à la conduite de ces actions, notamment au plan financier.

Les mesures visées à l'article L. 3231-2 et à l'alinéa précédent doivent faire l'objet d'un avis préalable du conseil municipal de la commune où est située l'entreprise concernée.

Les mêmes règles s'appliquent lorsque l'intervention a pour but d'assurer le maintien des services nécessaires à la satisfaction des besoins de la population en milieu rural et que l'initiative privée est défaillante ou absente.

Art. L. 4133-5. — Aussitôt après l'élection du président et sous sa présidence, le conseil régional fixe le nombre des vice-présidents et des autres membres de la commission permanente.

Les candidatures aux différents postes de la commission permanente sont déposées auprès du président dans l'heure qui suit la décision du conseil régional relative à la composition de la commission permanente. Si, à l'expiration de ce délai, une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir, les nominations prennent effet immédiatement et il en est donné lecture par le président.

Dans le cas contraire, les membres de la commission permanente autres que le président sont élus au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne, sans panachage ni vote préférentiel.

Chaque conseiller régional ou groupe de conseillers régionaux peut présenter une liste de candidats dans l'heure qui suit l'expiration du délai susvisé.

Les sièges sont attribués aux candidats d'après l'ordre de présentation sur chaque liste. Si plusieurs listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus. Si le nombre de candidats figurant sur une liste est inférieur au nombre de sièges qui lui reviennent, le ou les sièges non pourvus sont attribués à la ou aux plus fortes moyennes suivantes.

Après la répartition des sièges, le conseil régional procède à l'affectation des élus à chacun des postes de la commission permanente au scrutin uninominal dans les mêmes conditions que pour l'élection du président et détermine l'ordre de leur nomination.

Les membres de la commission permanente autres que le président sont nommés pour la même durée que le président.

Art. L. 4135-16. — Les indemnités maximales votées par les conseils régionaux pour l'exercice effectif des fonctions de conseiller régional sont déterminées en appliquant au terme de référence mentionné à l'article L. 4135-15 le barème suivant :

Population régionale (habitants)	Taux maximal (en %)
Moins de 1 million	40
De 1 million à moins de 2 millions	50
De 2 millions à moins de 3 millions	60
3 millions et plus	70

Le conseil régional peut, dans des conditions fixées par son règlement intérieur, réduire le montant des indemnités qu'il alloue à ses membres en fonction de leur participation aux séances plénières, aux réunions des commissions dont ils sont membres et aux réunions des organismes dans lesquels ils représentent la région, sans que cette réduction puisse dépasser, pour chacun d'entre eux, la moitié de l'indemnité maximale pouvant lui être allouée en application du présent article.

Art. L. 4221-1. — Le conseil régional règle par ses délibérations les affaires de la région.

Il a compétence pour promouvoir le développement économique, social, sanitaire, culturel et scientifique de la région et l'aménagement de son territoire et pour assurer la préservation de son identité, dans le respect de l'intégrité, de l'autonomie et des attributions des départements et des communes.

Il peut engager des actions complémentaires de celles de l'État, des autres collectivités territoriales et des établissements publics situés dans la région, dans les domaines et les conditions fixés par les lois déterminant la répartition des compétences entre l'État, les communes, les départements et les régions.

Art. L. 4231-3. — Le président du conseil régional est seul chargé de l'administration. Il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers, ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à d'autres membres du conseil régional. Ces délégations subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées.

Le membre du conseil régional ayant démissionné de la fonction de président de conseil régional en application des articles LO 141 du code électoral, L. 2122-4 ou L3122-3 du présent code ne peut recevoir de délégation jusqu'au terme de son mandat de conseiller régional ou jusqu'à la cessation du mandat ou de la fonction l'ayant placé en situation d'incompatibilité.

Le président du conseil régional est le chef des services de la région. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner délégation de signature en toute matière aux responsables desdits services.

Art. L. 4332-1. — Les charges en matière de formation professionnelle et d'apprentissage sont compensées selon la procédure prévue aux articles L. 1614-1, L. 1614-2 et L. 1614-3. Il est créé dans chaque région un fonds régional de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue, qui est géré par le conseil régional.

Ce fonds est alimenté chaque année par :

1° Les crédits transférés par l'État au titre de la formation professionnelle continue et de l'apprentissage. Ces crédits sont répartis notamment en fonction de la structure et du niveau de qualification de la population active, ainsi que de la capacité d'accueil de l'appareil de formation existant. Au sein de ces crédits, les sommes représentatives des rémunérations des stagiaires évoluent de façon à compenser intégralement les charges résultant de toute modification par l'État des normes fixées pour ces rémunérations. Un décret en Conseil d'État fixe les modalités d'application du présent alinéa ;

2° Les crédits transférés par l'État dont le montant est égal aux versements au Trésor public effectués l'année précédente en application des articles L. 920-9 et L. 951-9 du code du travail, et dont la répartition obéit aux mêmes critères que ceux mentionnés au 1° ci-dessus ;

3° Le cas échéant, les autres ressources susceptibles de lui être régulièrement attribuées ;

4° Les crédits votés à cet effet par le conseil régional.

Les crédits prévus aux 1° et 2° du présent article ne sont pas inclus dans la dotation générale de décentralisation visée à l'article L. 1614-4.

Le montant total des crédits visés aux 1° et 2° du présent article évolue dans les conditions prévues à l'article L. 1614-1.

Art. L. 5211-17. — Les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale peuvent à tout moment transférer, en tout ou partie, à ce dernier, certaines de leurs compétences dont le transfert n'est pas prévu par la loi ou par la décision institutive ainsi que les biens, équipements ou services publics nécessaires à leur exercice.

Ces transferts sont décidés par délibérations concordantes de l'organe délibérant et des conseils municipaux se prononçant dans les conditions de majorité requise pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale. Le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification au maire de la commune de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, pour se prononcer sur les transferts proposés. À défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

Le transfert de compétences est prononcé par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements intéressés.

Il entraîne de plein droit l'application à l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice, ainsi qu'à l'ensemble des droits et obligations qui leur sont attachés à la date du transfert, des dispositions des trois premiers alinéas de l'article L. 1321-1, des deux premiers alinéas de l'article L. 1321-2 et des articles L. 1321-3, L. 1321-4 et L. 1321-5.

Toutefois, lorsque l'établissement public est compétent en matière de zones d'activité économique, les conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers nécessaires à l'exercice de cette compétence sont décidées par délibérations concordantes de l'organe délibérant et des conseils municipaux des communes membres se prononçant dans les conditions de majorité qua-

lifiée requise pour la création de l'établissement. Il en va de même lorsque l'établissement public est compétent en matière de zones d'aménagement concerté.

L'établissement public de coopération intercommunale est substitué de plein droit, à la date du transfert de compétences, aux communes qui le composent dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes.

Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. La substitution de personne morale aux contrats conclus par les communes n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant. La commune qui transfère la compétence informe les cocontractants de cette substitution.

Art. L. 5211-26. — En cas de dissolution d'un établissement public de coopération intercommunale, ses communes membres corrigent leurs résultats de la reprise des résultats de l'établissement dissous, par délibération budgétaire, dans les conditions définies par la répartition consécutive au vote du compte administratif. Le détail des opérations non budgétaires justifiant cette reprise est joint en annexe au budget de reprise des résultats.

Lorsque l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale ne s'est pas prononcé sur l'adoption du compte administratif et sur les conditions de transfert de l'actif et du passif à ses communes membres avant la dissolution dudit établissement, l'arrêté ou le décret de dissolution prévoit la nomination d'un liquidateur, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État, et détermine, sous la réserve des droits des tiers, les conditions dans lesquelles il est chargé d'apurer les dettes et les créances et de céder les actifs. En ce qui concerne l'exercice en cours, les pouvoirs du liquidateur sont limités aux seuls actes de pure administration conservatoire et urgente. À cette fin, le liquidateur a la qualité d'ordonnateur accrédité auprès du comptable de l'établissement public de coopération intercommunale.

Le liquidateur est placé sous la responsabilité du représentant de l'État dans le département du siège de l'établissement dissous.

Il prépare le compte administratif de l'exercice qu'il adresse au représentant de l'État dans le département, du siège de l'établissement, appuyé du compte de gestion. Le représentant de l'État arrête les comptes. Les collectivités membres de l'établissement public de coopération intercommunale dissous corrigent leurs résultats de la reprise des résultats de l'établissement dissous, par délibération budgétaire, dans les conditions définies par la répartition consécutive à l'arrêté du compte administratif. Le détail des opérations non budgétaires justifiant cette reprise est joint en annexe au budget de reprise des résultats.

Art. L. 5211-32. — Au titre de la première année où il perçoit le produit de sa fiscalité propre, un établissement public de coopération intercommunale reçoit une attribution calculée dans les conditions prévues à l'article L. 5211-30. Les attributions des communautés de communes et des syndicats ou communautés d'agglomération nouvelle ainsi déterminées font l'objet d'un abattement de 50 %.

Au titre de la première année d'attribution de la dotation dans une catégorie, le coefficient d'intégration fiscale à prendre en compte est égal, pour les communautés urbaines de 2000 à 2002, les communautés de communes et les communautés d'agglomération, au coefficient d'intégration fiscale moyen de la catégorie d'établissement à laquelle elles appartiennent.

Au titre de la deuxième année d'attribution de la dotation dans la même catégorie, le coefficient d'intégration fiscale non corrigé des dépenses de transfert des communautés urbaines de 2000 à 2002, des communautés de communes et des communautés d'agglomération est pondéré par le rapport entre le coefficient d'intégration fiscale moyen de leur catégorie tel que défini au 2° du III de l'article L. 5211-30 et ce coefficient d'intégration fiscale moyen, non corrigé des dépenses de transfert.

Art. L. 5211-33. — I. — Les communautés de communes et les communautés d'agglomération ne peuvent percevoir, à compter de la troisième année d'attribution de la dotation

dans la même catégorie, une attribution par habitant inférieure à 80 % de la dotation par habitant perçue l'année précédente.

De 2000 à 2002, les communautés urbaines ne faisant pas application des dispositions de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts ne peuvent percevoir une attribution par habitant inférieure à la dotation par habitant perçue l'année précédente.

À compter du 1^{er} janvier 2003, les communautés urbaines perçoivent une dotation d'intercommunalité dans les conditions prévues au deuxième alinéa du I de l'article L. 5211-30.

Les communautés de communes ne faisant pas application des dispositions de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts ne peuvent percevoir, à compter de la troisième année d'attribution de la dotation dans la même catégorie, une attribution par habitant supérieure à 120 % de la dotation par habitant perçue l'année précédente.

Toutefois, les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas aux communautés de communes créées depuis le 1^{er} janvier 1992 tant que leur attribution par habitant reste inférieure à 120 % de l'attribution par habitant perçue en application des dispositions du premier et du deuxième alinéa de l'article L. 5211-32.

Les disponibilités dégagées par la mise en œuvre des dispositions du cinquième alinéa du présent article sont réparties à l'ensemble des établissements de la catégorie visée à ce même alinéa, selon les dispositions de l'article L. 5211-30 sans que la dotation de base et la dotation de péréquation ne soient pondérées par le coefficient d'intégration fiscale.

Les communautés urbaines faisant application des dispositions de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts et qui sont issues de la transformation de communautés urbaines existantes l'année de promulgation de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ne peuvent percevoir en 2000 une dotation par habitant supérieure à 1,5 fois la dotation par habitant qu'elles percevaient l'année précédant leur transformation.

II. — Toutefois :

1° Les communautés de communes et les communautés d'agglomération dont le coefficient d'intégration fiscale est supérieur au double du coefficient d'intégration fiscale moyen de la catégorie à laquelle elles appartiennent perçoivent une dotation par habitant progressant comme la dotation forfaitaire prévue à l'article L. 2334-7 ;

2° Les établissements publics de coopération intercommunale mentionnés au premier alinéa du I dont la dotation par habitant perçue au titre des dotations de base et de péréquation est supérieure à celle perçue l'année précédente ne peuvent percevoir une dotation d'intercommunalité par habitant inférieure à celle de l'année précédente ;

3° Pour les établissements publics de coopération intercommunale mentionnés au premier alinéa du I dont la dotation par habitant perçue au titre des dotations de base et de péréquation est en diminution par rapport à l'année précédente, le pourcentage de diminution de leur attribution totale par habitant par rapport à l'année précédente ne peut excéder celui constaté pour la somme des dotations de base et de péréquation.

La garantie calculée au titre des 2° et 3° ne peut représenter plus de 40 % de la dotation totale attribuée.

Un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre qui change de catégorie ou qui fait suite à un ou plusieurs autres établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre perçoit, les deux premières années d'attribution de la dotation dans la nouvelle catégorie, une attribution par habitant au moins égale à celle l'année précédente, augmentée comme la dotation forfaitaire prévue à l'article L. 2334-7. En outre, s'il fait application des dispositions de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts, il ne peut, au titre des troisième, quatrième et cin-

quième années d'attribution dans la même catégorie et sous réserve de l'application des 2° et 3° du présent article, percevoir une attribution par habitant inférieure, respectivement, à 95 %, 90 % et 85 % de la dotation par habitant perçue l'année précédente.

Une communauté d'agglomération, créée *ex nihilo*, perçoit la deuxième année d'attribution de la dotation une attribution par habitant au moins égale à celle perçue l'année précédente, augmentée comme la dotation forfaitaire prévue à l'article L. 2334-7. En outre, elle ne peut au titre des troisième, quatrième et cinquième années d'attribution dans la même catégorie et sous réserve de l'application des 2° et 3° du présent II, percevoir une attribution par habitant inférieure, respectivement, à 95 %, 90 % et 85 % de la dotation par habitant perçue l'année précédente.

Les syndicats ou communautés d'agglomération nouvelle perçoivent une attribution qui progresse chaque année comme la dotation forfaitaire prévue à l'article L. 2334-7.

Art. L. 5214-23-2. — Les pertes de recettes que la communauté de communes subit du fait des exemptions temporaires dont bénéficient les constructions nouvelles ainsi que les locaux visés aux articles 1384 C et 1384 D du code général des impôts au titre de la taxe foncière sur les propriétés bâties sont compensées par une subvention de l'État, déterminée dans les mêmes conditions que l'allocation servie aux communes, conformément aux dispositions de l'article L. 2335-3.

Art. L. 5215-8. — Il est procédé, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État, entre deux renouvellements généraux des conseils municipaux, à une nouvelle répartition des sièges par application des articles L. 5215-6 et L. 5215-7 dans le cas prévu à l'article L. 5215-40, ou dans le cas où des modifications aux limites territoriales des communes membres de la communauté urbaine entraînent la suppression d'une ou plusieurs communes ou la création d'une ou plusieurs communes nouvelles.

Art. L. 5215-35. — Les pertes de recettes que la communauté urbaine subit du fait des exemptions temporaires dont bénéficient les constructions nouvelles ainsi que les locaux visés aux articles 1384 C et 1384 D du code général des impôts au titre de la taxe foncière des propriétés bâties sont compensées par une subvention de l'État, déterminée dans les mêmes conditions que l'allocation servie aux communes, conformément aux dispositions de l'article L. 2335-3.

Art. L. 5215-40. — Le périmètre de l'agglomération dans laquelle la communauté urbaine exerce ses compétences peut être ultérieurement étendu, par arrêté du représentant de l'État dans le département, par adjonction de communes nouvelles, soit à la demande de leurs conseils municipaux, soit sur l'initiative du conseil de communauté.

La modification est subordonnée dans le premier cas à l'accord du conseil de communauté et dans le second cas à celui du ou des conseils municipaux intéressés.

Art. L. 5215-40-1. — Dans un délai de trois ans à compter de la publication de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, le périmètre des communautés urbaines peut être étendu aux communes dont l'inclusion dans le périmètre communautaire est de nature à assurer la cohérence spatiale et économique ainsi que la solidarité financière et sociale qui sont nécessaires au développement de la communauté urbaine et à son évolution en métropole régionale. Il ne peut toutefois inclure, sans leur accord, les communes membres d'une communauté de communes dont l'éligibilité à la dotation prévue au onzième alinéa de l'article L. 5211-29 a été constatée dans les conditions fixées à l'article L. 5214-23-1.

Le projet d'extension du périmètre communautaire est arrêté par le représentant de l'État dans le département lorsque les communes font partie du même département, ou par arrêté conjoint des représentants de l'État dans les départements concernés lorsque le périmètre projeté s'étend au-delà d'un seul département, après avis de la ou des commissions départementales de la coopération intercommunale concernées. Cet avis est réputé négatif s'il n'a pas été rendu à l'issue d'un délai de deux mois. Le périmètre peut être étendu après accord du conseil de la communauté urbaine ainsi que des deux tiers au moins des conseils municipaux de toutes les communes incluses dans le futur périmètre et représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci ou de la moitié au moins des conseils municipaux de ces communes représentant les deux tiers de la population. Cette majorité

doit nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est supérieure à la moitié de la population totale concernée ou, à défaut, de la commune dont la population est la plus importante. À défaut de délibération dans le délai de trois mois à compter de la notification du projet d'extension du périmètre, l'accord est réputé donné.

L'extension du périmètre communautaire est prononcée par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements. Cet arrêté vaut retrait des communes auxquelles le périmètre est étendu des établissements publics de coopération intercommunale dont elles sont membres. Dans le cas particulier de syndicats de communes ou de syndicats mixtes, le retrait s'effectue dans les conditions fixées à l'article L. 5215-22.

L'extension du périmètre entraîne une nouvelle répartition des sièges au conseil de la communauté urbaine conformément aux articles L. 5215-6 et L. 5215-7. Elle entraîne l'application à l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à l'exercice des compétences transférées, ainsi que des droits et obligations attachés à ces biens, équipements et services à la date du transfert, des dispositions prévues au II de l'article L. 5211-18.

La procédure peut être renouvelée tous les douze ans à compter de l'expiration du délai de trois ans prévu au premier alinéa.

Art. L. 5721-6-1. — Le transfert de compétences à un syndicat mixte entraîne de plein droit l'application à l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice, ainsi qu'à l'ensemble des droits et obligations qui leur sont attachés à la date du transfert :

1° Au moment de la création du syndicat : des dispositions des trois premiers alinéas de l'article L. 1321-1, des deux premiers alinéas de l'article L. 1321-2 et des articles L. 1321-3, L. 1321-4 et L. 1321-5.

Toutefois, lorsque le syndicat mixte est compétent en matière de zones d'activité économique, les conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers nécessaires à l'exercice de cette compétence sont décidées par accord entre les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale qui participent à la création du syndicat. L'affectation des personnels est décidée dans les mêmes conditions.

Le syndicat mixte est substitué de plein droit, à la date du transfert des compétences, aux collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes. Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. La substitution de personne morale aux contrats conclus par les collectivités et établissements n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant. La collectivité ou l'établissement qui transfère la compétence informe les cocontractants de cette substitution ;

2° En cas d'extension ultérieure des compétences ou du périmètre du syndicat : des dispositions des premier et dernier alinéas du 1° du présent article.

Toutefois, lorsque le syndicat mixte est compétent en matière de zones d'activité économique, les conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers nécessaires à l'exercice de cette compétence sont décidées dans les conditions fixées par les statuts du syndicat et, à défaut, par délibérations concordantes du comité du syndicat mixte et des organes délibérants des collectivités et établissements publics de coopération intercommunale membres. L'affectation des personnels est décidée dans les mêmes conditions.

Code général des impôts

Art. 39 A. — 1. L'amortissement des biens d'équipement, autres que les immeubles d'habitation, les chantiers et les locaux servant à l'exercice de la profession, acquis ou fabriqués à compter du 1^{er} janvier 1960 par les entreprises industrielles, peut être calculé suivant un système

d'amortissement dégressif, compte tenu de la durée d'amortissement en usage dans chaque nature d'industrie. Un décret en Conseil d'État fixe les modalités de l'amortissement dégressif.

Les taux d'amortissement dégressif sont obtenus en multipliant les taux d'amortissement linéaire par un coefficient fixé à

- a. 1,25 lorsque la durée normale d'utilisation est de trois ou quatre ans ;
- b. 1,75 lorsque cette durée normale est de cinq ou six ans ;
- c. 2,25 lorsque cette durée normale est supérieure à six ans.

L'amortissement dégressif s'applique annuellement, dans la limite des plafonds, à la valeur résiduelle du bien à amortir.

Ces modalités d'amortissement correspondent à une utilisation quotidienne traditionnelle quant à la durée ; dans le cas d'utilisation continue des matériels considérés, les taux d'amortissement sont majorés.

2. Les dispositions du 1 sont applicables dans les mêmes conditions :

1° Aux investissements hôteliers, meubles et immeubles ;

2° Aux bâtiments industriels dont la durée normale d'utilisation n'excède pas quinze années et dont la construction est achevée postérieurement à la date de la publication de la loi n° 62-873 du 31 juillet 1962, à l'exclusion cependant des immeubles ayant fait l'objet de l'amortissement exceptionnel prévu au 1 de l'article 39 *quinquies* A ;

3° Aux satellites de communication.

3. *périmé.*

4. *Transféré.*

Art. 1382 B. — Les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre peuvent, par délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A *bis*, exonérer, pour la part de taxe foncière sur les propriétés bâties qui leur revient, les bâtiments affectés à l'activité de déshydratation de fourrages, à l'exclusion de ceux abritant les presses et les séchoirs. Toutefois, pour l'application de cette exonération au titre de 2003, les délibérations doivent intervenir au plus tard le 31 janvier 2003.

(Ces dispositions sont applicables à compter des impositions établies au titre de 2003).

Art. 1383. — I. — Les constructions nouvelles, reconstructions et additions de construction sont exonérées de la taxe foncière sur les propriétés bâties durant les deux années qui suivent celle de leur achèvement.

II. — Il en est de même de la conversion d'un bâtiment rural en maison ou en usine, ainsi que de l'affectation de terrains à des usages commerciaux ou industriels tels que chantiers, lieux de dépôts de marchandises et autres emplacements de même nature.

III. — L'exonération temporaire prévue au I ne s'applique pas aux terrains utilisés pour la publicité commerciale ou industrielle par panneaux-réclames, affiches-écrans ou affiches sur portatif spécial, établis au-delà d'une distance de 100 mètres autour de toute agglomération de maisons ou de bâtiments.

IV. — Les exonérations prévues aux I et II sont supprimées, à compte de 1992, pour la part de taxe foncière sur les propriétés bâties perçues au profit des communes et de leurs groupements, en ce qu'elles concernent les immeubles autres que ceux à usage d'habitation.

V. — Les communes et groupements de communes à fiscalité propre peuvent, par délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A *bis*, supprimer, pour la part de taxe foncière sur les propriétés bâties qui leur revient, les exonérations prévues aux I et II, en ce qui concerne les immeubles à usage d'habitation achevés à compter du 1^{er} janvier 1992.

La délibération peut toutefois supprimer ces exonérations uniquement pour ceux de ces immeubles qui ne sont pas financés au moyen de prêts aidés de l'État prévus aux articles L. 301-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation ou de prêts visés à l'article R. 331-63 du code précité.

Art. 1383 A. — I. — Les entreprises créées à compter du 1^{er} janvier 1989, visées au I de l'article 1464 B et qui bénéficient des exonérations prévues aux articles 44 *sexies* et 44 *septies*, peuvent être exonérées dans les conditions prévues à l'article 1464 C, de la taxe foncière sur les propriétés bâties dont elles sont redevables, pour les établissements qu'elles ont créés ou repris à une entreprise en difficulté au titre des deux années suivant celle de leur création.

II. — Les entreprises ne peuvent bénéficier de cette exonération qu'à la condition de déclarer leurs acquisitions au service des impôts de la situation des biens dans les quinze jours de la signature de l'acte.

III. — Lorsque les conditions requises pour bénéficier de l'exonération prévue à l'article 1383 B et celles prévues au présent article sont remplies, le contribuable doit opter pour l'un ou l'autre de ces deux régimes avant le 1^{er} janvier de l'année au titre de laquelle l'exonération prend effet. L'option est irrévocable.

Art. 1383 B. — Sauf délibération contraire de la collectivité territoriale ou du groupement de collectivités territoriales, à compter du 1^{er} janvier 1997, les immeubles situés dans les zones franches urbaines définies au B du 3 de l'article 42 modifié de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire et dont la liste figure au I de l'annexe à la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, et affectés, au 1^{er} janvier 1997, à une activité entrant dans le champ d'application de la taxe professionnelle sont exonérés de taxe foncière sur les propriétés bâties pour une durée de cinq ans, sous réserve que les conditions d'exercice de l'activité prévues aux premier et quatrième à septième alinéas du I *quater* de l'article 1466 A soient remplies.

Pour les immeubles affectés, après le 1^{er} janvier 1997 et avant le 31 décembre 2001, à une activité entrant dans le champ d'application de la taxe professionnelle, l'exonération prévue au premier alinéa s'applique à compter du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle où est intervenue cette affectation, sous réserve que la condition d'effectif prévue au premier alinéa du I *quater* de l'article 1466 A soit remplie.

L'exonération prévue aux premier et deuxième alinéas cesse de s'appliquer à compter du 1^{er} janvier de l'année suivant celle où les immeubles ne sont plus affectés à une activité entrant dans le champ d'application de la taxe professionnelle.

L'exonération s'applique dans les conditions prévues aux trois alinéas précédents aux immeubles affectés à une activité entrant dans le champ d'application de la taxe professionnelle et exercée pour la première fois entre le 1^{er} janvier 2002 et le 1^{er} janvier 2008.

En cas de changement d'exploitant avant le 31 décembre 2001, l'exonération s'applique pour une durée de cinq ans à compter du 1^{er} janvier de l'année suivant celle où est intervenu le changement. En cas de changement d'exploitant avant le 1^{er} janvier 2008 au cours d'une période d'exonération ouverte après le 1^{er} janvier 2002, l'exonération s'applique pour la période restant à courir et dans les conditions prévues pour le prédécesseur.

L'exonération porte sur la totalité de la part revenant à chaque collectivité ou groupement de collectivités territoriales et ne peut avoir pour effet de reporter de plus de cinq ans l'application du régime d'imposition de droit commun.

Lorsque les conditions requises pour bénéficier de l'exonération prévue à l'article 1383 A et celles prévues au présent article sont remplies, le contribuable doit opter pour l'un ou l'autre de ces deux régimes avant le 1^{er} janvier de l'année au titre de laquelle l'exonération prend effet. L'option est irrévocable.

Les obligations déclaratives des personnes et organismes concernés par les exonérations prévues au présent article sont fixées par décret.

Art. 1383 C. — Sauf délibération contraire de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre, prise dans les conditions prévues au I de l'article 1639 A *bis*, les immeubles situés dans les zones franches urbaines définies au B du 3 de l'article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 précitée et dont la liste figure au I *bis* de l'annexe à la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 précitée qui sont affectés, entre le 1^{er} janvier 2004 et le 31 décembre 2008 inclus, à une activité entrant dans le champ d'application de la taxe professionnelle, sont exonérés de taxe foncière sur les propriétés bâties pour une durée de cinq ans, sous réserve que les conditions d'exercice de l'activité prévues aux premier et troisième alinéas du I *quinquies* de l'article 1466 A soient remplies. L'exonération s'applique à compter du 1^{er} janvier 2004 ou à compter du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle où est intervenue cette affectation si elle est postérieure au 1^{er} janvier 2004. Les exonérations prenant effet en 2004 s'appliquent dans les limites prévues par le règlement (CE) n° 69/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides de *minimis*.

Cette exonération cesse de s'appliquer à compter du 1^{er} janvier de l'année suivant celle où les immeubles ne sont plus affectés à une activité entrant dans le champ d'application de la taxe professionnelle.

En cas de changement d'exploitant au cours d'une période d'exonération, celle-ci est maintenue pour la période restant à courir et dans les conditions prévues pour le prédécesseur.

L'exonération porte sur la totalité de la part revenant à chaque collectivité territoriale ou établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre.

Lorsque les conditions requises pour bénéficier de l'exonération prévue à l'article 1383 A et de celle prévue au présent article sont remplies, le contribuable doit opter pour l'un ou l'autre de ces régimes avant le 1^{er} janvier de l'année au titre de laquelle l'exonération prend effet. L'option est irrévocable et vaut pour l'ensemble des collectivités.

Les obligations déclaratives des personnes et organismes concernés par les exonérations prévues au présent article sont fixées par décret.

Art. 1384 B. — Les communes et groupements de communes à fiscalité propre peuvent par délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A *bis*, exonérer totalement ou partiellement, pour la part de taxe foncière sur les propriétés bâties qui leur revient, pendant une durée qu'ils déterminent, les logements faisant l'objet d'un bail à réhabilitation en application de l'article L252-1 du code de la construction et de l'habitation.

Les obligations déclaratives des personnes et organismes entrant dans le champ d'application du premier alinéa sont fixées par décret.

Art. 1388 ter. — I. - Dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion et sauf délibération contraire des collectivités territoriales ou des groupements dotés d'une fiscalité propre, prise dans les conditions fixées à l'article 1639 A *bis*, la base d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties des logements à usage locatif mentionnés à l'article L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation, appartenant à des organismes ou à des sociétés d'économie mixte cités aux articles L. 411-2, L. 472-1-1 et L. 481-1-1 du même code, fait

l'objet d'un abattement de 30 % lorsque ces logements font l'objet de travaux d'amélioration, avec le concours financier de l'État en application du 3° de l'article L. 301-2 du même code, ayant pour objet de les conforter vis-à-vis des risques naturels prévisibles énumérés au I de l'article L. 562-1 du code de l'environnement.

L'abattement est applicable pour les impositions établies au titre des cinq années suivant celle de l'achèvement des travaux qui doit intervenir au plus tard le 31 décembre 2016.

La nature des travaux ouvrant droit à l'abattement est fixée par arrêté conjoint du ministre chargé de l'outre-mer, du ministre chargé du logement et du ministre chargé du budget.

II. — Pour bénéficier de l'abattement prévu au I, les organismes ou sociétés concernés doivent adresser au service des impôts du lieu de situation des biens, avant le 1^{er} janvier de l'année suivant celle de l'achèvement des travaux, une déclaration conforme au modèle établi par l'administration comportant tous les éléments d'identification des biens. Cette déclaration doit être accompagnée des documents justifiant de l'octroi et du versement de la subvention par l'État ainsi que de la réalisation des travaux. Lorsque la déclaration est souscrite hors délai, l'abattement s'applique pour la période restant à courir après le 31 décembre de l'année de la souscription.

Le bénéfice de l'abattement prévu par l'article 1388 *bis* ne peut être cumulé pour une même période avec l'abattement prévu au présent article.

Lorsque les conditions requises pour bénéficier de l'abattement prévu à l'article 1388 *bis* et celles prévues par le présent article sont réunies, l'organisme ou la société doit opter pour l'un ou l'autre de ces régimes avant le 1^{er} janvier de la première année au titre de laquelle l'abattement retenu prend effet.

Toutefois, le bénéfice des dispositions du présent article est accordé à l'expiration de la période d'application de l'abattement prévu par l'article 1388 *bis* sous déduction du nombre d'années au titre desquelles cet abattement a été pratiqué.

Ces dispositions sont applicables pour les logements dont les travaux ont été achevés à compter du 1^{er} janvier de l'année suivant celle de la publication de la loi 2003-660 du 21 juillet 2003, voir l'article 44 III de cette loi.

Art. 1395 A. — À compter du 1^{er} janvier 1991, les conseils municipaux, généraux et régionaux et les organes délibérants des groupements de communes à fiscalité propre peuvent exonérer, chacun pour sa part, de taxe foncière sur les propriétés non bâties les terrains nouvellement plantés en noyers.

Cette exonération ne saurait dépasser huit ans et la délibération devra intervenir au plus tard le 1^{er} octobre de l'année précédente.

[Ces dispositions s'appliquent pour les délibérations prises à compter de 2004.]

Art. 1395 B. — Les terrains plantés en arbres truffiers sont, à compter du 1^{er} janvier 1991, exonérés de taxe foncière sur les propriétés non bâties pendant les quinze années suivant celle de leur plantation, sur délibération prise, pour la part qui revient respectivement à chacune des collectivités intéressées, par les conseils généraux et régionaux.

Pour bénéficier de cette exonération, le propriétaire doit faire, avant le 1^{er} janvier de l'année au titre de laquelle l'exonération devient applicable, une déclaration au service des impôts, assortie des justifications nécessaires, en indiquant notamment la liste des parcelles concernées et l'année de leur plantation. Cette déclaration doit être souscrite avant le 1^{er} septembre 1991 pour les exonérations applicables à compter du 1^{er} janvier 1991.

Les délibérations des collectivités locales et de leurs groupements dotés d'une fiscalité propre prises en vertu de l'article 81 de la loi de finances pour 1990 (n° 89-935 du 29 décembre 1989) sont applicables dans les conditions prévues au premier alinéa.

Art. 1395 C. — Abrogé par la loi de finances pour 2004 n° 2003-1311 du 30 décembre 2003.

Art. 1396. — La taxe foncière sur les propriétés non bâties est établie d'après la valeur locative cadastrale de ces propriétés déterminée conformément aux règles définies par les articles 1509 à 1518 A et sous déduction de 20 % de son montant.

La valeur locative cadastrale des terrains constructibles situés dans les zones urbaines délimitées par une carte communale, un plan local d'urbanisme ou un plan de sauvegarde et de mise en valeur approuvé conformément au code de l'urbanisme, peut, sur délibération du conseil municipal prise dans les conditions prévues au premier alinéa du I de l'article 1639 A *bis*, être majorée d'une valeur forfaitaire qui ne peut excéder 0,76 euro par mètre carré, pour le calcul de la part revenant aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale sans fiscalité propre. Cette disposition n'est pas applicable aux terrains déjà classés dans la catégorie fiscale des terrains à bâtir.

La liste des terrains constructibles concernés est dressée par le maire. Cette liste, ainsi que les modifications qui y sont apportées en cas de révision ou de modification des documents d'urbanisme, sont communiquées à l'administration des impôts avant le 1^{er} septembre de l'année qui précède l'année d'imposition. En cas d'inscription erronée, les dégrèvements en résultant sont à la charge de la commune ; ils s'imputent sur les attributions mentionnées à l'article L. 2332-2 du code général des collectivités territoriales.

Art. 1411. — I. — La valeur locative afférente à l'habitation principale de chaque contribuable est diminuée d'un abattement obligatoire pour charges de famille. Elle peut également être diminuée d'abattements facultatifs à la base.

II. — 1. L'abattement obligatoire pour charges de famille est fixé à 10 % de la valeur locative moyenne des habitations de la commune pour chacune des deux premières personnes à charge et à 15 % pour chacune des suivantes. Ces taux peuvent être majorés de 5 ou 10 points par le conseil municipal.

2. L'abattement facultatif à la base, que le conseil municipal peut instituer, est égal à 5, 10 ou 15 % de la valeur locative moyenne des habitations de la commune.

3. Sans préjudice de l'application de l'abattement prévu au 2, le conseil municipal peut accorder un abattement à la base de 5, 10 ou 15 % aux contribuables dont le montant des revenus de l'année précédente n'excède pas la limite prévue à l'article 1417 et dont l'habitation principale a une valeur locative inférieure à 130 % de la moyenne communale. Ce pourcentage est augmenté de 10 points par personne à charge.

4. La valeur locative moyenne est déterminée en divisant le total des valeurs locatives d'habitation de la commune, abstraction faite des locaux exceptionnels, par le nombre des locaux correspondants.

5. À compter de 1981, sauf décision contraire des conseils municipaux, les abattements supérieurs au niveau maximum de droit commun sont ramenés à ce niveau par parts égales sur cinq ans.

Pour les impositions établies au titre de 1995 et des années suivantes, les conseils municipaux peuvent, par délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A *bis*, décider de ramener, immédiatement ou progressivement, les abattements supérieurs au niveau maximum de droit commun au niveau des abattements de droit commun.

II *bis*. — Pour le calcul de la taxe d'habitation que perçoivent les départements et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, les organes délibérants de ces collectivités et établissements publics peuvent, dans les conditions prévues au présent article et à l'article 1639 A *bis*, décider de fixer eux-mêmes le montant des abattements applicables aux valeurs locatives brutes.

Dans ce cas, la valeur locative moyenne servant de référence pour le calcul des abattements est la valeur locative moyenne des habitations du département, ou de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

En l'absence de délibération, les abattements applicables sont ceux résultant des votes des conseils municipaux, calculés sur la valeur locative moyenne de la commune.

III. — Sont considérés comme personnes à la charge du contribuable :

– ses enfants ou les enfants qu'il a recueillis lorsqu'ils répondent à la définition donnée pour le calcul de l'impôt sur le revenu ;

– ses ascendants ou ceux de son conjoint âgés de plus de soixante dix ans ou infirmes lorsqu'ils résident avec lui et que leurs revenus de l'année précédente n'excèdent pas la limite prévue à l'article 1417.

IV. — La valeur locative moyenne servant de base au calcul de l'abattement obligatoire pour charges de famille et des abattements facultatifs à la base est majorée chaque année proportionnellement à la variation des valeurs locatives des logements résultant de l'application des articles 1518 et 1518 *bis*.

Les abattements, fixés en valeur absolue conformément au 5 du II, sont majorés proportionnellement à la variation des valeurs locatives des logements résultant de l'application des articles 1518 et 1518 *bis*.

V. — La valeur locative moyenne ainsi que les abattements sont arrondis à l'euro le plus proche. La fraction d'euro à 0,50 est comptée pour 1.

Art. 1459. — Sont exonérés de la taxe professionnelle :

1° Les propriétaires ou locataires qui louent accidentellement une partie de leur habitation personnelle, lorsque d'ailleurs cette location ne présente aucun caractère périodique ;

2° Les personnes qui louent ou sous-louent en meublé une ou plusieurs pièces de leur habitation principale, sous réserve que les pièces louées constituent pour le locataire ou le sous-locataire en meublé sa résidence principale, et que le prix de location demeure fixé dans des limites raisonnables ;

3° Sauf délibération contraire des collectivités territoriales et de leurs groupements dotés d'une fiscalité propre :

a) Les personnes qui louent tout ou partie de leur habitation personnelle à titre de gîte rural ;

b) Les personnes qui louent en meublé des locaux classés dans les conditions prévues au I de l'article 58 de la loi n° 65-997 du 29 novembre 1965, lorsque ces locaux sont compris dans leur habitation personnelle ;

c) Les personnes autres que celles visées aux 1° et 2° du présent article ainsi qu'aux *a* et *b* ci-dessus, qui louent ou sous-louent en meublé tout ou partie de leur habitation personnelle.

Les délibérations sont prises dans les conditions prévues à l'article 1639 A *bis* et portent sur la totalité de la part revenant à chaque collectivité ou groupement ; elles peuvent concerner une ou plusieurs des catégories de personnes énumérées ci-dessus.

Les conditions d'application du a ci-dessus sont fixées par décret.

Art. 1464 — Les conseils municipaux peuvent décider d'exonérer de la taxe professionnelle, en totalité ou en partie, les caisses de crédit municipal.

Art. 1464 A. — Les collectivités territoriales et leurs groupements dotés d'une fiscalité propre peuvent, par une délibération de portée générale prise dans les conditions définies à l'article 1639 A *bis*, exonérer de taxe professionnelle :

1° Dans la limite de 100 %, les entreprises de spectacles vivants relevant des catégories ci-après :

a) les théâtres nationaux ;

b) les autres théâtres fixes ;

c) les tournées théâtrales et les théâtres démontables exclusivement consacrés à des spectacles d'art dramatique, lyrique ou chorégraphique ;

d) les concerts symphoniques et autres, les orchestres divers et les chorales ;

e) les théâtres de marionnettes, les cabarets artistiques, les cafés-concerts, les music-halls et cirques à l'exclusion des établissements où il est d'usage de consommer pendant les séances.

L'exonération ne bénéficie pas aux entreprises donnant des représentations visées au 2 de l'article 279 *bis*.

La délibération peut porter sur une ou plusieurs catégories. Les délibérations prises par les collectivités territoriales et leurs groupements dotés d'une fiscalité propre avant l'entrée en vigueur de la loi n° 99-198 du 18 mars 1999 portant modification de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles demeurent valables tant qu'elles ne sont pas rapportées ou modifiées ;

2° *Abrogé.*

3° Dans la limite de 66 %, les établissements de spectacles cinématographiques situés dans les communes de moins de 100 000 habitants qui, quel que soit le nombre de leurs salles, réalisent en moyenne hebdomadaire moins de 2 000 entrées ; dans la limite de 33 %, les autres établissements de spectacles cinématographiques ;

4° Dans la limite de 100 %, les établissements de spectacles cinématographiques qui, quel que soit le nombre de leurs salles, réalisent en moyenne hebdomadaire moins de 5 000 entrées et bénéficient d'un classement "art et essai" au titre de l'année de référence.

Les exonérations prévues aux 3° et 4° ne s'appliquent pas aux établissements spécialisés dans la projection de films visés au 3° de l'article 279 *bis*.

Art. 1464 B. — I. — Les entreprises créées à compter du 1^{er} janvier 1989 qui bénéficient des exonérations prévues aux articles 44 *sexies* et 44 *septies*, peuvent être exonérées, dans les conditions prévues à l'article 1464 C, de la taxe professionnelle dont elles sont redevables, pour les établissements qu'elles ont créés ou repris à une entreprise en difficulté, au titre des deux années suivant celle de leur création.

II. — Les entreprises ne peuvent bénéficier de cette exonération qu'à la condition d'en avoir adressé la demande au service des impôts de chacun des établissements concernés, avant le 1^{er} janvier de l'année suivant celle de la création ou de la reprise de l'établissement en attestant qu'elles remplissent les conditions exigées au I ; elles déclarent chaque année les éléments entrant dans le champ d'application de l'exonération.

III. — Lorsqu'un établissement remplit les conditions requises pour bénéficier de l'exonération temporaire de taxe professionnelle prévue à l'article 1465 et de l'exonération de taxe profes-

professionnelle prévue au I, l'entreprise doit opter pour l'un ou l'autre de ces régimes. Cette option est irrévocable.

IV. — Les dispositions du dixième alinéa de l'article 1465 s'appliquent au présent article.

Art. 1464 D. — Par une délibération de portée générale prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A bis, les collectivités territoriales ou leurs groupements dotés d'une fiscalité propre peuvent exonérer de la taxe professionnelle pendant les deux années qui suivent celle de leur établissement les médecins ainsi que les auxiliaires médicaux mentionnés au livre I^{er} et au livre III de la quatrième partie du code de la santé publique et soumis à l'impôt sur le revenu dans la catégorie des bénéficiaires non commerciaux qui, exerçant pour la première fois leur activité à titre libéral, s'établissent dans une commune de moins de deux mille habitants.

La délibération porte sur la totalité de la part revenant à chaque collectivité ou groupement. Les délibérations prises par les conseils municipaux s'appliquent à la cotisation de péréquation de la taxe professionnelle.

Pour bénéficier de l'exonération, les médecins ainsi que les auxiliaires médicaux visés au premier alinéa doivent apporter les justifications nécessaires au service des impôts compétent avant le 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de leur établissement.

Art. 1464 E. — Les collectivités territoriales et leurs groupements dotés d'une fiscalité propre peuvent, par une délibération de portée générale prise dans les conditions définies à l'article 1639 A bis, exonérer de taxe professionnelle, pour moitié et pendant dix ans, la valeur locative des installations de désulfuration du gazole et du fioul lourd ainsi que celle des installations de conversion profonde du fioul lourd en gazole, fioul domestique ou carburants pour automobiles.

Peuvent seules bénéficier des dispositions qui précèdent les unités de désulfuration ou d'hydrotraitement du fioul lourd avec production de soufre ainsi que les unités de désulfuration avec emploi d'hydrogène ou d'hydrotraitement du gazole ou du fioul domestique et les unités connexes de traitement des effluents d'hydrogène sulfuré avec production de soufre qui, dans leur conception et leur fonctionnement, respectent les caractéristiques techniques définies par décret en Conseil d'État.

Les entreprises ne peuvent bénéficier de l'exonération qu'à la condition de déclarer, chaque année, au service des impôts, les éléments d'imposition entrant dans le champ d'application de l'exonération.

Art. 1464 F. — Les collectivités territoriales et leurs groupements dotés d'une fiscalité propre peuvent, par une délibération de portée générale prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A bis, exonérer de taxe professionnelle, en totalité et pendant cinq ans, la valeur locative des installations de stockage de gaz liquéfié d'au moins 200 tonnes qui, pour un motif d'intérêt général, font l'objet d'un transfert à l'intérieur de la même commune ou dans une autre commune.

Les entreprises ne peuvent bénéficier de ces dispositions qu'à la condition de déclarer, chaque année, au service des impôts, les éléments entrant dans le champ d'application de l'exonération.

Art. 1464 G. — Dans les ports maritimes où le maintien du transit portuaire impose la modernisation et la rationalisation des opérations de manutention, les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre peuvent, par une délibération de portée générale prise dans les conditions prévues au premier alinéa du I de l'article 1639 A bis, exonérer de la taxe professionnelle due au titre des années 2001 à 2006 la valeur locative des outillages, équipements et installations spécifiques de manutention portuaire exploités au 31 décembre 2000, ainsi que de ceux acquis ou créés en remplacement de ces équipements, et rattachés à un établissement d'une entreprise de manutention portuaire situé dans le ressort d'un port exonéré de taxe professionnelle en application du 2^o de l'article 1449.

La liste des ports concernés ainsi que les caractéristiques des outillages, équipements et installations spécifiques visés ci-dessus sont fixées par arrêté du ministre chargé du budget et du ministre chargé des ports.

Les entreprises qui entendent bénéficier de ces dispositions doivent déclarer, chaque année, au service des impôts, les éléments entrant dans le champ d'application de l'exonération.

Pour l'année 2001, les délibérations des collectivités territoriales ou des établissements publics de coopération intercommunale doivent intervenir au plus tard au 31 janvier 2001 et les entreprises doivent déclarer, au plus tard le 15 février 2001, pour chacun de leurs établissements, les éléments entrant dans le champ de l'exonération.

Art. 1464 H. — Les collectivités territoriales et leurs établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre peuvent, par une délibération de portée générale prise dans les conditions définies au I de l'article 1639 A *bis*, exonérer de la taxe professionnelle les activités des établissements publics administratifs d'enseignement supérieur ou de recherche gérées par des services d'activités industrielles et commerciales créés par la loi n° 99-587 du 12 juillet 1999 sur l'innovation et la recherche.

Les établissements concernés doivent déclarer chaque année, au service des impôts, les éléments entrant dans le champ de l'exonération.

Art. 1465. — Dans les zones définies par l'autorité compétente où l'aménagement du territoire le rend utile, les collectivités locales et leurs groupements dotés d'une fiscalité propre peuvent, par une délibération de portée générale, exonérer de la taxe professionnelle en totalité ou en partie les entreprises qui procèdent sur leur territoire, soit à des décentralisations, extensions ou créations d'activités industrielles ou de recherche scientifique et technique, ou de services de direction, d'études, d'ingénierie et d'informatique, soit à une reconversion dans le même type d'activités, soit à la reprise d'établissements en difficulté exerçant le même type d'activités. Cette délibération ne peut avoir pour effet de reporter de plus de cinq ans l'application du régime d'imposition de droit commun. Pour les opérations réalisées à compter du 1^{er} janvier 1995, l'exonération s'applique dans les zones éligibles à la prime d'aménagement du territoire et dans les territoires ruraux de développement prioritaire définis par décret.

Lorsqu'il s'agit de décentralisations, extensions ou créations d'établissements industriels ou de recherche scientifique et technique répondant à des conditions fixées par décret en tenant compte notamment du volume des investissements et du nombre des emplois créés, l'exonération est acquise sans autre formalité. Dans les autres cas, elle est soumise à agrément dans les conditions prévues à l'article 1649 *nonies*.

Quand l'agrément est nécessaire pour des entreprises petites ou moyennes, il est accordé par une procédure décentralisée.

Quand l'agrément n'est pas nécessaire, l'exonération porte sur l'augmentation nette des bases d'imposition résultant des immobilisations nouvelles appréciée par rapport à la dernière année précédant l'opération ou par rapport à la moyenne des trois dernières années si celle-ci est supérieure. Toutefois, le prix de revient des immobilisations exonérées ne peut excéder 1 524 490 euros par emploi créé. Par délibération, les collectivités locales peuvent fixer ce montant à un niveau moins élevé.

L'entreprise ne peut bénéficier d'une exonération non soumise à agrément qu'à condition de l'avoir indiqué au service des impôts au plus tard lors du dépôt de la première déclaration dans laquelle doivent figurer les éléments nouveaux concernés.

L'entreprise déclare chaque année les éléments entrant dans le champ d'application de l'exonération. Deux périodes d'exonération ne peuvent courir simultanément.

L'exonération cesse pour la période restant à courir lorsqu'au cours de cette période l'entreprise ne remplit plus les conditions exigées pour l'obtention de cette exonération.

Pour l'application du présent article, les délibérations prises par les conseils municipaux s'appliquent aux impositions perçues au profit des groupements de communes autres que les communautés urbaines en ce qui concerne les décentralisations, extensions, créations, reconversions d'activité ou reprises d'établissements en difficulté réalisées avant le 1^{er} janvier 1991. Les délibérations instituant l'exonération prises en 1995 par les collectivités locales et leurs groupements dotés d'une fiscalité propre s'appliquent aux opérations réalisées à compter du 1^{er} janvier 1995.

Lorsque tout ou partie de la part communale de la taxe professionnelle acquittée par les entreprises implantées sur une zone d'activités économiques créée ou gérée par un groupement de communes est affectée à ce groupement en vertu de l'article 11 modifié de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale, celui-ci est substitué à la commune pour l'application du présent article.

Nonobstant les dispositions de l'article L. 174 du livre des procédures fiscales, toute entreprise qui cesse volontairement son activité pendant une période d'exonération prévue au présent article, ou dans les cinq années suivant la fin de celle-ci, est tenue de verser les sommes qu'elle n'a pas acquittées au titre de la taxe professionnelle.

Un décret en Conseil d'État fixe les conditions d'application du présent article.

Art. 1465 A. — (Dispositions applicables aux opérations réalisées jusqu'au 31 décembre 1997.)

Sauf délibération contraire de la collectivité territoriale ou du groupement de collectivités territoriales, dans les zones de revitalisation rurale dont le périmètre est défini par décret, les entreprises qui procèdent à compter du 1^{er} janvier 1995 à des créations ou extensions d'activité industrielle ou de recherche scientifique et technique, ou de services de direction, d'études, ou d'ingénierie et d'informatique dans les conditions et sous réserve, le cas échéant, de l'agrément prévu à l'article 1465, sont exonérées de taxe professionnelle. Cette exonération ne peut avoir pour effet de reporter de plus de cinq ans l'application du régime d'imposition de droit commun.

Les zones de revitalisation rurale comprennent les communes appartenant aux territoires ruraux de développement prioritaire et situées soit dans les arrondissements dont la densité démographique est inférieure ou égale à trente-trois habitants au kilomètre carré, soit dans les cantons dont la densité démographique est inférieure ou égale à trente et un habitants au kilomètre carré, dès lors que ces arrondissements ou cantons satisfont également à l'un des trois critères suivants :

a) le déclin de la population totale ;

b) le déclin de la population active ;

c) un taux de population active agricole supérieur au double de la moyenne nationale. Elles comprennent également les communes situées dans les cantons dont la densité démographique est inférieure ou égale à cinq habitants au kilomètre carré.

Les dispositions des cinquième, sixième, septième et dixième alinéas de l'article 1465 sont applicables aux exonérations prévues au premier alinéa. Toutefois, pour l'application du dixième alinéa de l'article 1465, l'imposition est établie au profit de l'État.

(Dispositions applicables aux opérations réalisées à compter du 1^{er} janvier 1998).

Sauf délibération contraire de la collectivité territoriale ou du groupement de collectivités territoriales, dans les zones de revitalisation rurale dont le périmètre est défini par décret, les entreprises qui procèdent aux opérations mentionnées au premier alinéa de l'article 1465 dans les conditions et sous réserve, le cas échéant, de l'agrément prévu à cet article sont exonérées de taxe professionnelle. Cette exonération ne peut avoir pour effet de reporter de plus de cinq ans l'application du régime d'imposition de droit commun.

Cette exonération s'applique également aux artisans qui effectuent principalement des travaux de fabrication, de transformation, de réparation ou des prestations de services et pour lesquels la rémunération du travail représente plus de 50 % du chiffre d'affaires global, tous droits et taxes compris, et qui créent une activité dans les zones de revitalisation rurale.

Les zones de revitalisation rurale comprennent les communes appartenant aux territoires ruraux de développement prioritaire et situées soit dans les arrondissements dont la densité démographique est inférieure ou égale à trente-trois habitants au kilomètre carré, soit dans les cantons dont la densité démographique est inférieure ou égale à trente et un habitants au kilomètre carré, dès lors que ces arrondissements ou cantons satisfont également à l'un des trois critères suivants :

- a) le déclin de la population totale ;
- b) le déclin de la population active ;
- c) un taux de population active agricole supérieur au double de la moyenne nationale.

Elles comprennent également les communes situées dans les cantons dont la densité démographique est inférieure ou égale à cinq habitants au kilomètre carré.

Les dispositions des cinquième, sixième, septième et dixième alinéas de l'article 1465 sont applicables aux exonérations prévues au premier alinéa. Toutefois, pour l'application du dixième alinéa de l'article 1465, l'imposition est établie au profit de l'État.

Art. 1465 B — Les dispositions de l'article 1465 s'appliquent également aux opérations visées au premier alinéa de cet article, réalisées à compter du 1^{er} janvier 1995, dans les zones éligibles à la prime d'aménagement du territoire pour les seules activités tertiaires.

Les dispositions du premier alinéa s'appliquent aux entreprises qui ont employé moins de 250 salariés au cours de la période de référence retenue pour le calcul de la base d'imposition et dont soit le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 40 millions d'euros, soit le total de bilan n'excède pas 27 millions d'euros. L'effectif moyen de l'entreprise est apprécié par référence au nombre moyen de salariés au cours de cet exercice ou de cette période d'imposition. Le chiffre d'affaires à prendre en compte s'entend de celui réalisé au cours de la même période, éventuellement corrigé pour correspondre à une année pleine et, pour une société mère d'un groupe mentionné à l'article 223 A, de la somme des chiffres d'affaires de chacune des sociétés membres de ce groupe. Le capital des sociétés, entièrement libéré, doit être détenu de manière continue, pour 75 % au moins, par des personnes physiques ou par une société répondant aux mêmes conditions dont le capital est détenu, pour 75 % au moins, par des personnes physiques. Pour la détermination de ce pourcentage, les participations des sociétés de capital-risque, des fonds communs de placement à risques, des sociétés de développement régional et des sociétés financières d'innovation ne sont pas prises en compte à la condition qu'il n'existe pas de lien de dépendance au sens du 12 de l'article 39 entre la société en cause et ces dernières sociétés ou ces fonds.

Art. 1466 A. — I. — Les communes peuvent, dans des parties de leur territoire, dénommées zones urbaines sensibles, caractérisées par la présence de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé mentionnés au 3 de l'article 42 modifié de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire et par un déséquilibre accentué entre l'habitat et l'emploi, délimiter, par délibération prise dans les conditions de l'article 1639 A *bis*, des périmètres à l'intérieur desquels sont exonérées de la taxe professionnelle les créations ou extensions d'établissement, dans la limite d'un montant de base nette imposable fixé pour 1992 à un million de francs et actualisé chaque année en fonction de la variation des prix constatée par l'Institut national de la statistique et des études économiques pour l'année de référence définie à l'article 1467 A. La délibération fixe le taux d'exonération ainsi que sa durée ; elle ne peut avoir pour effet de reporter de plus de cinq ans l'application du régime d'imposition de droit commun. Elle porte sur la totalité de la part revenant à chaque commune. Seuls les établissements employant moins de 150 salariés peuvent bénéficier de cette mesure.

Les délibérations des conseils municipaux s'appliquent à la cotisation de péréquation de la taxe professionnelle.

La limite de base nette imposable visée au premier alinéa est fixée à 124 250 euros au titre de 2002 et, sous réserve de l'actualisation annuelle en fonction de la variation des prix, à 113 600 euros à compter de 2003.

I bis. — Sauf délibération contraire de la collectivité territoriale ou du groupement de collectivités territoriales, les créations et extensions d'établissement intervenues entre le 1^{er} janvier 1995 et le 31 décembre 1996, dans les communes éligibles au titre de l'année précédente à la dotation de solidarité urbaine mentionnée aux articles L. 2334-15 à L. 2334-18-3 du code général des collectivités territoriales, sont exonérées de taxe professionnelle lorsqu'elles sont réalisées dans les parties de leur territoire, dénommées zones de redynamisation urbaine, caractérisées par la présence de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé dont la liste est fixée par décret et par un déséquilibre accentué entre l'habitat et l'emploi.

Cette exonération est limitée au montant de base nette imposable fixé au I. Elle porte sur la totalité de la part revenant à chaque collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales et ne peut avoir pour effet de reporter de plus de cinq ans l'application du régime d'imposition de droit commun. Seuls les établissements employant moins de cent cinquante salariés peuvent bénéficier de cette mesure.

I ter. — Sauf délibération contraire de la collectivité territoriale ou du groupement de collectivités territoriales, les créations, extensions d'établissement ou changements d'exploitant intervenus entre le 1^{er} janvier 1997 et le 31 décembre 2008 inclus dans les zones de redynamisation urbaine définies au A du 3 de l'article 42 modifié de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 sont exonérés de taxe professionnelle dans la limite du montant de base nette imposable fixé au I.

Sauf délibération contraire de la collectivité territoriale ou du groupement de collectivités territoriales, les établissements existant au 1^{er} janvier 1997 dans les zones de redynamisation urbaine visées au premier alinéa, quelle que soit la date de leur création, bénéficient, à compter du 1^{er} janvier 1997, de l'exonération de taxe professionnelle dans les conditions prévues au quatrième alinéa et dans la limite d'un montant de base nette imposable fixé à 50 % du montant prévu au I. Dans cette limite, la base exonérée comprend, le cas échéant, les éléments d'imposition correspondant aux extensions d'établissement intervenues en 1996.

Pour ceux d'entre eux qui remplissaient les conditions mentionnées au *I bis*, l'exonération s'applique dans la limite prévue au I aux éléments d'imposition correspondant aux opérations visées au *I bis*.

Les exonérations prévues aux premier et deuxième alinéas portent pendant cinq ans sur la totalité de la part revenant à chaque collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales. Seuls les établissements employant moins de cent cinquante salariés peuvent en bénéficier.

Sauf délibération contraire des collectivités territoriales ou de leurs établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre, prise dans les conditions prévues au I de l'article 1639 A *bis*, la base nette imposable des établissements existant au 1^{er} janvier 1997, de ceux ayant fait l'objet de l'une des opérations prévues au premier alinéa, effectuée avant le 31 décembre 2001, ou de l'une des opérations prévues au deuxième alinéa du *I quater* ou de ceux mentionnés au premier alinéa du *I quinquies* et situés dans les zones franches urbaines, fait l'objet d'un abattement à l'issue de la période d'exonération et au titre des trois années suivant l'expiration de celle-ci. Le montant de cet abattement est égal, la première année, à 60 % de la base exonérée de la dernière année d'application du dispositif prévu au quatrième alinéa. Il est ramené à 40 % la deuxième année et à 20 % l'année suivante. L'application de cet abattement ne peut conduire à réduire la base d'imposition de l'année considérée de plus de 60 % de son montant la première année, 40 % la deuxième année et 20 % la troisième.

À compter du 1^{er} janvier 2002, en cas de changement d'exploitant au cours de la période d'exonération, celle-ci est maintenue pour la période restant à courir et dans les conditions prévues pour le prédécesseur ;

Pour l'application des dispositions ci-dessus, les délibérations des collectivités territoriales et de leurs groupements dotés d'une fiscalité propre ne peuvent porter que sur l'ensemble des établissements créés, étendus, existants ou changeant d'exploitant ;

I quater. — Sauf délibération contraire de la collectivité territoriale ou du groupement de collectivités territoriales, les entreprises employant cinquante salariés au plus au 1^{er} janvier 1997 ou à la date de leur création, si elle est postérieure, bénéficient de l'exonération de taxe professionnelle à compter du 1^{er} janvier 1997 dans les conditions prévues au *I ter*, pour leurs établissements situés dans les zones franches urbaines définies au B du 3 de l'article 42 modifié de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 et dont la liste figure au I de l'annexe à la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville.

Par exception aux dispositions prévues au cinquième alinéa du *I ter*, pour les entreprises de moins de cinq salariés, pendant la période de référence retenue pour la dernière année d'application du dispositif prévu au quatrième alinéa du *I ter*, le montant de l'abattement est égal, les cinq premières années, à 60 % de la base exonérée la dernière année d'application du dispositif prévu au quatrième alinéa du *I ter*. Il est ramené à 40 % les sixième et septième années et à 20 % les huitième et neuvième années. L'application de cet abattement ne peut conduire à réduire la base d'imposition de l'année considérée de plus de 60 % de son montant les cinq premières années, 40 % les sixième et septième années et 20 % les huitième et neuvième années.

Pour les établissements existant au 1^{er} janvier 1997 et ceux ayant fait l'objet d'une création entre cette date et le 1^{er} janvier 2008, d'une extension ou d'un changement d'exploitant entre cette date et le 31 décembre 2001, cette exonération est accordée dans la limite d'un montant de base nette imposable fixé à 3 millions de francs. Ce seuil est actualisé chaque année dans les conditions prévues au I. Dans cette limite, la base exonérée comprend, le cas échéant, les éléments d'imposition correspondant aux extensions d'établissement intervenues en 1996.

La limite de base nette imposable visée au deuxième alinéa est fixée à 336 150 euros au titre de 2002 (*344 420 euros après actualisation*) et, sous réserve de l'actualisation annuelle en fonction de la variation des prix, à 306 430 euros à compter de 2003.

Pour les établissements existant dans les zones franches urbaines au 1^{er} janvier 1997, visés au premier alinéa, l'exonération s'applique :

a) aux bases d'imposition de tous les établissements appartenant à des entreprises qui exercent leur activité dans les secteurs dont la liste définie selon la nomenclature des activités françaises est annexée à la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville modifiée par la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

b) pour les autres secteurs d'activité, aux bases d'imposition des établissements appartenant à des entreprises dont la part du chiffre d'affaires affèrent aux livraisons intracommunautaires et à l'exportation, réalisé au cours de la période du 1^{er} janvier 1994, ou de la date de leur début d'activité si elle est postérieure, au 31 décembre 1996, n'excède pas 15 % du chiffre d'affaires total hors taxes réalisé pendant la même période ;

c) quel que soit le secteur d'activité, aux bases d'imposition correspondant aux extensions réalisées à compter du 1^{er} janvier 1997.

Les conditions visées aux cinquième et sixième alinéas ne sont pas opposables aux établissements situés dans les zones franches urbaines des communes des départements d'outre-mer.

L'exonération ne s'applique pas aux bases d'imposition afférentes aux biens d'équipement mobiliers transférés par une entreprise, à partir d'un établissement qui, au titre d'une ou plusieurs des cinq années précédant celle du transfert :

a) a donné lieu au versement de la prime d'aménagement du territoire ;

b) ou a bénéficié, pour l'imposition des bases afférentes aux biens transférés, de l'exonération prévue, selon le cas, à l'article 1465 A ou aux *I bis*, *I ter*, *I quater* ou *I quinquies* du présent article.

I quinquies. — Sauf délibération contraire de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre, les entreprises employant cinquante salariés au plus au 1^{er} janvier 2004 ou à la date de leur création, si elle est postérieure, sont exonérées de taxe professionnelle, dans la limite du montant de base nette imposable fixé, à compter de 2003 et sous réserve de l'actualisation annuelle en fonction de la variation de l'indice des prix, par le troisième alinéa du *I quater*, pour leurs établissements existant au 1^{er} janvier 2004 dans les zones franches urbaines définies au B du 3 de l'article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 précitée et dont la liste figure au *I bis* de l'annexe à la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 précitée, ainsi que pour les créations et extensions d'établissement qu'elles y réalisent entre le 1^{er} janvier 2004 et le 31 décembre 2008 inclus.

Les exonérations prenant effet en 2004 s'appliquent lorsque soit le chiffre d'affaires annuel réalisé au cours de la période de référence retenue pour l'imposition établie au titre de l'année 2004 n'excède pas 7 millions d'euros, soit le total de bilan, au terme de la même période, n'excède pas 5 millions d'euros. Pour les exonérations prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2005, ces deux seuils sont portés à 10 millions d'euros et s'apprécient, en cas de création de l'entreprise postérieure au 1^{er} janvier 2004, sur la première année d'activité. Le chiffre d'affaires à prendre en compte est éventuellement corrigé pour correspondre à une année pleine et, pour une société mère d'un groupe mentionné à l'article 223 A, s'entend de la somme des chiffres d'affaires de chacune des sociétés membres de ce groupe.

Les exonérations ne s'appliquent pas aux entreprises dont 25 % ou plus du capital ou des droits de vote est détenu, directement ou indirectement, par une ou plusieurs entreprises ne répondant pas aux conditions prévues aux premier et deuxième alinéas. Pour la détermination de ce pourcentage, les participations des sociétés de capital-risque, des fonds communs de placement à risques des sociétés de développement régional, des sociétés financières d'innovation et des sociétés unipersonnelles d'investissement à risque ne sont pas prises en compte à la condition qu'il n'existe pas de lien de dépendance au sens du 12 de l'article 39 entre la société en cause et ces dernières sociétés ou ces fonds. N'ouvrent pas droit au bénéfice de l'exonération les activités exercées à titre principal dans l'établissement dans l'un des secteurs suivants, définis selon la nomenclature d'activités française de l'Institut national de la statistique et des études économiques : construction automobile, construction navale, fabrication de fibres artificielles ou synthétiques, sidérurgie, transports routiers de marchandises.

Pour les établissements existants au 1^{er} janvier 2004 mentionnés au premier alinéa, la base exonérée comprend, le cas échéant, dans la limite prévue à cet alinéa, les éléments d'imposition correspondant aux extensions d'établissement intervenues en 2003.

Les exonérations prévues aux premier à quatrième alinéas portent, pendant cinq ans à compter du 1^{er} janvier 2004 pour les établissements existants à cette date ou, en cas de création d'établissement, à compter de l'année qui suit la création ou, en cas d'extension d'établissement, à compter de la deuxième année qui suit celle-ci, sur la totalité de la part revenant à chaque collectivité territoriale ou établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre. Les exonérations prenant effet en 2004, s'appliquent dans les limites prévues par le règlement (CE) n° 69/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides de *minimis*.

En cas de changement d'exploitant au cours de la période d'exonération, celle-ci est maintenue pour la période restant à courir et dans les conditions prévues pour le prédécesseur.

Les dispositions du septième alinéa du I *ter* et des trois dernières phrases du premier alinéa du I *quater*, ainsi que de ses neuvième, dixième et onzième alinéas s'appliquent au présent I *quinquies*.

II. — Pour bénéficier des exonérations prévues aux I, I *bis*, I *ter*, I *quater* et I *quinquies* les contribuables déclarent, chaque année, dans les conditions prévues à l'article 1477, les éléments entrant dans le champ d'application de l'exonération.

Lorsqu'un établissement remplit les conditions requises pour bénéficier de l'une des exonérations prévues aux articles 1464 A, 1464 B, 1464 D, 1465, 1465 A ou 1465 B et de celles prévues aux I, I *bis*, I *ter*, I *quater* ou I *quinquies* le contribuable doit opter pour l'un ou l'autre de ces régimes. L'option qui est irrévocable vaut pour l'ensemble des collectivités et doit être exercée, selon le cas, dans le délai prévu pour le dépôt de la déclaration annuelle ou de la déclaration provisoire de taxe professionnelle visée à l'article 1477

Pour l'application des I, I *bis*, I *ter*, I *quater* et I *quinquies* :

a) Deux périodes d'exonération ne peuvent courir simultanément ;

b) L'extension d'établissement s'entend de l'augmentation nette des bases par rapport à celles de l'année précédente multipliées par la variation des prix à la consommation hors tabac constatée par l'Institut national de la statistique et des études économiques pour l'année de référence définie à l'article 1467 A ;

c) Le montant des bases exonérées ne peut excéder chaque année, pour un même établissement, le montant prévu aux I ou I *quater*, sauf dans les cas visés au troisième alinéa du I *ter* ;

d) pour l'appréciation de la condition d'exonération fixée aux I, I *bis*, I *ter* et I *quinquies* concernant le nombre de salariés, la période de référence à retenir est l'année mentionnée à l'article 1467 A, pour les impositions établies au titre de 1997 et des années suivantes.

III. — Les groupements de communes dotés d'une fiscalité propre, les départements et les régions peuvent exonérer de taxe professionnelle les créations ou extensions d'établissements comprises dans un périmètre défini au I et dans les conditions définies aux I et II.

IV. — Les obligations déclaratives des personnes et organismes concernés par les exonérations prévues au présent article sont fixées par décret.

Art. 1466 B. — I. — Sauf délibération contraire des communes ou de leurs groupements dotés d'une fiscalité propre prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A *bis*, les contribuables qui exercent une activité industrielle, commerciale ou artisanale au sens de l'article 34 sont, sous réserve des dispositions des cinquième à dixième alinéas, exonérés de taxe professionnelle au titre des créations et extensions d'établissement intervenues en Corse entre le 1^{er} janvier 1997 et le 31 décembre 2001, dans la limite d'un montant de base nette imposable fixé à 3 millions de francs par établissement, déterminé avant application de l'abattement prévu à l'article 1472 A *ter*. Cette limite est actualisée chaque année dans les conditions prévues au I de l'article 1466 A.

La limite de base nette imposable visée au premier alinéa est fixée à 336 150 euros (344 420 euros après actualisation) au titre de 2002 et, sous réserve de l'actualisation annuelle en fonction de la variation des prix, à 306 430 euros à compter de 2003.

L'exonération s'applique également, dans les mêmes conditions et limites, aux contribuables qui exercent une activité professionnelle non commerciale au sens du 1 de l'article 92 et dont l'effectif des salariés en Corse est égal ou supérieur à trois au 1^{er} janvier de l'année d'imposition.

Toutefois :

1° Sont exclues du bénéfice de l'exonération :

a) les activités de gestion ou de location d'immeubles, à l'exception de celles des établissements implantés en Corse et dont les prestations portent exclusivement sur des biens situés en Corse, ainsi que les activités bancaires, financières, d'assurances, de transport ou de distribution d'énergie, de jeux de hasard et d'argent ;

b) les activités exercées dans l'un des secteurs suivants : industrie charbonnière, sidérurgie, fibres synthétiques, pêche, sous réserve des dispositions de l'article 1455, construction et réparation de navires d'au moins 100 tonnes de jauge brute, construction automobile ;

2° Sont seuls exonérés dans le secteur de l'agro-alimentaire :

a) les contribuables qui peuvent bénéficier des aides à l'investissement au titre des règlements (CEE) du Conseil n° 866/90, du 29 mars 1990, concernant l'amélioration des conditions de transformation et de commercialisation des produits agricoles ou n° 2328/91 du 15 juillet 1991 concernant l'amélioration de l'efficacité des structures de l'agriculture ;

b) sur agrément, les contribuables dont les méthodes de production sont conformes aux objectifs fixés par l'article 1^{er} du règlement (CEE) du Conseil n° 2078/92, du 30 juin 1992, concernant des méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement ainsi que l'entretien de l'espace naturel.

L'exonération porte sur la totalité de la part revenant à chaque commune ou groupement de communes et ne peut avoir pour effet de reporter de plus de cinq ans l'application du régime de droit commun. Deux périodes d'exonération ne peuvent courir simultanément.

Le montant des bases exonérées ne peut excéder chaque année, pour un même établissement, celui prévu au premier alinéa.

En cas de changement d'exploitant au cours de la période d'exonération, celle-ci est maintenue pour la période restant à courir.

II. — Les dispositions du I sont applicables aux établissements existant au 1^{er} janvier 1997 situés en Corse.

Toutefois :

1° L'exonération est partielle si l'effectif salarié total employé en Corse par le contribuable, au 31 décembre de la période de référence définie aux articles 1467 A et 1478 retenue pour l'établissement de l'imposition, est supérieur à :

a) cinquante salariés, pour les établissements relevant des secteurs suivants définis selon la nomenclature d'activités française : construction, commerce, réparations d'automobiles et d'articles domestiques, transports terrestres sous réserve que les contribuables ne disposent pas d'une autorisation d'exercice en dehors de la zone courte des départements de Corse, location sans opérateur, santé et action sociale, services collectifs, sociaux et personnels ;

b) ou à trente salariés pour les établissements relevant des autres secteurs.

L'exonération partielle s'applique en proportion du rapport constaté entre l'un ou l'autre de ces seuils, selon le cas, et l'effectif salarié total mentionné ci-dessus ;

2° L'exonération ne s'applique pas :

a) aux contribuables qui exercent une activité de transport aérien ou de transport maritime ;

b) aux contribuables qui exercent une activité de transport routier sauf, pour les entreprises dont l'ensemble des établissements est situé en Corse, pour la partie de leur activité réalisée à l'intérieur de la zone courte des départements de Corse, telle que définie par décret ; pour l'application de

l'application de cette disposition, les bases sont exonérées au prorata de la part de chiffre d'affaires, déterminée au moyen d'une comptabilité séparée retraçant les opérations propres à l'activité éligible et appuyée des documents prévus à l'article 53 A, réalisée dans la zone courte, au cours de la période de référence définie aux articles 1467 A et 1478 et retenue pour la détermination des bases de taxe professionnelle ;

3° Dans le secteur de l'agro-alimentaire, l'exonération ne s'applique que, sur agrément, aux contribuables mentionnés au *b* du 2° du I.

La base exonérée comprend, le cas échéant, les éléments d'imposition correspondant aux extensions d'établissement intervenues en 1996.

III. — Les dispositions du I s'appliquent également aux contribuables qui emploient moins de 250 salariés, lorsque leur entreprise est en difficulté et qu'elle présente un intérêt économique et social pour la Corse. Une entreprise est considérée comme étant en difficulté lorsqu'elle fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou lorsque sa situation financière rend imminente sa cessation d'activité.

Toutefois :

1° L'exonération s'applique, sur agrément, pour une durée de trois ans.

L'agrément est délivré dans les conditions prévues à l'article 1649 *nonies*. Un contribuable ne peut se prévaloir qu'une fois du dispositif sur agrément accordé en application du présent III. La durée totale d'exonération ne peut excéder cinq ans au titre du I ou du II et du présent III.

2° L'exonération s'applique aux contribuables qui exercent leur activité dans le secteur de l'agro-alimentaire.

IV. — Lorsqu'un établissement remplit les conditions requises pour bénéficier de l'une des exonérations prévues aux articles 1464 A, 1464 B, 1465, 1465 A et 1466 A, le contribuable doit opter pour l'un ou l'autre de ces régimes. L'option, qui est irrévocable, doit être exercée, selon le cas, dans le délai prévu pour le dépôt de la déclaration annuelle ou de la déclaration provisoire de taxe professionnelle visée à l'article 1477.

V. — Pour l'application du présent article, l'effectif salarié est apprécié en prenant en compte les salariés bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminée ou d'une durée de trois mois au moins. Les salariés à temps partiel sont pris en compte au prorata de la durée du temps de travail prévue à leur contrat.

VI. — Pour l'application des I à III, les délibérations des communes et de leurs groupements ne peuvent porter que sur l'ensemble des établissements créés, étendus, changeant d'exploitant ou existants.

VII. — Pour bénéficier de l'exonération prévue au présent article, les personnes et organismes concernés déclarent, chaque année, dans les conditions prévues par l'article 1477, les éléments entrant dans le champ d'application de l'exonération.

VIII. — Pour l'application, en 1997, des dispositions du présent article :

1° Les communes et leurs groupements dotés d'une fiscalité propre peuvent prendre leur délibération dans le délai de trente jours à compter de la publication de la loi n° 96-1143 du 26 décembre 1996 relative à la zone franche de Corse ;

2° Les redevables doivent déposer, au plus tard le 31 mars 1997, pour chacun de leurs établissements situés en Corse, une déclaration comportant tous les éléments utiles à l'appréciation des conditions d'exonération. Cette déclaration contient, le cas échéant, l'option prévue au IV.

Art. 1466 B bis. — À l'issue de la période d'exonération prévue à l'article 1466 B et sauf délibération contraire des communes et des établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre, prise dans les conditions prévues au I de l'article 1639 A *bis*, la base nette imposable à la taxe professionnelle, déterminée avant application des dispositions prévues à l'article 1472 A *ter*, fait l'objet d'un abattement au titre des trois années suivant l'expiration de cette période. Le montant de cet abattement est égal, la première année, à 75 % de la base exonérée la dernière année d'application du dispositif prévu à l'article 1466 B, ramené à 50 % la deuxième année et à 25 % l'année suivante. L'application de ce dispositif ne peut conduire à réduire la base d'imposition de l'année considérée de plus de 75 % de son montant la première année, de 50 % la deuxième année et de 25 % la troisième.

Pour bénéficier de ce dispositif, les redevables déclarent chaque année, dans les conditions fixées à l'article 1477, tous les éléments utiles à l'appréciation des conditions d'application de l'abattement.

Ces dispositions s'appliquent par exception aux dispositions du deuxième alinéa du *b* du 2° du I de l'article 1466 B.

Art. 1466 C. — I. — Sauf délibération contraire des communes ou des établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre prise dans les conditions prévues au I de l'article 1639 A *bis*, les entreprises mentionnées au deuxième alinéa de l'article 1465 B, exerçant une activité industrielle, commerciale ou artisanale au sens de l'article 34, quel que soit leur régime d'imposition, sont exonérées de taxe professionnelle sur la valeur locative des immobilisations corporelles afférentes aux créations d'établissement et aux augmentations de bases relatives à ces immobilisations financées sans aide publique pour 25 % au moins de leur montant, intervenues en Corse à compter du 1^{er} janvier 2002.

Toutefois n'ouvrent pas droit au bénéfice de l'exonération les activités exercées dans l'un des secteurs suivants : production et transformation de houille, lignite et produits dérivés de houille et lignite, sidérurgie, industrie des fibres synthétiques, pêche, construction et réparation de navires d'au moins 100 tonnes de jauge brute, construction automobile.

Sont seuls exonérés dans le secteur de la transformation et de la commercialisation de produits agricoles ou de la pêche les contribuables qui peuvent bénéficier des aides à l'investissement au titre du règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole.

L'exonération porte sur la totalité de la part revenant à chaque commune ou établissement public de coopération intercommunale. Elle ne peut avoir pour effet de reporter de plus de cinq ans l'application du régime de droit commun aux bases exonérées et ne peut s'appliquer au-delà du 31 décembre 2012. Deux périodes d'exonération ne peuvent courir simultanément.

En cas de changement d'exploitant, l'exonération est maintenue pour la période restant à courir.

Le dispositif s'applique sur agrément, délivré dans les conditions prévues à l'article 1649 *nonies*, aux entreprises visées au premier alinéa et en difficulté. Une entreprise est considérée comme étant en difficulté lorsqu'elle fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou lorsque sa situation financière rend imminente sa cessation d'activité.

L'agrément mentionné au sixième alinéa est accordé si l'octroi de l'exonération dont bénéficierait l'entreprise n'altère pas les échanges dans une mesure contraire à l'intérêt commun.

II. — Pour l'application du I, il n'est pas tenu compte des bases d'imposition résultant des transferts d'immobilisations à l'intérieur de la Corse.

III. — La diminution des bases de taxe professionnelle résultant du I n'est pas prise en compte pour l'application des dispositions de l'article 1647 *bis*. Les dispositions du I s'appliquent après celles prévues aux articles 1464 A, 1464 E et 1464 F.

IV. — Pour bénéficier des dispositions du présent article, les entreprises déclarent chaque année, dans les conditions prévues par l'article 1477, les bases entrant dans le champ d'application de l'exonération.

V. — La délibération prévue au I doit viser l'ensemble des établissements créés ou étendus.

VI. — Lorsqu'un établissement remplit à la fois les conditions requises pour bénéficier de l'une des exonérations mentionnées aux articles 1464 B, 1465, 1465 A, 1465 B et 1466 A et celles du présent article, le contribuable doit préciser le régime sous lequel il entend se placer. Ce choix, qui est irrévocable, doit être exercé, selon le cas, dans le délai prévu pour le dépôt de la déclaration annuelle ou de la déclaration provisoire de taxe professionnelle visée à l'article 1477.

Art. 1469 A quater. — Les collectivités locales et leurs groupements dotés d'une fiscalité propre peuvent, par une délibération de portée générale prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A *bis*, réduire d'un montant égal, au choix de la collectivité ou du groupement, à 1 600 € 2 400 € ou 3 200 € la base de taxe professionnelle de leur établissement principal à laquelle sont assujetties les personnes physiques ou morales qui vendent au public des écrits périodiques en qualité de mandataires inscrits au Conseil supérieur des messageries de presse.

Cette réduction vient en diminution de la base d'imposition calculée après application de l'article 1472 A *bis* et, le cas échéant, de l'article 2 de la loi n° 94-1131 du 27 décembre 1994 modifiée portant statut fiscal de la Corse. Cette diminution de base n'est pas prise en compte pour l'application de l'article 1647 *bis*.

Pour bénéficier de la réduction, les contribuables doivent justifier, auprès du service des impôts compétent, de l'exercice de l'activité de diffuseur de presse avant le 1^{er} janvier de l'année au titre de laquelle la réduction devient applicable ; les contribuables doivent également déclarer au service des impôts la cessation de leur activité de diffuseur de presse avant le 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de la cessation.

Lorsque la base d'imposition est réduite conformément au premier alinéa, les dispositions de l'article 1647 D ne sont pas applicables.

Art. 1518 A. — Les valeurs locatives qui servent à l'établissement des impôts locaux sont prises en compte à raison des deux tiers de leur montant pour les usines nucléaires et les aéroports ainsi que pour les installations destinées à la lutte contre la pollution des eaux et de l'atmosphère faisant l'objet d'un amortissement exceptionnel au titre des articles 39 *quinquies* E et 39 *quinquies* F.

À compter du 1^{er} janvier 1991, les valeurs locatives des installations destinées à la lutte contre la pollution des eaux et de l'atmosphère visées au premier alinéa sont prises en compte à raison de la moitié de leur montant.

Les valeurs locatives des matériels faisant l'objet de l'amortissement exceptionnel prévu à l'article 39 AB ou à l'article 39 *quinquies* DA sont prises en compte à raison de la moitié de leur montant lorsque ces matériels ont été acquis ou créés à compter du 1^{er} janvier 1992.

Pour les installations visées au premier alinéa et les matériels visés au troisième alinéa, acquis ou créés à compter du 1^{er} janvier 2002, et qui sont éligibles à l'un des modes d'amortissement exceptionnel mentionnés aux alinéas précités, la condition relative à la comptabilisation de cet amortissement exceptionnel est supprimée pour l'application du présent article.

Les collectivités territoriales et leurs groupements dotés d'une fiscalité propre peuvent, par une délibération de portée générale prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A *bis*, porter à 100 % la réduction de la valeur locative des installations destinées à la lutte contre la pollution des eaux et de l'atmosphère définies au premier alinéa qui ont été achevées à compter du 1^{er} janvier 1992 ainsi que celle des matériels visés au troisième alinéa. Les entreprises ne peuvent bénéficier de cette disposition qu'à la condition de déclarer chaque année, au service des impôts, les éléments d'imposition entrant dans le champ d'application de la réduction de 100 %.

Art. 1609 quinquies C. — I. — Les communautés de communes perçoivent la taxe foncière sur les propriétés bâties, la taxe foncière sur les propriétés non bâties, la taxe d'habitation et la taxe professionnelle selon les dispositions prévues à l'article 1636 B *sexies*.

La première année d'application de cette disposition, les rapports entre les taux des quatre taxes établies par la communauté de communes doivent être égaux aux rapports constatés l'année précédente entre les taux moyens pondérés de chaque taxe dans l'ensemble de leurs communes membres.

Elles peuvent également percevoir à la place des communes membres, selon les compétences qui leur sont transférées, les ressources mentionnées à l'article 1609 *nonies D*.

Elles peuvent instituer la taxe d'enlèvement des ordures ménagères dès lors qu'elles bénéficient de la compétence prévue à l'article L. 2224-13 du code général des collectivités territoriales et qu'elles assurent au moins la collecte des déchets des ménages.

Elles peuvent toutefois instituer cette taxe, dès la première année d'application des dispositions du premier alinéa, jusqu'au 31 mars, dès lors que les communes qui ont décidé de la création de la communauté de communes, à l'exclusion de toute autre, étaient antérieurement associées dans un même syndicat de communes percevant une taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

Pour cette première année, elles ne peuvent voter que le taux de cette taxe, à l'exclusion de toute modification de ses règles d'établissement.

II. — Le conseil d'une communauté de communes ayant créé, créant ou gérant une zone d'activités économiques qui se situe sur le territoire d'une ou de plusieurs communes membres peut, à la majorité simple de ses membres, décider de se substituer à ces dernières pour la perception de la taxe professionnelle acquittée par les entreprises implantées dans la zone. Pour les communautés de communes créées, ou issues de la transformation d'un établissement public de coopération intercommunale préexistant, à compter de la date de publication de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, seul le conseil d'une communauté de communes de moins de 50 000 habitants ou le conseil d'une communauté de communes de plus de 50 000 habitants et dont la ou les communes centre ont une population inférieure à 15 000 habitants peut décider de percevoir une taxe professionnelle de zone.

1° Le taux de taxe professionnelle voté par la communauté de communes en application de cette disposition ne peut, la première année, excéder le taux moyen de taxe professionnelle constaté l'année de la décision mentionnée au premier alinéa dans les communes membres, pondéré par l'importance relative des bases de taxe professionnelle de ces communes.

Le taux moyen pondéré mentionné ci-dessus est majoré du taux de la taxe professionnelle perçue l'année de la décision mentionnée au premier alinéa.

Des taux d'imposition différents du taux communautaire fixé en application des deuxième et troisième alinéas peuvent être appliqués pour l'établissement des douze premiers budgets de la communauté. Les écarts entre les taux applicables dans chaque commune membre et le taux communautaire sont réduits dans les conditions prévues au 1° du III de l'article 1609 *nonies C*.

2° Pour les années suivantes, le taux est fixé par le conseil de la communauté de communes dans les conditions prévues au II de l'article 1636 B *decies*.

2° *bis* En cas d'incorporation d'une commune ou partie de commune dans une zone d'activités économiques, les dispositions du III de l'article 1638 *quater* sont applicables.

3° Les établissements publics de coopération intercommunale soumis aux dispositions du présent II bénéficient de la compensation prévue au IV *bis* de l'article 6 de la loi de finances pour 1987 (n° 86-1317 du 30 décembre 1986), au lieu et place de leurs communes membres pour les pertes de bases de taxe professionnelle résultant, dans la zone d'activités économiques, de l'application du troisième alinéa du II de l'article 1478.

Pour le calcul de cette compensation :

a) Le taux de taxe professionnelle à retenir est le taux moyen pondéré de taxe professionnelle constaté en 1986 dans l'ensemble des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale ; ce taux est, le cas échéant, majoré du taux voté en 1986 par l'établissement public de coopération intercommunale qui a opté pour le régime fiscal prévu au présent II ou dont la communauté de communes est issue ; ces taux sont multipliés par 0,960 ;

b) Les recettes fiscales à retenir la première année d'application des dispositions du présent II pour le calcul de la réfaction de 2 % prévue au IV *bis* de l'article 6 précité s'entendent du montant de la taxe professionnelle perçu par les communes membres, l'année précédente, dans la zone d'activités économiques ; ce montant est, le cas échéant, majoré des recettes fiscales perçues, la même année, par l'établissement public de coopération intercommunale qui a opté pour le régime fiscal prévu au présent II ou dont la communauté de communes est issue.

4° La perception de la taxe professionnelle selon les dispositions prévues ci-dessus est applicable aux districts ayant opté pour les dispositions prévues à l'article 1609 *quinquies* B et qui se transforment en communautés de communes dans les conditions prévues au II de l'article 51 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 précitée.

L'établissement public de coopération intercommunale peut verser à la ou les communes dont la ou les zones d'activités économiques sont transférées au groupement une attribution de compensation égale au plus au produit de taxe professionnelle perçu par elles l'année précédant l'institution du taux communautaire.

Le conseil de l'établissement public de coopération intercommunale fixe le montant de cette attribution après consultation de la ou des communes concernées.

III. — Le conseil d'une communauté de communes peut, à la majorité simple de ses membres, décider de percevoir la taxe professionnelle selon les dispositions de l'article 1609 *nonies* C. Cette décision doit être prise avant le 31 décembre pour être applicable au 1^{er} janvier de l'année suivante ; elle ne peut être rapportée pendant la période d'unification des taux prévue au 1° du III de l'article 1609 *nonies* C.

Toutefois, la perception de la taxe professionnelle selon les dispositions prévues à l'article 1609 *nonies* C est applicable de plein droit aux communautés de villes qui se transforment en communautés de communes dans les conditions prévues par l'article 56 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 précitée ainsi qu'aux districts faisant application des dispositions prévues à l'article 1609 *quinquies* A et qui se transforment en communautés de communes dans les conditions prévues au II de l'article 51 de la même loi.

Les dispositions de l'article 1609 *nonies* C sont applicables de plein droit à compter du 1^{er} janvier 2002 aux communautés de communes dont le nombre d'habitants est supérieur à 500 000, sauf délibération contraire de la moitié au moins des conseils municipaux des communes intéressées, cette majorité devant comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est supérieure à la moitié de la population totale concernée ou, à défaut, de la commune dont la population est la plus importante.

Art. 1609 nonies C. — I. — 1° Les communautés d'agglomération définies aux articles L. 5216-1 et L. 5216-2 du code général des collectivités territoriales ou issues de la transformation d'un syndicat d'agglomération nouvelle ou d'une communauté d'agglomération nouvelle conformément aux dispositions de l'article L. 5341-2 du code général des collectivités territoriales, les communautés urbaines soumises de plein droit ou après option aux dispositions du présent article sont substituées aux communes membres pour l'application des dispositions relatives à la taxe professionnelle, à l'exception des I et II des articles 1648 A et 1648 AA et perçoivent le produit de cette taxe.

2° Les communautés de communes faisant application des dispositions fiscales prévues au III de l'article 1609 *quinquies* C et, jusqu'au 1^{er} janvier 2002, les districts faisant application des dispositions de l'article 1609 *quinquies* A et les communautés de villes sont substitués aux commu-

nes membres pour l'application des dispositions relatives à la taxe professionnelle, à l'exception des I et II des articles 1648 A et 1648 AA et perçoivent le produit de cette taxe.

II. — 1° Les établissements publics de coopération intercommunale visés au I peuvent décider, par délibération du conseil de l'établissement public de coopération intercommunale statuant à la majorité simple de ses membres, de percevoir la taxe d'habitation et les taxes foncières. Cette délibération est applicable à compter du 1^{er} janvier de l'année suivant celle au cours de laquelle elle est intervenue.

L'année où intervient le renouvellement général des conseils municipaux, cette délibération doit être renouvelée par le nouveau conseil pour être applicable à compter du 1^{er} janvier de l'année suivante. Dans ce cas, ils perçoivent le produit de la taxe professionnelle et celui de la taxe d'habitation et des taxes foncières.

2° La première année de perception du produit de la taxe d'habitation et des taxes foncières en application des dispositions du 1°, ainsi que l'année qui suit celle au titre de laquelle l'établissement public de coopération intercommunale a voté un taux égal à zéro pour ces trois taxes, les rapports entre les taux de taxe d'habitation et des taxes foncières établis par l'établissement public de coopération intercommunale sont égaux aux rapports constatés l'année précédente entre les taux moyens pondérés de chaque taxe dans l'ensemble des communes membres.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, dans les établissements publics de coopération intercommunale qui décident d'appliquer les dispositions du 1°, et lorsqu'ils percevaient une fiscalité additionnelle l'année précédant celle de l'application de ces dispositions, les rapports entre les taux de taxe d'habitation et des taxes foncières établis par l'établissement public de coopération intercommunale peuvent être égaux aux rapports entre les taux de taxe d'habitation et de taxes foncières votés par lui l'année précédente.

Les années suivantes, le taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties ne peut augmenter plus ou diminuer moins que le taux de la taxe d'habitation jusqu'à la date de la prochaine révision.

III. — 1° a) La première année d'application des dispositions du I, le taux de taxe professionnelle voté par le conseil de l'établissement public de coopération intercommunale ne peut excéder le taux moyen de la taxe professionnelle des communes membres constaté l'année précédente, pondéré par l'importance relative des bases de ces communes.

Lorsqu'il est fait application à un établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre additionnelle des dispositions du présent article, le taux moyen pondéré mentionné au premier alinéa est majoré du taux de la taxe professionnelle perçue l'année précédente par cet établissement public de coopération intercommunale.

Le nouveau taux s'applique dans toutes les communes dès la première année, lorsque le taux de taxe professionnelle de la commune la moins imposée était, l'année précédente, égal ou supérieur à 90 % du taux de taxe professionnelle de la commune la plus imposée. Lorsque ce taux était supérieur à 80 % et inférieur à 90 %, l'écart entre le taux applicable dans chaque commune membre et le taux communautaire est réduit de moitié la première année et supprimé la seconde. La réduction s'opère par tiers lorsque le taux était supérieur à 70 % et inférieur à 80 %, par quart lorsqu'il était supérieur à 60 % et inférieur à 70 %, par cinquième lorsqu'il était supérieur à 50 % et inférieur à 60 %, par sixième lorsqu'il était supérieur à 40 % et inférieur à 50 %, par septième lorsqu'il était supérieur à 30 % et inférieur à 40 %, par huitième lorsqu'il était supérieur à 20 % et inférieur à 30 %, par neuvième lorsqu'il était supérieur à 10 % et inférieur à 20 %, par dixième lorsqu'il était inférieur à 10 %.

b) Le conseil de l'établissement public de coopération intercommunale peut, par une délibération adoptée à la majorité simple de ses membres, modifier la durée de la période de réduction des écarts de taux résultant des dispositions du a, sans que cette durée puisse excéder douze ans.

Pour les établissements publics de coopération intercommunale soumis de plein droit ou sur option aux dispositions du présent article, la délibération doit intervenir dans les conditions pré-

vues à l'article 1639 A, au cours des deux premières années où l'établissement public de coopération intercommunale se substitue aux communes pour la perception de la taxe professionnelle. Toutefois, pour les établissements publics de coopération intercommunale qui font déjà application du dispositif de réduction des écarts de taux, la délibération doit intervenir dans les conditions prévues à l'article 1639 A, l'année suivant celle de la publication de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ; cette délibération ne peut avoir pour effet de supprimer l'écart dans un délai plus court que celui résultant des dispositions du *a*.

Cette délibération ne peut être modifiée ultérieurement, sauf pour les établissements publics de coopération intercommunale soumis aux dispositions du présent article qui ont fait l'objet d'un retrait d'une ou plusieurs communes en application des dispositions des articles L. 5211-41-1, L. 5215-40-1 et L. 5216-10 du code général des collectivités territoriales.

Pour l'application de cette disposition, la réduction des écarts de taux s'opère, chaque année, par parts égales ; dans le cas où le dispositif de réduction des écarts de taux est déjà en cours, l'écart est réduit chaque année, par parts égales en proportion du nombre d'années restant à courir conformément à la durée fixée par la délibération.

c) Lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale faisant application du régime prévu au II de l'article 1609 *quinquies* C opte pour le régime prévu au présent article ou devient soumis à ce régime, le taux constaté dans une commune l'année précédente est le taux appliqué en dehors des zones d'activités économiques existant sur son territoire antérieurement au changement de régime ; le taux constaté l'année précédente dans chaque zone ou fraction de zone si celle-ci est implantée sur le territoire de plusieurs communes est alors assimilé à celui d'une commune membre supplémentaire pour l'application des dispositions du présent III.

2° Au titre des années suivant la première année d'application des dispositions du 1°, le taux de taxe professionnelle est fixé par le conseil de l'établissement public de coopération intercommunale dans les conditions prévues au II de l'article 1636 B *decies* lorsqu'il est fait application du I du présent article.

3° En cas de rattachement d'une commune à un établissement public de coopération intercommunale faisant application du présent article, les dispositions des I, II, II *bis* et V de l'article 1638 *quater* sont applicables.

Pour le rattachement de toute nouvelle commune à une communauté d'agglomération issue de la transformation d'un syndicat d'agglomération nouvelle, les dispositions de l'article 1638 *quater* sont applicables.

IV. — Il est créé entre l'établissement public de coopération intercommunale soumis aux dispositions fiscales du I du présent article et les communes membres une commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges. Elle est composée de membres des conseils municipaux des communes concernées ; chaque conseil municipal dispose d'au moins un représentant.

La commission élit son président et un vice-président parmi ses membres. Le président convoque la commission et détermine son ordre du jour ; il en préside les séances. En cas d'absence ou d'empêchement, il est remplacé par le vice-président.

La commission peut faire appel, pour l'exercice de sa mission, à des experts. Elle rend ses conclusions l'année de l'adoption de la taxe professionnelle unique par l'établissement public de coopération intercommunale et lors de chaque transfert de charges ultérieur.

Le coût des dépenses transférées est évalué d'après leur coût réel dans les budgets communaux lors de l'exercice précédant le transfert de compétences ou d'après la moyenne de leur coût réel dans les trois comptes administratifs précédant ce transfert. Ce coût est réduit, le cas échéant, des recettes de fonctionnement et des taxes afférentes à ces charges. Toutefois, un décret en Conseil d'État fixe les conditions d'évaluation des dépenses d'investissement transférées.

Cette évaluation est déterminée à la date de leur transfert par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux prévue au II de l'article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales, adoptées sur rapport de la commission locale d'évaluation des transferts.

Lorsqu'il est fait application à un établissement public de coopération intercommunale des dispositions du présent article, la commission d'évaluation des transferts de charges doit rendre ses conclusions sur le montant des charges qui étaient déjà transférées à l'établissement public de coopération intercommunale et celui de la fiscalité ou des contributions des communes qui étaient perçues pour les financer.

V. — 1° L'établissement public de coopération intercommunale verse à chaque commune membre une attribution de compensation. Elle ne peut être indexée.

Lorsque l'attribution de compensation est négative, l'établissement public de coopération intercommunale peut demander à la commune d'effectuer, à due concurrence, un versement à son profit.

Les attributions de compensation prévues au 2°, au 3° et au 4° constituent une dépense obligatoire pour l'établissement public de coopération intercommunale ou, le cas échéant, les communes membres. Le conseil de l'établissement public de coopération intercommunale communique aux communes membres, avant le 15 février de chaque année, le montant prévisionnel des attributions au titre de ces reversements.

Le conseil de l'établissement public de coopération intercommunale ne peut procéder à une réduction des attributions de compensation qu'après accord des conseils municipaux des communes intéressées.

Toutefois, dans le cas où une diminution des bases imposables de taxe professionnelle réduit le produit disponible, le conseil de l'établissement public de coopération intercommunale peut décider de réduire les attributions de compensation dans la même proportion.

Lorsque, avant la publication de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 précitée, l'attribution de compensation était calculée en tenant compte de la contribution des communes à un syndicat, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale réduit le montant de l'attribution de compensation à due concurrence de la diminution du montant de la contribution demandée aux communes par le syndicat.

2° L'attribution de compensation est égale au produit de taxe professionnelle, y compris la compensation prévue au I du D de l'article 44 modifié de la loi de finances pour 1999 (*n° 98-1266 du 30 décembre 1998*), celle prévue au B de l'article 26 de la loi de finances pour 2003 (*n° 2002-1575 du 30 décembre 2002*), et, le cas échéant, les compensations prévues au B de l'article 4 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 modifiée relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville ou au B de l'article 3 de la loi n° 96-1143 du 26 décembre 1996 relative à la zone franche de Corse, versées antérieurement aux communes, mais hors compensation prévue au IV *bis* de l'article 6 de la loi de finances pour 1987 (*n° 86-1317 du 30 décembre 1986*), perçu par elle l'année précédant l'institution du taux de taxe professionnelle communautaire diminué du coût net des charges transférées calculé dans les conditions définies au IV. L'attribution de compensation est majorée d'une fraction de la contribution d'une commune définie à l'article L302-8 du code de la construction et de l'habitation. Cette fraction est égale à la part du potentiel fiscal de la taxe professionnelle dans le potentiel fiscal de la commune. Cette attribution est recalculée, dans les conditions prévues au IV, lors de chaque nouveau transfert de charges.

2° *bis* Le montant de l'attribution de compensation, les conditions et la date d'effet de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes des neuf dixièmes au moins des conseils municipaux des communes membres représentant plus des quatre cinquièmes de la population de celles-ci, ou des quatre cinquièmes au moins des conseils municipaux de ces communes représentant plus des neuf dixièmes de la population, en tenant compte notamment du rapport de la commission consultative d'évaluation des transferts de charges.

3° Lorsqu'il est fait application à un établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre des dispositions du présent article, l'attribution de compensation versée chaque année aux communes membres est égale à la différence constatée l'année précédant celle de la première application de ces dispositions, entre :

a) d'une part, le produit de la taxe professionnelle perçu par la commune, y compris les compensations visées au 2°, dans les conditions prévues par ce paragraphe ;

b) et, d'autre part, le produit de la taxe d'habitation, de la taxe foncière sur les propriétés bâties et de la taxe foncière sur les propriétés non bâties perçu dans la commune au profit de l'établissement public de coopération intercommunale.

L'attribution de compensation ainsi déterminée est diminuée :

a) du montant des compensations perçues par l'établissement public de coopération intercommunale sur le territoire de la commune l'année précédant celle de la première application des dispositions du présent article, en contrepartie des exonérations prévues aux articles 1383 B, 1390, 1391 et au I de l'article 1414 ;

b) du montant net des charges transférées, lorsque la décision de l'établissement public de coopération intercommunale de faire application des dispositions du présent article s'accompagne d'un transfert de compétences ; ce montant est calculé dans les conditions définies au IV.

c) du montant des reversements autorisés par l'article 11 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale, de tout ou partie de la part communale de taxe professionnelle au profit de l'établissement public de coopération intercommunale l'année précédant celle de la première application de ces dispositions.

Lorsque l'attribution de compensation est négative, la commune est tenue d'effectuer un versement à due concurrence à l'établissement public de coopération intercommunale.

Cette attribution est recalculée dans les conditions prévues au IV lors de chaque nouveau transfert de charges. Elle ne peut être indexée.

4° Lorsqu'il est fait application des dispositions du présent article à une communauté d'agglomération issue de la transformation d'un syndicat d'agglomération nouvelle ou d'une communauté d'agglomération nouvelle, l'attribution de compensation versée chaque année aux communes membres est égale à la dotation de coopération définie à l'article L. 5334-8 du code général des collectivités territoriales perçue l'année précédant celle de la première application de ces dispositions.

Cette attribution est recalculée dans les conditions prévues au IV lors de chaque nouveau transfert de charges. Elle ne peut être indexée.

VI. — L'établissement public de coopération intercommunale autre qu'une communauté urbaine soumis aux dispositions du I du présent article peut instituer une dotation de solidarité communautaire dont le principe et les critères de répartition entre les communes membres et, le cas échéant, certains établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre limitrophes sont fixés par le conseil de l'établissement public de coopération intercommunale, statuant à la majorité des deux tiers, en tenant compte notamment de l'importance de la population, du potentiel fiscal par habitant et de l'importance des charges de ses communes membres. Le montant de cette dotation est fixé librement par le conseil de l'établissement public de coopération intercommunale. Toutefois, en cas d'application par l'établissement public de coopération intercommunale des dispositions du II du présent article, cette dotation ne peut être augmentée l'année d'application de ces dispositions, sauf pour assurer le respect d'accords conventionnels de partage de fiscalité avec d'autres établissements publics de coopération intercommunale.

L'établissement public de coopération intercommunale autre qu'une communauté urbaine créé sans être issu d'une transformation et soumis dès la première année aux dispositions des I et II du présent article ne peut instituer de dotation de solidarité sauf pour assurer le respect d'accords

conventionnels de partage de fiscalité avec d'autres établissements publics de coopération intercommunale.

L'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité additionnelle qui se transforme en établissement public de coopération intercommunale soumis de plein droit ou après option aux dispositions du I du présent article, à l'exclusion des communautés urbaines, et fait application dès la première année des dispositions du II du présent article, ne peut instituer une dotation de solidarité supérieure au montant de celle qu'il avait établie avant sa transformation. Ce montant peut toutefois être augmenté afin d'assurer le respect d'accords conventionnels de partage de fiscalité avec d'autres établissements publics de coopération intercommunale.

Lorsqu'il s'agit d'une communauté urbaine, elle institue une dotation de solidarité communautaire dont le montant et les critères de répartition sont fixés par le conseil communautaire, statuant à la majorité simple.

Ces critères sont déterminés notamment en fonction :

a) de l'écart du revenu par habitant de la commune au revenu moyen par habitant de l'établissement public de coopération intercommunale ;

b) de l'insuffisance de potentiel fiscal par habitant de la commune au regard du potentiel fiscal communal moyen par habitant sur le territoire de l'établissement public de coopération intercommunale.

Des critères complémentaires peuvent être choisis par le conseil.

VII. — Pour les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale soumis aux dispositions du présent article, le taux à prendre en compte pour le calcul de la compensation visée au II de l'article 21 de la loi de finances pour 1992 (*n° 91-1322 du 30 décembre 1991*) est majoré, le cas échéant, du taux voté en 1991 par l'établissement public de coopération intercommunale précité ; les dispositions du II de l'article 21 de la loi de finances pour 1992 précitée ne sont pas applicables aux établissements publics de coopération intercommunale soumis aux dispositions du II du présent article.

VIII. — 1° Les sommes versées aux communes en application du IV de l'article 6 de la loi de finances pour 1987 (*n° 86-1317 du 30 décembre 1986*) leur restent acquises lorsqu'elles deviennent membres d'un établissement public de coopération intercommunale soumis aux dispositions du présent article.

2° Les établissements publics de coopération intercommunale soumis aux dispositions du présent article bénéficient de la compensation prévue au IV *bis* de l'article 6 de la loi de finances pour 1987 précitée au lieu et place de leurs communes membres.

Pour le calcul de cette compensation :

a) le taux de taxe professionnelle à retenir est le taux moyen pondéré de taxe professionnelle constaté en 1986 dans l'ensemble des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale ; ce taux est, le cas échéant, majoré du taux de taxe professionnelle voté en 1986 par l'établissement public de coopération intercommunale qui a opté pour le régime fiscal prévu au présent article ou dont la communauté de communes est issue ; ces taux sont multipliés par 0,960 ;

b) les recettes fiscales à retenir, la première année d'application des dispositions du présent article, pour le calcul de la réfaction de 2 % prévue au IV *bis* de l'article 6 de la loi de finances pour 1987 précitée, s'entendent du produit des rôles généraux de taxe professionnelle émis, l'année précédente, au profit des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale et, le cas échéant, au profit de l'établissement public de coopération intercommunale qui a opté pour le régime fiscal prévu au présent article ou dont la communauté de communes est issue.

Art. 1636 B sexies. — I. — 1. Sous réserve des dispositions des articles 1636 B *septies* et 1636 B *decies* les conseils généraux, les conseils municipaux et les instances délibérantes des organismes de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre votent chaque année les taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation et de la taxe professionnelle. Ils peuvent :

a) soit faire varier dans une même proportion les taux des quatre taxes appliqués l'année précédente ;

b) soit faire varier librement entre eux les taux des quatre taxes. Dans ce cas, le taux de taxe professionnelle :

Ne peut, par rapport à l'année précédente, être augmenté dans une proportion supérieure à l'augmentation du taux de la taxe d'habitation ou, si elle est moins élevée, à celle du taux moyen de la taxe d'habitation et des taxes foncières, pondéré par l'importance relative des bases de ces trois taxes pour l'année d'imposition ;

Ou doit être diminué, par rapport à l'année précédente, dans une proportion au moins égale, soit à la diminution du taux de la taxe d'habitation ou à celle du taux moyen pondéré de la taxe d'habitation et des taxes foncières, soit à la plus importante de ces diminutions lorsque ces deux taux sont en baisse.

Jusqu'à la date de la prochaine révision, le taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties ne peut augmenter plus ou diminuer moins que le taux de la taxe d'habitation.

2. Toutefois, le taux de la taxe d'habitation, le taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties ou le taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties peut, à compter de 1989, être diminué jusqu'au niveau du taux moyen national de la taxe constaté l'année précédente pour, selon le cas, les communes et leurs établissements publics de coopération intercommunale, les départements, ou, s'il est plus élevé, jusqu'au niveau du taux de la taxe professionnelle de la collectivité ou de l'établissement public de coopération intercommunale concerné sans que ces diminutions soient prises en compte pour l'application, à la baisse, des dispositions du *b* du 1.

Lorsque les dispositions du premier alinéa ne sont pas applicables, le taux de la taxe d'habitation peut cependant être diminué, à compter de 1997, jusqu'au niveau du taux moyen national constaté l'année précédente pour cette taxe dans l'ensemble des collectivités de même nature, si le taux de taxe professionnelle de l'année précédente est inférieur au taux moyen national constaté la même année pour cette taxe dans l'ensemble des collectivités de même nature, sans que cette diminution soit prise en compte pour l'application, à la baisse, des dispositions du *b* du 1.

Pour l'application des dispositions des premier et deuxième alinéas aux communes membres des établissements publics de coopération intercommunale dotés ou non d'une fiscalité propre, les taux communaux de la taxe d'habitation, des taxes foncières et de la taxe professionnelle sont majorés des taux de ces établissements publics de coopération intercommunale pour l'année précédant celle de l'imposition.

Lorsque au titre d'une année il est fait application des dispositions du premier ou du deuxième alinéa, la variation en hausse du taux de la taxe d'habitation ou du taux moyen de la taxe d'habitation et des taxes foncières à prendre en compte, pour l'application du 1, pour la détermination du taux de la taxe professionnelle ou du taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties, est réduite de moitié pendant les trois années suivantes.

Lorsque au titre d'une année, le taux de la taxe professionnelle ou le taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties a été augmenté dans ces conditions, il ne peut pas être fait application du premier ou du deuxième alinéa pendant les trois années suivantes.

3. Pour les départements et les communes, lorsque le taux de la taxe professionnelle ainsi déterminé est inférieur à la moyenne constatée pour cette taxe l'année précédente dans l'ensemble des collectivités de même nature, il peut faire l'objet d'une majoration au plus égale à 5 p. 100 de cette moyenne sans pouvoir la dépasser. Cette majoration ne s'applique pas lorsque le taux moyen pondéré

des trois autres taxes perçues au profit de la collectivité considérée est inférieur au taux moyen pondéré constaté l'année précédente pour ces trois taxes dans l'ensemble des collectivités de même nature. Lorsque le produit de la taxe d'habitation perçu l'année précédente par une communauté urbaine en application de l'article 1609 *bis* provient, pour plus des trois quarts de son montant total, des impositions à cette taxe établies sur le territoire d'une seule commune membre, le conseil municipal de cette dernière peut, pour l'application de la majoration, additionner les taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation et de la taxe professionnelle perçues au profit de la commune et les taux respectifs des mêmes taxes, votés l'année précédente par la communauté urbaine.

Dans les communes, membres d'un établissement public de coopération intercommunale, qui, l'année de l'adhésion à l'établissement public de coopération intercommunale et l'année suivante, ont rempli les conditions pour bénéficier des dispositions du premier alinéa, le conseil municipal peut, à compter de la deuxième année suivant celle de l'adhésion, majorer le taux de taxe professionnelle selon les modalités prévues ci-dessus lorsque, à compter de cette même année, le taux de la taxe professionnelle déterminé en application du 1 est inférieur à la moyenne constatée pour cette taxe l'année précédente dans l'ensemble des communes et que le taux moyen pondéré des trois autres taxes perçues au profit de la collectivité concernée est au plus inférieur de 20 % au taux moyen pondéré constaté l'année précédente pour ces trois taxes dans l'ensemble des communes. Ces règles sont applicables pour les communes qui ont adhéré à un établissement public de coopération intercommunale à compter de 1995.

4. À compter de 2003 et par exception aux dispositions du *b* du 1, les communes, les départements et les organismes de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre peuvent augmenter leur taux de taxe professionnelle, par rapport à l'année précédente, dans la limite d'une fois et demie l'augmentation de leur taux de taxe d'habitation ou, si elle est moins élevée, de leur taux moyen pondéré de la taxe d'habitation et des taxes foncières.

Les dispositions du premier alinéa du présent 4 ne sont pas applicables lorsqu'il est fait application des dispositions du quatrième alinéa du 2.

La majoration prévue au 3 n'est pas applicable s'il est fait application des dispositions du premier alinéa du présent 4.

5. En 2003, l'instance délibérante d'un établissement public de coopération intercommunale faisant application des dispositions de l'article 1609 *nonies* C fixe librement le taux de la taxe professionnelle à condition que le produit attendu de cette taxe, majoré de la compensation prévue au D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (*n° 98-1266 du 30 décembre 1998*), ne soit pas supérieur au produit voté de cette taxe en 2002, majoré de la même compensation pour 2002.

Les dispositions du premier alinéa ne s'appliquent pas aux établissements publics de coopération intercommunale dont le périmètre est modifié en 2002 et ne font pas obstacle à l'application des autres dispositions du présent code, si elles permettent le vote d'un taux de taxe professionnelle plus élevé.

I bis. — 1. Dans les communes où le taux ou les bases de la taxe professionnelle étaient nuls l'année précédente, le conseil municipal peut fixer le taux de cette taxe. Toutefois, le rapport entre le taux ainsi voté et le taux moyen constaté pour la taxe professionnelle l'année précédente dans l'ensemble des communes ne doit pas excéder le rapport entre d'une part, le taux moyen de la taxe d'habitation et des taxes foncières, pondéré par l'importance relative des bases de ces trois taxes dans la commune pour l'année d'imposition, et, d'autre part, le taux moyen pondéré de ces trois taxes constaté l'année précédente dans l'ensemble des communes.

2. Dans les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre additionnelle où le taux de la taxe professionnelle était nul l'année précédente, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale peut fixer le taux de cette taxe. Toutefois, le rapport entre le taux ainsi voté et le taux moyen constaté pour la taxe professionnelle l'année précédente dans l'ensemble des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale ne doit pas excéder le rapport entre, d'une part, le taux moyen de la taxe d'habitation et des taxes foncières, pondéré par l'importance relative des bases de ces trois taxes dans l'établissement

public de coopération intercommunale pour l'année d'imposition, et, d'autre part, le taux moyen pondéré de ces trois taxes constaté l'année précédente dans l'ensemble des communes membres de l'établissement public.

I ter. — *périmé.*

II. — En cas de création d'un établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre, les rapports entre les taux des quatre taxes établies par l'établissement public de coopération intercommunale doivent être égaux, la première année, aux rapports constatés l'année précédente entre les taux moyens pondérés de chaque taxe dans l'ensemble des communes membres.

Les dispositions du premier alinéa sont applicables l'année qui suit celle au titre de laquelle l'établissement public de coopération intercommunale a voté un taux égal à zéro pour les quatre taxes.

III. — 1. Les communes et leurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ayant institué la taxe d'enlèvement des ordures ménagères conformément aux articles 1520, 1609 *bis*, 1609 *quinquies* C, 1609 *nonies* A *ter* et 1609 *nonies* D votent le taux de cette taxe dans les conditions fixées à l'article 1639 A.

2. Ils peuvent définir, dans les conditions prévues au 1 du II de l'article 1639 A *bis*, des zones de perception de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères sur lesquelles ils votent des taux de taxe différents. Les taux par zone doivent être fixés en tenant compte de l'importance du service rendu à l'usager.

Toutefois, à titre dérogatoire, l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ayant institué la taxe peut, afin de limiter les hausses de cotisations liées à l'harmonisation du mode de financement, voter des taux de taxe différents par commune ou groupe de communes. Cette possibilité ne peut excéder une période cinq ans à compter de l'institution de la taxe par l'établissement public de coopération intercommunale. Elle peut également être mise en œuvre en cas de rattachement d'une ou plusieurs communes.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux établissements qui perçoivent la taxe en lieu et place du syndicat mixte qui l'aurait instituée dans les conditions prévues à l'article 1609 *nonies* A *ter*.

Art. 1647-00 bis. — I. — Sur délibération de portée générale prise, chacun pour ce qui le concerne, dans les conditions prévues à l'article 1639 A *bis*, par les collectivités territoriales et leurs groupements dotés d'une fiscalité propre, il est accordé le dégrèvement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties afférente aux parcelles exploitées par les jeunes agriculteurs installés à compter du 1^{er} janvier 1992 et qui bénéficient de la dotation d'installation prévue par le décret n° 81-246 du 17 mars 1981 modifié et par les articles R343-9 à R343-12 du code rural.

Lorsque les jeunes agriculteurs sont associés ou deviennent associés d'une société civile au cours des cinq années suivant celle de leur installation, le dégrèvement s'applique aux parcelles qu'ils apportent à la société ou mettent à sa disposition.

Ce dégrèvement est accordé pour une période ne pouvant excéder cinq ans à compter de l'année suivant celle de l'installation de l'exploitant.

Pour bénéficier de ce dégrèvement, l'exploitant doit souscrire, avant le 31 janvier de l'année suivant celle de son installation, une déclaration par commune et par propriétaire des parcelles exploitées au 1^{er} janvier de l'année. Pour les quatre années suivantes et en cas de modifications apportées à la consistance parcellaire de l'exploitation, l'exploitant souscrit avant le 31 janvier de chaque année, une déclaration mentionnant ces modifications.

Le montant du dégrèvement bénéficie au fermier dans les conditions prévues à l'article 1^{er} de la loi n° 57-1260 du 12 décembre 1957.

Ces dégrèvements sont à la charge des collectivités territoriales et de leurs groupements. Ils s'imputent sur les attributions mentionnées à l'article 34 de la loi n° 77-774 du 7 juin 1977 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier.

Les délibérations prises par les collectivités locales et leurs groupements dotés d'une fiscalité propre pour l'application des dispositions ci-dessus s'appliquent également, à compter de 1995, et dans les mêmes conditions, aux jeunes agriculteurs qui s'installent à compter du 1^{er} janvier 1994 et qui bénéficient des prêts à moyen terme spéciaux prévus par les articles R343-13 à R343-16 du code rural et, à compter de 2002, aux jeunes agriculteurs installés à compter du 1^{er} janvier 2001 et qui ont souscrit un contrat territorial d'exploitation dans les conditions définies aux articles L. 311-3, L. 341-1, R. 311-2, R. 341-7 à R. 341-13 et R. 341-14 à R. 341-15 du même code.

II. — Pour les jeunes agriculteurs installés à compter du 1^{er} janvier 1995 et bénéficiaires de la dotation d'installation aux jeunes agriculteurs ou des prêts à moyen terme spéciaux prévus par les articles R343-9 à R343-16 du code rural, et pour les jeunes agriculteurs installés à compter du 1^{er} janvier 2001 et qui ont souscrit un contrat territorial d'exploitation dans les conditions définies aux articles L. 311-3, L. 341-1, R. 311-2, R. 341-7 à R. 341-13 et R. 341-14 à R. 341-15 du même code, il est accordé un dégrèvement égal à 50 p. 100 de la taxe foncière sur les propriétés non bâties afférente aux parcelles qu'ils exploitent pendant les cinq années suivant celle de leur installation. Les obligations déclaratives et le bénéficiaire de ce dégrèvement sont ceux mentionnés au I.

Le dégrèvement accordé en application du I pour les parcelles exploitées par ces jeunes agriculteurs est fixé à 50 p. 100.

Art. 1647 B. sexies. —

I ter. 1. Pour l'application du plafonnement en fonction de la valeur ajoutée des impositions établies au titre de 1996 et des années suivantes, la cotisation de taxe professionnelle s'entend de la somme des cotisations de chaque établissement calculées en retenant :

D'une part, la base servant au calcul de la cotisation de taxe professionnelle établie au titre de l'année d'imposition au profit de chaque collectivité locale et établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre ;

Et, d'autre part, le taux de chaque collectivité ou établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre au titre de 1995 ou le taux de l'année d'imposition, s'il est inférieur. Pour les communes qui, en 1995, appartenaient à un établissement public de coopération intercommunale sans fiscalité propre, le taux voté par la commune est, le cas échéant, majoré du taux appliqué au profit du établissement public de coopération intercommunale pour 1995. Lorsqu'il est fait application des dispositions prévues aux articles 1609 *nonies* C, 1638, 1638 *bis*, 1638 *quater* ainsi que du II de l'article 1609 *quinquies* C et du I de l'article 1609 *nonies* BA, le taux retenu est, chaque année jusqu'à l'achèvement du processus de réduction des écarts de taux, soit le taux qui aurait été applicable dans la commune, l'année en cause, du seul fait de la correction des écarts de taux, soit, s'il est inférieur, le taux effectivement appliqué dans la commune. A compter de la dernière année du processus de réduction des écarts de taux, le taux retenu est, soit celui qui aurait été applicable cette dernière année dans la commune, du seul fait de la réduction des écarts de taux, soit, s'il est inférieur, le taux effectivement appliqué dans la commune. Lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale perçoit, pour la première fois à compter de 1996, la taxe professionnelle au lieu et place des communes en application de l'article 1609 *nonies* C ou du II de l'article 1609 *quinquies* C, le taux de 1995 est celui de la ou des collectivités auxquelles l'établissement public de coopération intercommunale s'est substitué.

Pour les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité additionnelle, la cotisation afférente à la part de la commune et de l'établissement public de coopération intercommunale est calculée en retenant la somme des taux votés par la commune et par l'établissement public de coopération intercommunale en 1995, ou la somme des taux votés par ces collectivités pour l'année d'imposition, si elle est inférieure. Lorsque les bases imposables au profit de l'établissement public de coopération intercommunale et de la commune sont différentes, la cotisation afférente à la part de chacune de ces collectivités est calculée en appliquant le taux qu'elle ont

voté pour 1995 ou pour l'année d'imposition si la somme de leurs taux pour cette même année est inférieure à celle de 1995 ; lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité additionnelle perçoit, pour la première fois à compter de 1996, la taxe professionnelle, en application des articles 1609 *bis*, 1609 *quinquies* et du I de l'article 1609 *quinquies* C, le taux retenu pour le calcul de la part de la cotisation revenant au établissement public de coopération intercommunale est égal, dans la limite du taux du établissement public de coopération intercommunale pour l'année d'imposition, à la différence si elle est positive entre le taux de la commune pour 1995 et le taux de cette collectivité pour l'année d'imposition, ou au taux de l'établissement public de coopération intercommunale pour l'année d'imposition si la somme des taux de la commune et de l'établissement public de coopération intercommunale pour cette même année est inférieure au taux de la commune pour 1995.

2. Pour l'application du premier alinéa du 1, lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale perçoit, pour la première fois, à compter de l'année 2000, la taxe professionnelle au lieu et place des communes conformément à l'article 1609 *nonies* C, le taux à retenir pour le calcul de la cotisation éligible au plafonnement est le plus faible des deux taux suivants :

a. Le taux retenu pour le calcul des cotisations éligibles au plafonnement l'année précédant la première année où l'établissement public de coopération intercommunale perçoit la taxe professionnelle conformément à l'article 1609 *nonies* C pour la commune et, le cas échéant, le ou les établissements publics de coopération intercommunale auxquels il s'est substitué pour la perception de cet impôt.

Lorsque l'établissement public de coopération intercommunale fait application du processus de réduction des écarts de taux, ce taux est, chaque année jusqu'à l'achèvement du processus de réduction des écarts de taux, augmenté de la correction positive des écarts de taux ; à compter de la dernière année du processus de réduction des écarts de taux, ce taux est majoré de la correction des écarts de taux applicable cette dernière année dans la commune du seul fait de la réduction des écarts de taux.

Lorsqu'il n'est pas fait application du processus pluriannuel de réduction des écarts de taux, le taux retenu, pour le calcul des cotisations éligibles au plafonnement l'année précédant la première année où l'établissement public de coopération intercommunale perçoit la taxe professionnelle conformément à cet article, est majoré de l'écart positif de taux constaté entre le taux voté par l'établissement public de coopération intercommunale la première année d'application des dispositions dudit article et le taux voté par la commune l'année précédente majoré, le cas échéant, du taux du ou des établissements publics de coopération intercommunale auxquels elle appartenait ;

b. Le taux effectivement appliqué dans la commune.

Ces modalités sont applicables dans les mêmes conditions lorsqu'il est fait application dans les établissements publics de coopération intercommunale visés au premier alinéa des dispositions prévues aux I, II *bis* (1) et V de l'article 1638 *quater*.

3. La cotisation de chaque établissement est majorée du montant de 1 cotisation prévue à l'article 1648 D et des taxes spéciales d'équipement prévues aux articles 1599 *quinquies*, 1607 *bis*, 1608, 1609 à 1609 F, calculées dans les mêmes conditions.

.....

Art. 1647 D. — I. — À compter de 1981, tous les redevables de la taxe professionnelle sont assujettis à une cotisation minimum établie au lieu de leur principal établissement ; le montant de cette cotisation est égal à celui de la taxe d'habitation acquittée, l'année précédente, par un logement de référence retenu par le conseil municipal après avis de la commission communale des impôts directs ; les conseils municipaux ont la faculté de réduire ce montant de la moitié au plus pour les assujettis n'exerçant leur activité professionnelle qu'à temps partiel ou pendant moins de neuf mois dans l'année. À défaut de délibération du conseil municipal, le montant de la cotisation minimum est égal à la taxe d'habitation acquittée, l'année précédente, par un logement dont la valeur locative était égale à la moyenne communale diminuée d'un abattement des deux tiers pour les assujettis n'exerçant leur

activité professionnelle qu'à temps partiel ou pendant moins de neuf mois dans l'année et d'un tiers pour les autres assujettis.

II. — Dans chaque commune, la cotisation de la taxe d'habitation de référence résultant de l'application du I est convertie en bases d'imposition par application du taux de taxe professionnelle en vigueur dans la commune l'année précédente. En 1991, la base d'imposition de taxe professionnelle ainsi déterminée est divisée par 0,960.

Code de justice administrative

Art. L. 521-1. — Quand une décision administrative, même de rejet, fait l'objet d'une requête en annulation ou en réformation, le juge des référés, saisi d'une demande en ce sens, peut ordonner la suspension de l'exécution de cette décision, ou de certains de ses effets, lorsque l'urgence le justifie et qu'il est fait état d'un moyen propre à créer, en l'état de l'instruction, un doute sérieux quant à la légalité de la décision.

Lorsque la suspension est prononcée, il est statué sur la requête en annulation ou en réformation de la décision dans les meilleurs délais. La suspension prend fin au plus tard lorsqu'il est statué sur la requête en annulation ou en réformation de la décision.

Code monétaire et financier

Art. L. 516-1. — Les institutions financières spécialisées sont des établissements de crédit auxquels l'État a confié une mission permanente d'intérêt public. Elles ne peuvent effectuer d'autres opérations de banque que celles afférentes à cette mission, sauf à titre accessoire.

Art. L. 518-1. — Ne sont pas soumis aux dispositions des chapitres I^{er} à VII du présent titre : le Trésor public, la Banque de France, les services financiers de La Poste, l'institut d'émission des départements d'outre-mer, l'institut d'émission d'outre-mer et la Caisse des dépôts et consignations.

La Caisse des dépôts et consignations et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays. Ce groupe remplit des missions d'intérêt général en appui des politiques publiques conduites par l'État et les collectivités locales et peut exercer des activités concurrentielles.

Dans ce cadre, la Caisse des dépôts et consignations est plus particulièrement chargée de la gestion des dépôts réglementés et des consignations, de la protection de l'épargne populaire, du financement du logement social et de la gestion d'organismes de retraite. Elle contribue également au développement économique local et national, particulièrement dans les domaines de l'emploi, de la politique de la ville, de la lutte contre l'exclusion bancaire et financière, de la création d'entreprise et du développement durable.

Ces institutions et services peuvent effectuer les opérations de banque prévues par les dispositions législatives et réglementaires qui les régissent.

Les arrêtés du ministre chargé de l'économie pris en application des articles L. 611-1, L. 611-3, L. 611-4 ainsi que les règlements du comité de la réglementation comptable peuvent, sous réserve des adaptations nécessaires et dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État, être étendus aux services financiers de La Poste, à la caisse des dépôts et consignations et aux comptes du Trésor assurant un service de dépôts de fonds de particuliers.

Code des pensions civiles et militaires de retraite

Art. L. 24. — I. — La jouissance de la pension civile est immédiate :

1° Pour les fonctionnaires civils radiés des cadres par limite d'âge ainsi que pour ceux qui ont atteint, à la date de radiation des cadres, l'âge de soixante ans ou, s'ils ont accompli au moins quinze ans de services actifs ou de la catégorie B, l'âge de cinquante-cinq ans.

Sont rangés dans la catégorie B les emplois présentant un risque particulier ou des fatigues exceptionnelles. La nomenclature en est établie par décrets en Conseil d'État ;

2° Pour les fonctionnaires civils mis à la retraite pour invalidité ;

3° Pour les femmes fonctionnaires :

a) Soit lorsqu'elles sont mères de trois enfants vivants ou décédés par faits de guerre ou d'un enfant vivant âgé de plus d'un an et atteint d'une invalidité égale ou supérieure à 80 p. 100.

Sont assimilés aux enfants visés à l'alinéa précédent les enfants énumérés au paragraphe II de l'article L. 18 que les intéressées ont élevés dans les conditions prévues au paragraphe III dudit article.

b) Soit lorsqu'il est justifié, dans les formes prévues à l'article L. 31 :

Qu'elles sont atteintes d'une infirmité ou d'une maladie incurable les plaçant dans l'impossibilité d'exercer leurs anciennes fonctions ;

Ou que leur conjoint est atteint d'une infirmité ou d'une maladie incurable le plaçant dans l'impossibilité d'exercer une profession quelconque.

II. — La jouissance de la pension militaire est immédiate :

1° Pour les officiers radiés des cadres par limite d'âge ainsi que pour ceux réunissant, à la date de leur radiation des cadres, vingt-cinq ans de services effectifs ou qui ont été radiés des cadres par suite d'infirmités ;

2° Pour les militaires non officiers.

III. — La jouissance de la solde de réforme est immédiate. Toutefois, cette solde n'est perçue que pendant un temps égal à la durée des services effectivement accomplis par son bénéficiaire.

Code rural

Art. L. 811-1. — L'enseignement et la formation professionnelle agricoles publics ont pour objet d'assurer, en les associant, une formation générale et une formation technologique et professionnelle dans les métiers de l'agriculture, de la forêt, de l'aquaculture, de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles ainsi que dans d'autres métiers concourant au développement de ceux-ci, notamment dans les domaines des services et de l'aménagement de l'espace agricole, rural et forestier, de la gestion de l'eau et de l'environnement. Ils contribuent au développement personnel des élèves, étudiants, apprentis et stagiaires, à l'élévation et à l'adaptation de leurs qualifications et à leur insertion professionnelle et sociale.

Ils remplissent les missions suivantes :

1° Ils assurent une formation générale, technologique et professionnelle initiale et continue ;

2° Ils participent à l'animation du milieu rural ;

3° Ils contribuent à l'insertion scolaire des jeunes, sociale et professionnelle de ces derniers et des adultes ;

4° Ils contribuent aux activités de développement, d'expérimentation et de recherche appliquée ;

5° Ils participent à des actions de coopération internationale, notamment en favorisant les échanges et l'accueil d'élèves, apprentis, étudiants, stagiaires et enseignants.

L'enseignement et la formation professionnelle agricoles publics sont organisés dans le cadre de l'éducation permanente, selon les voies de la formation initiale et de la formation continue. Ils constituent une composante du service public d'éducation et de formation. Ils relèvent du ministre de l'agriculture. Ils sont dispensés dans le respect des principes de laïcité, de liberté de conscience et d'égal accès de tous au service public.

Art. L. 813-1. — Les établissements d'enseignement et de formation professionnelle agricoles privés dont l'association ou l'organisme responsable a passé un contrat avec l'État participent au service public d'éducation et de formation. Ils relèvent du ministre de l'agriculture. Leurs enseignements sont dispensés dans le respect des principes de liberté de conscience, d'égal accès de tous à l'éducation et de liberté de l'enseignement, qui implique notamment qu'un tel établissement puisse, à ces conditions, naître d'une initiative privée.

L'enseignement et la formation professionnelle agricoles dispensés par les associations ou organismes mentionnés au premier alinéa ont pour objet d'assurer, en les associant, une formation générale et une formation technologique et professionnelle dans les métiers de l'agriculture, de la forêt, de l'aquaculture, de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles ainsi que dans d'autres métiers concourant au développement de ceux-ci, notamment dans les domaines des services et de l'aménagement de l'espace agricole, rural, forestier, de la gestion de l'eau et de l'environnement. Ils contribuent au développement personnel des élèves, étudiants, apprentis et stagiaires, à l'élévation et à l'adaptation de leur qualification et à leur insertion professionnelle et sociale.

Ils remplissent les missions suivantes :

1° Ils assurent une formation générale, technologique et professionnelle initiale ou continue ;

2° Ils participent à l'animation du milieu rural ;

3° Ils contribuent aux activités de développement, d'expérimentation et de recherche appliquée ;

4° Ils participent à des actions de coopération internationale, notamment en favorisant les échanges et l'accueil d'élèves, apprentis, stagiaires et enseignants.

L'enseignement et la formation professionnelle agricoles privés sont organisés dans le cadre de l'éducation permanente, selon les voies de la formation initiale et de la formation continue, sans que dans ce dernier cas leur mise en œuvre relève du contrat prévu au premier alinéa du présent article.

Art. L. 813-8. — Dans les établissements dont les formations sont dispensées dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article L. 811-5, l'association ou l'organisme responsable, et lié à l'État par contrat, désigne le chef d'établissement qui doit détenir les titres et présenter les qualifications comparables à ceux requis dans l'enseignement agricole public. Cette désignation est aussitôt notifiée à l'autorité administrative. Le chef d'établissement détient l'autorité au sein de l'établissement. Il attribue aux enseignants une note administrative et il est associé aux décisions concernant le déroulement de leur carrière.

Les personnels enseignants et de documentation de ces établissements sont nommés par le ministre de l'agriculture, après vérification de leurs titres et de leurs qualifications, sur proposition du chef d'établissement. Ils sont liés par un contrat de droit public à l'État, qui les rémunère directement par référence aux échelles indiciaires des corps équivalents de la fonction publique exerçant des fonc-

tions comparables et ayant les mêmes niveaux de formation. Pour les personnels de documentation, les dispositions du présent alinéa s'appliqueront progressivement dans un délai de trois ans à compter du 1^{er} janvier 1993.

Lorsqu'un emploi est à pourvoir, le chef d'établissement est tenu de donner priorité aux candidats qualifiés qui auraient perdu leur emploi par suite de la suppression totale ou partielle d'une filière dans l'établissement même ou dans un autre établissement d'enseignement agricole privé relevant du présent article. Une commission, dont la composition est fixée par décret, peut être saisie des différends concernant l'application du présent alinéa.

Le contrat type liant le personnel enseignant et de documentation à l'État est approuvé par décret en Conseil d'État.

L'association ou l'organisme intéressé reçoit une subvention de fonctionnement versée par élève et par an qui tient compte des conditions de scolarisation et qui est déterminée en fonction du coût moyen des charges de personnel non enseignant et des dépenses, autres que celles visées au deuxième alinéa du présent article, des formations correspondantes de l'enseignement agricole public.

Art. L. 813-9. — Pour les associations ou organismes, liés à l'État par un contrat, qui offrent des formations à temps plein en conjuguant, selon un rythme approprié, les enseignements théoriques et pratiques dispensés d'une part dans l'établissement même et d'autre part dans le milieu agricole et rural, l'aide financière de l'État est calculée sur la base :

1° Du nombre de postes de formateurs nécessaires à la mise en œuvre de filières de formation retenues par le schéma prévisionnel national, compte tenu des modalités d'organisation interne de ces filières au sein des établissements ou des groupes d'établissements ;

2° Du coût d'un poste, déterminé pour chaque filière de formation, par référence au coût moyen des formateurs qui participent aux filières analogues existant dans les établissements, mentionnés à l'article L. 813-8.

Cette base de calcul est fixée par décret.

Pour bénéficier de l'aide de l'État, les associations, les organismes ou leurs groupements doivent assurer, directement ou indirectement, la totalité des enseignements d'une ou de plusieurs filières de formation.

Le décret en Conseil d'État qui fixe les modalités d'application du présent article définit également les garanties supplémentaires dont les agents recrutés par les associations et les organismes responsables, et soumis à leur autorité, bénéficient en ce qui concerne notamment leurs droits et obligations professionnels, les procédures disciplinaires, les cas de licenciement et l'exercice du droit syndical.

Code de la santé publique

Art. L. 1331-23. — Le représentant de l'État dans le département peut déclarer l'insalubrité des locaux et installations utilisés aux fins d'habitation, mais impropres à cet objet pour des raisons d'hygiène, de salubrité ou de sécurité et situés à l'intérieur d'un périmètre qu'il définit.

L'arrêté du représentant de l'État dans le département est pris après avis du conseil départemental d'hygiène auquel le maire ou, le cas échéant, le président du groupement de communes ayant compétence en matière de logement est invité à présenter ses observations, et après délibération du conseil municipal ou, le cas échéant, de l'organe délibérant du groupement de communes ayant compétence en matière de logement. Cet arrêté vaut interdiction d'habiter et d'utiliser au sens de l'article L. 1331-28 pour les immeubles qu'il désigne.

Cet arrêté est publié au Recueil des actes administratifs du département et affiché à la mairie du lieu de situation des biens.

Il est notifié aux propriétaires et usufruitiers intéressés.

Art. L. 1331-24. — Le représentant de l'État dans le département peut, après avis du conseil départemental d'hygiène et du maire, faire injonction à toute personne mettant à disposition des locaux ou installations qui, même en l'absence de déclaration d'insalubrité, présente un danger pour la santé ou la sécurité de leurs occupants en raison de leur densité d'occupation ou de l'utilisation qui en est faite, d'avoir à rendre l'utilisation de ces locaux ou installations conformes aux prescriptions de son arrêté.

S'il n'est pas satisfait à cette injonction dans le délai fixé, le représentant de l'État dans le département peut prendre, aux frais de l'intéressé, toutes mesures destinées à satisfaire aux prescriptions dudit arrêté.

Art. L. 1331-26. — Lorsqu'un immeuble, bâti ou non, vacant ou non, attenant ou non à la voie publique, un groupe d'immeubles, un îlot ou un groupe d'îlots constitue, soit par lui-même, soit par les conditions dans lesquelles il est occupé ou exploité, un danger pour la santé des occupants ou des voisins, le préfet, saisi d'un rapport motivé du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ou, par application du troisième alinéa de l'article L. 1422-1, du directeur du service communal d'hygiène et de santé concluant à l'insalubrité de l'immeuble concerné, invite le conseil départemental d'hygiène à donner son avis dans le délai de deux mois :

1° Sur la réalité et les causes de l'insalubrité ;

2° Sur les mesures propres à y remédier.

Le directeur départemental de la santé et de l'action sociale établit le rapport prévu au premier alinéa soit de sa propre initiative, soit sur saisine du maire, du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de logement et d'urbanisme, soit encore à la demande de tout locataire ou occupant de l'immeuble ou de l'un des immeubles concernés.

Le maire de la commune ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale, à l'initiative duquel la procédure a été engagée, doit fournir un plan parcellaire de l'immeuble avec l'indication des noms des propriétaires tels qu'ils figurent au fichier immobilier de la conservation des hypothèques. Lorsque cette initiative a pour objet de faciliter l'assainissement ou l'aménagement d'un îlot ou d'un groupe d'îlots, le projet d'assainissement ou d'aménagement correspondant est également fourni.

Art. L. 1331-27. — Le préfet avise les propriétaires, tels qu'ils figurent au fichier immobilier de la conservation des hypothèques, au moins trente jours à l'avance de la tenue de la réunion du conseil départemental d'hygiène et de la faculté qu'ils ont de produire dans ce délai leurs observations. Il avise également, dans la mesure où ils sont connus, les titulaires de droits réels immobiliers sur les locaux, les titulaires de parts donnant droit à l'attribution ou à la jouissance en propriété des locaux, les occupants et, en cas d'immeuble d'hébergement, l'exploitant.

À défaut de connaître l'adresse actuelle des personnes mentionnées au premier alinéa ou de pouvoir les identifier, la notification les concernant est valablement effectuée par affichage à la mairie de la commune ou, à Paris, Marseille et Lyon, de l'arrondissement où est situé l'immeuble ainsi que par affichage sur la façade de l'immeuble, au moins trente jours avant la réunion du conseil départemental d'hygiène. Si l'insalubrité ne concerne que les parties communes d'un immeuble en copropriété, l'invitation à la réunion du conseil départemental d'hygiène est valablement faite au seul syndicat des copropriétaires.

Le rapport motivé prévu à l'article L. 1331-26 est tenu à la disposition des intéressés dans les bureaux de la préfecture. Une copie est déposée à la mairie de la commune ou, à Paris, Marseille et Lyon, de l'arrondissement où est situé l'immeuble.

Toute personne justifiant de l'une des qualités mentionnées au premier alinéa est, sur sa demande, entendue par le conseil départemental d'hygiène et appelée aux visites et constatations des lieux. Elle peut se faire représenter par un mandataire.

Au cas où le conseil départemental d'hygiène émet un avis contraire aux conclusions du rapport motivé prévu à l'article L. 1331-26, le préfet peut transmettre le dossier au ministre chargé de la santé. Celui-ci saisit le Conseil supérieur d'hygiène publique de France qui émet son avis dans les deux mois de sa saisine, lequel se substitue à celui du conseil départemental d'hygiène.

Art. L. 1331-28. — Si le conseil départemental d'hygiène ou, éventuellement, le Conseil supérieur d'hygiène publique de France conclut à l'impossibilité de remédier à l'insalubrité, le préfet prononce, dans le délai d'un mois, l'interdiction définitive d'habiter et d'utiliser les lieux, en précisant, sur l'avis du conseil départemental d'hygiène ou, éventuellement, du Conseil supérieur d'hygiène publique de France, si cette interdiction est d'effet immédiat ou applicable au plus tard à l'expiration d'un délai qu'il fixe et qui ne doit pas être supérieur à six mois.

Il prescrit toutes mesures appropriées pour mettre les locaux situés dans l'immeuble hors d'état d'être utilisables au fur et à mesure de leur évacuation et du relogement ou de l'hébergement des occupants dans les conditions fixées aux articles L. 521-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation.

Il peut en outre faire procéder d'office aux mesures nécessaires pour empêcher toute utilisation des locaux.

Il peut, le cas échéant, ordonner la démolition de l'immeuble.

Dans le cas où il est conclu à la possibilité de remédier à l'insalubrité, le préfet prescrit, dans le délai d'un mois, les mesures appropriées et leur délai d'exécution indiqués par l'avis du conseil départemental d'hygiène ou, éventuellement, du Conseil supérieur d'hygiène publique de France. Il peut prononcer l'interdiction temporaire d'habiter et d'utiliser les lieux. Cette interdiction prend fin à la date de l'affichage de l'arrêté pris en application de l'article L. 1331-28-3.

La personne tenue d'exécuter les mesures visées à l'alinéa précédent peut se libérer de son obligation par la conclusion d'un bail à réhabilitation. Elle peut également conclure sur le bien concerné un bail emphytéotique ou un contrat de vente moyennant paiement d'une rente viagère, à charge pour les preneur ou débirentier d'exécuter les travaux prescrits. Les parties peuvent convenir que l'occupant restera dans les lieux lorsqu'il les occupait à la date de l'arrêté d'insalubrité.

L'arrêté du préfet comporte le texte reproduit des articles L. 521-1 à L. 521-3 du code de la construction et de l'habitation.

Art. L. 1331-28-1. — Le préfet notifie l'arrêté d'insalubrité aux personnes visées au premier alinéa de l'article L. 1331-27. Lorsque les travaux prescrits ne concernent que les parties communes d'un immeuble en copropriété, la notification aux copropriétaires est valablement faite au seul syndicat des copropriétaires qui doit en informer dans les plus brefs délais l'ensemble des copropriétaires.

À défaut de connaître l'adresse actuelle ou de pouvoir identifier les personnes visées au premier alinéa de l'article L. 1331-27, cette notification est valablement effectuée par l'affichage de l'arrêté à la mairie de la commune ou, à Paris, Marseille ou Lyon, de l'arrondissement où est situé l'immeuble ainsi que sur la façade de l'immeuble.

L'arrêté d'insalubrité est transmis au maire de la commune, au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de logement ou d'urbanisme, au procureur de la République, aux organismes payeurs des allocations de logement et de l'aide personnalisée au logement du lieu de situation de l'immeuble, ainsi qu'aux gestionnaires du fonds de solidarité pour le logement du département.

À la diligence du préfet et aux frais du propriétaire, l'arrêté d'insalubrité est publié à la conservation des hypothèques dont dépend l'immeuble pour chacun des locaux concernés.

Art. L. 1331-28-2. — Les contrats à usage d'habitation en cours à la date de l'arrêté d'insalubrité sont soumis aux règles définies à l'article L. 521-2 du code de la construction et de l'habitation.

À compter de la notification de l'arrêté d'insalubrité prononçant une interdiction d'habiter et d'utiliser les lieux, les locaux vacants ne peuvent être ni loués ni mis à disposition à quelque usage que ce soit.

Art. L. 1331-28-3. — Le préfet constate par arrêté la conformité de la réalisation des travaux prescrits en application de l'article L. 1331-28 et leur date d'achèvement ; il prononce la mainlevée de l'arrêté d'insalubrité et, le cas échéant, de l'interdiction d'utiliser les lieux.

Lorsque des travaux justifiant la levée de l'interdiction d'habiter et d'utiliser les lieux sont réalisés sur un immeuble dont l'insalubrité a été déclarée irrémédiable, le préfet prononce par arrêté la fin de l'état d'insalubrité de l'immeuble et la mainlevée de l'interdiction d'habiter et d'utiliser les lieux.

L'arrêté du préfet, qui comporte le texte reproduit des articles L. 521-1 à L. 521-3 du code de la construction et de l'habitation, est notifié selon les modalités prévues à l'article L. 1331-28-1 du présent code. À la diligence du propriétaire, cet arrêté est publié à la conservation des hypothèques.

Art. L. 1331-29. — Si, à l'expiration du délai imparti par le préfet pour le départ des occupants, les locaux ne sont pas libérés, et à défaut pour le propriétaire, l'usufruitier ou l'exploitant d'avoir, en exécution de l'arrêté du préfet, engagé une action aux fins d'expulsion des occupants de l'immeuble, le préfet est recevable à exercer cette action aux frais du propriétaire ou de l'usufruitier.

Si, hormis la démolition de l'immeuble, les mesures prescrites à l'article L. 1331-28 n'ont pas été exécutées dans le délai imparti, le maire ou, à défaut, le préfet procède, au moins deux mois après une mise en demeure du propriétaire dans les formes prévues à l'article L. 1331-27 et demeurée infructueuse, à l'exécution d'office des travaux. Si la démolition de l'immeuble a été prescrite, le maire ou, à défaut, le préfet procède d'office à la réalisation des travaux provisoires nécessaires pour mettre fin au danger menaçant la santé des occupants ou des voisins. Dans les deux cas, les travaux sont effectués aux frais du propriétaire ; le juge des référés est saisi en cas de difficultés.

Art. L. 1331-30. — La créance de la collectivité publique résultant, en application de l'article L. 1331-29, des frais d'expulsion ou de l'exécution des travaux est recouvrée comme en matière de contributions directes.

Les réclamations sont présentées et jugées comme en matière de contributions directes.

Cette créance, augmentée des frais d'inscription hypothécaire, des frais de relogement ou d'hébergement s'il y a lieu, est garantie par l'inscription, à la diligence du préfet et aux frais des propriétaires concernés, d'une hypothèque légale sur l'immeuble ou, s'il s'agit d'un immeuble relevant des dispositions de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, sur le ou les lots concernés.

Art. L. 1331-31. — Lorsque les locaux sont frappés d'une interdiction définitive ou temporaire d'habiter et d'utiliser les lieux ou lorsque l'insalubrité est remédiable mais que les travaux nécessaires pour remédier à l'insalubrité rendent temporairement inhabitable un logement, le propriétaire est tenu à l'égard des occupants visés à l'article L. 521-1 du code de la construction et de l'habitation d'assurer leur relogement ou leur hébergement dans les conditions prévues aux articles L. 521-1 à L. 521-3 du même code.

Art. L. 1334-1. — Le médecin qui dépiste un cas de saturnisme chez une personne mineure doit, après information de la personne exerçant l'autorité parentale, le porter à la connaissance, sous pli confidentiel, du médecin du service de l'État dans le département compétent en matière sani-

taire et sociale qui en informe le médecin responsable du service départemental de la protection maternelle et infantile. Par convention entre le représentant de l'État dans le département et le président du conseil général, le médecin responsable du service départemental de la protection maternelle et infantile peut être en charge de recueillir, en lieu et place des services de l'État, la déclaration du médecin dépistant.

Le médecin recevant la déclaration informe le représentant de l'État dans le département de l'existence d'un cas de saturnisme dans l'immeuble ou la partie d'immeuble habité ou fréquenté régulièrement par ce mineur. Le représentant de l'État dans le département fait immédiatement procéder par ses propres services ou par un opérateur agréé à un diagnostic sur cet immeuble ou partie d'immeuble, afin de déterminer s'il existe un risque d'intoxication au plomb des occupants. Il procède de même lorsqu'un risque d'accessibilité au plomb pour les occupants de l'immeuble ou partie d'immeuble est porté à sa connaissance.

Art. L. 1334-2. — Dans le cas où le diagnostic auquel il a été procédé dans les conditions mentionnées à l'article L. 1334-1 se révèle positif, ou dans celui où on dispose d'un diagnostic de même portée, préalablement établi en une autre circonstance dans les mêmes conditions que précédemment, le représentant de l'État dans le département en informe le médecin du service de l'État dans le département compétent en matière sanitaire et sociale. Celui-ci invite les familles de l'immeuble ayant des enfants mineurs à adresser ceux-ci en consultation à leur médecin traitant, à un médecin hospitalier ou à un médecin de prévention. Le représentant de l'État dans le département notifie en outre au propriétaire ou au syndicat des copropriétaires son intention de faire exécuter sur l'immeuble incriminé, à leurs frais, pour supprimer le risque constaté, les travaux nécessaires, dont il précise la nature, après avis des services ou de l'opérateur mentionné à l'article L. 1334-1.

Dans le délai de dix jours à compter de la notification de la décision du représentant de l'État dans le département, le propriétaire ou le syndicat des copropriétaires peut soit contester la nature des travaux envisagés soit faire connaître au représentant de l'État dans le département son engagement de procéder à ceux-ci dans un délai d'un mois à compter de la notification.

Dans le premier cas, le président du tribunal de grande instance ou son délégué statue en la forme du référé. Sa décision est, de droit, exécutoire à titre provisoire.

À défaut soit de contestation, soit d'engagement du propriétaire ou du syndicat des copropriétaires dans un délai de dix jours à compter de la notification, le représentant de l'État dans le département fait exécuter les travaux nécessaires à leurs frais.

Art. L. 1334-3. — Si le propriétaire ou le syndicat des copropriétaires s'est engagé à réaliser les travaux, le représentant de l'État dans le département procède, un mois après la notification de sa décision, à un contrôle des lieux afin de vérifier que l'accessibilité au plomb est supprimée. Si l'accessibilité subsiste, le représentant de l'État dans le département procède comme indiqué au dernier alinéa de l'article L. 1334-2. À l'issue des travaux, le représentant de l'État dans le département fait procéder à un contrôle des locaux afin de vérifier que l'accessibilité au plomb est supprimée.

Art. L. 1334-4. — Si la réalisation des travaux mentionnés aux articles L. 1334-2 et L. 1334-3 nécessite la libération temporaire des locaux, le représentant de l'État dans le département prend les dispositions nécessaires pour assurer l'hébergement provisoire des occupants.

Le coût de réalisation des travaux et, le cas échéant, le coût de l'hébergement provisoire des occupants sont mis à la charge du propriétaire. La créance est recouvrée comme en matière de contributions directes.

En cas de refus d'accès aux locaux opposé par le locataire ou le propriétaire aux personnes chargées de procéder au diagnostic, d'effectuer le contrôle des lieux ou de réaliser les travaux, le représentant de l'État dans le département saisit le président du tribunal de grande instance qui, statuant en la forme du référé, fixe les modalités d'entrée dans les lieux.

Le représentant de l'État dans le département peut agréer des opérateurs pour réaliser les diagnostics et contrôles prévus au présent chapitre et pour faire réaliser les travaux.

Art. L. 1334-5. — Un état des risques d'accessibilité au plomb est annexé à toute promesse unilatérale de vente ou d'achat, à tout contrat réalisant ou constatant la vente d'un immeuble affecté en tout ou partie à l'habitation construit avant 1948 et situé dans une zone à risque d'exposition au plomb délimitée par le représentant de l'État dans le département. Cet état doit avoir été établi depuis moins d'un an à la date de la promesse de vente ou d'achat ou du contrat susvisé.

Les fonctions d'expertise ou de diagnostic sont exclusives de toute autre activité d'entretien ou de réparation de cet immeuble.

Aucune clause d'exonération de la garantie des vices cachés ne peut être stipulée à raison des vices constitués par l'accessibilité au plomb si l'état mentionné au premier alinéa n'est pas annexé aux actes susvisés.

Lorsque l'état annexé à l'acte authentique qui réalise ou constate la vente révèle une accessibilité au plomb, le vendeur ou son mandataire en informe le représentant de l'État dans le département. Celui-ci met en œuvre en tant que de besoin les dispositions prévues aux articles L. 1334-2, L. 1334-3 et L. 1334-4.

Art. L. 1334-6. — Sont déterminées par décret en Conseil d'État les modalités d'application du présent chapitre, et notamment :

1° Les modalités de transmission des données prévues à l'article L. 1334-1 et en particulier la manière dont l'anonymat est protégé ;

2° Les modalités de détermination du risque d'intoxication au plomb et les conditions auxquelles doivent satisfaire les travaux prescrits pour supprimer le risque d'accessibilité ;

3° Les conditions de publicité du zonage prévu au premier alinéa de l'article L. 1334-5.

Art. L. 1336-3. — Le fait de mettre à disposition, à titre gratuit ou onéreux, aux fins d'habitation, des caves, sous-sols, combles et pièces dépourvues d'ouverture sur l'extérieur et de ne pas déférer dans le délai d'un mois à la mise en demeure du représentant de l'État dans le département de mettre fin à cette situation est puni des peines édictées à l'article L. 1336-4.

Art. L. 1422-1. — Les services municipaux de désinfection et les services communaux d'hygiène et de santé relèvent de la compétence des communes ou, le cas échéant, des groupements de communes, qui en assurent l'organisation et le financement, sous l'autorité du maire ou, le cas échéant, du président de l'établissement public de coopération intercommunale.

Les services communaux d'hygiène et de santé sont chargés, sous l'autorité du maire, de l'application des dispositions relatives à la protection générale de la santé publique énumérées, notamment, au titre I^{er} du livre III de la présente partie et relevant des autorités municipales.

Les services communaux d'hygiène et de santé qui, à la date d'entrée en vigueur de la section 4 du titre II de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, exercent effectivement des attributions en matière de vaccination ou de désinfection ainsi qu'en matière de contrôle administratif et technique des règles d'hygiène continuent d'exercer ces attributions par dérogation aux articles 38 et 49 de ladite loi. À ce titre, les communes dont relèvent ces services communaux d'hygiène et de santé reçoivent la dotation générale de décentralisation correspondante dans les conditions prévues par le code général des collectivités territoriales.

Art. L. 4242-1. — Le fait, sans répondre aux conditions fixées à l'article L. 4241-4 ou aux articles L. 4241-6 à L. 4241-9, de se qualifier préparateur en pharmacie et, notamment sur le plan professionnel, d'user des droits et prérogatives attachés à cette qualité est puni des peines encourues pour le délit d'usurpation de titre prévu par l'article 433-17 du code pénal.

Les dispositions du présent article ne sont applicables ni aux étudiants en pharmacie, qui peuvent être employés dans une pharmacie aux conditions prévues à l'article L. 4241-10, ni aux personnes titulaires du diplôme de pharmacien.

Code de la sécurité sociale

Art. L. 162-24-1. — La tarification des prestations supportées par l'assurance maladie et délivrées par les établissements et services mentionnés à l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, à l'exception des 1^o, 4^o, a du 5^o, 8^o et 10^o du I, est fixée par l'autorité compétente de l'État, après avis de la caisse régionale d'assurance maladie et, le cas échéant, du président du conseil général.

Les tribunaux interrégionaux de la tarification sanitaire et sociale sont compétents en premier ressort pour statuer en matière contentieuse sur les recours contre les décisions de l'autorité susmentionnée.

Art. L. 174-1. — Dans les établissements publics de santé et dans les établissements de santé privés à but non lucratif admis à participer à l'exécution du service public hospitalier, ainsi que dans les établissements de santé à but non lucratif ayant opté, dans des conditions fixées par voie réglementaire, pour ce mode de financement, la part des dépenses prises en charge par les régimes d'assurance maladie est financée sous la forme d'une dotation globale annuelle.

Le montant de la dotation globale annuelle de chaque établissement est arrêté par le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation, conformément au budget approuvé dans les conditions prévues par l'article L. 714-7 du code de la santé publique et précisées par voie réglementaire.

Art. L. 182-1. — Une convention conclue entre, d'une part, l'État et, d'autre part, la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés prévoit les conditions dans lesquelles les caisses primaires d'assurance maladie exercent, au nom de l'État, les compétences dévolues à ce dernier pour l'attribution des prestations d'aide médicale prévues en application de l'article 188 du code de la famille et de l'aide sociale.

Elle fixe les conditions dans lesquelles lesdites prestations sont payées aux prestataires de soins ou de services par les caisses primaires d'assurance maladie et sous leur contrôle, sur la base des tarifs de responsabilité de ces organismes. Elle détermine les modalités du versement par l'État des sommes dues à ce titre à la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés, ainsi qu'au titre des frais de gestion.

Code du travail

Art. L. 117-4. — Dans le cadre du contrat d'apprentissage, la personne directement responsable de la formation de l'apprenti et assumant la fonction de tuteur est dénommée maître d'apprentissage. Celle-ci doit être majeure et offrir toutes garanties de moralité.

Le maître d'apprentissage a pour mission de contribuer à l'acquisition par l'apprenti dans l'entreprise des compétences correspondant à la qualification recherchée et au titre ou diplôme préparés, en liaison avec le centre de formation d'apprentis.

Art. L. 211-2. — Les inspecteurs du travail peuvent toujours requérir un examen médical de tous les enfants au-dessus de seize ans déjà admis dans les établissements susmentionnés, à l'effet de constater si le travail dont ils sont chargés excède leurs forces.

Dans ce cas, les inspecteurs du travail ont le droit d'exiger leur renvoi de l'établissement sur l'avis conforme d'un médecin de l'inspection médicale générale du travail et de la main d'œuvre ou d'un médecin désigné par le médecin inspecteur du travail et de la main d'œuvre et, après examen contradictoire, si les parents le réclament.

Art. L. 323-10. — Est considérée comme travailleur handicapé au sens de la présente section, toute personne dont les possibilités d'obtenir ou de conserver un emploi sont effectivement réduites par suite d'une insuffisance ou d'une diminution de ses capacités physiques ou mentales.

La qualité du travailleur handicapé est reconnue par la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel prévue à l'article L. 323-11.

Art. L. 351-21. — Les parties signataires de l'accord prévu à l'article L. 351-8 confient le service de l'allocation d'assurance et le recouvrement des contributions mentionnées à l'article L. 351-3 à un ou des organismes de droit privé de leur choix.

L'État peut également, par convention, confier à ces organismes ou à toute autre personne morale de droit privé, la gestion des allocations de solidarité mentionnées aux articles L. 351-9 et L. 351-10 ainsi que, en l'absence de l'accord agréé prévu par l'article L. 351-8, les missions définies à l'alinéa précédent.

Les agents des services des impôts ainsi que ceux des organismes de sécurité sociale peuvent communiquer à ces organismes les renseignements nécessaires à l'assiette des cotisations et au calcul des prestations.

Les informations détenues par les organismes de sécurité sociale peuvent être rapprochées de celles détenues par les organismes mentionnés au présent article pour la vérification du versement des contributions mentionnées à l'article L. 351-3 et la vérification des droits des salariés au revenu de remplacement prévu à l'article L. 351-2.

Pour procéder aux vérifications mentionnées à l'alinéa précédent, les informations détenues par la caisse de congés des professions de la production cinématographique et audiovisuelle et des spectacles ainsi que par les institutions des régimes complémentaires de retraite de ces professions peuvent être rapprochées de celles détenues par les institutions gestionnaires du régime d'assurance. Pour procéder à la vérification du versement des contributions et des droits des salariés, la caisse de congé des professions de la production cinématographique et audiovisuelle et des spectacles et les institutions des régimes complémentaires de retraite de ces professions peuvent rapprocher les informations qu'elles détiennent de celles détenues par les institutions gestionnaires du régime d'assurance.

Les conditions d'application du présent article seront précisées par décret en Conseil d'État pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Art. L. 900-3. — Tout travailleur engagé dans la vie active ou toute personne qui s'y engage a droit à la qualification professionnelle et doit pouvoir suivre, à son initiative, une formation lui permettant, quel que soit son statut, d'acquérir une qualification correspondant aux besoins de l'économie prévisibles à court ou moyen terme :

— soit entrant dans le champ d'application de l'article 8 de la loi n° 71-577 du 16 juillet 1971 d'orientation sur l'enseignement technologique ;

— soit reconnue dans les classifications d'une convention collective nationale de branche ;

— soit figurant sur une liste établie par la commission paritaire nationale de l'emploi d'une branche professionnelle ;

Le crédit-formation a pour objet de permettre à toute personne d'acquérir une telle qualification et donne droit :

— à un bilan de compétences et à l'élaboration d'un projet personnalisé de parcours de formation ;

— à la prise en charge de tout ou partie de cette formation, dans le cadre des orientations arrêtées, dans leur champ de compétence respectif, par l'État, les régions, les organisations professionnelles et les syndicats d'employeurs et de salariés représentatifs au plan national.

Art. L. 910-2. — Le comité interministériel de la formation professionnelle et de l'emploi détermine, en fonction des exigences du développement culturel, économique et social, les orientations prioritaires de la politique de l'État, en vue de :

- provoquer des actions de formation professionnelle ;
- soutenir par un concours financier ou technique les diverses initiatives prises en ces matières.

Ces différentes actions et initiatives peuvent aussi bien porter sur la formation proprement dite, sur l'innovation, l'ingénierie pédagogique et les techniques de communication, l'accès à l'information que sur la formation des formateurs certification.

Art. L. 920-4. — 1. Toute personne physique ou morale qui réalise des prestations de formation professionnelle continue au sens de l'article L. 900-2 doit déposer, auprès de l'autorité administrative de l'État chargée de la formation professionnelle, une déclaration d'activité, dès la conclusion de la première convention de formation professionnelle ou du premier contrat de formation professionnelle, conclus respectivement en application des articles L. 920-1 et L. 920-13.

2. Nul ne peut, même de fait, exercer une fonction de direction ou d'administration dans un organisme de formation au sens du présent livre s'il a fait l'objet d'une condamnation pénale à raison de faits constituant des manquements à la probité, aux bonnes mœurs et à l'honneur.

3. La déclaration d'activité comprend les informations administratives d'identification de la personne physique ou morale, ainsi que les éléments descriptifs de son activité. L'autorité administrative de l'État chargée de la formation professionnelle procède à l'enregistrement des déclarations au vu des pièces produites. L'enregistrement est annulé par décision de la même autorité administrative lorsqu'il apparaît que les prestations réalisées ne correspondent pas aux actions visées à l'article L. 900-2. Les décisions d'annulation de l'enregistrement sont motivées et notifiées aux intéressés dans les conditions prévues à l'article L. 991-8. La déclaration devient caduque lorsque les bilans pédagogiques et financiers prévus à l'article L. 920-5 ne font apparaître aucune activité de formation au titre de deux années consécutives, ou lorsque, pendant cette même période, ces bilans n'ont pas été adressés à l'autorité administrative de l'État chargée de la formation professionnelle. Une déclaration rectificative est souscrite en cas de modification d'un ou des éléments de la déclaration initiale. La cessation d'activité doit également faire l'objet d'une déclaration. Le conseil régional a communication des éléments de la déclaration et de ses éventuelles modifications. Le conseil régional a communication du bilan pédagogique et financier de l'activité, du bilan, du compte de résultat et de l'annexe du dernier exercice clos par les organismes dont les actions de formation au sens de l'article L. 900-2 bénéficient de son concours financier.

4. Les personnes physiques ou morales mentionnées au 1 doivent justifier des titres et qualités des personnels d'enseignement et d'encadrement qu'elles emploient, et de la relation entre ces titres et qualités et les prestations réalisées dans le champ de la formation professionnelle.

Art. L. 941-1. — L'État concourt au financement des actions de formation professionnelle et de promotion sociale répondant aux orientations prioritaires et aux critères d'intervention définis par le comité interministériel de la formation professionnelle et de la promotion sociale après concertation avec les organisations professionnelles et syndicales, au sein des instances prévues à cet effet.

La contribution financière de l'État peut porter sur les dépenses de fonctionnement des stages ainsi que, le cas échéant, sur les dépenses de construction ou d'équipement des centres.

À ces fins, le Premier ministre ou les ministres intéressés passent, en application de l'article L. 920-1, des conventions, dont les modalités particulières sont définies par décret. Ces conven-

conventions tiennent compte des publics accueillis, des objectifs poursuivis et des résultats obtenus, notamment en matière d'insertion professionnelle.

Lorsque ces conventions concernent des centres de formation gérés par une ou plusieurs entreprises, elles font, avant leur conclusion, l'objet d'une consultation du ou des comités d'entreprise intéressés, par application des dispositions du troisième alinéa de l'article L. 432-1.

L'État participe, en outre, aux dépenses de rémunération des stagiaires de la formation professionnelle selon les règles fixées au titre VI du présent livre.

Art. L. 941-1-1. — Quelles que soient l'origine budgétaire des fonds et l'autorité signataire, les conventions mentionnées à l'article L. 941-1 ne peuvent être conclues avec des organismes de formation que pour le ou les programmes qui auront fait l'objet d'une habilitation délivrée par le représentant de l'État dans la région après avis du comité régional de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi.

Cette habilitation, qui vise à s'assurer de la qualité des programmes de formation proposés, est délivrée en fonction des caractéristiques desdits programmes, et notamment des objectifs poursuivis et des moyens pédagogiques, matériels et d'encadrement mis en œuvre.

La demande d'habilitation fait apparaître les capacités de l'organisme de formation à accueillir des handicapés.

Le représentant de l'État dans la région présente chaque année au comité de coordination régional de l'emploi et de la formation professionnelle, la liste des organismes de formation ayant obtenu l'habilitation d'un ou plusieurs programmes de formation.

Un décret en Conseil d'État détermine les dispositions transitoires relatives à l'habilitation, les critères et les modalités d'octroi, de renouvellement, de refus ou de retrait de l'habilitation et sa durée de validité ainsi que les conditions de participation des différentes administrations à l'ensemble de ces procédures.

Art. L. 941-1-2. — Chaque année, l'ensemble des interventions de l'État fait l'objet d'une programmation nationale et régionale.

Ces programmes et les bilans relatifs à leur exécution sont soumis, pour avis, aux institutions chargées d'élaborer et d'appliquer la politique de formation et aux instances nationales et régionales de concertation mentionnées à l'article L. 910-1.

Art. L. 941-4. — Les crédits correspondant aux charges assumées par l'État en application des alinéas 2 et 3 de l'article L. 941-1 sont inscrits au budget du Premier ministre sous le titre « Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale ».

Ce fonds peut, en outre, assurer le financement d'études ou d'expériences témoins.

Les crédits afférents aux rémunérations et indemnités versées directement par l'État aux stagiaires de formation professionnelle, ou remboursées par lui en application du présent livre sont inscrits au budget du Premier ministre.

Art. L. 941-5. — Le fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale peut, en sus des missions définies à l'article L. 941-4, assurer le financement des actions définies au 1^o de l'article 1^{er} de l'ordonnance n^o 82-273 du 26 mars 1982.

Art. L. 961-1. — L'État, les régions, les employeurs et les organismes paritaires agréés en application de l'article L. 951-3 concourent au financement de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle.

Les institutions mentionnées à l'article L. 351-2 du présent code concourent également à ce financement, selon des modalités fixées par voie de conventions conclues avec l'état ou les régions.

Sous certaines conditions définies par le décret en Conseil d'État, le stagiaire peut bénéficier d'un prêt accordé par l'État ou par les organismes agréés bénéficiant du concours de l'État.

Ce prêt peut se cumuler avec les indemnités éventuellement perçues en vertu des dispositions du présent titre.

Code de l'urbanisme

Art. L. 141-1. — Le schéma directeur de la région d'Île-de-France doit respecter les règles générales d'aménagement et d'urbanisme à caractère obligatoire prévues au présent livre ainsi que les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation des sols et les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de projets d'intérêt général relevant de l'État et d'opérations d'intérêt national. Il doit également prendre en compte les orientations des schémas des services collectifs institués à l'article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire et les schémas sectoriels institués par le chapitre V du titre I^{er} de la même loi.

Le schéma directeur de la région d'Île-de-France a pour objectif de maîtriser la croissance urbaine et démographique et l'utilisation de l'espace tout en garantissant le rayonnement international de cette région. Il précise les moyens à mettre en œuvre pour corriger les disparités spatiales, sociales et économiques de la région, coordonner l'offre de déplacement et préserver les zones rurales et naturelles afin d'assurer les conditions d'un développement durable de la région.

Les dispositions de l'alinéa précédent prennent effet à la première révision du schéma directeur de la région d'Île-de-France selon les modalités prévues au huitième alinéa du présent article suivant la promulgation de la loi n° 99-533 du 25 juin 1999 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire.

Ce schéma détermine notamment la destination générale de différentes parties du territoire, les moyens de protection et de mise en valeur de l'environnement, la localisation des grandes infrastructures de transport et des grands équipements. Il détermine également la localisation préférentielle des extensions urbaines, ainsi que des activités industrielles, artisanales, agricoles, forestières et touristiques.

Pour l'élaboration de ce schéma, le conseil régional recueille les propositions des conseils généraux des départementaux intéressés, du conseil économique et social régional et des chambres consulaires. À l'issue de cette élaboration, le projet leur est soumis pour avis.

Avant son adoption par le conseil régional, le projet de schéma directeur, assorti de l'avis des conseils généraux intéressés, du conseil économique et social régional et des chambres consulaires, est mis à la disposition du public pendant deux mois.

Le schéma directeur est approuvé par décret en Conseil d'État. L'initiative de l'élaboration du schéma directeur appartient soit à la région, soit à l'État.

La procédure de révision du schéma directeur est ouverte par un décret en Conseil d'État, qui détermine l'objet de la révision. Cette dernière est effectuée par la région d'Île-de-France, en association avec l'État, selon les règles fixées aux quatrième et cinquième alinéas du présent article. Elle est approuvée par décret en Conseil d'État.

Si la procédure de révision du schéma directeur de la région d'Île-de-France n'a pas abouti dans un délai d'un an à compter de la demande adressée au président du conseil régional par le représentant de l'État pour assurer sa conformité aux règles prévues au deuxième alinéa du présent article, il y est procédé par décret en Conseil d'État. Toutefois, en cas d'urgence constatée par décret en conseil des ministres, il y est procédé sans délai par décret en Conseil d'État.

Le schéma directeur de la région d'Île-de-France a les mêmes effets que les directives territoriales d'aménagement définies en application de l'article L. 111-1-1. Il doit être compatible avec ces directives lorsqu'elles s'appliquent sur tout ou partie du territoire régional. En outre, il tient lieu de schéma régional au sens de l'article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État.

Art. L. 510-1. — I. — La construction, la reconstruction, l'extension, le changement d'utilisateur ou d'utilisation de locaux ou installations ou de leurs annexes servant à des activités industrielles, commerciales, professionnelles, administratives, techniques, scientifiques ou d'enseignement ne relevant pas de l'État ou de son contrôle peuvent être soumis à un agrément de l'autorité administrative.

La décision d'agrément prend en compte les orientations définies par la politique d'aménagement et de développement du territoire national et par la politique de la ville relatives notamment au développement du logement social et de la mixité sociale, ainsi que la nécessité d'un équilibre entre les constructions destinées à l'habitation et celles destinées aux activités mentionnées à l'alinéa précédent.

II. — Une commune ou un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'aménagement et d'urbanisme peut, pour le territoire qui le concerne, conclure, avec le représentant de l'État dans le département, une convention ayant pour objet de définir les modalités locales du respect des objectifs mentionnés au second alinéa du I. Dans ce cas, la décision d'agrément, relative à la construction, la reconstruction ou l'extension des locaux, installations et annexes mentionnées au premier alinéa du I, relève du représentant de l'État dans le département, sous réserve du respect des termes de cette convention par l'autre partie.

III. — Dans la région d'Île-de-France, la construction, la reconstruction ou l'extension des locaux, installations et annexes mentionnées au premier alinéa du I sont, à compter du 1er janvier 1995, soumises à la procédure d'agrément, dans les conditions prévues aux I et II et dans le respect des directives territoriales d'aménagement applicables à cette région ainsi que de son schéma directeur.

IV. — Un décret en Conseil d'État détermine les conditions de mise en oeuvre du présent article et les zones et opérations auxquelles il s'applique.

Ce décret fixe également les conditions dans lesquelles les maires des communes ou les présidents des établissements publics, qui sont mentionnés au II, peuvent, par délégation et exclusivement dans le cadre d'une convention mentionnée au II, mettre en oeuvre la décision d'agrément mentionnée au même II.

Les opérations visées au I ne sont pas soumises à agrément lorsqu'elles sont situées dans les zones franches urbaines définies au B du 3 de l'article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire et lorsqu'elles visent la transformation de locaux en bureaux.

V. — Un bilan de l'agrément est établi à l'expiration de chaque contrat de plan, dans les zones où cette procédure est instituée.

VI. — Les sanctions de l'article L. 480-4 sont applicables en cas de défaut d'agrément ou d'infractions aux conditions fixées par le décret mentionné au IV ou par la décision d'agrément.

Le maintien d'une des installations mentionnées au premier alinéa du I au-delà du délai fixé par la décision d'agrément, lorsque l'agrément est accordé à titre temporaire, est puni dans les mêmes conditions.

Code la voirie routière

Art. L. 122-4-1. — Les péages perçus sur les véhicules à moteur ou ensembles de véhicules couplés destinés exclusivement au transport de marchandises par route, et ayant un poids total en charge autorisé égal ou supérieur à 12 tonnes, sont appliqués sans discrimination directe ou indirecte en raison de la nationalité du transporteur ou de l'origine ou de la destination du transport.

Art. L. 153-4-1. — Les péages perçus sur les véhicules à moteur ou ensembles de véhicules couplés destinés exclusivement au transport de marchandises par route, et ayant un poids total en charge autorisé égal ou supérieur à 12 tonnes, sont appliqués sans discrimination directe ou indirecte en raison de la nationalité du transporteur ou de l'origine ou de la destination du transport.

Décret impérial du 12 avril 1856 fixant le contingent de l'État dans les dépenses d'entretien des chaussées, des rues, quais, ponts, boulevards et places publiques de la ville de Paris

1. À partir du 1^{er} janvier 1856, les dépenses d'entretien des chaussées, des rues, quais, ponts, boulevards et places publiques de la ville de Paris, et les dépenses de personnel afférentes à cet entretien, seront supportées, par portions égales, par l'État et par la ville. Seront compris dans ces dépenses, les frais de balayage et d'enlèvement des boues occasionnées par les chaussées empierrées. Ne seront pas compris dans ces dépenses les frais relatifs à toute opération d'intérêt municipal, et notamment au balayage et à l'enlèvement des immondices, à l'arrosement des chaussées, à la construction, à l'entretien et au curage des égouts, aux conduites souterraines, aux plantations, aux indemnités pour retranchement de terrains ou pour changements de niveau de la voie publique.

2. Le budget des dépenses à faire et le décompte des dépenses faites seront soumis, pour chaque exercice, au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

3. Les sommes à payer par l'État à la ville de Paris seront réglées d'après le degré d'avancement des travaux, constaté par les états de situation dressés par les ingénieurs, défalcation faite, savoir, du prix de vente des pavés de rebut ; de toutes dépenses occasionnées par la pose des fils télégraphiques, des conduites d'eau ou de gaz, ou de tous autres travaux de remaniement de la voie publique, dont le montant doit être remboursé à la ville par les administrations publiques, les compagnies ou les particuliers ; des dépenses faites en vue de constructions ou d'opérations d'intérêt purement municipal, c'est-à-dire n'ayant pas pour but spécial l'entretien de la chaussée proprement dite.

Décret impérial du 23 juin 1866 qui fixe le contingent de l'État dans les frais d'entretien des rues, quais, ponts, boulevards, places publiques de la ville de Paris

1. À partir du 1^{er} janvier 1867, les frais d'entretien des rues, quais, ponts, boulevards et places publiques de Paris seront supportés, savoir : 1^o par l'État, pour les rues, quais, ponts, boulevards et places publiques qui auront été classés comme traverses et annexes de traverses des routes impériales par décret rendu en conseil d'État, le conseil municipal de Paris préalablement entendu ; 2^o par la ville de Paris, pour toutes les autres voies de communication. Néanmoins, la ville de Paris pourra, avec l'assentiment du conseil municipal, être chargée de pourvoir à l'exécution de l'ensemble des travaux d'entretien desdites voies, moyennant le paiement par l'État d'une subvention de la moitié de la dépense, sans que, pendant une période dix ans, cette subvention puisse excéder un maximum de quatre millions par année.

2. En cas d'exécution du dernier paragraphe de l'article qui précède, on comprendra dans les dépenses auxquelles s'appliquera le subvention de l'État les dépenses de personnel ainsi que les frais de balayage et d'enlèvement des boues occasionnés par les chaussées empierrées. Mais ne seront pas compris dans ces dépenses les frais relatifs à toute opération d'intérêt municipal, et notamment au balayage et à l'enlèvement des immondices, à l'arrosement des chaussées, à la construction, à l'entretien et au curage des égouts, aux conduites souterraines, aux plantations, aux indemnités pour retranchements de terrains ou pour changements de niveau de la voie publique. Dans cette hypothèse, les sommes à payer par l'État à la ville de Paris seront réglées d'après le degré d'avancement des travaux constaté par les états de situation dressés par les ingénieurs, défalcation faite, savoir : du prix de

vente des pavés de rebut, de toutes dépenses occasionnées par la pose des fils télégraphiques, des conduites d'eau ou de gaz, ou de tous autres travaux de remaniement de la voie publique dont le montant doit être remboursé à la ville par les administrations publiques, les compagnies ou les particuliers ; des dépenses faites en vue de constructions ou d'opérations d'intérêt purement municipal, c'est-à-dire n'ayant pas pour but spécial l'entretien de la chaussée proprement dite. Le budget des dépenses à faire et le décompte des dépenses faites seront soumis, pour chaque exercice, à notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Loi n° 64-1246 du 16 décembre 1964 relative à la lutte contre les moustiques

Art. 5. — En vue de faire disparaître les gîtes à larves dans les zones de lutte contre les moustiques :

— les propriétaires, locataires, exploitants ou occupants, soit de terrains bâtis ou non bâtis à l'intérieur des agglomérations, soit d'immeubles bâtis et de leurs dépendances, de décharges et de dépôts situés hors des agglomérations, devront se conformer aux prescriptions fixées à cet effet ;

— les propriétaires, locataires, exploitants ou occupants de cultures irriguées ou arrosées et de prés inondés devront remettre ou maintenir en état de fonctionnement et de salubrité, réservoirs, canaux, vannes, fossés, digues et diguettes, ainsi que tous systèmes d'adduction ou d'évacuation des eaux. Les mêmes obligations incomberont, dans les mêmes conditions, aux organismes distributeurs d'eau et aux concessionnaires de chutes et retenues d'eau.

Les obligations résultant du présent article seront définies par arrêté préfectoral, pris après avis du conseil départemental d'hygiène, du conseil général et des chambres d'agriculture dans les conditions prévues à l'article 3.

À défaut d'exécution et deux mois après mise en demeure par le préfet restée sans effet, le service ou l'organisme habilité, pourra procéder d'office et aux frais des intéressés, aux travaux nécessaires. Les titres de recettes émis à cette occasion seront rendus exécutoires par le préfet et recouvrés comme en matière de contributions directes.

Art. 7. — Les maîtres d'ouvrage, les maîtres d'œuvre, les entrepreneurs de travaux publics et privés devront, pour la conception des ouvrages, la conduite et la finition des chantiers, se conformer aux prescriptions relatives à la destruction des gîtes à larves de moustiques telles qu'elles seront définies, pour chaque département, par arrêté préfectoral.

Ordonnance n° 82-273 du 26 mars 1982 relative aux mesures destinées à assurer aux jeunes de seize à dix-huit ans une qualification professionnelle et à faciliter leur insertion sociale.

Art. 2. — Les actions définies à l'article 1^{er} s'adressent aux jeunes de seize à dix-huit ans qui, ne se trouvant pas en cours de scolarité, ne sont liés ni par un contrat d'apprentissage, ni par un contrat de travail .

Art. 4. — Les conditions dans lesquelles l'État participe à la mise en œuvre des actions définies au 1 de l'article 1^{er} sont fixées par des conventions conclues avec les collectivités locales, les établissements publics d'information et d'orientation, les établissements et organismes de formation et les associations .

Ces conventions déterminent les conditions de l'installation du fonctionnement :

— de permanence d'accueil, d'information et d'orientation ouvertes aux jeunes visés à l'article 2 ;

— de missions locales qui ont pour objet d'aider les jeunes à résoudre l'ensemble des problèmes que pose leur insertion sociale et professionnelle notamment par les actions mentionnées au 1 de l'article 1^{er}.

Elles fixent en outre les limites dans lesquelles l'État participe à la couverture des dépenses d'installation et de fonctionnement afférentes à ces actions.

Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs

Art. 28. — Le plan de déplacements urbains définit les principes de l'organisation des transports de personnes et de marchandises, de la circulation et du stationnement, dans le périmètre de transports urbains. Il doit être compatible avec les orientations des schémas de cohérence territoriale et des schémas de secteur, des directives territoriales d'aménagement définies par le code de l'urbanisme, ainsi qu'avec le plan régional pour la qualité de l'air s'il existe. Il couvre l'ensemble du territoire compris à l'intérieur du périmètre. Il vise à assurer un équilibre durable entre les besoins en matière de mobilité et de facilité d'accès, d'une part, et la protection de l'environnement et de la santé, d'autre part. Il a comme objectif un usage coordonné de tous les modes de déplacements, notamment par une affectation appropriée de la voirie, ainsi que la promotion des modes les moins polluants et les moins consommateurs d'énergie. Il précise les mesures d'aménagement et d'exploitation à mettre en œuvre afin de renforcer la cohésion sociale et urbaine ainsi que le calendrier des décisions et réalisations. Il est accompagné d'une étude des modalités de son financement et de la couverture des coûts d'exploitation des mesures qu'il contient.

Lorsqu'un schéma directeur ou un schéma de secteur a été approuvé avant la date d'entrée en vigueur de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains, l'obligation de compatibilité prévue au premier alinéa ci-dessus n'est applicable qu'à compter de la première révision du schéma postérieure à cette date.

Dans un délai de deux ans à compter de la publication de la loi n° 96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie, l'élaboration d'un plan de déplacements urbains est obligatoire, dans les périmètres de transports urbains inclus dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants définies au huitième alinéa de l'article 3 de la loi n° 96-1236 du 30 décembre 1996 précitée ou recoupant celles-ci.

Art. 28-1. — Les plans de déplacements urbains portent sur :

1° A. - L'amélioration de la sécurité de tous les déplacements, notamment en définissant un partage modal équilibré de la voirie pour chacune des différentes catégories d'usagers et en mettant en place un observatoire des accidents impliquant au moins un piéton ou un cycliste ;

1° La diminution du trafic automobile ;

2° Le développement des transports collectifs et des moyens de déplacement économes et les moins polluants, notamment l'usage de la bicyclette et la marche à pied ;

3° L'aménagement et l'exploitation du réseau principal de voirie d'agglomération y compris les infrastructures routières nationales et départementales, afin de rendre plus efficace son usage, notamment en l'affectant aux différents modes de transport et en favorisant la mise en œuvre d'actions d'information sur la circulation ;

4° L'organisation du stationnement sur voirie et dans les parcs publics de stationnement, et notamment les zones dans lesquelles la durée maximale de stationnement doit être réglementée, les zones de stationnement payant, les emplacements réservés aux personnes handicapées ou à mobilité réduite, la politique de tarification à établir, en relation avec la politique de l'usage de la voirie, en matière de stationnement sur voirie et en matière de parcs publics, la localisation des parcs de rabattement à proximité des gares ou aux entrées de villes, les modalités particulières de stationnement et d'arrêt des véhicules de transport public, des taxis et des véhicules de livraison de marchandises, les mesures spécifiques susceptibles d'être prises pour certaines catégories d'usagers, et tendant notamment à favoriser le stationnement des résidents ;

5° Le transport et la livraison des marchandises tout en rationalisant les conditions d'approvisionnement de l'agglomération afin de maintenir les activités commerciales et artisanales. Il prévoit la mise en cohérence des horaires de livraison et des poids et dimensions des véhicules de livraison au sein du périmètre des transports urbains. Il prend en compte les besoins en surfaces nécessaires au bon fonctionnement des livraisons afin notamment de limiter la congestion des voies et aires de stationnement. Il propose une réponse adaptée à l'utilisation des infrastructures logistiques existantes, notamment celles situées sur les voies de pénétration autres que routières et précise la localisation des infrastructures à venir, dans une perspective d'offre multimodale ;

6° L'encouragement pour les entreprises et les collectivités publiques à établir un plan de mobilité et à favoriser le transport de leur personnel, notamment par l'utilisation des transports en commun et du covoiturage ;

7° La mise en place d'une tarification et d'une billettique intégrées pour l'ensemble des déplacements, incluant sur option le stationnement en périphérie, favorisant l'utilisation des transports collectifs par les familles et les groupes.

Art. 28-1-2. — Le plan de déplacements urbains délimite les périmètres à l'intérieur desquels les conditions de desserte par les transports publics réguliers permettent de réduire ou de supprimer les obligations imposées par les plans locaux d'urbanisme et les plans de sauvegarde et de mise en valeur en matière de réalisation d'aires de stationnement, notamment lors de la construction d'immeubles de bureaux, ou à l'intérieur desquels les documents d'urbanisme fixent un nombre maximum d'aires de stationnement à réaliser lors de la construction de bâtiments à usage autre que d'habitation. Il précise, en fonction notamment de la desserte en transports publics réguliers et, le cas échéant, en tenant compte de la destination des bâtiments, les limites des obligations imposées par les plans locaux d'urbanisme et les plans de sauvegarde et de mise en valeur en matière de réalisation d'aires de stationnement pour les véhicules motorisés et les minima des obligations de stationnement pour les véhicules non motorisés.

Loi d'orientation et de programmation n° 82-610 du 15 juillet 1982 pour la recherche et le développement technologique de la France

Art. 21. — Des groupements d'intérêt public dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière peuvent être constitués entre des établissements publics ayant une activité de recherche et de développement technologique, entre l'un ou plusieurs d'entre eux et une ou plusieurs personnes morales de droit public ou de droit privé pour exercer ensemble, pendant une durée déterminée, des activités de recherche ou de développement technologique, ou gérer des équipements d'intérêt commun nécessaires à ces activités.

Des groupements d'intérêt public peuvent également être créés pour exercer, pendant une durée déterminée, des activités contribuant à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques concertées de développement social urbain. Lorsque leurs membres ne sont pas en mesure de mettre à leur disposition les personnels ayant les compétences nécessaires à l'exercice de ces activités particulières, ils peuvent recruter, sur décision de leur conseil d'administration, des personnels qui leur sont propres.

Les personnes morales de droit public, les entreprises nationales et les personnes morales de droit privé chargées de la gestion d'un service public doivent disposer ensemble de la majorité des voix dans l'assemblée du groupement et dans le conseil d'administration qu'elles désignent.

Le directeur du groupement, nommé par le conseil d'administration, assure, sous l'autorité du conseil et de son président, le fonctionnement du groupement. Dans les rapports avec les tiers, le directeur engage le groupement pour tout acte entrant dans l'objet de celui-ci.

Un commissaire du Gouvernement est nommé auprès du groupement.

La convention par laquelle est constitué le groupement doit être approuvée par l'autorité administrative, qui en assure la publicité. Elle détermine les modalités de participation des membres

et les conditions dans lesquelles ils sont tenus des dettes du groupement. Elle indique notamment les conditions dans lesquelles ceux-ci mettent à la disposition du groupement des personnels rémunérés par eux.

Le groupement d'intérêt public est soumis au contrôle de la Cour des comptes dans les conditions prévues par l'article 6 *bis* de la loi n° 67-483 du 22 juin 1967.

La transformation de toute autre personne morale en groupement d'intérêt public n'entraîne ni dissolution ni création d'une personne morale nouvelle.

Les dispositions du présent article sont applicables dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte.

Loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État

Art. 79. — Il est institué un conseil départemental de l'habitat qui se substitue à l'ensemble des commissions, comités et conseils départementaux en matière de logement.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne sont pas applicables à la commission départementale des rapports locatifs créée par la loi n° 82-526 du 22 juin 1982 relative aux droits et obligations des locataires et des bailleurs.

La composition, les modalités de fonctionnement et la nature des différentes fonctions de ce conseil sont fixées par décret en Conseil d'État.

Loi n° 83-683 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État

Art. 5. — La région est compétente pour créer des canaux et des ports fluviaux sur ces canaux et pour aménager et exploiter les voies navigables et les ports fluviaux situés sur les voies navigables qui lui sont transférées par décret en Conseil d'État sur proposition du conseil régional intéressé.

Demeurent toutefois de la compétence de l'État les ports fluviaux d'intérêt national dont la liste est fixée par décret en Conseil d'État.

La région peut concéder l'aménagement et l'exploitation des canaux, voies navigables et des ports fluviaux à des personnes publiques, notamment à des chambres de commerce et d'industrie ou à des personnes privées.

Les départements ou leurs groupements sont compétents pour aménager, entretenir et exploiter les cours d'eau, canaux, lacs et plans d'eau domaniaux, rayés de la nomenclature des voies navigables ou n'y ayant jamais figuré, qui leur sont transférés par décret en Conseil d'État, sur proposition du ou des conseils généraux concernés.

Les bénéficiaires d'un transfert de compétences, en application du présent article, sont substitués à l'État pour l'application de l'article L. 29 du code du domaine de l'État.

Les bénéficiaires d'un transfert de compétences en application du présent article peuvent concéder, dans la limite de leurs compétences respectives, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des cours d'eau, canaux, lacs et plans d'eau à des personnes de droit public ou à des sociétés d'économie mixte ou à des associations.

Art. 6. — Le département est compétent pour créer, aménager et exploiter mes ports maritimes de commerce et de pêche, dans le respect des dispositions prévues par le code des ports maritimes et des prescriptions des schémas de mise en valeur de la mer.

Demeurent toutefois de la compétence de l'État :

— les ports maritimes autonomes, tels qu'ils sont définis aux articles L. 111-1 et suivants du code des ports maritimes, ainsi que l'intégralité de leurs équipements portuaires, quelle qu'en soit l'affectation ;

— les ports maritimes d'intérêt national, les ports maritimes contigus aux ports militaires, ainsi que l'intégralité de leurs équipements portuaires, quelle qu'en soit l'affectation. Leur liste est fixée par décret en Conseil d'État.

La commune est compétente pour créer, aménager et exploiter les ports autres que ceux visés ci-dessus et dont l'activité dominante est la plaisance notamment ceux faisant l'objet à la date d'entrée en vigueur de la présente section d'une concession de port de plaisance. Cette compétence s'exerce dans le respect des dispositions prévues par le code des ports maritimes et des prescriptions des schémas de mise en valeur de la mer.

La liste des ports qui, à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente section, sont transférés aux départements et aux communes en application des dispositions qui précèdent est constatée par arrêté du représentant de l'État dans le département.

En l'absence de schéma de mise en valeur de la mer, les décisions de création et d'extension de port sont prises par le représentant de l'État dans le département sur proposition de la collectivité territoriale intéressée et après avis du ou des conseils régionaux concernés.

Le département ou la commune, peuvent concéder l'aménagement et l'exploitation des ports pour lesquels ils sont compétents à des personnes publiques, notamment aux chambres de commerce et d'industrie, ou à des personnes privées et, notamment, des sociétés d'économie mixte.

Un décret en Conseil d'État définit la procédure de consultation et, le cas échéant, d'enquête, à laquelle sont soumises les décisions relatives à l'administration des ports maritimes civils de commerce, de pêche et de plaisance.

Art. 7. — L'État est responsable, pour tous les ports fluviaux et pour tous les cours d'eau, canaux, lacs et plans d'eau domaniaux de la police de la conservation du domaine public fluvial, de la police de la navigation et de la police des eaux et des règles de sécurité.

Des décrets fixent le règlement général de police à l'intérieur des limites administratives des ports non autonomes de commerce, des ports de pêche et des ports affectés exclusivement à la plaisance.

Dans l'intérêt des personnes ou des biens, l'État fixe les règles relatives à la sécurité du transport maritime et des opérations portuaires. Il est responsable, pour tous les ports maritimes, de la police des eaux.

Art. 9. — Les dépendances du domaine public visées à la présente section sont mises à la disposition des régions, départements ou communes, dans les conditions prévues au titre I^{er} de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 précitée.

Toutefois, un décret en Conseil d'État définit les prescriptions et modalités d'utilisation particulières auxquelles elles sont assujetties et qui garantissent le respect de leur vocation.

À compter de la date du transfert de compétences la commune, le département ou la région sont substitués à l'État dans les droits et obligations à l'égard des tiers, afférents au domaine et aux biens transférés, sans que cela puisse porter atteinte aux droits que les concessionnaires, et notamment les chambres de commerce et d'industrie, tiennent des concessions actuellement en cours.

Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État

Art. 41. — La mise à disposition est la situation du fonctionnaire qui demeure dans son corps d'origine, est réputé occuper son emploi, continue à percevoir la rémunération correspondante, mais qui effectue son service dans une autre administration que la sienne. Elle ne peut avoir lieu qu'en cas de nécessité de service, avec l'accord du fonctionnaire et au profit d'une administration de l'État ou d'un établissement public de l'État. L'intéressé doit remplir des fonctions d'un niveau hiérarchique comparable à celui des fonctions exercées dans son administration d'origine.

Un décret en Conseil d'État fixe les conditions d'application du présent article.

Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

Art. 3. — Les collectivités et établissements mentionnés à l'article 2 ne peuvent recruter des agents non titulaires pour occuper des emplois permanents que pour assurer le remplacement momentané de titulaires autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel ou indisponibles en raison d'un congé de maladie, d'un congé de maternité ou d'un congé parental, ou de l'accomplissement du service national, du rappel ou du maintien sous les drapeaux, ou pour faire face temporairement et pour une durée maximale d'un an à la vacance d'un emploi qui ne peut être immédiatement pourvu dans les conditions prévues par la présente loi.

Ces collectivités et établissements peuvent, en outre, recruter des agents non titulaires pour exercer des fonctions correspondant à un besoin saisonnier pour une durée maximale de six mois pendant une même période de douze mois et conclure pour une durée maximale de trois mois, renouvelable une seule fois à titre exceptionnel, des contrats pour faire face à un besoin occasionnel.

Des emplois permanents peuvent être occupés par des agents contractuels dans les mêmes cas et selon les mêmes conditions de durée que ceux mentionnés à l'article 4 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État.

Toutefois, dans les communes de moins de 1 000 habitants et dans les groupements de communes dont la moyenne arithmétique des nombres d'habitants ne dépasse pas ce seuil, des contrats peuvent être conclus pour une durée déterminée et renouvelés par reconduction expresse pour pourvoir des emplois permanents à temps non complet pour lesquels la durée de travail n'excède pas la moitié de celle des agents publics à temps complet.

Art. 41. — Lorsqu'un emploi est créé ou devient vacant, l'autorité territoriale en informe le centre de gestion compétent qui assure la publicité de cette création ou de cette vacance.

L'autorité territoriale peut pourvoir cet emploi en nommant l'un des fonctionnaires qui s'est déclaré candidat par voie de mutation, de détachement ou, le cas échéant et dans les conditions fixées par chaque statut particulier, de promotion interne et d'avancement de grade. Elle peut également pourvoir cet emploi en nommant l'un des candidats inscrits sur une liste d'aptitude établie en application de l'article 44.

Lorsque aucun candidat n'a été nommé dans un délai de quatre mois à compter de la publicité de la création ou de la vacance, l'emploi ne peut être pourvu que par la nomination d'un candidat inscrit sur une liste d'aptitude établie en application de l'article 44.

Loi de finances pour 1987 n° 86-1317 du 30 décembre 1986

Art. 6. —

IV bis — À compter de 1992, la dotation prévue au premier alinéa du IV est majorée afin de compenser, dans les conditions ci-après, la perte de recettes qui résulte, chaque année, pour les collectivités locales et leurs groupements dotés d'une fiscalité propre créés avant le 1^{er} janvier 1987, des dispositions de l'article 1469 A *bis* et du dernier alinéa du II de l'article 1478 du code général des impôts.

La compensation prévue à l'alinéa précédent est égale au produit obtenu en multipliant la perte de bases résultant, chaque année et pour chaque collectivité bénéficiaire, des dispositions de l'article 1469 A *bis* et du dernier alinéa du II de l'article 1478 du code général des impôts, par le taux de taxe professionnelle de la collectivité ou du groupement pour 1986 multiplié par 0,960.

Cette compensation est diminuée d'un montant égal à 2 p. 100 des recettes fiscales de la collectivité ou du groupement bénéficiaire, sauf pour :

a) Les collectivités locales et leurs groupements dont les bases de taxe professionnelle par habitant sont, l'année précédente, inférieures à la moyenne des bases de taxe professionnelle par habitant constatée la même année pour les collectivités ou groupements de même nature ;

Les groupements de même nature s'entendent des catégories visées à l'article L. 5211-29 du code général des collectivités territoriales ;

b) Les communes qui remplissent, au titre de l'année précédente ou de la pénultième année, les conditions d'éligibilité à la dotation de solidarité urbaine prévue aux articles L. 2334-15 à L. 2334-19 du code général des collectivités territoriales ;

c) Les communes de moins de 10 000 habitants dont le nombre de logements sociaux tels que définis au sixième alinéa de l'article L. 2334-17 du code général des collectivités territoriales est, l'année précédente, supérieur à 1 445 ;

d) Les communes de 10 000 habitants et plus dans lesquelles le rapport entre le nombre de logements sociaux tels que définis au sixième alinéa de l'article L. 2334-17 du code général des collectivités territoriales et la population de la commune telle qu'elle résulte des recensements généraux et complémentaires est, l'année précédente, supérieur à 14,45 p. 100 ;

e) Les communes bénéficiaires, au titre de l'année précédente ou de la pénultième année, d'une attribution du Fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France institué par les articles L. 2531-12 à L. 2531-16 du code général des collectivités territoriales ;

f) Les départements qui remplissent, au titre de l'année précédente ou de la pénultième année, les conditions d'éligibilité au mécanisme de solidarité financière institué par l'article L. 3334-8 du code général des collectivités territoriales.

Pour les groupements dont les bases de taxe professionnelle par habitant sont supérieures à la moyenne nationale des groupements de même nature et qui comprennent des communes visées aux *b* à *e* ci-dessus, la compensation est diminuée d'un montant égal à 2 p. 100 des recettes fiscales du groupement multiplié par le rapport entre, d'une part, la population des communes membres du groupement autres que celles visées aux *b* à *e* ci-dessus et, d'autre part, la population totale du groupement.

Les recettes fiscales s'entendent, pour l'application du présent paragraphe, du produit des rôles généraux et des rôles supplémentaires de la taxe d'habitation, de la taxe foncière sur les propriétés bâties, de la taxe foncière sur les propriétés non bâties, de la taxe professionnelle et de la taxe départementale sur le revenu émis l'année précédente au profit de la collectivité ou du groupement, majoré du montant des compensations qui lui ont été versées, la même année, en application des IV et IV *bis* du présent article, du I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (*n° 98-1266 du*

30 décembre 1998), de l'article 11 de la loi de finances rectificative pour 2000 (*n° 2000-656 du 13 juillet 2000*) ainsi que de l'article 21 de la loi de finances pour 1992 (*n° 91-1322 du 30 décembre 1991*).

.....

**Décret n° 88-273 du 18 mars 1988 relatif au pâturage
sur les terrains soumis au régime forestier**

Art. 2. — Dans le chapitre VIII du titre III du livre I^{er} du code forestier, l'article L. 138-18, issue de l'article 31 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985, est codifié dans une « section 4 » ayant pour titre « Suspension des droits d'usage ».

**Loi n° 89-905 du 19 décembre 1989 favorisant le retour à l'emploi
et la lutte contre l'exclusion professionnelle**

Art. 7. — Des missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes peuvent être constituées entre l'État, des collectivités territoriales, des établissements publics, des organisations professionnelles et syndicales et, le cas échéant, des associations.

Elles prennent la forme d'une association ou d'un groupement d'intérêt public.

Elles ont pour objet d'aider les jeunes de seize à vingt-cinq ans à résoudre l'ensemble des problèmes que pose leur insertion professionnelle et sociale en assurant des fonctions d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement.

Elles favorisent la concertation entre les différents partenaires en vue de renforcer ou compléter les actions conduites par ceux-ci, notamment pour les jeunes rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle et sociale, et contribuent à l'élaboration et à la mise en œuvre, dans leur zone de compétence, d'une politique locale concertée d'insertion professionnelle et sociale des jeunes.

Loi de finances n° 91-1322 du 30 décembre 1991

Art. 21. —

II. — Il est instauré un prélèvement sur les recettes de l'État destiné à compenser la perte de recettes résultant des exonérations visées au I pour les collectivités locales ou les groupements dotés d'une fiscalité propre.

En ce qui concerne les exonérations mentionnées aux *a* et *d* du I, cette compensation est égale, chaque année et pour chacune des taxes, au montant des bases d'imposition exonérées au titre de l'année précédente en application du I, multiplié par le taux voté par chaque collectivité ou groupement pour l'année 1991.

En 2002, la compensation des exonérations visées au *a* du I versée au profit de chaque région et de la collectivité territoriale de Corse est égale à la compensation de l'année 2001 revalorisée en fonction du taux d'évolution de la dotation globale de fonctionnement. À compter de 2003, le montant de cette compensation évolue chaque année comme la dotation globale de fonctionnement.

Pour les exonérations visées au *c* du I, le taux à retenir pour le calcul de la compensation est celui de 1992.

Toutefois, pour l'année d'entrée en vigueur des exonérations visées au I, la compensation versée à chaque collectivité ou groupement doté d'une fiscalité propre est égale au montant des dégrèvements d'office accordés en application des articles 1390, 1391 et du I de l'article 1414 du code

général des impôts ou du dernier alinéa du 2 du II de l'article 56 de la loi n° 90-669 du 30 juillet 1990 précitée et qui correspondent à la part des impositions établies à leur profit dans les rôles généraux émis au cours de l'année précédente.

Loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République

Art. 133. — Il est inséré après le premier alinéa de l'article 21 de la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France quatre alinéas ainsi rédigés :

[Le texte de l'article 21 de la loi n° 82-610 est :

Art. 21. — Des groupements d'intérêt public dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière peuvent être constitués entre des établissements publics ayant une activité de recherche et de développement technologique, entre l'un ou plusieurs d'entre eux et une ou plusieurs personnes morales de droit public ou de droit privé pour exercer ensemble, pendant une durée déterminée, des activités de recherche ou de développement technologique, ou gérer des équipements d'intérêt commun nécessaires à ces activités.

Des groupements d'intérêt public peuvent également être créés pour exercer, pendant une durée déterminée, des activités contribuant à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques concertées de développement social urbain. Lorsque leurs membres ne sont pas en mesure de mettre à leur disposition les personnels ayant les compétences nécessaires à l'exercice de ces activités particulières, ils peuvent recruter, sur décision de leur conseil d'administration, des personnels qui leur sont propres.

Les personnes morales de droit public, les entreprises nationales et les personnes morales de droit privé chargées de la gestion d'un service public doivent disposer ensemble de la majorité des voix dans l'assemblée du groupement et dans le conseil d'administration qu'elles désignent.

Le directeur du groupement, nommé par le conseil d'administration, assure, sous l'autorité du conseil et de son président, le fonctionnement du groupement. Dans les rapports avec les tiers, le directeur engage le groupement pour tout acte entrant dans l'objet de celui-ci.

Un commissaire du Gouvernement est nommé auprès du groupement.

La convention par laquelle est constitué le groupement doit être approuvée par l'autorité administrative, qui en assure la publicité. Elle détermine les modalités de participation des membres et les conditions dans lesquelles ils sont tenus des dettes du groupement. Elle indique notamment les conditions dans lesquelles ceux-ci mettent à la disposition du groupement des personnels rémunérés par eux.

Le groupement d'intérêt public est soumis au contrôle de la Cour des comptes dans les conditions prévues par l'article 6 bis de la loi n° 67-483 du 22 juin 1967.

La transformation de toute autre personne morale en groupement d'intérêt public n'entraîne ni dissolution ni création d'une personne morale nouvelle.

Les dispositions du présent article sont applicables dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte.]

Loi n° 92-1255 du 2 décembre 1992 relative à la mise à la disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services

Art. 2. — Le parc de l'équipement est un élément du service public de la direction départementale de l'équipement. Les opérations de recettes et de dépenses auxquelles donnent lieu ses activités industrielles et commerciales sont retracées dans le compte de commerce ouvert par l'article 69 de la loi de finances pour 1990 (n° 89-935 du 29 décembre 1989).

Les immobilisations du parc de l'équipement constituées avant la mise en œuvre locale du compte de commerce lui restent affectées. Les autres biens, droits et obligations provenant des activités effectuées par le parc de l'équipement avant cette date sont partagés entre l'État et le département dans des conditions fixées par décret.

Art. 7. — Dans les départements ayant conclu la convention prévue à l'article 6, le conseil général peut demander que soit établi un projet d'adaptation de l'organisation des services ou parties de services concernés. Il en fixe les principes.

Cette adaptation a pour objet de déterminer les services ou parties de services qui interviendront exclusivement pour le compte du département sous l'autorité fonctionnelle du président du conseil général. La nouvelle organisation ne doit ni compromettre l'exercice des missions que la di-

rection départementale de l'équipement assure pour le compte de l'État et des communes ni en augmenter le coût pour ces collectivités.

Dans le respect de ces conditions et dans un délai de six mois à compter de la demande du conseil général, le préfet établit, en concertation avec le président du conseil général, un projet d'organisation sur lequel il recueille l'avis du comité technique paritaire de la direction départementale de l'équipement.

Le préfet soumet la partie du projet d'organisation qui concerne les services ou parties de services qui n'interviendront pas exclusivement pour le compte du département aux communes concernées ou à leurs groupements, qui peuvent émettre un avis dans un délai de trois mois à compter de la transmission du projet.

À l'issue des consultations prévues aux deux précédents alinéas, dont les résultats lui sont transmis par le préfet, le conseil général se prononce sur la partie du projet d'organisation qui concerne les services ou parties de services qui interviendront exclusivement pour le compte du département. Le cas échéant, la convention prévue à l'article 6 est complétée en conséquence pour préciser les modalités particulières relatives à la nouvelle organisation et fixer sa date d'entrée en vigueur. À défaut de délibération dans un délai de trois mois à compter de sa transmission, le projet d'organisation est réputé rejeté.

Le conseil général peut, s'il estime que le projet d'organisation ne répond pas aux conditions posées par le présent article, saisir par une délibération motivée la commission nationale de conciliation. La commission examine le projet dans le délai d'un mois. Si elle reconnaît le bien-fondé de la saisine, le préfet dispose de trois mois pour présenter, en concertation avec le président du conseil général, un nouveau projet.

Art. 10. — I. — À compter du 1^{er} janvier 1993, sont abrogées les dispositions faisant obligation aux départements de verser à l'État les contributions de toute nature afférentes aux dépenses de personnel du ministère de l'équipement. Toutefois, dans les départements où a été conclue la convention relative à la mise à disposition des services de l'équipement prévue à l'article 6, continuent d'être versées les contributions se rapportant aux heures supplémentaires et aux indemnités liées à la nature et à l'organisation du travail pour les agents concernés.

II. — À compter du 1^{er} janvier 1993, les départements cessent de percevoir auprès des communes la contrepartie des charges salariales relatives aux agents de la direction départementale de l'équipement intervenant pour le compte des communes.

III. — Dans les départements ayant conclu avec l'État la convention relative au parc de l'équipement prévue à l'article 3, la suppression des contributions du département relatives aux rémunérations de toute nature des ouvriers et ouvriers auxiliaires des parcs et ateliers ne donne pas lieu à compensation financière.

IV. — Pour les départements ayant conclu la convention prévue à l'article 6, la compensation financière, réalisée dans les conditions prévues à l'article 12, fait l'objet d'une régularisation en proportion des effectifs chargés des compétences départementales. Elle intervient au plus tard dans la loi de finances de la deuxième année suivant l'exercice considéré en tenant compte :

— du nombre réel des vacances de postes d'une durée supérieure à un an effectivement constatées au cours de l'année en cause, dans le département ;

— du montant des dépenses, déduction faite du montant annuel des mesures nouvelles positives en matière de personnel rapportées à l'effectif concerné, correspondant aux emplois supprimés dans le département en application de l'adaptation générale des effectifs aux besoins telle qu'elle est déterminée annuellement pour le ministère de l'équipement par la loi de finances initiale.

Le préfet adresse chaque année au président du conseil général un état du nombre réel des vacances de postes d'une durée supérieure à un an dans le département et du montant annuel des mesures nouvelles positives en matière de personnel rapportées à l'effectif concerné dans le département, au cours de l'exercice précédent.

Loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques

Art. 40-1. — Le délégataire produit chaque année avant le 1^{er} juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Loi n° 94-1131 du 27 décembre 1994 portant statut fiscal de la Corse

Art. 2. —

III. — Il est institué, dans les conditions prévues, chaque année, dans la loi de finances, un prélèvement sur les recettes de l'État afin de compenser à chaque collectivité territoriale, groupement de communes doté d'une fiscalité propre ou fonds départemental de la taxe professionnelle, la perte de recettes résultant des I et II.

Cette compensation est égale, chaque année, pour chaque collectivité territoriale, groupement de communes ou fonds départemental de la taxe professionnelle, au montant des bases de taxe professionnelle exonérées en application des I et II ci-dessus, multiplié par le taux de taxe professionnelle de la collectivité, du groupement ou du fonds applicable pour 1994. Pour les communes qui, en 1994, appartenaient à un groupement sans fiscalité propre, le taux voté par la commune est majoré du taux appliqué au profit du groupement pour 1994.

Pour les groupements qui perçoivent, pour la première fois à compter de 1995, la taxe professionnelle au lieu et place des communes, en application des dispositions de l'article 1609 *nonies* C ou du II de l'article 1609 *quinquies* C du code général des impôts, cette compensation est égale au montant des bases exonérées multiplié par le taux moyen pondéré des communes membres du groupement constaté pour 1994 éventuellement majoré dans les conditions prévues à l'alinéa précédent.

.

Loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité

Art. 23-1. — Les rassemblements exclusivement festifs à caractère musical, organisés par des personnes privées, dans des lieux qui ne sont pas au préalable aménagés à cette fin et répondant à certaines caractéristiques fixées par décret en Conseil d'État tenant à leur importance, à leur mode d'organisation ainsi qu'aux risques susceptibles d'être encourus par les participants, doivent faire l'objet par les organisateurs d'une déclaration auprès du préfet du département dans lequel le rassemblement doit se tenir. Sont toutefois exemptées les manifestations soumises, en vertu des lois ou règlements qui leur sont applicables, à une obligation de déclaration ou d'autorisation instituée dans un souci de protection de la tranquillité et de la santé publiques,

La déclaration mentionne les mesures envisagées pour garantir la sécurité, la salubrité, l'hygiène et la tranquillité publiques. L'autorisation d'occuper le terrain ou le local où est prévu le rassemblement, donnée par le propriétaire ou le titulaire d'un droit réel d'usage, est jointe à la déclaration.

Lorsque les moyens envisagés paraissent insuffisants pour garantir le bon déroulement du rassemblement, le préfet organise une concertation avec les responsables destinée notamment à adapter lesdites mesures et, le cas échéant, à rechercher un terrain ou un local plus approprié.

Le préfet peut imposer aux organisateurs toute mesure nécessaire au bon déroulement du rassemblement, notamment la mise en place d'un service d'ordre ou d'un dispositif sanitaire.

Le préfet peut interdire le rassemblement projeté si celui-ci est de nature à troubler gravement l'ordre public ou si, en dépit d'une mise en demeure préalable adressée à l'organisateur, les mesures prises par celui-ci pour assurer le bon déroulement du rassemblement sont insuffisantes.

Si le rassemblement se tient sans déclaration préalable ou en dépit d'une interdiction prononcée par le préfet, les officiers de police judiciaire et, sous leur responsabilité, les agents de police judiciaire peuvent saisir le matériel utilisé, pour une durée maximale de six mois, en vue de sa confiscation par le tribunal.

Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de 5e classe le fait d'organiser un rassemblement visé au premier alinéa sans déclaration préalable ou en violation d'une interdiction prononcée par le préfet. Le tribunal peut prononcer la confiscation du matériel saisi.

Un décret en Conseil d'État fixe les conditions d'application du présent article.

Loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

Art. 2. — La politique d'aménagement et de développement durable du territoire repose sur les choix stratégiques suivants :

— le renforcement de pôles de développement à vocation européenne et internationale, susceptibles d'offrir des alternatives à la région parisienne ;

— le développement local, organisé dans le cadre des bassins d'emploi et fondé sur la complémentarité et la solidarité des territoires ruraux et urbains. Il favorise au sein de pays présentant une cohésion géographique, historique, culturelle, économique et sociale la mise en valeur des potentialités du territoire en s'appuyant sur une forte coopération intercommunale et sur l'initiative et la participation des acteurs locaux ;

— l'organisation d'agglomérations favorisant leur développement économique, l'intégration des populations, la solidarité dans la répartition des activités, des services et de la fiscalité locale ainsi que la gestion maîtrisée de l'espace ;

— le soutien des territoires en difficulté, notamment les territoires ruraux en déclin, certains territoires de montagne, les territoires urbains déstructurés ou très dégradés cumulant des handicaps économiques et sociaux, certaines zones littorales, les zones en reconversion, les régions insulaires et les départements d'outre-mer-régions ultrapériphériques françaises et des pays mentionnés au treizième alinéa de l'article 22.

Afin de concourir à la réalisation de chacun de ces choix stratégiques ainsi qu'à la cohésion de ces territoires, l'État assure :

— la présence et l'organisation des services publics, sur l'ensemble du territoire, dans le respect de l'égal accès de tous à ces services, en vue de favoriser l'emploi, l'activité économique et la solidarité et de répondre à l'évolution des besoins des usagers, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la culture, du sport, de l'information et des télécommunications, de l'énergie, des transports, de l'environnement, de l'eau ;

— la correction des inégalités spatiales et la solidarité nationale envers les populations par une juste péréquation des ressources publiques et une intervention différenciée, selon l'ampleur des problèmes de chômage, d'exclusion et de désertification rurale rencontrés et selon les besoins locaux d'infrastructures de transport, de communication, de soins et de formation ;

— un soutien aux initiatives économiques modulé sur la base de critères d'emploi et selon leur localisation sur le territoire en tenant compte des zonages en vigueur ;

— une gestion à long terme des ressources naturelles et des équipements, dans le respect des principes énoncés par l'article L. 200-1 du code rural et par l'article L. 110 du code de l'urbanisme ;

— la cohérence de la politique nationale d'aménagement du territoire avec les politiques mises en œuvre au niveau européen ainsi que le renforcement des complémentarités des politiques publiques locales.

Les choix stratégiques sont mis en œuvre dans les schémas de services collectifs suivants :

— le schéma de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

— le schéma de services collectifs culturels ;

— le schéma de services collectifs sanitaires ;

— le schéma de services collectifs de l'information et de la communication ;

— les schémas multimodaux de services collectifs de transport de voyageurs et de transport de marchandises ;

— le schéma de services collectifs de l'énergie ;

— le schéma de services collectifs des espaces naturels et ruraux ;

— le schéma de services collectifs du sport.

Les schémas de services collectifs comportent un volet particulier prenant en compte la situation spécifique des régions ultrapériphériques françaises.

Art. 52. —

III. — Dans les conditions fixées par la loi de finances, l'État compense, chaque année, la perte de recettes résultant des exonérations liées aux créations d'activités mentionnées à l'article 1465 A et au I *bis* de l'article 1466 A du code général des impôts pour les collectivités territoriales ou leurs groupements dotés d'une fiscalité propre.

Les exonérations liées aux extensions d'activité mentionnées aux mêmes articles sont compensées pour les zones de redynamisation urbaine, par le Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle, conformément aux dispositions du B de l'article 4 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 précitée et, pour les zones de revitalisation rurale par le Fonds national de péréquation créé à l'article 70 de la présente loi.

À compter de 2004, il est institué un prélèvement sur les recettes de l'État destiné à compenser, chaque année, dans les conditions prévues par la loi de finances, la perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales ou leurs groupements dotés d'une fiscalité propre des exonérations liées aux extensions d'activités mentionnées aux articles précités du code général des impôts, dans les zones de revitalisation rurale. Cette compensation est égale au produit obtenu en multipliant la perte de base résultant chaque année et pour chaque collectivité de l'exonération par le taux de la taxe professionnelle de la collectivité ou du groupement pour 1994.

Ces compensations sont égales au produit obtenu en multipliant la perte de base résultant chaque année et pour chaque collectivité de l'exonération par le taux de la taxe professionnelle de la collectivité ou du groupement pour 1994.

**Loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative
à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville**

Art. 4. —

B. — Dans les conditions prévues par la loi de finances, l'État compense, chaque année, à compter du 1^{er} janvier 1997, la perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales et leurs groupements dotés d'une fiscalité propre et les fonds départementaux de péréquation des exonérations liées aux créations d'établissements mentionnées aux *I bis*, *I ter* et *I quater* de l'article 1466 A du code général des impôts.

Le Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle compense, chaque année, à compter de 1997, la perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales et leurs groupements dotés d'une fiscalité propre et les fonds départementaux de péréquation des exonérations accordées au titre :

— des établissements créés avant le 1^{er} janvier 1997 dans les zones visées aux *I ter* et *I quater* de l'article 1466 A du code général des impôts, à l'exception de ceux créés dans les zones visées au *I bis* en 1995 et 1996 ;

— des extensions d'établissement mentionnées aux *I bis*, *I ter* et *I quater* de l'article 1466 A du code général des impôts.

Les compensations prévues aux alinéas précédents sont égales au produit obtenu en multipliant la perte de base résultant, chaque année et pour chaque collectivité ou groupement de collectivités, de l'exonération par le taux de la taxe professionnelle appliqué en 1996 dans la collectivité ou le groupement.

Pour les communes qui appartenaient en 1996 à un groupement sans fiscalité propre, le taux voté par la commune est majoré du taux appliqué au profit du groupement en 1996.

Pour les groupements qui perçoivent pour la première fois à compter de 1997 la taxe professionnelle au lieu et place des communes en application des dispositions de l'article 1609 *nonies* C ou du II de l'article 1609 *quinquies* C du code général des impôts, cette compensation est égale au produit du montant des bases exonérées par le taux moyen pondéré des communes membres du groupement constaté pour 1996, éventuellement majoré dans les conditions fixées à l'alinéa précédent.

Chaque année, la charge supportée par le Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle à ce titre ne peut excéder le surcroît, par rapport à l'année précédente, de la différence du produit d'impositions définie au deuxième alinéa du 6° de l'article 21 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications.

Lorsque la perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales et leurs groupements dotés d'une fiscalité propre des exonérations mentionnées aux deuxième, troisième et quatrième alinéas est supérieure à la charge supportée, dans les conditions fixées à l'alinéa ci-dessus, par le Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle, l'État compense la différence dans les conditions prévues par la loi de finances.

À compter de 2004, l'État compense, chaque année, dans les conditions prévues par la loi de finances, la perte de recettes résultant, pour les collectivités territoriales et leurs groupements dotés d'une fiscalité propre et les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle, des exonérations mentionnées aux troisième et quatrième alinéas du présent B.

.

Art. 7. —

III. — Dans les conditions prévues par la loi de finances, l'État compense, chaque année, la perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales ou leurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties, mentionnée à l'article 1383 B du code général des impôts. La compensation n'est pas applicable aux établissements publics de coopération intercommunale soumis aux dispositions du II de l'article 1609 *nonies* C du même code.

La compensation est égale au produit obtenu en multipliant la perte de base résultant chaque année et pour chaque collectivité de l'exonération par le taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties, appliqué en 1996 dans la collectivité ou l'établissement public de coopération intercommunale.

Pour les communes qui appartiennent à un établissement public de coopération intercommunale soumis aux dispositions de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts, le taux appliqué en 1996 dans la commune est majoré du taux voté en 1996 par l'établissement public de coopération intercommunale précité.

.....

Loi n° 96-1143 du 26 décembre 1996 relative à la zone franche de Corse

Art. 3. —

B. — Dans les conditions prévues par la loi de finances, l'État compense, chaque année, à compter du 1^{er} janvier 1997, la perte de recettes résultant pour les communes, leurs groupements dotés d'une fiscalité propre et les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle, des exonérations prévues à l'article 1466 B du code général des impôts.

Cette compensation est égale, chaque année et pour chaque commune, groupement de communes ou fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle, au produit des bases exonérées par le taux de la taxe professionnelle applicable en 1996 au profit de la commune ou du groupement.

Pour les communes qui appartenaient en 1996 à un groupement sans fiscalité propre, le taux voté par la commune est majoré du taux appliqué au profit du groupement en 1996.

Pour les groupements qui perçoivent pour la première fois à compter de 1997 la taxe professionnelle au lieu et place des communes, en application des dispositions de l'article 1609 *nonies* C ou du II de l'article 1609 *quinquies* C du code général des impôts, cette compensation est égale au produit du montant des bases exonérées par le taux moyen pondéré des communes membres du groupement constaté pour 1996, éventuellement majoré dans les conditions fixées à l'alinéa précédent.

.....

Loi de finances pour 1998 n° 97-1269 du 30 décembre 1997

Art. 95. —

III. — La perte de recettes pour les collectivités territoriales, leurs groupements dotés d'une fiscalité propre et pour les fonds départementaux de péréquation résultant des exonérations liées aux opérations de décentralisation, de reconversion et de reprise d'établissements en difficulté visées à l'article 1465 A, ainsi que de l'exonération visée au 2° du I du présent article, est compensée par le Fonds national de péréquation mentionné à l'article 1648 B *bis* du code général des impôts.

Cette compensation est égale au produit obtenu en multipliant la perte de base résultant chaque année et pour chaque collectivité de l'exonération par le taux de la taxe professionnelle appliquée en 1997 dans la collectivité ou le groupement.

Pour les communes qui appartenaient en 1997 à un groupement sans fiscalité propre, le taux voté par la commune est majoré du taux appliqué au profit du groupement en 1997.

Pour les groupements qui perçoivent pour la première fois à compter de 1998 la taxe professionnelle au lieu et place des communes en application des dispositions de l'article 1609 *nonies* C ou du II de l'article 1609 *quinquies* C du code général des impôts, cette compensation est égale au produit du montant des bases exonérées par le taux moyen pondéré des communes membres du groupement constaté pour 1997, éventuellement majoré dans les conditions fixées à l'alinéa précédent.

Loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage

Art. 9. — I. — Dès lors qu'une commune remplit les obligations qui lui incombent en application de l'article 2, son maire ou, à Paris, le préfet de police peut, par arrêté, interdire en dehors des aires d'accueil aménagées le stationnement sur le territoire de la commune des résidences mobiles mentionnées à l'article 1er. Ces dispositions sont également applicables aux communes non inscrites au schéma départemental mais dotées d'une aire d'accueil, ainsi qu'à celles qui décident, sans y être tenues, de contribuer au financement d'une telle aire ou qui appartiennent à un groupement de communes qui s'est doté de compétences pour la mise en oeuvre du schéma départemental.

II. — En cas de stationnement effectué en violation de l'arrêté prévu au I, y compris sur le domaine public, le maire peut, par voie d'assignation délivrée aux occupants et, le cas échéant, au propriétaire du terrain ou au titulaire d'un droit réel d'usage, saisir le président du tribunal de grande instance aux fins de faire ordonner l'évacuation forcée des résidences mobiles.

Sauf dans le cas où le terrain appartient à la commune, le maire ne peut agir que si le stationnement est de nature à porter atteinte à la salubrité, la sécurité ou la tranquillité publiques.

Le juge peut, en outre, prescrire aux occupants, le cas échéant sous astreinte, de rejoindre l'aire de stationnement aménagée en application de la présente loi à défaut de quitter le territoire communal et ordonner l'expulsion de tout terrain qui serait occupé en violation de cette injonction.

Le juge statue en la forme des référés. Sa décision est exécutoire à titre provisoire. En cas de nécessité, il peut ordonner que l'exécution aura lieu au seul vu de la minute. Si le cas requiert célérité, il fait application des dispositions du second alinéa de l'article 485 du nouveau code de procédure civile.

Le juge saisi par voie de requête peut étendre les effets de l'ordonnance rendue en la forme des référés à l'ensemble des occupants du terrain non visés par l'ordonnance initiale lorsque le requérant démontre l'impossibilité de les identifier.

III. — Les dispositions du I et du II ne sont pas applicables au stationnement des résidences mobiles appartenant aux personnes mentionnées à l'article 1er de la présente loi :

1° Lorsque ces personnes sont propriétaires du terrain sur lequel elles stationnent ;

2° Lorsqu'elles disposent d'une autorisation délivrée sur le fondement de l'article L. 443-1 du code de l'urbanisme ;

3° Lorsqu'elles stationnent sur un terrain aménagé dans les conditions prévues à l'article L. 443-3 du même code.

IV. — En cas d'occupation, en violation de l'arrêté prévu au I, d'un terrain privé affecté à une activité à caractère économique, et dès lors que cette occupation est de nature à entraver ladite activité, le propriétaire ou le titulaire d'un droit réel d'usage sur le terrain peut saisir le président du tribunal de grande instance aux fins de faire ordonner l'évacuation forcée des résidences mobiles. Dans ce cas, le juge statue en la forme des référés. Sa décision est exécutoire à titre provisoire. En cas de nécessité, il peut ordonner que l'exécution aura lieu au seul vu de la minute. Si le cas requiert célérité, il fait application des dispositions du second alinéa de l'article 485 du nouveau code de procédure civile.

**Loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation
et au développement du service public de l'électricité**

Art. 22. — I. — Un consommateur final, autre qu'un ménage, dont la consommation annuelle d'électricité sur un site est supérieure à un seuil fixé par décret en Conseil d'État est reconnu client éligible pour ce site. Ce seuil est défini de manière à permettre une ouverture à la concurrence du marché de l'électricité. Ce même décret détermine la procédure de reconnaissance de l'éligibilité et les modalités d'application de ce seuil en fonction des variations des consommations annuelles d'électricité.

Pour l'application du présent I aux entreprises exploitant des services de transport ferroviaire, l'éligibilité est fonction de la consommation annuelle totale d'électricité de traction sur le territoire national.

II. — Sont, en outre, reconnus clients éligibles :

— sous réserve des dispositions du IV, les fournisseurs pour l'électricité qu'ils achètent pour la revendre à des clients éligibles ;

— les distributeurs non nationalisés mentionnés à l'article 23 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 précitée en vue de l'approvisionnement effectif des clients éligibles et non éligibles situés dans leur zone de desserte lorsque la consommation totale de ces clients est supérieure au seuil mentionné au I ainsi que pour les pertes d'électricité des réseaux qu'ils exploitent. Un décret en Conseil d'État précise les conditions dans lesquelles ces distributeurs peuvent continuer à bénéficier des tarifs de cession mentionnés à l'article 4 de la présente loi ;

— sans préjudice des dispositions du deuxième alinéa du I, les propriétaires ou les gestionnaires de réseaux ferroviaires ou de réseaux de transports collectifs urbains électriquement interconnectés en aval des points de livraison par Électricité de France ou par un distributeur non nationalisé mentionné à l'article 23 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 précitée.

III. — Un client éligible peut conclure un contrat d'achat d'électricité avec un producteur ou un fournisseur de son choix installé sur le territoire d'un État membre de la Communauté européenne ou, dans le cadre de l'exécution d'accords internationaux, sur le territoire d'un autre État.

IV. — Les fournisseurs souhaitant s'installer sur le territoire national pour exercer l'activité d'achat d'électricité pour revente aux clients éligibles adressent une déclaration au ministre chargé de l'énergie.

Un décret en Conseil d'État fixe les conditions d'application du présent IV et notamment le contenu et la forme de la déclaration. De manière à prendre en compte le bon fonctionnement, la sécurité et la sûreté des réseaux publics d'électricité, et à contribuer à la protection des consommateurs contre les défaillances des fournisseurs ainsi qu'à la continuité de leur approvisionnement, ce décret fixe les conditions d'exercice de cette activité et celles dans lesquelles le ministre chargé de l'énergie peut interdire à un opérateur d'exercer cette activité sur le territoire national.

Il précise les obligations qui s'imposent en matière d'information des consommateurs d'électricité, tant aux fournisseurs mentionnés au présent IV qu'aux services de distribution et aux producteurs.

V. — Le ministre chargé de l'énergie établit et rend publiques la liste des opérateurs qui achètent pour revente aux clients éligibles.

Loi d'orientation pour l'outre-mer n° 2000-1207 du 13 décembre 2000

Art. 46. —

II. — Sous réserve des décisions juridictionnelles passées en force de chose jugée, sont validés les marchés relatifs aux travaux sur routes nationales passés par les régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi, en tant que leur légalité serait contestée par le moyen tiré de l'incompétence du maître d'ouvrage.

Loi de finances pour 2001 n° 2000-1352 du 30 décembre 2000

Art. 42. —

IV. — Il est institué un prélèvement sur les recettes de l'État destiné à compenser les pertes de ressources résultant des dispositions du I de l'article 1388 *bis* du code général des impôts pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre.

La compensation versée à chaque commune ou établissement public de coopération intercommunale est égale, chaque année, au produit du montant de l'abattement mentionné au I de l'article 1388 *bis* par le taux de taxe foncière sur les propriétés bâties voté par la collectivité ou l'établissement public au titre de l'année précédant celle de l'imposition.

Pour les communes qui appartiennent à un établissement public de coopération intercommunale sans fiscalité propre, le taux voté par la commune au titre de l'année précédente est majoré du taux appliqué la même année au profit de l'établissement public de coopération intercommunale.

Pour les communes qui appartiennent à un établissement public de coopération intercommunale soumis aux dispositions de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts et pour la première année d'application de ces dispositions par cet établissement public de coopération intercommunale, le taux voté par la commune au titre de l'année précédente est majoré du taux voté au titre de la même année par l'établissement public de coopération intercommunale précité.

.

**Loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire
et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique
ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale**

Art. 1^{er}. — I. — Par dérogation à l'article 19 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, et sous réserve des dispositions de l'article 2 ci-dessous, peuvent être ouverts, pour une durée maximum de cinq ans à compter de la date de publication de la présente loi, dans des conditions définies par décret en Conseil d'État, des concours réservés aux candidats remplissant les conditions suivantes :

1° Justifier avoir eu, pendant au moins deux mois au cours de la période de douze mois précédant la date du 10 juillet 2000, la qualité d'agent non titulaire de droit public de l'État ou des établissements publics locaux d'enseignement, recruté à titre temporaire et ayant exercé des missions dévolues aux agents titulaires ;

2° Avoir été, durant la période de deux mois définie au 1°, en fonctions ou avoir bénéficié d'un congé en application du décret pris sur le fondement de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 précitée ;

3° Justifier, au plus tard à la date de nomination dans le corps, des titres ou diplômes requis des candidats au concours externe d'accès au corps concerné ou, pour l'accès aux corps d'enseigne-

ment des disciplines technologiques et professionnelles, des candidats au concours interne. Les candidats peuvent obtenir la reconnaissance de leur expérience professionnelle en équivalence des conditions de titres ou diplômes requises pour se présenter aux concours prévus par le présent article. Un décret en Conseil d'État précise la durée de l'expérience professionnelle prise en compte en fonction de la nature et du niveau des titres ou diplômes requis ;

4° Justifier, au plus tard à la date de clôture des inscriptions au concours, d'une durée de services publics effectifs au moins égale à trois ans d'équivalent temps plein au cours des huit dernières années.

II. — Peuvent également être ouverts, pendant une durée maximum de cinq ans à compter de la date de publication de la présente loi, des concours réservés aux candidats, recrutés à titre temporaire et ayant exercé des missions dévolues aux agents titulaires, qui satisfont aux conditions fixées aux 2°, 3° et 4° du I et remplissent l'une des conditions suivantes :

— justifier avoir eu, pendant la période de deux mois définie au 1° du I, la qualité d'agent non titulaire de droit public des établissements publics de l'État, autres que les établissements publics locaux d'enseignement et que ceux à caractère industriel et commercial, mentionnés à l'article 2 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

— justifier avoir eu, pendant la même période, la qualité d'agent non titulaire des établissements d'enseignement figurant sur la liste prévue à l'article 3 de la loi n° 90-588 du 6 juillet 1990 portant création de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger.

Les fonctions exercées par les intéressés doivent correspondre à des emplois autres que ceux mentionnés à l'article 3 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 précitée ou que ceux prévus par toute autre disposition législative excluant l'application du principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée.

III. — Les concours réservés prévus aux I et II sont organisés pour l'accès à des corps de fonctionnaires dont les statuts particuliers prévoient un recrutement par la voie externe. En outre, les corps d'accueil de catégorie A concernés sont ceux mentionnés à l'article 80 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 précitée.

Pendant une durée maximum de cinq ans à compter de la date de publication de la présente loi, l'accès des candidats remplissant les conditions fixées au I aux corps de fonctionnaires de l'État classés dans la catégorie C prévue à l'article 29 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 précitée peut se faire, sans préjudice des dispositions prévues à l'article 17 ci-dessous, par la voie d'examens professionnels, selon des modalités déterminées par décret en Conseil d'État.

Les candidats ne peuvent se présenter qu'aux concours ou examens professionnels prévus par le présent article donnant accès aux corps de fonctionnaires dont les missions, telles qu'elles sont définies par les statuts particuliers desdits corps, relèvent d'un niveau de catégorie au plus égal à celui des fonctions qu'ils ont exercées pendant une durée de trois ans au cours de la période de huit ans prévue au 4° du I.

Art. 2. — Pendant une durée maximum de cinq ans à compter de la date de publication de la présente loi, les candidats qui remplissaient les conditions fixées aux 1°, 2°, 3° et 5° de l'article 1^{er} et à l'article 2 de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire et qui exerçaient des fonctions autres que celles du niveau de la catégorie C peuvent accéder à un corps de fonctionnaires, par voie d'examen professionnel, selon les modalités définies par décret en Conseil d'État. Toutefois, pour l'application du présent article, les conditions fixées aux 1°, 2°, 3° et 5° de l'article 1^{er} et à l'article 2 de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 précitée s'apprécient à la date du 16 décembre 2000.

Les candidats mentionnés à l'alinéa précédent doivent en outre remplir les conditions suivantes :

1° Satisfaire aux conditions fixées aux 1°, 2° et 3° du I de l'article 1^{er} de la présente loi ;

2° Justifier d'une durée de services publics effectifs complémentaire qui sera fixée par décret en Conseil d'État.

Loi d'orientation n° 2001-602 du 9 juillet 2001 sur la forêt

Art. 6. —

IV. — À compter du 1^{er} janvier de l'année suivant la promulgation de la présente loi, l'État, dans les conditions prévues en loi de finances, compense les pertes de recettes supportées, l'année précédente, par les communes et les établissements publics de coopération intercommunale en raison de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties accordée en application des 1°, 1° *bis* et 1° *ter* de l'article 1395 du code général des impôts.

Cette compensation est égale au produit obtenu en multipliant, chaque année, et pour chaque commune ou établissement public de coopération intercommunale, le montant des bases d'imposition exonérées de l'année précédente par le taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties de la même année.

.

Loi de finances pour 2002 n° 2001-1275 du 28 décembre 2001

Art. 17. —

IV. — A. L'article 1466 A du même code (*code général des impôts*) est ainsi modifié :

.

[Le texte en vigueur de cet article figure dans la présente annexe]

.

B. Pour l'année 2002, les délibérations mentionnées au 2° du A doivent intervenir au plus tard au 31 janvier 2002.

C. L'État compense chaque année, à compter de 2002, les pertes de recettes résultant des dispositions du deuxième alinéa du 2° du A pour les collectivités territoriales, les établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre ou fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle, dans les conditions prévues aux cinquième, sixième et septième alinéas du B de l'article 4 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville.

.

Loi n° 2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse

Art. 48. —

B. — Dans les conditions prévues par la loi de finances, l'État compense, chaque année, à compter du 1^{er} janvier 2002, la perte de recettes résultant, pour les communes, les établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre et les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle, des exonérations prévues aux articles 1466 B *bis* et 1466 C du code général des impôts. Cette compensation est calculée dans les conditions prévues aux deuxième, troisième et quatrième alinéas du B de l'article 3 de la loi n° 96-1143 du 26 décembre 1996 relative à la zone franche de Corse.

.....

Loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité

Art. 104. — I. — Une expérimentation est engagée dans un délai d'un an à compter de la promulgation de la présente loi, afin de renforcer le rôle des régions dans le développement des ports maritimes. Elle est close au 31 décembre 2006.

II. — Dans le cadre de cette expérimentation, l'État transfère aux régions qui en font la demande ses compétences pour aménager, entretenir et exploiter les ports d'intérêt national. Il reste compétent pour l'exercice de la police portuaire dans les conditions prévues au livre III du code des ports maritimes et la mise en œuvre des dispositions du livre V du même code.

L'État et la région ayant opté pour l'expérimentation déterminent conjointement les ports concernés et leur périmètre. Ils signent, le cas échéant après un audit financé à parité, une convention définissant les conditions du transfert des crédits correspondant au transfert de charges et de mise à disposition, à titre gracieux, des biens et des personnels de l'État. Cette convention prévoit également les adaptations nécessaires à l'application des livres I^{er} et II du code des ports maritimes.

La région est subrogée dans les droits et obligations de l'État à l'égard des tiers. Elle devient l'autorité concédante pour l'aménagement, l'entretien et l'exploitation du ou des ports concernés. Dans ces ports, les concessions arrivant à échéance pendant la durée de l'expérimentation sont prorogées jusqu'au 1^{er} juin 2007.

III. — Pendant la durée de l'expérimentation, les départements peuvent transférer aux régions qui en font la demande leurs compétences pour l'aménagement, l'entretien et l'exploitation de ports de commerce ou de ports de pêche. Une convention délimite les ports concernés, détermine les modalités du transfert de compétences et de mise à disposition de personnels et prévoit le versement à la région du concours particulier créé au sein de la dotation générale de décentralisation au titre des ports maritimes de commerce et de pêche en application de l'article L. 1614-8 du code général des collectivités territoriales.

IV. — Avant le 30 juin 2006, un rapport dressant le bilan de l'expérimentation est établi par l'État et les collectivités territoriales intéressées. Il est présenté par le Gouvernement au Parlement.

V. — Au cinquième alinéa de l'article 6 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, les mots : « et qui sont affectés exclusivement à la plaisance » sont remplacés par les mots : « et dont l'activité dominante est la plaisance ».

VI. — L'article L. 34-8-1 du code du domaine de l'État est ainsi rédigé :

« *Art. L. 34-8-1.* — Les dispositions de la présente section et de l'article 3 de la loi n° 94-631 du 25 juillet 1994 complétant le code du domaine de l'État et relative à la constitution de droits réels sur le domaine public sont applicables sur le domaine public de l'État compris dans les limites administratives des ports qui relèvent de la compétence des départements et des communes, mis à disposition de ces départements et de ces communes ou ayant fait l'objet à leur profit d'un transfert de gestion.

« Les autorisations, décisions et agréments mentionnés aux articles L. 34-1, L. 34-2, L. 34-3 et L. 34-4 sont pris ou accordés, après consultation du représentant de l'État, par le président du conseil général ou par le maire selon le cas. Ils peuvent également être pris ou accordés par le concessionnaire, lorsque les termes de la concession le prévoient.

« Un décret en Conseil d'État fixe les modalités d'application du présent article. »

Art. 105. — I. — Une expérimentation est engagée dans un délai d'un an à compter de la promulgation de la présente loi, afin de renforcer le rôle des collectivités territoriales dans le développement des aérodromes. Elle est close au 31 décembre 2006.

II. — Dans le cadre de cette expérimentation, l'État transfère aux collectivités territoriales qui en font la demande ses compétences pour aménager, entretenir et exploiter, dans les conditions prévues par le code de l'aviation civile, les aérodromes civils. Sont toutefois exclus de ce transfert les aérodromes dont les biens ont été mis à la disposition d'une collectivité territoriale, d'un établissement public de coopération intercommunale ou d'un syndicat mixte avant la date d'entrée en vigueur de l'expérimentation.

L'État et la collectivité territoriale ayant opté pour l'expérimentation déterminent conjointement les aérodromes concernés. Ils signent, le cas échéant après un audit financé à parité, une convention définissant les conditions du transfert des crédits correspondant au transfert de charges et de mise à disposition, à titre gracieux, des biens et des personnels de l'État. Sont exclus de cette mise à disposition les biens réservés à l'État pour les besoins de la défense nationale, de la police et de la sécurité de la circulation aérienne. La convention prévoit également les conditions d'application de l'article L. 213-3 du code de l'aviation civile.

La collectivité territoriale est subrogée dans les droits et obligations de l'État à l'égard des tiers. Elle devient l'autorité concédante pour l'aménagement, l'entretien et l'exploitation du ou des aérodromes concernés. Dans ces aérodromes, les concessions arrivant à échéance pendant la durée de l'expérimentation sont prorogées jusqu'au 1^{er} juin 2007.

III. — Avant le 30 juin 2006, un rapport dressant le bilan de l'expérimentation est établi par l'État et les collectivités territoriales intéressées. Il est présenté par le Gouvernement au Parlement.

Loi de finances pour 2003 n° 2002-1575 du 30 décembre 2002

Art. 26. —

B. — I. — Il est institué un prélèvement sur les recettes de l'État destiné à compenser, à chaque collectivité locale et établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, la perte de recettes résultant de la réduction progressive prévue au A.

II. — À compter de 2003, la compensation prévue au I est égale, chaque année, au produit obtenu en multipliant la perte de base résultant, pour chaque collectivité locale et établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, de la réduction de la fraction imposable des recettes visée au 2° de l'article 1467 du code général des impôts par le taux de taxe professionnelle de la collectivité et de l'établissement public de coopération intercommunale pour 2002.

La perte de base visée au premier alinéa est égale, pour chaque collectivité ou établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, à la différence entre les bases nettes imposables au titre de 2003 telles qu'elles auraient été fixées sans réduction de la fraction imposable des recettes prévue au 2° de l'article 1467 précité et les bases nettes imposables au titre de 2003 tenant compte de la fraction mentionnée au deuxième alinéa du 2° de l'article 1467 précité applicable à l'année concernée.

Pour l'application du deuxième alinéa, les bases nettes s'entendent après application de l'abattement prévu à l'article 1472 A *bis* du code général des impôts.

Pour les communes qui, en 2002, appartenaient à un établissement public de coopération intercommunale sans fiscalité propre, le taux voté par la commune est majoré du taux appliqué au profit de l'établissement public de coopération intercommunale pour 2002.

Pour les établissements publics de coopération intercommunale soumis pour la première fois à compter de 2003 aux dispositions de l'article 1609 *nonies* C ou à celles du II de l'article

1609 *quinquies* C du code général des impôts, la compensation est calculée en retenant le taux moyen pondéré des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale constaté pour 2002, éventuellement majoré dans les conditions prévues au quatrième alinéa.

Au titre des années 2004 et suivantes, la compensation est actualisée, chaque année, en fonction du taux d'évolution de la dotation globale de fonctionnement entre 2003 et l'année de versement.

.....

Loi de finances rectificative pour 2002 n° 2002-1576 du 30 décembre 2002

Art. 79. —

IV. — L'État compense chaque année, à compter de 2003, les pertes de recettes résultant des dispositions du c du 3° du II pour les collectivités territoriales, les établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre ou fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle, dans les conditions prévues aux cinquième, sixième et septième alinéas du B de l'article 4 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville.

.....

VI. — Pour l'application au titre de 2003 des dispositions des 2° et 3° du II, les délibérations contraires des collectivités locales ou de leurs établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre doivent intervenir au plus tard au 31 janvier 2003. Les entreprises, tenues de déclarer leurs bases d'imposition avant le 31 décembre 2002 dans les conditions prévues au a du II de l'article 1477, doivent demander, avant le 31 janvier 2003, pour chacun de leurs établissements, à bénéficier de l'exonération.

L'État compense chaque année, à compter de 2003, les pertes de recettes résultant des dispositions du 2° du II pour les collectivités territoriales ou les établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre, dans les conditions prévues au III de l'article 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 précitée.

L'État compense chaque année, à compter de 2003, les pertes de recettes résultant des dispositions du 3° du II pour les collectivités territoriales, les établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre ou fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle, dans les conditions prévues aux cinquième, sixième et septième alinéas du B de l'article 4 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 précitée.

Loi de programme pour l'outre-mer n° 2003-660 du 21 juillet 2003

Art. 44. — I. — Après l'article 1388 *bis* du code général des impôts, il est inséré un article 1388 *ter* ainsi rédigé :

.....

[Cet article figure dans la présente annexe.]

II. — L'État compense, chaque année, la perte de recettes résultant, pour les collectivités territoriales ou leurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, des dispositions de l'article 1388 *ter* du code général des impôts.

Cette compensation est calculée dans les conditions prévues aux deuxième, troisième et quatrième alinéas du IV de l'article 42 de la loi de finances pour 2001 (*n° 2000-1352 du 30 décembre 2000*).

III. — Les dispositions du I sont applicables pour les logements dont les travaux ont été achevés à compter du 1^{er} janvier de l'année suivant celle de la publication de la présente loi.

**Loi d'orientation et de programmation pour la ville
et la rénovation urbaine n° 2003-710 du 1^{er} août 2003**

Art. 10. — Il est créé un établissement public national à caractère industriel et commercial dénommé « Agence nationale pour la rénovation urbaine ».

Cet établissement a pour mission de contribuer, dans un objectif de mixité sociale et de développement durable, à la réalisation du programme national de rénovation urbaine dans tous les quartiers visés à l'article 6 en accordant des concours financiers aux collectivités territoriales, aux établissements publics de coopération intercommunale compétents et aux organismes publics ou privés qui y conduisent des opérations concourant à la rénovation urbaine, à l'exception des établissements publics nationaux à caractère administratif dont les subventions de l'État constituent la ressource principale. Il passe des conventions pluriannuelles avec les collectivités et organismes destinataires de ces subventions. Son conseil d'administration peut fixer, en fonction du montant des subventions ou du coût de l'opération financée, des seuils au-dessous desquels il n'est pas conclu de convention.

L'Agence nationale pour la rénovation urbaine élabore et adopte, dans les neuf mois suivant sa création, une charte d'insertion qui intègre dans le programme national de rénovation urbaine les exigences d'insertion professionnelle des habitants des zones urbaines sensibles.

Les concours financiers de l'agence sont destinés à des opérations d'aménagement urbain, à la réhabilitation, la résidentialisation, la démolition et la construction de nouveaux logements sociaux, à l'acquisition ou la reconversion de logements existants, à la création, la réhabilitation d'équipements publics ou collectifs, à la réorganisation d'espaces d'activité économique et commerciale, à l'ingénierie, à l'assistance à la maîtrise d'ouvrage, au relogement et à la concertation, ou à tout investissement concourant à la rénovation urbaine de tous les quartiers visés à l'article 6.

À titre exceptionnel, après accord du ministre chargé de la ville et du ministre chargé du logement, en l'absence de dispositif local apte à mettre en œuvre tout ou partie des projets de rénovation urbaine, l'agence peut également assurer, à la demande des conseils municipaux ou des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale compétents, la maîtrise d'ouvrage de tout ou partie de ces projets.

Art. 27. —

III. — A. — Dans les conditions prévues par la loi de finances, l'État compense, chaque année, la perte de recettes résultant, pour les collectivités territoriales ou leurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties mentionnée à l'article 1383 C du code général des impôts. La compensation n'est pas applicable aux établissements publics de coopération intercommunale soumis aux dispositions du II de l'article 1609 *nonies* C du même code.

La compensation est égale au produit obtenu en multipliant la perte de bases résultant, chaque année et pour chaque collectivité ou établissement public de coopération intercommunale, de l'exonération par le taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties appliqué en 2003 dans le collectif ou l'établissement.

Pour les communes qui, au 1^{er} janvier 2003, étaient membres d'un établissement public de coopération intercommunale sans fiscalité propre, le taux voté par la commune est majoré du taux appliqué au profit de l'établissement pour 2003.

Pour les communes qui sont membres d'un établissement public de coopération intercommunale soumis, à compter du 1^{er} janvier 2004, aux dispositions de l'article 1609 *nonies* C du code

général des impôts, le taux appliqué en 2003 dans la commune est majoré du taux voté en 2003 par l'établissement.

B. — Dans les conditions prévues par la loi de finances, l'État compense chaque année, à compter de 2004, les pertes de recettes résultant des dispositions du I *quinquies* de l'article 1466 A du code général des impôts pour les collectivités territoriales, les établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre ou les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle, selon les modalités prévues aux cinquième, sixième et septième alinéas du B de l'article 4 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville.

AMENDEMENTS NON ADOPTÉS PAR LA COMMISSION

Avant l'article 1^{er}

Amendements présentés par M. André Chassaing et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

- Insérer l'article suivant :

« Un rapport est remis au Parlement dans les six mois suivant la promulgation de la présente loi sur les bilans des lois de décentralisation, votées jusqu'à ce jour, notamment la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ; la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ; la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ; la loi n° 95-115 du 4 janvier 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire ; la loi n° 99-533 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et la loi n° 99-586 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale. »

- Insérer l'article suivant :

« L'article L. 321-1 du code du travail est complété par treize alinéas ainsi rédigés :

« Est interdit le licenciement économique effectué alors que la société ou le groupe a réalisé des profits ou distribué des dividendes au cours du dernier exercice.

« L'examen de la situation de l'entreprise est réalisé alors par une commission constituée :

- « — de représentants du personnel,
- « — de représentants de l'employeur,
- « — de l'inspection du travail,
- « — du commissaire aux comptes de l'entreprise,
- « — d'un magistrat de la juridiction commerciale du ressort,
- « — d'un représentant de la Banque de France,
- « — d'un membre de la commission décentralisée du contrôle de fonds publics,
- « — d'élus locaux.

« Au terme d'un délai de six mois, un avis détermine les propositions nécessaires à la préservation de l'emploi.

« Cet avis est transmis à l'employeur, à l'autorité administrative, aux salariés, à leurs représentants ou au comité d'entreprise.

« Sera puni d'une amende de 50 000 francs prononcée autant de fois qu'il y a de salariés concernés par l'infraction, l'employeur qui ne respecte pas cette interdiction. »

Amendements présentés par M. René Dosière et les commissaires membres du groupe socialiste :

- Insérer la division et l'intitulé suivants :

« Titre I^{er} A

« Relations financières entre l'État et les collectivités territoriales et fiscalité locale »

- Insérer l'article suivant :

« I. — À compter de la mise en œuvre de la loi n° relative au dispositif de solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées, la dotation globale de fonctionnement des communes, départements et régions est majorée d'un montant équivalent à 0,3 % de leur masse salariale.

« II. — La perte de recettes résultant de l'application de cette disposition est compensée à due concurrence par l'institution d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. »

- Insérer l'article suivant :

« Pour assurer la sincérité et l'équité des compensations financières, la mise en œuvre des dispositions de la présente loi est conditionnée au vote et à la mise en œuvre de la loi organique prévue par l'article 72-2 de la Constitution ».

- Insérer l'article suivant :

« Le deuxième alinéa de l'article 1607 *bis* du code général des impôts est ainsi rédigé :

« Le produit de cette taxe est arrêté chaque année par l'assemblée générale de l'établissement public dans les limites d'un plafond de 3 millions d'euros. En cas de vote d'un plafond supérieur, le montant devra être voté en loi de finances. »

- Insérer l'article suivant :

« I. — Le deuxième alinéa de l'article 1607 *bis* du code général des impôts est ainsi modifié :

“ Le produit de cette taxe est arrêté chaque année par l'établissement public foncier local dans la limite d'un plafond fixé à 45 euros par habitant situé dans son périmètre ”.

« II. — L'article 97 de la loi de finances initiale pour 1998 (n°97-1269 du 30 décembre 1997) modifié par l'article 10 de l'ordonnance 2000-916 du 19 septembre 2000, l'article 88-II de la loi de finances initiale pour 2001 (n°2000-1352 du 30 décembre 2000) et l'article 37 de la loi de finances rectificative pour 2002 (n°2002-1576 du 30 décembre 2002) sont abrogés. »

- Insérer l'article suivant :

« I. — Dans le II de l'article 1641 du code général des impôts, les taux « 5,4 % » et « 4,4 % » sont respectivement remplacés par les taux « 5 % » et « 4 % ».

« II. — La perte de recettes résultant de l'application de cette disposition est compensée à due concurrence par l'institution d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. »

- Insérer l'article suivant :

« I. — Compléter l'article 1647 B *sexies* du code général des impôts par l'alinéa suivant :

« Pour l'application du plafonnement en fonction de la valeur ajoutée à compter des impositions établies au titre de 2004, le paragraphe 1 *ter* est supprimé »

« II. — Les pertes de recettes pour les collectivités locales sont compensées, à due concurrence, par le relèvement de la dotation globale de fonctionnement.

« III. — La perte de recettes résultant de l'application de cette disposition est compensée à due concurrence par l'institution d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. »

- Insérer l'article suivant :

« L'article 1636 B *sexies* du code général des impôts est ainsi modifié :

« 1° Le premier alinéa du 4 du I est ainsi rédigé :

« À compter de 2004 et par exception aux dispositions du *b* du 1, les communes, les départements et les organismes de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre peuvent augmenter librement leur taux de taxe professionnelle par rapport à l'année précédente ».

« 2° Le premier alinéa du III est ainsi rédigé :

« À compter de 2004 et par exception aux dispositions du I, les régions peuvent augmenter librement leur taux de taxe professionnelle. »

Article 1^{er}

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

(art. L. 1511-1 du code général des collectivités territoriales)

Amendement présenté par Mme Valérie Pécresse :

I. — Rédiger ainsi la troisième phrase du premier alinéa de cet article :

« Elle élabore avec les départements de son ressort le schéma régional de développement économique et l'adopte après concertation avec les autres collectivités territoriales ou leurs groupements compétents et après avoir recueilli l'avis des chambres consulaires. »

II. — Après la troisième phrase du premier alinéa de cet article, insérer la phrase suivante :

« Le schéma vise à promouvoir un développement économique équilibré de la région et de ses différents territoires et à prévenir les risques d'atteinte à l'équilibre économique de tout ou partie de la région. »

Amendement présenté par M. Rudy Salles et amendements identiques n° 1 présenté par M. François Goulard, n° 70 présenté par M. Bruno Bourg-Broc, n° 97 présenté par M. Pierre Morange, n° 189 présenté par M. Jean-Louis Dumont :

Compléter la troisième phrase du premier alinéa de cet article par les mots : « et des chambres régionales de l'économie sociale. »

Amendement présenté par M. Pierre Morel-A-L'Huissier :

Compléter la troisième phrase du premier alinéa de cet article par les mots : « et des représentants régionaux de l'Union nationale de professions libérales. »

Amendements présentés par M. Jean-Jack Queyranne et les commissaires membres du groupe socialiste :

- Avant la dernière phrase du premier alinéa de cet article, insérer la phrase suivante :

« Le schéma régional de développement économique prend en compte les orientations stratégiques découlant des conventions passées entre la région, les collectivités territoriales ou leur groupement et les autres acteurs économiques et sociaux du territoire concerné. »

- Compléter le premier alinéa de cet article par la phrase suivante :

« Le schéma régional de développement économique définit les orientations stratégiques tenant compte des enjeux d'aménagement du territoire national et notamment du renforcement des métropoles qui constituent les moteurs pour la croissance et l'emploi, qui construisent des partenariats avec les différents acteurs économiques et sociaux renforçant ainsi l'attractivité de la France et l'Europe. »

Amendement présenté par M. Émile Blessig :

- Après le premier alinéa de cet article, insérer l'alinéa suivant :

« La région assure la coordination de la promotion et de la prospection économique extérieure de son territoire en liaison avec les organismes nationaux compétents, notamment l'Agence française pour les investissements internationaux. À cet effet, les autres collectivités territoriales et leurs groupements et les chambres consulaires qui souhaitent intervenir dans ce domaine concluent avec la région une convention qui met en œuvre la complémentarité de leurs actions respectives. »

Amendements présentés par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

- Après le premier alinéa de cet article, insérer l'alinéa suivant :

« L'élaboration de ce rapport fait l'objet d'un débat au conseil régional. »

- Dans le dernier alinéa de cet article, après les mots : « de sa propre initiative », insérer les mots : « , saisi par le représentant de l'État dans la région ou par une organisation syndicale ou professionnelle représentative ».

- À la fin de la première phrase du dernier alinéa de cet article, supprimer les mots : « ou de la commission permanente ».

- Dans le dernier alinéa du IV de cet article, substituer aux mots : « au financement de ces aides », les mots : « à la définition du régime de ces aides et à leur financement ».

- Compléter le V de cet article par le paragraphe suivant :

« 3° L'article L. 1511-4 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Elles déterminent également, par voie de convention, les objectifs de création d'emplois assignés aux entreprises destinataires de l'aide et les conditions de dénonciation éventuelle de ces conventions. »

(art. L. 1511-5 du code général des collectivités territoriales)

- Rédiger ainsi le premier alinéa de cet article :

« *Art. L. 1511-5.* — Lorsque, saisie par une autre collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales d'un projet d'aides ou de régime d'aides, la région n'a pas répondu dans un délai de deux mois ou a fait connaître son refus motivé d'intervenir, la collectivité ou le groupement auteur du projet peut, en vertu du titre V du livre II de la deuxième partie et du titre III du livre II de la troisième partie, compléter les aides ou les régimes d'aides mentionnés aux articles L. 1511-2 et L. 1511-3. Le conseil régional en est informé par le président de l'exécutif de la collectivité ou du groupement concerné. »

- Compléter cet article par le paragraphe suivant :

« IX. — L'intitulé du chapitre unique du titre I^{er} du livre V de la première partie du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé « Aides aux entreprises ».

« Dans le titre I^{er} du livre V de la première partie du code général des collectivités territoriales il est créé un chapitre intitulé « Contrôle des aides publiques » et rédigé comme suit :

« *Art. L. 1512-1.* — Il est créé, dans chaque région, une commission régionale des aides publiques chargée d'évaluer les impacts économiques et sociaux, quantitatifs et qualitatifs, et de contrôler l'utilisation des aides publiques de toute nature accordées aux entreprises par les collectivités locales ou leurs établissements publics, afin d'en améliorer l'efficacité pour l'emploi, la formation professionnelle et les équilibres territoriaux.

« Cette commission régionale peut formuler toute proposition tendant à améliorer l'efficacité des politiques poursuivies.

« Le secrétariat de la commission régionale est assuré par le représentant de l'État dans la région.

« *Art. L. 1512-2.* — La commission régionale est composée :

« – de conseiller régionaux, généraux et de représentants des maires ;

« – de représentants de l'État dans la région ;

« – de représentants des organisations syndicales de salariés représentatives au plan national ;

« – de représentants des organisations d'employeurs les plus représentatives au plan national ;

« – de personnalités qualifiées venant notamment du monde associatif.

« *Art. L. 1512-3.* — Le rapport prévu à l'article L. 1511-1 est transmis par le représentant de l'État à la commission régionale des aides publiques.

« À la demande d'un maire, d'un président du conseil général ou d'un conseil régional, ou de sa propre initiative, elle peut, en outre, interroger les représentants de l'État dans les régions ou les départements afin d'obtenir les informations permettant d'estimer l'ensemble des aides reçues par une entreprise déterminée. La commission communique ces informations à l'auteur de la saisine.

« Sur la base des rapports transmis par les préfets et des éventuels compléments d'information, la commission nationale établit son propre rapport qui contient ses remarques et avis sur les politiques poursuivies. Il est transmis au conseil régional et rendu public.

« *Art. L. 1512-4.* — Tout comité d'entreprise ou, à défaut, un délégué du personnel peut saisir l'organisme gestionnaire d'aides ou l'autorité compétente lorsqu'il estime que l'employeur ne respecte pas les engagements souscrits pour bénéficier des aides définies à l'article 1^{er}. Il peut le faire à partir de la connaissance du montant et de l'utilisation des aides publiques que l'employeur est tenu de lui communiquer conformément à l'article L. 432-4 du code du travail.

« L'organisme ou l'autorité saisi peut décider, après avoir entendu l'employeur et les représentants du personnel, de suspendre ou de retirer l'aide accordée ; le cas échéant, il peut en exiger

le remboursement. Il en apprécie l'utilisation en fonction notamment de l'évolution de l'emploi dans l'entreprise considérée ; ou des engagements formulés par le chef d'entreprise pour bénéficier de ces aides ; ou des engagements formulés par le chef d'entreprise pour bénéficier de ces aides ; ou des objectifs avancés par les salariés et leurs organisations syndicales.

« Art. L. 1512-5. — Les conditions d'application du présent chapitre sont déterminées par décret en Conseil d'État. »

Article 2

Amendements présentés par M. André Chassaing et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

- Supprimer cet article.
- Rédiger ainsi cet article :

« Il est rédigé un fonds décentralisé de solidarité territoriale et de développement économique.

« Ce fonds est cofinancé par l'État et les collectivités territoriales et est notamment destiné à financer les opérations prévues aux articles L. 1511-1 à L. 1511-5 du code général des collectivités territoriales.

« Les engagements de l'État ne peuvent, la première année d'existence du fonds, être inférieurs à la moyenne des engagements effectués lors des cinq derniers exercices budgétaires, en matière d'aides aux entreprises, au développement des activités commerciales, artisanales ou industrielles.

« Le fonds intervient en financement de l'action économique des collectivités territoriales, en fonction d'objectifs d'investissement, de création d'emplois et de développement de la formation professionnelle, associés aux aides directes versées aux entreprises.

« La gestion décentralisée du fonds est assurée par une commission composée de représentants des collectivités territoriales, des organisations syndicales représentatives et de représentants de l'État.

« Son activité fait l'objet d'un rapport annuel soumis pour avis au conseil économique et social régional ».

« Toute collectivité territoriale ou groupement de la région peut, à sa demande, être destinataire de ce rapport.

- Avant le dernier alinéa de cet article, insérer l'alinéa suivant :

« L'État, en application de ses prérogatives de solidarité nationale, définit et met en œuvre les politiques contractuelles territorialisées destinées à anticiper les restructurations économiques et redynamiser les bassins d'emploi en proie à une désindustrialisation. »

Amendement présenté par M. Émile Blessig :

Compléter cet article par les alinéas suivants :

« Dans les mêmes conditions également, les régions gèrent les dispositifs d'action collective auprès des entreprises faisant l'objet d'une gestion déconcentrée.

« Les régions peuvent demander une délégation de compétence sur les dispositifs de soutien au transfert de technologie gérés par l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche au niveau régional. Il y est fait droit par l'intermédiaire d'une convention entre la région et l'agence pré-

citée, qui fixe les modalités de cette délégation et les moyens financiers et humains qui y sont associés. »

Amendement présenté par M. André Chassaing et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« L'État mène, en partenariat avec les collectivités locales et notamment les régions, une politique d'aménagement du territoire dont le support privilégié est le contrat de plan État-région. »

Article 3

Amendement présenté par M. Bernard Derosier et les commissaires membres du groupe socialiste :

Compléter le 1° de cet article par l'alinéa suivant :

« Les collectivités territoriales conduisent, dans le cadre de leurs compétences propres et de façon coordonnée, des politiques dans le domaine du tourisme. »

Amendement présenté par M. Émile Blessig :

Compléter le deuxième alinéa du 3° de cet article par la phrase suivante : « À cet effet, à l'initiative de la région, une convention avec le département précise et met en œuvre la complémentarité de leurs actions respectives. »

Amendement présenté par M. Bernard Derosier et les commissaires membres du groupe socialiste :

Supprimer le 4° de cet article.

Amendement n° 40 présenté par M. Michel Bouvard :

Après les mots : « président du conseil », rédiger ainsi la fin de la deuxième phrase du dernier alinéa du 4° de cet article : « général après consultation d'une commission comprenant un tiers de membres du conseil général, un tiers de membres des professions touristiques et un tiers des représentants des communes ou établissements publics de coopération intercommunale. »

Article 4

(art. L. 2231-10 du code général des collectivités territoriales)

Amendement n° 123 présenté par M. François Goulard :

Supprimer la dernière phrase de l'avant-dernier alinéa de cet article.

Article 5

Amendements présentés par M. André Chassaing et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

- Supprimer cet article.
- Rédiger ainsi le dernier alinéa du I de cet article :

« Elle assure l'accueil en formation de la population active dans son ressort ou dans une autre région, quel que soit le degré d'éloignement à l'emploi, le niveau de formation concerné, le lieu de résidence du demandeur. »

- Rédiger ainsi le dernier alinéa du VI de cet article :

« Elle assure l'accueil en formation de la population active dans son ressort ou dans une autre région, quel que soit le degré d'éloignement à l'emploi, le niveau de formation concerné, le lieu de résidence du demandeur. »

Article 5 ter

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Article 5 quater

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Article 6

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Amendement n° 42 présenté par M. Michel Bouvard :

Compléter le dernier alinéa du 2° de cet article par la phrase suivante :

« Dans les régions comprenant un territoire de montagne, le plan est soumis pour avis au comité de massif ».

Amendement n° 2 présenté par M. François Goulard :

Après le 2° de cet article, insérer l'alinéa suivant :

« 2° *bis* Dans le quatrième alinéa du I, après les mots : « chambres d'agriculture », sont insérés les mots : « et des chambres régionales de l'économie sociale ».

Article 7

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Amendement présenté par M. Rudy Salles et amendement identique n° 71 de M. Bruno Bourg-Broc :

Dans le cinquième alinéa de cet article, après les mots : « chambres d'agriculture », insérer les mots : « et les chambres régionales de l'économie sociale ».

Article 7 bis

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Amendement présenté par M. Rudy Salles et amendement identique n° 72 de M. Bruno Bourg-Broc :

Compléter le dernier alinéa de cet article par les mots :

« et d'un représentant pour les chambres régionales de l'économie sociale ».

Article 8

Amendements présentés par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

- Supprimer cet article.
- Rédiger ainsi le premier alinéa de cet article :

« La partie des crédits du programme d'actions subventionnées de l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes, pour l'organisation et le financement des stages en direction des demandeurs d'emploi nécessaire pour l'exercice des compétences dévolues aux régions leur est transférée au plus tard le 31 décembre 2008. »

- Rédiger ainsi le deuxième alinéa de cet article :

« Ce transfert de la partie des crédits du programme d'actions subventionnées ne remet pas en cause ni le statut de l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes qui reste une association nationale tripartite composée des pouvoirs publics et des partenaires sociaux, ni la convention collective de ses personnels. »

- Rédiger ainsi le 1° de cet article :

« 1° De la conclusion d'une convention entre le représentant de l'Etat dans la région, la région et l'AFPA, arrêtant conformément au contrat de progrès national mentionné à l'article L. 910-1 du code du travail :

« — le schéma régional des formations et les orientations du programme d'activité régional de l'association ;

« — les conditions du transfert à la région des missions de service public de formation professionnelle qualifiante des adultes ;

« — les conditions de la pérennisation de l'offre de services associés à la formation ;

« — les conditions du partenariat entre les services d'orientation professionnelle de l'AF-PA et l'action des régions en faveur de l'accueil, de l'information et de l'orientation des jeunes et des adultes visée à l'article L. 214-12-1 du code de l'éducation. »

Article 9

Amendement présenté par M. André Chassaing, et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Article 10

Amendement présenté par M. André Chassaing et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Article 11

Amendement présenté par M. André Chassaing et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Amendement présenté par M. Bernard Derosier et les commissaires membres du groupe socialiste :

Rédiger ainsi le deuxième alinéa de cet article :

« A cette fin, la région passe des conventions, annuelles ou pluriannuelles, avec les départements, notamment à propos du RMI, RMA et de l'aide aux jeunes en difficulté. Elle peut également passer des conventions, annuelles ou pluriannuelles, avec l'Etat, les autres collectivités territoriales et avec les organismes chargés de l'accueil, de l'information et de l'orientation. »

Amendement présenté par Mme Valérie Pecresse [retiré] :

Après le deuxième alinéa de cet article, insérer les trois alinéas suivants :

« À la demande des départements ou communes concernés, les centres publics d'information et d'orientation, dont ces collectivités assurent le fonctionnement matériel, pourront être transférés à la région. Les conditions de ces transferts sont fixées par conventions en accord entre les parties.

« Dans ce cadre pourront également être transférés à la région les centres publics d'information et d'orientation gérés par l'État.

« L'État a la charge de la rémunération des personnels administratifs et conseillers d'orientation – psychologues des centres publics d'information et d'orientation, dont il assume également les frais de déplacement et de mission. »

Article 12 A

Amendement présenté par Mme Valérie Pécresse et amendement identique présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Amendement n° 43 présenté par M. Michel Bouvard :

Après le deuxième alinéa de cet article, insérer l'alinéa suivant :

« Le schéma régional des infrastructures et des transports est soumis pour avis dans les régions de montagne du ou des comités de massif concernés. »

Amendement présenté par M. Pierre Morel-A-L'Huissier :

I. — Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« La région peut créer un fonds pour les infrastructures de transport contribuant financièrement à la réalisation des orientations et des objectifs inscrits au schéma régional. Une loi ultérieure précise la nature des ressources de ce fonds et en fixe les modalités de fonctionnement »

II. — Les éventuelles pertes de recettes pour l'État résultant de la présente mesure sont compensées à due concurrence par la création de taxes additionnelles aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Amendement n° 124 présenté par M. François Goulard :

À la fin de la première phrase du dernier alinéa de cet article, supprimer les mots : « et de leurs fonctionnalités dans une approche multimodale. »

Amendement n° 135 présenté par M. Jean-François Mancel :

Supprimer la dernière phrase du dernier alinéa de cet article.

Article 12

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain et amendement identique présenté par M. Bernard Derosier et les commissaires membres du groupe socialiste :

Supprimer cet article.

Amendement n° 125 présenté par M. François Goulard :

Dans le deuxième alinéa du II de cet article, supprimer le mot : « cohérent ».

Amendement n° 136 présenté par M. Jean-François Mancel :

Dans le deuxième alinéa du II de cet article, après le mot : « autoroutes », substituer au mot : « et », le mot : « ou ».

Amendements présentés par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

- Dans l'avant-dernier alinéa du II, substituer au mot : « desserte », le mot : « développement ».
- Supprimer le III de cet article.

Amendements présentés par M. Bernard Derosier et les commissaires membres du groupe socialiste :

- Dans la première phrase du premier alinéa du III de cet article, après les mots : « après avis », insérer le mot : « conforme ».

- Au début de la deuxième phrase du premier alinéa du III de cet article, insérer les mots :

« Après la signature d'une convention entre l'Etat d'une part, et le département d'autre part, conformément à l'article L. 1321-1-1 du code général des collectivités territoriales, ».

- Dans la deuxième phrase du premier alinéa du III de cet article, substituer aux mots : « dix-huit mois », les mots : « vingt-quatre mois ».

- Dans le troisième alinéa du III de cet article, après le mot : « cédés », insérer le mot « gratuitement ».

- I. — Compléter le quatrième alinéa du III de cet article par la phrase suivante :

« Les collectivités locales tenues de mettre à jour ces documents bénéficient d'une majoration de la DGF dont elles sont bénéficiaires d'un montant équivalent au coût représenté par ces opérations ».

II. — Les pertes de recettes pour l'État sont compensées à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts

- Compléter cet article par le paragraphe suivant :

« IV. — Est inséré dans le code général des collectivités territoriales, un article L. 1321-1-1 rédigé comme suit :

« I. — Une convention conclue entre le département et l'État fixe le cas échéant le coût de la remise en état du domaine routier national transféré et classé dans la voirie départementale. Ce coût est supporté par l'État.

« En cas de différend sur une ou plusieurs dispositions du projet de convention, les parties peuvent recourir à l'arbitrage du président de la chambre régionale des comptes dans le ressort de laquelle se trouve la voirie proposée au transfert. L'arbitrage ne lie pas les parties.

« À défaut de signature de la convention six mois avant le délai fixé pour le transfert des routes nationales, une commission nationale règle, sur saisine du préfet et dans le délai de 6 mois, les dispositions du projet de convention restant en discussion. Sa décision est notifiée au président du conseil général dans un délai d'un mois.

- « II. — La commission prévue au paragraphe précédent est composée :

— de cinq représentants de l'État ;

— de cinq présidents de conseil général ;

— du président du conseil général concerné ou de son représentant.

« Cette commission est présidée par le président de la Cour des comptes. »

Amendement n° 137 présenté par M. Jean-François Mancel :

I. — Compléter le premier alinéa du III de cet article par la phrase suivante :

« Le représentant de l'État dans le département communique au conseil général tous les dossiers afférents au domaine public routier transféré afin que soit établi un état des lieux contradictoire ».

II. — En conséquence, supprimer le cinquième alinéa du III de cet article.

Article 13

Amendement présenté par M. André Chassaing et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Article 14

Amendements présentés par M. André Chassaing et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

- Supprimer cet article.
- Supprimer le I de cet article.
- Supprimer le II de cet article.

(art. L. 151-7 du code de la voirie routière)

Amendement présenté par M. André Chassaing et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Amendement n° 36 présenté par M. Jacques Le Guen :

• Compléter le premier alinéa de cet article par les mots : « , après accord des collectivités territoriales ayant participé au financement de la route ou de l'ouvrage ».

Amendement présenté par M. Bernard Derosier et les commissaires membres du groupe socialiste :

• Dans le second alinéa de cet article, après les mots : « après avis », insérer le mot : « conforme ».

Amendements présentés par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

(art. L. 151-8 du code de la voirie routière)

- Supprimer cet article.

(art. L. 151-9 du code de la voirie routière)

- Supprimer cet article.

(art. L. 151-10 du code de la voirie routière)

- Supprimer cet article.

(art. L. 151-11 du code de la voirie routière)

- Supprimer cet article.
- Supprimer le III de cet article.

(art. L. 153-1 du code de la voirie routière)

- Supprimer cet article.

(art. L. 153-2 du code de la voirie routière)

- Supprimer cet article.

Amendement présenté par M. Bernard Derosier et les commissaires membres du groupe socialiste :

- Dans le second alinéa de cet article, après les mots : « après avis », insérer le mot : « conforme ».

(art. L. 153-3 du code de la voirie routière)

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

- Supprimer cet article.

Amendements présentés par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

- Supprimer le IV de cet article.
- Supprimer le V de cet article.

Article 15

Amendement présenté par M. André Chassaing et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Amendement n° 100 présenté par M. Alain Gest :

Compléter cet article par les deux alinéas suivants :

« Dans le premier alinéa de l'article L. 581-27 du code de l'environnement, après les mots : « le maire », sont insérés les mots : « , le président du conseil général ».

« Dans le II de l'article L. 581-40 du code de l'environnement, après les mots : « au maire », sont insérés les mots : « , au président du conseil général ».

Article 16

(art. 110-3 du code de la route)

Amendement présenté par M. Bernard Derosier et les commissaires membres du groupe socialiste :

Dans la dernière phrase du premier alinéa de cet article, après les mots : « après avis », insérer le mot : « conforme ».

Amendement n° 102 présenté par M. Alain Gest :

Rédiger ainsi le deuxième alinéa de cet article :

« Les collectivités territoriales sont tenues, lorsqu'elles souhaitent modifier les caractéristiques géométriques des routes à grande circulation ou leurs conditions d'exploitation, dans un sens susceptible de rendre lesdites routes impropres à leur destination, d'en délibérer de façon motivée ».

Avant l'article 18

Amendement présenté par M. René Dosière et les commissaires membres du groupe socialiste :

Insérer l'article suivant :

« I. — Le dernier alinéa de l'article L. 1615-2 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :

« Par dérogation, les collectivités territoriales et leurs groupements bénéficient des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre des dépenses d'investissement exposées sur des biens dont ils n'ont pas la propriété, dès lors qu'elles concernent des travaux de voirie tels que prévus par l'article L. 131-2 du code de la voirie, de lutte contre les avalanches, glissements de terrains, inondations, ainsi que des travaux de défense contre la mer, des travaux pour la prévention des incendies de forêt, présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence.

« S'agissant des travaux effectués sur le domaine public de l'État, d'une autre collectivité territoriale ou d'un groupement, seules ouvrent droit aux attributions du Fonds les dépenses d'investissement réalisées par les collectivités territoriales ou leurs groupements ayant conclu une convention avec l'État, la collectivité territoriale ou le groupement propriétaire précisant notamment les

équipements à réaliser, le programme technique des travaux et les engagements financiers des parties. »

« II. — Les pertes de recettes pour l'État sont compensées à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. »

Article 18

Amendement présenté par Mme Valérie Pecresse :

Rédiger ainsi le deuxième alinéa de cet article :

« Les collectivités territoriales et leurs groupements bénéficient des attributions du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre des fonds de concours versés à l'État pour des opérations d'aménagement du domaine public national. Il en est de même des fonds de concours versés au département pour des opérations d'aménagement du domaine public routier départemental. »

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

I. — À la fin de la première phrase du deuxième alinéa de cet article, après les mots : « domaine public », supprimer le mot : « routier ».

II. — Dans le dernier alinéa de cet article, après les mots : « domaine public », supprimer le mot : « routier ».

III. — Le barème de l'impôt de solidarité sur la fortune et les taux des trois tranches supérieures de l'impôt sur le revenu sont relevés à due concurrence.

Article 19

Amendement présenté par M. Bernard Derosier et les commissaires membres du groupe socialiste :

À la fin de la première phrase de cet article, substituer aux mots : « jusqu'au terme de ces contrats et dans les conditions qu'ils fixent », les mots : « jusqu'au terme de la réalisation de ces opérations et dans les conditions fixées par ces contrats ».

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Après les mots : « pour l'État », supprimer la fin de la deuxième phrase de cet article.

Article 20

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Article 22

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Amendement présenté par M. Bernard Derosier et les commissaires membres du groupe socialiste :

Supprimer le sixième alinéa du II de cet article.

Amendement présenté par M. Gérard Vignoble :

Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« Lorsqu'un aéroport est affecté principalement à une activité aérienne civile, le présent article s'applique ».

Article 23

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain et amendement identique présenté par M. Bernard Derosier et les commissaires membres du groupe socialiste :

Supprimer cet article.

Article 24

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

(art. L. 601-1 du code des ports maritimes)

Amendement présenté par M. Christian Estrosi :

Substituer à la dernière phrase du premier alinéa et au second alinéa du III de cet article, les dispositions suivantes :

« Toutefois, les compétences exercées à la date de promulgation de la présente loi par d'autres collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales, sur les ports maritimes dont l'activité principale est la plaisance, ne peuvent être transférées aux communes ou, le cas échéant, aux communautés de communes, aux communautés urbaines ou aux communautés d'agglomération sans l'accord express de ces autres collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales.

« Le département peut également, à la demande d'une commune, ou le cas échéant, d'une communauté de communes, créer, aménager et exploiter un port maritime dont l'activité principale est la plaisance. »

Article 25

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain et amendement identique présenté par M. Bernard Derosier et les commissaires membres du groupe socialiste :

Supprimer cet article.

Article 26

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Article 27

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Article 28

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Amendements présentés par M. Pierre Morel-A-L'Huissier :

• I. — Dans le troisième alinéa du I de cet article, après les mots : « date du transfert », insérer les mots : « ainsi que les lettres de mission ».

II. — Les éventuelles pertes de recettes pour l'État résultant de la présente mesure sont compensées à due concurrence par la création de taxes additionnelles aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

• I. — Dans le troisième alinéa du I de cet article, substituer aux mots : « son concessionnaire », les mots : « la société concernée ».

II. — Les éventuelles pertes de recettes pour l'État résultant de la présente mesure sont compensées à due concurrence par la création de taxes additionnelles aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

• I. — Compléter le troisième alinéa du I de cet article par la phrase suivante : « Ils n'entraînent aucun changement dans les droits d'eaux accordés à ces sociétés. »

II. — Les éventuelles pertes de recettes pour l'État résultant de la présente mesure sont compensées à due concurrence par la création de taxes additionnelles aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 29 A

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Article 29

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Amendement présenté par Mme Valérie Pecresse :

Le premier alinéa du III de cet article est ainsi rédigé :

« Les charges résultant pour les collectivités publiques de l'exploitation des services de transports sont supportées par la région Île-de-France. »

Article 30

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Article 31

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Article 32

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Article 33

Amendement présenté par M. André Chassaing et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Article 34

Amendement présenté par M. André Chassaing et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Article 35

Amendement présenté par M. André Chassaing et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Article 36

Amendement n° 139 présenté par M. Jean-François Mancel :

Supprimer cet article.

Amendement n° 187 présenté par M. Jacques Pélissard :

Compléter le dernier alinéa du 2° du I de cet article par la phrase suivante :

« Lorsqu'il existe sur le territoire départemental un syndicat mixte de traitement des ordures ménagères desservant une part majoritaire de la population défini par décret, ce syndicat est chargé de l'élaboration du projet de plan ».

Amendements présentés par M. Bernard Derosier et les commissaires membres du groupe socialiste :

- Rédiger ainsi le 4° du I de cet article :

« 4° Le VII est ainsi rédigé :

« VII. — Le projet de plan est transmis au représentant de l'État dans le département et au Conseil départemental d'hygiène. Il est soumis pour avis aux conseils généraux des départements limitrophes. Il peut être modifié pour tenir compte de ces avis qui doivent être formulés dans les trois mois à compter de la réception du projet.

« En Île-de-France, il est transmis au représentant de l'État dans la région ainsi qu'aux conseils départementaux d'hygiène situés sur le territoire de la région. Il est transmis pour avis aux conseils généraux des départements constituant la région. Il peut être modifié pour tenir compte de ces avis qui doivent être formulés dans les trois mois à compter de la réception du projet.

« Si le plan est élaboré par l'État, dans les conditions prévues à l'article L. 541-15, l'avis conforme du conseil général et, en Île-de-France, du conseil régional, est également sollicité. »

• Dans la dernière phrase du 4° de cet article, après le mot : « l’avis », insérer le mot : « conforme ».

Amendement n° 186 présenté par M. Jacques Péliissard :

Compléter le dernier alinéa du 4° du I de cet article par la phrase suivante :

« Le plan départemental ou régional qui n’aura pas été adopté dans un délai de trois ans à la date de publication de la présente loi fera l’objet d’une procédure d’urgence dont la compétence est confiée au préfet ; celui-ci pourra alors arrêter le plan d’élimination des déchets dans le délai d’une année. »

Article 37

Amendement présenté par M. Bernard Derosier et les commissaires membres du groupe socialiste :

Supprimer le 1° de cet article.

Article 37 bis

Amendement présenté par M. Bernard Derosier et les commissaires membres du groupe socialiste :

Dans le dernier alinéa de cet article, après le mot : « l’avis », insérer le mot : « conforme ».

Après l’article 37 bis

Amendement présenté par M. Bernard Derosier et les commissaires membres du groupe socialiste :

Insérer l’article suivant :

« Une convention passée entre l’État et la collectivité territoriale concernée définit les modalités de financement de ce plan et précise les moyens soit en crédits, soit en personnels, soit à ce double titre qui l’accompagnent. »

Après l’article 38

Amendement présenté par M. Pierre Morel-A-L’Huissier :

« I. — Insérer le chapitre et l’article suivants :

« Chapitre VI : « le schéma régional de prévention des risques naturels » :

Article additionnel

« I. — Le conseil régional peut élaborer un schéma régional de prévention des risques naturels, tenant compte des documents départementaux portant sur les risques existants. Ce schéma précise les actions à conduire dans la région en matière :

« – de connaissance du risque ;

- « – de surveillance et prévision des phénomènes ;
- « – d’information et éducation sur les risques ;
- « – de prise en compte des risques dans l’aménagement du territoire ;
- « – de travaux permettant de réduire le risque ;
- « – de retours d’expériences.

« Ce document est élaboré en partenariat avec l’État, les départements, les communes et leurs groupements, les établissements publics concernés et les chambres consulaires.

« II. — Un décret en Conseil d’État précise les modalités de mise en œuvre du présent article. »

« II. — Les éventuelles pertes de recettes pour l’État résultant de la présente mesure sont compensées à due concurrence par la création de taxes additionnelles aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 39

Amendements présentés par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

- Supprimer cet article.
- Dans la première phrase de l’avant-dernier alinéa du I de cet article, substituer aux mots : « définit et met en œuvre la politique d’action sociale, » les mots : « peut compléter la mise en œuvre de la politique sociale nationale en participant à sa définition au plan départemental en fonction des priorités déterminées au plan national et de celles déterminées au plan départemental tout ».

Article 40

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Amendement n° 3 présenté par M. François Goulard :

Compléter le deuxième alinéa du I de cet article, par les mots : « et du conseil départemental consultatif des personnes handicapées ».

Amendement présenté par M. Rudy Salles et amendements identiques présentés par M. Pierre Morel-A-L’Huissier et n° 74 présenté par M. Bruno Bourg-Broc :

Compléter le deuxième alinéa du I de cet article, par les mots : « et après avis du conseil départemental consultatif des personnes handicapées. »

Amendement n° 140 présenté par M. Jean-François Mancel :

Rédiger ainsi le début du troisième alinéa du I de cet article :

« Le président du conseil général, après concertation avec le représentant de l’État, arrête les orientations que le schéma doit prendre en compte... (*le reste sans changement*) ».

Article 41

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

(Article L. 263-15 du code de l'action sociale et des familles)

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Compléter le premier alinéa de cet article par les mots : « notamment d'urgence ».

Amendement présenté par M. Bernard Derosier et les commissaires membres du groupe socialiste et amendement identique présenté par M. Jean-Christophe Lagarde:

Dans le premier alinéa du II de cet article, après les mots : « les modalités d'attribution des aides », insérer les mots : « , notamment en cas d'urgence, ».

Amendement présenté par M. Bernard Derosier et les commissaires membres du groupe socialiste :

Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« Une convention passée entre l'État et le département définit les modalités de financement de ce fonds et précise les moyens soit en crédits, soit en personnels, soit à ce double titre qui l'accompagnent. »

Article 42

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Article 43

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

(Article L. 451-2 du code de l'action sociale et des familles)

Amendement n° 4 présenté par M. François Goulard :

Dans la dernière phrase du premier alinéa de cet article, après les mots : « les départements », insérer les mots : « et les fédérations ou organismes représentatifs des institutions sociales et médico-sociales tels que définis à l'article L. 311-1 du code de l'action sociale et des familles. »

Amendement présenté par M. Rudy Salles et amendement identique n° 75 présenté par M. Bourg-Broc :

Dans la dernière phrase du premier alinéa de cet article, après le mot : « départements, », insérer les mots : « et en associant, notamment, les fédérations ou organismes représentatifs des insti-

tutions sociales et médico-sociales au sens de l'article L. 311-1 du code de l'action sociale et des familles ».

Amendement présenté par M. Pierre Morel-A-L'Huissier :

Dans le premier alinéa de cet article, après le mot « départements », insérer les mots « et avec, notamment, les fédérations ou organismes représentatifs des institutions sociales et médico-sociales au sens de l'article 1311-1 du code de l'action sociale et des familles ».

Article 44

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain et amendement identique présenté par M. Bernard Derosier et les commissaires membres du groupe socialiste :

Supprimer cet article.

(Article L. 451-2-1 du code de l'action sociale et des familles)

Amendement présenté par Mme Valérie Pecresse :

I — Rédiger ainsi le deuxième alinéa de cet article :

« L'aide financière de la région à ces établissements est constituée par une subvention annuelle couvrant, d'une part les dépenses d'investissement, d'entretien et de fonctionnement des locaux, d'autre part les dépenses administratives et celles liées à leur activité pédagogique. »

II — Supprimer le dernier alinéa de cet article.

Article 45

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain et amendement identique présenté par M. Bernard Derosier et les commissaires membres du groupe socialiste :

Supprimer cet article.

Amendement présenté par M. Bernard Derosier et les commissaires membres du groupe socialiste :

Avant le premier alinéa de cet article, insérer le paragraphe suivant :

« I. — L'État réalise un audit budgétaire en vue du transfert aux régions des aides aux étudiants inscrits dans les établissements publics ou privés dispensant des formations sociales, initiales, permanentes et supérieures, prévues à l'article L. 451-3 du code de l'action sociale et des familles. »

Article 46

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Amendement présenté par M. Bernard Derosier et les commissaires membres du groupe socialiste :

Avant le dernier alinéa du I de cet article, insérer l'alinéa suivant :

« Une convention passée entre l'État et le département définit les modalités de cette extension de compétence et précise les moyens soit en crédits, soit en personnels, soit à ce double titre qui l'accompagnent. »

Après l'article 46

Amendement présenté par Mme Valérie Pecresse :

Insérer l'article suivant :

« Une expérimentation de l'extension des compétences des départements en matière de pilotage de l'ensemble de la politique en faveur des personnes âgées est ouverte pour une durée de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

« Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application du présent article »

Article 47

(Article L. 149-1 du code de l'action sociale et des familles)

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Rédiger cet article :

« *Art. L. 149-1.* — Le comité départemental des retraités et des personnes âgées placé auprès du président du conseil général, à caractère consultatif, assure la participation des retraités et des personnes âgées à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques les concernant.

« Le comité comprend notamment des représentants des collectivités territoriales, de l'État, des représentants des associations ou organisations regroupant des personnes retraitées et des personnes âgées, des représentants des organismes finançant leur protection sociale et des personnes qualifiées.

« La composition, les modalités de désignation de ses membres et ses modalités de fonctionnement sont fixées par arrêté du président du conseil général.

« Chaque comité départemental des retraités et des personnes âgées est chargé de réaliser, dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur des présentes dispositions, un recensement du nombre de personnes âgées résidant sur le département, des structures d'accueil ainsi que des services d'aide à la personne. »

Article 48

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain et amendement identique présenté par M. René Dosière et les membres commissaires du groupe socialiste :

Supprimer cet article.

Article 49 A

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain et amendements identiques présentés par M. Jean-Jack Queyranne et les commissaires membres du groupe socialiste, par M. Gérard Vignoble et n° 110 présenté par M. Alain Gest :

Supprimer cet article.

Amendement présenté par M. Pierre Morel-A-L'Huissier :

Rédiger ainsi cet article :

« Avant le dernier alinéa de l'article L. 441-1 du Code de la construction et de l'habitation, est inséré l'alinéa suivant :

« Le maire ou, par délégation du maire, le président de l'EPCI, peut demander, dans le cadre d'une convention signée avec le représentant de l'État, à exercer les compétences de celui-ci en matière de logement des personnes prioritaires. »

Article 49

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

(Article L. 301-3 du code de la construction et de l'habitation)

Amendements présentés par M. Jean-Jack Queyranne et les commissaires membres du groupe socialiste :

- Dans le premier alinéa de cet article, supprimer le mot « locatifs ».
- Dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « celles en faveur de la rénovation de l'habitat privé et », insérer les mots « , le cas échéant, » .
- Dans le premier alinéa de cet article, après les mots « à la création de places d'hébergement », insérer les mots : « , les aides en faveur de l'action foncière pour le logement social, en faveur de la qualité de service, et de l'accession sociale à la propriété ».

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Dans la dernière phrase du quatrième alinéa de cet article, substituer aux mots : « tient compte », le mot : « respecte ».

(Article L. 301-5-1 du code de la construction et de l'habitation)

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Après la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article, insérer la phrase suivante :

« Elle fixe les modalités d'une obligation de résultat notamment quand à la réalisation du programme local de l'habitat ».

Amendements présentés par M. Jean-Jack Queyranne et les commissaires membres du groupe socialiste :

- Compléter le cinquième alinéa de cet article par les mots : « notamment en matière de conditions de financement des opérations, de plafonds de loyer et de plafond de ressources. »

- Avant le dernier alinéa de cet article, insérer l'alinéa suivant :

« La convention prévoit les conditions de délégation de tout ou partie des réservations de logements dont bénéficie, au titre de l'article L. 441-1, le représentant de l'État dans le département dans le ressort de l'établissement public de coopération intercommunale. »

(Article L. 301-5-2 du code de la construction et de l'habitation)

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Compléter le deuxième alinéa de cet article par la phrase suivante :

« Elle fixe les modalités d'une obligation de résultat notamment quand à la réalisation du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées et des programmes locaux de l'habitat. »

Amendements présentés par M. Jean-Jack Queyranne et les commissaires membres du groupe socialiste :

- Rédiger ainsi le début de la cinquième phrase du quatrième alinéa du III de cet article : « et le cas échéant, en hébergement... »

- Dans le huitième alinéa du III de cet article, après les mots : « les besoins en logement et », insérer les mots : « le cas échéant, »

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Compléter le III de cet article par le paragraphe suivant :

« 4° Le deuxième alinéa de l'article L. 302-2 du code de la construction et de l'habitation est ainsi modifié :

« L'établissement public de coopération intercommunale associe à l'élaboration du programme local de l'habitat l'état ainsi que les autres personnes morales concernées, notamment les associations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées. »

Amendements présentés par M. Jean-Jack Queyranne et les commissaires membres du groupe socialiste :

- Après le deuxième alinéa du XIII de cet article, insérer l'alinéa suivant :

« Lorsqu'une communauté urbaine, une communauté d'agglomération, un syndicat d'agglomération nouvelle, une communauté de communes, a signé une convention mentionnée à l'article L. 301-5-1 du code de la construction et de l'habitation, elle doit obligatoirement être signataire des conventions mentionnées à l'article 10 de la loi du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine qui seraient établies pour des opérations situées dans une commune membre de cet organisme. »

- Compléter la dernière phrase du dernier alinéa du XIII de cet article par les mots : « conjointement avec l'organisme ayant signé une convention mentionnée aux articles L. 301-5-1 ou L. 301-5-2 du code de la construction et de l'habitation ».

Après l'article 49

Amendement présenté par Mme Valérie Pécresse :

Insérer l'article suivant :

« I. — Une expérimentation de l'exercice de la compétence en matière de logement en application du livre III, à l'exception du chapitre I du titre V, des titres IV et VII du livre IV et du livre VI du code de la construction et de l'habitation est ouverte pour une durée de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi dans les conditions fixées aux II à VI du présent article.

« II. — Dans les départements retenus pour l'expérimentation, le département est compétent pour la politique du logement dans la limite des dispositions susvisées du code de la construction et de l'habitation.

« III. — Les départements peuvent se porter candidats à cette expérimentation auprès du ministre en charge du logement dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi. Le ministre en charge du logement se prononce sur les candidatures dans le délai de quatre mois suivant leur dépôt.

« IV. — Une convention passée entre État et le département définit les modalités de l'exercice de cette compétence et précise les moyens soit en crédits, soit en personnels, soit à ce double titre qui l'accompagnent.

« V. — L'évaluation de l'expérimentation fait l'objet, trois mois avant son terme, d'un rapport établi par le Gouvernement qui le transmet au Parlement, avec les observations des départements. »

Article 50

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain et amendement identique présenté par M. Jean-Jack Queyranne et les commissaires membres du groupe socialiste :

Supprimer cet article.

Amendements présentés par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

• I. — Rédiger ainsi le début de la deuxième phrase du deuxième alinéa du 3° du I de cet article :

« L'État, les communes ou leurs groupements, ainsi que les autres personnes morales concernées, notamment les associations ... (*le reste sans changement*) ;

II. — Compléter cet alinéa par les mots : « sont associés à son élaboration, sa mise en œuvre et à son évaluation. »

(art.6-2 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990)

• Compléter le premier alinéa de cet article par la phrase suivante :

« Toute demande d'aide doit faire l'objet d'une instruction et d'une décision notifiée dans le délai de 2 mois. »

(art.6-3 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990)

- Rédiger ainsi le premier alinéa de cet article :

« Art. 6-3. — Le financement du fonds de solidarité pour le logement est assuré par l'État et le département. »

Amendement présenté par M. Gérard Vignoble :

Compléter le premier alinéa de cet article par les mots : « à parité avec l'État ».

Amendement présenté par M. Jean-Jack Queyranne et les commissaires membres du groupe socialiste :

Compléter le premier alinéa de cet article par la phrase suivante :

« Le montant de ce financement est au moins égal en moyenne à la somme des crédits consacrés par l'État et le département au financement du FSL pour le logement 2001 et 2002, augmenté des sommes nécessaires pour assurer le financement des aides relatives aux impayés d'eau, d'électricité et de télécommunications.»

Amendement présenté par Mme Valérie Pécresse :

Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« L'accroissement, pour les départements, des charges liées à la mise en œuvre des présentes dispositions, notamment du retrait total ou partiel des partenaires, fera l'objet d'une compensation en application de l'article 88 *bis*. »

Amendement présenté par M. Bernard Derosier et les commissaires membres du groupe socialiste :

Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« Une convention passée entre l'État et le département définit les modalités de financement de ce fonds et précise les moyens soit en crédits, soit en personnels, soit à ce double titre qui l'accompagnent. »

Amendement présenté par M. Jean-Jack Queyranne et les commissaires membres du groupe socialiste :

Compléter cet article par les alinéas suivants :

« Electricité de France et les distributeurs d'électricité, Gaz de France et les distributeurs de gaz, France Télécom et les opérateurs de services téléphoniques ainsi que les distributeurs d'eau participent au financement du fonds de solidarité pour le logement.

« Le montant et les modalités de leurs concours financier respectifs font l'objet de convention entre les différents opérateurs et le département. »

Article 51

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

(art. L. 822-1 du code de l'éducation)

Amendement présenté par M. Michel Piron :

Rédiger ainsi le deuxième alinéa de cet article :

« Les décisions d'attribution des logements destinés aux étudiants sont prises par les centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires ou, par délégation de ces derniers, par l'université dans des conditions fixées par une convention. »

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain [retiré]:

Compléter le deuxième alinéa de cet article par la phrase suivante :

« La gestion de l'ensemble des logements étudiants ainsi pris en charge est conférée au CROUS territorialement compétent. »

Amendement présenté par M. René Dosière et les commissaires membres du groupe socialiste :

Après la première phrase du quatrième alinéa de cet article, insérer la phrase suivante :

« L'arrêté comprend un diagnostic de l'état des logements transférés, le programme des travaux nécessaires et le montant des participations du cédant et du cessionnaire pour le réaliser. »

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Le quatrième alinéa de cet article est complété par la phrase suivante :

« Toute décision de désaffectation des biens concernés est soumise à l'accord du représentant de l'État dans le département. »

Amendement présenté par M. Marc-Philippe Daubresse, rapporteur au nom de la commission des lois : [retiré]

Au début de la dernière phrase du quatrième alinéa de cet article, supprimer les mots : « dresse un diagnostic de l'état des logements et ».

(art. L. 822-2 du code de l'éducation)

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Rédiger ainsi cet article :

« Le conseil d'administration du Centre national des œuvres universitaires est chargé de définir la politique générale du Centre national et des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires. Les conseils d'administration du Centre national et des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires comprennent des représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements dans les conditions fixées par la loi.

« Le conseil d'administration est également chargé :

« 1° d'assurer la répartition des crédits budgétaires ordinaires et extraordinaires affectés aux centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires ;

« 2° de recueillir et de répartir tous dons, legs, subventions et aides diverses susceptibles de favoriser l'établissement, le fonctionnement ou le développement de ces œuvres. »

Après l'article 52

Amendements n° 130 et 118 présentés par M. François Goulard :

- Insérer l'article suivant :

« Le deuxième alinéa de l'article L. 146-7 du code de l'urbanisme est complété par les mots : « sauf exceptions ponctuelles ».

- Insérer l'article suivant :

« Dans la première phrase du dernier alinéa du I de l'article L. 146-4 du code de l'urbanisme, le mot : « préfet » est remplacé par les mots : « président du conseil régional ».

Après l'article 52 bis

Amendements présentés par Mme Valérie Pécresse :

- Insérer l'article suivant :

« A la suite du chapitre III du titre III est inséré un titre III bis intitulé « Urbanisme et logement », ainsi qu'un article 52 ter nouveau rédigé comme suit :

« Le titre du livre du code de l'urbanisme est modifié comme suit :

« I. — Le premier alinéa de l'article L. 141-1 du code de l'urbanisme est ainsi rédigé :

« La région Île-de-France élabore en association avec État et les départements de la Région un schéma directeur portant sur l'ensemble de cette région. »

« II. — Le cinquième alinéa de l'article L. 141-1 du code de l'urbanisme est ainsi rédigé :

« Ce schéma se compose :

« — d'un schéma régional qui détermine notamment les grands équilibres à l'échelle régionale, la localisation des grandes infrastructures de transport, des grands équipements structurants de santé, d'enseignement supérieur, d'assainissement et de traitement des déchets et autres et des grands pôles de services publics ;

« — de schémas départementaux d'aménagement et de développement équilibré qui déterminent à cette échelle l'organisation générale du développement spatial ainsi que la destination de différentes parties du territoire, les moyens de protection et de mise en valeur de l'environnement, la localisation préférentielle des extensions urbaines, ainsi que des activités industrielles, artisanales, agricoles, forestières et touristiques. »

« III. — La troisième phrase du neuvième alinéa de l'article L. 141-1 du code de l'urbanisme est ainsi rédigé :

« Cette dernière est effectuée par la région Île-de-France, en association avec État et les départements de la région, selon les règles fixées aux quatrième et cinquième alinéas du présent article ».

- Insérer l'article suivant :

« À la suite de l'article 52 ter nouveau est inséré un article 52 quater nouveau rédigé comme suit :

« I. — Une expérimentation de l'exercice de la compétence en matière de planification urbaine, au titre de l'article L. 141-1 du code de l'urbanisme, est ouverte aux départements de la région Île-de-France pour une durée de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi dans les conditions fixées aux II à IV du présent article.

« II. — Dans les départements retenus pour l'expérimentation, le département est compétent pour élaborer le schéma départemental d'aménagement et de développement équilibré de son ressort, visé à l'article L. 141-1 du code de l'urbanisme. Dans ce cas, le schéma définit, dans le cadre du schéma régional visé au même article, le parti général de développement à l'échelle de son territoire ainsi que la stratégie à conduire en matière de logement, d'équipements, de transports et d'espaces naturels.

« Pour l'élaboration de ce schéma, le conseil général recueille les propositions de l'État, du conseil régional et des groupements de communes compétents en matière de schéma de cohérence territoriale. A l'issue de cette élaboration, le projet leur est soumis pour avis.

« Le conseil général approuve le schéma départemental d'aménagement et de développement équilibré et le transmet à la région et à l'État pour intégration au schéma directeur de la région Île-de-France.

« La procédure de révision du schéma départemental est ouverte par une délibération du conseil général, qui détermine l'objet de la révision, ou de droit lorsque la procédure de révision du schéma directeur de l'Île-de-France est ouverte en application de l'article L. 141-1 du code de l'urbanisme.

« III. — Les départements de la région Île-de-France peuvent se porter candidats à cette expérimentation auprès du ministre chargé de l'équipement dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi. Le ministre chargé de l'équipement se prononce sur les candidatures dans le délai de quatre mois suivant leur dépôt.

« IV. — Une convention passée entre l'État et le département définit les modalités de l'exercice de cette compétence et précise les moyens soit en crédits, soit en personnels, soit à ce double titre, qui l'accompagnent. »

Amendement présenté par M. Christophe Caresche et les commissaires membres du groupe socialiste :

Insérer l'article suivant :

« L'article L.631-7 du code de la construction et de l'habitation est ainsi rédigé :

« *Art. L. 631-7.* — Dans les communes de l'agglomération parisienne, au sens du recensement général de la population ainsi que dans toute autre commune après délibération du conseil municipal, le changement d'usage des locaux destinés à l'habitation est soumis à autorisation préalable. Toutefois, les communes de l'agglomération parisienne peuvent, après avis du préfet par délibération, différer la mise en œuvre de cette procédure d'autorisation préalable ou en suspendre l'application par période maximale de six ans.

« Sont considérés comme locaux destinés à l'habitation, les logements sous toutes leurs formes y compris les logements foyers, les logements de gardien, chambres de service, logements liés à une activité professionnelle ou inclus dans un bail commercial, les locaux donnés en location par des loueurs en meublé au sens du premier alinéa de l'article 2 de la loi n° 49-458 du 2 avril 1949 modifiée, accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés. Sont également considérés comme locaux destinés à l'habitation les annexes de ces logements.

« L'usage d'habitation est apprécié sur la base des éléments figurant au fichier des propriétés bâties révisé en 1970, en tenant compte des changements d'usage définitifs autorisés depuis cette date et ayant donné lieu à une compensation effective.

« L'autorisation préalable au changement d'usage est délivrée par le maire au nom de la commune, le cas échéant après avis du maire d'arrondissement, en application d'un règlement pris après délibération du conseil municipal et enquête publique.

« Sont toutefois délivrés, au nom de l'État, par le préfet après avis du maire et, le cas échéant après avis du maire d'arrondissement, les autorisations concernant les demandes émanant de l'État, de la région, du département, de leurs établissements publics et concessionnaires ainsi que d'États étrangers ou d'organisations internationales.

« Le règlement, qui tient compte du programme local de l'habitat s'il existe, définit notamment, les conditions de délivrance de l'autorisation qui peut être subordonnée à la transformation concomitante en habitation de locaux ayant un autre usage. Des règles différenciées peuvent être adoptées par arrondissement, par quartier, par îlot ou par rue, en tenant compte de la nécessité de protéger la fonction résidentielle et afin d'assurer des services de proximité à la population résidente. Le règlement fixe également les conditions d'exercice dans une partie d'un local d'habitation, d'une profession qui ne puisse à aucun moment revêtir un caractère commercial si ce local constitue en même temps la résidence du demandeur.

« Les conseils municipaux des communes de l'agglomération parisienne doivent délibérer au plus tard au 1er janvier 2005, soit pour décider de mettre en œuvre la procédure d'autorisation préalable et d'élaborer le règlement prévu à l'alinéa précédent, soit pour en différer l'application par période maximale de six ans. Jusqu'au 1er janvier 2005, ou jusqu'à l'adoption du règlement qui ne peut être postérieure au 1er janvier 2006, les dispositions en vigueur à la date de la présente loi continueront à être appliquées. Au-delà du 1er janvier 2006, aucune autorisation ne pourra être délivrée en l'absence de délibération du conseil municipal adoptant le règlement ou différant l'application de la procédure d'autorisation préalable.

« Les communes qui ne font pas partie de l'agglomération parisienne mais qui souhaitent néanmoins appliquer le dispositif doivent adopter un règlement dans les conditions fixées au sixième alinéa. »

« II. — 1° L'article L 631-7-1 du même code est ainsi rédigé :

« *Art. L. 631-7-1.* — L'autorisation de changement d'usage est accordée à titre personnel. Elle cesse de produire effet lorsqu'il est mis fin, à titre définitif, pour quelque raison que ce soit, à l'exercice professionnel du bénéficiaire.

« L'usage des locaux définis à l'article L.631-7 n'est en aucun cas affecté par les dispositions de l'article 2262 du code civil. Toutefois, dans le cas où l'autorisation accordée est assortie d'une compensation, l'autorisation accordée est attachée au local et non à la personne. Cette précision doit alors figurer dans l'autorisation qui est publiée au fichier immobilier ou inscrite au livre foncier.

« Dans les communes où un règlement a été adopté :

« – les personnes ayant changé sans autorisation, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, l'usage d'un local visé au deuxième alinéa, bénéficient d'une autorisation à titre personnel si elles justifient de l'usage des lieux à des fins autres que d'habitation depuis au moins 10 ans à la date d'entrée en vigueur de la présente loi ;

« – les autorisations définitives accordées antérieurement, ayant donné lieu à une compensation effective sont attachées au local et non à la personne.

« Sont nuls de plein droit, tous accords ou conventions conclus en violation du présent article.

« Lorsque le changement d'usage fait l'objet de travaux entrant dans le champ d'application du permis de construire, la demande de permis ou la déclaration de travaux tient lieu de la demande de changement d'usage et le permis de construire ou la non opposition à la déclaration de travaux tient lieu, pour le demandeur, de l'autorisation prévue au présent article.

« 2° Les locaux régulièrement affectés à un usage autre que l'habitation qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, sont temporairement affectés à l'habitation en vertu d'une déclaration d'affectation temporaire des locaux, peuvent, nonobstant les dispositions de l'article L. 631-7 du code de la construction et de l'habitation, retrouver leur affectation antérieure sur simple déclaration adressée au maire avant l'expiration du délai mentionné dans la déclaration d'affectation temporaire. Les locaux qui, à l'expiration de ce délai, demeurent affectés à l'habitation sont régis par les dispositions applicables aux locaux à usage d'habitation. »

« III. — Les articles L 631-7-2, L. 631-8 et L.631-9 du même code de la construction et de l'habitation sont abrogés.

« IV. — Dans l'article L 631-7-3 du même code les mots: « Par dérogation aux dispositions de l'article L 631-7 » sont supprimés.

« V. — 1° Le premier alinéa de l'article L. 651-2 du même code est rédigé de la façon suivante :

« Toute personne qui enfreint les dispositions de l'article L.631-7 du code de la construction et de l'habitation ou qui ne se conforme pas aux conditions ou obligations imposées en application de cet article est condamnée à une amende civile de 25 000 euros ; le juge ordonne le retour à l'habitation des locaux transformés sans autorisation et à l'expiration du délai accordé prononce une astreinte pouvant aller jusqu'à 1 000 euros par jour et par mètre carré utile des locaux irrégulièrement transformés. »

« 2° Aux premier et deuxième alinéas de l'article L 651-3 du même code, les valeurs de « 6 000 € » et « 12 000 € » sont remplacées respectivement par les valeurs de « 8 000 à 80 000 € » et « 120 000 à 160 000 € ».

Article 53

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Article 54

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Amendements présentés par M. Gérard Vignoble :

• Compléter la première phrase du premier alinéa de cet article par les mots : « et de participer à la formation des professions médicales et para-médicales ».

• Compléter la première phrase du premier alinéa de cet article par les mots : « et de participer à la prévention et à l'éducation de la santé. »

- Compléter la première phrase du premier alinéa de cet article par les mots : « et de participer à l'organisation des soins ».

- Dans l'avant-dernier alinéa de cet article, après les mots « l'article L. 6115-7 du code la santé publique », insérer les mots : « et des organismes d'assurance complémentaires ».

- Dans l'avant-dernier alinéa de cet article, après les mots : « désignés par le conseil régional en son sein », insérer les mots : « et des représentants du conseil régional de la santé désignés par collèges ».

Article 56

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Article 57

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Article 58

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

(art. L. 4382-2 du code de la santé publique)

Amendement présenté par M. Bernard Derosier et les commissaires membres du groupe socialiste:

Dans l'avant-dernière phrase de cet article, après les mots : « après avis », insérer le mot : « conforme ».

Article 59

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Article 60

Amendement présenté par M. André Chassaing et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Amendement présenté par M. Bernard Derosier et les commissaires membres du groupe socialiste:

Supprimer le I de cet article.

Amendements présentés par M. André Chassaing et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

• Dans le 3° de cet article, après le mot : « personnels », insérer les mots : « enseignants, ingénieurs, administratifs, techniciens ouvriers de santé et de service, vacataires et assistants d'éducation, ».

• Dans le 3° de cet article, supprimer les mots : « qui relèvent de sa responsabilité ».

• Avant le dernier alinéa de cet article, insérer l'alinéa suivant :

« L'État assure l'accueil, la restauration, l'hébergement ainsi que l'entretien général et technique des établissements dont il a la charge ».

• Avant le dernier alinéa de cet article, insérer l'alinéa suivant :

« Le développement sur tous supports des outils et méthodes pédagogiques ».

Après l'article 60

Amendement présenté par M. André Chassaing et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Insérer l'alinéa suivant :

« Après l'article 12 de la loi n° 54-405 du 10 avril 1954 relative au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de l'Éducation nationale pour l'exercice 1954, il est inséré un article ainsi rédigé :

« *Art. 12 bis.* — Le Centre national de documentation pédagogique est investi des missions de production et d'édition de la documentation pédagogique de l'Éducation nationale, sur tous supports techniques existants, à l'exclusion des manuels scolaires. »

Article 61

Amendements présentés par M. André Chassaing et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

• Supprimer cet article.

(art. L. 239-1 du code de l'éducation)

• Compléter le premier alinéa de cet articles par les mots : « ainsi que des représentants du personnel, des parents d'élèves, des élèves et des étudiants ».

Article 62

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Amendement présenté par M. Bernard Derosier et les commissaires membres du groupe socialiste:

Au début du dernier alinéa de cet article, après les mots : « relevant de leur compétence, », insérer les mots : « ou après leur avis pour les autres établissements situés sur leur territoire, ».

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Dans le dernier alinéa de cet article, après les mots : « schéma provisionnel des formations. », insérer les mots : « du second degré ».

Article 63

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Article 64

Amendement présenté par M. Pierre Lequiller :

I. — Dans la dernière phrase du troisième alinéa du I de cet article, après les mots « Lorsque le département effectue » insérer les mots « ou a effectué ».

II. — Dans la dernière phrase du dernier alinéa du II de cet article, après les mots « Lorsque la région effectue », insérer les mots « ou a effectué ».

Article 65

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Article 66

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Après l'article 66

Amendement présenté par M. Emile Blessig :

Insérer l'article suivant :

« I. — L'article L. 211-2 du code de l'éducation est abrogé.

« II. — L'article L. 214-1 du code de l'éducation est remplacé par les dispositions suivantes :

« La région arrête la structure pédagogique générale des lycées qui lui sont rattachés. À cette fin, après concertation avec le président du conseil régional, l'État fait connaître à la région les moyens qu'il se propose d'attribuer à l'académie ou aux académies situées dans son ressort. La structure pédagogique devient définitive lorsqu'une convention portant sur les moyens attribués par l'État à l'académie ou aux académies et leurs modalités d'utilisation a été conclue entre le représentant de l'État et le président du conseil régional mandaté à cet effet. »

« III. — Au premier alinéa de l'article L. 214-5 du code de l'éducation, les mots : « qui résulte du schéma prévisionnel mentionné à l'article L. 214-1 du présent code », sont remplacés par les mots : « qui résulte de la planification réalisée conformément à l'article L. 214-1. »

Article 67

Amendements présentés par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

• Supprimer cet article.

• Supprimer le I de cet article.

• Compléter le dernier alinéa de I de cet article par la phrase suivante :

« Ces missions ne doivent être en aucun cas externalisées. »

• Supprimer le II de cet article.

• Compléter le dernier alinéa du II de cet article par la phrase suivante :

« Ils appartiennent à des cadres d'emploi de la fonction publique territoriale régis par des statuts particuliers. »

Amendement présenté par M. Pierre Lequiller :

Compléter le second alinéa du II de cet article par l'alinéa suivant :

« Une péréquation sera effectuée entre les départements de la région Île de France pour compenser les inégalités de répartition des effectifs de personnels techniciens, ouvriers et de service. »

Amendements présentés par M. André Chassaing et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

- Supprimer les III et IV de cet article.

- Compléter le dernier alinéa du III de cet article par la phrase suivante :

« Ces missions ne doivent en aucun cas être externalisées. »

- Compléter la première phrase du dernier alinéa du IV de cet article par les mots : « qui sont affectés dans un cadre d'emploi spécifique à l'Éducation nationale »

- Supprimer les V, VI, VII, VIII, IX, X, XI et XII de cet article.

Amendement présenté par M. Pierre Lequiller :

Compléter X de cet article par l'alinéa suivant :

« Le chef d'établissement est assisté des services d'intendance et d'administration ; il encadre et organise le travail des personnels techniciens, ouvriers et de service placés sous son autorité. Il assure la gestion du service de demi-pension conformément aux modalités d'exploitation définies par la collectivité compétente. Un décret détermine les conditions de fixation des tarifs de restauration scolaire et d'évolution de ceux-ci en fonction du coût, du mode de production des repas et des prestations servies. »

Après l'article 67

Amendement présenté par M. Alain Gest :

Insérer l'article suivant :

« I. — 1° L'article L. 212-4 du code de l'éducation est complété par l'alinéa suivant :

« — à l'exception des droits dus en contrepartie de la reproduction par reprographie à usage pédagogique d'œuvres protégées dans les écoles de 1^{er} degré. Ces dépenses sont à la charge de l'État.

« 2° L'article L. 211-8 du code de l'éducation est complété par l'alinéa suivant :

« 7° Des droits dus en contrepartie de la reproduction par reprographie à usage pédagogique d'œuvres protégées des écoles du premier degré.

« II. — La perte de recettes pour l'État est compensée, à due concurrence, par la création, à son profit, d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. »

Article 67 bis

Amendement présenté par M. André Chassaing et les commissaires membres du groupe communiste et républicain et amendement identique présenté par M. Bernard Derosier et les commissaires membres du groupe socialiste:

Supprimer cet article.

Amendement présenté par M. André Chassaing et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Compléter le dernier alinéa du II de cet article par la phrase suivante :

« Les médecins libéraux et les étudiants en médecine ne sont pas habilités à réaliser tout ou partie des bilans de santé des élèves. »

Article 68

Amendement présenté par M. André Chassaing et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Amendement présenté par M. Pierre Lequiller :

Compléter le premier alinéa de cet article par la phrase suivante :

« Les départements deviennent également propriétaires et ont la charge du fonctionnement des écoles primaires et maternelles à sections internationales situées dans leur ressort. »

Article 69

Amendement présenté par M. André Chassaing et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Article 70

Amendement présenté par M. André Chassaing et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Amendement n° 115 présenté par M. Jean-François Mancel :

Compléter le troisième alinéa (1°) du B du I de cet article par les mots :

« lorsqu'ils résident dans une commune qui n'assure pas directement ou indirectement la restauration et la garde des enfants ou si la commune n'a pas organisé un service d'assistantes maternelles agréées. »

Amendement présenté par M. Jean-Christophe Lagarde et amendement identique présenté par M. Gérard Vignoble :

Substituer au sixième alinéa du B du I les alinéas suivants :

« Lorsque la compétence en matière de fonctionnement des écoles publiques de la commune de résidence a été transférée à un établissement public de coopération intercommunale, le président de cet établissement est substitué au maire de ladite commune pour en apprécier leur capacité d'accueil et négocier les éventuelles participations financières. »

« Lorsque la compétence en matière de fonctionnement des écoles publiques de la commune d'accueil a été transféré à un établissement public de coopération intercommunale, le président de cet établissement est substitué au maire de ladite commune pour apprécier leur capacité d'accueil et décider de l'inscription des enfants résidant dans une commune extérieure à l'EPCI ».

(art. L. 442-13-1 du code de l'éducation)

Amendement n° 88 présenté par M. Bruno Bourg-Broc :

Rédiger ainsi cet article :

« *Art. L. 442-13-1.* — Lorsque le fonctionnement des écoles publiques de la commune d'accueil a été transféré à un établissement public de coopération intercommunale, le président de cet établissement est substitué au maire de ladite commune pour apprécier leur capacité d'accueil et décider de l'inscription des enfants résidant dans une commune extérieure à l'établissement public de coopération intercommunale. »

Article 70 bis

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Article 70 ter

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Article 71

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Après l'article 71

Amendement présenté par M. Bernard Derosier et les commissaires membres du groupe socialiste:

Insérer l'article suivant :

« Il est inséré dans le code de la voirie routière un article L. 131-9 ainsi rédigé :

« *Art. L. 131-9.* — Pour l'organisation des transports scolaires, le département aménage en tant que de besoin les abords de la voirie départementale.

« Ces aménagements respectent les normes de sécurité fixées par le décret pris en Conseil d'Etat auquel renvoie le deuxième alinéa de l'article L. 213-11 du code de l'éducation ».

Article 72

Amendements présentés par M. André Chassaing et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

- Supprimer cet article.
- I. — Supprimer le II de cet article.

II. — A la fin du premier alinéa du III de cet article, supprimer les mots : « et de transmission à l'Etat de ces informations, à titre gratuit et libre de droit aux fins de mise à disposition du public. »

III- Supprimer la dernière phrase du deuxième alinéa du IV de cet article.

IV. — Rédiger ainsi le VI de cet article :

« VI. — L'État, les régions et les communes peuvent engager des collaborations afin d'assurer les droits et obligations résultant pour l'État des conventions passées et des programmes de recherche engagés au niveau régional dans le domaine de l'inventaire du patrimoine culturel antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi. »

Article 73

Amendement présenté par M. André Chassaing et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Article 74

Amendements présentés par M. André Chassaing et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

- Supprimer cet article.
- I. — Substituer aux deux premiers alinéas du I de cet article les deux alinéas suivants :

« L'Etat garde la compétence de la programmation des travaux et de la gestion des crédits budgétaires affectés à l'entretien et à la restauration des immeubles, orgues et objets classés ou inscrits au titre de la loi du 31 décembre 1913 dont ni lui, ni ses établissements publics n'ont la propriété.

« Cependant, les collectivités locales et territoriales peuvent aussi prendre l'initiative et la responsabilité du financement de travaux non programmés par l'Etat. »

II. — Dans le troisième alinéa du I, supprimer les mots : « ou, dans le cas prévu au II du présent article, le département ».

III. — Supprimer les paragraphes II, IV et V.

Amendement présenté par M. Pierre Lequiller :

À la fin du IV de cet article, substituer aux mots : « aux départements », les mots : « aux collectivités territoriales qui en font la demande ».

Article 75

Amendements présentés par M. André Chassaing et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

- Supprimer cet article.

(art. L. 216-2 du code de l'éducation)

• I. — Compléter le deuxième alinéa de cet article par les mots : « avec les concours financiers déconcentrés de l'État. »

II. — Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« L'État devant créer les conditions de l'égalité d'accès des citoyens aux enseignements artistiques, il conserve la gestion et la responsabilité des concours financiers accordés aux communes pour le fonctionnement des écoles nationales de musique, de danse et d'art dramatique et des conservatoires nationaux de région. Ces concours financiers devront être tels qu'ils permettent de réduire les disparités de coût pour un même enseignement sur l'ensemble du territoire national à une fourchette de plus ou moins 20 %. »

Amendement n° 76 présenté par M. Bruno Bourg-Broc :

Dans la deuxième phrase du quatrième alinéa de cet article, après les mots : « communes concernées », insérer les mots : « et les établissements publics de coopération intercommunale compétents ».

Amendement présenté par M. Bernard Derosier et les commissaires membres du groupe socialiste :

Après le cinquième alinéa de cet article, insérer l'alinéa suivant :

« Une convention passée entre l'État et la collectivité territoriale concernée définit les modalités des extensions de compétence dont il est question aux cinq alinéas précédents et précise les moyens soit en crédits, soit en personnels, soit à ce double titre qui l'accompagnent. »

Amendement n° 77 présenté par M. Bruno Bourg-Broc :

Supprimer le II de cet article.

Article 76

Amendements présentés par M. André Chassaing et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

- Supprimer cet article.

• Rédiger ainsi la dernière phrase du dernier alinéa de cet article :

« Les enseignants qui exercent dans des établissements de collectivité territoriale dispensant un enseignement reconnu de niveau supérieur sont intégrés dans les corps d'accueil correspondants de la fonction publique de l'État. »

Article 77

Amendement présenté par M. André Chassaing et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Amendement présenté par M. Bernard Derosier et les commissaires membres du groupe socialiste:

Compléter le deuxième alinéa du I de cet article par la phrase suivante :

« Une convention passée entre l'État et la collectivité territoriale concernée ou son groupement définit les modalités de cette compensation financière et précise l'estimation de la quotité de temps de travail dont il est question. »

Amendement présenté par M. Christian Estrosi:

Substituer à la dernière phrase du quatrième alinéa du I de cet article, les phrases suivantes :

« Sur demande des départements intéressés, les parcs de l'équipement mentionnés à l'article 2 de la loi du 2 décembre 1992 précitée peuvent leur être transférés.

« Ce transfert est de droit lorsque le domaine de la voirie nationale non transféré est, au regard de l'étendue de la nouvelle voirie départementale, inférieur à un seuil déterminé par décret.

« Les conditions de ce transfert s'apprécient à la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

« L'État définit, après avis du conseil général, les conditions d'affectation du parc de l'équipement à l'aménagement, à la sécurisation et à l'entretien des routes nationales dans le département. »

Amendement présenté par M. Valérie Pécresse:

I. — Dans le dernier alinéa du I de cet article, substituer aux mots : « emplois pourvus », les mots : « postes budgétaires. »

II. — Compléter le dernier alinéa de cet article par les mots : « si le nombre de postes budgétaires constaté au 31 décembre 2004 est inférieur à celui constaté au 31 décembre 2002, c'est ce dernier qui est transféré ».

Amendement présenté par M. René Dosière et les commissaires membres du groupe socialiste:

Compléter le I de cet article par l'alinéa suivant :

« L'effectif des personnels affectés aux missions transférées aux collectivités territoriales et à leurs groupements par la loi n° du relative aux responsabilités locales, est équivalent à celui des personnels, statutaires et contractuels, réellement affectés à ces missions durant l'avant dernière année précédant la date du dépôt du projet de loi, support à la loi précitée. »

Amendement présenté par M. Bernard Derosier et les commissaires membres du groupe socialiste:

Supprimer la dernière phrase du dernier alinéa du II de cet article.

Article 78

Amendement présenté par M. André Chassaing et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Article 79

Amendement présenté par M. André Chassaing, et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Article 80

Amendements présentés par M. André Chassaing et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

- Supprimer cet article.

- I. — Compléter le premier alinéa du III de cet article par la phrase suivante : « Ils conservent leur rémunération antérieure. »

- II. — Le taux de l'intérêt sur les sociétés est relevé à due concurrence.

Amendement présenté par M. René Dosièrre et les commissaires membres du groupe socialiste:

Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication des décrets du Conseil d'État fixant les transferts définitifs des services, l'État informe individuellement les agents des lycées et collèges, titulaires ou non titulaires, sur les implications de la présente loi en ce qui concerne le déroulement de leur carrière, leurs droits et obligations en matière de retraite et de prévention des risques professionnels ».

Article 81

Amendements présentés par M. André Chassaing et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

- Supprimer cet article.

- Dans l'avant-dernier alinéa de cet article, substituer aux mots : « peuvent être », le mot : « sont ».

Article 82

Amendements présentés par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

- Supprimer cet article.
- Rédiger ainsi la dernière phrase de cet article :

« Ils peuvent, si besoin est, compléter la durée de service en vue de remplir la condition de quinze ans exigée par les dispositions qui leur sont applicables au titre du régime de pension dont ils relèvent. »

Article 83

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Article 84

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Après le premier alinéa de cet article, insérer l'alinéa suivant :

« Une commission commune tripartite, composée de représentants des administrations de l'État et des collectivités territoriales et de représentants du personnel, est mise en place dans les départements et les régions. »

Article 85

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Article 86

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Article 87

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Article 88 A

Amendement présenté par M. René Dosière et les commissaires membres du groupe socialiste [retiré] :

Compléter le 2° du II de cet article par la phrase suivante :

« Ce bilan retrace également l'évolution du montant des impositions ou produits d'impositions transférés en compensation de création, transferts ou extensions de compétences intervenus durant cette période. »

Avant l'article 88

Amendement présenté par M. André Chassigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Insérer l'article suivant :

« I. — Le 1° de l'article 1467 du code général des impôts est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« c) L'ensemble des titres de placement et de participation, les titres de créances négociables, les prêts à court, moyen et long termes. Ces éléments sont pris en compte pour la moitié de leur montant figurant à l'actif du bilan des entreprises assujetties. Pour les établissements de crédits et les sociétés d'assurance, le montant net de ces actifs est pris en compte après réfaction du montant des actifs représentatifs de la couverture des risques, contrepartie et obligations comptables de ces établissements.

« La valeur nette des actifs, déterminée selon les dispositions du précédent alinéa, est prise en compte après réfaction de la valeur locative des immobilisations visées au a. »

« II. — L'article 1636 du même code est ainsi rédigé :

« Art. 1636. — Le taux grevant les actifs définis au c de l'article 1467 est fixé à 0,5%. Il évolue chaque année, pour chaque entreprise assujettie, à proportion d'un coefficient issu du rapport entre la valeur relative aux actifs définis au c de l'article 1467 au regard de la valeur ajoutée créée par l'entreprise. »

« III. — 1. Le II de l'article 1648 A *bis* du même code est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« la moitié du produit résultant de l'imposition des actifs définis au c de l'article 1467, suivant les règles fixées par l'article 1636. »

« 2. Le I de l'article 1648 B *bis* du même code est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« de la moitié du produit résultant de l'imposition des actifs définis au c de l'article 1467 suivant les règles fixées par l'article 1636. »

« IV. — 1. Dans le deuxième alinéa du 1 du I ter de l'article 1647 B *sexies* du même code, après les mots : « la base », sont insérés les mots : « à l'exception de celle définie par le c de l'article 1467 ».

« 2. Le premier alinéa du 4° du 1 de l'article 39 du même code est complété in fine par les mots : « et de l'imposition résultant de la prise en compte des actifs financiers définis au c de l'article 1467, selon les règles fixées par l'article 1636. »

Article 88

Amendements présentés par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

- Supprimer cet article.
- Après les mots : « à l'exercice des compétences transférées », supprimer la fin du deuxième alinéa du I de cet article.

Amendements présentés par M. Émile Blessig et amendements identiques présentés par M. Pierre-A-Morel-L'Huissier :

- Dans la première phrase du deuxième alinéa du I de cet article, substituer au mot : « dépenses », le mot : « crédits ».
- Rédiger ainsi la première phrase du troisième alinéa du I de cet article :

« Le droit à compensation des charges d'investissement transférées par la présente loi est égal à la moyenne des dotations actualisées en autorisations de programme, hors taxes et hors fonds de concours, inscrites dans les lois de finances, avant toute annulation, sur une période d'au moins cinq ans précédant le transfert de compétences ».

Amendement présenté par Mme Valérie Pecresse :

Le deuxième alinéa du I est complété par la phrase suivante :

« Ces ressources seront augmentées des dépenses affectées par l'État au titre de la gestion des personnels transférés, notamment en matière de recrutement, de formation et de prestations sociales et autres sujétions. »

Amendements présentés par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

I. — Dans la première phrase du troisième alinéa du I de cet article, substituer aux mots : « cinq ans », les mots : « dix ans ».

II. — Pour compenser la perte de recettes résultant du A ci-dessus, compléter cet article par le paragraphe suivant :

« Le taux de l'impôt sur les sociétés est relevé à due concurrence de l'extension du droit à compensation des charges d'investissement prévu au troisième alinéa du I. »

- I. — Rédiger ainsi le II de cet article :

« II. — La compensation financière des transferts de compétences s'opère par l'attribution d'impositions de toute nature et de dotations budgétaires, dans les conditions fixées par la loi de finances. »

II. — Pour compenser la perte de recettes résultant du A ci-dessus, compléter cet article par le paragraphe suivant :

« Le taux de l'impôt sur les sociétés est relevé à due concurrence de la compensation financière des transferts de compétence prévue au II. »

- I. — Supprimer la dernière phrase du 1^o du III de cet article.

II. — Compléter le III de cet article par l'alinéa suivant :

« Les droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts sont relevés à due concurrence. »

Amendement présenté par M. René Dosière et les commissaires membres du groupe socialiste :

I. — À la fin de la première phrase du troisième alinéa du I de cet article, substituer aux mots : « précédant le transfert de compétences », les mots : « s'achevant avec l'antépénultième année précédant le transfert de compétences ».

II. — Dans le dernier alinéa du I de cet article, substituer aux mots « précédant le transfert de compétences », les mots : « s'achevant avec l'antépénultième année précédant le transfert de compétences ».

Amendement présenté par M. Émile Blessig :

Compléter le I de cet article par l'alinéa suivant :

« Le droit à compensation des charges de personnel correspondant aux emplois transférés dans les conditions prévues à l'article 77 est égal à la moyenne des dépenses actualisées constatées sur une période de trois ans précédant le transfert de compétences correspondant ou, si ce montant est supérieur, à la moyenne des dépenses actualisées sur une période de trois ans précédant le 31 décembre 2002. La compensation financière prend effet à la date de recrutement ou de détachement des agents concernés dans la collectivité. »

Amendement présenté par M. Bernard Derosier et les commissaires membres du groupe socialiste :

Compléter le III de cet article, par la phrase suivante :

« Une convention passée entre l'État et la collectivité territoriale nouvellement compétente concernée définit les modalités de ce transfert financier et précise, le cas échéant, les moyens en personnels qui l'accompagnent. »

Après l'article 88

Amendements présentés par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

- Insérer l'article suivant :

« I. — Dans le premier alinéa du I de l'article 1414 A du code général des impôts, le taux : « 4,3 % » est remplacé par le taux : « 2 % ».

« II. — Les taux applicables aux deux dernières tranches du tarif de l'impôt de solidarité sur la fortune sont augmentés à due concurrence. »

- Insérer l'article suivant :

« L'avant dernier alinéa de l'article L. 2334-17 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :

« L'indice synthétique de ressources et de charges est obtenu par addition des rapports visés aux 1°, 2°, 3° et 4° en pondérant, en 2004, le premier par 40 %, le deuxième par 15 %, le troisième par 30 % et le quatrième par 15 % ; en 2005, le premier par 35 %, le deuxième par 17,5 %, le troisième par 30 % et le quatrième par 17,5 % ; en 2006, le premier par 30 %, le deuxième par 20 %, le troisième par 30 % et le quatrième par 20 % ; en 2007 et les années suivantes, le premier par 20 %, le deuxième par 25 %, le troisième par 30 % et le quatrième par 25 % »

- Insérer l'article suivant :

« Le 4 du I de l'article 1636 B *sexies* du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Toutefois, en l'absence d'augmentation du taux d'imposition de la taxe d'habitation et des taxes foncières, les communes, les départements et les organismes de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre peuvent augmenter le taux d'imposition de la taxe professionnelle dans les limites fixées par l'évolution de la formation brute de capital fixe, telle que définie par la loi de finances. »

Après l'article 88 ter

Amendement présenté par M. Bernard Derosier et les commissaires membres du groupe socialiste :

- Insérer l'article suivant :

« À l'article L.1321-3 du code général des collectivités territoriales, après le second tiret du 2^e paragraphe, ajouter la phrase suivante :

« diminué du montant des investissements réalisés par la collectivité bénéficiaire pour le terrain d'assiette et la construction du bâtiment mis à disposition. »

Amendement présenté par M. Christian Decocq :

- Insérer l'article suivant :

« I. — Le comité des finances locales défini à l'article L.1211-4-1 du code général des collectivités territoriales peut demander l'établissement d'un diagnostic préalable à la mise à disposition au titre de l'expérimentation et/ou des délégations de compétences des infrastructures ou des biens du domaine public.

« II. — Ce diagnostic technique et financier doit permettre d'évaluer la faisabilité et les coûts de la remise en état appropriée des infrastructures ou des biens du domaine public transférés. Cette remise en état appropriée correspond à une mise en conformité au regard des normes existantes ou une requalification appropriée au regard des usages liés à ces ouvrages ou ces biens. »

« III. — Le coût de ce diagnostic est à la charge de l'État.

Amendements présentés par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

- Insérer l'article suivant :

« Après le premier alinéa de l'article L. 1614-2 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Cette évaluation comprend notamment un diagnostic d'expertise sur les équipements publics éventuellement transférés. »

- Insérer l'article suivant :

« I. — À la fin du I de l'article L. 1615-6 du code général des collectivités territoriales, le pourcentage : « 15,482 % » est remplacé par le pourcentage : « 16,388 % ».

« II. — La perte de recettes résultant pour l'État de l'application des dispositions du I est compensée par le relèvement à due concurrence, du taux de l'impôt sur les sociétés. »

- Insérer l'article suivant :

« I. — L'article L. 2334-33 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :

« *Art. L. 2334-33.* — La dotation globale d'équipement est répartie, après constitution d'une quote-part au profit des collectivités territoriales et groupements mentionnés à l'article L. 2334-37, entre les établissements publics de coopération communale et les communes. »

« II. — Les articles L. 2334-35 et L. 2334-35-1 du même code sont abrogés.

« III. — L'article L. 2334-34 du même code est ainsi rédigé :

« *Art. L. 2334-34.* — À compter de la publication de la présente loi, le taux de concours de l'Etat au titre de la dotation globale d'équipement sera porté progressivement au dixième du montant des dépenses réelles d'équipement. »

« IV. — Le taux prévu à l'article 219 du code général des impôts est relevé à due concurrence. »

- Insérer l'article suivant :

« I. — Dans la seconde phrase du II de l'article 1641 du code général des impôts, le taux : « 4,4 % » est remplacé par le taux : « 4 % ».

« II. — Pour compenser la perte de recettes résultant du I ci-dessus, les taux des prélèvements prévus au 3 du I de l'article 1641 du code général des impôts sont relevés forfaitairement à due concurrence. »

Article 89

Amendements présentés par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

- Supprimer cet article.
- Supprimer le II de cet article.
- Supprimer le III de cet article.

• I. — Dans la première phrase du III de cet article, supprimer les mots : « calculées hors taxes et hors fonds de concours, »

II. — Pour compenser la perte de recettes résultant du A ci-dessus, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

« L'augmentation du prélèvement sur recettes résultant du transfert des ressources prévu au III est compensée à due concurrence par le relèvement du taux de l'impôt sur les sociétés. »

Amendement présenté par M. Bernard Derosier et les commissaires membres du groupe socialiste :

Avant la dernière phrase du III de cet article, insérer la phrase suivante :

« Une convention passée entre l'État et le département définit les modalités de ce transfert financier et précise, le cas échéant, les moyens en personnels qui l'accompagnent. »

Après l'article 89

Amendement présenté par M. Gérard Vignoble :

Insérer l'article suivant :

« L'article L. 1111-3 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« À ce titre, l'exercice d'une compétence est réservé à un niveau de collectivité et un seul et interdit tout exercice par une autre collectivité. »

Avant l'article 90

Amendement présenté par M. René Dosière et les commissaires membres du groupe socialiste :

Insérer l'article suivant :

« Le droit de vote et d'éligibilité pour l'élection des conseils des collectivités territoriales peut être accordé aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France. »

Article 90

Amendements présentés par M. René Dosière et les commissaires membres du groupe socialiste :

- Rédiger ainsi cet article :

« I. — Dans le chapitre II du titre unique du livre I^{er} de la première partie du code général des collectivités territoriales, l'intitulé « Section unique » devient « Section I » et il est ajouté une section II ainsi rédigée :

« Section II
« Consultation des électeurs

« Art. L. 1112-15. — Les électeurs d'une collectivité territoriale peuvent être consultés sur les décisions que les autorités de cette collectivité envisagent de prendre pour régler les affaires relevant de la compétence de celle-ci. La consultation peut être limitée aux électeurs d'une partie du ressort de la collectivité, pour les affaires intéressant spécialement cette partie de la collectivité.

« Art. L. 1112-16. — Dans une commune, un cinquième des électeurs inscrits sur les listes électorales et, dans les autres collectivités territoriales un dixième des électeurs, peuvent saisir le conseil de la collectivité en vue de l'organisation d'une consultation sur toute affaire relevant de la décision de ce conseil.

« Dans l'année, un électeur ne peut signer qu'une seule saisine tendant à l'organisation d'une consultation par une même collectivité territoriale.

« Le ou les organisateurs d'une demande de consultation dans une collectivité territoriale autre que la commune sont tenus de communiquer à l'organe exécutif de cette collectivité une copie des listes électorales des communes où sont inscrits les auteurs de la demande.

« *Art. L. 1112-17.* - L'organe délibérant de la collectivité territoriale arrête le principe et les modalités d'organisation de cette consultation. Sa délibération indique expressément que cette consultation n'est qu'une demande d'avis. Elle fixe le jour du scrutin et convoque les électeurs. Elle est transmise deux mois au moins avant la date du scrutin au représentant de l'État. Si celui-ci l'estime illégale, il dispose d'un délai de dix jours à compter de sa réception pour en saisir le tribunal administratif et assortir sa demande de conclusions de suspension dans les conditions prévues à l'article L. 521-1 du code de justice administrative.

« *Art. L. 1112-18.* - Si la délibération émane de l'assemblée délibérante d'une collectivité territoriale autre que la commune, le représentant de l'État dans cette collectivité la notifie dans un délai de quinze jours aux maires des communes dans lesquelles la consultation est prévue, sauf s'il a été fait droit à sa demande de suspension.

« Les maires organisent le scrutin. Si un maire refuse de procéder à cette organisation, le représentant de l'État, après l'en avoir requis, y procède d'office.

« *Art. L. 1112-19.* - Les dépenses liées à l'organisation de la consultation des électeurs constituent une dépense obligatoire de la collectivité territoriale qui l'a décidée. Il en est de même lorsqu'il est fait application du deuxième alinéa de l'article L. 1112-18.

« *Art. L. 1112-20.* - Les électeurs font connaître par « oui » ou par « non » s'ils approuvent le projet de délibération ou d'acte qui leur est présenté. Après avoir pris connaissance du résultat de la consultation, l'autorité compétente de la collectivité territoriale arrête sa décision sur l'affaire qui en a fait l'objet.

« *Art. L. 1112-21.* - Les dispositions des onze premiers alinéas de l'article L. O. 1112-6 sont applicables à la consultation des électeurs.

« Pendant le délai d'un an à compter de la tenue d'un référendum local ou d'une consultation des électeurs à l'initiative d'une collectivité territoriale, celle-ci ne peut organiser une autre consultation portant sur le même objet. »

« II. — À l'article L. 5211-49 du code général des collectivités locales, dans le premier alinéa, les mots : « en matière d'aménagement » sont supprimés. Dans le troisième alinéa de ce même article, les mots : « une opération d'aménagement » sont remplacés par les mots : « une affaire ».

« III. — Le chapitre II du titre IV du livre I^{er} de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales est abrogé. »

- Rédiger ainsi cet article :

« I. — Dans le chapitre II du titre unique du livre I^{er} de la première partie du code général des collectivités territoriales, l'intitulé « Section unique » devient « Section I » et il est ajouté une section II ainsi rédigée :

« Section II
« Consultation des électeurs et des résidents de nationalité étrangère »

« *Art. L. 1112-15.* — Les électeurs d'une collectivité territoriale ainsi que les ressortissants de nationalité étrangère résidant dans cette collectivité peuvent être consultés sur les décisions que les autorités de cette collectivité envisagent de prendre pour régler les affaires relevant de la compétence de celle-ci. La consultation peut être limitée aux électeurs et aux résidents de nationalité étrangère d'une partie du ressort de la collectivité, pour les affaires intéressant spécialement cette partie de la collectivité.

« *Art. L. 1112-16.* — Dans une commune, un cinquième des habitants et, dans les autres collectivités territoriales un dixième des habitants, peuvent saisir le conseil de la collectivité en vue de l'organisation d'une consultation sur toute affaire relevant de la décision de ce conseil.

« Dans l'année, un habitant ne peut signer qu'une seule saisine tendant à l'organisation d'une consultation par une même collectivité territoriale.

« *Art. L. 1112-17.* — L'organe délibérant de la collectivité territoriale arrête le principe et les modalités d'organisation de cette consultation. Sa délibération indique expressément que cette consultation n'est qu'une demande d'avis. Elle fixe le jour du scrutin et convoque les électeurs ainsi que les ressortissants de nationalité étrangère résidant dans cette collectivité. Elle est transmise deux mois au moins avant la date du scrutin au représentant de l'État. Si celui-ci l'estime illégale, il dispose d'un délai de dix jours à compter de sa réception pour en saisir le tribunal administratif et assortir sa demande de conclusions de suspension dans les conditions prévues à l'article L. 521-1 du code de justice administrative.

« *Art. L. 1112-18.* — Si la délibération émane de l'assemblée délibérante d'une collectivité territoriale autre que la commune, le représentant de l'État dans cette collectivité la notifie dans un délai de quinze jours aux maires des communes dans lesquelles la consultation est prévue, sauf s'il a été fait droit à sa demande de suspension.

« Les maires organisent le scrutin. Si un maire refuse de procéder à cette organisation, le représentant de l'État, après l'en avoir requis, y procède d'office.

« *Art. L. 1112-19.* — Les dépenses liées à l'organisation de la consultation des électeurs constituent une dépense obligatoire de la collectivité territoriale qui l'a décidée. Il en est de même lorsqu'il est fait application du deuxième alinéa de l'article L. 1112-18.

« *Art. L. 1112-20.* — Les électeurs font connaître par « oui » ou par « non » s'ils approuvent le projet de délibération ou d'acte qui leur est présenté. Après avoir pris connaissance du résultat de la consultation, l'autorité compétente de la collectivité territoriale arrête sa décision sur l'affaire qui en a fait l'objet.

« *Art. L. 1112-21.* — Les dispositions des onze premiers alinéas de l'article L.O. 1112-6 sont applicables à la consultation des électeurs.

« Pendant le délai d'un an à compter de la tenue d'un référendum local ou d'une consultation des électeurs à l'initiative d'une collectivité territoriale, celle-ci ne peut organiser une autre consultation portant sur le même objet. »

« II. - À l'article L. 5211-49 du code général des collectivités locales, dans le premier alinéa, les mots : « en matière d'aménagement » sont supprimés. Dans le troisième alinéa de ce même article, les mots : « une opération d'aménagement » sont remplacés par les mots : « une affaire ».

« III. - Le chapitre II du titre IV du livre I^{er} de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales est abrogé.

- Avant le premier alinéa de cet article, insérer l'alinéa suivant :

« À l'article L. 5211-49 du code général des collectivités locales, dans le premier alinéa, les mots : « en matière d'aménagement » sont supprimés. Dans le troisième alinéa de ce même article, les mots : « une opération d'aménagement » sont remplacés par les mots : « une affaire ».

Après l'article 93

Amendements présentés par M. Christian Estrosi :

- Insérer l'article suivant :

« Dans le 18° de l'article L. 195 du code électoral, les mots "Les membres du cabinet du président du conseil général et du président du conseil régional" sont supprimés. »

- Insérer l'article suivant :

« Dans le 8° de l'article L. 231 du code électoral, les mots "les directeurs de cabinet du président du conseil général et du président du conseil régional" sont supprimés. »

- Insérer la division et l'intitulé suivants :

« Chapitre III. — Conditions d'éligibilité et inéligibilités ».

Après l'article 97

Amendement n° 31 présenté par M. Jean-Claude Guibal :

Insérer l'article suivant :

« L'article L. 1114-5 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :

Art. L. 1114-5. — Aucune convention, de quelque nature que ce soit, ne peut être passée entre une collectivité territoriale, un groupement ou une communauté créée par la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale et un État étranger sauf, dans le cadre de la coopération transfrontalière, dans leurs domaines communs de compétence. Ces conventions n'entrent en vigueur que si elles n'ont pas fait l'objet d'opposition du représentant de l'État dans les deux mois suivant leur transmission à ce représentant. »

Avant l'article 98

Amendement présenté par M. Bernard Derosier et les commissaires membres du groupe socialiste :

Rédiger ainsi l'intitulé du chapitre II :

« Contrôle administratif des actes »

Avant l'article 99 A

Amendement présenté par M. René Dosière et les commissaires membres du groupe socialiste :

- Avant le chapitre premier, insérer l'article suivant :

« À partir de 2007, les membres des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre seront élus au suffrage universel direct le même jour que les conseils municipaux dans les conditions définies par une loi ultérieure en assurant la représentation de chaque commune. »

Article 99 A

Amendement présenté par M. René Dosière et les commissaires membres du groupe socialiste :

I. — Dans le premier alinéa de cet article, après les mots : "communes", insérer les mots : "et leurs groupements à fiscalité propre" (le reste sans changement).

II. — Dans le deuxième alinéa de cet article, substituer aux mots : "elles sont associées" les mots : "ils sont associés "

III. — Dans le troisième alinéa de cet article, substituer au mot : "elles" les mots : "les communes".

Amendement présenté par M. Bernard Derosier et les commissaires membres du groupe socialiste :

Dans le deuxième alinéa de cet article, substituer au mot « elles » les mots « Les communes ou une association les représentant ».

Article 100

Amendement présenté par M. André Chassaing et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Article 100 bis

Amendements présentés par M. René Dosière et les commissaires membres du groupe socialiste :

Rédiger ainsi cet article :

« Le dernier alinéa de l'article L. 123-5 du code de l'action sociale et des familles est ainsi rédigé :

« Plusieurs communes constituées en établissement public de coopération intercommunale peuvent créer un centre d'action sociale.

« Les conditions de majorité requises pour la création d'un centre intercommunal sont celles requises pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale concerné.

« Le centre intercommunal d'action sociale peut exercer celles des attributions fixées au présent chapitre qui ne sont pas assurées par les centres d'action sociale des communes concernées, ainsi que celles que ces derniers décident de lui confier. En cas de désaccord entre les centres communaux d'action sociale ou les communes concernées, la détermination des compétences transférées au centre intercommunal s'effectuera selon les règles de majorité requises pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale concerné. »

Amendement présenté par M. Marc-Philippe Daubresse, rapporteur :

Rédiger ainsi cet article :

« I. — Le premier alinéa de l'article L. 123-4 du code de l'action sociale et des familles est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

« Un centre d'action sociale exerce, dans chaque commune de plus de 2 000 habitants, les attributions qui lui sont dévolues par le présent chapitre. Les communes de moins de 2 000 habitants peuvent également créer un centre d'action sociale.

« Lorsqu'il y est habilité par ses statuts, un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peut créer un centre intercommunal d'action sociale qui exerce tout ou partie des compétences mentionnées à l'article L. 123-5. »

« II. — Le dernier alinéa de l'article L. 123-5 est supprimé. »

Après l'article 100 bis

Amendement présenté par M. René Dosière et les commissaires membres du groupe socialiste :

Insérer l'article suivant :

« I. — Dans la première phrase du II de l'article L. 5214-16 du code général des collectivités territoriales, le mot : "quatre" est remplacé par le mot : "cinq".

« II. — Le II de l'article L. 5214-16 du code général des collectivités territoriales est complété par un 5° ainsi rédigé :

"5° Action sociale

« Lorsque la communauté de communes décide d'exercer la compétence action sociale, elle en confie la responsabilité à un centre intercommunal d'action sociale constitué conformément aux dispositions des articles L. 123-4 et suivants du code d'action sociale et des familles."

III. — Dans la première phrase du II de l'article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales, le mot : "cinq" est remplacé par le mot : "six"

IV. — Le II de l'article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales est complété par un 6° ainsi rédigé :

"6° Action sociale

« Lorsque la communauté d'agglomération décide d'exercer la compétence action sociale, elle en confie la responsabilité à un centre intercommunal d'action sociale constitué conformément aux dispositions des articles L. 123-4 et suivants du code d'action sociale et des familles. »

Après l'article 100 ter

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

• Insérer l'article suivant :

« Le II de l'article L.2511-10-1 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

« 1° Après la première phrase du deuxième alinéa, il est inséré une phrase ainsi rédigée :

« En l'absence de délibération du conseil municipal dans un délai de trois mois suivant la proposition des conseils d'arrondissement, le périmètre des quartiers est réputé fixé. » ;

« 2° La dernière phrase du deuxième alinéa est ainsi rédigée :

« Les conseils d'arrondissement peuvent créer pour chaque quartier ou groupe de quartiers un conseil de quartier ».

• Insérer l'article suivant :

« L'article L.2511-13 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

« 1° Dans le premier alinéa, après les mots : « conseil municipal », sont insérés les mots : « ou par le conseil de l'établissement public de coopération intercommunale compétent » ;

« 2° Le deuxième alinéa est ainsi rédigé :

« Le conseil d'arrondissement émet son avis dans le délai fixé par le maire de la commune ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale. Sauf urgence dûment constatée par le conseil municipal ou le conseil de l'établissement public de coopération intercommunale, ce délai ne peut être inférieur à vingt et un jours, à compter de la saisine du conseil d'arrondissement. À défaut d'avis émis dans ce délai, le conseil municipal ou le conseil de l'établissement public de coopération intercommunale délibère » ;

« 3° La dernière phrase du dernier alinéa est complétée par les mots : « ou du conseil de l'établissement public de coopération intercommunale, à peine de nullité ».

• Insérer l'article suivant :

« L'article L.2511-14 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

« 1° Au début et au milieu de la première phrase, après les mots « conseil municipal », sont insérés les mots : « ou le conseil de l'établissement public de coopération intercommunale » ;

« 2° Dans la deuxième phrase, après les mots : « budget communal », sont insérés les mots : « ou le budget de l'établissement public de coopération intercommunale » ;

« 3° À la fin de la dernière phrase, après les mots : « conseil municipal », sont insérés les mots : « ou le conseil de l'établissement public de coopération intercommunale ».

• Insérer l'article suivant :

« L'article L.2511-15 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

« 1° Dans le premier alinéa, après les mots : « le maire de la commune », sont insérés les mots : « ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent » ;

« 2° Dans le même alinéa, après les mots : « conseil municipal », sont insérés les mots : « ou du conseil de l'établissement public de coopération intercommunale » ;

« 3° Dans le deuxième alinéa, après les mots : « conseil municipal », sont insérés les mots : « ou au conseil de l'établissement public de coopération intercommunale compétent » ;

« 4° Dans le troisième alinéa, après les mots : « conseil municipal », sont insérés les mots : « ou du conseil de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ».

• Insérer l'article suivant :

« Après l'article L.2511-15 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L.2511-25-1 ainsi rédigé :

« *Art. L.2511-15-1* – Lorsque le conseil d'arrondissement émet un avis défavorable sur un projet dont il est saisi en application des articles L.2511-13 à L.2511-15, le maire ne peut inscrire le projet à l'ordre du jour du conseil municipal et doit le soumettre à la commission mixte paritaire d'arrondissement prévue au deuxième alinéa de l'article L.2511-21, dans un délai qui ne peut excéder quinze jours à compter de la réception de l'avis. La commission mixte paritaire d'arrondissement dispose d'un délai de quinze jours pour rechercher un accord. Le conseil d'arrondissement procède ensuite à un nouvel examen du projet dans un délai qui ne peut excéder quinze jours. À défaut d'avis émis par le conseil d'arrondissement après la saisine de la commission mixte paritaire dans le délai susmentionné, le conseil municipal délibère. Les avis du conseil d'arrondissement sont joints au projet dont il est saisi et transmis au conseil municipal. Ils sont annexés à la délibération du conseil municipal, à peine de nullité. »

- Insérer l'article suivant :

« L'article L.2511-16 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

« 1° Dans la première phrase du deuxième alinéa, après les mots : « équipements de proximité », sont insérés les mots : « mentionnés au premier alinéa » ;

« 2° La première phrase du troisième alinéa est ainsi rédigée : « Toutefois, les équipements de proximité dont la gestion a été confiée à des tiers demeurent de la compétence du conseil municipal pour la durée de la convention passée avec le gestionnaire ; cette convention ne peut être renouvelée que par délibérations concordantes du conseil municipal et du conseil d'arrondissement. » ;

« 3° Dans les cinquième et sixième alinéas, après les mots : « marchés de travaux », sont insérés les mots : « et de fournitures ».

- Insérer l'article suivant :

« L'article L.2511-21 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :

« *Art. L.2511-21* – Une commission mixte paritaire communale, composée de tous les maires d'arrondissement et d'un nombre égal de représentants de la commune, dont le maire, examine toutes les questions relevant de l'application du présent chapitre. Elle définit les conditions générales d'admission dans les crèches, les écoles maternelles, les résidences pour personnes âgées et foyers-logements relevant de la commune, confiés par celle-ci à un tiers ou gérés par un établissement public dépendant de la commune. Elle définit les conditions générales d'admission de tous les équipements sportifs ainsi que les conditions générales d'utilisation de ces équipements. Elle est, en outre, consultée par le conseil d'arrondissement sur les conditions générales d'admission aux équipements mentionnés aux articles L.2511-16 et L.2511-17, ainsi que sur les conditions générales d'admission et de fonctionnement des équipements et services gérés par les établissements publics visés à l'article L.2511-29.

« Une commission mixte paritaire d'arrondissement, composée d'un nombre égal de représentants du maire d'arrondissement et du maire de la commune, désignés parmi les conseillers élus, est saisie dans les conditions prévues à l'article L.2511-15-1 afin de rechercher un accord en cas d'avis défavorable du conseil d'arrondissement sur un projet dont il est saisi en application des articles L.2511-13 à L.2511-15. ».

- Insérer l'article suivant :

« L'article L.2511-22 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

« 1° Le premier alinéa est ainsi rédigé :

« Pour l'exercice de ses compétences, le conseil d'arrondissement prépare, passe, exécute et règle les marchés de travaux, fournitures et services qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant. » ;

« 2° Les deux derniers alinéas sont supprimés »

- Insérer l'article suivant :

« L'article L.2511-24 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

« 1° La première phrase du deuxième alinéa est ainsi rédigée :

« Dans chaque arrondissement, il est créé un ou plusieurs comités d'initiative et de consultation d'arrondissement » ;

« 2° La deuxième phrase du deuxième alinéa est complétée par les mots : « , ainsi que les habitants de l'arrondissement qui en font la demande » ;

« 3° Dans la première phrase du troisième alinéa, les mots : « représentants de ces associations » sont remplacés par les mots : « personnes mentionnées au deuxième alinéa » et les mots : « s'ils » sont remplacés par les mots : « si elles » ;

« 4° La deuxième phrase du troisième alinéa est ainsi rédigée :

« Elles y exposent toute question intéressant l'arrondissement et peuvent faire toute proposition à cet égard » ;

« 5° Dans le cinquième alinéa, les mots : « les associations » sont remplacés par les mots : « les personnes mentionnées au deuxième alinéa » ;

« 6° La première phrase du dernier alinéa est ainsi rédigée :

« Le calendrier des débats avec les personnes susmentionnées est défini par le conseil d'arrondissement en liaison avec le ou les comités d'initiative et de consultation d'arrondissement » ;

« 7° Dans la dernière phrase du dernier alinéa, les mots : « du comité » sont remplacés par les mots : « du ou des comités ».

• Insérer l'article suivant :

« Le dernier alinéa de l'article L.2511-27 du code général des collectivités territoriales est complété par les mots : « et aux responsables des services de la mairie d'arrondissement ».

• Insérer l'article suivant :

« L'article L.2511-30 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

« 1° Avant la première phrase du premier alinéa, il est inséré une phrase ainsi rédigée :

« Le maire de la commune informe le maire d'arrondissement, dans un délai de soixante-douze heures à compter de leur réception en mairie, des demandes d'autorisation d'utilisation du sol dans l'arrondissement. » ;

« 2° Au début de la deuxième phrase du deuxième alinéa, après les mots : « Il est informé », sont insérés les mots : « , dans un délai de soixante-douze heures à compter de leur réception en mairie, ».

• Insérer l'article suivant :

« L'avant-dernier alinéa de l'article L.2511-45 du code général des collectivités territoriales est complété par les mots : « en fonctionnement comme en investissement ».

• Insérer la division et l'intitulé suivants :

« Chapitre Ier *bis* – Dispositions relatives à l'organisation de Paris, Marseille et Lyon. »

Article 101

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

(art. L. 5210-4 du code général des collectivités locales)

Amendement présenté par M. Gérard Vignoble :

Rédiger ainsi cet article :

« Art. L. 5210-4. - I. — Lorsqu'il y est expressément autorisé par ses statuts, un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peut demander à exercer, au nom et pour le compte du département ou de la région, des compétences dévolues à l'une ou l'autre de ces collectivités.

« Le président du conseil régional ou du conseil général est tenu d'inscrire à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante dans un délai de six mois l'examen d'une demande en ce sens.

« L'exercice par l'établissement public de coopération intercommunale d'une telle compétence fait l'objet d'une convention conclue entre l'établissement et le département ou la région, qui détermine l'étendue de la délégation, sa durée, ainsi que ses conditions financières et ses modalités d'exécution. Cette convention précise les conditions de partage des responsabilités encourues dans le cadre de la délégation, sans préjudice des droits des tiers.

« L'application du présent article n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour les cocontractants de la collectivité territoriale qui délègue sa compétence.

« II. — Les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre sont associés à l'élaboration des schémas ou des plans établis par la région ou le département, lorsque leur territoire est concerné ».

Amendement présenté par M. Bernard Derosier et les commissaires membres du groupe socialiste :

Compléter le deuxième alinéa de cet article par la phrase suivante :

« À l'issue du débat, la demande de délégation fait l'objet d'un vote et ce n'est qu'en cas d'un vote favorable du conseil général ou du conseil régional que la délégation peut avoir lieu. »

Amendement présenté par M. René Dosière et les commissaires membres du groupe socialiste :

Compléter le deuxième alinéa de cet article par la phrase suivante :

"Le conseil régional, ou le cas échéant le conseil général, se prononce sur cette demande par une délibération motivée lors de cette session."

Amendement présenté par M. Gérard Vignoble :

Compléter le deuxième alinéa de cet article par la phrase suivante :

« L'assemblée délibérante du conseil régional ou du conseil général se prononce sur cette demande par délibération motivée. »

Amendement n° 85 présenté par M. Bruno Bourg-Broc :

Compléter le troisième alinéa de cet article par la phrase suivante :

« En cas de refus, l'assemblée délibérante est tenue de motiver sa décision. »

Après l'article 101

Amendement présenté par Mme Valérie Pecresse :

Insérer l'article suivant :

« Il est inséré au chapitre 1^{er} du titre unique du livre 1^{er} de la première partie du code général des collectivités territoriales un article L. 1111-4-1 ainsi rédigé :

« Pour les décisions qui peuvent le mieux être mises en œuvre à son échelon, une collectivité territoriale peut demander à exercer, au nom et pour le compte d'une autre collectivité territoriale, des compétences dévolues à cette autre collectivité.

« Le président du conseil régional ou du conseil général ou le maire de la commune est tenu d'inscrire à l'ordre du jour de la plus prochaine session de l'assemblée délibérante l'examen d'une demande en ce sens.

« L'exercice par la collectivité territoriale d'une telle compétence fait l'objet d'une convention conclue entre les deux collectivités concernées, qui en détermine les modalités d'exécution, de suivi par l'autorité délégante de la compétence déléguée, ainsi que la durée. Cette convention précise les conditions de partage des responsabilités encourues dans le cadre de la délégation, sans préjudice des droits des tiers.

« L'application du présent article n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour les cocontractants de l'autorité qui délègue sa compétence. »

Amendements présentés par M. Pierre-A-Morel-L'Huissier :

- Insérer l'article suivant :

« I. — il est inséré dans le code général des collectivités territoriales un article L. 2335-5-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 2335-5-1.* — Les communes situées en zones de revitalisation rurale peuvent bénéficier de subventions d'équipements jusqu'à hauteur de 80% du montant hors taxe des investissements qu'elles réalisent »

« II. — Les éventuelles pertes de recettes pour l'État résultant de la présente mesure sont compensées à due concurrence par la création de taxes additionnelles aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

- Insérer l'article suivant :

« I. — il est inséré dans le code général des collectivités territoriales un article L. 5211-36-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 5211-36-1.* — Les communes fournissent aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elles sont membres les informations relatives à leurs situations fiscales respectives, notamment les taux d'imposition qu'elles appliquent à chacune des taxes locales »

« II. — Les éventuelles pertes de recettes pour l'État résultant de la présente mesure sont compensées à due concurrence par la création de taxes additionnelles aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. »

Article 102

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Article 103

Amendements présentés par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

- Supprimer cet article.
- I. — Dans le 1° du I de cet article, supprimer le mot : « Soit ».
- II. — Supprimer le 2° du I de cet article.

(art. L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales)

Amendement présenté par M. Alain Gest et amendement identique présenté par M. Gérard Vignoble :

Compléter le cinquième alinéa du I de cet article par la phrase suivante :

« Toutefois, lorsque ces communes appartiennent à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, le projet de périmètre ne peut les inclure sans leur accord. Leur retrait s'effectue dans les conditions de l'article L. 5211-19. »

Article 104

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

(art. L. 1638 0 *bis* du code général des impôts)

Amendement présenté par M. Alain Gest et amendement identique présenté par M. Gérard Vignoble :

Compléter le premier alinéa du 2 du III de cet article par les mots : « sauf délibération contraire du conseil communautaire statuant à la majorité simple de ses membres, prise avant le 31 décembre de l'année de la fusion ».

Article 106

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Article 108

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Article 110

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Article 111

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

(art. L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales)

Amendement présenté par M. Alain Gest :

Rédiger ainsi cet article :

« *Art L. 5211-9-2.* — Le président d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peut être autorisé à exercer, conjointement avec les maires concernés, certaines des attributions de police municipale, à condition qu'elles se rattachent à un équipement ou un service qui relève de la compétence de cet établissement public.

« Sur proposition d'un ou plusieurs maires de communes intéressées, l'exercice conjoint de certains pouvoirs de police municipale, est décidé par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements concernés, après accord de tous les maires des communes membres et du président de l'établissement public de coopération intercommunale. Il y est mis fin dans les mêmes conditions dès qu'un des maires concernés le demande. »

Amendement présenté par M. Gérard Vignoble :

Rédiger ainsi cet article :

« *Art L. 5211-9-2.* — Le président d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peut être autorisé à exercer, conjointement avec les maires concernés, certaines des attributions de police municipale, à condition qu'elles se rattachent à un équipement ou un service qui relève de la compétence de cet établissement public.

« Sur proposition d'un ou plusieurs maires de communes intéressées, l'exercice conjoint de certains pouvoirs de police municipale, est décidé par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements concernés, après accord de tous les maires des communes membres et du président de l'établissement public de coopération intercommunale. Il y est mis fin dans les mêmes conditions. »

Amendement présenté par M. René Dosière et les commissaires membres du groupe socialiste :

Supprimer la dernière phrase du premier alinéa de cet article.

Article 112

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain et amendement identique présenté par M. René Dosière et les commissaires membres du groupe socialiste :

Supprimer cet article.

Amendements présentés par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

- Supprimer le I de cet article.
- Dans les I et II de cet article, substituer aux mots « l'intégralité de la compétence transférée », les mots « les compétences que veulent bien lui déléguer les communes ».
- Supprimer le II de cet article.

Amendement présenté par M. Alain Gest :

Compléter la dernière phrase du dernier alinéa du II et la deuxième phrase du III de cet article par les mots : « à l'exception des compétences en matière de politique et de la ville ».

Article 113

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Supprimer cet article.

Article 113 bis

Amendement n° 6 présenté par M. Pierre Micaux et amendement identique n° 25 présenté par M. Jean Proriot :

Au début de cet article, insérer le paragraphe suivant :

« I. — Après le deuxième alinéa de l'article L. 5211-9 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Il peut être chargé, par délégation de l'organe délibérant, des attributions mentionnées à l'article L. 2122-22. ».

Article 114

Amendement présenté par M. Jean-Jack Queyranne et les commissaires membres du groupe socialiste :

Supprimer cet article.

Article 115

Amendement présenté par M. René Dosière et les commissaires membres du groupe socialiste [retiré] :

Compléter cet article par les alinéas suivants :

« III. — Le premier alinéa de l'article L.5214-8 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :

« Les dispositions du chapitre III du titre II du livre 1^{er} de la deuxième partie relatives aux conditions d'exercice des mandats municipaux, à l'exclusion des articles L.2123-18-1, L.2123-18-3 et L.2123-22, sont applicables aux membres du conseil de la communauté de communes. »

Après l'article 116

Amendement présenté par Mme Valérie Pecresse :

Insérer l'article suivant :

« La première phrase de l'article L. 5211-39 du code général des collectivités territoriales est complétée par les mots et la phrase suivante :

« et d'une communication sur les flux financiers intervenant au sein de la communauté. Cette communication comporte les données synthétiques suivantes : contributions fiscales des communes membres, dotations versées pour chaque commune membre, résiduel de la dette par commune membre pour les emprunts contractés par la communauté en vue de la réalisation d'équipements, répartition des investissements par commune dans les domaines de compétence de la communauté. »

Après l'article 117

Amendements présentés par Mme Valérie Pecresse :

- Insérer l'article suivant :

« Après l'article L.5216-10 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article ainsi rédigé :

« *Art. L.5216-10-1.* — Si dans un délai d'un an à compter de la transformation en communauté d'agglomération d'un syndicat d'agglomération nouvelle en application de l'article L.5341-2, une commune estime que les conditions de fonctionnement de la communauté d'agglomération sont de nature à compromettre de manière essentielle son intérêt à participer à l'objet communautaire, elle peut demander son retrait de la communauté d'agglomération dans les conditions prévues par le présent code.

« À défaut de décision favorable dans un délai de 3 mois, la commune peut demander au représentant de l'État dans le département, après avis de la commission départementale de coopération intercommunale, son retrait de la communauté d'agglomération.

« Le retrait sera subordonné à l'adhésion de la commune à un autre établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou à la création concomitante, par le représentant de l'État, d'une nouvelle structure de coopération intercommunale comprenant la commune.

« Ce retrait s'effectue dans les conditions fixées par l'article L.5211-25-1. En cas de désaccord, les modalités du retrait sont arrêtées par le représentant de l'État dans le département. »

- Insérer l'article suivant :

« Après l'article L. 5216-10 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article additionnel ainsi rédigé :

« *Art. L.5216-10-2.* — Dans le délai d'un an à compter de la transformation en communauté d'agglomération d'un syndicat d'agglomération nouvelle en application de l'article L. 5341-2, et par dérogation à l'article L. 5211-19, une commune peut être autorisée, par le représentant de l'État dans le département, à se retirer d'une communauté d'agglomération pour adhérer à un autre établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

« — la commune estime que les conditions de fonctionnement de la communauté d'agglomération sont de nature à compromettre de manière essentielle son intérêt à participer à l'objet communautaire,

« — l'organe délibérant de l'établissement public intercommunal auquel la commune souhaite adhérer a accepté cette demande, ou bien le représentant de l'État dans le département crée un nouvel établissement de coopération intercommunale comprenant la commune.

« Ce retrait s'effectue dans les conditions fixées par l'article L. 5211-25-1. En cas de désaccord, les modalités du retrait sont arrêtées par le représentant de l'État dans le département. »

Avant l'article 120

Amendement présenté par M. Christian Vanneste :

Insérer l'article suivant :

« L'article L.2212-5 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

« Au cinquième alinéa, les mots « à fiscalité propre » sont remplacés par les mots : « sans fiscalité propre ».

Article 121 ter

Amendement présenté par M. Alain Gest :

Rédiger ainsi cet article :

« Au 2° de l'article L.5214-23 du code général des collectivités territoriales, supprimer les mots : « aménagement rural ».

Article 123

Amendements présentés par M. Alain Gest :

- I. — Rédiger ainsi les deuxième et dernier alinéas du 3° du II de cet article :

« 3° Le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibération concordantes adoptées à la majorité qualifiée (deux tiers des conseils municipaux des communes membres, représentant 50% de la population et vice versa), en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges.

« À défaut de cet accord, le montant de l'attribution de compensation est fixé dans les conditions figurant aux 3°, 4° et 5°. »

II. — Dans le dernier alinéa du III de cet article, substituer aux mots : « l'ensemble des conseils municipaux des communes membres », les mots : « la majorité des communes ».

• Au début de la première phrase du deuxième alinéa du 3° du II et des deuxième et troisième alinéas du III de cet article, insérer les mots : « Sur proposition du conseil communautaire ».

Amendement présenté par M. Jean-Jack Queyranne et les commissaires membres du groupe socialiste :

Dans le deuxième alinéa du 3° du II de cet article, après les mots : « peuvent être fixés librement », insérer les mots : « , sur proposition du conseil communautaire, ».

Amendement présenté par M. Pierre Morel-A-L'Huissier :

Supprimer le premier alinéa du III de cet article.

Article 124

Amendements présentés par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

• Rédiger ainsi cet article :

« Le VI de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts est ainsi rédigé :

« VI. — L'établissement public de coopération intercommunale institue une dotation de solidarité communautaire dont le principe et les critères de répartition entre les communes membres et, le cas échéant, certains établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre limitrophes sont fixés par le conseil communautaire statuant à la majorité des deux tiers pour les autres établissements publics de coopération intercommunale.

« Ces critères sont déterminés en fonction des charges de ses bénéficiaires, notamment :

« le rapport entre la proportion de logements sociaux dans le total des logements de la commune et cette même proportion sur le territoire de l'établissement public de coopération intercommunale,

« le rapport entre le nombre de bénéficiaires d'aides au logement et le nombre de logements de la commune et cette même proportion sur le territoire de l'établissement public de coopération intercommunale, le rapport entre le revenu moyen des habitants de la commune et le revenu moyen des habitants des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale,

« des critères complémentaires faisant état des charges des communes peuvent être choisis par le conseil. »

• Compléter le troisième alinéa de cet article par la phrase suivante :

« Cette dotation est indexée au moins sur l'évolution de l'indice des prix à la consommation telle que figurant en annexe au projet de loi de finances de l'année. »

Après l'article 124

Amendement présenté par M. André Chassaigne et les commissaires membres du groupe communiste et républicain :

Insérer l'article suivant :

« Dans le 1° du IV *bis* de l'article 1648 A du code général des impôts, la mention : « 20 % au moins et 40 % au plus » est remplacée par la mention : « 40 % ».

Après l'article 125 quater

Amendements présentés par M. Gérard Vignoble :

• Insérer l'article suivant :

« Dans le quatrième alinéa de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales, supprimer les mots « à fiscalité propre ».

• Insérer l'article suivant :

« Après l'article L. 5214-22 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 5214-22-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 5214-22-1.* — Les dispositions de l'article L. 5215-27 sont applicables à la communauté de communes. »

• Insérer l'article suivant :

« I. — Le deuxième alinéa de l'article 1607 *bis* du code général des impôts est ainsi rédigé :

« Le produit de cette taxe est arrêté chaque année par l'établissement public foncier local dans la limite d'un plafond fixé à 45 euros par habitant situé dans son périmètre. »

« II. — L'article 97 de la loi de finances initiale pour 1998 (n°97-1269 du 30 décembre 1997) modifié par l'article 10 de l'ordonnance n° 2000-1352 du 30 décembre 2000, l'article 88-II de la loi de finance rectificative (n°2002-1576 du 30 septembre 2002) sont abrogés. »

Amendement n° 188 présenté par M. Jean-Luc Warsmann :

Insérer l'article suivant :

« I. — L'article L. 210-1 du code électoral est ainsi modifié :

« 1. Le premier alinéa est complété par deux phrases ainsi rédigées :

« Elle indique également les nom, prénoms, sexe, date et lieu de naissance, domicile et profession de la personne appelée à remplacer le candidat élu en cas de vacance du siège. Elle doit être accompagnée de l'acceptation écrite du remplaçant dont le sexe devra être différent de celui du titulaire. »

« 2. Dans le deuxième et le troisième alinéas, les mots : « le candidat répond » sont remplacés par les mots : « le candidat et le remplaçant répondent ».

« 3. Le quatrième alinéa est ainsi rédigé :

« Nul ne peut être candidat dans plus d'un canton. Nul ne peut figurer en qualité de remplaçant sur plusieurs déclarations de candidature. Nul ne peut être à la fois candidat et remplaçant d'un autre candidat. »

« II. — Le premier alinéa de l'article L. 221 du code électoral est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

« Les conseillers généraux dont le siège devient vacant pour quelque cause que ce soit sont remplacés jusqu'au renouvellement du conseil général par les personnes élues en même temps qu'eux à cet effet.

« En cas d'annulation des opérations électorales d'un canton ou lorsque les dispositions de l'alinéa précédent ne peuvent pas être appliquées, il est procédé à une élection partielle dans un délai de trois mois. »

« III. — Les dispositions du présent article entreront en vigueur lors du premier renouvellement par moitié des conseillers généraux prévu par l'article L. 192 du code électoral. »

Amendement n° 8 présenté par M. Patrick Beaudouin :

Insérer la division et l'intitulé suivants :

« Titre IX *bis*
Association d'intérêt local ».

Amendement présenté par M. Marc-Philippe Daubresse, rapporteur [retiré] :

Insérer l'article suivant :

« I. — À l'article L. 2122-35 du code général des collectivités territoriales, les mots : « dans la même commune » sont supprimés.

« II. — À l'article L. 3123-30 du même code, les mots : « dans le même département » sont supprimés.

« III. — À l'article L. 4135-30 du même code, les mots : « dans la même région » sont supprimés. »

LISTE DES PERSONNES ENTENDUES PAR LE RAPPORTEUR

- Assemblée des communautés de France (ADCF) :
 - M. Marc CENSI, président
 - Mme Claire DAGOGNO, chargée de mission.
- Assemblée des départements de France :
 - M. Alain GEST, président de Conseil général de la Somme,
 - M. Philippe ADNOT, président du Conseil général de l'Aube,
 - M. Eric DOLIGÉ, président du Conseil général du Loiret.
- Union sociale pour l'habitat :
 - M. Paul-Louis MARTY, délégué général,
 - Mme Dominique DUJOLS, directrice des relations institutionnelles et du partenariat.
- Association des maires de France (AMF) :
 - M. Daniel HOEFFEL, président,
 - M. André LAIGNEL, vice-président,
 - M. Jacques PÉLISSARD, vice-président,
 - Mme Dominique BRACHET, chargée de mission,
 - M. Alexandre TOUZET, chargé de mission.
- Association des petites villes de France (APVF) :
 - M. Yves DAUGE, vice-président,
 - M. André ROBERT, délégué général.
- Association des maires de grandes villes :
 - M. Jean-Marie BOCKEL, président,
 - M. Christian LALU, directeur général,
 - M. Pierre GAUDEZ, consultant.
- Association des communautés urbaines de France :
 - M. Olivier LANDEL,
 - M. Michel CAILLAUD.
- M. Pierre MAUROY, sénateur, président de la communauté urbaine de Lille.
- Association des maires des communes associées de France (AMAICAF) :
 - M. Claude CHERMAIN, président,
 - M. Jean-Pierre DUFES, vice-président.
- Comité des Finances locales :
 - M. Jean-Pierre FOURCADE, président.
- Association des régions de France (ARF) :
 - M. Gérard LONGUET, président.

- Fédération des maires des villes moyennes (FVM) :
 - M. Bruno BOURG-BROC, président
 - M. René COUANAU, député-maire de Saint-Malo,
 - M. Louis LAVERGNE, premier adjoint au maire de Bourgoin-Jallieu,
 - M. Arsène LUX, maire de Verdun,
 - M. Jacques REMILLER, député-maire de Vienne
 - M. Emile ZUCCARELLI, député-maire de Bastia
 - Mme Nicole GIBOURDEL, déléguée générale
 - Mme Sophie DORTES, chargée d'études à la FMVM.

- M. Gérard COLLOMB, sénateur, président de la communauté urbaine du Grand Lyon.

N° 1435 – Rapport de M. Marc-Philippe Daubresse sur le projet de loi adopté par le Sénat
n° 1218 relatif aux responsabilités locales – tome II tableau comparatif